

UNIV. OF
TORONTO
LIBRARY

968

BIBLIOTHÈQUE UNIVERSELLE

ET

REVUE SUISSE

LAUSANNE — IMPRIMERIES RÉUNIES (S. A.)

BIBLIOTHÈQUE
UNIVERSELLE

ET

REVUE SUISSE

CENT-DIX-HUITIÈME ANNÉE

TOME LXXII

LAUSANNE

BUREAUX DE LA BIBLIOTHÈQUE UNIVERSELLE
23, Avenue de la Gare, 23.

PARIS

CHEZ H. LE SOUDIER, 174 et 176, Boulevard Saint-Germain.

LONDRES

HACHETTE & C^{ie}, 18, King William Street, Strand.

LEIPZIG

A. TWIETMEYER. — F.-A. BROCKHAUS.

NEW-YORK

G.-E. STECHERT & C^o, 9 East, 16th Street.

1913

Tous droits réservés.

13 2910
2615714

BIBLIOTHEQUE

UNIVERSITÄT



UNIVERSITÄT BONN

UNIVERSITÄT BONN

UNIVERSITÄT BONN

UNIVERSITÄT BONN

132910
24/12/19

A PROPOS D'UN CENTENAIRE

L'ÉDIT DE MILAN ET LA PAIX DE L'ÉGLISE

Au sein de l'affliction, l'Eglise a ses jours de fête, où, réveillant le souvenir des victoires d'autrefois, elle prélude dans la joie aux triomphes de demain. La maladie qui, au printemps dernier, mit en danger la vie de Pie X, a pu détourner l'attention publique des cérémonies grandioses organisées à Rome au même moment : elle n'en a ni diminué l'ampleur ni amoindri l'éclat. C'est qu'il s'agissait, en effet, d'une de ces dates solennelles dont la signification dépasse, de toute la hauteur des choses qui durent, les contingences de l'heure brève et la fragilité des puissances d'un jour. L'édit de Milan, dont on célébrait cette année le seizième centenaire, — seize siècles : y a-t-il beaucoup d'œuvres humaines, beaucoup de peuples ou d'institutions qui puissent invoquer l'autorité d'une aussi antique tradition ? — n'a pas seulement mis fin à l'hostilité officielle de l'empire romain envers le christianisme : des circonstances qu'on ne prévoyait guère alors en ont fait ce qu'il est resté, un épisode décisif dans l'histoire, toujours ouverte, des relations de l'Eglise avec la société civile et le point de départ de son règne temporel.

On se rappelle les faits. A la fin du troisième siècle, l'empereur Dioclétien entreprit de réformer le gouvernement de l'Etat, en instituant le régime connu sous le nom de tétrarchie. Depuis longtemps, la conduite de l'empire, corps immense travaillé de mille maux au dedans, menacé au dehors par des ennemis de plus en plus redoutables, était devenu pour un seul homme une charge trop lourde. Dioclétien se donna un collègue, son égal en droit, qui porta comme lui le titre d'Auguste, les deux souverains devant régner de concert l'un sur l'Orient, l'autre sur l'Occident. Chacun d'eux s'adjoignit en outre dans la suite une sorte de coadjuteur avec promesse de succession, qui reçut le titre de César. Qu'un Auguste vint à disparaître, l'un des Césars devait lui succéder, et être lui-même remplacé par un nouveau César, nommé d'accord entre les deux Augustes. Ainsi l'unité de vues dans le gouvernement semblait sauvegardée, et la transmission du pouvoir assurée automatiquement, sans interruption et sans secousses.

Dioclétien avait compté sans les compétitions inévitables que devaient susciter les mécontentements individuels et les ambitions déçues. En 305 il abdiqua, obligeant son collègue Maximien à en faire autant; et, comme il était prévu, les deux Césars prirent leur place. Mais presque en même temps surgirent des prétendants inattendus. Maximien, qui supportait malaisément sa retraite, ressaisit le pouvoir. A un moment donné on vit jusqu'à six empereurs, bien décidés chacun à défendre leurs droits les armes à la main. L'un d'eux toutefois ne tarda pas à jouer, dans les luttes qui remplirent les années suivantes, un rôle de premier plan : Constantin, fils de l'ancien César des Gaules, Constance Chlore.

Constantin, qui, lors de l'élévation de son père au rang d'Auguste, n'avait même pas été nommé César, n'entendait pas se laisser bannir d'un trône sur les marches duquel il avait grandi. Passionné de domination, clairvoyant, énergique et résolu, allégé de scrupules, temporisateur au besoin, mais aussi prompt à saisir l'occasion que patient à l'attendre, Constantin joignait à ces qualités de gouvernement le prestige extérieur et les dons de séduction qui font la popularité des rois.

Déjà, à la mort de son père, en 306, il s'était laissé saluer Auguste par ses légions. Mais c'était peu de chose pour lui qu'un pouvoir partagé. Devenir seul maître de l'Etat est le but que désormais il ne perdra plus de vue. Tour à tour diplomate et soldat, toute sa conduite, depuis ce moment, se caractérise par un effort méthodiquement soutenu pour écarter ses rivaux l'un après l'autre, quitte à se servir d'eux d'abord pour s'en débarrasser ensuite.

En 312, plusieurs acteurs avaient disparu de la scène. Quatre Augustes restaient, qui se partageaient l'empire ou se le disputaient. En Orient, Licinius avait pour concurrent Maximin Daïa. Constantin régnait sur les Gaules, tandis que, proclamé à Rome, le fils de Maximien, Maxence, tenait en son pouvoir l'Italie et l'Afrique.

C'est avec lui que Constantin résolut d'en finir d'abord. Profitant du premier répit que lui laissa la défense des frontières, et prétextant la détresse de l'Italie opprimée pour apparaître en libérateur, il franchit les Alpes, rencontre l'armée de Maxence sous les murs mêmes de Rome, et défait son rival, qui se noie dans le Tibre, avec une partie de son armée, au passage du pont Milvius (28 octobre 312).

Cette victoire faisait de Constantin le maître incon-

testé de l'Occident. Reçu à Rome en triomphateur, il y séjourna peu de temps, et revint vers le nord, pour passer l'hiver à Milan. Il y fut rejoint par Licinius, et c'est au cours de ces conférences qu'ils arrêterent de concert les mesures que comportait la situation et les principes de leur commune politique. Leur alliance fut scellée par le mariage de Licinius avec Constance, sœur de Constantin. Puis chacun retourna où sa présence était nécessaire : Constantin en Gaule, pour combattre les Francs, Licinius en Orient, pour se débarrasser de Maximin. Celui-ci, sur ces entrefaites, mourut de maladie à Tarse. Mais Licinius fit périr sa veuve, fille de Dioclétien, ses enfants, et tout ce qui, à part lui-même, tenait encore par un lien dynastique aux fondateurs de la tétrarchie.

Entre les deux empereurs qui restaient en présence, la paix ne devait pas être de longue durée. Moins d'un an après la conférence de Milan, un premier différend fut suivi d'une première réconciliation. Mais quelques années plus tard, après une nouvelle guerre, Licinius fut déposé (324), et enfin mis à mort. Constantin voyait réalisés les plans de sa persévérante et tenace ambition. L'empire, dont la conquête avait été l'objectif de sa vie, lui appartenait tout entier.



Pendant ses dix ans, d'ailleurs, de gouvernement en commun avec Licinius, Constantin avait eu plus d'une occasion de faire prévaloir ses vues personnelles. Parmi les sujets dont s'étaient entretenus les deux princes lors de la conférence de Milan figurait en particulier la question religieuse, source permanente de conflits et de difficultés. Constantin, avec sa sûreté de coup d'œil et sa décision ordinaires, osa en entreprendre la liquida-

tion, et fit consentir Licinius à un ensemble de mesures par lesquelles se trouva posé pour la première fois le principe de la liberté des cultes. Ce sont ces dispositions qui, sous la forme où elles furent communiquées aux gouverneurs de province avec ordre de les appliquer, constituent ce qu'on est convenu d'appeler l'édit de Milan.

La lettre commence par affirmer, avec insistance et à plusieurs reprises, le droit pour tous, chrétiens ou païens, de suivre la religion de leur choix :

« Nous, Constantin et Licinius Augustes, nous étant rencontrés à Milan pour traiter toutes les affaires qui concernent la prospérité et la sécurité de l'Etat, avons pensé que l'une des premières questions à régler dans l'intérêt de nos sujets était celle des honneurs à rendre à la divinité. Nous avons décidé d'accorder aux chrétiens et à tous les autres la liberté de pratiquer la religion qu'ils préfèrent, afin que ce que la demeure céleste contient de divinité soit propice et favorable à nous-mêmes et à ceux qui vivent sous notre domination. C'est, à notre avis, une mesure salulaire et juste de ne refuser à aucune personne la faculté ou de pratiquer le christianisme ou de professer la religion qu'elle jugera elle-même lui convenir le mieux, afin que la divinité suprême, librement servie, puisse nous accorder en toute chose sa faveur et sa bienveillance accoutumées. »

Le législateur revient sur la même idée sans craindre de se répéter, et ajoute, pour ne laisser subsister aucune équivoque :

« Le droit que nous accordons aux chrétiens de professer leur foi et de pratiquer leur culte ouvertement et en toute liberté, Votre Excellence comprendra que nous l'accordons de même aux autres. Il convient à la tranquillité de notre siècle que chacun choisisse à son gré l'objet de son adoration, et qu'aucun culte ne soit privé des honneurs qui lui sont dus. »

Ceci, ne l'oublions pas, était écrit en 313. La persécution de Dioclétien et de Galère, qui avait commencé en 303, venait à peine de finir. Dans les états de Maximin, le christianisme était toujours proscrit. Aussi l'édit de Milan, intervenant à un tel moment, fait-il à distance l'effet d'un coup de théâtre. La mesure n'était cependant ni tout à fait inattendue ni entièrement nouvelle. Depuis deux siècles, le christianisme n'avait pas cessé, en principe, d'être un crime contre l'Etat : en fait, l'Eglise avait connu des périodes de répit. Certains empereurs avaient fermé les yeux. En 311, avant de mourir, Galère, devenu Auguste à la place de Dioclétien, avait lui-même arrêté la persécution dont il avait été le principal artisan. Mais, cette fois, ce n'était plus la tolérance, c'était le droit solennellement reconnu, et l'égalité proclamée entre le christianisme et les autres religions de l'empire. Désormais, la participation au culte de l'Etat ne sera plus un devoir civique auquel on ne peut manquer sans se retrancher soi-même de la cité. Un principe nouveau était posé ; et si l'on ne vit pas clairement alors ce qu'il avait de révolutionnaire, c'est que l'opinion y avait été préparée par une évolution correspondante dans les esprits.

La liberté donnée aux chrétiens, Constantin la garantissait expressément aux autres cultes. Mais, en vérité, le plus surprenant, quand on y songe, c'est qu'il ait paru nécessaire de le dire. S'adresser à des religions en pleine possession de droits immémoriaux, reconnues et pratiquées encore par la majorité des sujets de l'empire, à cette antique religion surtout qui, identifiée au cours des siècles avec Rome elle-même, était dans le monde entier l'expression visible et le symbole de sa puissance, et leur promettre les mêmes droits qu'à une secte qui, la

veille encore, était officiellement proscrite, n'était-ce pas une ironie ? Apparemment, on craignait que les instructions ne fussent mal comprises. La liberté de conscience, telle que la définissait l'édit de Milan, était une si grande nouveauté, la faveur accordée au christianisme si manifeste et si certaine, qu'il importait de prévenir toute inquiétude parmi les populations païennes, tout excès de zèle de la part des fonctionnaires. Mais, en fait, l'édit de Milan ne profitait qu'aux chrétiens ; et s'il est vrai qu'ils l'aient inspiré, il n'y avait pas grand mérite à réclamer une tolérance dont ils étaient les seuls à tirer avantage.

Mais ce n'était pas tout. L'édit ne se bornait pas à assurer aux individus le libre exercice de leur religion : il reconnaissait l'Eglise comme corps constitué, lui conférait la personnalité civile, et ordonnait de lui restituer à ce titre les édifices et les biens dont elle avait été privée tant au profit du fisc que des particuliers. De toutes les concessions, c'était peut-être la plus précieuse, et aussi la plus grave pour l'avenir.



Plus encore qu'un acte législatif ou que l'affirmation d'un principe, l'édit de Milan était un programme de politique religieuse, ayant pour tous les sujets de l'empire la valeur d'une promesse. Les engagements qu'il renfermait, on peut dire que Constantin s'est efforcé, pendant toute la durée de son règne, d'en respecter la lettre, et que sa bienveillance manifeste pour le christianisme n'en violait sans doute pas l'esprit. Aucune entrave ne fut apportée à la célébration des cultes en vigueur, dont l'existence fut, en diverses occasions, publiquement reconnue. Les droits des prêtres, les biens des temples demeurèrent intacts. Une loi de 320 prescrivit, quand le

palais impérial ou un édifice public serait frappé par la foudre, de faire appel, suivant un vieil usage, à la science des haruspices pour interpréter ce signe céleste. Et si Constantin interdit en même temps les consultations privées, ce n'était là que l'application de mesures antérieures contre la divination secrète, assimilée à la magie. Avec le temps, néanmoins, la législation, sans cesser d'être tolérante, restreignit les faveurs dont jouissait le paganisme. Des sanctuaires furent fermés en divers lieux, notamment en Orient. L'autorité invoqua l'intérêt de la morale publique : à juste titre peut-être, mais quel dangereux précédent ! En 326, toute contribution de l'Etat à la restauration des temples tombés en ruine fut supprimée. La liberté, sous la protection des lois, mais sans l'appui du pouvoir : telle est à peu près, vers la fin du règne de Constantin, la situation du paganisme. L'édit de Milan ne lui avait pas promis moins, mais ne lui avait pas promis davantage.

Quand, d'autre part, Constantin étendait aux prêtres chrétiens les immunités reconnues aux autres sacerdoces, défendait à ses fonctionnaires de contraindre les chrétiens à prendre part à des fêtes païennes, autorisait les Eglises à recevoir des dons ou à recueillir des successions, il ne faisait guère qu'appliquer le programme de Milan et consacrer le principe de l'égalité des droits de l'une et l'autre religion. Voici toutefois qui est déjà plus grave. En 320, les clercs furent exceptés des incapacités qui frappaient les célibataires : privilège insignifiant en apparence, mais qui n'en était pas moins une première concession des lois souveraines de l'Etat aux décisions particulières émanées d'un autre pouvoir. De même, en permettant de procéder aux affranchissements d'esclaves en présence et sous la garantie des autorités ecclésiastiques,

tiques, Constantin accordait à celles-ci une compétence en matière civile. Les promesses de 313 étaient toutes tenues à l'égard des individus ; elles étaient dépassées à l'égard de l'Eglise.

En somme, Constantin, peut-on dire, a favorisé pratiquement le christianisme, sans léser les autres religions. Sa politique religieuse s'est inspirée, dans l'ensemble, des règles établies au début de son règne. Il y a porté le même esprit de suite qu'à l'exécution de ses autres desseins. Nul doute, malgré les influences extérieures qui ont pu s'exercer sur lui, que l'édit de Milan n'ait été de sa part un acte personnel et réfléchi.



Quelles raisons Constantin avait-il pour faire à l'Eglise un tel présent, et pour abandonner l'attitude généralement observée, dans leurs rapports avec le christianisme, par des prédécesseurs dont il n'avait garde, par ailleurs, de renier la tradition ?

Sur la politique religieuse de Constantin, nous sommes surtout renseignés par les écrivains ecclésiastiques, dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils manquent d'objectivité. A les écouter, le règne de Constantin ne serait qu'un glorieux épisode de la lutte entre l'erreur et la vérité, les ténèbres et la lumière. Lui-même n'est qu'un instrument entre les mains de la Providence pour amener le triomphe de l'Eglise. Ses ennemis sont ceux de Dieu même, ses guerres des croisades, ses victoires des défaites du mal. Tout d'ailleurs le prépare à ce rôle. Son père, Constance Chlore, a servi le Dieu des chrétiens, et Constantin prend la résolution de suivre son exemple, en voyant comme ont fini misérablement les adorateurs des idoles et les persécuteurs de l'Eglise. Vainqueur de Maxence avec l'aide du Christ en personne, il délivre

Rome du joug de l'exécrable tyran et de l'usurpateur. Enfin il étend sur l'empire romain tout entier l'empire du christianisme. Toute sa carrière, en un mot, semble dirigée vers ce but unique : faire disparaître le culte des faux dieux et fonder la puissance de l'Eglise.

Il y a dans tout cela plus de roman que d'histoire. Constance Chlore n'a jamais été chrétien. Constantin lui-même est resté ouvertement attaché au paganisme jusque vers l'âge de quarante ans. Et quelle merveilleuse métamorphose que celle de ce madré politique en un type attendrissant et suave de chevalier de l'Evangile et de moine soldat !

A supposer même, d'ailleurs, ce qui est peu probable, que Constantin ait eu dès le début l'arrière-pensée de ménager le triomphe du christianisme, auquel il a contribué en fait, il faut, pour comprendre l'édit de Milan et les actes qui en furent la conséquence, les replacer en quelque sorte dans le cadre des événements contemporains, et les rattacher à un plan d'ensemble, dans lequel la religion a plus de chances d'avoir été le moyen que le but.

Le but, quel était-il ? Autant que nous pouvons en juger, le mobile dominant, dans la conduite de Constantin, c'est l'ambition. Il a la passion du pouvoir. Il l'a jusqu'à la cruauté, jusqu'au parjure, jusqu'à l'oubli des affections naturelles. En 324, il promet à sa sœur Constance de laisser la vie sauve au mari qu'il lui a donné : Licinius est exilé à Thessalonique ; mais, moins heureux que de nos jours un autre souverain déchu, qui put couler dans la même ville de tranquilles loisirs, il y est étranglé peu après. Deux ans plus tard, c'est le tour du fils de Licinius, un enfant de douze ans. On sait mal pour quelles raisons fut exécuté Crispus, fils

ainé de Constantin ; il est vraisemblable cependant que son père avait pris ombrage de l'influence que donnaient au jeune César les trop brillants services qu'il en avait reçus dans ses récentes guerres. Mais voilà que l'on découvre que Crispus a été victime des intrigues d'une mâtresse, et Constantin fait étouffer dans une étuve sa femme Fausta. Quand sa puissance est en jeu, Constantin n'épargne rien, ne recule devant rien.

Mais il est en même temps de la race des grands ambitieux, qui cherchent dans le pouvoir, non la satisfaction d'une vanité mesquine, mais l'affirmation de leur personnalité, l'exaltation de leur force, l'épanouissement de leur génie, et la condition par excellence de l'action. Maître absolu, il veut l'être, mais d'un empire qui soit fort, et dont la grandeur soit son œuvre. En même temps qu'il conquiert son trône sur ses rivaux, il guerroye contre les Barbares, il légifère, il organise. L'un ne va pas sans l'autre, et son intérêt propre ne se sépare pas de celui de l'Etat. Il n'eût pas pratiqué la politique religieuse qu'il a suivie, si ce double intérêt n'y eût trouvé son compte.

Si donc Constantin a rendu service aux chrétiens, c'est qu'il entendait se servir d'eux ; c'est, en d'autres termes, qu'il estimait que les chrétiens pouvaient lui être utiles.

On l'a contesté. On a objecté que les chrétiens n'étaient encore qu'une minorité, et ne pouvaient offrir qu'un appui bien illusoire. Mais Constantin devait savoir que l'influence d'un parti ne se mesure pas toujours à son importance numérique. L'Eglise était certainement une force avec laquelle il fallait compter. Elle avait pour elle son organisation, la situation de beaucoup de ses membres, ses intelligences dans presque tous les milieux. Les persécutions du troisième siècle ne l'avaient entamée :

qu'en apparence et par intervalles ; la répression de Dioclétien avait suscité au pouvoir mille embarras, en faisant éclater des émeutes et en provoquant des représailles ; Galère lui-même avait reconnu son échec en rétablissant le régime de la tolérance. Mais Maxence, mais Maximin passaient pour des ennemis du christianisme. En instituant la liberté des cultes, Constantin, sans s'aliéner les autres, ralliait du coup à sa cause tous ceux qui, à raison de leurs croyances, sentaient peser sur eux l'oppression ou la menace.

Licinius, d'ailleurs, n'était pas suspect de tendresse pour les chrétiens. Il devait même dans la suite abroger en Orient les dispositions de l'édit de Milan. S'il accepta d'en partager avec Constantin la paternité et la responsabilité, c'est apparemment qu'il pensait y avoir avantage. Non sans raison, car il s'assurait ainsi des partisans dans la lutte qu'il se préparait à soutenir contre Maximin ; et celui-ci le comprit si bien qu'il se décida, mais un peu tard, et quand il se vit serré de près, à faire à ses sujets des promesses semblables.

Constantin et Licinius se trouvaient donc chacun vis-à-vis de son compétiteur dans une situation analogue. Car ce n'est point par hasard que Constantin choisit ce moment pour arrêter et proclamer les idées directrices de sa politique religieuse. Entre la défaite de Maxence et l'édit de Milan, il doit y avoir quelque relation.

Ce rapport est attesté par une tradition célèbre. Au temps où Constantin se disposait à détrôner Maxence, invoquant dans ses prières le Dieu unique et véritable, il vit un jour distinctement dans le ciel, comme le soleil était déjà sur son déclin, une croix lumineuse, et lut ces mots : « Par ceci remporte la victoire. » Jusqu'au soir il se demanda ce que signifiait cette vision. Et pendant son

sommeil le Christ lui apparut, ainsi que le signe qu'il avait aperçu dans le ciel, et lui ordonna de faire faire un emblème semblable et de s'en servir comme d'une arme contre ses adversaires. Levé dès l'aube, Constantin convoque des orfèvres et des artisans en pierres précieuses, s'assied au milieu d'eux, leur décrit l'objet qu'il a vu, et leur en fait fabriquer, sur ses indications, une exacte reproduction. C'est le fameux *labarum*, sorte d'étendard composé d'une hampe, avec une barre transversale lui donnant la forme d'une croix, orné à sa partie supérieure d'une couronne d'or et de pierres précieuses, et portant le monogramme bien connu figurant les deux premières lettres du nom du Christ en grec. Constantin fit porter désormais devant ses troupes, comme un symbole protecteur, ce signe du salut. Et quand le tyran Maxence marcha à sa rencontre, il périt englouti dans les eaux du Tibre, comme Pharaon, ses chars et son armée dans les flots de la mer.

L'histoire n'est pas absolument inadmissible en elle-même. La foi aux songes était générale à cette époque ; et pour avoir une hallucination de ce genre, il n'est pas nécessaire d'être un mystique et un exalté : il suffit d'un brin de superstition et de quelques heures de marche au soleil. Mais il se trouve, circonstance regrettable, que le récit qui vient d'être résumé est tiré d'un document assez suspect, la *Vie de Constantin* d'Eusèbe, évêque de Césarée. Cette œuvre, composée sur commande après la mort du prince, tient à la fois du panégyrique et de l'hagiographie. Dans une pensée d'édification, la réalité y est audacieusement sacrifiée aux intérêts supérieurs de la vérité. Le pieux mensonge, dans les écrits de cette sorte, avait si peu de quoi scandaliser qu'il était comme une loi du genre. Eusèbe a beau affirmer que Constantin lui a

garanti lui-même, sous la foi du serment, l'exactitude des faits : la parole de l'empereur nous convaincrait peut-être à la rigueur ; c'est celle de son biographe qui ne nous suffit pas. Avec d'aussi louables intentions, on n'en est pas à une supercherie près.

Le même Eusèbe, racontant les mêmes événements dans son *Histoire ecclésiastique*, dont la seconde édition (324) est antérieure de treize ans à la mort de Constantin, ne parle ni de la vision ni de l'adoption du *labarum*. Est-il vraisemblable que Constantin eût attendu la fin de sa vie pour en révéler l'une des circonstances les plus admirables à l'évêque qu'il honorait de sa confiance ? Il n'était pas besoin, d'ailleurs, de confiance personnelle, puisque, au témoignage d'Eusèbe, la croix dans le ciel fut vue non seulement par l'empereur, mais par toute l'armée, qui en fut, comme lui, frappée d'étonnement, et que le lendemain matin Constantin raconta à ses amis le songe de la nuit. Pareil fait devait être de notoriété publique. Si Eusèbe, au moment où il composait l'*Histoire ecclésiastique*, n'en avait pas connaissance, c'est que personne n'en avait connaissance. Autrement dit, en 324, douze ans après la bataille du pont Milvius, la tradition n'était pas encore constituée.

On en trouve toutefois d'assez bonne heure des vestiges dans un opuscule, attribué à Lactance, sur les *Morts des persécuteurs*. Constantin, y est-il dit, au moment d'engager la bataille contre Maxence, fut averti en songe de figurer sur les boucliers de ses soldats le monogramme du Christ ; et sous la protection de cet emblème, il remporta la victoire.

Voilà qui est beaucoup plus sobre et moins merveilleux. Le songe, qui n'a de raison d'être que d'expliquer la présence du signe chrétien sur les boucliers, est un mo-

tif banal. Licinius, au moment de combattre Maximin, apprendra lui aussi d'un ange, pendant son sommeil, la prière qu'avec son armée il devra adresser à Dieu avant la bataille. Quant au *labarum*, on voit qu'il n'en est pas encore question.

Le trait commun à ces divers récits, — et c'est peut-être par là qu'ils se rapprochent le plus de la vérité, — c'est d'abord qu'ils attribuent à la foi naissante de Constantin un caractère intéressé : comme plus tard Clovis à Tolbiac, il invoque le Christ pour triompher de ses ennemis, et s'en faire, selon l'expression d'Eusèbe, un allié. C'est ensuite qu'ils supposent de sa part une confiance, bien conforme aux idées du temps, dans l'efficacité quasi magique des symboles matériels. Le monogramme du Christ est pour lui comme un talisman dans la bataille.

Aussi a-t-on supposé que Constantin, pour mettre toutes les chances de son côté, et prendre, en quelque sorte, une assurance contre l'effet des charmes magiques employés par Maxence, avait jugé prudent d'appeler à son aide le Dieu des chrétiens, puis d'attacher à sa cause celui dont il venait d'éprouver le pouvoir.

Il se peut. Une telle dévotion n'aurait rien de contraire aux croyances d'une époque où la philosophie elle-même était toute pénétrée de superstition. Mais Constantin était d'autre part un esprit trop positif pour ne pas compter avant tout sur les inspirations et les calculs de la sagesse humaine. La manière dont il témoigna sa reconnaissance au Christ qui l'avait secondé était trop conforme aux intérêts et aux vœux des fidèles pour que des chrétiens n'aient pas mis la main à la rédaction de l'édit de Milan. Il est rare que les mesures législatives soient le fait d'une volonté personnelle agissant dans la plénitude de son indépendance et libre de toute influence

du dehors. Chacun sait de combien de sollicitations, d'intrigues, de négociations et de marchandages sont faites les décisions souveraines des monarques les plus absolus. On entrevoit quelles ambitions durent s'agiter, quelles cabales s'ourdir, quelles pressions s'exercer dans l'entourage des deux princes, lors de la conférence de Milan. Mais à qui fera-t-on croire que Constantin se soit laissé arracher des concessions et des promesses sans exiger des garanties et sans tenir des gages ? L'édit de Milan dut être le prix non seulement de l'appui qu'il attendait des chrétiens dans l'avenir, mais de celui qu'ils lui avaient prêté dans sa lutte contre Maxence. Sous quelle forme cet appui s'était-il manifesté ? Des prières et des vœux, c'est quelque chose ; mais l'Eglise disposait de moyens moins platoniques : aide matérielle peut-être ; à défaut, influence morale et action sur l'opinion.

On peut même se risquer à préciser davantage. Maxence avait d'abord été le candidat du sénat romain, aristocratie conservatrice et attachée au paganisme. Mais on n'avait pas tardé à se lasser de ses procédés. Les chrétiens notamment prétendaient avoir à s'en plaindre ou faisaient tout au moins des vœux pour Constantin. Celui-ci avait su habilement exploiter ces sentiments pour se poser en libérateur. Il y a des raisons de penser qu'en attaquant Maxence avec des troupes inférieures en nombre, il comptait sur une sorte de contre-révolution à Rome, ou du moins sur un mouvement d'opinion en sa faveur. Il paraît bien s'être passé quelque chose de ce genre ; et, dans ce cas, les chrétiens n'ont pas dû y demeurer étrangers. S'il faut en croire Lactance, à l'approche de Constantin, il éclata une émeute ; le peuple rassemblé au cirque, où Maxence offrait des jeux pour fêter l'anniversaire de son avènement, se mit à invectiver

le prince, qui était resté dans Rome, le traitant de déserteur et de traître à la cause publique, et soudain s'écria d'une voix que Constantin était invincible. C'est alors que Maxence affolé, puis rassuré par les oracles, tenta une sortie, dans laquelle il périt. Le sénat, passant aussitôt au parti du vainqueur, s'empessa de rendre à Constantin les honneurs souverains.



Les chrétiens toutefois ne sont pas seuls à témoigner de l'impression faite sur les esprits par la victoire de Constantin. Quelques années plus tard, le panégyriste Nazaire en rappelait encore de merveilleux épisodes. N'avait-on pas vu des légions célestes, des guerriers de haute stature aux armes étincelantes, se porter au secours du héros et combattre pour lui ? De tels récits, pour trouver place dans un discours officiel, ne pouvaient être qu'agréables au prince. Il ne lui déplaisait pas d'apparaître aux yeux de tous comme l'envoyé de la Providence, venu pour châtier les tyrans et substituer à une domination usurpée un pouvoir légitime. Et l'on remarquera en effet que le langage de l'orateur convenait indifféremment à un païen ou à un chrétien. Ces combattants envoyés par Dieu, ce pouvaient être des anges. Mais l'antiquité profane, d'autre part, est pleine de légendes analogues, et l'une des plus célèbres, celle de l'épiphanie des Dioscures à la bataille du lac Régille, se présente si naturellement à l'esprit que Nazaire fait lui-même le rapprochement.

Cette imprécision est certainement voulue et répond à une consigne. Elle est générale, à ce moment, dans l'expression officielle des idées religieuses. Les panégyriques, l'inscription gravée sur l'arc de triomphe de Constantin attribuent sa victoire à une « inspiration divine. »

L'édit de Milan est plus vague encore, si possible: « Tout ce que la demeure céleste, y est-il dit, contient de divinité. » Chacun pouvait par là entendre ce qui lui convenait: les chrétiens, leur Dieu unique; les païens, la puissance supérieure dont les dieux du polythéisme n'étaient que des formes particulières et des modes d'action. Dans le même esprit, Constantin avait rédigé, à l'usage de son armée, une prière que tous ses soldats pouvaient répéter ensemble, quelles que fussent ou leurs croyances ou leurs origines. Faut-il admettre dès lors qu'il leur ait imposé sans distinction, du jour au lendemain, et dans la circonstance la plus critique, un emblème qui semblait les vouer au Christ et les mettre sous sa protection spéciale? Peut-être l'ordre ne fut-il pas général. Peut-être aussi le signe en question n'avait-il pas pour les profanes le sens précis qu'on lui donna, en s'avisant qu'il figurait les initiales du nom divin.

Quoi qu'il en soit, l'intention, chez Constantin, n'est pas douteuse d'employer les formules les plus larges, les plus équivoques au besoin, et les plus propres par suite à faire oublier les vieux dissentiments et les vieilles querelles qui affaiblissaient l'empire. De même, quand il rendit férié le « Jour du soleil », qui coïncidait avec le dimanche chrétien, tous ses sujets purent sembler unis ce jour-là dans un même sentiment. La politique religieuse de Constantin fut une politique d'apaisement. Si cet apaisement fut possible, c'est qu'il était déjà commencé dans les esprits. Le mérite de Constantin fut de l'avoir compris ou deviné d'instinct.



Il n'y a guère de politiques, si réalistes soient-ils, dans les calculs desquels n'entre pas une part de sentiment. Constantin n'avait rien d'un esprit fort. Mais il va de soi

qu'un dévot du paganisme n'aurait ni conçu ni appliqué comme il l'a fait le programme de Milan. Il fallait à tout le moins qu'il fût un païen libre de préjugés; il fallait même qu'il eût pour les chrétiens certaines sympathies, et qu'il admît de plus, sans trop de difficulté, un idéal commun dans lequel pouvaient se concilier les divers modes d'expression du sentiment religieux. Mais cet idéal, il était d'esprit trop positif pour vouloir l'imposer par des voies détournées, à plus forte raison par un coup d'autorité. L'antiquité, d'ailleurs, a toujours distingué la philosophie, qui est affaire de spéculation individuelle, de la religion, qui suppose une organisation, des symboles, des rites; et pas plus alors que par le passé, on ne songeait que l'une dût remplacer l'autre ni empiéter sur ses attributions. Constantin, quelles qu'aient pu être les tendances générales et permanentes de son esprit, a toujours pratiqué une religion; il en a même pratiqué plusieurs, soit successivement, soit peut-être simultanément; et il était difficile que cette évolution personnelle et sa politique religieuse n'eussent pas l'une sur l'autre certaines répercussions.

Jusqu'en 312, Constantin pratique ouvertement le paganisme. En 337, sur son lit de mort, il reçoit le baptême. Entre ces deux dates extrêmes se place ce qu'on est convenu d'appeler sa conversion.

Mais dans la période païenne, il faut faire une distinction. Dioclétien avait mis sa personne et son autorité sous l'invocation de Jupiter; bien plus, il en avait pris le nom et avait donné celui d'Hercule à son collègue Maximien. Par là, le souverain ne devenait pas seulement le protégé du dieu dont il portait le nom; il en était une émanation et la figure terrestre. Cette adoption divine se perpétuait dans la personne de ses successeurs; et c'est

ainsi que la dynastie jovienne subsista en Orient jusqu'à la chute de Licinius, dont les pouvoirs remontaient régulièrement jusqu'à Dioclétien.

Les choses se passèrent d'une manière un peu différente en Occident. La dynastie herculienne y fut continuée au début par Constance Chlore, qu'avait adopté Maximien, et par Constantin, qui épousa en 307 la fille de Maximien, Fausta. A ce moment, le culte d'Hercule est culte impérial en Occident. C'est à ce dieu que les panégyristes comparent et identifient les maîtres du jour, Maximien, Constance et Constantin.

Mais les tentatives de Maximien pour ressaisir le pouvoir furent malheureuses. Faisant alliance et se brouillant tour à tour avec son fils Maxence et avec Constantin, il usa sa vieillesse en intrigues stériles, et dut enfin se donner la mort, en 310, pour avoir conspiré contre son gendre. Les statues de Maximien furent renversées et sa mémoire abolie. Ce fut la fin, comme religion officielle, du culte d'Hercule. Le dieu disparaît du revers des monnaies, où son image avait figuré pendant les années précédentes, et les panégyriques n'en font plus mention.

La tradition dynastique ainsi interrompue, Constantin se chercha d'autres origines, et se trouva un ancêtre dans la personne de l'un des plus valeureux empereurs du troisième siècle, Claude II, surnommé le Gothique, en souvenir de sa victoire sur les Goths. En même temps, il embrassait officiellement la religion du soleil.

Il avait pour cela plusieurs raisons. On sait que Constantin a commencé par régner sur les Gaules. Or Apollon, la divinité solaire par excellence du paganisme gréco-romain, jouissait à cette époque, dans cette partie de l'empire, d'une popularité spéciale. Le culte du soleil, en outre, n'était pas seulement héréditaire dans la famille

de Constantin: élevé par l'empereur Aurélien, quelque trente ou quarante ans auparavant, au rang de religion d'Etat, il avait pris, comme tel, une signification politique, en favorisant l'absolutisme monarchique vers lequel n'avait cessé de tendre le régime impérial. D'après les idées orientales, qui s'étaient largement répandues dans le monde romain pendant les deux siècles précédents, le soleil, astre royal, était aussi l'astre des rois. Son influence tutélaire, en descendant sur la tête des souverains, donnait à leur pouvoir une consécration céleste. On l'appelait l'« Invincible », l'« Allié invincible » (*comes invictus*) de l'empereur: c'est le nom qu'il porte encore sur les monnaies de Constantin; c'est aussi celui que, par assimilation, on donnait à l'empereur lui-même.

De cet aspect du culte du soleil on retrouve, bien des années plus tard, un vestige assez curieux. Une colonne de porphyre, à Constantinople, portait à son sommet une statue qui, sous les traits du dieu Soleil, représentait l'empereur, et à laquelle, nous assure-t-on, païens et chrétiens rendaient des honneurs divins. Constantin, à ce moment, avait probablement renoncé au paganisme et interdit que ses images fussent l'objet d'un culte. Mais l'étiquette de la cour exigeait, en présence de l'empereur, les marques extérieures de l'adoration. Et comme, d'autre part, les statues dressées ainsi sur des colonnes (celle de Trajan, par exemple, ou celle de Marc-Aurèle à Rome) avaient une valeur religieuse et figuraient l'empereur divinisé, la vénération dont on nous parle n'a pas de quoi surprendre. Les uns pensaient honorer l'homme et les autres le dieu; mais les gestes étaient les mêmes; la distinction ne devait pas être très nette, et Constantin, sans doute, n'était pas fâché de cette petite confusion.

Mais, tandis que le culte d'Hercule n'avait qu'un inté-

rêt dynastique, il semble bien que celui du soleil, outre sa valeur politique, répondait chez Constantin à des préférences personnelles. Le dieu Soleil, en effet, était comme l'expression synthétique de toutes les autres divinités. En lui se résumaient et se confondaient leurs traits accidentels et leurs attributions spéciales. Image visible et manifestation radieuse d'une puissance souveraine, régulatrice de toutes les forces cosmiques et source de toute vie, il était vraiment un dieu unique et un dieu universel. Mieux qu'aucune autre, la religion solaire donnait satisfaction aux instincts monothéistes de l'époque. Il ne restait qu'un pas à franchir pour aboutir au christianisme.

Ce pas, Constantin était préparé à le franchir. Mais à quel moment a-t-il achevé de rompre les liens qui le retenaient dans le paganisme ? La tradition veut qu'il se soit converti en 312, et que l'octroi aux chrétiens de la liberté de conscience ait été le premier effet de sa conversion. Rien n'est moins certain cependant que cette crise religieuse ou que l'adhésion de Constantin au christianisme, coïncidant avec sa victoire sur Maxence. L'édit de Milan ne prouve rien à cet égard, puisqu'il accordait à tous la même liberté et que l'intérêt politique pouvait suffire à le motiver. Licinius, qui le promulgua en Orient, n'en continua pas moins à pratiquer le paganisme et à dédier à Jupiter les monnaies frappées dans ses états à sa propre effigie ou à celle de Constantin. La représentation du monogramme dit constantinien sur les boucliers des soldats n'est que l'indice d'une confiance, que l'événement devait fortifier, dans la vertu de ce symbole, et ne suppose pas nécessairement la reconnaissance du christianisme comme vérité révélée, à l'exclusion des autres religions.

Et pourtant, il y a quelque chose de changé, cela est

très visible, dans la période qui s'étend de l'édit de Milan à la chute de Licinius. C'est à ce moment que, dans les panégyriques, les allusions des années précédentes aux relations des princes avec Hercule, puis à la dévotion spéciale de Constantin à Apollon, font place aux expressions volontairement vagues que nous avons signalées. Le culte du soleil perd du terrain, si même on peut encore le considérer comme religion impériale.

Les monnaies nous fournissent à cet égard quelques indications, assez déconcertantes, il est vrai, au premier abord. Jusqu'à l'émission de 317 inclusivement, elles continuent à porter au revers l'image et les attributs de l'*Invictus*, tandis qu'au droit figure l'effigie de l'empereur, ayant sur son casque le monogramme chrétien. On songe aux pièces où se lit d'un côté « République française, » et de l'autre « Napoléon empereur. »

La contradiction s'explique peut-être, dans une certaine mesure, par les conditions de fabrication. Les fonctionnaires supérieurs de l'administration centrale, qui étaient païens, envoyaient aux ateliers monétaires les types qu'ils devaient reproduire : ils usaient de la liberté religieuse garantie par Constantin pour conserver, au revers des monnaies, des types païens. Mais l'image de l'empereur avait, comme sa personne même, un caractère sacré¹, et s'il faisait graver sur son effigie quelque signe particulier, — dans l'espèce, le monogramme chrétien, — on ne pouvait rien modifier à ce symbole sans lèse-majesté.

Mais autre chose est le libre exercice, pour chacun, du culte de son choix, autre chose l'expression officielle

¹ On se rappelle peut-être que, tout récemment, l'administration russe a décidé le retrait des timbres-poste à l'effigie du tsar, afin, disait-on, que son image ne fût pas profanée par l'oblitération.

des idées religieuses. Si Constantin avait complètement rompu pour son compte avec le passé, aurait-il laissé subsister, même au revers, sur des pièces qui, de l'autre côté, portaient en quelque sorte sa signature, des symboles incompatibles avec la profession de christianisme ? Il est permis de penser qu'à cette époque il n'avait ni abandonné sans retour les cultes anciens, ni embrassé sans réserve la religion nouvelle, mais qu'il les associait dans sa pensée, comme il les conciliait dans sa politique.

Un médaillon frappé à Tarragone pour commémorer l'édit de Milan porte au droit les bustes accolés de Constantin et du Soleil ; la légende donne à Constantin l'épithète d'*Invictus*, que les empereurs se décernaient de même qu'au dieu dont ils étaient la figure. Quel que soit celui qui imagina ce symbole, il avait bien compris les intentions de l'édit.

Quelle est, en effet, la raison invoquée pour justifier la liberté religieuse ? C'est qu'il est juste et conforme à l'intérêt public que la divinité ne soit privée d'aucun des honneurs qui lui sont dus. La place faite au culte chrétien à côté des autres cultes, c'est celle qui est faite au Dieu des chrétiens à côté des autres dieux : ni supérieure ni privilégiée, simplement égale. Ce n'est pas là le langage d'un converti, et Constantin devait, dans la suite, s'exprimer tout autrement.

C'est après sa victoire sur Licinius qu'il prend nettement position. A ce moment, à part l'entrée dans l'Eglise, l'évolution est presque achevée.

En 320, déjà, les dieux païens avaient disparu du revers des monnaies, pour faire place à des abstractions personnifiées, que chacun pouvait interpréter à sa guise : allégories divinisées pour les uns, simples idées pour les autres. Quelques années plus tard, l'em-

pereur et ses fils sont représentés sur les médailles les yeux levés au ciel dans l'attitude de la prière. Encore un peu, et l'on y verra paraître le *labarum*, dont la signification religieuse était d'autant plus claire pour les contemporains que, de tout temps, les enseignes romaines, dans les camps, avaient été l'objet d'un culte.

Ces témoignages sont confirmés par un ensemble de faits. Dans la famille de l'empereur, le christianisme est en honneur. Sa mère, Hélène, sera canonisée par l'Eglise. Ses fils sont élevés par des maîtres chrétiens. Des évêques l'entourent, auxquels il prodigue les égards et les marques de confiance. En 321, c'est un orateur païen qui prononce le panégyrique de Constantin lors du quinzième anniversaire de son avènement ; c'est Eusèbe de Césarée qui en sera chargé lors de son deuxième et de son troisième jubilé décennal. Le prince ne se borne même pas à prêcher d'exemple : à plusieurs reprises, il oppose publiquement la vérité chrétienne aux erreurs du paganisme. Il préside les conférences préliminaires du concile de Nicée. Célébrant à Rome, en 326, ses vingt ans de règne, il s'abstient de tout acte d'idolâtrie, et reproche à ses soldats de sacrifier à Jupiter Capitolin. S'il faut en croire Eusèbe, « vous êtes, aurait-il dit un jour aux chefs de l'Eglise assemblés, vous êtes les évêques de ceux du dedans (c'est-à-dire des fidèles) ; moi, j'ai été institué par Dieu pour être évêque de ceux du dehors (c'est-à-dire des Gentils). » C'était limiter les évêques à l'exercice de leurs fonctions ecclésiastiques, et définir sa propre situation, en dehors et au-dessus des organisations religieuses ; mais c'était aussi se reconnaître le droit et le devoir de veiller sur ses sujets et, sans porter atteinte à leur liberté, de les éclairer et d'user sur eux de son influence.

Lorsque Constantin se trouva seul empereur, il transporta sa résidence ordinaire en Orient, et fit construire sur la rive du Bosphore la ville qui porte encore son nom. Il se plut à l'enrichir, à l'embellir d'œuvres d'art, aux dépens parfois des temples païens ; et de ce qui était sa capitale, il voulut faire en outre une capitale chrétienne. De somptueuses églises s'élevèrent en grand nombre ; par contre, si, pendant les travaux d'aménagement de la ville nouvelle, quelques-uns des sanctuaires païens de l'ancienne Byzance furent restaurés, il ne semble pas qu'on en ait édifié de nouveaux après la dédicace solennelle de Constantinople en 330.

Et pourtant, ce n'est pas au Christ que Constantin consacra sa ville : il la mit sous la sauvegarde de l'antique Fortune, qui était bel et bien une divinité païenne, et dont la présence tutélaire semblait faire revivre et perpétuer dans la Rome nouvelle les glorieuses destinées de la Rome de Romulus. Mais s'il en a conservé l'idée, il est douteux qu'il en ait maintenu le culte. Et ainsi s'expliquerait peut-être le double caractère de la consécration de Constantinople, où se mêlèrent à des solennités chrétiennes des cérémonies empruntées au paganisme. D'après des témoignages malheureusement un peu obscurs, on tira l'horoscope de la future capitale, et deux païens illustres, l'hiérophante Prétextat et le philosophe platonicien Sopatros en bénirent les débuts par des actes magiques. Mais il ne semble pas qu'on ait observé les usages en vigueur dans l'ancienne religion nationale lors des dédicaces solennelles. Ces faits ne prouvent donc pas que Constantin fût demeuré attaché au paganisme. Ou plutôt, s'il en avait rejeté les rites traditionnels et les pratiques proprement religieuses, il en avait gardé des croyances,

des superstitions, ou encore des notions susceptibles d'une interprétation philosophique. Fidèle à ses rêves d'union, sa conduite était conforme à celle de l'Eglise elle-même, qui avait fait et faisait encore plus d'un emprunt inavoué aux cultes qu'elle prétendait renverser.

Que l'attitude de Constantin correspondît à des sentiments personnels, c'est assez vraisemblable. Mais il faut faire aussi la part des circonstances. Il n'est pas douteux que l'édit de Milan ait sensiblement augmenté le nombre des fidèles : la liberté promise enhardissait les timides, l'exemple du prince décidait les hésitants et les politiques. L'Eglise, d'autre part, dont la capacité d'hériter accroissait les revenus, s'organisait à l'abri de la faveur impériale, et se révélait de plus en plus, au sein d'une société vieillie, l'élément jeune, vivant et robuste que Constantin avait su reconnaître en elle. Moins clairvoyant, Licinius avait eu l'imprudence de reprendre aux chrétiens ce qu'il leur avait accordé, et de s'attirer des haines que son collègue devait exploiter contre lui. Comme autrefois dans sa lutte contre Maxence, Constantin apparut en défenseur et en libérateur de l'Eglise opprimée, et pour mieux s'assurer son concours, lui donna de nouveaux gages de sa bienveillance. En somme, plus l'Eglise, grâce à Constantin lui-même, se fortifiait et se développait, plus il avait intérêt à s'appuyer sur elle, à en favoriser les progrès, à donner aux évêques, dont il appréciait la science et l'habileté, une place dans ses conseils ; plus il se rapprochait des chrétiens, et plus il inclinait vers le christianisme. Ainsi l'édit de Milan portait en lui le principe de son développement ; et l'on peut dire qu'il joua, dans la conversion de Constantin, le rôle de cause presque autant que d'effet.

N'oublions pas enfin les influences personnelles. Elles durent se faire sentir en particulier dans la conduite de Constantin à l'égard des hérétiques. Dès le début, il exclut le schisme donatiste des droits concédés à l'Eglise. Douze ans plus tard, il intervient dans la querelle de l'arianisme, s'efforce d'apaiser le conflit, mais sacrifie Arius à la haine de ses adversaires. Ce ne furent certainement pas des considérations théologiques qui déterminèrent son attitude. Entre les partis qui tous prétendaient représenter le vrai christianisme, et ne voulaient en voir dans les autres qu'une déformation coupable et une contrefaçon, pour lequel se décider ? Il suivait celui qui avait su gagner sa confiance et qui lui paraissait le plus fort et le mieux organisé. Aussi vint-il un moment où, les Ariens reprenant l'avantage, il révoqua les mesures de rigueur auxquelles il s'était laissé entraîner contre eux. Un des évêques qu'il écoutait le plus volontiers, Eusèbe de Césarée, était arien ; et c'est d'un autre Arien, Eusèbe de Nicomédie, qu'il reçut le baptême avant de mourir.

Il aurait pu, il est vrai, laisser les sectes rivales pulluler à leur aise, sans distinction ni privilège. Ce fut la politique de Julien. Mais Julien voulait affaiblir l'Eglise, et ne voyait pas sans un malin plaisir les loups se déchirer entre eux. Constantin voulait l'Eglise forte et une, pour servir de soutien à un gouvernement un et fort. Il valait bien la peine, sans cela, d'avoir mis fin aux luttes religieuses, pour voir renaître entre chrétiens les mêmes querelles et les mêmes divisions !

Rien n'est plus propre à montrer que Constantin n'était pas un libéral au sens moderne du mot, et que la tolérance inscrite dans l'édit de Milan s'inspirait moins d'une idée philosophique que d'une pensée politique

et d'une vue d'opportunisme. Monarque absolu, il adhéra d'instinct au principe d'autorité, et sa conception du pouvoir l'inclinait à porter dans les questions religieuses un esprit « catholique. »

On devine si l'Eglise eut soin de l'encourager dans ces dispositions, et de prêter son appui à un gouvernement dont elle espérait bien se servir comme il s'était servi d'elle. Très vite elle se rendit compte du parti qu'elle pouvait tirer de l'édit de Milan, et en déduisit les conséquences. La voie désormais s'ouvrait devant elle, qui devait la mener à bref délai de la tolérance au pouvoir et du droit commun au privilège.

Sans doute, l'Eglise est encore soumise à la volonté souveraine de son libérateur ; sa sujétion est la rançon de sa reconnaissance : mais le temps n'est pas loin où l'on verra un Théodose humilier la majesté impériale devant un saint Ambroise. Sans doute, le programme de Milan reste à peu près intact, puisque dès l'origine les hérétiques en ont été exceptés. Mais les vexations qui leur sont infligées dès le règne de Constantin font assez présager ce que leur réserve l'avenir. Puis, bientôt, ce sera le tour du paganisme, que les successeurs immédiats de Constantin menaceront de châtiments draconiens, allant de la perte des droits civils à la peine de mort avec confiscation des biens. Ce sera la révocation de l'édit de Milan.

La liberté religieuse fut donc de courte durée. L'ère des persécutions, à peine close, allait se rouvrir. Le jour où Constantin donnait la paix à l'Eglise, Pierre s'apprêtait à ressortir l'épée du fourreau.

PAUL VALLETTE.

L'ANATHÈME

TROISIÈME PARTIE ¹

AU DELA DES MOTS

I. La voie douloureuse.

J'ai sous les yeux une photographie qui me représente en soutane. Je m'y retrouve dans le petit abbé qui sourit dans son cadre de laque blanc. Un mélange de réserve et d'élégance se dégage du portrait. Réserve, en effet, la déconcertante et précoce gravité de ce jeune visage, l'inquiétante fixité des yeux derrière le binocle. D'autre part, il y a de l'élégance dans la correction discrète et sûre du maintien, du buste harmonieusement drapé dans la soutane, et des menus détails de la toilette.

La discipline du petit, puis du grand séminaire m'avait inoculé cette réserve. On ignorait communément dans mon entourage le travail intérieur qui m'avait arraché à la routine de l'initiation professionnelle. A peine l'abbé Martin avait-il pu deviner, à certaines de nos conversations, que je ne partageais plus ses idées. Il n'entrait d'ailleurs dans ma conduite aucune dissimulation. J'atten-

¹ Pour les deux premières parties, voir les livraisons d'août et septembre.

dais seulement qu'avec l'âge me vînt l'autorité.... On a vu comment M. Martel interprétait mon infraction au règlement. Sans ce manuscrit, découvert à la veille des engagements définitifs, j'entraîs, brebis rebelle, dans le bercail....

Ces considérations aideront le lecteur à imaginer la déception que causa ma mésaventure, — du moins à mon maître et à la famille Hermier, qui s'intéressait, comme lui, depuis mon enfance, aux vicissitudes de ma vocation sacerdotale. C'était toute ma réputation qui croulait, comme un mur lézardé. Par delà le séminariste laborieux et soumis, on découvrait un clerc révolté contre l'enseignement traditionnel, curieux de pensées étrangères, se complaisant dans l'erreur, s'y obtenant.

Le moins qu'on pût faire assurément était de s'étonner : l'écart était trop grand entre ce qu'on avait imaginé et ce qui était. La complexité d'une âme d'adolescent déroutait ces esprits simples, pour qui la foi se ramène à l'acceptation de formules indiscutables et à la réception de sacrements infaillibles. Et de là à soupçonner d'abord, à découvrir ensuite sous cette complexité un secret dessein, une sorte de plan où intervenait diaboliquement la volonté, il n'y avait qu'un pas. Complexité ? Hypocrisie ? Il faut pour en bien juger plus de perspicacité que n'en avaient l'abbé Martin et les Hermier.

Je m'explique ainsi l'animosité qu'ils apportèrent au cours de leur visite, quelques jours après l'événement. La peur de s'être trompés, d'avoir été trompés surtout, les tenaillait, leur inspirait des mots malheureux, maladroits.

J'avais redouté qu'au reçu de ma lettre l'abbé Martin n'accourût par le premier train. Un service religieux, puis un malaise l'en empêchèrent. Quelques lignes me

parvinrent, écrites à la hâte. J'eus, en revanche, deux jours après, la visite de M^{me} Hermier et de son inséparable amie, M^{me} Masson.

Je gagnai sans empressement le parloir. Ces dames m'apparurent plus tristes que jamais sous leurs vêtements de deuil. Les salutations échangées, nous parlâmes de ce qui les amenait.

— Mon pauvre enfant ! gémissait M^{me} Hermier.

Elle ne trouvait que ces mots, ces simples mots ; elle les répétait à satiété, véritablement désenchantée et meurtrie. C'était une femme d'une soixantaine d'années. Elle avait été très jolie en sa jeunesse. Les traits demeuraient fins malgré l'âge, la maladie et les chagrins. Elle passait une grande partie de l'année dans sa chambre, et des deuils successifs — la perte de son fils unique surtout — l'avaient à jamais attristée. Sa religion était toute de bonté, d'indulgence.... Elle envisageait mon sacerdoce comme une consolation, avec la dévotion attendrie d'une mère.

— Mon pauvre enfant ! répétait-elle.

M^{me} Hermier avait la voix infiniment douce, — une voix assouplie par les larmes. M^{me} Masson, au contraire, avait le verbe haut, énergique, dominateur :

— Comment avez-vous pu faire cela ?... Je ne comprendrai jamais.... Monseigneur... mais puisque Monseigneur vous le défend, voyons !... On n'a pas idée de cela.... Et l'obéissance ?... C'est très mal, Jean.... Vous n'êtes pas plus savant que Monseigneur... dites, et que le saint Père !...

Je refusai la discussion, qui nous eût menés trop loin, sans aucun profit.

Cette dame Masson était l'intime amie de M^{me} Hermier. Devenue veuve après quelques années de mariage,

elle avait traîné toute sa vie son deuil et sa dévotion. Elle se consolait dans les pratiques religieuses de son veuvage, et ce dernier alimentait sa religion. A la vérité, elle était consolée depuis longtemps. Grande, sèche et maigre, il semblait qu'elle eût toujours été telle : on ne l'imaginait pas jeune, et amoureuse, et aimée, comme M^{me} Hermier. Avec ses lunettes, son poil au menton, son petit bonnet noir à peine posé sur les bandeaux d'argent, elle exerçait une autorité despotique. J'avais coutume de la laisser dire....

La conversation prit un autre tour. Les reproches firent place aux larmes. Nous occupions un angle du parloir. Autour de nous, des groupes bavardaient dans un bourdonnement sourd. La perspective de l'ordination fournissait évidemment matière à tous ces entretiens. Sans doute la vue des deux vieilles femmes en pleurs provoqua-t-elle un peu partout le récit de ma soi-disant décision. Ça et là des visages de femmes — mères ou sœurs — s'attristaient. Et quand, la conversation languissant, je me levai pour reconduire ces dames, je recueillis sur mon passage des sourires apitoyés, je rencontrai même quelques regards défiants, presque hostiles.

Le lendemain, j'eus la visite de l'abbé Martin. Il me surprit penché dans ma cellule sur un livre de théologie. L'entrevue fut pénible. Plus délicat ou plus timide, il m'épargna les larmes et les reproches. Les mots nous manquaient à l'un et à l'autre pour prendre contact. Et la banalité des salutations accoutumées accusait nettement le désaccord profond de nos âmes.

Il inspectait ma cellule, comme s'il y était venu pour la première fois. Chacun des menus objets qui en constituaient le modeste mobilier arrêtait son regard. Il s'y

attardait, l'œil vague, visiblement occupé d'autres pensées.

Tout à coup, il sortit brusquement de son silence et presque agressif, me demanda :

— Veux-tu toujours être prêtre ?

— Toujours, monsieur le curé.

— Ah !...

Il se tut de nouveau, comme soulagé.... Je le regardais maintenant dans les yeux, attendant qu'il expliquât sa pensée. Il parut un moment s'y décider. Puis je ne sais quelle crainte ou quelle pudeur arrêta sur ses lèvres l'élan du cœur. Je le regrette. Ses paroles, si dures qu'elles eussent été, auraient certainement facilité le retour de l'ancienne intimité. Attendait-il des regrets ? un désaveu ?... Je ne pouvais que lui donner des explications. Il n'en demanda point.

La cloche nous sépara sans qu'entre nous un geste ou un mot atténuat le malaise. Au réfectoire, j'aperçus mon maître à la droite du supérieur. Je le saluai à son départ, pendant la récréation.

Et ce fut tout.

Le lendemain, un des directeurs nous mena en pèlerinage au sanctuaire de Notre-Dame de Bon-Secours. C'est un des plus fréquentés de la Normandie. La piété des fidèles l'érigea, au siècle dernier, sur une colline qui domine la Seine....

Nous chantâmes le *Magnificat*. L'un d'entre nous déposa sur l'autel un cierge d'un poids considérable, au nom de ceux qui participeraient à la prochaine ordination. Et, chacun ayant prié à ses intentions particulières, la communauté se dispersa.

Je m'attardai sur un prie-dieu, dans une méditation vague et douloureuse. A côté de moi une humble femme,

la tête couverte à la hâte d'un châte, sanglotait lamentablement. Telle était la ferveur de ses supplications qu'elle en oubliait ma présence. Ce voisinage me fut bienfaisant.

Je quittai l'église.

Une sorte d'esplanade mène à la falaise. En contrebas, le cimetière dresse ses croix et ses mausolées ; un funiculaire monte et descend, sur une pente abrupte, terrible. Et par delà la route, qui contourne le pied de la colline, c'est le fleuve, le fleuve majestueux et lent, avec ses îlots de verdure et leurs restaurants champêtres, puis une plaine immense, puis au loin le fleuve encore, le fleuve capricieux qui revient sur ses pas, comme s'il s'éloignait à regret, et enfin, dans une perspective de rêve, des falaises et des forêts se détachant sur l'infini du ciel.

Le spectacle est grandiose. J'y fus, ce jour-là, plus sensible encore que de coutume. J'éprouvais un extraordinaire besoin de m'évader du milieu où jusque-là j'avais vécu, et d'oublier l'heure présente. Est-ce que l'inconnu de ces horizons ne convenait pas admirablement à l'incertitude de mon avenir ?

A travers la plaine, des trains couraient éperdument vers Paris.... Je laissai ma pensée s'attacher à d'obscures destinées....

Mes condisciples me retrouvèrent perdu dans une songerie douloureuse. Et, tandis que nous regagnions le séminaire, à travers le dédale des rues accoutumées, je me demandais quel sort me réservait le lendemain. La possibilité d'une exclusion s'affirmait, m'attristant infiniment. Et je me confiai, dans un élan instinctif du cœur, à la dame du Bon-Secours, qui souriait là-haut parmi les cierges et les fleurs.

II. Dans le silence et la prière.

J'avais sollicité la faveur d'assister à la retraite, quoique je ne dusse point participer à l'ordination, le dimanche suivant. L'abbé Delestrac m'y autorisa avec bienveillance, et je me promis de tirer profit de ces jours de recueillement et de prière.

Il y a deux manières d'envisager la retraite, telle qu'elle se pratique dans les communautés religieuses. On peut n'en considérer que le côté extérieur, et c'est ce qui se fait communément. Beaucoup d'excellentes gens sont sensibles à la nouveauté d'un règlement extraordinaire qui suspend les cours et accorde aux exercices spirituels le temps qu'on donnait au travail et aux récréations. Ils se laissent prendre à l'austérité du silence, à la fréquence des visites à la chapelle, aux ardentes exhortations du prédicateur. Tout ce décor d'ascétisme facile séduit leur imagination, leur donne l'illusion d'une vie religieuse intense, quasi extatique. Ils sont tentés de mesurer leur ferveur à la régularité qu'ils apportent à observer le silence, à suivre les offices et les prédications, à s'imposer à table ou ailleurs des mortifications inaccoutumées....

A la vérité, la retraite est quelque chose d'autre. Elle n'est pas nécessairement liée au ralentissement de la vie quotidienne. Le règlement extraordinaire est destiné à faciliter le recueillement, la méditation et la prière. C'est un moyen excellent. Le fidèle intelligent s'en sert parce qu'il a souci de ne rien négliger ; pourtant il sait au besoin s'en passer. L'œuvre propre de la retraite, c'est la rencontre de l'âme avec Dieu. Un texte de l'*Imitation* me semble résumer heureusement l'attitude du croyant dans cette circonstance : « Crains que Jésus, ayant passé sans que tu le reconnaises, ne revienne

jamais plus.» (*Time Jesum transeuntem et non redeuntem.*)

La retraite est une faveur, une occasion que fournit la Providence à l'âme absorbée par les soucis matériels ; c'est proprement une grâce. Il faut, pour en tirer le bénéfice qu'elle comporte, y correspondre par un mouvement de la volonté. Et l'angoisse du croyant, durant ces heures bénies, c'est que la sainte Parole n'éveille pas en lui l'écho mystérieux et profond, les résonances opportunes et fécondes, tout le travail d'où son âme sortira lumineuse et forte ; — c'est aussi que la sainte Personne ne trouve pas, dans cette rencontre qu'elle a soigneusement préparée, dans cette visitation qui est à la fois un honneur et un bienfait, l'accueil attendri, affectueux, auquel elle a droit.

Le recueillement, les exhortations sacerdotales n'ont de sens que dans la mesure où ils facilitent l'intelligence et l'acceptation du vouloir divin....

Personnellement, j'en attendais un surcroît de lumière et de force, dans la tragique aventure où je me débattais.

L'archevêque avait confié le soin de prêcher cette retraite à un chanoine d'un lointain diocèse. C'était un méridional, à en juger par son accent particulier, son intarissable faconde et l'exubérance de ses images. Il protesta, dès l'ouverture, de son attachement à la sainte Eglise, à la hiérarchie catholique et particulièrement à notre évêque. Nous comprîmes bientôt qu'il avait reçu des instructions touchant les infiltrations modernistes, dont se lamentait notre supérieur. Ce chanoine était un homme obèse et court, qui avait atteint la cinquantaine. Ses courses apostoliques, ainsi qu'il aimait à appeler ses nombreuses pérégrinations, l'avaient prématurément vieilli : ces déplacements continuels, cette incessante trépidation avaient usé l'organisme.

Il avait la démarche lourde d'un vieillard. Depuis longtemps il n'étudiait ni ne lisait plus. Où en eût-il trouvé le temps ? Visiblement il en était resté, en ce qui concernait la théologie, aux manuels et aux cours de sa lointaine jeunesse ; et, en matière de mysticité, à des formules usées, vides de toute signification, dépourvues d'âme. Il allait, au hasard des diocèses, traînant sous le camail et la croix pectorale le verbalisme grandiloquent et fade des missionnaires apostoliques. Seul, le contact des piétés naïves et ferventes l'avait sauvé de la totale et définitive décrépitude. Usé par le métier, cet homme était encore capable de goûter le commerce d'une âme neuve, jeune et forte.

Les jours passaient, ouatés de silence et de paix. Le conseil évangélique selon lequel « une seule préoccupation est nécessaire » trouvait sa rigoureuse application. Des récréations silencieuses et les repas habituels interrompaient à intervalles réguliers la récitation de l'office et les instructions du prédicateur. L'ordonnance de ces journées me paraît, à la réflexion, merveilleuse. Elle offrait au clerc vraiment soucieux de scruter le mystère de sa vocation une ambiance exceptionnelle, un peu artificielle peut-être, mais nécessaire. Le bréviaire lu et le sermon entendu, on s'attardait à la chapelle ou l'on se retirait dans sa cellule. Ici et là, rien ne venait distraire la pensée et le cœur. Les livres de spiritualité, à qui le désœuvrement concerté de ces jours donnait une place spéciale, entretenaient l'atmosphère religieuse. La Bible, *l'Imitation de Jésus-Christ*, les traités du sacerdoce, les carnets de retraite, avec leurs aveux pudiques et leurs téméraires résolutions, bref l'expérience religieuse des autres et la sienne propre, tout cela vous sollicitait, vous travaillait sourdement. Songez que chacun de ces clercs,

confinés dans le silence et la prière, attendait proprement un miracle. Des textes liturgiques chantaient dans toutes les mémoires, communiquaient au présent la poésie du passé.... Candidement et sans effort, ces jeunes hommes se comparaient aux apôtres, attendant, en compagnie de la Vierge, la venue du Saint-Esprit. On ne répète pas impunément ces formules, où les générations disparues ont laissé quelque chose de leur foi ; on ne s'attarde pas impunément à ces visions, où s'exerça le génie des vieux maîtres. La magie des mots et des couleurs opère à la longue. On en subit le charme, l'espèce d'incantation , et les hardies formules de la liturgie vous trouvent préparé aux éternels renoncements, aux mystérieuses consécérations.

Pour moi, qui n'avais point la perspective de l'ordination prochaine, j'éprouvais des sentiments contradictoires et douloureux. Toute ma sensibilité de clerc qui a grandi dans le voisinage de l'autel tressaillait aux apprêts de la cérémonie. Mes camarades de cours, qui étaient sur le point de s'engager définitivement dans les ordres, vaquaient avec une joie communicative aux préparatifs du sacrifice. Ils s'inquiétaient de l'aube et du bréviaire. De menues préoccupations, de minuscules coquetteries pénétraient, comme un courant d'air frais, dans la communauté, arrivaient avec les paquets déposés par des mains pieuses à la loge du concierge.

Je songeais tristement que j'aurais pu connaître, moi aussi, ce bonheur. N'avait-on point préparé, à mon intention, le vêtement de lin blanc ? Et je savais que, là-bas, dormait dans un carton le bréviaire à tranches d'or.... J'éprouvai à travers la distance la sensation grissante de me glisser dans l'aube parfumée de lavande, de nouer autour des reins la ceinture et de palper, d'ouvrir

au hasard, comme un enfant, le précieux volume. J'entrevis la possibilité, dans quelques mois, dans un an peut-être, de savourer à mon tour cette veillée d'armes où chaque instant apporte de son rythme inaltérable l'unique joie, la joie des joies.

Oui, je pouvais espérer, à condition pourtant de faire amende honorable, de rayer d'un geste ou d'un mot trois ans de labeur probe, acharné, consciencieux, trois ans d'efforts, de détachement de moi-même et d'adhésion progressive à la vérité. Est-ce que les émotions tumultueuses d'une heure d'extase allaient contrebalancer la paix profonde qui suit la lente découverte du vrai? J'eus peur un instant, devant le spectacle prochain des divines joies. Je me représentai l'inanité des systèmes, des philosophies et des exégèses, la suprême vanité des recherches. Ce fut un martyr, dont je garde en ma chair et dans mon cœur le souvenir précis, à peine cicatrisé par les ans.

De toutes les forces d'une volonté qui ne voulait point céder j'envisageai l'avenir par delà l'ordination. Je fis appel, du moi troublé par la contagion des bonheurs immédiats, au moi rassis que depuis longtemps j'édifiais péniblement, en une ascension lente et sûre.

Ce fut ce dernier qui triompha. Brisé de corps et d'âme, je m'abattis sur mon lit et les sanglots d'une douleur immense s'achevèrent dans un sommeil lourd, bestial, — un sommeil d'ivrogne ou de désespéré.

III. L'ordination.

Nous quittâmes le séminaire de grand matin. La ville dormait encore, et l'on eût dit, à nous voir passer en silence, que nous craignions de l'éveiller. A la vérité, chacun se taisait dans le pressentiment, ou l'avant-goût,

des merveilles qui allaient s'accomplir tout à l'heure.

On nous avait proposé comme sujet de méditation, le texte suivant : « Aujourd'hui, vous verrez de grandes choses. »

Le bourdon jeta dans l'air matinal ses appels réguliers et graves. La ville ne parut point s'en soucier. Des ouvriers s'en allaient à l'usine, étonnés de nous voir si tôt dans les rues. Ils supposaient un caprice de la liturgie, quelque chose d'analogue aux processions auro-rales des Rogations.

La cathédrale s'animait d'une vie intense. Dans les chapelles latérales, des messes se célébraient. Des clochettes, çà et là, rompaient l'universel chuchotement. Dans le chœur, au contraire, c'était la confusion un peu bruyante qui précède le lever du rideau au théâtre, et les messes de mariage dans les paroisses riches... le brouhaha d'une assemblée où l'on se retrouve, où l'on s'informe les uns des autres, où l'on a souci d'être bien placé et de ne rien perdre du spectacle. Ces gens-là étaient de cérémonie et le sentaient. Quelques-uns étaient venus de très loin, de la campagne ou des villes limitrophes du diocèse. Un peu partout, des femmes — mères ou sœurs — priaient avec ferveur.

Un coup de hallebarde sur les dalles. Le cortège entra. Les suisses, la croix, puis sur deux rangs la blanche théorie des ordinands, enfin, entouré de quelques chanoines et de sa chapelle, l'évêque vêtu des ornements sacerdotaux, mitre en tête et crosse en main. Ils allaient, au rythme lent du *Veni Creator*, l'âme en proie à un même désir fervent, exclusif, souverain.

Et c'est, tout à coup, dans l'assistance turbulente, une commotion. On se ressaisit ; on se rappelle la gravité de l'heure et du lieu. C'est plus qu'un sentiment des con-

venances ; c'est une émotion proprement religieuse. Chacun reconnaît son parent ou son ami.... Eux ne voient rien ni personne. Il y a tant de recueillement précoce sur ces faces de jeunes hommes qu'on est impressionné. Croyant ou non, on s'incline devant leur loyauté candide et forte. Les futurs sous-diacres sont beaux entre tous, — comme des lys en un parterre de roses. Ils sont blancs et pâles ; blancs dans la longue robe de lin au blanc capuce, et pâles, divinement pâles de toute l'émotion contenue de leurs âmes, parce qu'ils désirent et redoutent à la fois cette heure.

La messe commence. Là-bas, à l'autel, dans la gloire du soleil levant, qui afflue par les baies immenses, l'évêque célèbre, grave et lent. Il porte ce matin une chasuble de style ancien, et comme il a le privilège du pallium, on dirait quelque pontife descendu d'un des vitraux de la cathédrale. D'une voix sourde, il lit les formules liturgiques ; et plus d'un, parmi les assistants, venu en spectateur ou simplement par devoir d'amitié, sent grandir en soi une angoisse inexprimable.

La tonsure et les ordres mineurs ont été distribués. Voici venue l'heure des renoncements éternels.

L'évêque interrompt le sacrifice pour de suprêmes exhortations. Cette interruption, ces ultimes conseils vous font courir des pieds à la tête un frisson. Eux, les dévoués, répondent à l'appel de leur nom, s'approchent, se rangent devant l'évêque en un demi-cercle, et ils écoutent, les yeux clos, les bras en croix.

Le vieillard parle, ou plus exactement il lit en un rituel que lui présente un clerc agenouillé. Est-ce l'émotion ? ou la fatigue ? Je ne sais ; je remarque qu'il n'a plus l'assurance de tout à l'heure. Sa face figée de bouddha s'est animée d'une émotion visible et qui vous gagne.

Il lit l'exhortation liturgique dans le latin exquis de l'Eglise primitive. Et les assistants, qui n'en perçoivent pas le sens, pleurent, sanglotent, tant ils en devinent la signification. J'ai peine à me contenir. Je suis le texte sur un manuel : « Mes bien-aimés !... Il est temps encore.... Vous pouvez vous retirer.... Si vous vous engagez, c'en est fait. »

Quelques minutes de recueillement, longues comme un siècle, et qui vous oppressent comme un poids énorme. On entend le silence angoissé des gens et des choses. Cela est horrible. Puis, à un signal donné, les jeunes gens se sont jetés à terre, d'un seul geste.... On dirait qu'une faux a couché sur le sol des épis ou des fleurs.

L'orgue éclate ; il couvre de sa voix puissante les sanglots qui soulèvent toutes les poitrines. Les litanies — la lente et monotone invocation à tous les saints et à toutes les saintes du ciel et de la terre — deviennent l'expression de l'universelle douleur :

Omnes sancti et sanctæ Dei, intercedite pro nobis.

Et pendant que les victimes gisent sur les dalles, abîmées dans l'extase, l'évêque par trois fois laisse tomber sur elles la bénédiction, — comme on la jette sur une tombe ouverte, avec la dernière pelletée de terre :

Ut hos electos benedicere... sanctificare... consecrare digneris, te rogamus, audi nos....

.

J'ai quitté la cathédrale, emportant, comme un charbon ardent dans la poitrine, la vision des blancs prosternés. J'ai fui lâchement, devant la magie du rite, de la parole et du geste consécrateurs. J'ai gagné en hâte la sacristie.

Là-bas, parmi l'émotion croissante, se poursuivait l'action mystérieuse. J'en savais l'ordre, pour y avoir

maintes fois assisté, attentif et troublé. Comme un cauchemar vous poursuit longtemps après le réveil, la succession s'en évoquait en ma mémoire, précise, triomphale. Les diacres, puis les prêtres recevaient des mains de l'évêque les vêtements symboliques et les mystérieuses puissances de prêcher, d'absoudre et de célébrer. La collective consécration des hosties s'achevait dans le spectacle grandiose d'une communion générale. Avec la régularité du flot qui vient mourir sur la grève, deux rangs de lévites alternaient à la table et recevaient le pain.

Des mères, des sœurs participaient au banquet, en esprit de sympathie profonde, affectueuse.

J'errai au hasard des rues comme un fou. Je me rappelle m'être assis, las d'émotion et de marche accélérée, sur un banc du square Saint-Ouen. La paix d'une journée de juillet, lumineuse et tiède, avait attiré des convalescents et des enfants. Et c'était un mélange confus de babils et de gazouillements. Ce bonheur épars dans l'air m'oppressait, m'irritait.

Je repris ma course échevelée vers le séminaire. Symphorien, le concierge, fut étonné de mon retour et voulut m'interroger. Je ne répondis point.

A présent, j'étais dans ma cellule, seul avec moi-même. J'éprouvai l'âpre joie de la solitude. Je pouvais enfin exhaler ma souffrance, sans souci des témoins, — de leur pitié ou de leur ironie. « Seul ! » L'écho répéta cette syllabe où se trouvait enclose l'immensité de ma détresse. Ma pensée se reporta aussitôt vers les miens, ma mère, l'abbé Martin, les Hermier. Ils s'étaient sans doute associés, par delà l'espace, à la fête où ni eux ni moi n'avions pris part. Les heures passaient lentement,

pour eux comme pour moi, lourdes de notre commune déception.

Un bruit confus de voix, l'écho affaibli d'un harmonium me tirèrent de ma rêverie. Les ordinands étaient de retour ; leurs familles les accompagnaient dans un brouhaha animé. Une prière collective à la chapelle, en manière d'actions de grâces, et la cour s'emplit de joie exubérante. Je soulevai le rideau et contemplai le spectacle. Suivant une tradition immémoriale, les clercs échangeaient le baiser de paix. Les nouveaux prêtres donnaient leur bénédiction, au hasard des rencontres, sous les cloîtres, dans les corridors. J'aperçus des groupes agenouillés autour de jeunes gens pâles d'émotion et de bonheur. D'autres se confiaient, sous les marronniers naissants, les impressions inoubliables des heures envolées.

On frappa à la porte. L'abbé du Mesnil entra. J'allai à lui, les mains tendues dans un mouvement spontané, fraternel. Il m'attira dans ses bras, et dans un souffle, il dit :

— Que la paix du Seigneur soit avec toi ! Et il ajouta : Toujours.

Je répondis :

— Amen.

Cette simple formule avait rompu d'un coup la distance que sa récente ordination mettait entre nous. En sa personne c'était l'Eglise — l'Eglise nouvelle, à qui j'avais rêvé de consacrer ma jeunesse et mes forces — qui m'apportait sa bénédiction. J'en fus touché. L'anathème dont j'étais menacé serait limité en quelque sorte par cette communion spirituelle, que rien — pas même l'excommunication — ne saurait interrompre entre ceux qui s'aiment.

Je remerciai mon condisciple de sa démarche.

Il dit simplement :

— Je ne voulais pas te laisser seul, à cette heure surtout. Je le devais à notre longue amitié ; je le devais aussi à la grandeur, à la sainteté de ton infortune.... Mon pauvre ami, ajouta-t-il à mi-voix.

J'esquissai un geste de résignation, et simulant la sérénité, je lui demandai ses impressions :

— Heureux, je suis heureux, répondit-il. Sans tumulte : ainsi, je n'ai point pleuré, comme je l'aurais cru. J'ai été calme, je le suis encore. J'aime mieux cela. C'est préférable aux extases passagères. Je me sens du bonheur, là, un bonheur, grave et fort, pour toute la vie, pour les mauvaises heures.

— Espérons que tu n'en connaîtras point.

— Je ne me fais pas d'illusions à ce sujet, répliqua-t-il, attristé par de lointaines visions. J'entre dans le sacerdoce avec un idéal qui sera certainement méconnu, persécuté, peut-être anathématisé.

Il se tut. La communauté des souffrances nous unissait comme tout à l'heure l'accolade du jeune sous-diacre.

— J'accepte dès à présent, continua-t-il, toutes les douleurs qu'il plaira au Christ de m'envoyer.... *Christo confixus sum cruci*.... Tu comprends que cette perspective des incompréhensions, des heurts, des brisements inévitables, — il insista sur ce mot, — m'a préservé des émotions vaines, à fleur de peau. Ton absence a d'ailleurs....

D'une pression de main, je le remerciai. Et dans ce geste banal, j'avais mis toute mon âme. Je savais gré à mon condisciple d'avoir associé le souvenir de mon infortune à cette heure solennelle de son existence, d'en avoir tempéré la joie quasi divine par le rappel attendri de ma solitude.

Surtout, le sacerdoce tel qu'il l'entrevoyait, douloureux par delà les splendeurs de la liturgie, fait de renoncements quotidiens et de persécutions subies, acceptées, calmait en moi la nostalgie brutale des pouvoirs magiques. N'avais-je pas été téméraire de vouloir concilier la nécessaire soumission qu'exige la hiérarchie et les exigences légitimes d'une culture originale, libre et forte?

Je subis donc, sans trop en souffrir, l'allégresse générale, et pour ainsi dire officielle, qui régnait dans la communauté. La pompe de l'office du soir, où les nouveaux clercs accomplissaient pour la première fois leurs nouvelles fonctions, me trouva plongé dans d'étranges perplexités. L'angoisse qui le matin m'avait pris avait fait place à une stupeur morne, à une espèce d'inconscience où venaient mourir, sans y éveiller les sonorités accoutumées, les textes liturgiques et les mélodies aimées.

IV. Douloureusement.

Le départ pour les vacances avait été fixé au lendemain matin. Dès la première heure, les corridors s'emplissaient d'allées et venues. La ferveur grave des jours passés faisait place à une exubérance enfantine. Les jeunes hommes, dont la pâleur recueillie entourait hier l'évêque, n'étaient plus que des collégiens mis en gaieté par la perspective du voyage, de la famille retrouvée, des jours coulant parmi le désœuvrement.

Seuls, les jeunes prêtres se préparaient, dans le silence de leur cellule ou à la chapelle, à célébrer leur première messe. Tout à l'heure, dans l'atmosphère attiédie d'un oratoire de communauté, ils disaient non plus avec l'évêque cette fois, mais seuls, apeurés et défaillants, les paroles sacramentelles.... Je partis après avoir salué mes directeurs, — en particulier l'abbé Delestrac et l'abbé

Martel. Le premier me rappela que Sa Grandeur prendrait sous peu une décision à mon sujet. Le second me témoigna une sympathie qui, malgré le désaccord essentiel où je me trouvais avec lui, me fut douce et réconfortante.

• • • • •

J'arrivai l'après-midi chez mon maître. Cette fois, je fis sans allégresse le chemin qui mène de la gare, perdue au fond d'une vallée, jusqu'au bourg, juché là-haut sur un plateau qui domine la Seine. La route monte en des lacets capricieux, splendidement carrossable, agréable au piéton, tant la pente en est insensible et tant est magnifique le panorama qu'on y découvre peu à peu. Je me remémorais certains retours, à pareille époque. L'an passé encore, j'apportais l'émotion toute neuve d'une ordination récente.... Aujourd'hui, j'avais l'impression de revenir les mains vides, — comme un mauvais écolier, sans récompense....

Je m'arrêtai. A mes pieds, la vallée coulait avec le cours monotone de l'Austreberthe, se prolongeait en deux trouées, à gauche vers la Seine, à droite vers le pays de Caux.... Le décor se précisait de mille souvenirs. A l'horizon, des clochers s'enlevaient sur le ciel clair. J'évoquais de longues excursions et l'accueil hospitalier des presbytères. Des visages familiers passaient dans ma rêverie, l'attristaient. Une espèce d'hostilité montait des choses ; j'y devinais, en un pressentiment lugubre, l'inévitable rupture de tant de liens exquis, doux et forts comme de très vieilles habitudes.

Rien apparemment n'était modifié au presbytère. Je subis dès mon arrivée le charme inéluctable de la vieille demeure.... Le jardin m'accueillit comme autrefois, égayé de fleurs et d'oiseaux.

Cependant quelque chose s'était introduit traîtreusement avec moi, — une préoccupation ou une crainte, on ne savait encore précisément. Et la vie s'en trouvait troublée.... Une sorte d'angoisse planait, en suspension dans l'air. Des silences prolongés, où perçait l'embarras, de la gêne, la matérialisaient, nous en faisaient toucher du doigt la réalité.

Gervaise, la servante, souffrait impatiemment cet état de choses. Visiblement elle eût préféré une explication à ce silence concerté. Mais par déférence pour son maître, elle se taisait.

L'abbé Martin s'attardait à dessein dans des conversations banales. Lui aussi redoutait que le conflit se précisât douloureusement. Il craignait que les mots apparemment inoffensifs ne nous entraînaient trop loin....

Quelques jours s'écoulèrent, sans autre événement que la continuelle, l'obsédante préoccupation qui nous était commune. Seule l'heure du courrier jetait dans la monotonie de notre existence un peu de fièvre.... Nous sentions que le moment était proche, peut-être, où nous pourrions rejeter la dure loi du silence volontaire et tirer du trésor caché de nos cœurs les paroles sincères.

— Rien de nouveau, au courrier ?

— Rien, monsieur le curé.

L'abbé Martin déplaît son journal ou lisait son bréviaire, et de nouveau nous sentions peser sur nous la contrainte horrible.

.

J'allai faire visite aux Hermier. Ils habitaient, sur l'autre rive de la Seine, une maison de plaisance. Un sentier abrupt vous conduisait au fleuve ; le passeur vous transportait, et c'était, une demi-heure durant, une promenade

délicieuse sur le chemin de halage.... On allait, entre une longue muraille de verdure et les roseaux de la berge. Pas un bruit. Parfois on rencontrait le douanier de service.... Puis le décor changeait. C'étaient à présent de riches domaines, avec de confortables habitations.

J'étais attendu avec impatience. M^{me} Hermier et M^{me} Masson avaient hâte de me revoir. Elles éprouvaient le besoin de me gronder et de me consoler. Leur orthodoxie intransigeante s'indignait de ma révolte, mais leur tendresse s'associait maternellement à ma déception. L'entrevue ne fut point telle qu'elles l'avaient imaginée. A distance, elles avaient rêvé sans doute de regrets, d'effusions, de larmes partagées. Nous éprouvâmes le même embarras qui, au presbytère, paralysait les confidences....

Ces dames comptaient sur l'indulgence de Monseigneur. Il fallait toutefois que je m'engageasse à respecter à l'avenir les ordres de mes supérieurs. Et l'excellente M^{me} Hermier mêlait, dans une loquacité touchante, les reproches et les conseils. Je balbutiai de vagues formules, comme on fait à un malade pour le rassurer.

M. Hermier se taisait. C'était un homme taciturne. Il jouissait dans le pays d'une autorité où il entraînait plus de crainte que de confiance. Républicain sous l'empire, il avait été en sa jeunesse ce que les vieux appelaient « une forte tête. » Puis l'âge, surtout l'évolution des partis au sein même du régime en avaient fait un conservateur. Il avait la dignité attristée des vaincus qui n'oublie pas....

Je le revois à distance, le menton et les lèvres soigneusement rasés, dans le cadre grisonnant des favoris, l'œil à demi caché sous les paupières, une face de moine, méditative et sombre. Il parlait peu, n'intéressait personne à ses affaires et ne se mêlait point volontiers à celles d'autrui.

Pour ma part, je n'avais jamais eu avec lui que des relations assez vagues. Durant mon séjour, chaque année à l'époque des vacances, je le rencontrais à table, régulier jusqu'à la manie. Nous n'échangions que des propos insignifiants. Je le soupçonne de m'avoir longtemps considéré comme un inoffensif collégien.

Ce jour-là, je retrouvai son masque impassible, presque irritant. Il m'accueillit comme si rien ne s'était passé depuis notre dernière rencontre.... Songeait-il à sa lointaine jeunesse et au scandale que ses opinions avaient alors causé parmi les siens ? Il savait par expérience que les pensées hardies deviennent avec le temps de banals truismes.... Peut-être la mélancolie des souvenirs lui rendait-elle intelligible cette aventure où j'avais imprudemment risqué mon avenir.

Mais il savait aussi qu'il importe au bon fonctionnement des sociétés qu'on réprime impitoyablement les tentatives anarchiques. Et il devinait sans doute la suite qui serait donnée à mon affaire.

Je partis, attristé de cette divination.

V. La colombe de l'arche.

Je résolus d'aller passer quelques jours dans ma famille, au Havre. Outre que je n'avais pas embrassé ma mère depuis plusieurs mois, je voyais dans ce déplacement une espèce de diversion à l'obsédante préoccupation : « Serai-je chassé, ou non, du séminaire ? »

Je retrouvai, dès mon arrivée là-bas, la même angoisse attachée à mes flancs, ainsi qu'une Erinnye antique. Toute la naïve gaieté de mes retours d'autrefois s'accusa par contraste avec la tristesse morne que je ressentais ce jour-là.

La ville me parut d'une inexprimable banalité, parmi

le jour déclinant. Sur les quais qui avoisinent la gare, d'immenses tas de charbon attristaient la vue. Et au delà, dans d'invisibles bassins, se balançaient mélancoliquement d'innombrables gréements.

L'impression pénible s'accrut encore dans la maison paternelle. Mes parents occupaient, à mi-côte entre la ville et la campagne, une modeste habitation. J'y reconnus, comme chez l'abbé Martin, la traditionnelle ordonnance des gens et des choses, les chères habitudes qui, chaque année, me ressaisissaient, toujours sensible à la poésie simple de ce cadre familial. Et la vie domestique coula parmi la monotonie des jours, semblables les uns aux autres.

Je m'abstins des visites par lesquelles j'avais coutume d'inaugurer les vacances. Il me semblait que j'y eusse porté, sous l'apparente correction de la soutane, le trouble intérieur de mon âme.... Mon activité extérieure se borna donc à des promenades dans la campagne voisine, ou le long de la mer ; mes relations, à l'exclusive compagnie de mes parents, de ma mère surtout....

Cependant, je ne recevais aucune communication de l'archevêché, ou du séminaire. Je m'en irritais secrètement. L'heure du courrier ramenait deux fois par jour la fièvre de l'attente.... Ma mère s'ingéniait, avec un dévouement admirable, à m'adoucir l'ameutume de ces heures.

Nous causions à cœur ouvert.

Je la revois encore. Un coup discret à la porte, et son visage, épanoui de muette tendresse, égayait ma chambre. Assise près de la fenêtre, elle ravaudait du linge. Je lisais ou j'écrivais, sur une table voisine. D'elle à moi, un colloque mystérieux s'engageait. Les inoubliables heures ! Parfois nous nous taisions, et la conversation se prolongeait, dans des silences où nos deux âmes, rejetant les

mots insuffisants, entraient en communication profonde et directe.

J'entends encore sa voix. Tantôt elle parlait, la tête penchée sur son ouvrage, cachant sans doute son émotion sous une attention feinte ; tantôt elle ôtait d'un geste ses lunettes et tournait vers moi la limpidité de ses yeux clairs.

La même question revenait entre nous, d'un intérêt chaque jour grandissant : « Quelle sera la décision de l'archevêque ? »

Ma mère s'efforçait de simplifier le problème, d'en atténuer par la clarté d'un dilemme la troublante incertitude.

— De deux choses l'une, répétait-elle ; ou l'on te gardera, ou l'on t'exclura.

Un silence suivait généralement l'énoncé de cette double perspective.

Elle reprenait, soucieuse avant tout de m'arracher à ma songerie :

— Si l'on te garde, ce n'est qu'un retard de quelques mois. Que veux-tu, mon pauvre enfant ? Dans la vie, il faut savoir supporter les délais.

— Et si l'on m'exclut ?...

— Mais non, mon chéri. On t'aurait déjà prévenu, voyons !... Ces messieurs ne voudraient pas attendre la veille de la rentrée....

— Cette incertitude me fatigue, me mine sourdement. Je voudrais savoir....

— Je comprends cela. Dis-toi pourtant, mon chéri, que chaque jour de retard est une nouvelle raison d'espérer. Tu verras, ajoutait-elle en souriant, tu en seras quitte pour la peur.

Nous nous taisions, en proie tous deux à l'hypothèse

qu'elle ne voulait pas énoncer, comme si les mots en eussent accentué la possibilité, l'hypothèse de l'exclusion brutale, malgré les délais illusoires, à la veille peut-être de la rentrée.

— Enfin, que veux-tu ? Si le malheur....

Le malheur, c'était cela, la décision épiscopale, tombant de là-haut, souveraine, irrévocable. C'était le scandale circulant à travers la paroisse, colporté par les bouches pieuses des dévotes et des ecclésiastiques, les indiscrètes questions des uns et le silence apitoyé des autres. C'était l'humiliation cent fois renouvelée au long des jours, comme une piqure d'aiguille, laissant à la fin une indicible amertume au cœur. C'était surtout le renoncement douloureux au rêve dont la pauvre femme vivait depuis des années, à l'espérance exquise de voir son fils — la chair de sa chair — debout parmi la splendeur des gestes rituels et des paroles toutes-puissantes.

Lentement, à tâtons, — comme deux aveugles expérimentent appuyés l'un sur l'autre un chemin ignoré, — nous pénétrions le sens de cette douleur possible, que le lendemain ou les jours suivants nous apporteraient peut-être.

— Si le malheur arrive, que veux-tu y faire ?

Rien, assurément. Elle acceptait le fait dans sa brutalité. Elle savait, de sa longue et tourmentée expérience, que la révolte est inutile.

— Nous aviserons avec ton père.... J'aimerais te voir demeurer auprès de nous. Songe donc ! nous avons toujours été privés de toi. Enfin, tu feras ce que tu jugeras bon. Nous ne demandons, ton père et moi, qu'une chose, c'est de te voir heureux... heureux....

Elle répétait le mot ; elle y mettait toute l'intensité de son désir, toute la ferveur de ses vœux. C'était une

façon discrète de compatir à ma désillusion. Elle oubliait qu'elle avait sa part dans mon malheur, et qu'avec mon rêve c'était un peu du sien aussi qui s'abolissait, impossible et lointain.

Je l'embrassais avec effusion. Et plus forts chaque jour de ces confidences, nous attendions les événements.

.
Un jour, le courrier m'apporta une lettre au timbre de la ville métropolitaine. J'eus vite reconnu sur l'enveloppe la grande écriture de l'abbé Delestrac. Je pourrais la transcrire ici, l'ayant conservée très précieusement, comme un document et comme un souvenir. Je ne le ferai point, car je ne veux pas donner à ces pages écrites dans l'apaisement et la sérénité l'allure d'un pamphlet ou d'un libelle. Celui qui écrivit la lettre dont je parle vit encore. Il occupe dans la hiérarchie d'un immense diocèse un poste de confiance auprès de l'évêque. Je ne voudrais pas, s'il lui arrivait par hasard de lire ces pages, qu'il eût à rougir de sa maladresse.

Le message était brutal. Sans ménagement dans les termes, le supérieur m'annonçait mon exclusion. Il m'invitait à dépouiller le plus vite possible le costume ecclésiastique. Des regrets, qu'on sentait banals et qu'on devinait tombés au courant de la plume. Puis des conseils, outrecuidants et vagues, pour la suite de ma vie. J'ai vainement cherché dans cette lettre un mot qui traduisît à sa manière un élan du cœur, qui fît soupçonner, par delà ce travail de scribe, par delà cette communication officielle d'une décision épiscopale, la sympathie d'un homme pour son semblable, d'un maître pour son disciple.

J'ai compris, ce jour-là, jusqu'à quel point trente ou quarante ans de scrupuleuse orthodoxie et de piété

étroite peuvent dénaturer un homme. Ma vie brisée, mes espérances gisant à terre, comme des fleurs prématurément cueillies, l'incertitude du lendemain, les doutes, les défaillances possibles, cet homme pouvait envisager tout cela, sans que de ses entrailles surgît un cri de sympathie humaine, un de ces mots qui passent au-dessus des frontières, des races et des sectes.... Rien, pas un mot. Au contraire, le style terne, impersonnel de l'expéditionnaire qui brasse chaque jour d'inutiles pape-rasses.... Le pauvre homme !

Je me rappelle tout, avec une précision étrange. Je revenais de la messe, l'âme encore enthousiasmée d'une exhortation ardente de Gratry. C'était un commentaire de la parole évangélique : « La moisson est belle ; ce sont les ouvriers qui font défaut.... »

Je ne relis jamais cette page sans y associer le souvenir du fatal message....

— Jean, une lettre pour toi.

— ...l'abbé Delestrac !

Le cœur me battait à se rompre. J'avais pâli horriblement, dans le pressentiment confus d'une mauvaise nouvelle. Ma mère se tenait à quelques pas, bouleversée elle aussi, le visage tendu en une interrogation muette.

— Eh bien ? demanda-t-elle enfin.

Dès les premières lignes, je connus mon sort. Je pliai la lettre et proférai sourdement :

— Je suis renvoyé.

— Jean, mon enfant !

Elle m'avait reçu dans ses bras. Nous pleurions à présent, silencieusement. Et c'était une communion qui scellait dans les larmes notre parenté, la faisait plus forte encore que les liens du sang, définitive et sainte.

— Il ne faut pas te faire de chagrin, voyons !... Je ne

veux pas.... Tu oublieras cela. Nous sommes là qui t'aimons, ton père et moi.... Allons, sèche tes larmes.

Avec d'infinies précautions elle m'essayait les yeux et m'emmenait, tout ému encore, avec elle....

Mon père, en rentrant, nous trouva les yeux rougis. Il comprit du même coup. Il ne posa pas de questions. D'un mot, ma mère lui confirma la nouvelle.

— C'est un malheur, que veux-tu ?...

Et je sentis, quand il me baisa au front suivant l'usage, que sa caresse était plus tendre, que ses lèvres tremblaient. Puis nous nous mîmes à table.

Cependant je songeais involontairement à la lettre qui venait de mettre un terme à notre incertitude. J'éprouvais le besoin de la relire, de la commenter, d'en savourer la brutalité. Seule, la présence de mes parents m'en empêchait. J'avais hâte de retrouver l'isolement de ma chambre ou de la rue pour la tirer de ma poche, la palper, m'en établir à moi-même l'authenticité.

Ces quatre pages de grande écriture matérialisaient en quelque sorte l'anathème dont j'étais l'objet. C'en était fini des perspectives contradictoires. J'étais exclu. Je ne pouvais plus douter. J'entrais dans la voie douloureuse de la réalité.

VI. Vers l'inconnu.

J'ai retrouvé récemment, dans un carton, un paquet de lettres. Il me plaît, à certaines heures de désœuvrement, de relire la correspondance des jours lointains, où je n'étais qu'un enfant, qu'un adolescent. Le Passé revit en d'exquises minutes. C'est comme un rappel, parmi le Présent, en contraste avec lui, des êtres et des choses, du milieu où l'on a vécu. C'est surtout une évocation de ce qu'on a été, de ce qu'on a paru être, du

personnage qu'on a joué dans le cadre intime des jeunes amitiés, sur la scène restreinte du collège, parmi le cercle déjà plus étendu des relations de famille ou de société.... L'écoulement des choses humaines m'a, tout jeune encore, attristé !... La fuite des jours, la disparition de ceux qu'on aime, l'abolition, dans la nuit des souvenirs, de ce qu'on fut soi-même me plongent en d'amères songeries. Aussi tout ce qui matérialise en quelque sorte le passé — la correspondance aux feuillets jaunis, par exemple — m'attire et me retient. J'aime, dans les cartons aux dates révélatrices, l'harmonieuse disposition des lettres qu'on lut jadis. Un peu des anciennes émotions s'en dégage, comme un parfum attardé dans les plis du papier.

J'avais mis un soin particulier à conserver le paquet dont je parle. Un ruban l'enserrait, protégé lui-même par un cachet de cire noire. Je brisai le sceau, et les enveloppes s'éparpillèrent au hasard sur mon bureau. Je reconnus aussitôt les écritures : celle de l'abbé Delestrac, grande et forte, excessive, une écriture de presbyte qui ne veut pas avouer son âge en employant des lunettes ; celle de M. Martel, menue, discrète, comme l'abbé lui-même ; celle de mon maître, appliquée, correcte, une écriture de bon élève ; d'autres encore....

J'ai relu ces lettres.

Or, à mesure que j'en feuilletais les pages, je revivais les jours angoissés qui suivirent mon exclusion et les pourparlers qui s'engagèrent....

Qu'allais-je devenir ? Chassé du séminaire, je me voyais du même coup repoussé des diocèses voisins. Même j'ai su, pour leur avoir vainement demandé l'hospitalité, que certaines compagnies avaient reçu le mot d'ordre. L'abbé Delestrac ne m'avait d'ailleurs laissé au-

cune illusion : il me conseillait simplement d'abandonner la soutane. Mon maître précisait : je devais, « renonçant définitivement au passé, solliciter un modeste emploi dans une administration quelconque.... » Et tous deux me faisaient entrevoir, comme un apaisement et comme une consolation, le mariage, ce qu'ils appelaient un foyer chrétien. J'avoue n'avoir jamais vu précisément en quoi la présence d'une femme, si pieuse fût-elle, aurait pu calmer l'inquiétude de problèmes sans solution et la nostalgie des divines joies entrevues....

Je répondis à l'abbé Martin que je ne pouvais me résoudre, comme faisaient la plupart de mes condisciples qu'on excluait ou qui renonçaient spontanément au sacerdoce, à faire volte-face, à laisser inemployée, stérile, la lente et laborieuse formation de ces dix dernières années. J'ajoutais que, l'eussé-je voulu, je ne l'aurais pu, ayant acquis comme une habitude désormais impérieuse le goût, la passion du labeur intellectuel et des problèmes angoissants. Je n'ai pas convaincu mon maître, et le temps a creusé entre nous un véritable fossé où dix années d'affection réciproque, de confidences partagées, ont à jamais disparu....

De son côté M. Martel s'employait à me procurer, à Paris ou dans les environs, un emploi de répétiteur qui me permît de préparer l'agrégation de philosophie. Avec un zèle dont je lui garde un souvenir ému, il multipliait les démarches, écrivait à droite et à gauche, entreprenait plusieurs voyages.

Dans l'attente de cette aléatoire situation, je conservais la soutane. On ignorait, dans le quartier où habitait ma famille, que je fusse à la veille d'un exode. Le clergé paroissial avait fait preuve d'une discrétion rare parmi les ecclésiastiques. Je continuais donc à paraître

dans l'église, à la messe quotidienne, et aux offices du dimanche.

A la vérité, cette situation anormale me pesait. J'éprouvais le malaise d'un mensonge continu, officiel.... D'autre part, mes méditations de laïque ensoutané s'animaient de l'incertaine vision du lendemain. Je m'étais confiné dans ma chambrette, dans l'exclusive compagnie de mes livres familiers. Seule ma mère en troublait la quiétude quasi monacale. La pauvre femme compatissait de tout son cœur à ma souffrance. Elle avait pris à son insu l'âme attentive d'une garde-malade. Elle en avait les précautions : le pas feutré, les gestes mesurés, la voix assourdie. Elle en avait surtout l'abnégation continue, héroïque.

Son rêve ! Ah ! je l'avais deviné, aux premières heures d'épanchement. C'eût été qu'oubliant le passé douloureux, je demeurasse auprès d'elle, dans la médiocrité d'une tâche quelconque. Est-ce qu'on ne pouvait pas espérer encore quelque bonheur ? Les jours couleraient, ouatés de réciproque affection. Les réalités bourgeoises — la douce fiancée, les fils issus de l'amour — amèneraient plus tard la paix définitive. On oublierait, comme un cauchemar affreux, les heures d'angoisse et l'irréalisable idéal. Est-ce qu'il n'y a pas, dans tout événement malheureux, un germe de félicité possible ?

Pourtant l'excellente femme avait gardé son désir en elle, au tréfonds de son être, là où nos mamans refoulent, comme des chimères, les rêves inexaucés, les impossibles bonheurs.

Héroïquement, elle le sacrifiait au mien. Cette humble croyante, qui suivait sa messe avec attention et récitait pieusement son chapelet, qui acceptait sans les discuter les formules et les rites, qui ne soupçonnait point que

les unes pussent être erronées et les autres superflus, cette croyante ne s'indignait pas. Assurément elle souffrait dans sa légitime fierté de donner un prêtre à l'Eglise, dans ses espérances de vie quiète et pieuse en un obscur presbytère. Mais elle était indulgente. Partagée entre son absolue confiance dans le magistère infaillible de Rome et son affection maternelle, elle conciliait ces deux inconciliables par une de ces subtilités qui sont le privilège et l'honneur des mères. Elle juxtaposait les difficultés, ou, plus exactement, elle se dédoublait. Je ne sais si je m'abuse, mais plus d'une fois il m'a semblé que son amour l'entraînait d'instinct, aveuglément, vers moi. Est-ce que les prêtres, si saints qu'ils fussent et si doctes, pouvaient avoir raison contre son fils ? N'avaient-ils pas eux-mêmes, au temps de ma candide enfance, vanté ma précocité, et depuis mon labeur ?

Mon père, lui, se taisait dans l'attente d'un dénouement. Je devinais sous son mutisme une douleur profonde, faite de désillusion, — au souvenir de tant de sacrifices inutiles, et d'inquiétude, — devant l'incertitude de l'avenir....

Cependant, ma foi douloureusement déçue par les événements me soutenait. Je puisais chaque jour dans la communion spirituelle avec le Christ la force d'attendre que surgît, dans l'angoisse où nous nous débattions, la solution désirée. J'allais, portant sous l'apparente gravité de l'habit ecclésiastique une âme où bouillonnaient toutes sortes de projets et d'espoirs.

Un jour enfin, une lettre venue de Paris m'apporta, comme la colombe de l'arche biblique, la réponse attendue. J'en éprouvai un soulagement. Les derniers liens qui m'attachaient désespérément à l'impossible sacerdoce allaient donc se briser ! Je vaquai aux prépa-

ratifs du voyage, en proie à une surexcitation fébrile. Ma mère dissimulait mal sa tristesse ; elle redoublait d'attentions, me prodiguant les conseils et ces mille riens qui vous tirent des larmes.

Je dus me procurer des vêtements laïques ; j'en fis l'essai, devant elle, la veille de mon départ. La glace me renvoya l'image de ma gaucherie. Nous voulûmes sourire l'un et l'autre. Mais nous avions des larmes au bord des yeux. Une angoisse m'envahissait, me serrait à la gorge, m'étouffait. Je regagnai en hâte ma chambre, pour y cacher mon émotion.

Le lendemain matin, — un matin brumeux d'octobre, — je prenais l'express à destination de Paris. Je me sentais mal à l'aise dans mon costume neuf. J'avais l'impression d'être jeté, tout nu, en proie à l'indiscrète curiosité des voyageurs et des employés. Une confusion m'emplissait. Le train courait dans la campagne ténébreuse. Je me laissai bercer au cahotement du wagon, tout endolori encore de la scène d'adieux et du baiser maternel posé au front ainsi qu'une bénédiction.

Puis le jour se leva, triste infiniment et terne, sur les champs humides. Rouen apparut, dans le lointain, avec la féerie de ses clochers en dentelle et la poésie devinée de ses sonneries matinales. L'afflux des chers souvenirs me tira de ma torpeur, réveilla l'angoisse assoupie de mon âme.

Et ce fut de nouveau la course éperdue à travers la plaine, le long du fleuve, sans souci des stations qui avaient l'air ahuries de nous voir passer à cette vitesse.... Maintenant c'en était fait des illusions qui jusqu'à la dernière minute avaient tempéré l'intensité de ma déception.

J'étais vraiment *séparé* de tout ce qui avait fait le

charme et la joie de ma vie jusqu'à ce jour. Fini, le rythme berceur de la psalmodie sous les voûtes de la cathédrale, et l'évolution majestueuse des processions, parmi les fidèles agenouillés.... Finies, surtout, finies à jamais les délicieuses camaraderies, les exquises intimités, la joie pure des confidences spirituelles, tout ce qui en un mot avait jusque-là préservé ma vie de la banalité, du prosaïsme.

Chaque tour de roue m'en éloignait, d'instant en instant. La réprobation dont j'avais été l'objet se traduisait à présent d'une manière concrète, terrible. Toute la rigueur des orthodoxies incorruptibles m'apparaissait dans sa brutalité. Des textes évangéliques chantaient dans ma mémoire. J'en exprimais l'amertume avec ivresse :

« Si votre main, ou votre pied, ou votre œil vous scandalise, arrachez-les. »

Ainsi l'Eglise rejetait de son sacerdoce, comme un membre gangrené, le clerc qui s'obstinait à demander raison de sa foi, par delà les traditionnelles explications.

J'acceptais d'être rejeté, d'être coupé comme une branche stérile ou un membre malsain. L'injustice de cette opération me consolait suffisamment de ce qu'elle avait de brutal.

Et tandis que le train m'emportait vers des destinées inconnues, j'éprouvai profondément dans ma chair et dans mon cœur la réalité poignante et douloureuse des anathèmes.

ALBERT AUTIN.





LES DÉBUTS DES CHEMINS DE FER EN SUISSE

SECONDE PARTIE¹

Suisse-Occidentale.

La Compagnie des chemins de fer de la Suisse-Occidentale résultait de la fusion des deux Compagnies de l'Ouest et du Franco-Suisse et de l'Etat de Fribourg.

Cette constitution contenait en germe les difficultés qui ne devaient pas tarder à se produire. D'abord, elle unissait entre elles trois entreprises dont la situation était embarrassée et dont les lignes exigeaient des travaux de parachèvement entraînant de grosses dépenses. Ensuite, pour égaliser les apports, il avait fallu accorder aux actionnaires de l'Ouest et du Franco-Suisse des majorations sous forme d'obligations dont le capital n'était pas versé, mais dont il fallait servir l'intérêt.

La guerre franco-allemande avait provoqué en Suisse une augmentation de trafic extraordinaire pour laquelle les moyens disponibles devenaient insuffisants. L'affluence des marchandises qui ne pouvaient plus passer par la France produisit dans les gares un encombrement

¹ Pour la première partie, voir la livraison de septembre.

inévitables. L'internement de toute une armée vint aggraver les difficultés. Il fallut aggrandir les installations dans les gares et faire des achats considérables de locomotives, de voitures et de wagons. Les conditions du contrat d'exploitation avec MM. Laurent, Bergeron & C^{ie} ne se prêtaient plus au nouvel état de choses et la Compagnie avait dû reprendre elle-même l'exploitation de ses lignes dès le 1^{er} janvier 1872.

Enfin, l'Etat de Vaud posa comme condition de son approbation de la fusion la prise en charge, par la Compagnie de la Suisse-Occidentale, des lignes de la Broye. Ces lignes comprenaient deux sections : la longitudinale, de Palézieux à Lyss, et la transversale, d'Yverdon à Fribourg par Payerne. La première faisait partie de la combinaison imaginée à Winterthour, sous le nom de chemin de fer national, ayant pour but de créer, du Léman au lac de Constance, une voie indépendante des grandes Compagnies. Les lignes de la Broye, desservant des contrées essentiellement agricoles, sans grands centres de population, ne pouvaient, au moins dans un avenir prochain, donner un rendement suffisant pour couvrir les frais d'exploitation et les intérêts du capital de construction. En outre, la ligne Palézieux-Lyss, parallèle à celle de Lausanne-Fribourg-Berne, enlevait forcément à cette dernière une partie de son trafic.

La Compagnie de la Ligne d'Italie (Valais) ayant été déclarée par le Conseil fédéral déchue de sa concession et sa ligne mise aux enchères, la Compagnie de la Suisse-Occidentale s'entendit avec la Société financière vaudoise pour en faire l'acquisition à frais communs. L'adjudication fut prononcée en leur faveur en 1874 pour le prix de 10 100 francs, mais avec l'obligation de se charger des dettes de l'entreprise et d'achever la

construction. Les deux acquéreurs créèrent, sous le nom de Compagnie du Chemin de fer du Simplon, une société spéciale dont ils souscrivirent chacun la moitié des actions. Mais la Suisse-Occidentale, qui tenait à conserver les siennes, ne pouvait exercer son droit de vote aux assemblées générales que dans la limite fixée par les statuts, tandis que la Société financière vaudoise, libre de se faire représenter par plusieurs personnes entre lesquelles elle avait réparti ses actions, obtenait en fait la majorité. Aussi, bien que chargée de l'exploitation, au moins pendant les premières années, la Suisse-Occidentale se voyait frustrée des avantages qu'elle avait espérés de l'achat de la Ligne d'Italie et empêchée de travailler directement à l'œuvre du percement du Simplon.

Bien que le trafic se développât d'une manière réjouissante et que les recettes fussent en augmentation, la Compagnie de la Suisse-Occidentale avait besoin de se procurer des capitaux considérables pour achever les lignes de la Broye, payer sa part aux frais de construction de celle du Simplon, exécuter les travaux nécessaires sur son propre réseau, éteindre la dette flottante et rembourser un emprunt à échéance prochaine. Une émission de 28 000 actions privilégiées, opérée en 1874, avait produit 14 millions de francs. Mais cette somme était loin de suffire ; il restait à trouver 16 millions.

La direction ouvrit des négociations soit avec des financiers de Genève, soit avec la Banque fédérale. Les premiers se déclarèrent disposés à accorder un prêt, mais posaient comme condition un traité d'exploitation qui leur assurait un contrôle sur la gestion de l'entreprise et une part dans les bénéfices. La Banque fédérale subor-

donnait son intervention à une fusion d'exploitation avec la Compagnie du Jura-Berne-Lucerne.

L'assemblée générale du 26 juin 1875 décida de surseoir à l'approbation des comptes et de la gestion et de nommer une commission d'enquête chargée d'examiner la situation de la Compagnie.

Une nouvelle assemblée des actionnaires eut lieu en août dans la grande salle du théâtre de Lausanne. Elle devait délibérer sur des rapports présentés, l'un par le conseil d'administration, l'autre par la commission d'enquête. Le conseil proposait d'approuver un projet de fusion d'exploitation avec le Jura-Berne-Lucerne, qui avait pour contre-partie un traité financier sur les bases suivantes: la Suisse-Occidentale votait un emprunt de 16 millions, dont les titres ne seraient pas émis pour le moment, mais serviraient de nantissement pour une avance temporaire de 12 millions consentie pour 2 millions par un syndicat de banques suisses, 3 millions par la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée, 2 millions par le Jura-Berne-Lucerne et l'Est français. De son côté, la commission d'enquête proposait d'approuver les comptes et la gestion de 1874, mais non le projet de traité avec le Jura-Berne-Lucerne, les négociations devant être continuées en vue d'une solution plus favorable. Une minorité était même d'avis d'infliger un blâme au conseil.

L'assemblée était très nombreuse et la discussion prit dès l'abord un caractère violent.

On approuva les comptes et le bilan de 1874, mais on refusa d'approuver la gestion. A la suite de ce vote, le conseil d'administration donna séance tenante sa démission. L'assemblée nomma une commission exécutive de sept membres chargée de suivre aux négo-

ciations ayant pour but de pourvoir aux nécessités financières de la Compagnie et de proposer une revision des statuts.

Cette commission rendit compte de son mandat en octobre. Elle avait poursuivi les négociations avec la Banque fédérale et avec le Jura-Berne-Lucerne, mais elle se prononçait contre la fusion d'exploitation projetée. Elle avait abordé les Etats de Vaud et de Fribourg, qui se déclaraient disposés à venir en aide à la Compagnie, mais hésitaient à accorder une garantie d'intérêt pour un emprunt. Il en était de même des Compagnies du Central et du Nord-Est qui avaient été sondées au sujet d'un prêt direct ou d'une garantie. Comme conclusion de son rapport, la commission proposait l'acceptation d'un projet de traité qu'elle avait conclu avec la Société suisse pour l'industrie des chemins de fer, à Genève. Celle-ci s'engageait à faire ouvrir à la Compagnie par le Comptoir d'escompte à Paris un crédit de 20 millions, en attendant l'émission d'un emprunt dont la Société se chargeait de placer les titres. En échange, la Compagnie acceptait un contrat d'exploitation qui assurait à la Société une part des bénéfices et lui réservait le droit de présenter un directeur.

L'assemblée des actionnaires approuva le traité avec la Société suisse pour l'industrie des chemins de fer, adopta de nouveaux statuts et nomma le conseil d'administration. En novembre, le conseil passa un contrat avec M. Cheronnet, ingénieur français qui avait dirigé avec succès des entreprises de chemins de fer dans divers pays. Ce contrat le désignait comme directeur unique de la Compagnie et déterminait ses attributions.

M. Cheronnet resta à son poste de décembre 1875 jusqu'à sa mort, survenue en 1883, époque à laquelle il

fut remplacé par M. l'ingénieur Emile Colomb, son adjoint. Par un système d'économies qui ménageait autant que possible le personnel et ne lésait pas les intérêts du public, il réduisit les dépenses et rétablit l'équilibre dans les budgets. Son tact et l'aménité de son caractère effacèrent les préventions qui l'avaient accueilli d'abord. L'appui de la Société financière, très onéreux les premières années, eut pour effet de relever le crédit de la Compagnie, de lui faciliter la conclusion de ses emprunts et notamment de convertir en emprunts amortissables dans une longue période ceux qui étaient à échéance fixe.

En 1876, la direction conclut un traité de fusion avec la Compagnie de Jougne-Eclépens, sur la base de l'échange de cinq actions Jougne-Eclépens contre une action Suisse-Occidentale. On se rappelle qu'antérieurement à la fusion de 1872, les trois Compagnies associées de l'Ouest, du Franco-Suisse et de Lausanne-Fribourg s'étaient déjà rendues propriétaires de la majeure partie des actions et des obligations du Jougne-Eclépens.

L'assemblée des actionnaires de la Suisse-Occidentale approuva ce traité, mais rejeta comme trop onéreux celui qui avait été conclu à la même date avec la Compagnie du Simplon et qui prévoyait la remise d'une obligation Suisse-Occidentale de 400 francs contre une action du Simplon. Un nouveau contrat, passé en 1881, obtint l'assentiment des actionnaires et incorpora définitivement la ligne du Simplon dans le réseau de la Suisse-Occidentale. Celle-ci en reprit l'exploitation le 1^{er} juillet 1881, après une interruption de six mois, pendant lesquels la Compagnie du Simplon l'avait exploitée elle-même. L'Assemblée fédérale rendit un arrêté transmettant à la Compagnie de la Suisse-Occidentale et

du Simplon la concession accordée précédemment à la Compagnie du Simplon. En 1882, elle approuvait une convention passée entre la France et la Suisse pour le raccordement des chemins de fer des deux pays à Saint-Gingolph. Enfin, en 1886, elle votait un arrêté mettant les cantons de Fribourg, de Vaud et du Valais au bénéfice de la subvention de 4 $\frac{1}{2}$ millions réservée en faveur de la traversée des Alpes à l'ouest de la Suisse lors de l'octroi des subventions fédérales pour le Gothard.

Dès qu'elle fut en possession de la ligne du Simplon, la Compagnie Suisse-Occidentale-Simplon travailla de tout son pouvoir à la réalisation du percement qui devait la relier au réseau italien, en faisant établir par ses ingénieurs des plans et devis et en cherchant à intéresser le gouvernement français; mais elle dut laisser l'achèvement de sa tâche à la nouvelle Compagnie du Jura-Simplon dans laquelle elle devait bientôt se fondre.

En 1889, la Banque pour le commerce et l'industrie, à Darmstadt, et la Banque internationale, à Berlin, firent à la Compagnie de la Suisse-Occidentale-Simplon des ouvertures pour une fusion avec la Compagnie Jura-Berne-Lucerne. Ces banques avaient acquis un certain nombre d'actions qui leur assurait la majorité dans les assemblées générales. Aussi l'assemblée extraordinaire du 11 octobre 1889 approuva-t-elle le traité de fusion signé le 16 août précédent par les représentants des deux Compagnies. Les actionnaires du Jura-Berne-Lucerne en firent autant le lendemain, et le 19 décembre suivant, un arrêté des chambres fédérales transférait à la Compagnie fusionnée sous le nom de Jura-Simplon les concessions accordées à ses devancières.

La fusion avait rencontré une vive opposition dans le canton de Vaud, où l'on voyait avec déplaisir la ville de

Lausanne privée du siège de la nouvelle Compagnie et où l'on craignait que les intérêts des contrées romandes ne fussent sacrifiés. Mais, d'un autre côté, on reconnaissait que la constitution d'une Compagnie plus forte et l'appui du grand canton de Berne faciliteraient le percement du Simplon, but poursuivi depuis si longtemps par toute la Suisse occidentale.

La fusion déploya ses effets dès le 1^{er} janvier 1890. Les actionnaires Suisse-Occidentale-Simplon se réunirent une dernière fois le 28 juin pour prononcer la dissolution de la Compagnie et régler le mode de liquidation.

Ligne d'Italie ou du Simplon.

Si les chemins de fer dans le Valais avaient été concédés à une Compagnie solide et sérieuse, nul doute qu'ils n'eussent été établis parmi les premiers en Suisse, car leur construction ne présentait pas de grandes difficultés. En outre, la jonction avec le réseau sarde, par la traversée du Simplon, aurait été réalisée longtemps avant le percement du Gothard. Pour le malheur du pays, cette entreprise tomba entre les mains d'hommes incapables qui en faisaient l'objet d'une spéculation et y cherchaient avant tout leur profit personnel.

En 1853, l'Etat du Valais accordait au comte de La Valette, propriétaire et journaliste à Paris, et à ses associés la concession d'un chemin de fer du Bouveret à Sion. Cette concession fut ratifiée par l'Assemblée fédérale. En 1854, l'Etat accordait à la même société la concession d'un chemin de fer de Sion à la frontière sarde, avec faculté de l'arrêter à Brigue. En 1856 seulement, les concessionnaires constituèrent une Compagnie au capital de 25 millions, sous le nom pompeux de Compagnie des chemins de fer de la Ligne d'Italie,

Jonction centrale des réseaux de chemins de fer au nord et au sud des Alpes. Cette Compagnie ne se pressa pas de commencer les travaux ni de fournir la justification de ses ressources financières. Aussi le Conseil fédéral déclara-t-il, en 1856, la concession périmée. Le gouvernement du Valais ayant recouru contre cette décision, les chambres fédérales écartèrent ce recours, mais accordèrent un nouveau délai et autorisèrent le Conseil fédéral à rétablir la concession, pour le cas où la Compagnie remplirait ses engagements.

Celle-ci réussit à conclure avec Cavour, premier ministre du royaume de Sardaigne, une convention provisoire qui lui assurait la concession :

1° de la ligne de jonction entre Genève et la ligne du Valais, passant par Thonon, Evian et Saint-Gingolph ;

2° de la ligne de jonction entre le chemin de fer d'Arona au lac Majeur et le chemin de fer par la vallée du Rhône, avec faculté de s'arrêter à Domodossola ou à Crevola.

Cette convention obtenait la sanction royale en 1857. Pour en tenir compte, la Compagnie revisait ses statuts et portait son capital social à 60 millions.

Dans l'intervalle elle confiait l'exécution de la ligne Bouveret-Sion à un entrepreneur général, M. Delahante, pour le prix à forfait de 12 millions et passait avec l'Etat du Valais un traité par lequel celui-ci lui accordait tous les terrains et les bois nécessaires à la construction du chemin de fer, moyennant le paiement d'une somme de 1 600 000 francs et la remise d'actions pour le reste de la valeur.

Bien qu'elle eût réussi à ouvrir à l'exploitation la ligne de Bouveret à Sion, la Compagnie se débattait dans des embarras financiers. De plus, elle était déchirée par des dissensions intestines. Le conseil d'administration qui

siégeait à Paris était en conflit avec le comité de direction qui était en Suisse ; chacun convoquait de son côté les actionnaires à une assemblée générale. Le litige fut porté, conformément aux statuts, devant des arbitres qui prononcèrent la suspension du comité de direction. De son côté, le Grand-Conseil du Valais plaçait le chemin de fer sous régie et instituait une commission de régie composée des membres de la direction, La Valette, Claivaz et consorts. Quelques jours plus tard, l'assemblée des actionnaires révoquait ces mêmes directeurs. Le conseil d'administration s'adressait au Conseil fédéral pour demander l'annulation de la mise sous régie et le gouvernement du Valais s'opposait à cette requête.

De part et d'autre, on s'accusait de mauvaise foi, d'actes d'indélicatesse. Grâce à une habile réclame et à de fastueuses fêtes d'inauguration auxquelles la presse de tous les pays était invitée, la Compagnie avait réussi à faire souscrire des actions et à placer des obligations à des conditions onéreuses ; mais le produit était employé à d'autres buts qu'à la construction du chemin de fer. La mauvaise administration, les conflits incessants entre ses divers organes devaient forcément aboutir à la faillite, qui fut prononcée par le Tribunal de commerce de Genève en 1865. Trois jours auparavant, le Conseil d'Etat du Valais avait mis le chemin de fer sous séquestre et nommé administrateur du séquestre M. l'ingénieur Amédée de Muralt qui, plus tard, devait présider la commission d'enquête de la Suisse-Occidentale, faire partie du conseil de cette Compagnie et représenter le canton de Berne dans le conseil du 1^{er} arrondissement des Chemins de fer fédéraux.

Après deux enchères sans résultat, l'adjudication se fit, sur la base d'un cahier des charges modifié par le gou-

vernement du Valais, à la nouvelle Compagnie internationale de la Ligne d'Italie par le Simplon, représentée par l'ancien concessionnaire La Vallette.

La nouvelle Compagnie prit possession de la ligne le 1^{er} août 1867. La même année, le Grand-Conseil du Valais lui accordait la concession du chemin de fer Bouveret-Sion-Sierre-Loèche-Brigue et Bouveret-Saint-Gingolph. Appelée à la ratifier, l'Assemblée fédérale, par arrêté du 20 décembre, refusait d'entrer en matière, mais autorisait le Conseil fédéral à l'approuver lorsque les conditions requises auraient été remplies. Ce n'est que le 15 mai 1868 que cette approbation put intervenir.

La nouvelle Compagnie de la Ligne d'Italie, dirigée par les mêmes hommes, se montra aussi incapable que sa devancière. Manquant de crédit, obligée à recourir à des opérations financières désastreuses, elle était impuissante à continuer les travaux. Aussi, le Conseil fédéral prononça la déchéance de la Compagnie. Cette mesure avait été réclamée par le gouvernement du Valais lui-même, qui, à la suite du retrait de la concession, mit de nouveau la ligne sous séquestre et chargea M. l'ingénieur Chappex de l'administrer.

En 1873, le Conseil fédéral décida que le chemin de fer de la Ligne d'Italie serait mis aux enchères.

Une première enchère dont la mise à prix était fixée à 3 830 000 fr. n'eut pas de résultat ; une seconde aboutit, comme nous l'avons vu dans un chapitre précédent, à l'adjudication à un consortium formé de la Compagnie de la Suisse-Occidentale et de la Société financière vaudoise, pour le prix de 10 100 fr. Un retour offensif de la Compagnie de la Ligne d'Italie, qui prétendait faire annuler la vente, fut repoussé par le Conseil fédéral ; les nou-

veaux acquéreurs purent prendre possession du chemin de fer le 1^{er} juin 1874.

Dépossédée en Suisse, la Compagnie de la Ligne d'Italie subit le même sort de l'autre côté des Alpes. Une sentence du Tribunal de commerce de Turin prononça sa déchéance des concessions accordées par le royaume de Sardaigne.

Telle fut la fin lamentable de cette Compagnie qui fit perdre à ses actionnaires et à ses obligataires plus de 20 millions, dépensés en grande partie mal à propos.

La Compagnie du Simplon eut pour tâche d'achever la construction du chemin de fer sur territoire valaisan et de chercher à réaliser sa jonction avec l'Italie. Craignant que cette grande œuvre ne se fît attendre trop longtemps, elle avait accepté les ouvertures de la Compagnie du Rail central (système Fell) qui se proposait de passer par-dessus le col du Simplon au moyen de plans inclinés, avec un court tunnel au sommet, comme on l'avait fait au début au Mont-Cenis. Mais les études ayant démontré la possibilité et la supériorité d'un long tunnel de base, elle renonça à cette solution provisoire qui eût retardé la solution rationnelle et définitive, tout en occasionnant de grosses dépenses. La convention conclue les 24 juin-11 juillet 1876 avec la Compagnie du Rail central fut résiliée le 15 novembre 1878.

L'œuvre du percement du Simplon fut continuée par la Compagnie de la Suisse-Occidentale dans laquelle celle du Simplon s'était fondue, puis menée à chef par celle du Jura-Simplon qui réussit à trouver les ressources nécessaires et fit commencer les travaux en 1898 par la société d'entreprise Brandt, Brandau & C^{ie}. Mais l'honneur revint aux Chemins de fer fédéraux d'achever le

nouveau passage des Alpes et de l'inaugurer par de grandes fêtes du 28 au 30 mai 1906.

Jura industriel ou Jura neuchâtelois.

Peu de chemins de fer en Suisse ont eu un sort aussi malheureux que celui de Neuchâtel à la Chaux-de-Fonds et au Locle, appelé d'abord Jura industriel et plus tard Jura neuchâtelois. Ce n'est pas pourtant qu'il n'eût sa raison d'être, car il relie au chef-lieu la partie la plus peuplée du canton. On ne saurait incriminer l'administration, qui a toujours été probe et économe, et encore moins accuser d'un manque d'appui la population intéressée qui a donné au contraire des marques éclatantes de dévouement et de patriotisme. Mais le profil accidenté de la ligne et la différence d'altitude à vaincre ont exigé des ouvrages d'art considérables et rendu la construction très coûteuse. D'autre part, bien que relié au réseau français par Morteau, le chemin de fer n'a pas le trafic international dont jouit celui des Verrières, et l'horlogerie, qui est la principale industrie des montagnes neuchâteloises, n'est pas de nature à fournir de gros transports de marchandises. La cause fondamentale du mal est l'existence de trois grandes gares qu'il a fallu agrandir et reconstruire plusieurs fois et dont les frais d'exploitation joints à l'intérêt du capital d'établissement constituent une charge écrasante pour une ligne de 40 kilomètres de longueur seulement. On comprend que, dans ces conditions, le chemin de fer du Jura industriel ait été dès l'origine la cause de sacrifices très lourds de la part du canton de Neuchâtel et des communes de Neuchâtel, de la Chaux-de-Fonds et du Locle.

On a vu, dans le chapitre du Franco-Suisse, que le

Grand-Conseil avait ordonné des études en vue de l'établissement d'un chemin de fer traversant le territoire neuchâtelois pour se relier vers l'ouest au réseau français et opérer sa jonction vers l'est au réseau suisse. La majorité de la commission instituée à cet effet se prononçait pour le tracé par les Verrières, tandis que la minorité demandait d'étudier la possibilité de desservir la contrée industrielle, possibilité niée par l'un des experts consultés, M. Wild, directeur des télégraphes fédéraux. Ces études furent faites aux frais de M. Fritz Courvoisier, le patriote éminent qui a beaucoup contribué au développement et à la prospérité de la Chaux-de-Fonds. Sur son initiative, une commission composée de délégués des communes intéressées obtenait du Grand-Conseil de Neuchâtel en 1853 la concession d'un chemin de fer du Locle à Neuchâtel, et la même année, le Grand-Conseil du canton de Berne la lui accordait pour la partie de la ligne située sur son territoire.

Mais la mort de M. Courvoisier et une crise financière survenue à cette époque empêchèrent l'exécution de ce projet. Deux années plus tard, à la suite de nouvelles démarches des communes, le Grand-Conseil de Neuchâtel remettait en vigueur la concession de la section Locle-Chaux-de-Fonds, moyennant un cautionnement, le commencement des travaux et la constitution d'une société. Ce décret était ratifié par l'Assemblée fédérale. Les actionnaires décidèrent de demander la concession pour le prolongement de leur ligne jusqu'à Neuchâtel et à la frontière bernoise et le Grand-Conseil la leur accorda. Cette décision souleva une protestation de la Compagnie Franco-Suisse, qui revendiquait la priorité pour la ligne de Neuchâtel à Neuveville. Aussi les chambres fé-

dérales ne ratifièrent-elles la concession neuchâteloise que pour la partie comprise entre la Chaux-de-Fonds et Neuchâtel.

Le coût de la construction était devisé à 11 millions. Pour arriver à ce chiffre, la Compagnie contracta, en 1857 et 1858, deux emprunts, l'un de 3 millions, le second de 1 635 000 francs auprès du D^r Stockmayer, de Stuttgart, et obtint en outre de la Confédération un prêt d'un million.

Mais un nouveau devis fixait à 15 millions la construction de la ligne et, pour couvrir la différence, les municipalités de la Chaux-de-Fonds et du Locle prenaient à leur charge en 1858 le placement d'un emprunt de 2 550 000 francs. L'année suivante, on constatait une nouvelle insuffisance de 3 millions et la Compagnie était à bout de ressources.

En 1860, on créait une Compagnie d'exploitation; le capital social était fixé à 3 millions, mais il n'en fut réalisé que 2. Les embarras financiers devenaient plus aigus; le 24 décembre 1860, la Compagnie propriétaire et la Compagnie d'exploitation étaient toutes deux déclarées en faillite. L'exploitation, dirigée d'abord par les syndics, était remise dès 1861 entre les mains de l'Etat, puis entre celles du conseil d'administration nommé par les créanciers. Plus tard les syndics de la faillite adjugeaient le chemin de fer à une nouvelle Compagnie qui s'était constituée au capital de 4 800 000 francs représenté par des obligations hypothécaires et fourni essentiellement par les créanciers de l'ancienne Compagnie.

Cependant, la situation restait précaire et l'Etat de Neuchâtel se préoccupait des moyens de la consolider. En 1873, il fit des ouvertures simultanément à la Suisse-Occidentale et au Jura-Berne-Lucerne en leur demandant

s'ils seraient disposés à acquérir la ligne ou à se charger de l'exploitation. La Suisse-Occidentale fit des offres pour un bail à ferme, tandis que le Jura-Berne-Lucerne se présentait comme acquéreur.

Dans le canton de Neuchâtel, des voix nombreuses réclamaient le rachat par l'Etat. Le Grand-Conseil chargeait le Conseil d'Etat de préparer les statuts d'une Compagnie neuchâteloise par actions qui acquerrait le chemin de fer du Jura industriel avec le concours de l'Etat, des trois principales communes intéressées et d'autres actionnaires; le capital social était prévu à 2 millions.

L'année suivante, le Grand-Conseil était appelé à choisir entre trois solutions: la prise à bail par la Suisse-Occidentale, l'acquisition par le Jura-Berne-Lucerne et le rachat par l'Etat. La majorité de la commission se prononçait dans ce dernier sens et le Grand-Conseil se rangeait à son avis. Mais le peuple, auquel la question devait être soumise, rejeta le rachat, en sorte que le chemin de fer qui avait coûté environ 18 millions fut cédé au Jura-Berne-Lucerne pour le prix de 3 600 000 francs.

En 1884, l'idée du rachat par l'Etat fut reprise. Le Grand-Conseil le proposa au peuple qui, cette fois, l'accepta. L'Etat, qui s'en était réservé le droit lors de la cession au Jura-Berne-Lucerne, reprit la ligne des mains de ce dernier pour le prix de 5 724 557 fr. 20, comprenant le capital payé en 1875 par la Compagnie et les dépenses effectuées par elle pour travaux complémentaires. En 1885, une société au capital de 250 000 francs, représenté par 500 actions, se constituait pour l'exploitation du chemin de fer du Jura industriel et le 16 du même mois elle passait avec l'Etat de Neuchâtel une convention fixant le prix du bail à 215 000 francs. Cette somme fut abaissée plus tard à 173 000 francs.

La société d'exploitation prit possession de la ligne le 1^{er} janvier 1886 et la conserva jusqu'au 31 décembre 1899, époque à laquelle l'Etat la remit à la nouvelle Compagnie du Jura neuchâtelois formée par l'Etat avec les communes de Neuchâtel, du Locle, de la Chaux-de-Fonds et de Cernier, au capital de 500 000 francs. En 1910, le capital à renter était de 7 552 000 francs.

Les recettes du chemin de fer, bien qu'en légère progression, n'ont pas suffi à couvrir les frais d'exploitation et le loyer dû à l'Etat. Les déficits ont été supportés par celui-ci et par les communes intéressées jusqu'au moment où la Confédération a consenti à racheter la ligne pour la joindre au réseau des Chemins de fer fédéraux.

Jura-Berne-Lucerne.

Les premiers chemins de fer, dans le canton de Berne, ont été concédés à la Compagnie du Central-Suisse, à Bâle. Ils comprenaient les lignes de Murgenthal (frontière argovienne) à Berne par Berthoud; de Berne à Thoun; de Berne à la Singine (frontière fribourgeoise) et la partie sur territoire bernois de la ligne Herzogenbuchsee-Bienne.

La constitution du réseau bernois se divise dès lors en plusieurs périodes. Ce fut d'abord celle de la Compagnie Est-Ouest, puis celle de l'Etat de Berne, celle de la Compagnie Berne-Lucerne et enfin celle de la Compagnie du Jura bernois.

La Compagnie Est-Ouest se proposait la construction de chemins de fer de Berne (Zollikofen) à Bienne et à Neuveville, de Gümligen à Lucerne et à la frontière zuricoise. En 1857, elle obtenait la concession sur les territoires bernois et lucernois. Elle s'était constituée au

capital de 20 millions dont 2 étaient souscrits par l'Etat de Berne et payés au moyen de la cession de 4000 actions du Central-Suisse.

L'Est-Ouest construisit les sections de Bienne à Neuveville et de Gümligen à Langnau. Mais ne pouvant continuer, faute de ressources, il céda ces deux lignes pour le prix de 7 millions à l'Etat de Berne qui établit lui-même la section de Bienne à Zollikofen. La concession de Lucerne-Zoug fut aussi cédée à la Compagnie du Nord-Est-Suisse pour le prix de 1 830 000 francs.

Devenu propriétaire des chemins de fer Neuveville-Bienne-Zollikofen et Gümligen-Langnau, l'Etat de Berne en fit une administration spéciale sous le nom de « Staatsbahn » et les conserva jusqu'en 1873 et 1874 où il les rétrocéda à des Compagnies.

En 1870, deux nouvelles entreprises surgirent. Un comité d'initiative s'était formé pour relier Berne et Lucerne par un chemin de fer à travers l'Entlebuch. L'Etat de Berne lui accordait la concession du tronçon Langnau-Kröschenbrunnen (frontière lucernoise). A ce comité succéda la Compagnie de Berne-Lucerne, à laquelle l'Etat de Berne céda la ligne de Gümligen-Langnau.

D'autre part, une société d'initiative pour la construction de chemins de fer dans le Jura bernois obtenait de l'Etat de Berne, en 1870, la concession des lignes Bienne-Delémont, Delémont-frontière bâloise, Delémont-Porrentruy-frontière française et Sonceboz-Convers-frontière neuchâteloise. Cette société formait sous le nom de Jura-Bernois une Compagnie qui se faisait octroyer successivement les concessions sur territoire neuchâtelois, soleurois, de Bâle-Campagne et de Bâle-Ville. L'Etat de Berne participait à la constitution du Jura-Bernois par

une souscription en actions de 6 950 000 francs. De son côté, la Compagnie française de l'Est s'y intéressait pour une somme de 4 500 000 francs, dont 2 500 000 francs étaient fournis au moyen de la cession de ses droits de concession sur le tronçon Bâle-Saint-Louis. Le Jura-Bernois rétrocéda ces mêmes droits à la Compagnie du Central-Suisse pour le prix de 2 250 000 francs.

En 1873, l'assemblée des actionnaires du Jura-Bernois adoptait de nouveaux statuts fixant le capital social à 32 millions. Dès le 1^{er} mai 1874, la Compagnie se chargeait de l'exploitation des lignes de l'Etat de Berne, Bienne-Neuville et Bienne-Zollikofen, et dans la même année encore, l'Etat les lui cédait à prix coûtant.

Le Jura-Bernois obtint aussi la concession du tronçon Lyss-Fraeschels (frontière fribourgeoise) qui le soudait à la ligne de la Broye longitudinale, et en 1875 une Compagnie française lui cédait la section de Porrentruy à Delle qu'elle avait construite. Enfin, comme on l'a vu dans un chapitre précédent, il achetait du canton de Neuchâtel, en 1875, le chemin de fer du Jura industriel, mais devait le rendre en 1886 à l'Etat qui le rachetait.

En 1886, le Jura-Bernois obtenait de l'Assemblée fédérale la concession de la ligne à voie étroite de Lucerne à Brienz par le Brünig et en commençait la construction la même année.

Entre temps, la Compagnie du chemin de fer de Berne à Lucerne par l'Entlebuch avait achevé la construction de sa ligne et confié l'exploitation à la Compagnie du Jura-Bernois, qui commença le service en 1875.

Ici comme dans bien d'autres entreprises, les devis de construction furent dépassés et le rendement resta au-dessous des prévisions. Les recettes des premiers temps,

non seulement ne suffisaient pas à payer les intérêts des emprunts, mais ne couvraient pas même les frais d'exploitation. Aussi le Jura-Bernois menaçait-il de suspendre le service s'il n'obtenait pas des garanties. Les créanciers devenaient de plus en plus pressants.

La faillite de la compagnie fut prononcée en 1876 ; le Jura-Bernois continua à être chargé de l'exploitation. Par ordre du Tribunal fédéral, la ligne fut exposée aux enchères le 15 janvier 1877 sur la mise à prix de 6 millions. Deux enchérisseurs se présentèrent : l'Etat de Berne et une nouvelle Compagnie Berne-Lucerne qui essayait de se former parmi les créanciers.

L'adjudication échet à l'Etat de Berne pour le prix de 8 475 500 fr. Cet achat fut ratifié par le Grand-Conseil et le peuple. L'exploitation resta entre les mains de la Compagnie du Jura-Bernois.

Ainsi qu'il a été dit dans un chapitre précédent, la Compagnie du Jura-Bernois, devenu le Jura-Berne-Lucerne, conclut le 16 août 1889 un traité de fusion avec la Suisse-Occidentale-Simplon, et après approbation par les actionnaires des deux entreprises et par l'Assemblée fédérale, la Compagnie du Jura-Simplon commença son existence le 1^{er} janvier 1890. Elle aussi, après des débuts heureux, connut l'ère des difficultés financières. Pour avoir voulu marcher trop vite dans la voie des améliorations, des augmentations de trains et des constructions nouvelles, elle vit ses dépenses s'accroître d'une manière inquiétante. Des mesures opportunes ramenèrent l'équilibre et la Compagnie était dans une situation prospère lorsqu'elle remit son réseau à la Confédération le 1^{er} mai 1903.

Central-Suisse.

Bâle, centre commercial et financier, devait être un des premiers à se préoccuper de l'établissement des chemins de fer. Dès l'année 1844, il était relié à l'Alsace par la ligne de Bâle-Saint-Louis à laquelle le canton et la ville s'étaient intéressés financièrement. En 1845, un comité d'initiative s'était formé pour établir des voies ferrées se dirigeant vers l'intérieur de la Suisse et avait fait faire des études et des projets. Mais les événements politiques arrêterent son activité. Du reste, ici comme ailleurs, il fallait attendre que les autorités fédérales eussent décidé si la construction serait entreprise par la Confédération ou abandonnée aux cantons et à l'industrie privée. Cette question résolue, les Bâlois, sous l'impulsion de MM. J.-J. Speiser, directeur de banque, et Charles Geigy, conseiller d'Etat, convoquèrent en 1852 des réunions de délégués des cantons intéressés et constituèrent une société en vue de l'établissement d'un chemin de fer allant de Bâle à Olten par le Hauenstein et se continuant, à l'est, jusqu'à Baden où il se soudait à la ligne de la Compagnie du Nord, Baden-Zurich ; au sud, jusqu'à Lucerne ; à l'ouest, jusqu'à Soleure et Berne.

Le conseil d'administration, après avoir fait dresser des projets par l'ingénieur Etzel, de Stuttgart, entreprit les démarches nécessaires pour obtenir les concessions. Celles de Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Berne et Lucerne ne rencontrèrent pas de difficultés. A Soleure, les délégués du Central se heurtèrent à une demande de concession faite par la maison Fox, Henderson & C^{ie}, de Londres, pour la partie sur territoire soleurois d'une ligne Genève-Lausanne-Payerne-Morat-Soleure et de là à Ol-

ten par la rive gauche de l'Aar et à Aarau. Ils réussirent à s'entendre avec ce concurrent qui renonça à sa demande, moyennant l'engagement par le Central de construire la ligne de Herzogenbuchsee-Soleure-Bienne.

Dans le canton d'Argovie, la rivalité de la Compagnie du Nord suscita des obstacles, mais le Grand-Conseil trancha le conflit en accordant au Central la concession d'Olten à Murgenthal et d'Aarbourg à Zofingue, tandis que celle d'Aarau-Wöschnau (limite argovienne) était donnée au Nord-Est.

En même temps qu'il requérait les concessions, le conseil d'administration provisoire s'occupait de réunir les fonds nécessaires. Les frais d'établissement du réseau étant évalués à 50 millions de francs, une somme de 36 millions devait être réalisée au moyen de l'émission de 72 000 actions de 500 fr. Le canton de Bâle-Ville en prenait à son compte 3000 et celui de Bâle-Campagne 2000. Des négociations entamées à Paris avec les banques Hottinger & C^{ie}, Marcuard & C^{ie} et Seillère eurent pour résultat que ces maisons se chargèrent de 34 000 actions. Un consortium de banquiers bâlois en accepta 10 000. Pour le solde de 23 000 actions, une souscription publique fut ouverte, avec un droit de préférence pour les détenteurs des actions de fondation émises à l'origine. La souscription eut un brillant succès : au lieu de 23 000 elle atteignit 50 000 environ. Les 23 000 furent attribuées aux porteurs d'actions de fondation et les autres souscripteurs ne reçurent rien.

La Compagnie du Central-Suisse se constitua définitivement en 1853 et elle nomma comme président du comité de direction M. Speiser, qui avait joué un rôle prépondérant dans l'organisation de l'entreprise.

L'année suivante (1854), la crise financière qui sévissait dans les pays voisins atteignait la Suisse. A l'enthousiasme des premiers jours succédait le découragement ; les actions, jetées en masse sur le marché, faisaient baisser les cours ; les actionnaires refusaient de continuer leurs versements. La Compagnie dut se résigner à accepter l'échange de 5 actions libérées de 200 fr. contre 2 actions de 500 francs, ce qui réduisait le montant des actions à 14 $\frac{1}{2}$ millions au lieu de 36, alors que les prévisions de dépenses s'élevaient à 48 millions. Il fallut solliciter l'intervention des cantons. Celui de Lucerne consentit à prendre des actions au pair pour une somme de 2 millions et celui de Berne pour 4 millions. En même temps, deux emprunts fournissaient une somme de 7 millions.

Mais la construction des lignes qui avançait rapidement exigeait la création de nouvelles ressources. Comme les autres Compagnies suisses, le Central dut faire appel aux capitaux français. Une convention passée en 1855 avec le Crédit mobilier et la maison Pereire lui assura une souscription d'un capital-action de 15 millions de francs. Il contractait en même temps un emprunt de 5 millions. La Compagnie se trouvait alors en possession d'un capital de 36 624 200 francs en actions et de 12 millions en obligations.

Elle livrait successivement à l'exploitation les sections aboutissant aux deux têtes du tunnel du Hauenstein ; le percement de celui-ci fut retardé par la catastrophe du 28 mai 1857 où 52 ouvriers périrent asphyxiés, sans qu'il fût possible de leur porter secours.

On a vu, dans les chapitres précédents, que le conseil d'administration du Central avait approuvé le traité de

fusion avec les Compagnies du Nord-Est, de l'Ouest, du Franco-Suisse et de Lausanne-Fribourg ; mais les actionnaires refusèrent de le ratifier, ce qui fit échouer le projet.

Après l'achèvement de son réseau qui occupait le cœur de la Suisse et se ramifiait dans toutes les directions, la Compagnie du Central était dans une situation prospère. Dès l'année 1858, elle commençait à distribuer des dividendes à ses actionnaires et pouvait songer à des extensions. Son intérêt la poussait à travailler de toutes ses forces à la construction du chemin de fer du Gothard qui faisait de sa ligne Bâle-Lucerne la voie la plus directe entre l'Allemagne et l'Italie. Aussi, en 1864, elle votait en faveur de cette entreprise une subvention de 7 millions de francs, à partager par moitié avec la Compagnie du Nord-Est, indépendamment d'une souscription en actions de 5 millions.

Plus tard, lors de la crise financière du Gothard dont les ressources s'étaient trouvées insuffisantes, le Central dut augmenter sa participation. En 1878, elle comprenait 4 260 000 francs en subventions, 3 millions en actions et 6 millions en obligations.

De 1869 à 1872, le Central s'entendait avec le Nord-Est pour établir à frais communs la ligne du Bötztberg (Brougg-Bâle) et celle du sud de l'Argovie (Aarau-Rothkreutz). Le Nord-Est assumait la construction et l'exploitation de la première, le Central de la seconde.

En 1873, le Central cédait aux chemins de fer de l'Alsace-Lorraine la concession du tronçon Bâle-Saint-Louis qui lui avait été transmise par la Compagnie du Jura-Bernois, laquelle l'avait obtenue de l'Est français.

La même époque vit surgir divers projets de chemins

de fer qui aboutissaient au réseau du Central et pouvaient lui faire concurrence. La Compagnie crut devoir entrer en négociations avec les promoteurs de ces projets pour offrir de les exécuter elle-même et elle se fit accorder successivement les concessions des lignes du Gäu (Olten-Soleure-Lyss), de Wasserfallen (Liestal-Waldenbourg), Langenthal-Wauwyl, Soleure-Schönbühl et Wohlen-Bremgarten. Pour construire toutes ces nouvelles lignes, le Central portait son capital social à 50 millions.

Cependant la Compagnie du Central, malgré sa position privilégiée, ne devait pas échapper à la crise financière qui, à la même époque (1875), atteignait toutes les entreprises de chemins de fer suisses. Les nouveaux engagements qu'elle avait pris exigeaient un supplément de ressources qu'elle ne pouvait trouver dans le pays. Elle dut, pour la seconde fois, recourir aux capitaux français et subir des conditions assez dures. Une convention conclue en 1876 avec le Comptoir d'escompte de Paris lui assura le placement de 57 338 obligations de 500 francs, 4 $\frac{0}{10}$, au cours de 366 fr. 25 l'une.

Reconnaissant, un peu tard, que plusieurs des nouvelles lignes dont elle avait obtenu la concession ne couvriraient pas de longtemps leurs frais d'exploitation, elle prit le sage parti de les abandonner. Elle fit arrêter les travaux sur celles de Liestal-Waldenbourg (Wasserfallen), Soleure-Schönbühl et Langenthal-Wauwyl, bien que sur cette dernière un tunnel eût déjà été percé.

Ces décisions provoquèrent naturellement de vives réclamations dans les contrées intéressées. Le Central dut rechercher des arrangements. En 1878, il céda la concession de la ligne Liestal-Waldenbourg à une autre

Compagnie, en lui accordant une subvention de 100 000 francs. Un jugement arbitral le libéra de l'exécution des lignes de Wasserfallen et de Soleure-Schönbühl, moyennant une participation financière à l'entreprise du chemin de fer de l'Emmenthal (Soleure-Berthoud-Langnau) et le paiement d'une indemnité à l'Etat de Soleure ainsi qu'au comité d'initiative de la ligne du Gaü (Olten-Soleure-Lyss). Il resta chargé de la construction de cette dernière.

En 1878, la Compagnie supprima le dividende à ses actionnaires et affecta le bénéfice net de l'exercice à des amortissements, entre autres de la moitié des dépenses faites pour la ligne Langenthal-Wauwyl. L'autre moitié fut amortie l'année suivante, en même temps que les sommes déboursées pour les lignes de Soleure-Schönbühl et Liestal-Ensingen.

A la suite de la faillite de la Nationalbahn, la Compagnie du Nord-Est ayant obtenu aux enchères l'adjudication de la ligne Winterthour-Suhr-Zofingue et Suhr-Aarau, passa en 1881 avec la Compagnie du Central une convention par laquelle elle cédait gratuitement à cette dernière la section Suhr-Zofingue et lui accordait la copropriété du tronçon Suhr-Aarau, moyennant une participation de 32 000 francs par an aux déficits éventuels de l'exploitation de la ligne Winterthour-Aarau.

Dès lors, le Central reprit sa situation prospère. Aussi le Conseil fédéral, en vue d'opérer le rachat des principales lignes suisses, jugea-t-il à propos de commencer par le réseau du Central qui tenait la clef de ceux des autres Compagnies. Il avait déjà acquis de l'Etat de Berne 77 000 actions de priorité du Jura-Simplon, qui lui assuraient la majorité dans les assemblées de cette

Compagnie. Le 3 avril 1891, il concluait un contrat qui faisait passer la propriété des lignes du Central à la Confédération. Chaque action de 500 francs devait être échangée contre un titre de rente fédéral 3 % du capital de 1000 francs. Ce contrat, approuvé par l'assemblée des actionnaires, fut ratifié par les chambres fédérales. Mais soumis à la votation populaire, il fut rejeté le 6 décembre 1891 par 289 406 voix contre 130 729.

Il a fallu attendre la loi fédérale du 15 octobre 1897 qui a décrété la nationalisation des réseaux des cinq grandes Compagnies et qui a été acceptée par le peuple. Les lignes du Central ont fait l'objet du premier contrat amiable conclu le 5 décembre 1900, et la Confédération en a pris possession en mars 1901.

ALBERT CUONY.

(La fin prochainement.)

NAPLES

SECONDE ET DERNIÈRE PARTIE,¹

C'est surtout dans les ruelles qu'il faut étudier le petit peuple de Naples.

Il vit, braillard et grouillant, entre ses hautes maisons aux minables petits balcons de fer, aux lessives toujours étendues sur des ficelles. Il ne se lave pas tous les jours, mais il change de linge très souvent. Ses draps de lit ne font que huit jours, comme dans la bourgeoisie. Il mange son unique repas journalier sur une nappe blanche. Celui-là et celui du corbillard, que l'on veut traîné par quatre chevaux, celui des bottines, que les jeunes gens choisissent sans couture, sont particuliers à la plèbe de cette ville.

La ruelle, suintante et puante comme elle est, sert à ses habitants d'atelier et de salon de conversation, quelquefois de cuisine. Tous les métiers s'y exercent : le cordonnier y bat son cuir ; le chaudronnier y martelle ses chaudrons ; le menuisier y manie le rabot ou y fait ses assemblages ; le tailleur y mène l'aiguille ; la repasseuse y repasse ; la gantière y coud ses gants ; le traiteur y débite ses tripes, ses gâteaux de châtaignes, son jus de

¹ Pour la première partie, voir la livraison de septembre.

tomates, ses graillonneuses fritures, ses anchois fétides, enfin toute l'écœurante pot-bouille de la populace. Des vieilles femmes s'y font peigner par des jeunes ; des mères y pouillent leurs marmots. Des désœuvrés y jouent aux cartes en pleine après-dinée ; des bienheureux y dorment, assis ou vautrés. On ne voit, dans la saison chaude, nulle part dormir comme à Naples : le fruitier dort à côté de son étalage ; le « boueux » dort au pied d'un réverbère, son balai entre les mains ; le coiffeur dort devant sa boutique ; le petit commissionnaire dort, le bras passé dans l'anse de son panier, et couché de tout son long sur le seuil d'une porte ou dans une encoignure.

Des groupes se forment autour du soldat qui revient du régiment, ou du marin — blanc et bleu — qui, les bras appuyés sur le dossier de sa chaise tournée sens devant derrière, raconte des histoires de bord ou des aventures exotiques. Des enfants à peine vêtus jouent tout autour avec des cris, des rires et des pleurs. Quand ils en font trop, quelqu'un les disperse en leur distribuant des claques. Des quadragénaires énormes, comme on en voit dans ce midi indolent, croupissent sur le pas des portes, le menton enfoui dans la graisse, les jambes écartées. On interpelle le passant de connaissance, on se lève au moindre spectacle. Un grand brouhaha de voix s'enfle ou s'apaise en une minute. Un jeune homme, l'œil allumé, les lèvres en fleur, l'air heureux et content de soi, chante la chanson à la mode. A deux pas de là, devant un atelier de repasseuses, on entend une musiquette de guitares et de mandolines que font quelques beaux adolescents en humeur de fête et de paresse. L'orgue de Barbarie et le piano mécanique, bannis de

partout ailleurs, sont bien accueillis en ces lieux. Des marchands de marée, pieds nus, bras nus, la chemise baillant sur une poitrine brunie, passent en hurlant leur marchandise. Des revendeurs défilent, une corbeille sur la tête et une mélopée dans la gorge. De distance en distance, un étalage de fruits s'avance jusqu'au milieu de l'étroite et sordide chaussée, où il met la gaieté de ses couleurs et la fraîcheur de ses parfums. C'est comme une constellation de fleurs sur un fumier ; c'est une note d'opulence dans un tableau de misère. Le soir, le marchand de pastèques fait la vente à la criée, comme un charlatan de foire, debout entre deux quinquets fumeux. Il coupe son fruit comme une orange, en tranches égales qui restent unies par la base et dont le rouge sombre se marie admirablement au vert presque noir de l'écorce. Il le présente au public avec force paroles, et le cède généralement pour quatre sous après en avoir demandé sept ou huit. Des amateurs mangent tout autour, debout, avec de longues aspirations gourmandes et les doigts ruisselants. Ils ont, selon le proverbe, de quoi manger, boire et se laver le visage.

On achète beaucoup dans les quartiers populaires. On y a des besoins inconnus aux gens bien élevés. Tout y est tentation, parce que tout y est à bon marché. Il y a des prix spéciaux pour les *popolani*. On est étonné de voir quelle entente règne entre les acquéreurs et les vendeurs pauvres. Les bourgeois, par contre, doivent défendre âprement leur argent contre l'avidité rusée, la mauvaise foi, la canaillerie tranquille des marchands. On pratique beaucoup à Naples la vente au procédé, c'est-à-dire la majoration des prix suivant la physionomie ou la mise de l'acheteur. Les naïfs paient les choses deux ou

trois fois leur valeur. Les gens avertis marchandent sans vergogne. Quand les deux parties contractantes ne réussissent pas à s'entendre sur l'estimation de l'objet, le marchand demande à l'amateur : « Combien voulez-vous m'en donner ? » Et il arrive parfois cette chose étrange que l'amateur acquiert la marchandise pour une somme inférieure au prix de revient ; car, à Naples, on a pour principe de ne pas laisser perdre un client. Il va sans dire que l'acheteur surfait dédommage de l'acheteur trop habile et que le trafiquant s'arrange toujours pour réaliser de beaux bénéfices.

Quand un coiffeur, un décrotteur, un portefaix voit qu'il a affaire à un noble seigneur ou à un vaniteux (et personne n'est plus physionomiste que le Napolitain), il répond au client qui s'informe du prix : « *Fate voi* », ou bien : « *A piacer vostro* », sachant bien qu'on sera généreux dans la crainte d'être mal jugé par un inférieur.

Ces duperies, encore une fois, ne se pratiquent pas dans les ruelles. On y vit presque pour rien : quelques sous suffisent quotidiennement à la nourriture des gens du peuple. Ils ne mangent qu'une fois par jour : entre deux et quatre heures de l'après-midi. Leur repas est vite expédié et se prend sur le pouce, à n'importe quel endroit de la rue ou de la maison.

Les plus pauvres se contentent — et pour cause — d'un morceau de pain qu'ils entr'ouvrent pour que le traiteur en plein vent y verse deux ou trois cuillerées de *scapere*, fier brouet composé d'aubergines et de tomates frites, de fromage, de vinaigre, de poivre et d'origan ; ou bien d'un morceau de *pizza*, sorte de lourde tarte aux tomates, à l'ail, au poivre et à l'origan, que des garçons ambulants vendent dans la rue sur des plaques d'étain noir, à rebord ; ou bien d'un cornet de fretin frit,

ou bien de quelques *panzarotti*, qui sont des beignets de pommes de terre, ou bien des *fritelle* d'artichauts et de choux-fleurs. Ils y ajoutent un sou de fruits mal mûrs, qu'ils choisissent tels par dépravation de goût. Les poires jaunes et parfumées, les pommes vermeilles et fondantes, les prunes qui attirent les abeilles n'agrément pas à leur palais. C'est ce qui fait que la dysenterie règne parmi eux à l'état endémique et qu'en temps de choléra les autorités interdisent la vente des produits du verger.

Ceux qui disposent d'un peu plus d'argent se paient une portion de macaroni aux tomates et au fromage. La cuisine populaire, toujours colorée et d'un goût rehaussé, est à base de tomates et de fromage. Ce sont des mets nationaux au même titre que le macaroni et le flageolet. On voyait autrefois des rues entières où fumait le plat inventé par Polichinelle. On avalait debout, avec les doigts, les longs *spaghetti* rougis à la pomme d'amour. Aujourd'hui il n'y a plus guère que la Via Lavinaio, de la section Mercato, qui ait conservé cette spécialité ; au reste, on y est assis, et la fourchette du père Adam n'y est plus en honneur.

Les plus riches parmi les popolani mangent chez eux : un plat de fèves, un plat de haricots, une salade de tomates vertes et d'oignons, ou bien une salade de concombres suffisent à leur bonheur, pourvu qu'elle soit accompagnée d'un quignon de pain et d'un rouge-bord. Ils s'installent avec quelque solennité devant leur nappe blanche, dans leur *basso*, qui n'est pas toujours un taudis, du moins pas dans les ruelles en pente qui vont du Corso à la Via Roma, non plus que dans celles de la section de Chiaia. Ce logis, qui consiste en une chambre unique et sans fenêtre du rez-de-chaussée, et dont la

porte est ouverte toute la journée sur le bruit du dehors et fermée solidement la nuit, est meublée très sommairement. On y voit de grands lits confortables, placés côte à côte, et qui occupent presque tout l'espace, une armoire à glace, une table et deux ou trois chaises, une commode sur laquelle trône souvent devant une psyché une statuette de la Madone ou de quelque saint. Ce sont les dieux lares de cette antique peuplade grecque mal dépaganisée. Le soir, quand tout le monde est dans la ruelle, on aperçoit une veilleuse qui brûle devant les idoles. Ils n'ont souvent pas d'autre moyen de s'éclairer, de même qu'avant 1840 le seul éclairage des rues de Naples était la lampe de la Vierge que des gens de bonne volonté allumaient aux carrefours.

Un *basso* coûte en moyenne trente francs par mois. Des familles entières s'y entassent et y couchent dans une promiscuité qui devrait, semble-t-il, rendre l'inceste inévitable, mais qui, de fait, laisse à ces braves gens leur innocence entière. Malheur à qui se permettrait sur ce point une plaisanterie ou un soupçon ! Les liens de la famille leur sont d'autant plus sacrés qu'ils sont plus près de la nature.

Ils partagent même la place avec des poulets et des dindons qu'ils engraisent pour les fêtes et qui, pendant la journée, picorent devant les portes. Celui qui traverse Naples à quatre heures du matin entend partout le chant du coq, comme si toutes les maisons de cette énorme ville étaient des fermes, et les jardins des basses-cours.

La cuisine du Napolitain, se réduisant au strict minimum, se fait sans grand inconvénient dans le *basso*. Ce peuple est d'une sobriété qui tient du prodige. Il ne s'en départit qu'aux grandes solennités religieuses, où il se livre à de pantagruéliques crevaisons. Les dimanches

d'été, certaines rues du Mercato et du Porto, qui, soit dit en passant, sont avec le Pendino et la Vicaria, les quartiers dangereux de Naples, se couvrent de tables entre huit heures du soir et minuit. On fait d'énormes banquets auxquels prennent part tous les habitants. Il n'y a personne dans les maisons. C'est une agape fraternelle, une fête de famille. La musique ne manque pas, ni les chansons. On connaît le nom, les occupations, les aventures de tout le monde. Les ressortissants d'une même artère sont très unis entre eux : ils forment un monde à part, fermé aux intrusions, jaloux de ses avantages et de la protection de son saint patron.

Les gens qui se prennent de querelle d'un quartier à l'autre se jettent mutuellement leur saint à la tête :

- Ton Joseph n'est pas le grand saint Joseph.
- Ta sainte Marie est une commère.
- Ton Joseph est un voleur.
- Ta Marie est chassée du paradis.
- Va donc avec ton Joseph borgne et cagneux !
- Va donc avec ta Marie goîtreuse !

De mai à septembre, il y a chaque dimanche plusieurs fêtes patronales. Une collecte faite à domicile permet au comité d'initiative d'accomplir de grandes choses. Personne ne refuse de donner, parce que l'honneur et la vanité y sont intéressés. On veut éclipser les voisins. Des affiches que l'on voit sur les murs plusieurs jours à l'avance disent en grandes lettres : *Evviva Santa Maria del Portico ! Evviva la Santissima Annunziata ! Evviva Sant' Antonio !* D'innombrables lampions s'allument déjà le samedi soir, à moins qu'on ne soit assez riche pour s'offrir une illumination au gaz ou à l'électricité. Des chapelles éphémères, faites de fleurs et de flammes, s'élèvent à côté des sanctuaires de pierre. La rue est féérique ! Une

foule de gens heureux, à laquelle sont mêlés des prêtres, passe et repasse sous des portiques de feu. Des marchands de clinquant et de gâteaux, des merciers et des quincailliers ont dressé leurs tables partout. Des ballons de couleur circulent. Des éventaires chargés de colifichets se font jour à travers la cohue. Des camelots chantent la complainte du saint avec accompagnement d'orgue de Barbarie ou d'accordéon. Ils s'interrompent pour vendre les paroles en feuilles volantes. Des diseurs de bonne aventure sont entourés d'un cercle attentif, et finissent toute consultation par des numéros de loterie. Des jeux de hasard attirent beaucoup de monde. Il y a partout un luxe criard de draperies et de drapeaux.

Ce sont là les préliminaires de la fête. Le gros de la solennité a lieu le dimanche matin. On tire un feu d'artifice qui fait beaucoup de bruit et de fumée, mais dont l'éclat est escamoté par le bouquet très supérieur du soleil. La dernière fusée n'est pas partie qu'on s'engouffre dans l'église. Une messe en musique se célèbre au milieu d'une affluence et d'un enthousiasme énormes. Il y a des grappes de jeunes gens accrochés aux colonnes. La tribune de l'orgue est surpeuplée. Les confessionnaux sont envahis. Vous avez de la peine à respirer à cause des odeurs d'ail et de sueur. Il n'y a là que des petites gens qui n'ont pas tous pris la peine de s'endimancher ; mais il n'est personne qui n'ait une attitude décente et ne fasse silence. Les pires gredins écoutent le prône avec respect. Toutes les lèvres remuent. Les femmes ont des larmes dans les yeux. Une fanfare remplit, par intervalles, le vaste édifice de ses flonflons. Les mortiers tonnent au *Sanctus*.

Le soir un orchestre, — presque toujours un orchestre d'aveugles — joue des marches et des airs d'opéra sur

une estrade devant l'église toute grande ouverte, au fond de laquelle on voit brasiller le maître-autel et où des fidèles entrent et sortent sans interruption. On boit, on mange, on fume, on s'amuse tout autour en attendant l'heure d'un second feu d'artifice, qui se produit d'ordinaire fort tard et qui trouve des échos dans d'autres quartiers. Les Napolitains sont grands amateurs de pyrotechnie : ils en mettent partout. Il faut dire qu'ils y excellent et qu'ils paraissent avoir conservé dans cet art difficile les meilleures traditions des XVII^e et XVIII^e siècles.

Le lendemain soir, lundi, queue de fête, nouvelles mangeries et nouveaux pétards. Mais il y a moins de monde que le dimanche. Ce sont les restes d'un fracas qui tombe et d'une ardeur qui s'éteint.

Nous ne décrivons pas les trois grands anniversaires de Piedigrotta (8 septembre), de saint Janvier (19 septembre) et de Montevergine (Pentecôte), que tout le monde connaît. La foule délirante et costumée du premier, son bruit assourdissant de trompes et de *triccobalacchi*, sa nuit de folie et sa messe au petit jour devant des visages blafards ; la procession désordonnée du second ; les recherches de toilette, les acclamations frénétiques aux voitures fleuries du troisième, leur donnent un caractère plus profane que religieux : ce sont plutôt des bacchanales que des solennités chrétiennes ; on s'y étourdit plus qu'on ne s'y recueille. Piedigrotta, qui tombe en temps de vendanges et coïncide avec un concours de chansons d'amour, concours qui a lieu à minuit, en plein jardin public, a tout l'air d'être un souvenir de Bacchus. Montevergine pourrait bien être un « haut lieu » païen que les prêtres ont transformé en un sanctuaire dédié à la Vierge. La liquéfaction du sang de saint Janvier, qui

s'accomplit au milieu des vociférations des débardeurs, des portefaix et des poissonnières, n'a rien d'un miracle moderne, attendu avec la foi naïve et forte d'une assemblée catholique. C'est un acte d'intimidation, une extorsion camorristique commise au détriment d'un pauvre diable de saint qui n'ose dire non.

Les Napolitains du peuple ont une manière tout antique d'être dévots. Le christianisme est passé sur eux sans les transformer. Comme les anciens ils n'ont que des fêtes religieuses, mais des fêtes d'où la religion est presque absente, où l'âme n'a point de part. Ils sont des pratiquants rigoureux, de grands faiseurs de signes de croix et de génuflexions, des preneurs d'eau bénite ; mais ils ne voient pas la nécessité de mettre leur vie en accord avec la doctrine chrétienne. La vie et la religion sont pour eux des domaines séparés, bien que leur vie ait l'air toute pénétrée de religion. On baise dévotement la main d'un officiant en habits sacerdotaux, tandis qu'on se moque du prêtre qui passe dans la rue, ou qu'on bourre le moine qui refuse de donner des numéros de loterie. La religion est une habitude, une tradition, à laquelle on reste fidèle malgré tout. On n'accorde aucune pensée à Dieu, mais on n'oublie jamais le chemin de l'église, qui est la vraie « maison du peuple » des Napolitains. Ils y vont comme à un spectacle. Ils y trouvent le concert, le luxe des marbres et des draperies, le musée de peinture, le musée de sculpture, la conférence et l'amour. Personne ne reste éloigné des sacrements, pas même les camorristes.

Un homme du peuple vous dit froidement : « L'année dernière, au mois d'août, j'eus un malheur. » Ce qui signifie : « L'année dernière, au mois d'août, j'assassinai un homme. » Si vous lui proposez de partir un dimanche à

trois heures du matin pour le Vésuve, il vous répond, frappé d'horreur : « Moi, manquer la sainte messe ! »

Cette boutade de Stendhal est comme les mots célèbres attribués aux grands hommes : ils n'ont peut-être jamais été prononcés ; mais ils sont possibles et résument un état d'esprit.

Les prêtres napolitains eux-mêmes admettent que les solennités religieuses soient un prétexte à réjouissances populaires et à manifestations profanes. En février 1909, lors de la fête des Quarante-Heures, voyant devant l'église de Saint-François à Sorrente un groupe de barriques foraines, je fis à un jeune lévite qui se tenait sur le perron de l'édifice :

— Que dites-vous de ces forains ?

— Oh ! me répondit-il, il est fâcheux que le temps ne soit pas plus beau : il y en aurait encore davantage, ce qui rehausserait l'éclat de la fête.

A Naples, moins que partout ailleurs en Italie, le prêtre n'est séparé du monde. Il prend part à la vie de son peuple, et ne pense pas que son habit doive le priver des plaisirs de chacun. On voit des soutanes dans les cafés, dans les théâtres, aux spectacles chorégraphiques, aux concerts de la Villa, aux cinémas, aux excursions dominicales dans le golfe, enfin partout. De petits abbés, des séminaristes en vacances se promènent par la ville, jusqu'à une heure avancée de la nuit, bras dessus bras dessous avec de jeunes mondains ou en compagnie d'officiers fringants. De vieux ecclésiastiques, le visage bon et vénérable, le dos rond, arpentent la Galleria à tous les moments de la journée. Des capucins, qui n'ont rien de grave ni de concentré, et qui causent volontiers, peuplent les trams, les omnibus, les lieux publics. Ils ont toujours l'air de se donner du bon temps ou d'aller à

leurs affaires. On se demande quand ils méditent et quand ils prient.

Le pape, désireux d'amener le clergé du Midi à plus de dignité et d'observance, a nommé ces derniers temps une douzaine de prélats lombards à des sièges méridionaux : Palerme et Syracuse entre autres. Naples aurait certainement un archevêque du Nord si sa nomination avait eu lieu sous Pie X.

Il se peut que les prêtres napolitains vaillent bien les autres et qu'il y ait parmi eux des hommes de grande vertu et de grande piété. C'est même plus que probable, étant donné le bon cœur de ce peuple, son caractère aimant et dévoué; mais nous souffrons de les voir si près de tout le monde, si semblables à nous, si peu « élus. »

III

Il faut peut-être expliquer cette circonstance par le fait que les Napolitains sont des gens très naturels, très indépendants, incapables de jouer un rôle prolongé, surtout quand leur intérêt ne le commande pas. Ajoutons, à la décharge des prêtres balocheurs et amateurs de distractions, que la liberté d'allures ne scandalise personne à Naples, qu'on y est avant tout soi-même, et que la joie de vivre est chez les gens d'Eglise comme chez les enfants du siècle. Il y a dans l'air moelleux, dans la chaude caresse du soleil, dans la fête du ciel et de la mer, un irrésistible conseil de volupté. « Il semble que le soleil vanne sur vous du bien-être et blute de la joie. » Les parfums d'orangers et de figuiers qui remplissent les jardins, les panoramas qui s'ouvrent devant vous à chaque instant vous incitent bien plus à la contemplation qu'au travail. *Der Ort inspiriert Nachlässigkeit und gemächlich Leben*, a dit Goethe, qui regrettait

d'avoir passé trop de temps à Rome et de n'en pas avoir assez pour ce lieu de délices. On se laisse bercer par le rythme universel des saisons, on écoute l'harmonie des espaces lumineux, le battement de cœur du sol productif. Exister dans cette terre de promission est un privilège ; y respirer est un bonheur¹. On n'y entend pas la fuite des heures :

« Belles heures volantes de Naples, aux draperies battues du vent de la mer et nouées d'une main molle.... Belles heures qui bercez la vie de visions d'azur et d'harmonies enchantées. Heures d'or, de soleil, heures de midi, flagellées de clarté, et qui jetez le temps par-dessus votre épaule, sans regarder !

» Heures qui guérissez de l'existence réelle, heures d'oubli et d'incurie, tombant goutte à goutte sur le cœur, ainsi que la répétition d'un humide baiser qui ne finit pas !

» Heures, heures d'une seconde, vides et pleines d'un bonheur ailé, et où il n'y a plus dans votre tête que des apparences de rêves, des nuages d'idées² ! »

Bien que, conformément à ce que nous avons dit des contrastes napolitains, on trouve sur ces bords peu vertueux les ouvriers les plus dévoués aux intérêts de leurs patrons, les plus honnêtes et les plus actifs, il ne faut pas s'étonner que les Parthénopéens soient peu recherchés dans les usines que des Allemands et des Suisses ont établies dans la banlieue de la ville et un peu partout en Campanie. Ils n'ont, dans leur généralité, ni la constance de l'effort, ni la régularité consciencieuse des autres Italiens. Mis à côté de Piémontais ou de Lombards, voire d'Emiliens ou de Toscans, ils ne sont que des amateurs mous, des rouleurs indolents.

¹ Il ne faut pas s'étonner que ses enfants ne veuillent pas la quitter : l'émigration est grande en province ; elle est nulle en ville.

² Frères de Goncourt, *L'Italie d'hier*.

Ils préfèrent des occupations moins attachantes et moins surveillées, celles où la dépendance immédiate du maître est moins gênante et l'initiative personnelle moins méprisée. Le renchérissement général de la vie, les exigences nouvelles ayant rendu impossible, depuis la réunion de Naples au royaume d'Italie, le doux métier de lazzaroni, ceux que l'on appelait ainsi se sont faits cochers de fiacre, commissionnaires, employés subalternes des services de trams, de gaz, d'eau et d'électricité. Ils conservent dans ces diverses fonctions leur caractère propre et leurs habitudes invétérées. Ils sont indécrottablement Napolitains, musards et flancheurs. Ils ont le geste las, l'air vanné, l'œil mourant, la lèvre épaisse. Bons garçons avec cela, serviables à qui leur montre quelque bienveillance, curieux de tout jupon qui passe, de toute musique qui frappe leur oreille. Leur intelligence est proverbiale.

Vers 1850, un célèbre prestidigitateur qui donnait une représentation à un public de lazzaroni, les derniers, s'entendit interpellé par quelques-uns d'entre eux qui lui dirent : « C'est assez ! nous avons compris. » Le lendemain ils reproduisaient devant une nombreuse assemblée les tours les plus compliqués de l'artiste.

Les ouvriers de nos jours en feraient bien autant.

S'il est juste, encore une fois, de reconnaître qu'il y a parmi eux des vertus rares, des courages et des talents qui forcent l'admiration, ils n'en forment pas moins dans leur ensemble une population peu rassurante, que l'on fait bien de tenir à distance. Ils sont des amis précieux et des ennemis redoutables ; les gens d'affaires les plus accommodants et les plus âpres au gain ; les artisans les plus adroits, les créateurs les plus habiles, et des sabreurs sans scrupules, des brocheurs pressés ; des com-

pagnons qui vous protègent, et des voisins qui vous pillent.

On vole effrontément dans cette ville où les moyens d'existence sont rares, la grande industrie, sauf celle des gants et des chapeaux, étant entre les mains des étrangers, le commerce languissant, parce qu'il porte sur des articles démodés ou vulgaires : le corail, les terres cuites de fantaisie, le filigrane, la mosaïque. Les sergents de ville avertissent charitablement les étrangers frais débarqués de ne rien mettre derrière eux, sur la capote de leur voiture. On a vu des cabines de bateaux amarrés dans le port dévalisées en plein jour par des pirates munis de crochets et qui, de leurs barques, opéraient par les fenêtres. Tout objet que vous ne tenez pas ferme entre vos mains, et sur lequel vous n'avez pas les yeux, disparaît magiquement : l'argent que vous posez devant le guichet de la gare ou de la poste, vos gants qui glissent par terre, votre canne que vous abandonnez à côté de vous. Le roulottage, c'est-à-dire le vol de paquets et de ballots aux voitures des livreurs ou sur les camions qui stationnent sous les portes cochères, se pratique sur une large échelle. La police est impuissante à le réprimer. Un jour qu'on s'en plaignait à un commissaire, il répondit flegmatiquement : « Que voulez-vous que j'y fasse ? Si l'on voulait punir, il faudrait coffrer chaque jour dans Naples mille individus au moins ! »

Les valises que vous laissez en dépôt pendant la nuit perdent leurs petits cartouches de laiton jaune ou leurs coins nickelés. Les restaurants, pas plus que les cafés, n'ont de cuillères ni de fourchettes précieuses ; elles s'en iraient bien vite dans la poche des consommateurs. Quelques rares maisons, qui en ont malgré tout, ont imaginé, pour les assurer contre les doigts crochus, de faire

graver, sur le revers du manche cette mention peu honorable : « Volée au café tel ou tel ! »

IV

A côté de ces petites filouteries et de ces escamotages d'objets sans valeur, qui sont spéciaux à Naples et que la misère autant que la kleptomanie font commettre, il va sans dire qu'on trouve dans cette ville, comme ailleurs, mais pas plus qu'ailleurs, toutes les variétés de compagnons de la pince et du croc, tous les genres de malandrins, toutes les espèces de ceux qui se plaisent à vivre dangereusement ; mais tandis qu'ailleurs ils agissent séparément ou en petits groupes qui s'ignorent les uns les autres, ceux de Naples présentent cette étrange particularité d'être organisés en société secrète et d'obéir à des statuts. Ils opèrent sans bruit, selon les règles de la plus stricte discipline, ne frappent pas de grands coups qui puissent attirer sur eux l'attention générale, ne dénoncent jamais leurs complices et se laissent condamner stoïquement.

C'est la fameuse Camorra, ou tout au moins ce qui reste de cette association dégénérée. Elle a son quartier général à la Piazza Capuana et tient toute la ville dans ses réseaux. Comme beaucoup de choses, elle a changé de caractère sous la poussée des événements. Elle n'a plus aucune importance politique, et le gouvernement n'aura plus jamais recours à ses bons offices. Les fonctionnaires publics n'en font plus partie, ni les gens pourvus d'un métier régulier. Les cochers — à deux ou trois exceptions près — ne la connaissent pas et subissent comme tout le monde l'ascendant diabolique de son nom. Elle ne pratique plus l'extorsion par intimidation que dans les prisons, où, paraît-il, elle est encore

toute-puissante ; dans les vieux quartiers populaires, où son prestige s'est maintenu et où elle prélève des droits sur la vente des chevaux. Mais ce sont bien là les derniers souvenirs de son activité journalière et traditionnelle, les dernières palpitations d'une vie qui s'en va.

Pour le reste, les camorristes se sont transformés en vulgaires filous et en proxénètes. Ce sont des criminels de carrière, des rebuts d'humanité.

Ils n'ont pas honte d'exercer des métiers que ceux d'autrefois avaient en horreur. On affirme qu'à la belle époque de la *riformata società* quelques-uns de ses adeptes se sont tués dans leurs cachots pour avoir été accusés de vol ou de mauvaise vie. Ils pouvaient se faire receleurs, c'est vrai ; ils ne dédaignaient pas de racheter des bijoux à vil prix : ils n'auraient pas chipé une bague sans se croire déshonorés. Ils se faisaient remettre de l'argent par persuasion, sans violence, grâce à une force magnétique extraordinaire qu'on trouve chez presque tous les Napolitains, qui s'allie chez eux à la mollesse de la démarche, aux attitudes abandonnées, au parler flasque et lourd, et qui ne sert pas uniquement à la pratique du mal.

Les camorristes d'aujourd'hui n'ont plus rien de chevaleresque dans les procédés, ils ne défendent plus la veuve et l'orphelin, ils ne sont plus la dernière ressource des opprimés et des administrations aux abois. Ils n'ont même plus rien de distinctif dans la tenue, sauf la chaussure impeccable et la canne-massue qui ne les quitte jamais. Leur mise peut même être négligée, leur linge fripé. On ne les voit guère que le soir et la nuit ; ils se promènent à deux ou à trois de cet air insolent et faraud qui les fait reconnaître tout de suite. Ce sont, pour la plupart, des jeunes gens entre dix-huit et

trente ans, le visage rasé, le teint plombé, ou bien le sang sous la peau, les traits durs et tendus, de vraies mines de criminels. Ils ont leurs cafés particuliers où les femmes ne sont pas admises. Ne les regardez pas avec trop de curiosité ; ne vous faites pas remarquer par eux ; ils sont capables de tout et ne perdent jamais la trace de celui à qui ils veulent nuire.

Le procès de Viterbe, qui fut la première grosse opération de police dirigée contre eux et qui en a retiré de la circulation une cinquantaine, les a rendus plus circonspects : il ne les a pas supprimés. On les voit moins dans les promenoirs publics, ils s'affichent moins à la terrasse des bons restaurants et dans les quartiers de luxe ; la rue est plus sûre qu'auparavant ; mais on peut être certain qu'ils ne tarderont pas à relever la tête.

Les choses de Naples sont éternelles. Elles évoluent, se modifient, mais ne disparaissent pas.

V

A moins qu'elles ne restent toujours les mêmes, comme la loterie, qui est pour la plupart des péninsulaires une distraction, presque une plaisanterie, et qui a conservé sur les foules parthénopéennes toute sa force d'attraction des époques d'ignorance, toute sa magie mal-faisante.

On joue plus à Naples que partout ailleurs : quatorze francs cinquante centimes par tête d'habitant, alors que la province septentrionale de Sondrio atteint juste la bagatelle de vingt centimes. La misère et la superstition aidant, les Napolitains attendent toujours la fortune de la roue, qui est leur consolation, leur unique espérance dans les revers. C'est dans ce sens que M^{me} Mathilde Serao a pu baptiser sa ville le Pays de Cocagne. On y

croit qu'on n'a pas besoin de travailler, que le bien-être vous écherra par un coup du hasard, qu'on est toujours à la veille d'un heureux changement de destinée. Il suffit qu'un événement sensationnel se produise, par exemple l'assassinat d'un Cuocolo et d'une Cutinelli, pour que la moitié de la ville se précipite au bureau de jeu, et que le samedi, à cinq heures, après le tirage de Sainte-Claire, on s'écrase devant les pancartes. Il arrive aussi qu'une fausse nouvelle se répande, comme le mariage d'une danseuse du San-Carlo avec un prince russe, un accident d'automobile survenu à une demi-mondaine, un accouchement dans un tram, pour qu'on prenne d'assaut les banques et qu'on mette de l'argent sur les numéros 9, accouchement ; 76, tram, etc.

On dit que le gouvernement ne peut se résoudre à supprimer la loterie, et cela pour empêcher le menu peuple de jouer clandestinement dans les auberges, de peur de lui ôter sa raison de vivre et d'espérer, de peur de tuer chez lui la divine illusion qui lui masque sa misère. Il y a là un sophisme cruel, car il vaudrait peut-être mieux lui laisser son pauvre argent — qui pourrait être le commencement d'une fortune — que de lui soutirer, semaine après semaine, par l'appât d'un gain gratuit, et par conséquent immoral, et par de vains rêves de richesse qui entretiennent son laisser-aller et sa vanité, ce qu'il économise sur sa bouche et sa sommaire vêtue.

VI

Au reste, cette misère du peuple napolitain dont on parle tant, que nous avons mentionnée nous-même plusieurs fois, est plus apparente que réelle. Elle n'a, dans tous les cas, rien de poignant sous ce ciel aimable, dans la douceur de cette atmosphère qui nourrit comme un

nectar (on peut dire véritablement qu'à Naples on vit de l'air du temps), au milieu d'un paysage exceptionnellement beau, sur une terre prodigieusement fertile. Elle est plus dans la malpropreté de la ruelle, le désordre du logis, le mauvais état du mobilier, la paresse, que sur les visages. Elle n'empêche personne de chanter, ni d'avoir bonne mine, ni de jouir de la vie. Elle a aussi bien diminué depuis que M^{me} Mathilde Serao la décrivait si pathétiquement et que M. René Bazin la dénonçait aux âmes sensibles. L'Italie a fait depuis vingt ans des progrès énormes dans le domaine matériel. La fortune publique s'est accrue considérablement, les caisses d'épargne se sont remplies, l'industrie s'est développée, le commerce s'est élargi, l'argent a pénétré partout. Bien que Naples soit en marge du mouvement national, que le pays ait pris depuis longtemps son parti de marcher sans elle, qu'on se soit résigné à la voir suivre de très loin, il est pourtant résulté de ce bien-être général quelque avantage pour la belle Parthénopée. La mendicité y a presque disparu ou s'y fait timide ; les pauvres y sont moins pauvres. La Villa, il est vrai, se peuple le soir de gens sans asile, mais où n'y a-t-il pas de vagabonds imprévoyants ? Là où l'on retrouve Naples, c'est quand on voit des sergents de ville permettre à des enfants et à des vieillards de dormir sur des bancs de pierre dans la perfide humidité nocturne. Il n'y a pas de maison de charité pour les recevoir. Il faut bien les laisser à l'auberge du bon Dieu.

VII

Et cependant la bienfaisance napolitaine est très active. Peu de villes ont autant d'hôpitaux, d'orphelinats, d'asiles de toute sorte, publics et privés ; on donne des sommes considérables pour les malheureux. On dépense

à l'occasion largement sa peine et son temps : le sacrifice est dans le caractère de cette population impulsive, accessible à tous les nobles sentiments ; mais ses maisons hospitalières sont mal tenues ; il y règne un désordre dont on n'a pas idée ; il s'y fait un coulage ruineux. On n'y trouve pas tout le respect humain, ni toute la dignité qu'on voudrait. D'autre part, les demandes d'admission abondent ; les bienfaiteurs sont débordés, parce qu'on n'a pas honte de la charité publique. On l'accepte de bon cœur, comme un dû de la société : *E poi, c'è lo spedale !* s'écrie-t-on dans les circonstances difficiles. Ces gens sont bien les descendants de cette plèbe antique qui mentionnait, comme un honneur, sur ses épitaphes, qu'elle avait part aux distributions de blé.

VIII

En somme, ce qui, de nos jours, frappe dans la population napolitaine, ce sont moins les haillons que les beaux attifements, moins les visages maupiteux que les fronts éclairés de bonheur. On voit dans les quartiers populaires de plantureuses jeunes filles, opulentes et piaf-fantes plutôt que belles et coquettes, c'est vrai, mais qui respirent la joie d'exister. Elles sont casquées de magnifiques cheveux noirs, sont juponnées et chaussées à la dernière mode, ont l'allure résolue, le visage reposé, l'é-ventail gracieux ; on y voit des jeunes gens plus fins et d'un jet plus distingué que les jeunes filles, nippés avec une recherche un peu efféminée. Ils ont l'air de fils de famille ou d'aventuriers. Leurs cheveux et leurs bottines luisent du même éclat. Le brun est la couleur nationale de leurs habits : il va du havane au jaune, en passant par toutes les nuances intermédiaires.

Les quartiers riches et les rues commerçantes regor-

gent les trois quarts du jour d'une foule élégante, rieuse et bavarde. Les ouvriers mis à part, ceux qu'on rencontre ne sont pas tous des gens bien élevés, mais ce sont presque tous des gens tirés à quatre épingles. La toilette est une des grandes préoccupations des Napolitains. Ils peuvent avoir dans leur intérieur des tenues négligées ; mais ils affichent dans la rue la mise la plus soignée ; leurs femmes usent plus de peignoirs et de savates que de robes habillées et de hauts talons ; mais elles se mettent en frais pour sortir et montrent au grand jour des visages tout congestionnés par le corset intermittent.

Les boutiques qui dominent à Naples sont celles des coiffeurs, des bijoutiers, des chapeliers, des modistes, des cordonniers, des tailleurs, en un mot celles du luxe et de l'ajustement. Par contre, celles de l'alimentation, les épiceries, les boucheries, les boulangeries sont peu apparentes. Il n'y a que les fruits, les légumes et les pâtes pour s'étaler et s'affirmer partout, comme si les Napolitains mangeaient surtout les produits de la terre et ceux de l'industrie nationale.

L'après-dîner des dimanches et des jours de fête, certaines rues, la Via Roma et la Via di Chiaia entre autres, sont encombrées d'une foule compacte. On y étouffe en été, on y a froid en hiver, parce que le soleil n'y donne plus à partir de midi. L'idée ne vient pas à ces gens d'aller prendre l'air ailleurs, de chercher la lumière et l'espace. Ils tournent dans un cercle vicieux, au milieu d'une gloire de poussière. Il faut être étranger pour faire sur les collines ou sur les quais des promenades hygiéniques, pour explorer les environs féeriques, pour courir après les spectacles de nature.

Vue de loin et de haut, la ville n'est plus que poésie et beauté. Elle étend sa masse dorée, ocreuse, orangée,

entre son vénérable château Saint-Elme, sa mer indigo et son volcan inquiet. Quelques taches vertes émergent çà et là de ce flamboiement de couleurs chaudes : ce sont des vergers d'agrumes qui prospèrent sur leurs terrasses élevées, entre les rues profondes. Les maisons n'apparaissent pas comme, à Gênes, fières, carrées, distinctes, étagées, séparées par des murs fleuris. Elles s'entassent confusément, grimpent à l'assaut les unes des autres, forment avec leurs toits plats et leurs murs badigeonnés de soleil un amphithéâtre de prestigieuses ruines orientales. Des cris de camelots montent dans l'air sonore ; un braiement d'âne éclate comme une fanfare, à laquelle répond le ha ! énergique et guttural de l'ânier. Vous passez devant des jardins opulents, de coquettes demeures qui s'épanouissent dans l'éclatante lumière. Des parfums délicieux vous attendent à toutes les grilles. Une griserie s'élève de ce paysage en fête. Vous n'avez jamais tant savouré le bonheur de vivre : c'est l'emparadisement. Vous en oubliez la fuite du jour. Le couchant déroule bientôt sa magie sous vos yeux éblouis. Vous embrassez la ville, la mer, la côte rutilante, le Vésuve d'améthyste, les îles lointaines, d'un regard amoureux et dévot. Vous contemplez la Naples des poètes, celle qui gagne les cœurs, exalte l'imagination, celle à laquelle on revient toujours et qu'on trouve dans ses souvenirs charmés.

HENRY AUBERT.





LA SCIERIE DE MARIELS

ROMAN

SECONDE PARTIE ¹

III

Rien n'occupait Angelina Lombardi autant que la position de Moses à Mariels. L'action commise par son père avait déjà seule fait une impression profonde sur l'âme sensible de l'enfant. Puis elle avait ressenti de bonne heure à l'égal d'une injustice l'intolérance des gens de Mariels envers Moses. Ces sentiments se fortifièrent au fur et à mesure qu'elle grandit. Mais ils devinrent encore plus profonds au temps de son adolescence, époque où l'âme est particulièrement sensible aux impressions extérieures. L'incident du chantier eut pour elle de graves conséquences. Elle commença à réfléchir sur certaines choses qui lui étaient restées indifférentes jusqu'à ce jour, et à en envisager d'autres sous un tout autre angle qu'auparavant. La façon d'agir des habitants du village en général envers Moses et celle de quelques-uns de ses ennemis, comme Jost Muheim, en particulier, était sans cesse présente à son esprit. Insensiblement, l'idée et la crainte lui vinrent que Moses ne rencontrât encore une nouvelle inimitié sur son chemin. Elle fut prise d'une inquiétude intime qu'elle ne savait comment définir et se sentit poussée à observer davantage le jeune homme et ses faits et gestes, à le suivre de

¹ Pour la première partie, voir la livraison de septembre.

près à toute heure comme une mère ou une sœur. Elle tremblait de crainte pour lui et, mue par une impulsion secrète, elle cherchait sans cesse à aplanir ce qui pouvait lui créer de nouvelles difficultés.

Moses ne se montrait pas indigne de son intérêt. Il était travailleur et sobre. Il continuait à éviter le commerce des hommes, pour ne pas être exposé à leurs sarcasmes.

Angelina, témoin de sa vaillance et de son honnêteté, travaillait pour lui en silence. Elle réussit à donner à sa propre mère une meilleure opinion de Moses ; elle sut également dire un mot en sa faveur, ici ou là, à Mariels, et prit énergiquement son parti contre le vieux Jost, sans toutefois espérer vaincre l'aversion si profondément enracinée de ce dernier, qui, par suite de son âge, de son esprit étroit et mécontent et de son mauvais caractère, pouvait être considéré comme incorrigible.

A cette époque, Joseph Lombardi revint de son temps d'apprentissage. Il était alors en pleine adolescence ; son corps et son esprit s'étant développés, il avait acquis à l'étranger la conscience de lui-même et le sentiment de sa valeur. Dès le premier soir de son retour, il montra par ses manières et ses allures qu'il s'entendait à régenter maison et affaires, et qu'il comptait bien être le maître céans.

Angelina avait attendu son frère avec impatience. Elle était allée à sa rencontre à la gare, et toute la soirée elle resta auprès de lui, joyeuse du changement extérieur qui s'était opéré en lui à son avantage. Joseph était devenu vigoureux et large d'épaules. Ses membres, moins maigres qu'autrefois, semblaient souples et bien musclés ; cependant son visage avait quelque chose d'inachevé ; le trait caractéristique en était un nez mince et très proéminent. La lèvre supérieure s'ombrageait déjà d'une fine moustache blonde, avec laquelle s'harmonisaient les sourcils courts et brillants. Il était devenu grand parleur et, dans la première joie du revoir, il se fit montrer par sa sœur, non moins heureuse que lui, tout ce que la maison et les alentours offraient de nouveau. Angelina fut alors toute surprise et légèrement in-

timidée de son ton décidé, fanfaron, autoritaire, comme s'il eût été désormais investi seul du haut commandement.

Cependant, tandis que la supériorité de son frère provoquait en elle une certaine estime, d'un autre côté ce sentiment était étouffé par une impression indéfinie de malaise qu'elle éprouvait lorsque Joseph riait. Ce n'était pas un rire franc et venant du cœur, mais une sorte de rictus empreint de dédain qui se dessinait au coin de sa bouche, comme s'il avait l'air de croire que tout était beaucoup trop peu important pour qu'on s'en occupât. Toutefois l'amour fraternel qu'Angelina ressentait pour celui qui revenait au foyer familial l'emporta en elle sur tout le reste.

Le jour suivant commença pour la jeune fille à son entière satisfaction. Le frère et la sœur se dirent bonjour gaiement et prirent le premier déjeuner avec leur mère et Muheim en toute cordialité. Joseph avait toujours été très attaché au vieux domestique, et possédait plus que tout autre son affection. Tous deux entamèrent une conversation animée à laquelle les deux femmes prirent peu de part. Puis ils se rendirent à leurs affaires ; Joseph se mit au travail avec énergie dès le premier instant et prouva qu'il avait bravement utilisé son temps d'apprentissage.

La journée se passa au milieu d'occupations absorbantes. Le repos de midi réunit encore les habitants de la maison sans altérer la bonne entente qui régnait entre eux. Vers le soir, après la cessation du travail, Joseph envoya une dernière voiture de planches à la gare. Jost l'accompagna, et ils se mettaient en route lorsqu'au bas de la rue ils rencontrèrent Moses qui se rendait au village. Angelina était avec lui, ayant été chercher des œufs chez M^{me} Aschwanden. Joseph était encore dans la rue, regardant partir la voiture. En apercevant Moses, il se retourna, avec un mouvement d'impatience, pour rentrer à la maison. Juste à ce moment, Angelina l'appela par son nom et, ne pouvant plus se dérober, il attendit.

— Moses voudrait te dire bonjour, dit Angelina à son frère dès qu'ils l'eurent rejoint.

Les deux jeunes gens se donnèrent la main, mais Angelina vit bien qu'il n'y avait aucune chaleur dans leur revoir. Elle avait attendu impatiemment cet instant, tout en l'appréhendant, et elle ressentait un vrai chagrin de leur commune froideur. Joseph n'avait pris la main de Moses qu'avec deux doigts, et tout en lui demandant : « Comment vas-tu ? » il regardait ailleurs d'un air distrait, montrant que la réponse le laissait indifférent.

— Bien, et toi ? répondit Moses non moins sèchement.

Ils essayèrent un instant de causer, puis, la conversation languissant, Joseph ne tarda pas à l'interrompre en prétextant ses occupations. Avec un bref salut, sans tendre la main, il quitta Moses et rentra. Ce dernier fit à Angelina une légère inclination de tête, sans trahir par sa physionomie ses sentiments intimes, et se dirigea vers le village.

La jeune fille réfléchit longtemps à cet incident. Elle était fâchée contre son frère ; puis elle éprouva plus de chagrin que de mécontentement. Pourquoi donc lui et les autres ne pouvaient-ils agir différemment avec Moses ?

Au cours de la soirée passée ensemble dans la chambre commune, Joseph vint à parler de cette rencontre, tout à fait à l'improviste.

— Cette amitié dure donc toujours ? demanda-t-il, s'adressant moitié à sa mère, moitié à sa sœur.

— Moses et sa mère ne nous ont point fait de mal, répondit prudemment Maria Lombardi.

— Ils n'en sont pas moins ce qu'ils sont, répliqua Joseph d'un ton bourru. Personne n'a rien à faire avec eux, nous n'avons aucun motif d'agir autrement.

— Mais c'est une honte comme on se comporte ici avec Moses, depuis son enfance, dit Angelina avec un peu de vivacité.

Ses joues se couvraient en même temps d'une vive rougeur, et son agitation était d'autant plus extraordinaire qu'elle perdait rarement sa douceur et son calme.

Joseph l'observa avec attention tout en réfléchissant. Se tournant alors vers sa mère, il reprit :

— D'ailleurs une camaraderie entre Moses et Angelina n'est pas admissible. Angelina n'est plus une enfant.

Maria Lombardi, qui s'était réjouie du développement de son fils, comprit en ce moment qu'il y avait du vrai dans ces paroles.

— Il a pourtant raison, dit-elle à Angelina, il ne convient plus que tu sois sans cesse avec Moses.... Et, en guise de palliatif, elle ajouta : Mais je ne m'oppose pas à ce que tu ailles de temps à autre chez M^{me} Aschwanden.

Angelina garda le silence. Son agitation s'était calmée et avait fait place à un étonnement plus fort que son mécontentement. Sa mère et Joseph venaient de dire quelque chose d'étrange ! Tant de pensées l'assaillirent en foule, l'enveloppant comme d'un réseau inextricable, qu'elle quitta la chambre, ne pouvant s'y reconnaître.

Dès qu'elle fut ainsi sortie en silence, les autres tinrent la chose pour terminée et, n'ayant plus rien à se dire, allèrent chacun de leur côté.

Angelina était montée dans sa chambre. Un escalier en bois craquant sous les pas y conduisait. De sa petite fenêtre ouverte, donnant sur la rue, on pouvait apercevoir une partie de la maison Aschwanden. Un rideau très propre, attiré par le courant d'air hors de l'appui de la fenêtre, flottait au vent comme un drapeau. Angelina, tout à ses pensées, se mit à la fenêtre ; ses yeux semblaient regarder au dehors, mais en réalité elle tâchait de démêler ce qui se passait au fond de son propre cœur ; peu à peu elle monta, à pas successifs et incertains, de ce pays de rêves un peu obscur qu'on nomme l'enfance vers le soleil où la vie s'agite, fleurit et mûrit.

« Cela ne convient plus », avait dit Joseph.

Elle se représenta Moses, son camarade d'enfance, et il lui apparut en un clin d'œil tout autre qu'auparavant. En effet, tous deux étaient devenus grands ! Et le sang monta plusieurs fois à ses joues, lentement et par bouffées.... Elle se souvint en cet instant de tout ce qu'elle avait entendu dire aux gens sur l'amour. L'idée qu'elle aimait Moses ne lui vint pas, il lui parut

seulement qu'elle était arrivée au temps de l'amour et que les suppositions de Joseph pouvaient se réaliser. Elle s'aperçut soudain que son cœur battait violemment ; toutefois, elle ignorait si elle était heureuse ou peinée ; sa pitié pour Moses Aschwanden, surtout, était plus forte que jamais, ainsi que son chagrin qu'on lui rendît la vie si lourde.

Un jour, Jost Muheim rapporta à la maison une histoire qu'il avait entendu raconter à Mariels. Dans une auberge fréquentée par les carriers de Galanti, et où Moses, entraîné par un camarade, était entré par un hasard inouï, une dispute était survenue entre lui et un individu de l'endroit qui s'était moqué de lui. Le vieux mettait une telle ardeur dans son récit qu'on y sentait toute sa haine contre Moses, et pour la première fois une sorte de terreur superstitieuse résonnait dans sa voix quand il ajouta :

— Cet Aschwanden, ce vaurien, était hors de sens, pareil à un animal sauvage, ont-ils raconté ; il aurait tué l'autre si on ne l'avait pas retenu.

Maria Lombardi et ses enfants écoutaient le domestique. Joseph dit alors d'une voix dure et impérieuse :

— On devrait surveiller cet homme dangereux et l'expulser avant qu'il arrive un malheur ; il ne faut pas qu'il finisse comme son père.

Angelina ne put d'abord parler, tant elle tremblait de tous ses membres. Enfin elle se domina et parvint à articuler ces mots :

— Vous faites tout ce que vous pouvez pour l'exciter ; c'est votre faute s'il devient méchant, vous ne devez vous en prendre qu'à vous-mêmes.

Les larmes jaillirent de ses yeux, elle s'oublia complètement et soudain elle sortit vivement de la chambre, en proie à la plus vive émotion.

— Vous voyez qu'il est temps de lui interdire l'entrée de la maison Aschwanden, dit Joseph à sa mère, sans se départir de son sang-froid.

Jost Muheim sourit malignement.

Angelina, en sortant, avait couru sur la pente de la mon-

tagne, sans but déterminé. Elle ne pouvait dominer les sentiments qui la torturaient. Au bout d'un certain temps cependant elle se sentit plus calme et se rendit alors à sa tâche journalière auprès des siens, qui la dévisagèrent d'un regard étonné, mais en s'abstenant de remarques sur son attitude étrange; néanmoins elle ne parvint pas à se rendre maîtresse de son bouleversement intérieur. Elle erra toute la journée, désespérée, dans la maison. Une fois même, dans sa petite chambre à coucher, elle saisit à deux mains son front, où elle éprouvait une sourde pression, et soupira. Que signifiait donc tout cela? Elle avait toujours été heureuse dans le sentiment que tout le monde était bon pour elle et qu'elle était elle-même bonne avec chacun. Jamais encore elle n'avait connu les remords de conscience. Et maintenant?... Pour la première fois il semblait à Angelina que les hommes la rendaient méchante aussi bien que Moses Aschwanden.

Ce jour-là qui, à l'extérieur, avait été sans nuages, se termina par une soirée fraîche. Un calme profond s'étendit sur Mariels. Aucun souffle de vent ne s'élevait sur les montagnes qui paraissaient de plus en plus sombres. Les forêts étaient noires, enveloppées d'un silence de mort, et les collines semblaient des géants assoupis : on croyait voir la respiration régulière de leurs corps massifs. La lune silencieuse planait seule sur le paysage. Elle glissait doucement derrière six hauts sapins royaux, lentement, de peur de réveiller le pays endormi sur lequel son voile brillant se déroulait peu à peu, augmentant sa beauté jusqu'à la rendre presque surnaturelle.

La roue de la scierie était muette. Le ruisseau murmurait toujours, il est vrai, mais sa voix était assourdie par le rocher.

Angelina avait pris part au repas du soir devant la maison, à l'heure du crépuscule, avec sa mère et son frère. Cependant la conversation de midi avait laissé entre eux un certain malaise et ils avaient peu parlé. Ensuite, le frère alla flâner au village, la mère rentra à la maison; Angelina resta seule, regardant le ciel noir, puis la grande lune, et les petites et rares étoiles un

peu craintives. Tout à coup, n'y tenant plus, elle quitta le banc où elle était assise et se dirigea vers la maison Aschwan-den.

Là, rien ne paraissait changé. Julia et son fils, assis devant la maison, jouissaient de la fraîcheur. Mais Julia, dès qu'elle aperçut la jeune fille, se leva et rentra ; Angelina trouva ainsi Moses seul. Les deux coudes appuyés sur ses genoux, il se tenait le dos courbé et la tête inclinée. La lune éclairait en ce moment la place et adoucissait le rouge fulgurant de la chevelure du jeune homme. Il se souleva un peu en entendant Angelina s'approcher, mais reprit immédiatement sa position première, comme pour éviter de trahir à ses yeux les réflexions qui l'absorbaient visiblement. Angelina le salua.

Il fit un léger signe de tête et dit, après une petite pause : « Bonsoir », sans toutefois la regarder.

— Est-ce vrai qu'il y a déjà eu une nouvelle dispute ? demanda Angelina.

Il fit une brève réponse affirmative.

Elle le regarda, agitée de mille sentiments divers. Tout à coup il lui sembla voir que Moses pleurait ; elle tressaillit, pouvant à peine en croire ses yeux ; non, jamais les hommes de Mareils ne se laissaient aller à une telle faiblesse, Moses moins encore que les autres. Mais en se baissant vers lui, elle vit, au clair de lune, tomber une goutte transparente. C'était donc vrai.

— Moses ! s'exclama-t-elle, tout émue.

Il tira vivement son mouchoir de sa poche et le porta à ses yeux.

— Va donc ! lui dit-il d'un ton fâché, ressentant une sorte de colère de ce qu'elle eût été témoin de sa faiblesse.

Effrayée, elle recula d'un pas. Aussitôt le jeune homme eut regret de sa vivacité et dit en s'excusant :

— Je n'y peux rien, je suis vraiment de bien mauvaise humeur.

— N'aimerais-tu pas mieux partir ? demanda-t-elle.

Déjà précédemment ils avaient envisagé ensemble cette possibilité et elle s'y était opposée nettement. Sa timide question dénotait déjà un changement d'avis.

Moses secoua la tête :

— Où irais-je ? La mère est attachée à la maison et aussi longtemps qu'elle vivra....

Il hésita et la regarda. Un silence étrange s'établit entre eux et ils éprouvèrent un sentiment qui leur était inconnu auparavant. La même pensée leur vint soudain à l'esprit : « Et tu es aussi là, toi ! »

N'était-ce pas extraordinaire qu'ils eussent ainsi en même temps la même pensée ? Ils rougirent et n'osèrent rien ajouter. Moses surmonta le premier avec énergie le trouble qui le saisissait. Il répéta ce qu'il lui avait déjà dit une fois :

— Le plus terrible est qu'ils ont raison !

De nouveau il s'affaissa sur lui-même en regardant le sol d'un œil hagard.

— Je le sais, gémit-il, cela viendra ! S'ils ne m'en avaient pas fait souvenir constamment depuis mon enfance, il en serait peut-être autrement. J'aurais pu faire mon chemin comme un autre, j'en suis certain. Mais ils m'ont toujours remis mon père devant les yeux jusqu'à ce que j'aie fini par remarquer ce que je tiens de lui : l'emportement irréfléchi, l'impétuosité, le désir de la vengeance et celui d'attenter à la vie de qui me fait du mal. Je me suis défendu contre tout cela, par Dieu ! jusqu'à en être malade. Mais le mal a grandi comme un abcès. A présent... à présent, je sens que le malheur s'approche de plus en plus.

C'était terrifiant de l'entendre, toujours replié sur lui-même, parlant à mi-voix comme pour lui seul. Ses doigts s'écartaient et se refermaient alternativement, une crampe nerveuse lui raidissait tout le corps. On devinait la lutte qu'il avait soutenue et soutenait encore contre des tentations plus fortes que lui.

Angelina sentit qu'aucune faute ne lui était imputable. Les

hommes ne le comprenaient pas ; ils le poussaient dans le malheur comme dans un précipice, toujours plus près, plus près, coup par coup. Elle aurait voulu se jeter, les mains suppliantes, entre eux et lui en disant : « Laissez-le donc, misérables ! »

— Je sais que tu n'y peux rien, dit-elle enfin.

Sa voix tremblait ; Moses remarqua son impression profonde. Subitement, il se leva et s'éloignant d'elle à pas hésitants, il alla vers la prairie fauchée qui était près de la maison.

— Où veux-tu aller ? questionna la jeune fille. Elle avait peur pour lui et le suivit, l'observant de loin.

Pendant ce temps, il avait repris un peu de calme et, s'arrêtant à l'ombre de quelques frênes touffus, il l'attendit.

Des nuages montaient au ciel, lourds et noirs, se pressant lentement et avançant toujours plus haut jusque dans le voisinage de la lune si merveilleuse. Là, ils firent halte comme une armée devant son souverain. Ils se partagèrent en lambeaux pareils à des étendards ; le nuage principal resta fixe, les autres glissèrent en haut et en bas de l'astre brillant qui, dans toute sa magnificence victorieuse, parut alors entouré d'une couronne. Les frênes de la prairie n'étaient agités par aucun souffle ; seule, leur ombre s'étendait à leurs pieds, pareille à un spectre sur la prairie éclairée par la lune,

Moses, la physionomie calme et presque joyeuse, regardait Angelina s'approcher.

— Je ne puis assez te remercier, dit-il d'un ton plus dégagé.

— Pourquoi ? demanda-t-elle simplement.

— Si tout le monde avait agi envers moi comme toi et ma mère, répondit-il, les yeux fixés dans le vide, tout ce mauvais levain n'aurait pas ainsi fermenté en moi.

Il prit sa main et la retint. Ils restèrent ainsi un certain temps l'un à côté de l'autre, en regardant les ombres qui s'allongeaient. Bientôt, toujours silencieux, ils sentirent un fluide mystérieux circuler dans leurs mains restées enlacées sans qu'ils y pensassent. Ce fut d'abord un sentiment de bien-être, auquel

succéda le désir. Alors leurs épaules se rapprochèrent et ils se regardèrent l'un l'autre. Puis Moses, laissant la main d'Angelina, passa son bras autour de sa taille.

— Si je t'avais à mes côtés, fit-il, ils pourraient parler, ils.... Il s'arrêta en riant d'un air railleur, et ajouta en se contredisant lui-même : Mais... les montagnes tomberont plutôt !

Angelina s'inclina vers lui sans répondre. Elle avait deviné sa pensée, et leur alliance paraissait si impossible qu'elle n'osait elle-même, en ce moment, émettre un espoir. Pourtant elle se sentait heureuse et ne demandait rien de plus. La paix joyeuse du premier amour, que rien n'égale en pureté et en bonheur, descendait sur eux. Semblable au clair de lune qui s'était répandu peu à peu sur toute la vallée, cette paix s'étendit d'abord sur Angelina, puis sur son compagnon. Ils oublièrent leurs tristes préoccupations, jouissant sans arrière-pensée de ce beau moment, de plus en plus serrés l'un contre l'autre, puis ils s'em brassèrent.

Ils restèrent ainsi longtemps ensemble. Quand ils se séparèrent enfin, les nuages, restés maîtres du firmament, avaient complètement obscurci la lune : l'astre brillant était mort. La neige, auparavant éclairée, enveloppait maintenant les montagnes d'un linceul froid et terne.

IV

Angelina Lombardi se sentait à présent rougir lorsqu'on prononçait devant elle le nom de Moses Aschwanden. Elle ne prenait plus son parti contre les gens avec autant de zèle qu'autrefois. Contre les gens ! Elle se sentait d'autant plus émue qu'un tremblement intérieur l'agitait tout le long du jour. Une angoisse perpétuelle la tourmentait ; elle craignait à tout instant que son ami ne fût victime d'une nouvelle injustice. Ou bien survenait un incident qui réveillait son amour ; songeant aux passions violentes dont il avait hérité de son père qui s'agitaient sans cesse en lui comme des animaux sauvages, elle l'admirait de les tenir en respect, de lutter jour après jour contre lui-

même, et reconnaissait franchement la part qui lui revenait à elle-même dans les victoires remportées si péniblement. Car Moses puisait sans cesse de nouvelles forces dans son amour pour la jeune fille ; son souvenir l'aidait à surmonter les tentations. Mais les gens de Mariels ne changeaient pas. Ayant remarqué la susceptibilité grandissante de Moses, son irritation continue lorsqu'on le raillait, ils faisaient exprès de l'accabler de leurs moqueries malgré la terreur toujours plus profonde qu'il leur causait.

Le destin naît souvent de bagatelles, de débuts insignifiants ; il s'approche lentement, mû par de secrètes puissances.

Angelina et Moses se voyaient à peine. Depuis l'aveu de leur amour réciproque, ils n'avaient plus joui d'aucune réunion paisible. Moses ne les recherchait pas ; et Angelina n'osait en faire naître l'occasion, car son frère l'observait et, influencée par Joseph, leur mère, jusqu'ici bienveillante envers ses voisins, avait également changé d'attitude. Une pression de main rapide, une caresse des doigts furtive, un regard prolongé, voilà par quoi ils se disaient leurs sentiments intimes. A la maison, comme avec tout le monde, Angelina avait gardé sa nature douce, patiente, aimable, qui lui gagnait tous les cœurs. Elle était pour sa mère une aide paisible et fidèle ; pour son frère, une amie gaie, qui cherchait à inspirer à l'orgueilleux une plus grande simplicité. Elle aimait à aller et venir dans le village, surtout à visiter les pauvres et les malades, et s'était acquis par là l'estime particulière du curé, dont elle devint bientôt l'appui principal pour le soin des pauvres. La réputation de bonté d'Angelina Lombardi était universelle à Mariels.

Un fait digne de remarque fut l'influence que la famille de la scierie commença à prendre sur les affaires du village en même temps qu'augmentait sa prospérité ; car quelques bonnes années avaient apporté de beaux bénéfices aux Lombardi. Il est vrai que M^{me} Maria n'aimait pas à se mettre en évidence ; mais elle versait de temps en temps une somme d'argent pour des œuvres de bienfaisance, ce qui lui valut une certaine notoriété.

Cela ne suffit pas à l'ambitieux et énergique Joseph, qui, peu après son retour, donna plus d'extension à ses affaires. Et comme il possédait l'art de se pousser au premier rang, qu'il avait la parole facile, et en même temps une réelle force de travail et une intelligence fine, il fut bientôt élu conseiller communal.

— Les gens de là en bas deviennent toujours plus grands et nous toujours plus petits, disait Moïse à sa mère, un jour qu'ils étaient par hasard assis ensemble auprès de la table, et parlaient d'une nouvelle dignité qui venait d'échoir à Joseph Lombardi.

Julia Aschwanden avait une apparence malade, sa figure était jaune, sa taille ratatinée; et quoiqu'elle eût encore la démarche alerte et cadencée des femmes de la contrée, son allure dénotait une certaine lassitude qui se trahissait également à l'expression de ses yeux noirs profondément enfoncés dans leurs orbites.

— Nous avons ce qui nous est nécessaire, répondit-elle à son fils, se sentant satisfaite de son lot. Elle ne désirait rien d'autre que la paix de sa petite chambre. Le salaire régulier que son fils recevait à la carrière suffisait non seulement à leur simple entretien, mais permettait même de petites économies que Moïse plaçait à son gré avec l'adhésion de sa mère.

Tout en parlant, Julia avait couvert de sa main droite osseuse et jaune la main de Moïse posée sur la table, et la caressait d'un geste apaisant. Celui-ci tressaillit, ce qui lui arrivait souvent quand un contact quelconque ou une parole le rappelaient à lui, alors que ses pensées s'étaient envolées au loin. Il venait de réfléchir sur le facile contentement de sa mère et de se demander en même temps pour la millième fois combien durerait encore la paix qui était toute sa joie. Cette pensée l'avait si vivement saisi que son physique s'en trouvait influencé; ses mains tremblaient, ses narines frémissaient comme les naseaux d'un cheval effrayé.

.

Il y eut à cette époque un jour mémorable pour la scierie de Mariels. Peut-être aurait-il passé inaperçu si Maria Lombardi avait encore dirigé seule la maison. Mais son fils, ayant découvert que leur affaire atteignait ses cinquante ans d'existence, saisit avec empressement cette occasion d'organiser une petite fête qui satisferait sa soif de notoriété.

Un mercredi, au commencement du printemps, quand la neige couvrait encore les prairies alpestres et que le dégel rendait toutes boueuses les rues du village, la roue de la scierie resta muette et aucun ouvrier ne parut au chantier. Joseph avait donné congé à Jost Muheim et aux deux jeunes domestiques engagés depuis peu de temps. Pour la fête du soir, il avait invité à venir à la maison deux sociétés dont il faisait partie, les tireurs et les chanteurs.

Pour cette soirée, on avait enlevé les planches du grand hangar, où l'on devait dîner et danser. Maria Lombardi, quoique peu enthousiasmée des plans de son fils, n'avait pas voulu refuser son assentiment, étant d'ailleurs très fière de l'énergie de Joseph et de ses succès. Du reste, elle se laissait souvent dominer par lui, malgré son caractère viril qui aurait pu faire croire le contraire.

Joseph fut toute la journée dans un état de vive excitation. Il arrangea lui-même les tables et les chaises dans le hangar, avec l'aide d'Angelina et de la servante, et suspendit les lanternes de papier qu'on devait allumer le soir. Puis il se rendit à la cave et à la cuisine, et alla plusieurs fois au village, où l'on célébrait également une fête en l'honneur de ses prédécesseurs et de lui-même. Il dut, à cette occasion, répondre dans chaque auberge aux toasts de ses amis et connaissances, mais, comme il supportait bien le vin, si son air conquérant et ses façons bruyantes se donnaient libre cours, il resta cependant maître de soi. La faute qu'il commit fut de laisser les domestiques faire bombance toute la journée. Dès le matin, ils allèrent dans diverses auberges, se rendirent encore à plusieurs reprises au village après le dîner qu'ils vinrent prendre à la maison, et ne reparu-

rent à la fête que le soir quand les invités étaient déjà réunis. Une bonne partie de la population de Mariels, hommes et femmes, se trouvait là.

C'était une soirée chaude et sombre. Le dégel, qui avait duré toute la journée, n'avait pas cessé avec l'obscurité; l'écoulement des petits ruisseaux qui sillonnaient les rues et le tic-tac des gouttières remplissaient la nuit de bruits étranges. Le ciel était couvert de nuages mobiles, pareils à de la fumée, aucune étoile n'était visible. Mais la pleine lune répandait tant de lumière dans la vallée qu'on y voyait clair malgré la marche incessante et silencieuse des nuages noirs.

A la scierie on n'entendait le dégel ni ne voyait les nuages. Il y régnait une joie bruyante et passionnée qui parfois se trahissait par un chant ou par des *youlées*. Les lanternes de papier éclairaient la scène. A un certain moment l'une d'elles s'enflamma, et quoique des mains agiles eussent écarté le danger, ce fut une preuve que ce genre d'illumination n'est pas à conseiller dans une scierie de montagne où sont entassés des matériaux combustibles. Les habitants de Mariels étaient assis à table, pressés les uns contre les autres, les hommes, aux membres robustes de montagnards, aux visages brunis, aux yeux étincelants et sauvages, parlant avec animation à côté de leurs femmes élancées, gracieuses, souples, mais vieilles prématurément. De grandes bouteilles de lourds vins welsches étaient placées devant les convives, ainsi que des mets divers et de longs cigares dans des boîtes. Outre la vigoureuse servante, Maria Lombardi et Angelina s'occupaient du service et encourageaient çà et là leurs invités à boire et à manger. Maria observait tout d'un air sérieux, mais sans laisser toutefois remarquer que cette excitation trop bruyante ne lui convenait pas; elle répondait aux plaisanteries et aux appels d'une voix forte et toujours égale. Angelina gardait quelque chose d'un peu étranger à son entourage. Sa démarche avait la grâce propre, il est vrai, aux enfants du pays; mais ses nattes blondes, son visage rond embelli par deux petites fossettes, ses yeux innocents et éton-

nés lui donnaient un charme infiniment différent. A titre de fille de la maison, on lui témoignait beaucoup de déférence ; elle acceptait en rougissant certaines paroles flatteuses, mais repoussait parfois une caresse trop grossière qui l'embarrassait et la troublait. Joseph, lui, était partout et se montrait un hôte si généreux et si gai que même les hommes sérieux et calmes, censeurs ordinaires des vantardises auxquelles le portait son caractère, ne retenaient pas ce jour-là leur approbation. Aux tables où étaient assis ces hommes âgés, pour la plupart membres du conseil, il y eut plusieurs discours durant la soirée. L'un parla du père et de la belle prospérité des affaires de la scierie. Un autre fit l'éloge de M^{me} Maria et porta un toast en son honneur. Un troisième vint à parler de Joseph lui-même, raconta qu'il l'avait connu tout petit et n'aurait jamais pensé que ce mioche d'aspect chétif deviendrait un homme si bien bâti et énergique.

Enfin Joseph monta à son tour sur une chaise qui craqua sous son poids. Son visage au profil accentué, dont la maigreur ressortait encore entre les deux larges épaules, brillait de joie. Il releva fièrement la tête, et d'une voix forte, avec feu, il fit un discours où maintes fois, il est vrai, on put admirer la clarté et la cohésion des pensées, mais où se faisait remarquer sa tendance à la grandiloquence et où ne manquaient ni l'emphase ni le pathos. Il célébra la patrie en général, Mariels en particulier, et porta un toast à la prospérité de tous deux aux applaudissements redoublés de ses invités.

Une fois épuisé le plaisir de faire des discours, et surtout celui de les entendre, il se fit un peu de silence. On mangea et but en causant paisiblement. Lorsqu'on fut fatigué jusqu'à satiété d'être assis derrière les tables et de danser, il s'établit parmi les gens une douce quiétude. La conversation devint plus calme, on cessa de parler et de crier tous ensemble. Les convives les plus âgés devisèrent de choses sérieuses, du temps passé et des nombreux changements survenus à Mariels dans le cours des dernières années. Ils en vinrent naturellement à parler du

défunt possesseur de la scierie et de son fils, et Maria commença alors à se mêler à la conversation. Elle s'était assise à table à côté de quelques amis et retint l'attention générale en narrant quelques incidents de sa vie. Le vieux Muheim, qui, jusqu'à ce moment, avait bu consciencieusement dans un autre coin en compagnie de ses confrères, s'approcha du groupe, se plaça derrière la chaise de la patronne, et jeta de temps à autre un mot dans la conversation ; il était tellement attaché à l'exploitation de la scierie qu'en certains cas il sut presque mieux donner la réplique que sa maîtresse. Accoutumé à boire beaucoup, il n'était nullement malpropre et pouvait encore passer en cet instant pour un homme capable de discernement ; mais le vin le rendait méchant et de ses yeux allumés s'échappait sans cesse un rayon pareil à une étincelle de colère couvant sous les cendres. Il s'appuyait de ses bras maigres sur le dossier de la chaise de sa maîtresse. Ses cheveux gris argentés luisaient à la lueur falote des lanternes.

— Vous rappelez-vous encore le débordement du ruisseau, en l'année 78 ? demanda aux auditeurs Maria Lombardi, continuant le récit de ses souvenirs,

On s'entretint de cet événement.

Jost Muheim intervint et décrivit les incidents personnels de sa vie pendant l'inondation, lors de laquelle il s'en était fallu d'un cheveu que toute la maison ne fût perdue.

De ce malheur qui avait menacé la scierie, on passa à d'autres événements aussi émouvants ; on parla d'un commencement d'incendie, puis de la cherté des vivres, et de temps qui furent particulièrement pénibles.

— Et ensuite..., vous en souvenez-vous encore, notre maîtresse, comme l'Aschwanden a tué Toni d'un coup de couteau ? dit Jost Muheim.

M^{me} Maria fit semblant de ne pas entendre les paroles de son domestique, peut-être parce qu'il lui était désagréable de parler de ce malheur, surtout un jour de fête. Mais quelques jeunes gens, que la conversation avait attirés, se rapprochèrent et vou-

lurent en entendre davantage. Ils interrogèrent Muheim et soulignèrent ses récits de mille exclamations.

— Ce pauvre diable de Toni ! dit Jost en plaignant son camarade assassiné jadis.

Puis sa pitié se changea en fureur, le vin aidant.

— L'Aschwanden n'aurait pas dû aller en prison. Il aurait fallu le mettre à mort sur-le-champ, le chien ! hurla-t-il.

Sa colère était allumée. Depuis un bon moment, une foule de têtes étaient en ébullition, et dans beaucoup bouillonnait l'esprit de vengeance, n'attendant qu'une occasion favorable pour faire explosion.

La bande des musiciens qui, entre temps, s'était attablée, regagnait à ce moment l'estrade en planches qu'on avait dressée pour elle dans un coin. L'attention de la plupart fut alors détournée de cet entretien passionnant. La danse recommença de plus belle dans la partie du hangar préparée à cet effet, et on ne pensa plus à ce qu'on venait de raconter de l'histoire de la scierie. A Jost Muheim seul l'ivresse ne laissait aucun repos. La malignité brûlait en lui et jaillissait de plus en plus de ses yeux. Il décrivit à quelques auditeurs bienveillants, non moins ivres que lui, du commencement à la fin, sans omettre le moindre détail, la dispute survenue entre ses deux camarades. Ses propres paroles alimentaient sa colère. Peut-être se laissait-il ainsi entraîner à des propos d'autant plus vifs qu'il ne se sentait pas tout à fait innocent de ce malheur. Il soufflait, soufflait sans relâche sur le feu qui couvait en lui, sans se rendre compte de ce qu'il faisait.

— Il méritait la mort, cet Aschwanden, dit-il en terminant.

— Nous aurions dû le mettre en pièces !

Tout à coup, Jost vint à parler de Moses. Dieu sait comment ses pensées dévièrent de ce côté.

— Le fils est juste comme le père, dit-il, vous le savez déjà.

Les autres opinèrent de la tête et Moses devint le pivot de la conversation. On put voir à quel point le plaisir de dire du mal de son prochain est ancré dans le cœur de l'homme.

— C'est le pire coquin de tout le village, cria un individu assis un peu loin de Muheim.

— Il ne m'a jamais encore regardé franchement en face, dit un autre en ricanant.

Sur quoi un troisième renchérit :

— Il fait toujours un grand détour pour ne pas passer près de nous.

Un d'eux, qui voulait être juste, s'exprima ainsi :

— C'est tout de même singulier qu'il n'ait pas un ami, mais pas un, dans tout le village.

Ils trouvèrent ainsi défaut sur défaut à Moses Aschwanden et en rejetèrent toute la faute sur sa position particulière, sans paraître même se douter qu'ils pouvaient y être pour quelque chose.

Jost Muheim les laissa parler un certain temps. Puis il lança ce dard empoisonné :

— Que celui qui vivra assez pour voir quelque chose se rappelle que je l'ai prédit,

Ce fut le mot qui donna l'éveil sur le danger que faisait courir à tous le fils du détenu. L'entretien s'échauffa. On discourait à perdre haleine, et le vin coulait à flots dans les gosiers. Enfin un des buveurs, déjà complètement ivre, se mit à crier :

— Il faut qu'il reçoive une fois une bonne rossée, cet Aschwanden !

On eût dit un jet de flammes jaillissant d'un tas de charbons ardents.

Cependant la fête touchait à sa fin. Les rangs des danseurs commençaient à s'éclaircir, les musiciens jouaient avec moins d'entrain et plus faux qu'auparavant. Maria Lombardi et Angelina étaient déjà rentrées à la maison, laissant à Joseph les derniers devoirs de l'hospitalité, et c'était avec un visible contentement de lui-même que le jeune homme prenait congé de celui-ci ou de celui-là, dont les éloges flattaient sa vanité.

Le groupe qui entourait Jost Muheim s'avança à son tour vers la porte. Les pensées de ces hommes, obscurcies par les fumées du vin, ne pouvaient plus se détacher de la conversation

commencée. Et puis, leur unanimité avait créé entre eux comme un pacte d'amitié. Jost Muheim, en particulier, prenait plaisir à cette camaraderie engendrée par le vin. Tout en plaisantant, se taquinant, se faisant réciproquement des promesses amicales, le groupe chancelant finit par arriver hors de la salle. Les voilà sur le chantier, jurant, parlant tous ensemble, chantant à tue-tête jusqu'au bout de la place. Ils atteignent la rue, Jost Muheim au milieu d'eux. Et au milieu d'eux flottait également quelque chose d'insaisissable, pareil à un spectre, sorti des fumées de l'alcool ou des instincts animaux sommeillant toujours au fond du cœur de l'homme, et leur inspirant le désir effréné de faire un mauvais coup, d'agir en sauvages.

La nuit n'avait pas interrompu le dégel, l'air était lourd et humide. La horde hurlante s'arrêta en face de la maison Aschwanden. Un des hommes, la montrant, vociféra :

— C'est là que demeure le chien !

— Tu dors déjà, coquin de fainéant ? cria à son tour Jost Muheim d'un ton provocant, tourné vers la fenêtre des Aschwanden.

Il se mit à rire, du rire hébété des ivrognes, croyant avoir dit quelque chose de très drôle, et les autres firent chœur.

Peu à peu, ils se rapprochèrent de la maison et, finalement, se trouvèrent arrêtés là comme une bande qui veut donner une sérénade.

— Chantons-lui quelque chose ! brailla un jeune garçon, et lui-même commença à hurler. Bientôt tous les autres se mirent à l'unisson.

Tout à coup les vitres résonnèrent et, de nouveau, Jost Muheim éclata de rire : il venait de jeter une pierre contre un carreau. Peut-être ne savait-il plus ce qu'il faisait. Ses compagnons applaudirent avec frénésie cet acte d'héroïsme. Ce fut un vacarme infernal.

Un homme apparut à la porte de la maison Aschwanden. Il était nu-pieds, en chemise et pantalon, et venait sans doute de quitter son lit.

— Le voilà ! cria une voix aiguë venant du groupe des ivrognes.

— Il veut entendre notre chant de plus près ! glapit un autre.

On pouvait reconnaître Moses Aschwanden. La dalle de granit de l'entrée, sur laquelle il était debout, dégageait une lueur blafarde, ainsi que les murs de la maison, vaguement éclairés, et ses pieds nus et sa chemise blanche. Mais plus blancs encore étaient son visage et son cou, ses cheveux rouges lui faisaient comme une auréole.

Jost Muheim s'approcha de Moses immobile :

— Qu'est-ce que tu veux ? fit-il en le bousculant.

Moses ne répondit rien et parut même vouloir se retirer.

Le jeune garçon qui avait braillé le premier, plus par plaisanterie que par méchanceté, s'approcha, tira son chapeau et dit d'un ton goguenard :

— Je suis bien fâché que nous ayons troublé le sommeil de monseigneur.

Des applaudissements accueillirent ces paroles.

— Mais si cela ne te va pas, tu n'as qu'à le dire, intervint Jost méchamment.

Sachant les autres en force derrière lui, il se sentait plein de courage.

— Va-t'en à la maison ! répliqua Moses Aschwanden.

Quiconque eût été tout près du jeune homme eût pu voir le sang affluer à son visage, pour redescendre aussitôt et remonter ensuite....

— Tu veux m'envoyer à la maison, toi ! hurla Jost en brandissant son poing sous le nez de Moses.

Ses compagnons s'avancèrent pour mieux voir ce qui allait se passer et avec l'air de vouloir lui prêter main forte. Alors, aveuglé par l'ivresse, Jost crut devoir se signaler par un haut fait, et subitement il frappa Moses en plein visage.

Celui-ci s'élança dans le corridor et, prompt comme l'éclair, revint en avant. Le vieux domestique poussa un gémissement,

chancela en cherchant à sortir du groupe, sans rien dire, essayant seulement d'aspirer l'air, puis il s'affaissa sur lui-même.

Ses camarades avaient suivi cette scène, les uns en riant, les autres ouvrant des yeux étonnés ; ils pensaient que tout cela n'était que l'effet de l'ivresse. L'un d'eux pourtant s'exclama :

— Il lui a fait quelque chose !

— Il lui a donné un coup de couteau ! s'écria à son tour un vieil homme en se penchant sur le corps.

Tous s'approchèrent et, voyant le sang couler sur le sol, s'efforcèrent de porter secours au blessé. Ce fut en vain ; il avait cessé de vivre : le poignard avait perforé le poumon. En un instant, Jost Muheim avait perdu tout son sang.

Toute la bande, alors, cherchant où avait passé Moses, s'élança dans la maison en vociférant. Dans la première chambre, une chandelle brûlait sur une table. Elle menaça de s'éteindre quand ils ouvrirent la porte avec violence, car l'autre porte vis-à-vis, donnant sur la galerie, était ouverte. La petite flamme vacilla et le suif fondu dégoutta sur le chandelier d'étain.

— Où est le gredin ? hurlèrent les paysans.

Julia Aschwanden, à demi vêtue, se tenait près de la table. Ses bras hâlés étaient nus, et sa tête grise penchée sur la poitrine, elle tremblait.

— Où est-il ? crièrent-ils de nouveau.

Elle ne répondit point.

— Marie, mère de Dieu ! gémit-elle seulement, et elle dut s'asseoir, car ses jambes ne la soutenaient plus.

Deux des hommes allèrent vers la porte ouverte de la galerie et cherchèrent à voir dans la nuit.

— Entends-tu ? demanda l'un à l'autre.

Ils sortirent sur la galerie pour mieux écouter. Il leur sembla que des pas précipités résonnaient dans le lointain.

Rentrés vivement dans la chambre : « Il est là-bas sur le pacage », s'écrièrent-ils. Et aussitôt tous ne firent qu'un bond hors de la maison. Quelques-uns se mirent à la poursuite

de Moses, tandis que les autres portaient le corps de Jost dans la scierie et allaient annoncer partout la nouvelle de ce qui venait de se passer. Elle tomba comme une bombe dans le dernier tumulte de la fête. Joseph Lombardi, qui n'avait pas trop bu, se sentit soudain hésitant, puis il dit de sa façon impérative ordinaire :

— Pour le moment, il n'y a rien à faire, nous le retrouverons demain.

Maria et Angelina étaient déjà endormies ; Joseph réveilla sa mère, mais laissa dormir sa sœur.

V

— Que veux-tu faire ? demanda Maria Lombardi à son fils.

C'était le lendemain de la fête. Ils se trouvaient dans la chambre de famille. La scierie ne marchait pas, on n'entendait que le murmure du ruisseau. Jost Muheim reposait dans son cercueil.

Joseph Lombardi avait été dès le matin à Mariels et venait de rentrer. Son visage reflétait ce jour-là une dureté particulière, des lignes barraient ses joues et creusaient les coins de sa bouche. « Ce serait pour moi un miracle si nous ne le trouvions pas. » Le ton tranchant de ces paroles s'accordait avec l'expression de son visage. Ses allures, par contre, dénotaient une extrême vivacité ; il gesticulait de la main en donnant ses explications, allait et venait dans la pièce d'un air excité. Il décrivit à sa mère en détail les préparatifs faits, de concert avec les autorités du village, pour s'emparer du meurtrier.

Il était encore au milieu de son récit, lorsqu'Angelina entra. Elle portait une robe noire qu'elle avait mise par hasard, et dont la large échancrure laissait gracieusement ressortir le cou. Ses cheveux étaient enroulés autour de sa tête, mais de petites boucles s'en détachaient par derrière, retombant sur la nuque, tandis que d'autres flottaient légèrement autour des tempes. Ses grands yeux gardaient des traces de larmes récentes. Elle

entra dans la chambre de son air ordinaire, paisible et modeste, alla jusqu'à la place où était sa mère et écouta Joseph.

— C'est pour moi un devoir d'honneur de leur donner mon appui, ou mieux encore de marcher à leur tête, afin d'attraper ce vaurien, disait-il justement. Il a poignardé notre domestique.

Il se remit à arpenter la chambre d'un pas fiévreux :

— Ne l'ai-je pas toujours dit ? N'a-t-on pas toujours affirmé dans le village qu'il ferait un mauvais coup?... Soudain, sa colère éclata : Nous l'attraperons, dussions-nous en crever ! s'écria-t-il.

En disant ces mots, il se frappait la poitrine. Il semblait attribuer à cet acte la plus haute importance et se dire à lui-même, avec un sentiment de fierté, qu'il était l'homme désigné pour tout mener à bien.

Angelina, une de ses mains potelées appuyée sur la table, regardait son frère en colère avec une expression mi-inquiète, mi-résolue.

— Ne fais pas cela. dit-elle doucement.

Sa voix était méconnaissable, tant elle résonnait profondément.

Joseph se retourna vers elle : « Que dis-tu ? » demanda-t-il visiblement étonné, ne sachant pas tout d'abord de quoi elle parlait.

— Tu ne dois pas mettre tant d'ardeur à faire du mal à Moses, expliqua Angelina toujours du même ton.

La colère enflamma le visage de Joseph.

— Comment ? s'exclama-t-il, tu prends encore sa défense !

Les doigts tremblants d'Angelina traçaient sur la table des dessins imaginaires.

— J'ai toujours dit que vous le pousseriez à bout, reprit-elle en s'avancant vers Joseph, les yeux levés bravement sur lui et le regardant en face. Cela devait arriver fatalement, vous n'avez eu tous ni trêve ni repos que cela ne finît ainsi, Jost encore moins que les autres.

— Tu n'y comprends rien ! repartit Joseph, que la colère empêchait d'en dire davantage. Et il fit mine de vouloir s'avancer vers la porte.

Angelina se plaça vivement devant celle-ci, le regard toujours dirigé vers son frère, mais avec une expression que ni lui ni sa mère n'y avaient encore jamais vue, bien que la jeune fille s'efforçât de rester calme.

— Je t'en prie, Joseph, supplia-t-elle, cherche à agir dans le village de telle sorte que Moses ne soit pas poursuivi. Laissez-le courir. Il est assez malheureux, condamné à s'enfuir sans savoir peut-être vers quel coin du monde diriger ses pas.

La surprise paralysait les esprits de Joseph. Il dit enfin :

— Je crois vraiment que je ne m'étais pas trompé : tu as une amourette avec Moses, tu es....

Ici la mère l'interrompt, de la table où elle était assise :

— Ne vous disputez pas ! ordonna-t-elle ; et se tournant vers Angelina elle ajouta d'un ton sévère : Un homme tel que Moses ne mérite point de pitié ; j'ai pris patience longtemps avec ces gens, mais je crois maintenant moi-même qu'ils sont d'une race maudite.

L'émotion d'Angelina allait croissant. Regardant tour à tour sa mère et son frère, elle s'exclama :

— A présent, il est facile de lui jeter la pierre. Mais vous oubliez tout ce qu'il a dû supporter pour en arriver là.

— Qu'est-ce qui te prend ? lui objecta M^{me} Maria.

Sans se déconcerter, la jeune fille donna enfin libre cours à ses sentiments intimes. Elle laissa échapper des paroles fougueuses, empreintes d'une indignation longtemps comprimée :

— J'ai tout vu depuis que j'étais une petite enfant, j'ai tout pressenti avant même de pouvoir bien comprendre, et la lumière ne s'est faite que peu à peu. J'y ai pensé jour et nuit, et cela m'a fait trembler d'angoisse ici, ici, au fond de moi-même, lorsque j'ai vu que pas un de vous ne comprenait Moses, que pas un n'avait même un atome de patience ou de bon vouloir pour lui. Tout ce que j'ai pu dire n'a servi à rien. Personne ne

m'a écoutée, pas même vous. Ainsi vous l'avez rendu méchant à à force de railleries, d'injures, d'avanies ; vous l'avez réduit aux abois, comme un animal traqué par les chiens, qui ne trouve pas d'issue pour s'enfuir et doit se défendre comme il peut.

Elle dut s'arrêter pour reprendre haleine tant elle était émue.

— Pouvez-vous comprendre cela ? dit Joseph à sa mère. Puis, s'adressant à Angelina, il ajouta : Si tu n'étais pas ma sœur, je te dirais : « Ferme ton bec ou voilà la porte ! »

— Je ne m'en irais pas si facilement aujourd'hui, Joseph, répliqua-t-elle d'un ton menaçant. J'ai vécu moi-même tout ce que Moses a vécu et cela m'a transformée... lentement, lentement. Vous ne l'avez peut-être pas remarqué, mais c'est ainsi. Je ne suis plus patiente, ni bonne, ni douce, comme vous m'en avez tant de fois fait honneur. Je suis telle que Moses, à présent ! Je me défends comme lui, je....

— Assez ! interrompit brusquement Joseph. Tout peut encore ici s'arranger. Il y aura bien moyen, j'imagine, de te faire revenir à la raison.... Mère, débrouillez-vous avec elle ! cria-t-il à Maria en faisant le mouvement de quitter la chambre.

Angelina lui barra le passage une seconde fois.

— Laisse Moses s'enfuir, insista-t-elle haletante. Elle était toute métamorphosée et avait l'air presque sauvage.

Joseph la repoussa brutalement avec une exclamation d'impatience et sortit.

Maria Lombardi s'était levée.

— Je ne sais pas ce que tu as, dit-elle à sa fille.

— Je veux lui porter secours, je ne souffrirai pas qu'on lui fasse du mal, répondit Angelina d'un ton décidé. Peu lui importait le tort qu'elle se faisait à elle-même en cette minute, immobile devant sa mère, les bras croisés.

— As-tu une liaison avec lui ? demanda Maria.

— Oui, avoua la jeune fille avec la même vivacité. Mais quand même il n'en serait rien....

M^{me} Maria, à ces mots, reprit son aplomb.

— C'est une folie ! s'exclama-t-elle, je t'ôterai cette idée de la tête.

Elle gronda, prêcha, dépeignit à Angelina sa conduite sous les plus noires couleurs. Celle-ci entendait à peine ce que sa mère lui disait. Elle resta d'abord un bon moment appuyée à l'une des parois de la chambre, les mains jointes derrière le dos, le regard fixé sur le sol, un pli récalcitrant au coin de la bouche, ayant le sentiment que sa mère et son frère étaient à cent lieues d'elle. Le monde était méchant, elle le haïssait et une voix intérieure criait en elle : « Est-il possible, ô hommes, que vous soyez si injustes ? » Et son âme innocente se détournait de ces hommes, moitié inconsciemment, moitié sous l'empire de la colère. Sa mère parlait encore qu'elle se glissa le long de la paroi et sortit silencieusement de la chambre.

Mais si Joseph et M^{me} Maria croyaient qu'elle ne tarderait pas à reprendre son aimable soumission d'autrefois, ils se trompaient. Ce fut la figure pâle et les lèvres opiniâtrement closes qu'elle parut ce jour-là aux repas. Ils parlèrent peu, d'ailleurs. Joseph était cassant, acerbe, et M^{me} Maria elle-même montrait son mécontentement. Angelina répondait d'un ton bref et calme.

— Tu ne t'aviseras plus de courir chez M^{me} Aschwanden, lui intima Joseph après le souper en se préparant lui-même à aller encore une fois au village.

Angelina quitta la chambre sans répondre.

— Elle n'aura pourtant pas cette audace ! dit Joseph exaspéré en s'adressant à sa mère.

Mais celle-ci sentit vibrer en cet instant au fond de son cœur l'amour qui lui rendait sa fille aussi chère que son fils, et elle fut blessée du ton rude de ce dernier.

— Laisse faire le temps, dit-elle ; tu n'as pas besoin de la traiter comme une servante.

Il prit une mine renfrognée. Puis il raconta vivement, avec son exubération bruyante, qu'ils étaient tous convaincus que Moses n'avait pas quitté les environs de Mariels. Il devait rôder

ça et là quelque part dans les montagnes. Le garde-forestier et son aide s'étaient déjà mis à sa recherche ; la police était également à ses trousses ; et lui-même voulait passer toute la journée du lendemain à lui donner la chasse, avec un certain nombre de villageois, si le vaurien n'avait pas été découvert jusque-là.

M^{me} Maria l'approuva. Elle lui donnait raison sur ce point, que le meurtrier devait être emprisonné. Bientôt après Joseph quitta la scierie.

Dès qu'il fut parti, Angelina alla ouvertement, sans regarder autour d'elle et sans rien demander, chez Julia Aschwanden. La nuit était sombre et sans étoiles, telle que la nuit précédente. Toutefois le dégel avait cessé, le ciel était plus noir, le clair de lune obscurci par les nuages. Julia était assise dans la chambre, tout près de la porte fermée de la galerie, lorsqu'Angelina entra. Une chandelle brûlait encore sur la table, Julia ayant oublié la lampe suspendue au plafond. Elle était inoccupée, repliée sur elle-même, la tête appuyée contre le vitrage, les mains jointes sur ses genoux. Elle paraissait avoir froid, car son corps amaigri tremblait.

Angelina était déjà dans la chambre quand Julia releva lentement sa tête fatiguée et regarda autour d'elle. Son visage, de même que toute sa personne, semblait rapetissé. Il était jaune, et ses yeux avaient une expression de violent chagrin et de désespoir.

— N'est-ce pas la main du malheur ? demanda-t-elle à Angelina de sa voix rauque et profonde.

— Il n'y a que dureté impitoyable dans le monde, répondit la jeune fille.

Julia ne put s'empêcher de la regarder plus attentivement, tant la nature si bienveillante de sa petite amie paraissait changée.

— Il n'y peut rien, continua celle-ci en s'asseyant près de la table.

Les deux femmes poursuivirent un instant une conversation étrange, en courtes phrases, à bâtons rompus, où elles se remémo-

rèrent réciproquement tous les incidents qui, depuis la jeunesse de Moses, avaient préparé à la longue ce qui venait de se passer.

— Voyez-vous, conclut Angelina, cela ne pouvait finir autrement. Et ils ne l'ont pas voulu autrement, ici, dans le village.

Elle achevait à peine ces paroles, qu'une pierre fit résonner la vitre. Julia poussa un léger cri. Puis elles ouvrirent la porte, sortirent sur la galerie de bois, et regardèrent en bas. Il faisait trop sombre et elles ne virent rien, sinon les branches noires de l'arbre. Elles n'osaient demander qui était là, lorsque tout à coup s'éleva un appel émis avec précaution :

— C'est moi, mère !

Elles se regardèrent, puis rentrèrent doucement dans la chambre. Soudain, Julia demeura immobile.

— Toi ? demanda-t-elle.

Angelina devinait ce qu'elle pensait : « Il ne vous a pas dit qu'il... nous... » Mais de même que Julia n'avait pu articuler tout haut cette question : « L'aurais-tu trahi ? » de même cet aveu : « Je l'aime » ne pouvait monter aux lèvres de la jeune fille. Cependant chacune comprit l'autre. Sans rien ajouter, elles allèrent dans le corridor, aussi doucement qu'elles s'étaient glissées dans la chambre, écoutèrent d'abord si rien ne bougeait dans la rue, puis tournèrent autour de la maison du côté du passage.

Moses se tenait serré contre la muraille, à demi vêtu, tel qu'il s'était enfui la veille. Il ne paraissait pas abattu, mais inquiet, et ses mouvements avaient quelque chose de sauvage, de passionné. Sa première parole fut : « A présent, c'est passé ! » Ces mots résonnèrent comme si son acte eût été inévitable. Il ne parut nullement surpris de la présence d'Angelina, qu'il avait tout de suite reconnue, il n'eut pas le moindre effroi en l'apercevant derrière sa mère.

— Faites-moi un paquet de mes hardes, vite ! dit-il à celle-ci ; mes habits, quelque chose à manger. Puis apportez-moi mes

armes militaires. Vous trouverez les cartouches dans mon armoire.

La femme ne proféra pas un mot. Depuis que Moses avait atteint l'âge d'homme, elle s'était subordonnée à lui, tout naturellement, sans même s'en apercevoir. Elle rentra à pas de loup dans la maison, d'une allure qui n'avait plus rien de sa légèreté cadencée d'autrefois ; son pas était traînant, le chagrin alourdissait ses membres.

Angelina et Moses restèrent un moment silencieux l'un près de l'autre. Le jeune homme se tenait les yeux baissés devant sa compagne, attendant qu'elle parlât la première.

— Que veux-tu faire ? demanda-t-elle doucement.

— Ils ne me mettront pas en prison !

— Tu vas partir ?

— Ne vois-tu pas comme ma mère est faible ? Le chagrin achèvera de la rendre malade si je ne viens pas la voir quelquefois.

Angelina tressaillit, terrifiée :

— Tu ne peux faire cela ; ils te pourchasseront partout, dit-elle.

— Je suis assez fin pour déjouer leurs plans.

— Non, non, insista-t-elle, très émue. Il faut que tu partes, que tu ailles loin, bien loin, où personne ne te connaisse. Je te promets de veiller sur ta mère.

Elle s'approcha de lui et, emportée par son angoisse, lui saisit le bras.

Il la repoussa en la regardant d'un air singulier.

— Tu ne dois pas me toucher, dit-il, les yeux étincelants ; tu sais ce que j'ai fait.

Mais elle le tint ferme, se pressant contre lui. Il abaissa les yeux sur elle, étonné, s'efforçant doucement de dénouer ses mains.

— Retourne à la maison, Angelina, dit-il en même temps de sa façon fruste, tout absorbé en lui-même.

— Ne me repousse pas, supplia-t-elle.

Il sentait sa respiration haletante, et devina que la même

agitation, la même hardiesse irritée plus forte que toute loi étaient en elle comme en lui. Involontairement, il se sentit dominé par son amour pour elle, l'amour l'emporta sur toute autre considération. Il la retint des deux mains.

— Je sais ce que tu éprouves, murmura-t-elle, j'ai partagé tous tes sentiments et je... il me semble que nous avons les mêmes pensées. A présent tout est égal ! Il n'y a plus aucune espérance ! Je ne puis plus voir les hommes qui n'ont cessé de te tourmenter, et la colère me ronge.

Elle avait toujours été l'unique créature qui l'eût compris. Ce fut l'instant le plus important de la vie de Moses Aschwanden, le moment où il oublia tout. Si les gens de Mariels fussent survenus alors, il leur aurait souri et se serait laissé enchaîner le sourire sur les lèvres. Quelque chose de grand venait de se passer en lui.

Au bout de quelques minutes, la raison lui revint.

— Je ne t'oublierai jamais, Angelina Lombardi, dit-il en lui pressant fortement la main.

Puis il prit la tête de la jeune fille entre ses mains, comme si elle eût été encore une enfant, et la baisa sur le front. Ensuite il lui expliqua ce qu'il comptait faire :

— Voici le printemps, l'été est long. Jusqu'à ce que la neige revienne sur les montagnes, je pense me cacher là-haut. Je n'ai pas couru en vain tous les massifs, j'en connais les moindres coins. Je viendrai quelquefois voir ma mère. Je réfléchirai à ce que je ferai plus tard.

Angelina essaya plusieurs fois de combattre ses projets et le conjura de fuir hors du pays. Mais tout fut inutile ; les yeux dans ses yeux, il répondit :

— Je ne pars pas, à présent moins que jamais.

Elle comprit qu'il pensait aussi à elle-même. La mère revint à ce moment, portant un lourd paquet. La douleur contractait son visage. Son fils lui expliqua ce qu'il venait de dire à Angelina. Elle n'y fit aucune opposition et se contenta de gémir sourdement, la tête inclinée sur sa poitrine.

— Marie, Mère de Dieu, comment cela finira-t-il ?

— Ils ne m'approcheront pas, dit Moses d'un air menaçant, animé derechef de l'audace irritée dont toutes deux l'avaient fait sortir un moment.

La mère s'appuya au mur de la maison en sanglotant avec tant de violence qu'Angelina craignit qu'elle ne tombât.

Des pas se firent entendre dans la rue.

Les deux femmes retinrent leur souffle et Julia essuya ses larmes. Moses toucha légèrement de la main l'épaule de l'une, puis de l'autre, en guise d'adieu, et disparut dans l'obscurité. On n'entendait point ses pas, tant il marchait avec précaution et doucement. Elles se tinrent elles-mêmes immobiles, s'effaçant contre le mur. Angelina prit le bras de Julia et sentit qu'elle tremblait.

Mais les pas qu'ils avaient entendus ne s'approchèrent pas de la maison ; le promeneur nocturne devait s'être dirigé vers la scierie et Angelina crut deviner que c'était Joseph. Un pli creusa son front ; il n'y avait plus, dans son cœur, d'amour pour ce frère qu'elle avait tant aimé. Et sa mère... sa mère ? Tous ceux qui lui avaient été si proches étaient maintenant loin d'elle ! Elle eut peur d'elle-même, mais ce ne fut qu'un éclair : quelle transformation s'était donc opérée dans son for intérieur ?

ERNEST ZAHN.

(La fin prochainement.)



VARIÉTÉS

MARIAGE DE PRINCE

Les archives de Genève conservent une lettre de Georges III, roi d'Angleterre, annonçant aux « magnifiques seigneurs syndics » de la petite République le mariage du duc d'York, son fils. Cette lettre, écrite en latin, est datée du 12 octobre 1791. Elle rapporte que le mariage a été célébré à Berlin le 29 septembre et demande aux Genevois de s'associer au bonheur de l'auguste père de l'époux.

Il est très vraisemblable qu'ils s'y intéressèrent. Genève, libre et souveraine, entretenait alors directement les plus cordiales relations avec l'Angleterre. Son gouvernement avait noué les rapports les plus étroits avec l'ambassadeur du roi près les Cantons suisses, qui ne séparait pas, dans son action diplomatique, Genève des Cantons. Le roman même du duc d'York, ce que l'on savait de ses démêlés avec Georges III, avec sa mère, la reine Charlotte, ses duels, ses procès, toute cette vie de jeune homme vouée au jeu et aux paris, retenait l'attention de ceux qui voyaient en lui le souverain éventuel de la principale puissance de religion réformée.

Le mariage du duc d'York avec Frédérique-Charlotte, princesse royale de Prusse, ordonné par le roi, était conforme à la loi anglaise déclarant nulle l'union d'un prince du sang avec une femme de religion catholique ; sa descendance pourrait avoir accession au trône, chose importante, car, aux yeux de la loi, le mariage d'ailleurs secret du prince de Galles, héritier

présomptif de la couronne, était sans valeur, M^{me} Fitzherbert, son épouse, n'ayant pas abjuré le catholicisme.

Ce mariage secret, les discussions qu'il suscita, les drames politiques et moraux auxquels il donna naissance viennent de nous être contés avec autant d'autorité que de bonne grâce par M. W.-H. Wilkins¹, qui avait reçu de S. M. Edouard VII l'autorisation de consulter des documents jusqu'alors soigneusement tenus dans l'ombre par la Couronne.

I

Le marquis de Zetland possède un portrait du prince de Galles, le futur Georges IV, par Gainsborough. Accoudé sur l'encolure de son cheval, la silhouette élégante, le costume d'une simplicité recherchée, le prince attire par ses traits juvéniles, réguliers et souriants. Ce que le peintre n'a pu rendre, les contemporains nous l'ont rapporté et l'une des admiratrices de Georges IV, Mary Robinson, au surnom prédestiné de Perdita, s'étend avec complaisance dans ses *Mémoires* « sur les grâces de sa personne, la douceur irrésistible de son sourire, la tendresse de sa voix à la fois musicale et virile, le raffinement séduisant de ses manières. » Bon cavalier, par ailleurs ; escrimeur redoutable ; avec cela, fort bien doué pour les arts. Un prince charmant.

Si charmant qu'il paraissait né pour l'aventure et que le roman. s'il n'enrubanna point son berceau, vint, dès l'adolescence, le surprendre de ses lacs tour à tour de soie et de corde. Ses amis, une compagnie dissipée, la dureté du roi son père précipitèrent sa jeunesse dans un tourbillon de folies, et, lorsqu'il aspira à en sortir, la main frêle de M^{me} Fitzherbert, habile à bander les plaies, se trouva impuissante à sauver ou à retenir.

Maria, veuve à dix-huit ans du châtelain de Lulworth, Edouard Weld, et, à vingt-cinq, de M. Fitzherbert, était de religion catholique comme, d'ailleurs, ses deux époux. Dotée d'une

¹ *Madame Fitzherbert et Georges IV.* In-8° illustré. Paris, Perrin, 1913.

grande fortune par son second mari, elle vint habiter à Richmond la célèbre villa construite jadis par Georges II pour M^{me} Howard. Blanche comme neige, la petite maison de marbre dominait des pelouses fuyant en pente douce vers la Tamise ; des buissons fleuris couraient au-devant de grottes appelant le silence. Mais la beauté est ennemie de la solitude : pressée par ceux qui l'entouraient d'habiter Londres, M^{me} Fitzherbert gagna la capitale où elle conquist immédiatement tous les suffrages. « Son abondante chevelure qu'elle portait au naturel, en dépit de la mode, était d'un blond d'or pâle, son teint d'une fraîcheur de rose sauvage. Elle avait les yeux brun clair, la taille infiniment gracieuse. Mais ce qui séduisait plus encore que ses perfections physiques, c'était son humeur enjouée, sa simplicité faite de franchise et de bonté, avec un charme indéfinissable qu'elle conserva toute sa vie. » Les plus brillants partis s'offrirent à elle ; Maria les écarta d'un sourire. Elle ne devait pas résister au prince charmant. Encore celui-ci dut-il avoir recours à la ruse pour l'obliger aux fiançailles : il feignit, devant témoins, de se suicider, jura de renouveler sa tentative si Maria ne promettait pas de l'épouser, et lorsqu'elle s'enfuit devant l'amour comme on fuit devant le malheur, il réussit à la conquérir par une tendresse chevaleresque. Un jeune vicaire, le révérend Robert Burt, consentit à les unir secrètement, malgré la loi, devant deux assistants. Pour ne pas porter atteinte aux droits du prince à la couronne, Maria s'engagea à ne rien révéler du vivant de son époux. Les ordonnances de 1689 étaient strictes : nul prince n'était apte au gouvernement du royaume en cas d'alliance catholique, « non plus que s'il était mort. »

Si Georges avait été l'homme loyal et désintéressé que Maria avait entrevu à l'heure de ses indécisions, leur existence, faussée au point de vue politique, pouvait trouver des jouissances profondes dans une vie commune et des aspirations semblables. Mais le prince de Galles ne sut pas sacrifier son ambition à son amour. Sans doute, il tenta de faire agréer Maria par le roi. Celui-ci se montra intraitable. Il ignora l'épouse pour ne voir en elle que la maîtresse éloignant son fils d'un mariage ré-

gulier avec l'une des princesses allemandes qu'on lui destinait. Georges se rabattit sur ses familiers : il exigea pour Maria les honneurs dus à la femme légitime du « premier gentilhomme de l'Europe », — sans avoir cependant le courage d'avouer cette légitimité. Lui-même l'entourait de soins empressés et il devait retirer de son admiration pour sa « rose blanche » l'avantage d'une transformation de caractère, d'habitudes, de conversation.

Ce fut la lune de miel. Maria régnait en souveraine au palais Carlton, résidence du prince de Galles. Elle groupa autour d'elle ce que la société anglaise avait de plus brillant par la beauté et par l'esprit. A côté de la duchesse de Devonshire, achetant les votes d'un baiser, mais fine, sensible, adorable, la duchesse de Cumberland, spirituelle et coquette à souhait. Ses yeux, les plus langoureux du monde, jouaient sous des cils longs d'une aune ; Horace Walpole, qui ne l'aimait guère, lui reconnaît une expression ensorcelante et une animation enchantresse. C'était encore Lady Melbourne, à entendre Byron la femme la plus intelligente qu'il ait connue ; Lady Clare, la séduisante épouse du grand-chancelier d'Irlande ; M^{me} Sheridan, — la célèbre cantatrice Elizabeth Kinley. Les hommes ? Fox, gros, lourd, négligé, débauché, et surtout fidèle, généreux, épris d'un idéal politique qu'il ne trahissait pas ; Burke, l'éloquent auteur des *Réflexions sur la Révolution française* ; Francis, polémiste de renom ; Grey, froid, minutieux, pédant, orateur en vue et, par la suite, premier ministre ; l'élégant Windham et le bel Erskine ; Sheridan surtout, célèbre déjà comme littérateur et comme politicien, d'un esprit étincelant et d'une inaltérable bonne humeur.

« Reine des cœurs », écrit M. Wilkins à la suite d'un contemporain de Maria ; reine des cœurs, élue par l'admiration de tous, reine des cœurs éblouissante, recevant les hommages de ceux de ses compatriotes qui avaient pu l'apprécier et des étrangers désireux de connaître par elle une cour à côté de la cour. Reine des cœurs, mais si éloignée du trône.... Pourtant la régence qui échut au prince de Galles pendant la folie de Georges III eût

autorisé toutes les convoitises : M^{me} Fitzherbert, volontairement, demeura à l'écart ; avant les honneurs, elle plaçait l'honneur, que tant d'intérêts s'efforçaient de lui ravir.

II

Les intérêts et les hommes. Il y eut cette infamie : Fox, pour sauver le parti du prince opposé à celui du roi, affirmant à la Chambre que le mariage n'avait jamais eu lieu et qu'il était autorisé à le certifier. Pour M^{me} Fitzherbert, liée d'après sa religion et incapable de supposer une idée différente dans l'esprit du prince, le coup fut terrible. En vain Sheridan, reprenant la question devant la Chambre, apporta-t-il un tempérament à la déclaration de Fox : Maria avait pris la décision de rompre toute relation avec Georges. Les supplications du prince demeurèrent sans effet et il fallut qu'une grave maladie appelât à son chevet l'épouse reniée pour que celle-ci, attendrie et confiante, pardonnât. Réconciliation passagère. Quelque chose de très grave et de très doux s'était brisé. Sans doute, les étés de Brighton reprirent comme par le passé, mais plus tumultueux et plus vains. Georges, désireux de s'étourdir, retrouvait les compagnies dissipées de son adolescence : Lord Barrymore, à la fois polisson et gentilhomme, « aussi connu du public de Saint-Giles que des habitués du palais Saint-James » ; le duc de Norfolk, célèbre pour sa gloutonnerie ; le duc de Queensberry, le plus pervers des vieux viveurs ; le duc d'Orléans.... Et Maria, au retour de son mari, se voyait parfois contrainte, épeurée, de se réfugier sous un sofa. « Alors le prince, qui trouvait la plaisanterie bonne, fourrageait avec son épée dans tous les coins jusqu'à forcer la malheureuse à sortir de sa cachette¹. » Les dettes vinrent jeter leurs appels sinistres au milieu du désarroi moral du couple princier. Une catastrophe était imminente. Il fallut aviser.

Le mauvais génie de Georges avait placé sur sa route la comtesse de Jersey, déjà grand'mère lorsqu'il succomba à ses artifices. Passionnée, belle, intrigante surtout, Lady Jersey pensa

¹ *Journal of Thomas Raikes.*

obtenir du roi le paiement des dettes du prince si celui-ci s'engageait à renoncer à M^{me} Fitzherbert. Au mois de juin 1794, une lettre de Georges, dénonçant une rupture définitive, vint atteindre celle-ci en plein cœur. Six semaines plus tard, elle apprenait le mariage de l'héritier de la couronne avec Caroline, princesse de Brunswick.

Georges ne devait pas être plus fidèle à Caroline qu'il ne l'avait été à Maria. « Toutes les Allemandes se valent », s'était-il écrié lorsqu'on lui avait proposé une alliance avec la princesse de Brunswick, ou Louise, princesse de Mecklembourg-Strelitz. Son attitude égarée et désespérée pendant la cérémonie nuptiale avait été remarquée ; sa vie conjugale fut réduite aux rapports les plus conventionnels ; et Caroline, il faut le reconnaître, ne fit rien pour s'attirer l'affection du prince. En 1796, malade de nouveau, Georges écrit ses dernières volontés, et c'est Maria, sa « femme aimée », sa « véritable épouse », qu'il institue son héritière. Guéri, il abandonne Caroline et supplie Maria de redevenir son épouse.

M^{me} Fitzherbert ne pouvait accepter qu'une situation conforme à son honneur et à ses croyances. La famille royale, — les souverains exceptés, — témoin de l'incompatibilité d'humeur qui régnait entre le prince et Caroline, pressait Maria d'accéder aux vœux de Georges. Elle ne voulut point y consentir avant d'avoir l'autorisation du pape, et, lorsqu'elle l'eut obtenue, quelques années d'un bonheur conquis dans la souffrance s'ouvrirent pour elle.

Elle devait payer chèrement cette double erreur : un mariage contraire aux lois anglaises, une réconciliation prêtant à tous les soupçons. Ce fut elle qui, après avoir constaté une nouvelle incartade du prince, refusa de le revoir. Elle se montra dès lors inflexible. Lui-même, assoiffé de popularité, à la veille de reprendre la régence, oubliait l'amour rayonnant de celle dont la princesse de Galles, chassée du palais royal, disait volontiers : « C'est elle qui est la vraie femme du prince ; il est bien regrettable qu'il ait jamais rompu avec cette excellente personne¹. »

¹ *Diary illustrative of the times of George IV*, par Lady C. Bury.

Et le temps passa. De régent, Georges était devenu roi. Sa beauté d'antan, son élégance, son esprit avaient fait place aux infirmités. Goutteux, hydropique, frappé de cécité intermittente, il était nerveux et irritable à l'excès. Dans ses divagations, il appelait Maria, mais sa voix demeurait sans écho, et lorsque, à l'heure de la mort, il reçut d'elle une lettre, il était trop tard pour qu'il y pût répondre. Pourtant, il conserva jusqu'au dernier moment assez de lucidité pour demander à Wellington, l'un de ses exécuteurs testamentaires, que rien de ce qu'il pourrait avoir sur lui ne fût retiré au moment de l'inhumation. Et lorsque la mort fut consommée, Wellington, demeuré seul auprès du cercueil ouvert, remarqua un ruban noir très usé, passé au cou du défunt et retenant sur sa poitrine le portrait en miniature de M^{me} Fitzherbert.

Guillaume IV, mieux que Georges, sut reconnaître ce qui était dû à cette femme, à cette veuve de soixante-treize ans. Il lui proposa toutes les réparations en son pouvoir avec un titre de duchesse, et, devant son refus, exigea qu'elle adoptât au moins sa livrée. Pendant les huit années qui lui restèrent à vivre, M^{me} Fitzherbert fut entourée de considération. Elle avait conservé sa bonne grâce et de l'entrain. Elle jugeait les hommes, leurs actions et leur politique avec un esprit aiguisé par l'expérience. N'est-ce pas de Talleyrand, ambassadeur à Londres en 1831, qu'elle disait : « Il connaît les hommes et les mène à son gré. Les gens du commun prétendent qu'il va tous les soirs à minuit dans le Regent's Park pour s'entretenir en secret avec le diable. » Le comte de Morny louait la conversation de M^{me} Fitzherbert autant que le luxe seigneurial de sa maison. Sa mémoire, liée à de nombreux souvenirs pour le peuple anglais, sombra avec la période georgienne lors de l'avènement de la reine Victoria qui devait rendre à la monarchie britannique un prestige singulièrement compromis par la conduite de Georges IV.

EDOUARD CHAPUISAT.

DE LA RELIGIOSITÉ DE LAMARTINE

Feuilletant l'autre jour un petit volume, aujourd'hui presque introuvable, de souvenirs d'un ancien préfet de la monarchie de Juillet¹, j'y ai trouvé, sur Lamartine, des réflexions curieuses, mais acerbes et de parti pris. Certes, le fonctionnaire gouvernemental n'avait pas eu à se louer des procédés politiques de son célèbre administré de Saône-et-Loire, et il l'avoue sans détour, en ajoutant qu'il n'a jamais ressenti de sympathie pour l'homme, qu'il a pu « voir et apprécier de très près. »

Mais il ne s'agit pas ici de politique; c'est sur le chef de la religiosité que le verdict de M. de Barthélemy — tel est le nom du préfet anonyme — nous intéresse particulièrement. Malgré « les aspirations les plus chrétiennes » de certaines poésies de Lamartine son juge exprime l'avis que « leur auteur n'avait pas plus de conviction en religion qu'en politique. » Un dimanche, dans la principale église de Mâcon, le préfet se trouva placé non loin de Lamartine. « Je ne pus m'empêcher de remarquer sa tenue, écrit-il. Debout, sa taille élevée attirait tous les regards; sa tête tournait de tous les côtés, ses yeux mobiles comme elle, son air distrait et ennuyé, tout indiquait un homme qui ne pensait nullement au lieu où il était et songeait uniquement à l'effet qu'il produisait. A quelques jours de là, un ami qui avait été élevé avec M. de Lamartine, entendant mes réflexions à ce sujet, se mit à rire et me dit : « Je connais » Lamartine depuis qu'il est au monde; il n'a jamais cru à » aucune religion. C'est tout au plus s'il croit en Dieu; je n'en » suis pas bien sûr. »

¹ *Souvenirs d'un ancien préfet*. Paris, Dentu, 1886.

L'assertion est surprenante. Elle renferme d'ailleurs une grande injustice et démontre une connaissance très superficielle et du poète et de l'homme d'Etat. Croyant dans le sens strictement orthodoxe du mot, Lamartine ne le fut probablement jamais, même adolescent et au plus fort de ses crises farouches de mysticisme après la mort de M^{me} Charles (Elvire). Il avait des penchants plus ou moins prononcés pour la doctrine panthéiste, et ne s'en défendait point outre mesure. Cependant ses critiques les plus autorisés ne sont pas invariablement d'accord pour reconnaître les hérésies dans son œuvre lyrique d'avant la publication de *Jocelyn* (1836). C'est à partir de la quarantaine, lorsqu'il est en pleine possession de son génie, que ses perceptions religieuses et philosophiques, malgré ce qu'elles auront toujours de flottant et d'indécis, deviennent le plus nettement apparentes. « La métaphysique nage dans la politique, mais plus que jamais elle couve dans mon âme et elle éclora un jour. » C'est ainsi qu'il s'exprime dans une lettre à Virieu, du 15 février 1836, alors qu'il était aux prises avec les mille complications de sa vie parlementaire. Mais en politique comme en religion — deux choses dont il n'admettait d'ailleurs point la séparation — Lamartine nous donne la preuve de cette religiosité qui est au fond de son âme, qui guide et règle sa conduite publique et sa pensée intime. S'il abhorrait l'irréligion en politique, son désespoir éclate lorsqu'il s'agit de constater ses propres infractions à la foi orthodoxe qu'il avait apprise sur les genoux de sa mère. Deux exemples entre mille qu'on trouverait dans sa correspondance intime suffiront pour nous en convaincre. Je les tire encore des lettres adressées à Virieu, l'ami de jeunesse pour qui son âme n'a pas de secret : « Me vois-tu flatter la démocratie envieuse, irrégieuse, tracassière et destructive? Non, jamais personne ne lui dit plus sévèrement qu'elle est impuissante et honteuse, à moins qu'elle ne se fasse hiérarchie et ordre; personne ne place son principe plus haut dans le ciel, au lieu de le laisser trainer dans la boue et dans le sang de ses anarchies; personne ne lui répète davantage qu'elle

n'est respectable qu'à la condition d'être morale et religieuse dans ses instincts. » A propos de ses propres souffrances et des déceptions que la vie lui prodigue, il s'écrie : « Je ne me console qu'en priant Dieu souvent et toujours, mais la langue directe me manque ; je le prie dans la langue mystérieuse et indirecte qui s'adresse partout et à tout, mais qui ne regarde aucun point, comme un aveugle qui parle à quelqu'un qu'il ne voit pas. »

« A l'historique de la psychologie religieuse de Lamartine il manque un chapitre spécial, me suis-je dit en parcourant les appréciations peu bénévoles de l'ancien préfet de Mâcon. Hélas ! pour l'entreprendre il faudrait des documents intimes complétant et amplifiant les épanchements épistolaires de la correspondance avec Virieu. »

Coïncidence étrange, mon vœu se trouva exaucé à demi dès le lendemain par la publication de quelques fragments du journal inédit de Jean-Marie Dargaud. Avec les matériaux précieux qu'il avait à sa disposition, M. Jean des Cognets a composé un volume du plus haut intérêt psychologique, et qui offre un nouveau point d'appui aux études dans ce domaine si complexe qui s'appelle la science de l'âme¹.

Dargaud, esprit autoritaire, aux théories nettes et positives, était l'antithèse de Lamartine. Ce nonobstant — peut-être à cause de la divergence même de leurs caractères — une amitié subite, étroite et durable s'établit entre ces deux hommes si dissemblables, amitié qui ne devait s'éteindre qu'avec la vie. Pendant dix-huit ou vingt ans, Dargaud accompagnait presque tous les jours, tant que durait la session parlementaire, son ami dans sa promenade de l'après-midi au Bois de Boulogne, et chaque automne le trouvait installé pour un long séjour soit à Saint-Point soit à Monceau. Entré dans la vie du poète au moment critique où celui-ci abandonnait la diplomatie pour s'engager dans la politique, l'influence intellectuelle qu'il ne cessa d'exercer sur Lamartine fut considérable. Très dévote,

¹ *La vie intérieure de Lamartine*. Paris, *Mercure de France*, 1913.

M^{me} de Lamartine ne pardonnait pas l'empire que prit en ce qui touchait aux choses religieuses le gnostique que fut Dargaud. Elle le considérait, affirme M. des Cognets, comme le mauvais ange de son mari. Lamartine lui-même a laissé un témoignage éclatant de la confiance inébranlable qu'il mettait en l'homme qu'il aurait voulu pour biographe : « Votre cœur et votre intelligence ont été, depuis vingt ans, les pages où j'ai jeté en courant ce que je ne dis qu'à moi-même et ce qui n'a été feuilleté que par vous¹. »

Le manuscrit que laissa cet *alter ego* de Lamartine est très volumineux : 1938 pages in-4°. M. des Cognets y a choisi ce qu'il jugeait propre à nous faire apprécier l'évolution philosophique du poète homme d'Etat sous la poussée directe de Dargaud. Cette évolution, Lamartine l'avait déjà prévue lorsqu'il écrivait à Virieu : « Les années apportent *naturellement* à nos idées religieuses le complément ou les modifications nécessaires. » Or il apparaît que c'est à Dargaud plus qu'à tout autre qu'incombe la responsabilité d'avoir déterminé l'heure de ces réformes dans l'idéalisme lamartinien. Un *penseur*, au sens strictement scientifique du mot, Lamartine ne le fut ni dans le domaine de la métaphysique ni dans celui des sciences sociales. Plus intuitif que logique, quoique les idées justes, profondes et hardies foisonnassent dans son cerveau, il était incapable de s'astreindre à l'inflexible formule d'un système. Nous savons que, conseillé par Dargaud, il méditait « son testament philosophique et religieux » ; et que s'il ne fit jamais cette déclaration de principes, c'est qu'il reconnut lui-même l'impossibilité de saisir et de fixer les éléments flottants qui composaient sa philosophie religieuse ; peut-être aussi qu'il ne put jamais s'affranchir complètement de l'influence de l'école dite *théologique* à laquelle le rattachaient ses impressions d'enfance et le souvenir de la foi de sa mère. C'est Ernest Naville, sauf erreur, qui a dit que si en religion on demeure dans le domaine de la seule intelligence, on n'arrive jamais qu'à des probabilités. Or Lamar-

¹ Préface de l'édition de 1849 des *Nouvelles méditations*.

tine avait beau subordonner sa raison rebelle à sa volonté ardente de croire, il ne parvenait à se faire qu'à demi les illusions dont il avait soif : c'est lui-même qui nous l'affirme. En philosophie religieuse, il en resta donc aux *probabilités*.

Dargaud, par contre, était déiste convaincu. Mais son déisme acceptait « tout l'ensemble du spiritualisme, les lois morales et l'immortalité de l'âme. » Somme toute, la métaphysique du jeune philosophe de Paray-le-Monial n'était point de nature à effaroucher outre mesure la sensibilité de l'auteur du *Dernier chant du pèlerinage de Harold*. Il s'agissait de s'entendre, et Lamartine avait dit dès leur première conversation que ceux qui doivent s'aimer toujours se devinent vite. Donc les deux amis cherchèrent sans préambule à se comprendre pour se mettre d'accord. Sur le chapitre de la politique la chose semblait au premier abord un tantinet difficile, car Lamartine était réputé légitimiste intransigeant, tandis que Dargaud se targuait d'un libéralisme avancé.

— Je suis de la Révolution, hasarde-t-il, comme vous probablement de la Vendée.

Mais Lamartine le rassure : il n'y a pas entre eux un abîme.

— Et en religion ?

— En religion non plus.

— Néanmoins, vous êtes orthodoxe !

— Je le suis un peu des lèvres, précise Lamartine, mais je ne le suis plus guère de cœur. A vrai dire, je ne l'ai été à aucune époque.

Et sans détour, très simplement il dévoile à cet étranger d'hier ses hésitations et ses angoisses :

— Le ciel m'est témoin que j'ai vaillamment combattu pour l'être. Je me suis efforcé d'avoir la foi du charbonnier. J'avais été très malheureux. J'avais perdu un amour, l'amour le plus profond, le plus ardent de ma jeunesse. J'étais brisé de douleur. J'avais soif de religion absolue. J'aspirais à me consoler, à m'assoupir du moins. Je voulais me faire un peu de bien, et faire

beaucoup de joie à ma mère. Je voulais, j'ai voulu dix ans me reposer dans la tradition. — Vainement !

Sans se laisser émouvoir, Dargaud, tout à sa propagande, et présentant dans l'orateur qui guette la célébrité un instrument précieux pour sa cause, engage son interlocuteur à être de son siècle, à marcher avec conviction dans les rangs, ou plutôt à la tête, des novateurs politiques et philosophiques.

— Soyez un homme nouveau ! s'écrie-t-il. L'esprit qui a lutté avec votre désir, avec votre résolution, avec votre parti pris, permettez-moi d'ajouter : avec votre impiété, cet esprit de l'avenir luttera toujours et sera toujours le plus fort. Vous n'êtes que l'homme, il est le Dieu.

Et le lendemain il revient à la charge en démontrant la caducité du catholicisme dogmatique, dont il admire et vénère cependant la morale. Aussi l'idée neuve à soutenir est-elle précisément de dégager cette morale, de tirer l'or pur de l'alliage. De cet idéal c'est Lamartine qui sera le prophète, s'il consent à embrasser sans arrière-pensée la nouvelle doctrine :

— Le jour où vous vous prononcerez énergiquement pour l'esprit moderne, vous aurez tout le siècle pour armée, mais nous imposerons cette condition de nous mener où nous voulons aller.

Cependant Lamartine hésite à se lancer dans l'inconnu, à brûler ses vaisseaux. Le miroitement de ses ambitions politiques, sa pudeur poétique, un reste de scrupules orthodoxes, l'invisible présence de la chère morte, le retiennent. Il balbutie, se trouble, tempore :

— Je ne veux pas encore, peut-être voudrai-je plus tard, quand ma conviction sera mûre. Jusqu'à présent, sur le terrain religieux je ne suis pas prêt, tandis que je suis prêt sur le terrain politique. J'aborderai donc la politique avant la religion. Le rôle que vous me tracez serait inopportun. Il me constituerait comme philosophe, il me tuerait comme homme d'Etat.

L'ambition politique le tenaille. Il n'ose pas se compromettre vis-à-vis des électeurs dont il guette les suffrages futurs malgré l'échec subi à Bergues deux mois auparavant. Ses réticences et

son refus catégorique d'une phrase textuellement rédigée sur la dynastie nouvelle lui avaient alors coûté le siège de député : une trop franche déclaration de principes philosophiques pouvait bien lui fermer à tout jamais la carrière parlementaire. Il compte sur l'effet que produira sa brochure *La politique rationnelle* pour le réhabiliter aux yeux des Flamands récalcitrants. Nous en avons la preuve malgré la phrase un peu dédaigneuse dont il qualifiait sa profession de foi en écrivant à M^{me} Angebert : « Une complaisance pour des amis. »

Il ne se départira que graduellement de cette sage prudence, politique et philosophique, et jamais sans recours. A l'occasion, toutefois, dans sa correspondance privée, il se vante de *progressisme* et se déclare prêt à marcher avec son siècle, dont il n'est pas très éloigné d'accepter l'idéal. Mais lorsqu'il écrit à Virieu qu'il revient *énergiquement et pieusement au rationalisme*, nous sentons tout ce que cette dénomination a de trop précis et de trop froid pour qualifier la pensée religieuse si flottante et si mystique de l'auteur de *Jocelyn*. Rationaliste, certes, Lamartine ne le fut jamais.

Néanmoins, les effets du prosélytisme de Dargaud deviennent de plus en plus discernables. Une ou deux fois l'an, écrit M. des Cognets, Lamartine appelle à lui son directeur laïque. « Il lui dévoile ses doutes, ses scrupules et ses désirs. Dargaud monte sur le trépied, se dépense en homélies et en objurgations. Lamartine flotte, cède, puis se reprend ; il souffre. » Sa tristesse est entre Dieu et lui. « C'est le combat de l'esprit qui souffle et qui renverse dans mes vaines pensées celles que j'aurais voulu le plus précieusement conserver telles que je les avais reçues... » écrit-il à Virieu. Puis il s'exalte, et (c'est à Virieu encore qu'il s'ouvre) il devient *de plus en plus nettement et consciencieusement révolutionnaire*.

Pourtant la phrase qui suit immédiatement cette déclaration en atténue la portée trop précise : « Je ne me prononce pas encore tout à fait ; j'y mets temps, religion, examen, prudence ; puis, une fois mon parti pris, j'irai très loin. »

En attendant, Dargaud s'impatiente. Depuis cinq ans il travaille à la conversion de son ami au déisme, à l'esprit du siècle; et cette conversion il la veut éclatante; il réclame un acte de foi public, l'adhésion solennelle à la religion de la Raison. Il ne s'attendrit pas sur les angoisses de cette âme qui lutte; loin de là, il la tisonne obstinément et impitoyablement pour en faire jaillir la flamme qui consumera *le tronc stérile et les feuillages rapportés qui se flétrissent chaque jour*. Mais Lamartine se refuse, tempore, promet pour plus tard, et Dargaud discerne très bien les motifs cachés de cette résistance. Dans son journal il dépeint les pierres d'achoppement de 1838; elles seront toujours là dix et vingt ans plus tard.

« Il hésitait à défendre contre le catholicisme les droits de la révolution et de la philosophie. Sa transcendance même lui servait à voiler ses principes. Il les confessait si haut dans les généralités, qu'il était toujours plus près de l'éloquence que de la netteté et de la logique.... Quand M. de Lamartine disait : « Je » serai théosophe plus tard, lorsque j'aurai accompli mon rôle » politique », il était du moins sincère dans son intention, mais ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il n'était prêt ni avec les autres ni avec lui-même. Il avait le désir vague de tracer un livre de foi sans savoir s'il l'écrirait en vers ou en prose, et s'il étudierait avant de prendre la plume les grands métaphysiciens.... En définitive, pour publier l'évangile du déisme, M. de Lamartine était garrotté par trop de liens. Il tenait trop à sa tradition maternelle et domestique, il n'était pas assez résolu au fond de sa conscience, il n'était pas assez disposé à vendre ses châteaux, ses terres, et à partir ».

Le portrait est d'une fidélité absolue. Ni apôtre ni apostat, Lamartine resta, en matière religieuse et philosophique, un dilettante. Si, aiguillonné par Dargaud, il se déclare partisan de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la crainte *de blesser même ce qu'on veut guérir* subsiste, et affaiblit la virilité de son initiative. Toutefois, cette séparation il la désire : il croit sincèrement qu'elle sera dans l'intérêt de l'Eglise. Relisez attentivement son

admirable discours à la Chambre (26 et 30 novembre 1843). Malgré « *l'éloquente ambiguïté* » et le vague voulu du style oratoire, vous y trouverez une idée fondamentale nette et claire. Il y flétrit le concordat de Napoléon qui a fondu l'Eglise dans l'Etat, l'Etat dans l'Eglise. « Il a vendu à faux poids, déclare l'orateur. son peuple à l'Eglise, et l'Eglise ensuite à son peuple. Cette grande simonie a édifié les simples et scandalisé les vrais fidèles.... Cet acte a reculé d'un siècle, peut-être, le règne de la liberté des âmes qui s'approchait. »

Puis il passe à l'énumération des dispositions législatives créées par l'indépendance réciproque qu'il propose. Plus généreux que M. Combes, il maintient le *statu quo* du personnel et des traitements des ministres actuels des cultes jusqu'à l'extinction par décès des titulaires. Alors, l'affranchissement accompli, sans choc, et sans porter sur des individus ni sur une seule classe de citoyens immolée à un principe, « l'Eglise enseignera ce qu'elle croit, l'Etat enseignera ce qu'il pense. L'Eglise sera émancipée du gouvernement, le gouvernement émancipé de l'Eglise, la Philosophie émancipée des deux. Les âmes seront enlevées au budget et remises à leur foi et à Dieu. C'est l'état de l'Amérique, de la Belgique, et le monde voit si le sentiment religieux s'y éteint dans l'air de la liberté. »

Indubitablement Lamartine agissait de bonne foi : il croyait, il désirait, travailler dans l'intérêt même de l'Eglise, et, partant, de la religion. Mais pour une fois son instinct de vaticination se trouvait en défaut. Dargaud voyait plus clair, et visait plus loin. « On a tenté une chose qui pourrait avoir de l'avenir, écrit-il. On a demandé la séparation de l'Eglise et de l'Etat... *quelques-uns seulement savent ce qu'ils font.* Moi je le vois clairement. Le clergé le voit aussi, et il recule devant son divorce avec l'Etat et la suppression de sa subvention religieuse. Les corps ont l'instinct du bien et du mal qu'on leur réserve. *Ils sentent la mort sous les paroles caressantes.* Le clergé catholique repoussera les bandelettes et les fleurs dont on le couronne afin de l'immoler plus respectueusement. » Le philosophe déiste,

l'auteur de cette *Histoire de la liberté religieuse* qui eut son heure de célébrité, prévoyait ce qui s'est passé de nos jours : d'abord une augmentation de revenus pour les associations religieuses, puis l'apathie progressive des fidèles. « Les commissaires, les syndics de l'association orthodoxe trouveront un impôt volontaire supérieur à l'impôt forcé qui aura été aboli. Cela durera je ne puis dire combien d'années, mais, au fond, comme le catholicisme n'est guère dans les âmes, chacun diminuera peu à peu la contribution que ne lui impose pas la conscience. Le clergé rencontrera partout des cœurs froids, des mains vides. Il ne se recrutera qu'avec peine. Il tombera insensiblement, et, dans un pays sans foi, il ne pourra vivre de la foi. *Il mourra donc.... Je m'en réjouis.* »

M. des Cognets estime que le fanatisme anticlérical, pour ne pas dire anticatholique, qui éclate dans ces lignes a dû se révéler très tôt à Lamartine, et qu'il a compris qu'on ne lui demandait pas de *savoir ce qu'il faisait, mais de faire ce que l'on voulait*. En un mot, que les partisans de la séparation de l'Eglise et de l'Etat voulaient utiliser l'ascendant qu'il avait conquis par ses poésies religieuses sur les âmes catholiques pour déconcerter les résistances, et, pendant ce temps, derrière lui, à l'ombre de sa gloire, préparer l'arme avec laquelle on espérait porter à l'Eglise le coup mortel. Ce serait pour cette raison, et parce qu'il avait peur des mains de plus en plus pressantes qui le poussaient en avant, qu'il louvoyait et qu'il se dérobaît à l'initiative qu'on exigeait de lui. « Voilà pourquoi Dargaud se plaint, le gourmande et l'accuse devant la postérité de manquer de caractère. » Or, dans les fragments du *Journal* de Dargaud que l'auteur de la *Vie intérieure de Lamartine* a publiés il n'y a rien qui justifie une telle assertion. Les *Souvenirs* de Charles Alexandre, le dernier secrétaire de Lamartine, témoignent de la vénération, du culte de Dargaud pour son ami à l'époque où, ayant atteint l'apogée de sa gloire, celui-ci se laissa porter comme candidat à la présidence de la République qui était en si grande partie son œuvre. « La politique est triste écrivait-il à Alexandre le 19 décembre 1848 ; il y avait sur les rangs pour la

présidence un fétiche et un dieu. Le peuple a choisi le fétiche. » Ce n'est assurément pas celui que l'on élève au rang divin qu'on accuse de manquer de caractère. L'influence du novateur qui ambitionnait de construire une philosophie rationnelle sur les ruines du dogme catholique était indéniable, quoique souvent plus apparente qu'effective, et on peut l'admettre sans pour cela diminuer ni abaisser la grande figure morale du poète. Lorsqu'il se jeta dans l'arène pour défendre la liberté de l'enseignement et conseiller la séparation des pouvoirs temporel et spirituel, Lamartine obéissait à ses convictions intimes ; convictions tout aussi religieuses que politiques. Plus tard sa révolte contre le dogmatisme, contre « la tyrannie sous laquelle se trouvent placés soixante mille prêtres en France », n'est point une révolte contre la religion, mais contre l'autorité qui prétend imposer des limites à l'esprit humain. Et quand il se fait en 1846 le champion de l'abbé Thyons (champion à visière baissée, il est vrai) contre l'évêque d'Autun, c'est encore pour la liberté de conscience qu'il rompt une lance. Je sais bien que Dargaud lui sert d'écuyer, mais c'est Lamartine qui dirige le combat : il ne reçoit le mot d'ordre de personne.

Analyser et différencier la croyance religieuse d'autrui est une opération extrêmement hasardeuse. Je n'ai pas la prétention de l'entreprendre pour Lamartine. Mais des faits sont là pour prouver que jamais cette grande âme n'eut d'ambitions antireligieuses : ses défaillances envers l'orthodoxie étaient d'ordre intime. Tout au fond de son être couvait cette religiosité fervente dont il ne faisait ni parade ni propagande, et qui était chez lui affaire essentiellement de tempérament. Sa politique, saine et rationnelle, s'allia et fusionna avec cette religiosité naturelle. En se faisant l'avocat de la séparation des deux grands pouvoirs qui régissent la civilisation, — la hiérarchie de l'Eglise et celle de l'ordre social, — il croyait rendre le plus saint hommage que l'homme puisse offrir à son Créateur, « puisqu'en émancipant le culte il émancipe Dieu. »

M. Maurice Barrès a entrepris une série d'études sur Lamartine dans un grand journal parisien. La première contient une

très curieuse hypothèse sur les raisons qui poussaient Lamartine à s'écarter de la foi catholique. Elle est intitulée : *Un déjeuner lamartinien*¹. L'amphitryon de ce festin intellectuel, auquel assistaient M. Barrès, M. Henry Cochin², et M. Jean des Cognets, tous lamartiniens érudits, était M. Caplain, petit-fils de ce M. Dubois qui fut pendant quarante ans un ami dévoué du poète. Au cours de la discussion qui s'ouvrit sur les origines et les tendances de l'ascendant de Dargaud, M. Caplain émit l'explication suivante : « Croyez-moi, Dargaud était un délégué de la secte. Le bonhomme avait pour mission de conquérir à la maçonnerie le génie et l'influence de Lamartine.... » « Et Caplain nous établissait, continue M. Barrès, avec ses traditions de famille, que c'est à la mort de Dargaud que Lamartine revient décidément à la religion des siens. Il nous faisait en traits brusques des tableaux saisissants de cette vieillesse penchée sur un seul livre : *l'Imitation* de sa mère. »

L'hypothèse est ingénieuse ; mais je la crois erronée. Lamartine était un éclectique en religion comme en politique. Son éclectisme était parfois déconcertant, stupéfiant ; comme, par exemple, la réponse qu'il fit à Alfred de Vigny lorsque ce dernier combattait son assertion que les mahométans sont plus civilisés que nous, « à cause de la *charité* extrême en eux. » « Cependant, objecta Vigny, l'islamisme n'est qu'un *christianisme corrompu*, vous le pensez bien. — *Un christianisme purifié* », proclama avec chaleur l'auteur du *Voyage en Orient*.

Cela se passait en 1838, il est vrai : depuis cette époque éloignée et le temps où nous trouvons le vieillard penché sur *l'Imitation*, beaucoup d'eau avait coulé sous le Pont-Neuf.

¹ *L'Echo de Paris*, 11 avril 1913.

² Député du Nord, auteur de *Lamartine et la Flandre*.

CHRONIQUE PARISIENNE

Paris et la France. — Le recommencement de la saison : les riches et les hommes d'affaires ; les livres et le théâtre ; la rentrée des Chambres : le service de trois ans et la guerre. — Sur la royauté et sur le peuple : Vauban, Veuillot et Chateaubriand.

Je conçois cette chronique *parisienne* surtout comme une chronique *française*. Pour les étrangers, Paris, centre de la France, en est presque le synonyme. Il est bon qu'il en soit ainsi. Nous aurions tort de nous en plaindre. En tout cas cela simplifie singulièrement la besogne. Il s'en faut pourtant que Paris résume la France : la vie profonde du pays, je serais plutôt tenté, en ce qui me concerne, d'en chercher et d'en découvrir les manifestations essentielles dans des coins de province dont personne n'a souci, dans ces petites villes qui ne sont, pour les statisticiens, qu'une occasion de citer des chiffres, et pour la plupart des écrivains que des espèces de Thulés situées dans une région de brouillards. Il y a une force dans l'immobilité, et la petite ville est immobile ; il faut plusieurs charges de dynamite pour que l'on ait raison d'un solide rocher de granit. Pas un courant, si violent qu'il soit, ne réussirait à l'entraîner : elle a besoin de remorqueurs. Encore ne céderait-elle pas tout de suite. Sur elle la séparation de l'Eglise et de l'Etat n'a eu jusqu'à présent que peu d'influence ; ses rues voient se dérouler, comme autrefois, les processions des Rogations et de la Fête-Dieu. Le degré de force ne se mesure pas au degré de résistance passive ; ce cas n'en mériterait pas moins d'être étudié. « La robuste constitution rurale que donnent à notre pays, dit M. Vidal de La Blache, le climat et le sol, est un fait cimenté par la nature et le temps. Il s'exprime par un nombre de propriétaires qui n'est égalé nulle part. En cela réside, sur cela s'appuie une solidité qui peut-être ne se rencontre dans aucun pays au même degré que chez nous, une solidité fran-

çaise.... Des révolutions économiques comme celles qui se déroulent de nos jours impriment une agitation extraordinaire à l'âme humaine ; elles mettent en mouvement une foule de désirs, d'ambitions nouvelles ; elles inspirent aux uns des regrets, à d'autres des chimères. Mais ce trouble ne doit pas nous dérober le fond des choses. Lorsqu'un coup de vent a violemment agité la surface d'une eau très claire, tout vacille et se mêle ; mais, au bout d'un moment, l'image du fond se dessine de nouveau. »

Cette image du fond, permanente et presque invariable, c'est celle de la vieille France, des paysans des villages et des artisans des petites villes. Peut-être avec le temps s'effacera-t-elle : aujourd'hui il est encore possible de la surprendre. Les manifestations de sa vie, sans doute c'est à Paris que, toutes, elles aboutissent, mais la rumeur de la mer s'atténue à tenir dans un coquillage. Prodigeux coquillage, certes, où il n'y a pas un bruit, d'aussi loin qu'il vienne, qui ne trouve son écho, parfois exagérément amplifié, mais si habilement agencé que les ridicules clameurs des charlatans montés sur leurs tréteaux couvrent des milliers d'autres voix qu'il serait passionnant d'écouter.

Oui : bientôt, ce que l'on appelle « la saison » va recommencer à battre son plein. « Le printemps en Bretagne, écrivait Chateaubriand, est plus doux qu'aux environs de Paris et fleurit trois semaines plus tôt. » Il ne parle point de l'automne ; si c'est la chute des feuilles qui nous l'annonce, il faudrait dire qu'ici l'automne commence dès le 14 juillet : chaque année, à cette date, boulevards, squares et jardins publics sont jonchés de feuilles précocement mortes, roussies par le voisinage des becs de gaz et des globes électriques ; de cette terre recouverte de ciment et de pavés, il ne leur arrive que des sucS appauvris. Nous voici donc en automne. Déjà les journaux enregistrent le retour à Paris de leurs abonnés. Suivant la formule, les affaires vont reprendre, si tant était qu'elles eussent jamais cessé. Oui : les riches vont revenir de leurs plages truquées, de leurs chaâteaux où ils auront changé de costume quatre fois par jour,

tandis que dans les champs d'alentour des paysans fauchaient pieds nus et vêtus seulement d'une chemise et d'un pantalon rapiécé aux genoux. Oui : les hommes d'affaires vont revenir avec des yeux luisants de convoitise. Ils n'ont pas encore assez d'argent. Il leur en faut toujours et toujours plus pour parader dans les salons et dans les restaurants à cinq francs la pêche, pour s'exhiber aux répétitions générales avec des brillants au plastron et aux manchettes, pour commanditer des théâtricules où ils imposent leur maîtresse comme vedette, pour perdre leur temps en inutiles bavardages, en intrigues futiles, et tâcher de le rattraper à grand renfort de coupés électriques. Je puis rappeler ici la toute récente aventure de ce constructeur d'aéroplanes qui fut d'abord bonisseur à la porte d'un théâtre, puis courtier en soieries. Après ces humbles débuts nous le retrouvons, aux environs de la cinquantaine, possesseur de plusieurs châteaux et donnant des ordres à neuf domestiques, dont deux chauffeurs pour deux autos. Et il avoue avec simplicité, et comme si l'on devait lui en savoir gré, n'avoir dépensé, des capitaux qui ne lui appartenaient pas, *qu'une dizaine de millions*. Répugnante inconscience de ces écumeurs lâchés à travers la société qui les accueille et n'a pour eux que sourires pourvu qu'ils fassent figure de riches, souvent avec les quelques économies des pauvres.

Cependant, sous les plafonds aux solives enfumées ou sous le ciel brûlant, la vieille France du travail peine et, dès la tombée de la nuit, mange la soupe dans une écuelle. De celle-ci ou de ceux-là, qui préférerons-nous ?

Oui : l'un après l'autre les théâtres vont rouvrir leurs portes ; aux étalages des libraires les livres nouvellement parus se serviront comme des moutons sortis de bercails différents, que le hasard rassemble, et qui ne se connaissent pas. Ici et là qu'apprendrons-nous de nouveau sur la France et sur le monde ? Ce ne seront encore — sauf exceptions qu'heureusement chaque année nous réserve — que les mêmes petites histoires d'adultères « bien parisiens », les mêmes intrigues vaudevillesques, les mêmes cas de conscience pour esprits superficiels résolus de

manière trop prévue. Et ce seront ces livres qui atteindront leur 60^e édition, ces pièces leur 200^e représentation. Ces amuseurs, ces conseillers patentés d'un public dévoyé, je demande aux lecteurs de cette revue de ne pas croire qu'ils expriment l'essentiel de l'âme de la France. M. Paul Seippel a eu raison d'écrire, au début de son étude sur Romain Rolland :

« Sans doute, pas plus aujourd'hui qu'autrefois la France ne manque, dans le domaine de l'esprit, de gloires qui soient pures. Mais il faut savoir les discerner. Et ce n'est pas facile. La littérature en vogue prend de plus en plus le caractère d'une industrie qu'il faut classer dans la catégorie des industries insalubres. Tout est faussé par un mercantilisme éhonté. Les auteurs qui cherchent le succès immédiat n'ont plus pour but unique de s'exprimer eux-mêmes, de donner à leurs rêves une forme faite pour la durée ; ils sont de bons commerçants qui suivent la mode du jour et s'enquièreent des goûts de la clientèle pour lui fournir l'article qu'elle demande. De vulgaires histrions sont sacrés génies, aux sons d'une réclame organisée par eux-mêmes ou par leurs barnums. »

« Ils ne sont pas si forts qu'on le croyait ! » écrivait Romain Rolland à M. Seippel. Certes, ils n'ont pas tué Jean-Christophe : il était de taille trop haute et trop trapu pour qu'ils aient pu lui faire toucher terre des épaules. Mais Jean-Christophe sait bien que lui non plus ne les a pas vaincus, et ce n'est pas sa moindre souffrance. Ne nous trompons point sur l'efficacité de ces protestations isolées ou même collectives. Jean-Christophe a peu à peu groupé autour de lui tous ceux, écrivains ou non, pour qui la première condition de la vie et de l'art est la sincérité, tous ceux qui, pour reprendre l'expression de M. Seippel, tiennent à « s'exprimer eux-mêmes », mais ils ne réussiront pas à obliger les autres à prendre conscience de sentiments qui doivent leur rester à jamais étrangers. Les deux groupes continueront de vivre à distance l'un de l'autre, mais celui-là ne détruira point celui-ci qui donne à une grande partie du public — il faut bien le reconnaître — ce que ce public aime et désire qu'on lui donne. Leurs livres, leurs pièces, qu'ils soient délibérément érotiques

ou moraux avec une pointe de sentimentalisme, n'ont aucune valeur générale : ce ne sont que des explications déformatrices de cas particuliers. Je ne fais sur ce point aucune différence entre les écrivains pour familles bien pensantes et ceux qui recrutent leurs lecteurs à coups de sous-entendus graveleux et d'allusions grivoises : ceux-ci raccrochent au coin des rues, ceux-là à l'entrée des églises.

Cependant la vieille France du travail peine et, dès la tombée de la nuit, mange la soupe dans une écuelle. Elle ne lit pas. Elle ne sait rien, que ce qui lui est indispensable pour vivre.

Oui : bientôt ce sera la rentrée des Chambres. Et nous assisterons à la même levée de boucliers, nous entendrons les mêmes « tolle », les mêmes injures qu'en ces derniers mois, lorsque des députés comme Jaurès et Albert Thomas, des sénateurs comme d'Estournelles de Constant prouvaient, par des arguments qui auraient dû sembler péremptoires, que le rétablissement en France du service de trois ans non seulement n'était pas nécessaire, mais qu'il nuirait au développement du pays au triple point de vue agricole, industriel et intellectuel ; qu'il suffisait d'une meilleure répartition de nos forces actives et d'une plus intelligente utilisation de nos réserves ; que, par contre, il était nécessaire de réformer de fond en comble notre armée ; de refondre les cadres ; de supprimer tous les emplois inutiles ; de veiller à ce qu'il n'y eût pas de gaspillage d'argent ni de forces ; d'exiger de tous les officiers qu'ils fussent parfaitement aptes, physiquement et intellectuellement, à se plier aux exigences de leur profession¹ ; d'enrayer une fois pour toutes les distributions de pots-de-vin ; d'empêcher les hommes politiques de faire

¹ Voici ce que je lis dans le *Matin* d'aujourd'hui, 16 septembre : « Les officiers des garnisons du Midi ne sont pas toujours des instructeurs suffisamment entraînés. Ils mènent, dans des villes agréables, une existence trop douce. Il en est qui appartiennent, par exemple, à la garnison de Toulouse depuis quinze ans. Ils se sont établis dans la région comme de petits bourgeois paisibles. Ils ont leur propriété à la campagne, leurs vignes. Indulgents pour eux-mêmes, ils le sont davantage encore pour leurs hommes. Ils manquent de ce feu sacré que donne, dans nos provinces de l'Est, la proximité de la frontière. »

partie des conseils d'administration de sociétés métallurgiques intéressées aux commandes de matériel de guerre. Mais, selon la coutume, ils ont prêché dans le désert. De nouveau nous entendrons répéter à satiété l'adage : *Si vis pacem, para bellum*. Comme s'il n'y avait qu'une seule bonne façon de se préparer à la guerre ! Et je sais bien qu'il ne s'agit pas, ici, de provocation, mais d'une mesure de protection, qu'il faut être prêt, non pas à attaquer, mais à résister. Aussi bien, au delà du Rhin, que ne se tiennent-ils tranquilles chez eux ! C'est ainsi qu'à Paris et ailleurs l'ouvrier en goguette n'a ni paix ni trêve qu'il n'ait brutalement bousculé le premier passant inoffensif qu'il rencontre ou « descendu » le premier flic venu : là l'intelligence n'a plus rien à voir.

De nouveau nous entendrons, chaque samedi soir, les clameurs des partisans des retraites militaires qu'enfièvre le plus sommaire charivari musical pourvu que les clairons vibrent et que, bien tendues, les peaux d'âne des tambours grondent. De là, pour les chroniqueurs intéressés à ces sortes de manifestations, à conclure aux sentiments patriotiques — donc haineux pour d'autres peuples — de ces hommes, de cette fraction d'un peuple, il n'y a qu'un pas. Et ces chroniqueurs ont, hélas ! raison. Une telle barbarie devrait-elle être possible en pleine civilisation ? Comment concevoir qu'au delà du Rhin des détraqués passent leur temps à colorier une carte de la France conquise par l'Allemagne ? Ce ne sont, à peu près partout, que gorges chaudes au sujet de l'inauguration, à La Haye, du palais de la Paix. Châteaude cartes, dit-on, que le moindre souffle pourra renverser. Et l'on nous invite à regarder du côté des Balkans. Comme si la comparaison était légitime ! Mais on ne souffle pas plus sur une idée que sur les étoiles.

Cependant la vieille France du travail peine et, dès la tombée de la nuit, mange la soupe dans une écuelle. Elle ne sait rien. Elle n'a lu, des longues discussions de la Chambre et du Sénat, que quelques extraits, quelques brefs résumés tendancieux dans des feuilles locales. Mais elle a son sentiment sur — je devrais dire : contre — la guerre. Elle sait que ce serait pour

elle la ruine. Cette vieille France du travail et de la misère, j'en suis et je la connais. Et je voudrais avoir plus d'autorité, une voix plus puissante et beaucoup plus écoutée, pour me faire son porte-parole. Mon père a fait la campagne de 1870 sans trembler ni reculer d'une semelle, mais il ne m'en parlait qu'avec épouvante. J'ai causé avec des paysans qui, sonnée l'heure de la mobilisation, partiraient tout aussi bien que les énergumènes assoiffés de revanche, mais à regret et la mort dans l'âme en attendant l'autre, celle que leur vaudront l'éclat d'obus, la balle, la pointe de la baïonnette. Et je ne doute point qu'au delà du Rhin, pendant que d'autres énergumènes dressent la carte de la France vaincue, la vieille Allemagne du travail ne demande qu'à cultiver en paix ses champs. Seulement, la protestation de plusieurs centaines de milliers de Français, dont les signatures ont été recueillies par l'*Humanité*, a passé inaperçue. Et c'étaient ces voix qu'il eût été passionnant d'entendre. Mais, ici encore, elles ont été couvertes par la clameur — je ne dirai pas : des charlatans ; pour quelques-uns le mot serait trop fort — des enthousiastes par atavisme ou par intérêt de la force brutale et de la gloire armée d'un sabre dégouttant de sang humain, casquée et cuirassée de cuivre bosselé et montée sur un cheval dont les sabots enfoncent dans les entrailles des morts !

Ces idéologues pour qui les réalités ne comptent guère, ces hurleurs à la mort qui suivent les clairons et les tambours des retraites, ils n'ont donc jamais lu les *Charniers*, de Camille Lemonnier, le grand romancier belge qui vient de mourir ? Ce n'est pas un roman comme la *Débâcle*, où pourtant telle description d'hôpital improvisé où les majors scient des os à des blessés qui, eux aussi, hurlent, a un accent de vérité auquel on ne peut se tromper. C'est comme un journal que l'on dirait rédigé au jour le jour et sur le champ de bataille même, autour de Sedan. L'épouvantable vision ! De cette lecture je suis sorti comme halluciné : hommes et femmes brûlés vifs à Bazeilles, chevaux éventrés qui hennissent, blessés qui se traînent avec des jambes rompues et des bras cassés, morts qui sont restés où

ils sont tombés et qui sentent mauvais, pillage, vol, massacre, assassinats ! « Un jour, écrivait Lemonnier en 1870, quand Bonaparte et Guillaume ne seront plus que des ombres, ils viendront à minuit dans la plaine et ils compteront ceux qui sont morts pour l'un et ceux qui sont morts pour l'autre. Et un Zedlitz nouveau entendra dans l'air la trompette des vengeances éternelles. » Ces orgies de sang humain, ces ruées féroces de deux peuples l'un contre l'autre, — ruées inévitables tant que l'idée de la paix n'aura pas progressé, c'est-à-dire tant qu'il y aura des hommes politiques mêlés aux affaires pour qui une menace de guerre est une occasion de s'enrichir, des généraux pour qui les batailles sont une occasion de se couvrir de ce qu'on appelle gloire, — ces ruées féroces, il y aura toujours d'autres écrivains pour les magnifier, pour les diviniser même, et dans l'*Appel des armes* M. Ernest Psichari dira : « Il s'apercevait que, vraiment, de toutes les choses divines qui nous restent, celle-là (la guerre) est la plus divine, la plus marquée du sceau divin.... » C'est ainsi que les Gaulois avaient fait du tonnerre une divinité, mais, tout de même, il y a de cela vingt siècles.

Oui : c'est « la saison » qui va recommencer. Je jurerais, dès maintenant, qu'elle ne nous réserve aucune surprise, sinon de celles auxquelles nous ne sommes, périodiquement, que trop habitués. On nous répète : « Faites un roi. » La république est un régime d'anarchie, de débandade, de sauve-qui-peut, de retraite précipitée où chacun tente d'agripper au passage les meilleurs morceaux : d'accord. Et je ne m'insurge pas quand, reprenant le mot d'Hamlet, quelqu'un écrit : « Il y a quelque chose de pourri en France. » Mais avec le rétablissement de la royauté verrions-nous fleurir un nouvel âge d'or ? Il est permis d'en douter. Les rois ont aujourd'hui singulièrement perdu de leur prestige et de leur influence. Et nous ne pourrions jamais oublier dans quelle effroyable misère, en plein épanouissement de la royauté, vécut le peuple de France, du moyen âge à la Révolution, misère contre laquelle protesta vainement le grand honnête homme que fut Vauban, dont je suis fier d'être le compa-

triotte puisque c'est dans le Morvan qu'il est né, qu'il vécut une partie de sa vie et qu'il repose aujourd'hui. « J'ai fort bien remarqué, écrivait-il en 1698, que dans ces derniers temps près de la dixième partie du peuple est réduite à la mendicité et mendie effectivement ; que, des neuf autres parties, il y en a cinq qui ne sont pas en état de faire l'aumône à celle-là, parce qu'eux-mêmes sont réduits, à très peu de chose près, à cette malheureuse condition ; que, des quatre autres parties qui restent, les trois sont fort mal aisées et embarrassées de dettes et de procès. » Et plus loin : « Je me sens encore obligé d'honneur et de conscience de représenter à Sa Majesté qu'il m'a paru que de tout temps on n'avait pas eu assez d'égard en France pour le menu peuple, et qu'on en avait fait trop peu de cas ; aussi c'est la partie la plus ruinée et la plus misérable du royaume ; c'est elle, cependant, qui est la plus considérable par son nombre et par les services réels et effectifs qu'elle lui rend ; car c'est elle qui porte toutes les charges, qui a toujours le plus souffert et qui souffre encore le plus.... C'est elle qui fournit tous les soldats et matelots de ses armées de terre et de mer, et grand nombre d'officiers, tous les marchands et les petits officiers de judicature ; c'est elle qui exerce et qui remplit tous les arts et métiers ; c'est elle qui fait tout le commerce et les manufactures de ce royaume, qui fournit tous les laboureurs, vigneron et manœuvriers de la campagne ; qui garde et nourrit les bestiaux ; qui sème les blés et les recueille ; qui façonne les vignes et fait le vin ; et, pour achever de le dire en peu de mots, c'est elle qui fait tous les gros et menus ouvrages de la campagne et des villes. » Quel bel hymne à la gloire du peuple de France ! Mais on sait quel accueil fut fait par la cour au *Projet de Dîme royale*.

Faites un roi ! Et les indications d'un autre Vauban seront lettre morte. Non pas que le sort du peuple ne se soit amélioré ni qu'il faille réclamer aujourd'hui dans le même sens que Vauban au dix-septième siècle. Mais, si la misère est moins grande sous les solives enfumées et sous le ciel brûlant, si, non pas chaque dimanche, mais de temps à autre, la vieille France du travail peut

se dispenser de manger la soupe dans son écuelle pour mettre la poule au pot, ce n'est grâce ni à Henri IV ni à Louis XIV : c'est grâce à l'abolissement de ces odieux privilèges dont étaient seuls à bénéficier tous ceux qui en avaient le moins besoin, tous les Deperdussin de l'ancien régime qui, bien mieux encore, n'avaient eu que la peine de naître.

Et à ce sujet, et pour conclure, il peut ne pas être sans intérêt de rapprocher deux passages de deux écrivains dont les origines furent si différentes : Louis Veillot, fils d'un ouvrier tonnelier et d'une paysanne du Loiret, dont on célébrera le 13 octobre prochain le premier centenaire et qui disait de lui-même : « J'ai l'esprit de roture comme je voudrais que certains gentilshommes eussent l'esprit de noblesse » ; et Chateaubriand qui, lui, descendant d'une très ancienne famille bretonne, eut au plus haut point cet « esprit de noblesse. » Donc Veillot écrivait en 1871 :

« Ce n'est pas la République de 1870 qui nous a tués, ce n'est pas non plus l'Empire ni le régime précédent, quoiqu'ils n'y aient pas nui. Toutes ces formes et tous ces systèmes ne sont que des figures diverses du même ulcère provenant du même sang vicié. Nous mourons de la Révolution. L'avenir et la liberté n'ont plus qu'une ressource : le roi Henri de Bourbon. »

Voici maintenant ce que dit Chateaubriand qui consacra sa vie entière à la défense des Bourbons :

« Puisqu'aucun pouvoir parmi nous n'est inviolable, puisque le sceptre héréditaire est tombé quatre fois depuis trente-huit années... il faut en conclure que ce n'est pas la République qui est impossible, mais la monarchie.... Le parti démocratique est seul en progrès parce qu'il marche vers le monde futur. » (*Mémoires d'outre-tombe*, 4^e partie, livre IX.)

Je suis persuadé que c'est le gentilhomme qui a vu juste. En tout cas, s'il s'est trompé, je ne pense pas que ce soit au cours de cette « saison » que nous devons assister au rétablissement de la monarchie en France.

HENRI BACHELIN.

CHRONIQUE ALLEMANDE

Harpad contre Lloyd. — Autour de l'empereur. — Le plus grand stade du monde. — Ecrivains viennois d'aujourd'hui. — Hermann Bahr. — Les facultés de théologie catholique. — Une correspondance de Gustave Freytag. — Amour d'arrière-automne. — Publications nouvelles.

La vieille rivalité de Hambourg et de Brême est-elle sur le point de renaître? On le dirait en lisant certains journaux. Autrefois l'accord n'était rien moins que parfait entre les deux villes. Chacune d'elles se considérait comme la reine de la mer et jalousait sa voisine. Puis des temps meilleurs sont venus et, sans qu'on puisse dire que Hambourg et Brême vivaient sur un pied d'amitié, elles consentaient à se supporter. L'armateur de Brême, à vrai dire, en affirmant que sa ville représentait seule les pures traditions hanséatiques, regardait un peu de son haut Hambourg la parvenue, qui à ses yeux avait plus d'apparence trompeuse que de solidité réelle. Les Hambourgeois, de leur côté, fiers des progrès accomplis par leur cité dans le domaine technique, se gaussaient volontiers de leurs rivaux qui n'étaient plus dans le mouvement. Brême restait pourtant le grand port allemand d'émigration. Aucune société ne pouvait rivaliser avec son Lloyd, de réputation mondiale. Or, voici que cette royauté paraît aujourd'hui menacée. On sait l'importance qu'a prise Hambourg pour l'émigration depuis que Ballin est à la tête de la puissante compagnie « Harpad. » En vingt-sept ans, le capital de la société a plus que décuplé et le nombre de ses vaisseaux est monté de 26 à 180. Et quels vaisseaux! *L'Imperator*, le plus grand paquebot du monde, aura, dans peu de temps, comme compagnons deux colosses de dimensions égales. A Hambourg on compte un peu sur ces vaisseaux pour assurer la suprématie maritime de la ville. A Brême on s'en émeut fort et l'on ne peut se faire à l'idée que le Lloyd devienne un vassal de l'Harpad. On parle bien d'une fusion des deux sociétés, mais cela aussi Brême ne saurait l'accepter. Devenir une succursale de Hambourg,

jamais de la vie ! En attendant la *Gazette du Weser* se lamente et implore l'assistance du gouvernement. Une telle iniquité ne saurait s'accomplir sans que celui-ci proteste. Si Hambourg est incapable de montrer quelque générosité, il faut qu'en haut lieu on le lui fasse sentir. L'Allemagne n'a point intérêt à ce que cette ville accapare le monopole du commerce maritime. On répète que l'empereur a toujours témoigné un intérêt égal aux deux grandes cités maritimes de l'empire. On répète aussi que l'empereur a une grande influence sur Ballin, qu'il nomme volontiers son ami, et qu'il usera certainement de cette influence pour sauvegarder les intérêts de Brême. Voilà ce qu'on imprime dans les journaux, mais les journaux exagèrent souvent et peut-être la situation n'est-elle pas aussi noire qu'ils le représentent.

— Un livre bien amusant est celui qu'un journaliste américain établi à Berlin, Frédéric W. Wile, a écrit sous ce titre, *Men around the Kaiser*. M. Wile a voulu venir en aide aux touristes qui, parcourant au galop la capitale de l'empire, voudraient néanmoins rapporter dans leur pays quelques notions précises sur les grands hommes de l'Allemagne. A la façon de Barnum, M. Wile les leur fait connaître. Sa manière est tout à fait américaine. Les biographies sont courtes, mais expressives. Il dit : « Vous voyez ce monsieur à longue barbe grise, eh bien, c'est le grand amiral Tirpitz, le créateur de la flotte allemande. Voici ensuite le directeur-général Ballin, le Tirpitz de la flotte marchande, le plus grand Allemand d'aujourd'hui. Ce troisième est le long chancelier, nommé le philosophe de Hohenfinow. » Et ainsi de suite pour toutes les célébrités artistiques et littéraires, les sportsmen, les archéologues, les militaires, les hommes d'affaires : « M. de Gwinner, banque allemande, chemin de fer de Bagdad ; le prince Henri, le navigateur ; Zeppelin, nommé par l'empereur le plus grand homme du 20^{me} siècle ; le Kronprinz, le favori du peuple ; Emile Rathenau, A. E. G. et cela suffit ; Auguste Bebel ; Reinhardt, le Napoléon du théâtre ; le maréchal de Bieberstein, le géant de la Corne d'or ; Max Liebermann, le Millet allemand ; von der Goltz, le Turc ; Gerhart Haupt-

mann, grand dramaturge et lauréat du prix Nobel ; Ehrlich-606 ; Posadowsky, le comte à barbe, homme d'Etat et réformateur social. »

On voit que l'écrivain ne se met guère en frais d'imagination : ses qualificatifs sont simples, toujours directs et expressifs. Du premier coup on sait à qui l'on a affaire. Grâce au journaliste Wile, oncle Sam est pourvu de notions exactes, frappées comme des médailles et qui disent tout ce qu'il importe de savoir. Oh ! l'américanisme, quelle belle invention ! Et dire qu'elle a déjà pénétré dans la presse allemande !

— Un autre signe de l'américanisme est la passion de plus en plus folle pour les constructions démesurées. Berlin à cet égard tient le record en Allemagne, et peut-être en Europe. Voici qu'aux portes de la ville, dans l'ouest, à la lisière des pins noirs de la forêt de Grönewald, se dresse un stade gigantesque qui est la plus grande lice du monde ouverte aux jeux athlétiques. La chaussée qui y conduit donne déjà un avant-goût de la chose : elle est rectiligne, lisse et large à souhait. Une fois à Grönewald on voit s'étaler à l'infini un vaste champ de courses, puis une arène dont la superficie est de 15 000 mètres carrés avec une largeur moyenne de 254 mètres, puis une piste de coureurs de 600 mètres, puis une piste de cyclistes plus longue encore et enfin un grandiose bassin de natation. Tout autour, en amphithéâtre, des tribunes où pourront prendre place 27 000 spectateurs : 2200 dans les loges, 12 300 dans les places assises et 12 500 dans les places debout. La chose se préparait depuis longtemps. On sait que l'empereur, grand amateur de sports, a favorisé cette résurrection des jeux olympiques près de Berlin. Il a trouvé d'actifs collaborateurs dans les personnes du comte Podbielski et de M. d'Oertzen, vice-président du comité impérial des jeux olympiques. L'architecte de ce stade est Otto March, récemment décédé.

— Toutes les villes allemandes ne marchent pas du même train que Berlin dans la voie de l'américanisme. On me dit pourtant que le mouvement les gagne aussi. Vienne, par exemple, qui conserve autour de son dôme de Saint-Etienne de vieux quartiers

patinés par les siècles, se transforme lentement. Cette transformation, à vrai dire, se remarque moins dans les murs que dans les personnes. Un chroniqueur viennois, Ludwig Bauer, nous affirme que le Viennois de la vieille roche, l'aimable Phéacien qui avait toujours le mot pour rire et qui n'était jamais pressé, est devenu un mythe. « Les gens, dit-il, courent à leurs affaires, ont un pli sur le front et s'américanisent à qui mieux mieux. La vie aussi change. Les anciennes boutiques disparaissent pour faire place aux grands bazars. Il faut chercher les bons vieux cabarets avec le « Stammtisch » légendaire. On ne voit plus que des cafés au luxe criard et qui n'ont pas d'âme. C'est là que pourtant l'on donne rendez-vous et que l'on invite ses amis à diner. La jeunesse est plus élégante et la coupe de ses habits est anglaise. Elle ne songe plus qu'au gain et, dans cette ville joyeuse, l'amour s'est étrangement mercantilisé. Les hommes de plus en plus prennent l'aspect des maisons modernes : ils sont uniformes et sans caractère. »

— Une autre transformation, mais celle-ci heureuse, s'observe aussi à Vienne : celle de l'art. La ville du Danube n'est plus la ville des opérettes et des valse, de la « Gugelhupfpoesie » et des architectures prétentieuses qui ressemblent à des plats montés. Une race d'artistes plus vigoureuse et plus originale a pris la place des dilettanti de jadis. Il suffit pour s'en convaincre de rappeler les noms de Klimt, d'Olbrich, d'Alfred Roller, d'Hoffmann, de Kolo Moser, du philosophe Mach, de l'acteur Kainz, et surtout du musicien Mahler. De jeunes écrivains qui étouffaient dans l'air pesant de la cité philistine se groupaient alors autour d'une petite revue, *Moderne Dichtung*, qu'Hermann Bahr et E.-M. Kaffa faisaient paraître à Brünn. Elle fut le centre de ralliement de ce qu'on a nommé la « Jeune Vienne » et, au moment où Arno Holz et Johannis Schlaf lançaient à Berlin leur manifeste naturaliste, elle arborait à Vienne le drapeau de la liberté dans l'art. Plusieurs de ces écrivains se sont fait un nom, entre autres Altenberg, Hofmannsthal, Schnitzler, et Beer-Hofmann. Le plus illustre est resté Hermann Bahr, dont on vient de célébrer le

cinquantième anniversaire de naissance. Bahr fut l'agitateur de la bande. Il ne séparait point la rénovation de l'art des aspirations nationales. Chassé de Vienne pour avoir prononcé un discours enthousiaste sur Richard Wagner, à l'occasion de ses funérailles, il fut obligé de se réfugier à Berlin, où il se lia avec Holz, Schlaf et Hauptmann. Plus tard il entreprit des voyages à travers l'Europe, vit Paris, l'Italie, l'Espagne et le Maroc. D'Allemand qu'il était, il devint cosmopolite et servit de trucheman entre la pensée germanique et la pensée européenne. C'est alors qu'il lança ses petits pamphlets qui furent comme des brûlots incendiaires. A la revue *Moderne Dichtung* avait succédé un périodique plus combatif encore, *Die Zeit* : il en devint l'âme et le principal collaborateur. Quelles belles batailles il livra pour la première sécession viennoise ! Tous les artistes sincères qui se frayaient des voies nouvelles trouvaient en lui un défenseur. Il fut un des piliers du Neues Theater que venait de fonder Alfred Roller. Puis vint la maladie, causée par le surmenage. Hermann Bahr, mourant, alla chercher le soleil sur les côtes de la Dalmatie. A la surprise de tous il en revint guéri, animé d'une force nouvelle ; mais, ayant vu la mort de près, d'autres préoccupations se firent jour dans son esprit. Moins agressif, plus large, plus humain, il devint le romancier et le dramaturge que l'on sait. L'essayiste se mit aussi au service des idées nouvelles et il convient de rappeler qu'avec Stefan Zweig il fut le premier critique allemand à découvrir la valeur du *Jean-Christophe* de Romain Rolland.

— On pouvait croire que le silence s'était fait dans les facultés allemandes de théologie catholique après les encycliques *Pascendi* et *Motu proprio*. On se souvient qu'alors deux professeurs avaient protesté, Schnitzer à Munich et Ehrhard à Strasbourg. Sommés de se rétracter, Schnitzer s'y était refusé et Ehrhard l'avait fait, mais on sait aussi que depuis ce moment il est devenu un homme muet. Or voici qu'une nouvelle voix vient de se faire entendre. Le professeur Merkle, un des rares théologiens qui refusèrent de prêter le serment antimoderniste, a publié dans l'*Akademische Rundschau* une étude sur

le passé et le présent des facultés de théologie catholique. Sa conclusion est très pessimiste. Selon lui la théologie catholique allemande, à laquelle on a voulu fermer la bouche, est aujourd'hui quasi morte. Elle ne se relèvera pas du coup qui lui a été porté et sa gloire de jadis est à jamais perdue. Pièces en mains il prouve que, dès qu'un théologien s'écarte tant soit peu des leçons imposées, il est en butte aux attaques de l'ignorance envieuse et venimeuse. On ne laisse pas même les morts en repos ; le pauvre Schell est toujours la proie des calomniateurs et personne n'ose prendre sa défense.

Bien que le professeur Merkle, dans son étude, n'ait touché à aucun article du dogme et se soit contenté de faire un exposé historique des faits, son travail a été mis à l'index. Les sycophantes, qui depuis longtemps guettaient l'occasion de perdre l'ami du professeur Schell, ont été servis à souhait. Un bâillon a été mis à la dernière voix libre des facultés de théologie catholique allemande.

— Les œuvres d'imagination de Gustave Freytag sont aujourd'hui complètement tombées dans l'oubli. Par contre, les études critiques et politiques de l'essayiste obtiennent un regain de faveur, ainsi que sa correspondance, dont les volumes publiés — surtout les lettres adressées à Treitschke — ont eu un grand succès. A ces lettres il faudra joindre désormais celles que Freytag écrivit à l'amiral de Stosch entre 1864 et 1895¹. Le romancier avait eu recours à cet officier pendant les guerres austro-prussienne et franco-allemande pour compléter son instruction militaire qu'il trouvait insuffisante. Il y eut alors échange de livres et de lettres et l'échange de lettres continua après la guerre. Cette correspondance roule presque uniquement sur les affaires politiques. On y commente les événements du jour et l'on fait des portraits des hommes d'Etat en vue. Il y est beaucoup question de Bismarck et de l'empereur Frédéric. Ni Stosch ni Freytag n'aimaient Bismarck.

¹ *Gustav Freytags Briefe an Albrecht von Stosch*. Herausgegeben und erläutert von Hans F. Helmolt. Stuttgart und Berlin, Deutsche Verlagsanstalt, 1913.

Stosch disait qu'il admirait son génie, mais méprisait son caractère. Freytag, avec son philistinisme d'esprit qui le rendait réfractaire à la grandeur, ne trouvait rien de génial dans l'homme qui forgea l'Allemagne nouvelle. Il le voyait toujours au travers du Junker agressif qui lutta contre les libertés politiques de la Prusse. Vis-à-vis de l'empereur Frédéric, dont il avait été l'ami et le confident, Freytag se montre absolument dénué d'indulgence. « C'est un homme sans consistance, dit-il ; il est entièrement sous la pantoufle de sa femme, l'Anglaise, qui, elle du moins, a du caractère ; c'est dommage seulement qu'elle ne comprenne rien à la vie allemande ; elle pétrit son mari comme de la cire molle. »

Au travers de cette correspondance Freytag nous apparaît un juge froid, lucide, très maître de lui, incapable, je ne dis pas d'emballement, mais même d'enthousiasme. En quittant son livre, on sent invinciblement le besoin de prendre le volume de Carlyle, *On heroes and hero worships*.

— Une autre correspondance de Freytag bien curieuse est celle qu'il entretint avec M^{me} Strakosch qui devait devenir sa troisième femme en 1891. Freytag avait soixante-huit ans lorsqu'il l'avait connue huit ans auparavant. C'était à Wiesbaden, où le mari de cette dame, professeur établi à Vienne, était venu donner des conférences. Il semble qu'à la première entrevue M^{me} Strakosch, qui n'avait que vingt ans, s'est éprise de l'écrivain dont la seconde femme était alors internée dans une maison de santé. Dès 1885 elle lui propose de divorcer, — un double divorce, — pour que leurs deux existences puissent s'unir. Freytag, paternel, essaie de modérer l'ardeur de son amie. « Si mon amitié, écrit-il, et de calmes relations idéales peuvent constituer pour notre vie un ornement et un enrichissement, en ce cas ma bien-aimée n'a pas à craindre de continuer à appuyer toujours sa main sur un cœur qui ne bat que pour elle. »

Ainsi donc c'est son amitié, une amitié tout idéale, qu'il offre d'abord à la jeune dame. Mais M^{me} Strakosch, qu'on ne peut faire moins que de supposer d'avoir l'âme un peu cabotine

et qui semblait surtout possédée du désir de devenir la compagne d'un grand homme, met tout en jeu pour arriver à ses fins. Le vieillard résiste quelque temps. A la date du 19 juin 1886 il écrit : « Je veux et je dois continuer à avoir d'elle une haute idée. » Mais bientôt il cesse de lutter et dans les lettres qui suivent il discute déjà les moyens d'arriver à l'union désirée. Il est assez répugnant de voir que dans ces lettres le mari de la dame est désigné par des sobriquets et qu'on parle de la femme de Freytag comme de « la malade. » Sans doute il serait excessif de dire que la conscience morale de l'écrivain sombra dans l'aventure ; du moins peut-on affirmer qu'elle en sortit un peu endommagée. On l'y voit proclamer que le droit de l'homme est « de profiter de toutes les jouissances de la vie », sans se dire que ce faisant il amoncelle des ruines irréparables. La jeune femme, elle, ne s'embarrasse pas de scrupules : il y a beau temps qu'elle les a jetés par-dessus bord, y compris le préjugé « de croire à la chimère d'une vie future. » Freytag n'avait jamais été proprement un esprit religieux, mais il gardait le respect de la religion. Aussi est-on surpris de le voir s'inquiéter de découvrir chez son jeune fils des aspirations religieuses. Il finit par s'en consoler en pensant que « la formation historique des enfants, telle qu'ils la reçoivent dans les gymnases, est toujours défavorable à toute rêvasserie confessionnelle, même chez les natures les plus sentimentales. »

Ah ! ce n'est pas à lui qu'on peut reprocher le sentimentalisme. Avec quelle sécheresse il parle à sa future jeune femme d'amis qui paraissent lui être très chers ! L'empereur Frédéric, par exemple, est traité de « niais, de pauvre homme dominé par sa femme, dénué de caractère, s'agitant dans le vide et ne sachant à quelle branche s'accrocher. » Après la mort de l'empereur le bruit court qu'on a trouvé dans ses papiers des *Mémoires*. « Quelle erreur ! s'écrie Freytag. Jamais le prince n'aurait pu les écrire.... Le pauvre homme avait l'habitude d'enregistrer soigneusement toute allusion politique à sa personne ; il rassemblait joyeusement les moindres éloges ; et c'est à dé-

couper et à coller de misérables riens qu'il passait le plus gros de ce qu'on est convenu d'appeler ses heures de travail. »

Quand Guillaume II monte sur le trône, Freytag se réjouit d'avoir un empereur de caractère résolu et indépendant : « Il n'est pas comme son pauvre père, écrit-il, qui manquait tout à fait du don précieux de l'indépendance intérieure ; et toujours il éprouvait une impression de désarroi en présence de la moindre suggestion nouvelle. »

Cette correspondance est bien curieuse et jette un singulier jour sur l'état d'âme de Gustave Freytag. L'écrivain certes n'en sort pas grandi.

— Les livres ont été particulièrement abondants cet été et je dois me borner à mentionner les plus importants. Hermann Hesse, le délicat romancier, nous a rapporté d'Orient un livre plein de suc, *Aus Indien* (Berlin, Fischer). Il ne s'est pas mis pour l'écrire en ce que Gaston Boissier appelait « l'état littéraire. » Ayant regardé simplement les choses, il les a rendues telles qu'elles sont et il se trouve que son Inde et son Insulinde ont une couleur locale intense, sans jamais donner la sensation du truqué. Ces simples notes étonneront peut-être les *globe trotters* accoutumés à rechercher des sensations plus rares ; elles n'en plairont que mieux aux esprits qui aiment la vérité avant tout.

— L'éditeur Cotta met en vente de nouvelles éditions des *Souvenirs de jeunesse* de Paul Heyse et de la belle étude de Harry Mayne sur Edouard Mörike¹. On sait le charme des pages où Paul Heyse raconte ses impressions d'enfance dans la maison paternelle, ses années d'études à Berlin et à Bonn, son premier voyage en Italie, ses débuts littéraires à Munich, où sous le règne du bon roi Maximilien se forma après 1860 un groupe littéraire important. Un chapitre sur son activité littéraire et quelques portraits d'écrivains donnés en appendice — Mörike, Goethe, Théodore Storm, Tourguénev, Hermann Lingg, Gustave Freytag

¹ Paul Heyse, *Jugenderinnerungen und Bekenntnisse*. 5^{te} Auflage.

² Bände. — Harry Mayne, *Edouard Mörike, sein Leben und Dichten*. Zweite, stark überarbeitete vermehrte Auflage. Stuttgart und Berlin, 1913.

et Grillparzer — complètent l'ouvrage qui est d'une lecture fort attachante.

Edouard Mörike, le poète souabe, a trouvé dans Harry Mayne, le critique de l'Allemagne du nord, un juge aussi compétent qu'éclairé. Voici douze ans que cette étude a paru et elle est restée la meilleure et la plus complète qu'on ait écrite sur Mörike. M. Mayne, qui est actuellement professeur de littérature allemande à l'université de Berne, n'était pourtant point complètement satisfait de son travail, qu'il jugeait trop hâtif, aussi cette seconde édition a-t-elle été complètement renouvelée et remaniée. Abrégée en certaines parties, augmentée en d'autres, elle est devenue une œuvre parfaite. On peut rendre à M. Mayne la justice qu'il a épuisé son sujet.

— A l'occasion du récent centenaire de Hebbel, la maison Bong a publié dans sa collection *Goldene Klassiker Bibliothek* une édition des œuvres du poète pour laquelle Théodore Poppe a écrit une excellente étude¹. Réaliste avant la lettre, Hebbel a le très grand mérite d'avoir en Allemagne renoué la tradition classique interrompue par les romantiques. Novateur et précurseur, il a frayé la voie aux réalistes du théâtre moderne et particulièrement à Ibsen, chez lequel on retrouve plusieurs des thèmes qu'il a traités ou ébauchés. De là la grande vogue de l'écrivain à l'heure actuelle. Une édition populaire de ses œuvres était donc nécessaire : celle de la maison Bong, d'une belle typographie et d'un prix très minime, comble heureusement cette lacune.

— Les grandes publications illustrées de la même maison : *Der Mensch und die Erde* et *Die Wunder der Natur*, continuent avec la même régularité. Les nouvelles livraisons de la première (de 174 à 179) nous donnent des études sur la question des égouts dans les grandes villes, sur les plantes et animaux des bassins d'eau douce et sur la pisciculture. Celles de la deuxième (de 27 à 37) traitent les sujets les plus divers : l'oiseau du paradis, le caméléon, le plésiosaure, les anciens dragons de mer, les arbustes nains du Japon, les champignons, la

¹ *Hebbels Werke in zehn Teilen*. 5 Bände. Leipzig und Berlin, 1913.

puce, les éclipses de lune et de soleil, la reine des abeilles, l'arc-en-ciel, les cactus, le merveilleux monde microscopique des étangs. C'est, on le voit, une véritable encyclopédie des sciences les plus nouvelles, rédigée par des spécialistes fort compétents et illustrée de superbes planches photographiques en noir et en couleurs.

ANTOINE GUILLAND.

CHRONIQUE RUSSE

Le groupe des paysans dans la Douma. — Monument Mouromtzeff. — L'hérésie des moines du mont Athos. — L'histoire à l'antisémite de la Rome antique. — Fin du slavophilisme russe. — *L'Universala Unigo*. — Jubilé de M. Korolenko. — *La Taglioni*, par M. Soloviev. — L'amour dans les lettres d'hommes célèbres, par M^{lle} Tchebotarevski.

Le fait saillant et gros de conséquences de la session de la quatrième Douma, qui vient d'être clôturée, a été la rupture entre les droites et le groupe des paysans. Ceux-ci avaient jusqu'ici suivi docilement la politique des nobles, leurs ex-seigneurs. Cette fois, ils ont refusé de soutenir la droite dans la voie des lois d'exception et des restrictions apportées au budget de l'instruction, ils se sont rangés au point de vue des progressistes.

L'éminent chroniqueur du *Messenger d'Europe*, le plus écouté des journalistes en Russie, indique cette récente orientation et remarque qu'il est temps qu'une ère nouvelle se lève pour la Douma, qui a bu jusqu'à la lie le calice des déceptions. Le gouvernement ne peut plus se vanter que seuls ses adversaires irréductibles condamnent sa politique et que les journaux progressistes sèment l'hostilité autour de lui. Le mécontentement a pénétré dans les masses et il serait téméraire de se refuser à le reconnaître. Le programme nouveau n'est pas encore élaboré, bien que des signes précurseurs signalent l'approche d'importants changements. La couche de glace de la réaction,

qui couvre la Russie, ne s'ébranle pas encore, mais on perçoit déjà des craquements avant-coureurs de la débâcle, annonçant que le printemps n'est pas loin.

— Voici, entre plusieurs, un exemple des procédés dont use la réaction : le Synode ne s'avise-t-il pas d'interdire l'érection d'un buste sur la tombe de Mouromtzeff, le président de la première Douma, sous le fallacieux prétexte que les statues rappellent trop les idoles et sont déplacées dans des cimetières orthodoxes ! Il en existe pourtant, bien qu'elles soient rares : telle la figure en pied de Constantin d'Ostrog dans la laure de Kieff, monument qui date du XVI^e ou du XVII^e siècle. Les meilleurs statuaires russes du XVIII^e siècle, Martos et Semelhan, n'ont laissé que des monuments funèbres ; enfin le buste de Tourchaninoff, au cimetière de Lazareff à Saint-Petersbourg, commande encore l'admiration des critiques d'art, qui le considèrent non point comme une statue allégorique, mais bel et bien comme un portrait remarquable par la ressemblance et l'animation. Non loin se dresse une déesse en bronze, drapée à la grecque et qui fait son entrée au royaume des ombres. C'est ainsi que Martos s'est plu à représenter la princesse Elisabeth Gagarine. Voilà qui ressemble à une idole ou je ne m'y connais pas. Néanmoins le Synode n'a jamais protesté contre ce monument. Alors pourquoi ce rigorisme à l'égard de Mouromtzeff ? C'est que tous les moyens sont bons pour empêcher qu'on honore et perpétue la mémoire du premier président de la Douma. Cette interdiction a eu d'ailleurs pour effet d'attirer l'attention sur les monuments funèbres, bustes et statues épars dans les champs de repos de la Russie et de tirer de l'oubli plus d'un statuaire ignoré.

— L'agression dirigée contre les moines du mont Athos est de même une œuvre ecclésiastique de réaction. Le Synode ayant appris par des intrigues de couvent, qui n'ont pas encore été éclaircies, que les religieux du mont Athos donnaient des signes inquiétants d'hérésie, envoya sur un navire de guerre l'archevêque Nikon auprès des brebis égarées, pour les remettre dans le droit chemin. Une vive controverse s'engagea entre le prélat et les moines :

— Vous affirmez que le nom de Jésus est Jésus lui-même, c'est une terrible hérésie ! gémit l'archevêque.

Un jeune novice, d'un pas ferme, sortit des rangs des religieux assemblés et dit à voix haute :

— On profane ici le nom de Dieu !

— Qui commet ce sacrilège ? demanda sévèrement le haut dignitaire.

— C'est toi, *Vladyko*, parce que tu n'admetts pas que le nom de Dieu est Dieu lui-même. Cite-moi un seul père de l'Eglise qui n'ait pas affirmé que le nom de Dieu est Dieu.

— Les pères de l'Eglise n'ont rien écrit là-dessus, car c'est un sujet récent de controverse.

— En effet, reprit le novice, les pères de l'Eglise n'ont pas écrit que le nom de Dieu n'est pas Dieu, mais ils ont écrit que le nom de Dieu est Dieu.

— Il n'y a que très peu de passages dans les écrits des pères de l'Eglise qui en parlent.

— Très peu... mais il y en a.

— Ainsi vous divinisez la parole ? reprit l'archevêque en s'adressant à l'assemblée.

— Ne sais-tu pas, reprit le novice, que déjà l'apôtre Jean le théologien a dit : « Au commencement était la Parole et la Parole était Dieu.... »

Après cette dispute l'archevêque Nikon déclina toute controverse et enjoignit aux religieux de signer un papier où l'exposé des dogmes était suivi de cette déclaration : « Je reconnais que le nom de Dieu n'est pas Dieu. » Les moines refusèrent d'obtempérer à cet ordre. On vit alors cet anachronisme : en plein vingtième siècle, des centaines d'hommes s'offrirent résolument au martyre pour une subtilité dogmatique ; et le gouvernement d'un Etat civilisé ne craignit pas de sévir brutalement contre des innocents, inculpés d'hérésie, c'est-à-dire d'interprétation erronée d'un dogme !

Sur l'ordre de l'archevêque des matelots et des soldats débarquèrent du vaisseau de guerre. Le monastère fut pris d'assaut, baïonnettes au clair ; les religieux enlevés de force furent jetés

à fond de cale et le bateau leva l'ancre, faisant voile pour la Russie. Après jugement, plusieurs des paisibles religieux du mont Athos furent internés dans ces prisons de couvents russes dont j'ai donné ici même, dans le temps, la terrifiante description.

— Serait-ce sous l'inspiration du Synode que M. Doubrovine, le président de la Société des vrais Russes, a écrit son histoire de l'ancienne Rome ? Le journal de M. Doubrovine exprime le souhait que cet édifiant ouvrage soit mis entre les mains de tous les écoliers russes. Ils y puiseraient des notions d'histoire imprévues et qui ne manquent pas d'originalité, ainsi qu'on peut s'en rendre compte par ce fragment :

« Le célèbre Jules César, un des aventuriers qui ont su profiter des troubles provoqués par les Juifs dans la Rome pourrie, entra en possession du pouvoir grâce aux billets à ordre qu'il souscrivit aux financiers juifs, habiles, dès ces temps reculés, à favoriser les gens qui leur étaient dévoués. Naturellement Jules César se fit le protecteur des Juifs et leur octroya toute sorte de droits et de privilèges au détriment du peuple romain. »

Selon M. Doubrovine tous les empereurs agirent de même. « Auguste fut le bienfaiteur et l'ami d'Hérode I^{er}, le fondateur d'une nouvelle dynastie juive. Claude durant son règne ne cessa de combler les enfants d'Israël de bienfaits. Néron eut pour épouse une Juive, ce qui suffit pour expliquer son ardeur à persécuter les chrétiens. »

Ni les antisémites allemands, ni même les voraces mangeurs d'Israël, Gyp et M. Drumont, n'ont poussé la plaisanterie si loin ; seule la judophobie russe est privée de tout sentiment du ridicule. Il est vrai qu'il est plus vite fait d'accuser les Juifs de tous les malheurs de Rome que d'étudier impartialement l'histoire, ou même de relire *De la grandeur et de la décadence des Romains*.

— Le représentant de l'école de philosophie mystique, M. Boulgakov, a de son côté découvert que la Russie a une mission spéciale à remplir auprès des Slaves et qu'elle est appelée à révéler au monde la vraie Eglise universelle.... A l'en croire.

« Dieu attend de la part de la Russie une question pour donner sa réponse.... » Voilà pourquoi la Russie doit être avec la Croix contre le Croissant.

Moins mystiques et meilleurs chrétiens, les pacifistes de Moscou protestent contre cette assertion. Un des membres les plus influents de cette société, le prince Paul Dolgouroukov, rappelle à ce propos que, lorsqu'on demanda au comte Léon Tolstoï son opinion sur l'union projetée de tous les peuples slaves, il répondit : « Je sympathiserai toujours avec tout ce qui peut rapprocher les hommes entre eux, mais il ne suffit pas d'unir les représentants d'une même race, car il serait criminel de prétendre les opposer au reste de l'humanité ; recherchons au contraire l'union du genre humain.... »

Des événements récents ont donné raison à Tolstoï. En réponse aux mesures du militarisme allemand nous avons vu des Slaves s'unir à des Latins et à des Anglo-Saxons ; la Triple entente unit la Russie, la France et l'Angleterre, en dépit des différences de religion et de race. Les peuples slaves, Russes, Polonais, Bulgares, Serbes et Monténégrins, nous offrent le spectacle féroce d'une animosité réciproque telle que des nations de sang différent en ont rarement donné l'exemple. Ce qui suggère à M. Dolgoroukov cette réflexion sensée : la guerre des Balkans a nettement démontré une fois de plus que les peuples slaves ne s'inclinent que devant la loi du plus fort et qu'il serait pour le moins téméraire de s'en remettre à eux du soin de répandre la civilisation ; la Russie ferait donc bien, au gré des pacifistes russes, de s'en tenir à son union avec la France et l'Angleterre, en vue de faire triompher un jour le principe de l'arbitrage obligatoire.

A ce propos M. Dolgoroukov rappelle à l'empereur Nicolas que c'est lui qui a convoqué la première conférence de La Haye, et qu'il serait logique que la diplomatie russe prit l'initiative de l'application du principe de l'arbitrage international, en commençant d'abord par un traité en ce sens avec la France, l'Angleterre et l'Amérique et en s'efforçant de rallier les autres puis-

sances à ce mode d'accommodement. Que la Russie ait un intérêt tout particulier à établir l'arbitrage, nul ne le conteste. L'effondrement de la politique slavophile dans la guerre des Balkans a mis fin à tout espoir de domination slave en Europe et en Asie, et a démontré que ce n'est point par les armes que la Russie remportera des victoires, pas plus pour elle que pour ses protégés slaves. Tout de même l'aspiration à l'union des hommes est beaucoup plus répandue qu'on ne le suppose généralement.

— *L'Universala Unigo, L'Union Universelle*, la nouvelle revue en espéranto, qui vient de paraître, mérite d'être connue même de ceux qui ne cultivent pas la langue créée par le Dr Zamenhof. Elle est publiée par un groupe de tolstoïsans et s'est donné pour mission de signaler toute manifestation du désir d'union des hommes, sous n'importe quelle forme de la pensée ou du geste, avec une entière impartialité. Cette singulière revue paraît à Lioubotine, dans le gouvernement de Kharkov, sous la direction de M. Scheuermann et compte pour collaborateurs tous ceux que le problème de la paix universelle préoccupe ou passionne. Toute communication sur le mouvement philosophique ou religieux dans son application humanitaire, sur le travail physique, les questions agraires, le végétarisme, l'intéresse, ainsi que les expériences faites en ce sens ou les faits observés. Les articles de cette revue sont publiés en espéranto, en anglais et en russe et ornés d'illustrations.

La première livraison de l'*Universala Unigo*, que je viens de recevoir, est variée et très riche en matières. Une étude sur le habisme y coudoie des informations sur une colonie de simplificateurs dans les environs de Berlin, sur deux colonies agricoles d'une organisation spéciale en Amérique, sur les progrès de la paix universelle, etc. Nombreux sont les collaborateurs de cette revue, qui affluent de tous les coins du globe. On remarque d'abord l'original appel de M. Engelhardt, qui habite depuis plusieurs années une petite île de l'archipel de Bismarck, au nord de la Nouvelle-Guinée, et s'y nourrit exclusivement de

noix de coco. Il célèbre en plusieurs volumes les mérites de ce fruit : « La vraie patrie, la vraie mère de l'homme, vous attend là-bas sous les cocotiers, aux pays tropicaux ! »

La revue promet de donner dans sa prochaine livraison des détails sur l'activité de M. Engelhardt. J'aime à croire qu'il n'est pas indispensable pour obtenir l'union des hommes que nous devenions des mangeurs de noix de coco. D'ailleurs, selon la loi de l'offre et de la demande, ce fruit deviendrait insuffisant et de simplificateur de la vie passerait au rang d'aliment de luxe.

— Le soixantième anniversaire de M. Korolenko, l'auteur du *Musicien aveugle*, a été l'occasion d'une grande fête littéraire et politique.

L'œuvre de ce sympathique écrivain n'est pas très étendue, mais le souffle humanitaire qui l'imprègne, l'idéal essentiellement russe qui s'en dégage ont fait de M. Korolenko le portedrapeau de toutes les revendications du peuple russe et lui valent les suffrages unanimes des intellectuels. En Occident il ne passerait pas pour un politicien, car il n'a jamais commis un article sur la politique ni brigué un siège à la Douma. Il est vrai qu'au début de sa carrière littéraire il a été déporté en Sibérie et, depuis, tenu en suspicion par le gouvernement, pour avoir toujours pris la défense des humbles et des malheureux. Cette fâcheuse tendance suffit en Russie pour faire classer un romancier dans la case des politiciens. Voilà pourquoi le président de la Société moscovite de l'Instruction primaire, le prince Dolgoroukov, dit entre autres dans son adresse de félicitations : « Je salue en vous, avec émotion, celui qui a exprimé chaleureusement les sentiments et les aspirations de la société russe. Depuis la mort du grand Tolstoï, la Russie vous estime le plus digne et le plus fort de tous ceux qui combattent les honteuses aberrations de la vie russe. »

Les œuvres de M. Korolenko, s'écrie le critique des *Rousskia Viedomosti*, sont un hymne à la Justice ! Si l'on pouvait caractériser un romancier par un seul de ses écrits, j'appellerais

M. Korolenko « l'auteur du *Songe de Makar* », non que ce soit au point de vue de la forme la meilleure de ses nouvelles, mais parce que dans ce premier récit il a versé déjà ce qui fait la beauté de ses œuvres subséquentes, son amour de la justice. C'est un appel à l'équité, au courage, à la lutte contre le mal, la misère et l'injustice.

Cette inspiration généreuse anime non seulement les moindres ouvrages du romancier, mais aussi les articles du publiciste, où l'on retrouve encore la main de l'artiste, la même émotion et des tendances identiques ; en un mot, dans des genres très différents, l'unité de l'écrivain reste entière.

— En été, le roman chôme ; sa production, d'ailleurs, s'est un peu ralentie en Russie ces derniers temps. Je profite de ce répit pour parler de deux ouvrages, en apparence plus frivoles, mais qui valent la peine d'être connus à l'étranger. Il s'agit d'abord d'une monographie consacrée par M. Soloviev, l'éditeur du *Bibliophile* qui se révèle à ses moments perdus écrivain de talent, à Marie Taglioni. C'est dans l'album de la célèbre danseuse qu'Alfred de Musset écrivait après ses dernières représentations au Grand-Opéra :

Si vous ne voulez plus danser,
Si vous ne faites que passer
Sur ce grand théâtre, si sombre,
Ne courez pas après votre ombre
Et tâchez de nous la laisser.

Qui sait si les amateurs du ballet moderne, qui se pâment au *Sacre du Printemps*, ne trouveraient pas la grande artiste timorée dans ses évolutions et ne lui reprocheraient pas de n'être point du tout dans le train ? En effet, ce qui faisait le charme irrésistible de la Taglioni, raconte son biographe, c'était le sentiment de pudeur virginale qui ennoblissait et idéalisait sa danse jusque dans la fougue des élans vertigineux et la virtuosité de la mimique chorégraphique. Cette impression de pudeur se dégageait de toute sa personne. Elle révolutionna le costume des ballerines, porta la jupe plus longue que le règlement ne le

demandait et, dit M. Soloviev, « habilla la danseuse en première communiant. » Voilà des excentricités que M^{me} Ida Rubinstein ne sera pas tentée d'imiter et que nos directeurs de théâtres n'approuveraient certainement pas.

La Taglioni s'appliquait surtout à rendre la poésie de ses rôles et réussissait à en imprégner ceux qui y prêtaient le moins. Malheureusement les ballets à cette époque étaient d'une monotonie désespérante et ne permettaient pas toujours à l'incomparable artiste de déployer toutes les ressources de son talent. En puisant ses renseignements aux sources les plus diverses, russes, allemandes, françaises et italiennes, M. Soloviev a réussi à évoquer un tableau complet de la vie de la charmante artiste, qu'il a illustré de nombreux portraits et d'esquisses de scènes de ballets recueillis dans des collections privées. Le récit est captivant et, tout en éclairant le caractère, si noble, de la Taglioni, constitue un document des mœurs de cette époque.

— Tout autre est l'intérêt que présente la piquante monographie que M^{lle} Anastasie Tchebotarevski consacre à l'amour, tel qu'il se révèle dans les lettres d'hommes célèbres. La Maison d'éditions de Moscou a publié ce volume avec beaucoup de soin et le goût discret qui convient à un tel sujet. La préface est due au romancier bien connu Théodore Sologoub, et nous apprend quelle a été la préoccupation de l'auteur dans le choix de ces lettres. « Celui qui aime, explique M. Sologoub, ne se borne pas à exiger, mais il donne ; il ne cherche pas seulement des jouissances, mais il est prêt à se livrer aux actes de renoncement les plus élevés. Enflammé d'amour, il ose tenter ce qui est au-dessus de ses forces.... »

Les lettres réunies dans ce volume ont été écrites par ceux qui ont aimé à l'être qu'ils aiment, et parlent d'amour mais non pas exclusivement. « L'âme, rendue lumineuse par l'amour, contemple le cercle de ses manifestations avec un sentiment particulier, tantôt élevé, tantôt intime et tendre ou passionné, sinon autrement nuancé, mais toujours puissant. » Ce recueil a

encore le mérite de placer, à côté d'épîtres d'hommes célèbres français, anglais, allemands et italiens, des lettres de célébrités russes comme Pouchkine, Tourguénev, Tchernichevski, Herzen qui sont on ne peut plus rares et apportent une appréciable richesse à la littérature épistolaire de la Russie.

MICHEL DELINES.

CHRONIQUE SUISSE ROMANDE

Le mouvement intellectuel ; l'*Offrande à la Vie* de M. Franzoni ; les *Poèmes* de M. Mugnier. — L'éducation civique par l'école : une conférence par M. Rosier. — L'*Histoire littéraire au XVIII^e siècle* de M. de Reynold. — *La population et les mœurs* de M. Henri-F. Secrétan. — L'*Histoire de la civilisation égyptienne* de M. Jéquier.

Si la littérature était l'expression de la société et si la société suivait les indications de la nature, le printemps nous fleurirait de poésie, l'été échaufferait les visions du dramaturge et déchaînerait l'orage des passions dans les romans, sinon chez les romanciers, l'automne mûrirait les fruits de la science et le studieux hiver envelopperait de ses brumes les méditations du philosophe et les sévères inquiétudes du mathématicien.

Mais il y a du désordre dans le ciel et sur la terre. L'homme n'écoute point l'appel des saisons, qui n'obéissent plus à leur loi. L'influence des astres est dérangée ; il s'ensuit une foule de conséquences. Voilà pourquoi nous avons eu si peu de vers cet été et pourquoi ceux que M. Mugnier nous apporte ne sont pas meilleurs ; voilà pourquoi l'on nous parle tout à la fois de la civilisation égyptienne, de la littérature de la Suisse allemande, du problème de la population, et du patriotisme à l'école.

On nous a parlé aussi de l'espéranto, de l'histoire de la géographie en Suisse, et de l'histoire suisse, mais c'était dans des congrès ou dans des réunions de sociétés savantes, non pas dans des livres. Ces réunions, en somme, ont été chez nous la prin-

cipale manifestation de la vie intellectuelle dans ces derniers mois ; et de ces congrès on peut certifier qu'ils ont mêlé l'agréable à l'utile ; et de cette vie intellectuelle, on peut assurer qu'à défaut de grands événements elle connaît le charme de l'activité paisible et saine.

Toutes ces réflexions, je les fais pour me consoler du si peu, du trop peu de poésie de cet été, et je n'oserais dire qu'elles m'en consolent entièrement. *L'Offrande à la vie* de M. Franzoni n'est plus toute récente, mais il n'y a rien de plus récent, que je sache, sauf les *Poèmes* de M. Mugnier.

Des vers larges, francs, d'une belle et forte résonance, portés sur le souffle même de la vie, mûrs par la pensée et par l'expression, et qui se prolongent en nous par ces évocations, par ces retentissements d'émotion où se reconnaît la frappe du vrai poète, voilà ce que nous démêlons tout de suite dans le recueil de M. Franzoni et que nous mettons à part dans notre mémoire, comme une promesse très sérieuse. Puisque le triage se fait de lui-même, pourquoi M. Franzoni ne l'a-t-il point opéré ? Sans doute parce que les autres vers et les autres impressions, avec la mièvrerie qui les rapetisse et la sentimentalité banale qui les dépare, sont de lui également, et tout autant et, en un sens, davantage. Il sent et compose dans le présent, nous tâchons de discerner en lui l'avenir, et que l'œuvre future s'annonce dans celle-ci par des indices indubitables, c'est assez de raisons de la saluer avec une vive sympathie et un espoir impatient.

Ce n'est peut-être pas une raison de souhaiter à M. Franzoni l'entier dégagement et la perfection de l'art qu'il porte en lui, tant il faut au sol de l'âme le labour des amertumes et de la douleur, celle de la vie ou celle de la pensée, pour y faire éclore la poésie. Nous risquerons beaucoup moins à implorer cette grâce pour M. Mugnier. Qu'il écrive donc, qu'il s'ingénie en des compositions où se traduise toute l'originalité et toute la sincérité des poètes qu'il a lus, de Mallarmé à Verlaine et à Paul Fort, et que son ardeur ait vingt ans, non seulement « depuis l'indéfini », comme il nous le fait savoir en son langage, mais jusqu'à l'indéfini, comme nous en faisons le vœu. Il n'est meilleur exer-

cice que celui des vers pour se former à une prose nombreuse et richement enluminée. Cependant, pourquoi publier ses cahiers d'école ?

Mais j'y pense : il y a dans ce recueil d'heureuses suggestions, des motifs utiles pour les artistes. M. Mugnier serait-il peintre plus encore que poète ? Lisez cette strophe :

Des harpes,
Des espoirs,
Des écharpes,
Sur les brumes crayeuses
Sont venus choir.
Des promeneuses
En un automne
Ont joint leurs mains
Par un divin
Matin.

Est-ce que cela ne ferait pas un bon tableau futuriste ?



Il y a un nationalisme suisse. Ce n'est pas encore le programme d'un parti ; ce n'est plus simplement la fantaisie de quelques écrivains ; c'est une tendance commune à certains esprits parmi ceux qu'on appelle les jeunes. Autant qu'on en peut juger, c'est une tendance littéraire qui n'a point de formule politique. Mais elle conduit à des formules scolaires. Peut-être le mouvement d'opinion qu'on s'efforce de créer vient-il à son heure. La question de l'éducation civique des jeunes Suisses se pose... et repose depuis plus de vingt ans. Elle se complique aujourd'hui d'une autre question, moins facile à résoudre, celle de l'assimilation des étrangers. La brochure de M. Robert Fath sur *La culture nationale à l'école* parue ce printemps a été fort remarquée et ne demeurera pas sans fruit. Voici que la Société vaudoise des maîtres secondaires se propose d'y donner une suite dans ses délibérations de l'automne, et que la discussion recommencera au congrès de la Société pédagogique de la Suisse romande, à Lausanne, en 1914. On ne saurait exiger du public qu'il se passionne à ces matières arides ; d'ailleurs la passion ne serait point ici de mise. Mais il en sait l'importance, et nos gou-

vernements mieux encore. Preuve en soit le rapport que M. le conseiller d'Etat Rosier a présenté à l'assemblée du parti radical suisse, exposé lucide, exempt de toute exagération, de tout parti pris, de tout esprit de parti, qui débouche de tous côtés sur des vues générales et où l'on reconnaît l'historien, le géographe et l'homme d'Etat.

L'un des offices de l'école est d'assurer la continuité des générations. L'enseignement est un mécanisme d'adaptation par lequel les aînés ajustent les jeunes à leurs habitudes et à leurs pensées et leur transmettent l'héritage de leurs expériences. Il est naturel que nous nous en servions pour leur faire prendre intérêt à notre vie nationale. Que deviendrons-nous s'il est vrai que l'esprit cosmopolite nous envahit, que toutes les barrières s'abaissent par le prodigieux accroissement des communications internationales, que les anciennes frontières, celles que la religion, la différence des mœurs, la force des traditions élevaient entre les hommes, disparaissent? Ceux qui nous alarment ont, je crois, le sentiment très juste du danger qui nous menace, et pour réagir à temps, il faut réagir avant que la nécessité nous presse, pendant que la modération suffit encore. Seulement, tâchons de ne pas surcharger, de ne pas écraser l'enseignement. Déjà nous le voyons souffrir d'un grave défaut d'unité.

La meilleure solution serait peut-être celle que M. Rosier emprunte à M. l'ancien conseiller fédéral Frey: instituer une *école civique*, en développant l'école complémentaire et les cours de recrues. Deux hivers de suite, du 1^{er} novembre au 15 mars, les jeunes Suisses de 18 et de 19 ans recevraient un enseignement qui leur ferait connaître leur pays, ses mœurs, l'histoire nationale, la constitution, les lois les plus importantes, et particulièrement les transformations politiques, économiques et sociales de la Suisse au XIX^e siècle.

— En rappelant l'opinion de M. Frey et de M. Rosier sur l'éducation civique des jeunes gens, je n'entends point les compter au nombre des « jeunes », ni leur décerner un brevet de nationalisme ou d'helvétisme. Il se trouve, tout simplement, que des préoccupations semblables, dictées par les circonstances, ont

rapproché en ce point des esprits fort divers. L'helvétisme est un mouvement littéraire. Il a pour documents la collection de la *Voile latine* de Genève, aujourd'hui remplacée par les *Feuilles*, et deux ouvrages de M. G. de Reynold, considérables par la masse, par l'information et à plusieurs égards par la pensée.

M. de Reynold échappera-t-il à ses propres coups, lui qui reproche aux historiens suisses du dix-huitième siècle d'avoir conçu l'histoire comme une épopée et non comme une enquête scientifique? Il écrit tout ensemble pour éclairer notre passé et pour établir une doctrine. La préoccupation de doctrine ne l'emporte-t-elle point en lui, je ne dis pas sur l'exactitude, car il est minutieux, ni sur l'esprit de justice, car on ne saurait lui contester l'impartialité, mais sur la justesse et sur le sentiment des proportions?

Puisque thèse il y a, commençons par la thèse. Huit cent quarante-quatre et quatre cent quatre-vingt-huit font treize cent trente-deux. M. de Reynold a écrit treize cent trente-deux pages, plus un appendice, pour démontrer l'existence de l'esprit suisse. Je voudrais qu'il y fallût moins de preuves.

Il appelle esprit suisse ce qu'on aurait appelé naguère le génie du peuple suisse. Renan a laissé des pages inoubliables et moins encombrées sur le génie des races celtiques. Mais les Celtes sont une race, tandis que nous appartenons à plusieurs groupes ethniques, trois, quatre, ou davantage. Notre unité nationale n'est pas fondée sur des affinités de sang. On ne peut l'expliquer que par l'influence du milieu physique et surtout par les conditions qui dépendent de la volonté des hommes, conditions morales, que l'histoire nous découvre et que l'étude des monuments littéraires nous révèle jusqu'à l'évidence.

Voilà le premier point, le point de méthode. M. de Reynold ne fait pas de la littérature, mais de l'histoire littéraire. Si médiocres que soient les œuvres dont il nous entretiendra, leur importance n'y perdra rien pourvu qu'elles représentent les aspirations de la classe dirigeante ou d'une élite. Il fait bon marché de leur valeur d'art pour les étudier dans leur signification sociale. Téméraire! c'est de la sociologie que vous faites! Et vous ne

soupçonnez pas que le sociologue doit passer derrière l'œuvre d'art, la regarder à l'envers, comme on regarde une tapisserie des Gobelins quand on se tient à côté de ceux qui la tissent !

Laissons là cette prosopopée et raisonnons sur un exemple. Les idylles du bon Gessner, que j'ai la faiblesse de trouver, non pas « illisibles » mais délicieusement fausses, à la fois sobres et vaporeuses et délicates comme un ancien pastel, ont inspiré Berquin et peut-être Florian. C'est, dit-on, l'esprit suisse agissant, pénétrant la France, l'Allemagne, le monde. Hélas ! le chevalier de Florian, s'il eût écrit le *Cid* plutôt qu'*Estelle et Némorin*, n'eût peut-être pas subi le couteau révolutionnaire, n'eût pas tendu le cou comme un mouton. La sentimentalité de l'aristocratie française au dix-huitième siècle était manifestement un stigmate de la décadence. L'était-elle moins chez Gessner à Zurich, chez Haller à Berne, dans ces oligarchies qui ne tardèrent pas à crouler ? Le problème de sociologie, le voilà, voilà ce qu'il fallait examiner, sans vous hâter de définir l'esprit suisse par le sentiment de la nature et par l'alpinisme qui ont commencé si tard. Car vous risquez fort de définir une abstraction. L'esprit suisse est une entité aussi bien que là « mentalité romaine »... *flatus vocis*. Et il semble bien que nous puissions nous en passer, s'il n'existe pas, puisque nous existons, nous, d'assez longue date ; et s'il existe, et si vous en faites l'histoire naturelle, il convient de le caractériser par des traits que nous ne retrouvons point partout, chez les Allemands, chez les Anglais, chez les Peaux-Rouges.

Curieuse époque que le dix-huitième siècle suisse ! Touchant effort que celui de ces écrivains qui veulent à tout prix se dégager de la servitude intellectuelle de l'étranger, nous créer une originalité dans les lettres, nous faire une conscience nationale ! On n'a point de ces tourments dans l'âge de la pleine force. La catastrophe approchait ; les médecins sentaient le mal et multipliaient les remèdes dans l'ignorance des causes.

De cette époque, M. de Reynold s'est constitué l'historien attentif, infatigable, curieux des infiniment petits, abondant en généralisations, moins « Latin » qu'il ne le croit, moins sou-

cieux qu'il ne le faudrait de l'ordonnance claire et de la sobriété, peu résigné aux sacrifices qu'elles réclament, mais riche, doué d'une grande faculté d'assimilation, substantiel, versant dans des livres compacts des tiroirs bourrés, souple, capable de fines analyses, apte à saisir les aspects multiples des événements et des physionomies, et tandis que d'autres se perdent par l'envers de leurs qualités, se rachetant, au contraire, et au delà, par l'envers de ses défauts.

Et enfin, songez qu'il s'est essayé aux plus grandes figures de notre histoire littéraire, Rousseau, Bodmer, Haller, Gessner, Jean de Müller ; qu'il a tenu ou à peu près cette gageure de ne considérer en chacun d'eux que le Suisse, de les prendre par le côté qui est tourné vers nous, par le côté de l'ombre, car nous n'avons jamais salué que leur reflet, qui nous est toujours venu du dehors ; qu'il éveille la réflexion, conduit à la discussion ; qu'il a certainement ajouté à ce que nous savions, non seulement en amassant des faits, mais en proposant des interprétations ; et dites s'il n'a pas bien mérité de nous, en ses huit cent quarante-quatre pages, comme nous, peut-être, nous avons bien mérité de lui, lui par son zèle et nous par notre patience.

— Voulez-vous combattre une thèse par une autre ? Sortons de Suisse. L'Italie est à nos portes. Si ce n'est point assez du recul dans l'espace, prenons-le dans le temps ; éloignons-nous — pour y revenir — du spectacle du monde moderne ; remontons jusqu'à ces conflits furieux d'où nos nationalités sont issues à la fin. Notre guide nous attend ; debout sur le seuil de l'époque barbare, fermement appuyé sur Ammien Marcellin, M. Henri-F. Secrétan nous montre du doigt l'Histoire Auguste, les inscriptions et les lois romaines, les Pères de l'Eglise, Salvien. A sa suite, nous ferons cent tours et détours à travers les six premiers siècles de notre ère. Il va, revient, s'arrête, repart. Rien ne sert de le gourmander, de lui prescrire un itinéraire. Soumettons-nous au caprice de sa plume incisive, au charme de ses formules ingénieuses, de ses raccourcis brillants. D'ailleurs nous savons où il nous mène, si nous ne savons trop par où ni comment. Une fois pour toutes, M. Henri-F. Secrétan a résolu

de nous prouver que l'empire romain a péri faute d'hommes, que le nombre est la grande affaire, à quoi l'on fera bien de regarder avant tout pour comprendre l'histoire. Et de même que M. de Reynold choisit le dix-huitième siècle pour nous faire assister à la formation de l'esprit national en Suisse, par l'étude de la littérature, M. Henri-F. Secrétan fait choix d'une époque caractéristique, propre à la vérification de sa thèse, qui est celle de la fin de l'empire et du commencement des invasions.

C'est la thèse démographique opposée à la thèse psychologique. — La puissance d'une nation vient de son état numérique comparé à celui des autres peuples. — La force d'une nation vient de sa volonté de vivre, de son unité d'esprit, de ce qu'il y a d'indélébile dans sa physionomie morale.

Faut-il absolument prendre parti? Toutes les philosophies, disait Leibniz, sont vraies dans ce qu'elles affirment et fausses dans ce qu'elles nient. S'il en était de même de ces thèses de sociologie, vraies l'une et l'autre, se limitant l'une l'autre, bornées par d'autres encore et peut-être s'inscrivant toutes ensemble dans le cercle de quelque vérité plus générale?

Reste le point de fait. On réfutera malaisément l'argumentation de M. Secrétan, du moins si l'on n'y oppose que celle de Fustel de Coulanges qui voulait que l'empire ait été fort peuplé jusqu'à la fin, et que les Germains envahisseurs, au contraire, fussent peu nombreux et en pleine dissolution politique. Les historiens désertent ce point de vue de plus en plus. Les préoccupations du législateur dès le règne d'Auguste, jusqu'au cinquième siècle et à Majorien, dont M. Secrétan traduit une *Novelle* fort curieuse, les allusions des historiens, les invectives des évêques, force documents attestent une pénurie d'hommes dont on n'avait pas ou en tout cas dont on avait trop peu parlé. Pourtant, distinguons. L'Italie compte aujourd'hui cinq fois plus d'habitants qu'alors. Suffiraient-ils pour occuper l'Europe jusqu'au Rhin, toute la ligne du Danube, l'Asie antérieure jusqu'à l'Euphrate, l'Egypte et le nord de l'Afrique? Ce qu'il faudrait prouver, ce n'est pas seulement l'insuffisance numérique, mais la diminution continue de la population, et de plus l'abais-

sement voulu, raisonné, de la natalité, car telle est la pensée de M. Secrétan. En ce point, il conclut du présent au passé plutôt qu'il ne se fonde sur les textes. Ce procédé, légitime pour élaborer une hypothèse, ne l'est pas pour la convertir en une certitude de fait.

Sur l'état actuel, M. Secrétan a réuni des données intéressantes qui se trouvaient éparées et qui permettent d'inférer que la diminution de la natalité n'est point le propre de la France. C'est un phénomène général dans l'Europe entière. N'en concluons pas qu'il va continuer progressivement et encore moins que notre civilisation en est menacée ; il y a trop peu de rapport de la population actuelle de l'Europe à celle de l'empire romain. La question demeure en suspens.

— Les sciences, décidément, l'emportent chez nous sur les arts. N'allons pas croire qu'elles offrent moins d'aliment à l'imagination. On demeure confondu, quand on y pense, de tous les élargissements de l'horizon dont nous leur sommes redevables. Combien n'ont-elles pas desserré les bornes du monde, jusqu'où n'ont-elles pas repoussé l'origine de notre espèce ? Chaque jour une nouvelle conquête agrandit notre domaine. En désirez-vous un exemple probant ? Voici l'*Histoire de la civilisation égyptienne* de M. Gustave Jéquier, qui fait plus que de mettre au point nos connaissances un peu surannées. En moins de trois cents pages claires, faciles, élégantes, avec de nombreuses et heureuses illustrations, il nous déroule les fastes de l'Egypte, depuis l'âge de la pierre jusqu'aux derniers temps de la domination perse. Merveilleuse évolution ! Une suite de quatre mille ans à peine interrompue par l'invasion des Hycsos ! Une continuité sans cesse progressive où l'on passe lentement, sans crise violente, de l'âge de la pierre à l'hellénisme !

Dès qu'il a passé l'âge légendaire, quand il traite de la période préhistorique, de l'époque thinite, de l'Ancien, du Moyen, du Nouvel Empire, M. Jéquier ajoute chaque fois un tableau de la civilisation au résumé de l'histoire. Le professeur de Neuchâtel est un conseiller d'une compétence éprouvée, peu porté aux aventures. On reconnaît ses doutes à ses silences. Il insiste

aussi peu sur le totémisme et sur l'origine de la religion égyptienne que sur la gynécocratie... dont il ne parle pas. Sa discrétion est le gage de sa prudence. Que de choses on peut dire en trois cents pages ! Restitution des faits, monuments, beaux-arts, industrie, organisation politique et sociale, croyances et cultes, tout est indiqué et, quand il le faut, souligné.

Été de science, été d'idées ; aurons-nous un automne de rêve ?

MAURICE MILLIoud.

CHRONIQUE SCIENTIFIQUE

Découverte du microbe de la rage. — La baguette des sourciers en Allemagne. — Alcoolisme et hérédité. — L'Atlantide devant la géologie et l'histoire naturelle. — Les bombes asphyxiantes à la guerre.

Un bactériologiste japonais, M. H. Noguchi, annonce avoir trouvé le microbe de la rage. Il n'est pas le premier à ce faire. Plusieurs ont cru le tenir, mais ils s'étaient trompés. Peut-être M. Noguchi a-t-il été plus heureux que ses devanciers ; d'ailleurs nous le verrons bien avant longtemps. Cette découverte, qui eût été d'importance capitale avant Pasteur, n'a maintenant qu'un intérêt secondaire. Nul ne doutait du caractère microbien, parasitaire, de la rage : on en était aussi sûr que si l'on avait vu le microbe. Et Pasteur n'a pas attendu la découverte de celui-ci pour imaginer le traitement magistral qu'on lui doit et que, sans doute, on ne perfectionnera guère.

Peut-être la culture du microbe, devenue possible par l'isolement de celui-ci, permettra-t-elle d'obtenir le remède devenu classique avec plus de facilité, mais on ne comptera guère qu'elle puisse en fournir d'une efficacité supérieure. M. Noguchi est assurément un homme de bon sens, car il a déclaré préférer qu'on ne parle pas trop de sa découverte. Ce désir s'explique par le tapage très inconsideré que quelques journaux, à court de copie sans doute, ont fait autour de la découverte.

A les en croire, tout le problème de la rage est bouleversé. Il faut une incompétence toute particulière pour concevoir de pareilles idées ; mais la presse quotidienne en possède une dose qui n'est pas commune.

— La baguette divinatoire est tout autant à la mode en Allemagne qu'en France. A la mode, et à l'ordre du jour. On s'en occupe, on l'étudie, on veut voir ce qu'elle vaut réellement, et savoir si l'on doit la prendre au sérieux. La Société d'agriculture allemande vient de se mettre au courant, par la publication de trois rapports qui lui ont été adressés sur la question. Il y a de tout dans ces rapports. On y voit que de façon générale, en Allemagne, les baguettisants sont des ruraux sans instruction ; il n'en va pas de même en France, ni en Suisse. Les géologues sont presque tous opposés aux idées de ces derniers, et quand un professeur de géologie de Zurich a voulu publier un article non hostile, il a vainement cherché une revue où le publier. Il a fini par recevoir l'hospitalité dans un journal de l'éclairage au gaz.... Il y a une Société d'hydrologie allemande, comprenant 350 membres. Et on relate mille exploits des baguettisants. L'un d'eux a permis l'établissement de l'élevage dans les steppes du Kalahari, bien connu comme désert ; il y a trouvé de l'eau avec sa baguette. A Munich, un baguettisant trouve couramment les fuites d'eau. Un des rapporteurs affirme que la radioactivité de l'air doit être de 40 % plus forte au-dessus de l'eau que de la terre sèche. Il assure aussi que la conformation des nuages, en air tranquille, révèle la richesse du sol en eau. La photographie prise en ballon au-dessus des nuages dessinerait les courbes hydrométriques du sol.

En Allemagne, les baguettisants paraissent réussir beaucoup mieux dans le nord et le centre que dans le sud, mais il y a de l'eau à peu près partout dans le nord et le centre ; dans le sud les plissements montagneux compliquent les phénomènes et déconcertent ces praticiens. Ce qu'on cherche, de divers côtés en Allemagne, c'est l'instrument magnétique de précision, sensible aux influences — d'ailleurs inconnues — agissant sur

les baguettisants, sur les sujets sensibles. Mais on ne le trouve pas encore. Et la sensibilité dont il s'agit, quelle est-elle? Par exemple dans le cas de ce baguettisant qui ne peut dormir au-dessus d'un passage d'eau que si sa tête pose sur un tapis de caoutchouc, alors que d'autres conservent toute leur sensibilité, que leurs pieds soient chaussés de caoutchouc ou non? On ne sait. Mais on étudie la question avec soin, avec persévérance, et il faut espérer qu'on arrivera à quelque conclusion ferme.

— M. C.-R. Stockard a publié dans l'*Archiv für Entwicklungsmechanik* d'intéressantes recherches sur l'action héréditaire de l'alcool, son action sur la progéniture de sujets alcoolisés. Les sujets étaient des cobayes, mâles et femelles, vigoureux, bien portants, qu'on avait astreints à respirer tous les jours des vapeurs d'alcool pendant des mois. Ils ne parurent pas souffrir autrement de l'alcoolisme chronique qui leur fut infligé, et continuèrent à présenter une belle apparence. Mais la race, la lignée fut manifestement atteinte. La faculté de procréation fut diminuée. Sur 55 couples d'animaux, 42 femelles devinrent grosses, et donnèrent le jour à... 7 vivants seulement.

Les unions furent diverses. Mâle alcoolique et femelle normale, telle fut la combinaison dans 24 couples. Sur ces 24 couples, 14 ont été stériles; 5 ont donné des mort-nés; les 5 autres couples ont eu 12 petits, dont 7 morts peu après la naissance. L'influence alcoolique paternelle est donc très marquée. Dans une seconde série la combinaison fut femelle alcoolique et mâle normal. Il y avait 4 couples; un fut stérile; un autre donna 3 mort-nés avant terme; les deux autres, deux jeunes, vivants. Enfin 14 couples étaient totalement alcooliques: père alcoolique et mère aussi. Sur les 14, 10 ont été stériles; 3 ont donné des mort-nés; un seul a eu un petit vivant, mort d'ailleurs, au sixième jour, de convulsions. Pendant ce temps 9 couples normaux donnaient 17 jeunes, vigoureux, et qui ont survécu, au lieu que la plupart des survivants des unions alcooliques sont morts après peu de temps, avec des troubles nerveux, épilepsie, etc.

— On sait que les géologues et naturalistes contemporains sont beaucoup moins disposés que leurs devanciers à traiter de fable le récit de Platon relatif à l'Atlantide. Ils se sont avisés que divers faits, très certains et authentiques, corroborent sérieusement ce récit. Ce sont des faits d'ordre géologique ; des similitudes de couches stratigraphiques entre l'Afrique du nord et les îles de l'Atlantique, celles du Cap-Vert en particulier, et des faits de géographie zoologique aussi. M. L. Germain, dans une récente étude faite au point de vue de la faune, fait ressortir le caractère homogène de la faune de ces îles. Dans tous les groupes zoologiques, dit-il, les mêmes genres ou des genres représentatifs se retrouvent dans les divers archipels, la faune des îles les plus méridionales (Canaries et Cap-Vert surtout) accusant seulement un climat plus sec, plus désertique. En outre cette faune n'a d'analogie qu'avec celles des Antilles, de l'Amérique centrale, de l'Europe du sud-ouest, de l'Afrique du nord, pas du tout avec celle de l'Afrique tropicale. Les mollusques tertiaires de l'Europe occidentale et centrale ont comme plus proches alliés les espèces actuelles des Açores, des Canaries, des îles du Cap-Vert, de Madère. Une fougère qui vivait au Portugal, au tertiaire, existe encore aux Canaries et aux Açores. Un escargot quaternaire de Mauritanie est voisin de ceux des Canaries. La flore des îles est du type méditerranéen ; les crustacés de l'ouest africain se rapprochent de ceux de l'est américain, et il en va de même pour les mollusques. Tout indique donc qu'autrefois les archipels étaient réunis en une masse unique, l'Atlantide, et que l'Atlantide tenait à l'Europe et à l'Afrique du nord par la Mauritanie et le Portugal. Ce continent devait avoir pour limite sud une ligne de rivage partant des parages du Cap-Vert pour aboutir en Amérique du côté du Vénézuéla.

— De tous côtés, dans nos pays soi-disant civilisés et chrétiens, on cherche des moyens nouveaux de destruction de l'humanité. Chacun court après une nouvelle méthode d'anéantissement des hommes parlant une autre langue, et vivant sous un autre gouvernement. Les usines Krupp sont naturellement de la

partie, et, d'après la *Nature*, elles auraient imaginé un canon à bombes qui est curieux.

Le principe même est déjà très original. On n'introduit pas la bombe dans le canon : elle reste dehors, à la bouche. Mais elle se prolonge par une tige métallique qui, elle, remplit tout l'intérieur du canon, et qui sert à propager à la bombe l'impulsion qu'elle reçoit par l'explosion de la poudre. Une disposition spéciale permet d'ailleurs à la tige de se détacher après peu de temps, et la bombe continue seule son trajet.

Un canon de calibre très réduit suffit donc à lancer une bombe très volumineuse.

Cette bombe, les Krupp la veulent très meurtrière. Ils ne se contentent pas de l'effet mécanique résultant de l'explosion et de la projection des fragments métalliques ; ils veulent aussi un effet toxique, et le dégagement de vapeurs asphyxiantes et délétères qui feront tout périr à l'entour.

C'est un principe nouveau introduit dans l'art de la guerre, et qui peut mener loin. Il ne manque pas de substances liquides capables de se volatiliser en gaz irrespirables et mortels, et qu'on peut introduire dans les bombes. Il faut seulement avoir l'art de choisir. Car aux conférences de la paix, de La Haye et de Genève, on a bien interdit les projectiles répandant des gaz asphyxiants et délétères ; mais l'Allemagne a fait, en 1899, introduire une clause restrictive capitale : ce qui reste interdit, ce sont les projectiles ayant *pour but unique* de répandre de ces gaz. Mais les projectiles qui les répandent accessoirement seraient légitimes. Il suffit donc qu'une bombe fasse à la fois une besogne mécanique, et une besogne chimique, pour ne pas être défendue. C'est ce que répondra certainement l'Allemagne si l'on proteste contre l'emploi des bombes explosives-asphyxiantes. Le mieux sans doute sera de ne pas discuter, d'imiter son exemple, et d'opposer bombe asphyxiante à bombe asphyxiante. L'essentiel est que ces bombes puissent aller loin, pour que le vent ne ramène pas les gaz délétères sur le parti qui les a mis en liberté. Il est vrai, bien souvent ces gaz tueront des non combattants, des habitants paisibles. Mais ce n'est pas une

considération qui puisse arrêter les officiers allemands. Peut-être, toutefois, regretteront-ils de n'en avoir pas tenu compte et d'avoir donné le mauvais exemple. Ils raisonnent toujours comme s'ils ne pouvaient connaître que la victoire, et leurs voisins rien que la défaite....

CHRONIQUE POLITIQUE

La paix bulgare-turque et le gâchis balkanique. — De la mauvaise humeur en Europe. — Un discours malheureux. — L'inauguration du palais de la Paix et la conférence pour la protection ouvrière.

L'historien de l'avenir qui entreprendra la tâche ingrate d'expliquer les débuts du vingtième siècle passera par de troublantes incertitudes. Il entendra sans cesse parler du concert européen ; il trouvera cette rubrique respectable dans tous les protocoles ; mais, quand il abordera les faits, il y cherchera vainement une inspiration ou une direction supérieure. La diplomatie des grandes puissances se débat dans le vide, elle s'accommode de formules menteuses, elle abdique quand elle devrait agir.

L'Europe a remporté un succès dans le conflit balkanique : à force d'objurgations et de menaces elle a obtenu du minuscule Monténégro qu'il évacuât Scutari et cette œuvre lui a paru magnifique. Mais là s'est arrêté son pouvoir. Quand il s'est agi de faire appliquer le fâcheux traité conclu sous ses auspices qu'on veut bien appeler encore la paix de Londres, elle s'en est reconnue incapable. Les Turcs avaient réoccupé Andrinople ; il fallait les en faire partir. Après quelques protestations anodines, l'Europe y a renoncé ; elle a recommandé à la Bulgarie épuisée de s'arranger avec ses ennemis de l'avant-veille. Comme les traités ne sont qu'une constatation des forces ou des faiblesses, c'était la livrer.

Je cherche à ne point être partial et je me défie du sentiment. Volontiers j'admets que ces peuples des Balkans, pour lesquels

nous nous sommes emballés quand nous avons cru qu'ils paraient en guerre sainte, n'éveillent plus chez moi qu'un intérêt médiocre. Ils nous lassent par leurs querelles, ils nous répugnent par leurs violences. Mais, entre les Bulgares qui ont tué des Grecs et les Turcs qui ont massacré les Arméniens, je suppose que la balance est égale. Et quand les puissances, pour justifier leur indifférence, invoquent la nécessité d'arracher la Thrace à des oppresseurs, elles donnent à un acte de faiblesse un parfum d'hypocrisie.

Même je suis disposé à oublier que les gouvernements et les armées ne sont pas tout, qu'il y a des centaines de milliers et des millions de gens inoffensifs pour qui la guerre, même victorieuse, est le plus grand des maux et qui réclament une paix, quelle qu'elle soit, pour recouvrer le droit de vivre. Je ne me préoccupe que de choses pratiques. Or, au point de vue strictement pratique, il importe que la paix soit bien faite, qu'elle soit solide pour apaiser les troubles, prévenir les dangers auxquels les conflits balkaniques exposent fatalement l'Europe entière.

Cette bonne paix, on l'aurait obtenue en laissant les chrétiens chasser les Turcs de leurs antiques provinces, comme on avait laissé, il y a cinq siècles ou plus, les Turcs subjuguier les chrétiens. Alors, sur les ruines immenses de l'empire ottoman, il y aurait eu de la place pour tout le monde. Après la fatale reprise de guerre du mois de juillet dernier, beaucoup de mal était fait. Mais peut-être qu'en assurant l'exécution exacte du traité de Londres, il eût encore été possible d'atténuer les passions. Maîtresse de la Thrace jusqu'à la ligne Enos-Midia, la Bulgarie avait une grande œuvre de reconstitution à accomplir et la possession d'Andrinople, l'ancienne capitale des sultans, aurait été un réconfort pour son orgueil blessé.

Abandonnée de tous, la Bulgarie paraît s'être désintéressée de son sort. Sa situation était terrible.... Sans doute, il convient de ne pas accepter les nouvelles qui nous arrivent d'une armée de 300 000 hommes, admirablement outillée et entraînée, que la Turquie régénérée est prête à jeter sur quiconque osera lui rompre en visière. En matière militaire, le miracle est aussi dif-

ficile qu'ailleurs et l'Orient est le pays des histoires merveilleuses.... Il n'en reste pas moins que la Turquie gardait des soldats et que la Bulgarie n'en avait plus. D'un moment à l'autre, l'ancienne frontière rouméliote pouvait de nouveau être franchie ; Philipopoli vivait sous la menace des bachi-bouzouks ; et l'Europe, toujours anxieuse d'éviter ce qui pourrait troubler « la paix », aurait vu avec la même résignation de plantureux massacres dans la région chrétienne que la rupture de son traité de Londres. Une fois dans la voie des concessions, la Bulgarie n'a plus compté. Non seulement Andrinople, Kirk-Kilissé, Lulé-Burgas, les théâtres des glorieuses victoires, redeviennent turcs, mais aussi Démotika sur la rive droite de la Maritza. Il ne reste à la couronne du roi Ferdinand qu'une bande de terrain montagneux et peu peuplé au nord et, sur la mer Egée, une vingtaine de lieues de côtes avec le port de Dédéagatch. Après la Macédoine, c'est la Thrace qui échappe.

Une seule chose semble avoir adouci l'amertume de ces sacrifices : l'espoir de la vengeance. Comme les Bulgares avaient déjà fait bon visage aux Roumains, qui les dépouillaient d'une partie de leur territoire, pour tourner toute leur colère contre les Grecs et les Serbes qu'ils avaient attaqués brutalement, de même ils ont feint d'oublier les griefs accumulés pendant cinq siècles contre l'ennemi héréditaire pour ne se souvenir que des haines récentes. On raconte que leurs délégués, le général Savof et M. Natchevitch, ont dit à qui voulait les entendre que la perte d'Andrinople était peu de chose pour eux en face de l'abandon de Kavala et de Salonique, qu'ils ont ouvert à leurs interlocuteurs turcs des perspectives d'alliance et de guerre en commun. On ajoute, il est vrai, que les hommes d'Etat de Constantinople ont vertueusement résisté à cette tentation, qu'ils n'aspirent plus qu'à reconstituer leur empire dans ses limites nouvelles.

Mais il ne faut pas réclamer des gens plus de sagesse que leur cœur n'en peut fournir. La Jeune-Turquie, qui n'a réalisé aucune des réformes de son programme, vit de déclamations pompeuses. L'occupation d'Andrinople l'a remise en selle ; c'était le seul moyen d'effacer certaines fautes politiques fort

graves, certaines taches de sang fort laides. Mais le poids de ses erreurs reste lourd ; il lui faut plus encore de prestige et, en face de ses adversaires divisés, tous les espoirs lui paraissent légitimes. Déjà les pourparlers avec la Grèce subissent un temps d'arrêt : les Turcs le prennent de haut et l'Europe, qui persévère dans sa belle attitude de courage, conseille aux Grecs de céder.

D'autre part le nouvel Etat albanais, cet enfant gâté des puissances, fait déjà parler de lui et ses débuts dans la vie sont fâcheux. Alors qu'on se préoccupe de lui fixer des frontières et qu'on s'indigne de l'entêtement méchant des Grecs épirotes qui refusent de tomber sous la dépendance de leurs ennemis séculaires, le gouvernement provisoire de Vallona est en pleine déconfiture. En face d'Ismail Kemal se dresse de nouveau Essad ; l'un n'a jamais su acquérir que le renom d'un intrigant, l'autre a de la gloire militaire ; et les populations troublées dans leur premier effort vers une vie régulière prennent le parti de n'obéir à personne.

Mieux que cela, elles sont déjà parties en guerre. La perspective de renoncer à de chères habitudes, de ne plus recueillir les fruits du travail d'autrui, leur avait toujours paru inadmissible. Comme il était d'usage, vers la fin de l'été, alors qu'on suppose les moissons rentrées, elles sont descendues sur les villages serbes. Seulement, une résistance étant possible, on a fait les choses avec soin. Ce ne sont plus des bandes de pillards, c'est une véritable armée qui s'est mise en campagne ; elle a pris Dibra de haute lutte ; elle s'y repaît de carnage. Tel est le seul changement visible entre le passé et le présent.

A Belgrade l'inquiétude est grande. Une demande d'intervention adressée au gouvernement austro-hongrois a été repoussée avec hauteur ; pour l'Autriche la situation est simple : les Albanais sont dans leur droit et font leur devoir. Alors la Serbie a notifié à l'Europe qu'elle allait réoccuper les positions de défense qu'on l'avait forcée d'abandonner ; elle rappelle des réservistes : encore une fois c'est la guerre.

Donc la question d'Orient reste ouverte. Le foyer de barbarie

entretenu par les luttes de races que l'Europe a toléré si longtemps dans ses propres limites se ranime quand on le croyait éteint. Querelles et massacres de frontières aujourd'hui ; pour demain, ou après-demain peut-être, la perspective sanglante d'un nouveau règlement de comptes, voilà la destinée de cette région tragique. Mais quelle est donc l'œuvre de l'Europe qui ne laisse rien faire sans elle et prétend toujours sauvegarder les grands intérêts de l'humanité et de la paix ? C'est ce que l'historien de l'avenir se demandera avec inquiétude.

— Est-ce le contre-coup inévitable des affaires d'Orient qui ont le don de brouiller les gens ?... il y a eu comme un souffle de mauvaise humeur qui a passé dans les chancelleries et s'est liquéfié en fiel dans l'encre des journaux.

L'Italie qui, malgré la vertu surhumaine que lui prêtent encore ses admirateurs, a l'air de s'établir à demeure dans les îles de la mer Egée, en veut amèrement à la France qui a le mauvais goût de lui rappeler le respect dû aux nationalités ; de désagréables propos s'échangent d'un versant à l'autre des Alpes. L'Autriche s'est plainte de l'Allemagne qui, pour une fois, lors de la conférence de Bucarest, n'a pas cru devoir soutenir les manœuvres tortueuses de son alliée. La France qui, à la même occasion, s'est également permis un petit tour en cavalier seul, a encouru des reproches de la part de la Russie. Enfin les deux alliés, j'allais dire les deux complices, qui travaillent si bien ensemble en Albanie, constatent que, s'il leur est facile de s'entendre aux dépens des autres, il est infiniment moins aisé de régler leurs rapports directs. Les mesures d'exception que prend le gouverneur de Trieste contre des Italiens, les expulsions qui se succèdent sans merci excitent jusqu'à l'exaspération les journaux de la péninsule ; ils disent leur pays bafoué, trompé ; et on sait que l'Italie, grande puissance depuis trop peu de temps pour posséder la tranquillité dans la force, n'entend pas plaisanter là-dessus.

Sans doute, tout cela n'est pas très grave. C'est même parce qu'aucun conflit plus grave entre puissances ne menace que ces

querelles attirent l'attention. Elles sont caractéristiques cependant dans cette Europe dont sir Edward Grey célébrait naguère l'édifiante union. Mais n'est-ce point justement parce qu'on oblige des Etats aux ambitions et aux intérêts divers à travailler ensemble dans des œuvres sans gloire et d'une stérilité remarquable qu'un fond d'acrimonie reste dans les cœurs et, au premier prétexte, remonte au grand jour ?

— L'ingratitude est un vilain défaut; le roi de Grèce Constantin, premier du nom, n'en paraît pas exempt. Sans cela, même en tenant compte du milieu et des séductions spéciales exercées en sa faveur par son impérial beau-frère, il n'aurait point prononcé le petit discours que toute la presse de langue française lui a si amèrement reproché.

Mais je ne reviens pas sur cet écart oratoire qui a fourni aux journaux, quinze jours durant, une inépuisable copie. Autre chose m'intéresse : c'est l'importance qu'en politique garde le sentiment même chez ceux, ou surtout chez ceux qui s'en prétendent le plus affranchis.

L'empereur Guillaume II est un romantique ; il évoque dans ses discours des visions poétiques ; il vit comme dans une atmosphère de rêve. On le croirait volontiers, en tant qu'homme politique, sujet à de troublants écarts. Il n'en est rien : tout s'épanche en paroles ; les actes sont raisonnés, précis. Le puissant empire d'Allemagne n'avait montré jusqu'ici au petit royaume de Grèce qu'une indifférence traversée de mépris ; et les relations de famille n'y changeaient rien. Mais voici que la Grèce remporte des victoires ; elle double l'étendue de son sol ; elle devient un client sérieux et peut-être, qui sait, un élément de grande politique. Brusquement l'attitude de l'empereur change : il rend, à fort peu de frais d'ailleurs, un service au gouvernement hellénique dans l'affaire de Kavala, il décide qu'un attaché naval allemand résidera désormais à Athènes, il s'éprend d'une ardente tendresse pour le mari de sa sœur et le nomme feld-maréchal dans son armée. C'est de la politique réaliste.... Cependant en Grèce, où les sentiments sont prompts, où les

passions sont vives, on se réjouit de cette bruyante amitié ; les têtes se dressent avec fierté, les cœurs s'ouvrent à la reconnaissance.

La France a rendu une multitude de services et il lui en a coûté. Désillusionnée, blessée, elle s'est promis en un jour de malheur de se consacrer désormais à la défense de ses seuls intérêts et ses hommes d'Etat ne prétendent pas faire autre chose. Mais, voilà : on ne se débarrasse pas comme on veut d'anciennes habitudes. La France éprise de beauté, nourrie de souvenirs classiques, a fourni à la Grèce un appui inébranlable. Elle l'a soutenue par ses capitaux, éduquée par ses soldats, défendue par sa diplomatie ; par-dessus tout elle l'a aimée. Et il suffit qu'un roi, nouveau venu dans sa charge, grisé par des honneurs trop capiteux pour lui, prononce quelques paroles maladroites et stupides pour que tout ce beau zèle s'évanouisse en fumée. On ne se demande pas si le roi Constantin représentait ou non son peuple ; on ne se dit pas que son pouvoir n'a jamais été grand, que sa popularité a toujours été mince.... Il semble qu'on se réveille d'un songe et le réveil n'est point agréable. Après quoi les journaux d'Athènes pourront prodiguer d'excellentes paroles, le roi réciter un nouveau discours, l'amertume reste au cœur des Français : ils n'ont plus la foi. Effet de sentiment.... Et les Grecs qui ont parlé d'un malentendu d'abord, qui estiment en avoir assez fait ensuite, commencent à regimber contre ce flot de reproches. Encore un peu et ils se croiront les offensés.

Tant il est vrai que, s'il est toujours dangereux de rendre un service, il est plus dangereux encore de s'en souvenir.

— A la fin du mois dernier, on a solennellement inauguré à La Haye le nouveau palais de la Paix où siègera désormais le Tribunal permanent d'arbitrage. Comme M. Carnegie avait bien fait les choses, que l'architecture était belle, le mobilier luxueux et la chère fort bonne, les quelques centaines de privilégiés qui bénéficiaient d'invitations se sont promptement laissé gagner par l'enthousiasme. Comme de juste des orateurs ont célébré l'esprit de concorde et de fraternité qui préside aux délibé-

rations du concert européen ; ils ont rendu hommage à la sagesse de sir Edward Grey, de M. Sazonof et de quelques autres ; ils ont annoncé que les temps étaient proches où les conflits entre les hommes se régleraient sous les plafonds armoriés de ce palais superbe, siège de l'immanente justice.... Nous en acceptons l'augure.

Plus importante, à mon avis, a été la conférence internationale qui vient de siéger à Berne pour la protection ouvrière. Il ne s'agissait point d'une réunion d'idéalistes prompts à proclamer des principes théoriques, mais d'une réunion de délégués officiels chargés de s'entendre sur des solutions pratiques que les gouvernements chercheraient à faire accepter par les parlements de leurs pays. Dix-huit Etats étaient représentés.

Sans doute, la conférence ne s'est pas montrée très hardie. Si elle a limité à dix heures par jour le travail des femmes et des jeunes gens jusqu'à seize ans, elle n'a pas cru devoir porter à dix-huit ans l'âge jusqu'auquel les jeunes ouvriers seraient comme les femmes sous la protection de l'Etat, avec interdiction du travail de nuit. En face de l'opposition de quelques pays, il a fallu réduire cet âge à seize ans ou même à quatorze d'après certaines dispositions transitoires.

A nous autres Suisses, la conférence n'apporte rien de nouveau ; la nouvelle loi sur les fabriques qui va être discutée par les chambres fédérales va plus loin en fait de mesures protectrices. Mais puisque, étant donnée la concurrence industrielle, des améliorations sérieuses à la législation du travail ne peuvent être réalisées que sur le terrain international, de pareilles tentatives sont d'un présage heureux. A défaut de la politique qui piétine, que la vie sociale au moins s'améliore !

Lausanne, 25 septembre 1913.

BULLETIN LITTÉRAIRE ET BIBLIOGRAPHIQUE

HISTOIRE DE L'ANTIQUITÉ, par *Eduard Meyer*. Tome I. — 1 vol. in-8°. Paris, Genthner.

En même temps que paraît la 3^e édition allemande de cet ouvrage, un groupe de savants français et le libraire Genthner ont entrepris d'en donner une édition française. Ceci en est le premier volume et le traducteur est M. Maxime David.

Ce tome ne contient qu'une introduction. L'auteur cherche à décrire les stades les plus anciens de la société humaine, les étapes successives de l'évolution politique, sociale et intellectuelle, qui a amené l'humanité jusqu'à ce point où commence, avec les documents écrits, l'histoire proprement dite. Il ne se fait pas illusion sur la possibilité de connaître un passé aussi obscur ; il détruit plus d'hypothèses qu'il n'en formule. En particulier, en face des théories assez en vogue d'après lesquelles l'homme aurait vécu isolé jusqu'au jour où plusieurs se seraient groupés en communauté en vertu d'une sorte de contrat, il montre que, de par son essence même, l'homme appartient au groupe des animaux grégaires : il ne saurait être conçu comme vivant seul, ne fût-ce que pour cette seule raison qu'il lui faut un temps infiniment long pour amener un de ses petits à l'âge adulte ; de ce point de vue on peut dire que la société politique est contemporaine de l'humanité.

L'auteur ne croit pas non plus au progrès. L'évolution historique est le produit de la coopération de tendances contraires qui sont constitutives de la nature humaine ; elle est due au conflit perpétuel du général et de l'individuel, à la lutte incessante des idées nouvelles, des volontés individuelles et créatrices contre les forces de la tradition, contre la puissance des groupements existants qui ne veulent pas de changement. L'équilibre de ces forces est instable ; il le sera toujours ; c'est de cette instabilité même qu'est faite la vie.

Le dernier chapitre examine quelle est l'essence même de l'histoire, sa méthode et ses sources.

C'est un des esprits les plus ouverts, un des historiens les mieux documentés qui exprime ces idées : qu'on les approuve ou qu'elles surprennent, elles ne peuvent que faire réfléchir les esprits curieux.

Mais pourquoi, au début tout au moins, le traducteur s'est-il tenu si près du texte allemand ? C. G.

LE LANGAGE ET LA VIE, par *Ch. Bally*. — 1 vol. in-16. Genève. Atar, 1913.

L'écriture aurait beau n'avoir jamais été inventée, la science du langage aurait pu se constituer ; les mêmes problèmes se poseraient. Car la linguistique a pour premier objet le langage parlé. Tout ce qui est notation écrite, depuis les hiéroglyphes jusqu'aux sténogrammes, n'est que le miroir nécessairement approximatif, déformant, de cette chose fluide, complexe, toujours mouvante, qu'est le langage parlé.

Et cependant l'étude scientifique du langage a été d'abord historique. Elle a pris son essor il y a un siècle environ, lorsque des savants européens, ayant eu connaissance du sanscrit, ont discerné la parenté de celui-ci avec le grec et le latin, et ont tiré force inductions des nombreux faits qui provoquaient la comparaison. Préoccupés des problèmes innombrables que posent le passé et l'évolution des langues, les linguistes ont concentré leur effort à tracer l'histoire des langues. Mais ce n'est là qu'une partie de la tâche. Il s'agit aussi d'étudier le langage dans sa fonction primitive et essentielle, et non comme instrument d'œuvre d'art, le langage dans son usage quotidien, en relation avec toutes les manifestations de la vie ; et ce n'est pas une mince entreprise, parce que le langage est un vaste système de signes, le plus complexe de tous ceux qu'on peut concevoir, dont la nature intime et le fonctionnement demeurent mystérieux, tout instinctif qu'en soit l'usage.

M. Ch. Bally, dans le petit ouvrage que nous annonçons, dessine le programme de cette étude captivante et difficile. Il expose, en une forme vivante et accessible à chacun, des vérités d'observation que chacun en somme peut contrôler. Ses vues toutefois sont nouvelles, et quelque justes qu'elles appa-

raissent, je doute qu'elles soient reçues et accueillies sans opposition.

M. Bally parle quelque part de l'« action néfaste du purisme ». Toute personne dite cultivée a quelque intérêt pour les choses du langage. Mais cet intérêt est de nature nullement scientifique. Dès la première enfance on nous a enseigné à faire constamment un choix, à ne pas accepter indifféremment toutes les formes, à distinguer toujours la bonne de la mauvaise prononciation, à rejeter les expressions incorrectes et à n'user que de celles qu'autorise l'Académie, ou le régent. Nous devenons tous, et c'est heureux, puristes peu ou prou. Vous rencontrerez à la semaine des quatre jeudis un hardi contempteur des règles grammaticales qui n'ait de répugnance pour aucun tour, pour aucune expression d'entre les quelques milliers qui peuvent frapper nos oreilles, ou impressionner nos yeux à la lecture. Si peu pédant qu'on soit, on a l'esprit tendu sur certaines fautes ou certains genres de fautes, qui vous fascinent à la fois et qui vous offensent personnellement. Les préoccupations de cet ordre sont si tyranniques, et la plupart des mortels ont par surcroît tant de peine pour s'exprimer eux-mêmes convenablement et sans enfreindre toutes les règles dont ils se sentent surveillés, qu'il reste peu de loisir pour l'objective observation des faits de langage ! Les linguistes, eux, sont des naturalistes patients, qui renoncent à s'indigner des solécismes, qui méditeront avec le même sérieux sur le « je me suis toute salie ma robe » de la poissarde que sur la période irréprochable d'une oraison académique. Les non-linguistes semblent avoir quelque effort à faire sur eux-mêmes pour admettre cette attitude. Voyez, par exemple, je vous prie, les réflexions que suggère à M. Stapfer l'histoire de la langue de M. Brunot.

La préoccupation de l'expression juste et de l'expression belle est sans doute bien plus naturelle à l'homme civilisé. L'art de la parole écrite et parlée a tenté les hommes dès que les œuvres littéraires ont surgi. Mais il suffit de distinguer les domaines, il est légitime de dresser à côté de l'art de la parole la science du langage. C'est à dissiper cette confusion entre un art et une science, fâcheuse comme toutes les confusions, que s'est appliqué M. Bally.

D'autres préjugés s'évanouiront aussi dès qu'on aura renoncé à juger de la langue vivante à travers la langue écrite.

Un enfant a joué avec des amis. Il est venu, rouge de plaisir, vous raconter sa meilleure inspiration, son dernier exploit. Son récit, à le juger sans pédanterie, a été coloré, éloquent. Ayez alors la fantaisie cruelle de lui faire écrire cela même qu'il vient de raconter. A moins qu'il n'y soit habitué, et toute difficulté d'orthographe mise à part, ce sera pour lui presque une impossibilité. Eh bien, cet effort qu'il doit faire, et qui le met au supplice, est de nature à faire réfléchir : en réalité, il y a un abîme entre la langue parlée et la langue écrite.

Rassemblez des écrits de genres les plus divers ; la plupart sont discursifs, analytiques. Mal affranchis de la superstition de la langue écrite, nous nous imaginons faussement que la parole a les mêmes caractères. M. Bally défend l'idée que le langage, instrument de la vie, est plus souvent porteur d'une volonté ou d'un sentiment que d'une idée. Les moyens dont dispose la langue pour exprimer une seule et même idée simple, mais colorée de diverses nuances de sentiment, méritent une étude particulière que M. Bally a déjà poussée fort avant dans ses remarquables ouvrages de « stylistique. »

Puisque Ferdinand de Saussure n'est plus, il est permis au moins de se réjouir qu'il ait dans son pays un continuateur.

Ld. G.

DEPUIS 1880. — L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET CE QU'IL DEVRAIT ÊTRE, par *Th. Naudy*. 7^e cahier de la 14^e série des *Cahiers de la quinzaine*. — 1 vol. in-16. Paris, 8, rue de la Sorbonne.

Il devrait être réformé, dit M. Th. Naudy, qui paraît le connaître à fond, dans son histoire comme dans son organisation actuelle. Et même il en parle avec une telle exactitude, avec tant de détails pris sur le vif, qu'il doit y avoir été mêlé. Aussi approuverons-nous son système comme Leibniz les approuvait tous, en les disant vrais dans ce qu'ils affirment et faux dans ce qu'ils nient. Ce que M. Naudy demande, c'est qu'on réalise l'unité morale, la fameuse unité morale, dans l'enseignement primaire français. Et c'est aussi qu'on fasse sa place au prolétariat qui veut être « non pas tout, mais l'égal de tous. »

On ne voit pas bien le rapport de cette question à celle de la réforme de l'enseignement. M. Naudy paraît mieux fondé en raison quand il parle des services que les instituteurs primaires ont rendus à la république et de la nécessité d'améliorer leur condition matérielle. Quant au reste il est convaincu, ce semble, qu'une réforme administrative suffirait pour mettre fin à la crise actuelle. Cette réforme consisterait essentiellement à séparer l'enseignement primaire de l'enseignement secondaire, à le soustraire au contrôle du préfet pour le mettre dans la main d'un chef départemental qui serait en même temps directeur de l'école normale du département, laquelle formerait une sorte d'université de l'ordre primaire. A la bonne heure ! mais croit-on qu'il n'en faudrait pas davantage pour empêcher l'ingérence de la politique dans les affaires scolaires, pour rendre l'inspection efficace et arrêter la campagne acharnée que les adversaires de la république ont engagée contre l'école obligatoire, gratuite et laïque ? La pacification ne viendra que du découragement des anciens partis. C'est surtout affaire de temps. On y peut aider par beaucoup de tolérance, de sérénité et de tact. Et sans doute, telle réforme administrative ne serait point sans y contribuer. Mais c'est peut-être se faire illusion que d'en attendre ce qui ne peut être obtenu que par « longueur de temps » et changement des mœurs.

M. M.

LES PRISONS DU MONT SAINT-MICHEL, 1425-1804, par *Etienne Dupont*. — 1 vol. in-8°. Paris, Perrin & Cie, 1913.

Que de légendes autour du Mont ! M. Dupont ne les ignore pas, mais il ramène les récits déformés par les traditions ou l'imagination à la réalité. Les amateurs de drames n'y perdent rien. La vie de la célèbre prison se dresse devant eux avec la longue série des tragédies qui s'y déroulèrent. Avedik, patriarche des Arméniens, enlevé de Turquie par ordre de Louis XIV, le chevalier d'Elivemont, M. des Faucherries, puis, au dix-neuvième siècle, Mathurin Bruneau, l'un des nombreux faux Louis XVII, Barbès, Blanqui et tant d'autres défilent sous la plume de M. Dupont et animent son ouvrage de leurs figures originales.

ED. CH.

L'ÉVOLUTION RELIGIEUSE

D'UN

PENSEUR CATHOLIQUE — NEWMAN

Avec le scepticisme apparent qui le caractérise, mais qui n'était qu'une intelligence profonde des conditions de la vérité, Newman, devançant la pensée philosophique de notre époque, remarque, dans un sermon de 1840, que « c'est aux mots que nous devons nos idées sur les choses célestes », en sorte que « nos anathèmes, nos controverses, nos combats, nos souffrances pourraient bien n'avoir pour objet que les pauvres idées qui nous arrivent sous certaines figures de rhétorique. »

Sous la plume d'un chrétien fervent comme Newman, une proposition si subversive appelle, sans tarder, son correctif : il se trouve dans cette autre pensée, particulièrement chère à Newman et de première importance dans son apologie du christianisme, que notre assentiment aux vérités de la religion n'est point une adhésion de l'esprit éclairé par des raisons logiques, convaincu par des preuves ; sans doute, ce qui détermine la foi, c'est toujours une *raison de croire* ; mais c'est une raison que la logique a le droit de trouver faible.

Le logicien Locke estimait qu'on doit mesurer son assentiment au degré de force des preuves et qu'on n'aime pas la vérité quand l'affirmation trop prompte devance l'achèvement parfait de la démonstration. Newman pense, au contraire, que le raisonnement est si peu le principe de la croyance qu'il n'en est qu'un complément, moins de nécessité que de luxe, et que c'est quand la foi est acquise que la raison intervient. Les arguments dont on fait dépendre l'acceptation de la vérité, dans l'ordre religieux, ne servent qu'à rendre celle-ci plus douteuse. La foi est un élan du cœur entraîné par la volonté préalable de croire à des raisons qui ne seront peut-être pas très catégoriques.

Lorsque nous répétons aujourd'hui que « le cœur a ses raisons que la raison ne connaît pas », nous entendons par *cœur* le sentiment moral, et puisque, en ce sens, le mot est parfaitement clair et profondément vrai, nous n'avons peut-être point tort de l'interpréter ainsi ; mais ce n'est pas le sens où Pascal paraît l'avoir d'abord entendu. Il voulait simplement dire (et c'est aussi l'idée de Newman) que les raisons de croire n'appartiennent pas à l'ordre géométrique, dont le royaume est l'abstraction, qu'elles relèvent de l'*esprit de finesse*, c'est-à-dire de l'aptitude à embrasser l'ensemble et les détails, à saisir les choses réelles et les idées concrètes dans leur complexité vivante et infinie. Newman regardait la certitude religieuse comme un « accord de *probabilités convergentes*. » Il a beaucoup insisté sur le caractère de la vraie foi, qui est d'être une vie, non une idée, sur l'abîme qui sépare l'assentiment *réel* aux vérités du christianisme de l'assentiment « notionnel », qui n'est qu'une adhésion de l'intelligence.

Analyste passionné de lui-même et tellement sincère

qu'il ne pouvait même concevoir qu'on doutât de sa sincérité, il avoue ingénument que l'apologétique, loin d'attendre, pour conclure, que la vérité soit prouvée, la tient d'avance pour établie. Il ne voulait pas usurper le masque d'un raisonneur, puisque les raisonnements ne sont point ce qui fonde la foi, et, par scrupule de conscience, il se refusait honnêtement au jeu d'une argumentation pseudo-rationnelle. La témérité, qu'on a quelquefois prise pour du scepticisme, avec laquelle il accumule comme à plaisir contre la religion les meilleurs arguments de l'incrédulité, vient de ce qu'il savait et sentait vivement que, dans ce domaine, l'arme de la foi n'est point la raison raisonnante et que, plus la vérité chrétienne paraîtra compromise par un défenseur aussi faible que le discours logique, plus elle reconnaîtra le besoin de chercher ailleurs sa force et sa vertu.

La critique de l'intellectualisme et du rationalisme est développée par excellence dans l'ouvrage un peu inconsistent et d'inégal intérêt qui porte ce titre bizarre : *A grammar of assent* ; mais l'idée tenait trop au cœur de Newman pour qu'il n'y soit pas souvent revenu dans ses autres écrits et dans ses discours.

Il a parfaitement défini la méthode intuitive en ces termes : *Conviction is the eyesight of the mind, not a conclusion from premises*. Voilà la foi directe, celle que Jésus enseignait ; car Jésus désapprouvait les raisonneurs qui demandent des preuves pour croire. Mais par quels longs errements le pauvre esprit humain ne devait-il pas s'écarter de cette droite voie jusqu'à ce que, de guerre lasse, après Kant, avec Renouvier et William James, avant Bergson, la foi instinctive et spontanée eût reconquis l'estime qu'avait fait perdre au raisonnement la critique de l'intelligence, son organe !

« La foi en Dieu, écrit un philosophe français contemporain, est une affirmation sans condition, absolue. Ce n'est nullement une adhésion à une opinion philosophique, à des raisons qui persuadent : s'il faut raisonner avant de croire, la foi n'est plus certaine¹. »

Un autre penseur bien moderne a dit :

« Nous ne vivons d'une manière absolument naïve que lorsque toutes nos manifestations vitales émaneront non de la réflexion, mais de l'intuition.... Si notre vie ne s'alimente aux sources mystérieuses, situées au-dessous du domaine de la conscience, nous ne connaissons jamais les impulsions originales et créatrices. Les racines de tout ce qui vit, de tout ce qui germe, plongent dans l'obscurité. C'est la loi de la nature comme de l'esprit humain. L'existence qui ne s'y conforme point n'est plus une vie, mais un pitoyable mécanisme. Les résultats de nos réflexions sont des produits artificiels dépourvus de toute vie originale et génératrice.... Nous les avons fabriqués ; ils n'ont pas mûri spontanément². »

« Ils ont une religion rationnelle ! » s'écrie, dans un sermon de 1834, Newman émerveillé ou scandalisé d'une telle prétention, et il établit que rien n'est moins nécessaire et que la religion n'est nullement tenue de satisfaire la raison.

Pourtant, ne faut-il pas toujours qu'elle la satisfasse jusqu'à un certain point ? ne faut-il pas qu'elle raisonne ? ne faut-il pas qu'elle discoure ? Sans le discours logique, qu'aurions-nous d'autre que les balbutiements inarticulés de l'extase ? Newman n'a fait en somme que discuter toute sa vie afin de rendre acceptable à la raison sa religion anglicane ou catholique, et il paraît impossible

¹ Jean Delvolvé, *Rationalisme et tradition*, p. 30.

² Johannes Muller, *Le sermon sur la montagne transposé dans notre langage et pour notre temps*, p. 180.

qu'un homme qui pense procède autrement. C'est une question de plus ou de moins, de mesure et de degré, de moment aussi et de lieu, finalement, de méthode. Qu'on mette la raison avant ou après la foi, il faut lui faire sa place, et toujours, et quoi qu'on en ait, cette place restera considérable, si l'on ne consent point à n'être qu'un mystique hébété ou « abêti. » Le raisonnement étant nécessaire pour prouver qu'il ne faut pas raisonner, les doctrinaires de la foi purement irrationnelle se trouvent empêtrés dans une contradiction absurde.

Newman s'est analysé lui-même trop bien pour n'avoir pas vu très clairement cette contradiction. Il se tire de l'impasse à force de bonne foi. Voici à peu près l'enchaînement de ses idées.

L'affirmation — comme la négation — religieuse est un acte essentiellement *moral* où la part de la volonté est prépondérante. On s'innocente soi-même trop à la légère quand on dit que ce n'est point sa faute si l'on reste incrédule. Oui, on le dit avec raison, lorsqu'on a sincèrement désiré d'avoir la foi ; mais ce sincère désir non suivi d'exaucement est, s'il se rencontre en quelques âmes rares, un cas exceptionnel. La plupart des incroyants, comme des croyants, croient moins ce qu'ils peuvent que *ce qu'ils veulent* et c'est pourquoi ils sont responsables de leur foi ou de leur incrédulité, de même que l'on est responsable de ses sympathies et de ses antipathies. Aucune parole ni plus sévère ni plus juste n'a été prononcée que la sentence où Jésus explique pourquoi il y a tant d'incrédules : « Les hommes ont mieux aimé les ténèbres que la lumière *parce que leurs œuvres étaient mauvaises.* » On s'étonne de la puissance que peuvent avoir, pour opérer des conversions, les discours et les hommes les plus insuffisants, des récits naïfs jus-

qu'au ridicule, des évangélistes presque idiots, sans la moindre culture ni sacrée ni profane : c'est qu'une bonne disposition préalable fait trouver convaincantes les raisons de croire les plus faibles. Mais le pécheur qui aime son péché ne désire pas que l'Evangile soit vrai : pourquoi se rendrait-il à des arguments dont on avoue qu'ils n'ont pas de force extérieure, à des raisons de croire sans valeur objective ? La foi commence par la foi ; une foi solide, vaillante, capable de développer ses preuves et de vaincre les adversaires, est d'abord une foi incertaine qui tremble, prie et aspire à croire davantage. « Je crois, Seigneur ! aide-moi dans mon incrédulité. »

La foi est un principe d'action : le ressort de l'action risque de s'affaiblir par trop de lumière. Rien n'est plus fréquent dans la vie, aucun thème n'a été plus souvent illustré en littérature que l'incapacité pratique des autopsychologues, les abîmes d'irrésolution où de profonds penseurs se sont noyés, les bornes étroites où se ramasse, au contraire, l'aveugle énergie des héros.

Qui estime à sa valeur l'utilité morale a le droit de la trouver plus digne qu'on la cherche, qu'on la suive et qu'on l'aime que la vérité logique ; car elle n'est point douteuse en théorie comme celle-ci, et incontestablement la pratique en est bienfaisante. On ne mettrait pas en question la sagesse du *pragmatisme* si l'on reconnaissait avec simplicité deux faits dont l'évidence éclate : d'abord, que rien n'est sûr dans l'ordre des idées métaphysiques et que l'intelligence n'a que des probabilités incertaines à nous offrir sur les questions vitales ; ensuite, qu'à nous conduire *comme si* la réponse du pragmatisme était la vraie, nous n'avons rien à perdre et tout à gagner.

Newman ne pouvait nommer le *pragmatisme*, le mot n'existant pas encore de son temps ; mais il a deviné et

bien défini la chose; c'est une vérité familière à sa doctrine du « développement » que les idées peuvent être fort antérieures aux formules qui les expriment et que les dogmes religieux, en particulier, sont beaucoup plus anciens que les termes précis où les a fixés l'Eglise ¹.

« La foi, reedit-il avec insistance, est un principe d'action, et l'action ne laisse pas de temps pour des recherches minutieuses. De pareilles investigations tendent à émousser l'énergie pratique de l'esprit.... Elles ne répondent pas aux besoins de la vie de chaque jour. Rassembler des preuves avec soin, passer au crible des arguments et peser des témoignages opposés, tout cela peut convenir à ceux qui ont du temps et qui peuvent n'agir que quand et comme il leur plaît; rien de tout cela n'est fait pour la masse.... La foi est un principe de conduite et un principe qui s'adresse à la multitude ². »

« Il va de soi que, dans une matière aussi importante et aussi pratique que la paix et le bien-être de l'âme elle-même, un homme sage n'attendra pas la plénitude de la preuve avant d'agir.... S'il n'est que trop probable que le rejet de l'Evangile doive impliquer pour lui une perte éternelle, il devient désormais plus sûr et plus sage de se mettre déjà à agir comme si la certitude était absolue ³. »



Lisant ou parcourant divers écrits de Newman, j'ai eu l'agréable surprise d'y rencontrer à foison des idées vraiment modernes, que je croyais d'origine plus récente. Non

¹ « L'absence totale ou partielle de formules dogmatiques, ou leur caractère encore incomplet, ne prouve point qu'il n'ait pas existé des jugements implicites dans la conscience religieuse de l'Eglise. Des siècles ont pu s'écouler sans qu'une vérité, qui avait été longtemps la vie secrète de plusieurs millions d'âmes fidèles, ait été exprimée formellement. » — *La foi et la raison*, p. 216. Cf. *Newman, le développement du dogme chrétien*, par Henri Brémond, p. 42.

² *La foi et la raison*, six discours, p. 18.

³ *Le chrétien*, première série, p. 13.

point que ce grand cardinal romain fût un docteur moderniste ni même un chrétien libéral, au moins dans son intention. A coup sûr, il ne croyait pas l'être, il ne voulait pas l'être, et il a condamné l'avant-garde de l'armée chrétienne dans les termes les plus dépourvus d'aménité: « Qui parle ainsi est un libéral, écrivait-il en 1831, et c'est presque la pire chose que je puisse dire contre quelqu'un ¹. » Ne voyez point là une opinion de jeunesse qu'il ait modifiée plus tard. Il est resté l'adversaire du libéralisme doctrinal, « le plus déclaré, a-t-on pu dire, qui ait paru depuis Bossuet ²; » car dans son *Apologie*, écrite au terme de sa carrière, voici comment il définit encore le libéralisme: « C'est, dit-il, la fausse liberté de pensée, la pensée s'exerçant sur des matières qui la dépassent... l'erreur par laquelle on soumet au jugement humain des doctrines qui le surpassent et en sont indépendantes. »

Mais l'homme fait quelquefois une œuvre toute différente de celle qu'il veut faire et croit faire. Quand la force de la vérité contraint un honnête homme à des aveux qui lui coûtent, on peut tenir ces aveux pour conformes à la réalité des choses. Or, c'est Newman lui-même qui loyalement avoue que « la masse de la classe instruite est *aujourd'hui* (c'est-à-dire vers la fin du siècle dernier) libérale sur tous les points de l'Angleterre ³; » et sans le savoir et sans le vouloir il fut un des grands ouvriers de ce progrès. Finalement il s'en aperçut. « La pensée qui m'accabla le plus dans tout le cours de mon changement d'opinions, ce fut un pressentiment clair, vérifié par l'événement, que tout cela aboutirait au triom-

¹ Newman, *psychologie de la foi*, par Henri Brémont, p. 16.

² Newman, *essai de biographie psychologique*, par Henri Brémont, p. 408.

³ *Apologia pro vita sua*, traduite en français sous ce titre : *Histoire de mes opinions religieuses*, p. 461.

phe du libéralisme. J'avais employé toutes mes forces à lutter contre le principe anti-dogmatique; cependant, plus qu'aucun autre, je contribuai à son succès ¹. »

Comment un homme aussi persuadé que Newman que la vérité religieuse se développe toujours, puisqu'elle vit, loin d'être jamais achevée et d'avoir « reçu d'abord sa perfection », selon la doctrine erronée de Bossuet, n'a-t-il pas vu que la victoire promise au libéralisme devait avoir sa raison profonde dans ce qu'il a de vrai? On peut s'en étonner, mais le charme exceptionnel de cet aimable exemplaire de l'humanité consiste justement dans une franchise entière que ne troublait point la conscience de quelques contradictions logiques solubles par la bonne foi parfaite et sans dommage pour la droiture morale du cœur et de la vie.

Autoritaire, Newman peut être cher aux libéraux, parce qu'il n'y a rien de moins tranchant, rien de plus souple ni de plus tendre que son autorité. Devenu catholique, Newman est resté cher et sympathique aux protestants, parce que sa conversion au catholicisme fut une évolution insensible et lente qui dura presque toute sa vie et n'eut jamais le caractère d'une rupture violente avec le passé.

Dès sa première jeunesse il inclinait par un penchant de sa nature vers les formes spéciales de la dévotion catholique, telles que le culte de la Vierge. Comme Pascal, il eut deux conversions; mais, à la différence de Pascal, ce n'est pas la seconde, c'est la première qui fut la plus sérieuse, celle où, en 1816, n'ayant encore que quinze ans, de chrétien nominal il devint chrétien réel. Lorsque, en 1845, il abjura le protestantisme entre les mains d'un prêtre italien, cela se fit si doucement qu'il n'eut point

¹ *Ibidem*, p. 314.

conscience d'avoir traversé une crise. Sans doute il y eut alors des déchirements de famille et d'amitié très sensibles à son cœur; mais, comme rien n'était profondément changé dans ses croyances, comme il ne désirait pas, comme il ne pouvait pas trouver dans le catholicisme une vue plus claire de la vérité révélée que celle qu'il possédait depuis trente ans, il ne fut point troublé dans son for intérieur.

Après comme avant son changement d'Eglise, sa foi chrétienne restait essentiellement la même. Ce qui seul importait pour lui, c'était de devenir chrétien, non de devenir catholique. Il paraissait même tenir si peu au credo particulier de l'Eglise romaine que ses nouveaux coreligionnaires lui reprochaient de manquer de prosélytisme au point de déconseiller aux protestants de se convertir à son exemple. Le fait est qu'ayant horreur des conversions superficielles et hâtives, il voulait éviter tout ce qui leur ressemblait, contrairement à la coutume de l'Eglise romaine et à la règle des grands missionnaires jésuites, qui fut de convertir le monde au pas accéléré en se contentant des apparences. Il estimait que le salut existe aussi hors de Rome et qu'un protestant fidèle peut très bien mériter la grâce. Le premier devoir de tout bon Anglais était, à ses yeux, de soutenir l'Eglise établie dans son combat contre les incrédules pour la vérité dogmatique.

Mais alors, pourquoi Newman a-t-il passé au papisme? Parce qu'il avait contemplé avec admiration la majestueuse unité de l'édifice catholique comparé aux petites chapelles protestantes et même à la grande Eglise d'Angleterre, institution purement nationale et humaine, sans caractère sacré, sans origine transcendante; et précisément parce qu'il n'avait aucune étroitesse sectaire, parce

qu'il était, en dépit de toutes ses dénégations, un esprit libre et vraiment libéral, il jugea que si une Eglise est nécessaire au chrétien qui ne veut pas rester un individu isolé et sans lien avec la société des âmes religieuses, l'Eglise la plus large, la plus grande et la plus ancienne est la meilleure, tout simplement.



Il y a, d'ailleurs, des faiblesses, des défaillances logiques, un défaut trop certain de clairvoyance et de rigueur dans le catholicisme de Newman, et sa philosophie religieuse manque visiblement de l'unité qui fait la force d'un système. Elle ne vaut que par le détail, par des idées partielles qui ne se concilient pas toujours entre elles parfaitement, mais dont chacune, considérée en soi, peut avoir un grand prix et un vif intérêt.

Sans doute on doit louer la sagesse qu'il eut d'observer, en général, la modération entre les extrêmes; mais cette sagesse resta purement pratique, elle ne paraît pas s'être fort inquiétée d'accorder théoriquement des doctrines dont elle devait pourtant sentir l'opposition.

Il est vrai que dans les variations de sa pensée sur certains points secondaires, tels, par exemple, que le culte de la sainte Vierge, Newman ne s'exposait pas d'une façon bien grave au reproche d'inconséquence; naturellement enclin à l'adoration du divin sous sa forme féminine, il sentait le danger de verser dans l'idolâtrie, puisqu'il écrivait en 1841 à un catholique trop zélé: « Votre culte et vos dévotions à la sainte Vierge me causent une peine profonde. » Simple question de nuance. Ce grand lettré savait très bien et reconnaissait que l'Eglise primitive n'eut point, de la mère du Sauveur, l'idée surnaturelle et divine que le travail de la pensée chrétienne a élaborée avec les siècles. Grâce à la féconde doctrine du « Développe-

ment », il lui était possible d'approuver l'idéalisation de l'auguste figure sans exagérer jusqu'à la superstition l'honneur qui lui est dû, car ici la mesure n'est pas très difficile à garder; mais ailleurs un juste tempérament devient inconcevable et contradictoire. Ainsi, comment comprendre l'*infaillibilité limitée* du pape? Newman avait la prétention d'atténuer une doctrine qu'il faut, semble-t-il, recevoir dans son absurdité intégrale ou rejeter totalement. Voyant le tort que les excès des ultramontains faisaient à la cause catholique, il s'emporta un jour, pendant le concile du Vatican, jusqu'à traiter certains infailibilistes d'« agressive et insolente faction. » On fut surpris, ému; mais Newman se souvenait si peu d'avoir écrit cette phrase, échappée à un moment de colère, qu'on dut lui mettre son texte sous les yeux pour le convaincre qu'il en était l'auteur. Il fit amende honorable et finalement il se soumit sans réserve. Même il prêcha la soumission aux révoltés comme Döllinger et le Père Hyacinthe.

Aux yeux du grand philosophe américain William James, la chose du monde la plus inconcevable est l'état mental d'un homme intelligent qui, de plein gré, renonce au libre usage de sa pensée pour la soumettre à une autorité extérieure. Anglais et protestant, Newman, sans aucun doute, pensa d'abord comme James, et *peut-être* (doute intéressant qui touche au fond même de Newman), peut-être continua-t-il à conserver intacte toute son indépendance intellectuelle. Car, devenu catholique, il n'a jamais cessé de soutenir le « principe du *primat absolu* de la conscience. » — « Pape ou Reine, disait-il, je ne voue d'obéissance absolue à personne.... Je crois qu'il vaut mieux ne pas parler de religion dans un banquet; mais enfin, si l'on m'obligeait un jour à

porter un toast religieux, à coup sûr je boirais au pape ; mais *à la conscience d'abord, au pape ensuite.* »

Au total, cependant, et en fait, notre grand cardinal, quoi qu'il en ait dit, ne paraît pas avoir subordonné le pape à la conscience ; mais il a réussi à les concilier. Peut-être mes lecteurs ne comprennent-ils pas bien comment il est possible de faire vivre en bonne harmonie deux autorités si différentes et trop souvent si opposées ? Moi non plus, je l'avoue ¹. Mais puisque Newman était la sincérité même et qu'il avait un sérieux profond, à quel meilleur exercice un critique pourrait-il se livrer, pour élargir et assouplir son esprit, qu'à chercher l'explication de l'énigme, à diminuer au moins l'étonnement où elle jettera toujours un fils de la Réforme ?

La doctrine morale des Jésuites distingue dans l'obéissance trois degrés :

1^o la soumission de l'action ;

2^o celle de la volonté ;

3^o celle de l'intelligence. C'est la plus belle, nous disent-ils ; car le renoncement à ses propres idées est le plus difficile que l'on puisse exiger d'un être pensant. Si l'Eglise vous dit que ce que vous voyez blanc est noir, et blanc ce qui vous paraît noir, il ne faut pas en croire vos yeux, mais l'Eglise.

En vérité, ce suicide du sens propre n'est pas plus intéressant que le suicide ordinaire et il soulève les mêmes objections morales ; mais ce n'est point avec le courage ou avec la lâcheté du désespoir que Newman se soumettait ; il conservait toute sa liberté d'esprit et toute sa clairvoyance.

¹ Voyez les dernières lignes de ma préface au volume sur *l'Inquiétude religieuse du temps présent*, 1912.

La conduite de Fénelon dans des circonstances analogues peut nous aider à comprendre celle de Newman, surtout quand on l'éclaire du commentaire de Félix Bovet, autre esprit de la même famille :

« Je comprends parfaitement Fénelon, écrit Bovet, quand il désavoue le livre qui lui était le plus cher. Ce n'était pas par une grossière croyance catholique à l'infailibilité du pape ; c'était par une foi implicite à ce fait, que nous sommes dans l'erreur dès que nous voulons exprimer quelque chose, dès que nous voulons faire passer par la filière de notre intelligence ce que l'esprit souffle au fond de nos âmes.... Toute idée devient fausse dès qu'elle est formulée.... Le fait même qu'une idée entre dans notre intelligence est une preuve que cette idée est fausse, par cela même qu'elle peut y entrer ; car elle n'a pu y entrer sans se mutiler et s'aplatir, de manière à ne plus présenter qu'une face.... Je vous assure que si le cas se présentait où cela pût faire tant soit peu de plaisir à quelqu'un, il ne m'en coûterait rien du tout de rétracter ma thèse et tout ce qu'elle contient ¹. »

Avec le même détachement, Newman offrait d'arrêter la publication de ses fameux *Tracts* ou d'en retirer tout ce qui pouvait déplaire à l'autorité épiscopale :

« J'ai cru pouvoir écrire avec sincérité que je trouverais un plaisir plus vif dans la conscience de ma soumission au jugement des évêques sur une matière de cette importance que dans la publicité même la plus étendue des écrits en question.... Tout ce que j'ai dit ici ou ailleurs, je ne l'ai dit qu'à correction, je le sou mets absolument au jugement de l'Eglise et de son chef ². »

Un passage de la *Grammaire de l'assentiment* (p. 399) rappelle non plus Fénelon, mais Pascal s'écriant dans

¹ Félix Bovet, *Lettres de jeunesse*, p. 125, 166.

² *Histoire de mes opinions religieuses*, p. 123. — *Grammaire de l'assentiment*, p. 406.

les *Pensées* : « Que je hais ces sottises, de ne pas croire l'Eucharistie, etc. ! Si l'Evangile est vrai, si Jésus-Christ est Dieu, quelle difficulté y a-t-il là ? » Je suis tenté de voir une simple amplification du texte de Pascal dans les lignes suivantes :

« Si je dois soumettre ma raison, abdiquer devant les mystères, il importe peu qu'il y en ait un de plus ou de moins. La grande difficulté est de croire ; la grande difficulté, pour celui qui cherche, est de croire qu'il y a un Dieu en dépit des ténèbres qui environnent le Créateur, le Témoin et le Juge des hommes. Quand une fois l'intelligence s'est soumise, comme elle doit le faire, et qu'elle a admis une Puissance au-dessus d'elle, quand une fois elle a compris qu'elle n'est pas la mesure de toute chose au ciel et sur la terre, *quelle difficulté* ¹ pourra-t-elle éprouver à aller de l'avant ? »

L'âpre résolution de croire ce qui révolte la raison peut avoir quelque chose d'héroïque, et très assurément cette façon roide d'obéir est celle qui plaisait à Pascal ainsi qu'à Loyola ; mais Newman, comme Fénelon, Renan ou Montaigne, était enclin au geste ou à la réalité de l'obéissance par une disposition de sa nature en même temps que par toutes les idées qui, dans sa riche intelligence, prêtent au reproche de *scepticisme*, que lui ont adressé des personnes un peu trop promptes à donner aux choses un nom.

Entre les croyants qui ne transigent pas et ceux dont la foi a pour base un certain scepticisme se placent des esprits intermédiaires, raisonnables et mystiques à la fois, qui ont besoin de croire, mais besoin aussi de savoir et de comprendre, qui admettent l'irrationnel, mais seule-

¹ Les mots « *quelle difficulté* » ressemblent tout à fait à une réminiscence verbale pareille à celles qui restaient dans la mémoire de Pascal lui-même après ses lectures de Montaigne.

ment *jusqu'à un certain point*, distinguent presque, comme un théologien naïf du temps passé, les miracles « faciles » et les miracles « difficiles », ou, comme de subtils théologiens du temps présent, les miracles qui sont *contre* la raison et ceux qui sont *au-dessus* de la raison ; rejettent volontiers le conte puéril du poisson et du statère, mais retiennent les belles légendes de Jésus commandant à la tempête ou marchant sur les eaux.

Le protestantisme comparé au catholicisme est une religion de juste milieu et par là il a pu contenter des âmes ou plutôt des *esprits* fiers du petit flambeau qui leur sert à voir une parcelle de la vérité ; mais par là aussi il devait paraître insuffisant aux tendres et aux humbles que trop de clarté blesse, que les effusions de la piété charment et séduisent, que la rigueur logique déconcerte et qui ont soif d'aimer plutôt que de comprendre. Newman, ami d'une ombre mystique, *poète* non pas seulement au sens large, mais au sens technique du mot, fut attiré vers le catholicisme par ce qui en éloigne les demi-philosophes dont la sagesse se tient à mi-côte et qui, voyant distinctement un espace restreint, se flattent qu'ils embrassent l'horizon tout entier.

Admirablement modéré dans la conduite de sa vie, il soutenait, dans l'ordre des idées, la doctrine si dange-reuse et si fausse du Tout ou Rien. « Acceptez Rome ou doutez de tout. Ralliez-vous au surnaturel intégral ou résignez-vous loyalement à ne rien croire et à ne plus vous dire chrétien.... Il n'existe pas de milieu, au point de vue vraiment philosophique, pour un esprit conséquent avec lui-même, entre l'athéisme et le catholicisme.... L'anglicanisme est l'étape à moitié chemin du catholicisme ; le libéralisme est l'étape à moitié chemin de l'athéisme. » Les

hommes sont quelquefois beaucoup plus sages que leurs idées ; ce fut le cas de Newman, heureusement ; sans quoi, il faudrait avouer que ce grand évêque était un bien pauvre philosophe. Redisons-le, sa doctrine envisagée comme système est faible ; mais certaines parties en sont très intéressantes, et ce sont elles seulement qui méritent d'être considérées.

Presque aussi avancé que Félix Bovet dans sa critique du dogmatisme, Newman n'était pas loin de tenir pour fausses *a priori* toutes les formules sans exception, toute parole humaine qui se flatte d'exprimer la vérité, de la traduire en mots et en syllabes avec la moindre exactitude : prétention téméraire, si le langage n'en peut saisir et fixer que l'ombre fuyante.

« Nos expressions, a-t-il écrit avec une belle hardiesse, ne sont jamais les équivalents de l'idée. Les dogmes catholiques ne sont que les symboles d'un fait divin, qui, loin d'être mesuré par ces propositions, ne serait pas épuisé, ne serait pas approfondi par un millier de propositions nouvelles.... Nous ne faisons qu'exprimer sous des images terrestres ce qui appartient au monde céleste ; pareilles images sont infiniment au-dessous de la réalité. » Et ne craignant point de produire des exemples, Newman ose citer « tout particulièrement » le plus scabreux de tous les mystères : « Il en est ainsi *tout particulièrement* de la doctrine de la filiation éternelle de notre Seigneur et Sauveur ¹. »

Combien de vaines et dangereuses discussions sur la divinité du Fils de Dieu, « essentielle » ou « métaphysique », proclament les uns, simplement figurée et mo-

¹ Sermon de 1840 sur *la Raison implicite et la Raison explicite*, à la page 137 des six discours sur la Foi et la Raison, traduction française de Saleilles.

rale, soutiennent les autres, la pleine intelligence de cette sage pensée de Newman n'aurait-elle pas épargnées à la théologie ! Oh ! l'étrange aberration, quand on y réfléchit, de vouloir avec acharnement préciser des idées qui ne sont vraies qu'autant qu'elles demeurent incomprises, et de lancer des foudres sur ceux qui les entendent autrement que nous ! Montaigne estimait que c'est mettre à trop haut prix nos « conjectures » que « d'en faire cuire un homme tout vif. » Mais ce n'est pas même pour des conjectures que nous marchions jadis à la mort et que nous condamnions au bûcher les hérétiques ; c'est pour des mots, des sons, des images, pour de « pauvres figures de rhétorique », dit Newman, que personne ne prend à la lettre et que tous interprètent diversement ! Les religions et les métaphysiques ne sont que des mythologies tant qu'elles consistent à réaliser des métaphores : pur jeu verbal qui risque de ne pas rester un jeu innocent si jouer avec certains mots terribles, c'est jouer avec le feu.

On trouve moins originales les idées du philosophe Bergson sur la pensée et le langage, sur la distance « incommensurable » qui les sépare, sur l'illusion qui nous fait prendre pour la traduction adéquate de nos conceptions personnelles des termes empruntés au répertoire commun et que nous avons simplement « collés sur elles comme des étiquettes », quand on rencontre ces idées déjà présentées par Newman, au milieu du siècle dernier, avec une force saisissante ¹.

Le langage est un signe évocateur d'une quantité de choses qu'il ne dit pas ; le peu qu'il exprime a moins d'intérêt et moins d'importance que tout ce qu'il suggère : vé-

¹ J'ai commencé à faire ce rapprochement dans mon précédent article sur « La fin de la vieille logique et l'essai d'une méthode nouvelle », article que celui-ci reprend et achève.

rité bien connue des grands artistes de la prose et du vers, des maîtres de l'éloquence et de la poésie. Les penseurs et les écrivains habiles possèdent d'instinct ce précieux secret ; des charlatans littéraires en ont abusé pour se dispenser à la fois de penser et d'écrire. Si le moindre vocable peut suffire pour évoquer des visions, des souvenirs, des espérances, des rêves, des idées et des pensées sans nombre, d'une valeur infinie, il devient dès lors permis aux mots qui composent la suite d'un discours de n'avoir qu'une signification très médiocre en soi ; on sera même autorisé à les supprimer tout à fait, et enfin les mystiques s'en affranchiront avec allégresse comme d'un empêchement nuisible aux libres mouvements de l'âme qui aime, qui adore et qui prie.



L'ordre d'importance des diverses parties du culte peut plausiblement s'établir sur cette considération.

Dans les religions qui raisonnent et discourent beaucoup, telles que le protestantisme, la prédication est le centre du culte. Il ne serait point juste de dire qu'il n'y a pas d'excellents sermons : j'en ai entendu de si beaux au temps de ma jeunesse¹ que la parole humaine ne saurait s'élever plus haut. Mais *les autres* sont incomparablement plus nombreux, et les meilleurs même, parmi ceux qui ne sont pas les chefs-d'œuvre de prédicateurs hors de pair, nous laissent presque toujours l'impression fatigante d'un effort inutilement déployé. A quoi bon toute cette peine ? Nous sommes venus au temple afin de nous sentir dans une atmosphère, un milieu et un cadre appropriés à l'édification ; sans quoi nous aurions pu

¹ Voyez mon livre sur *La grande prédication chrétienne en France : Bossuet, Adolphe Monod.*

nous contenter de faire chez nous une lecture pieuse. Vos pauvres paroles, vos pauvres idées ne nous procurent pas ce que nous cherchions ; l'orgue et les cantiques y réussissent mieux :

Faites que j'entende un peu d'harmonie...

Ne me dites rien....

Je suis las des mots, je suis las d'entendre

Ce qui peut mentir ;

J'aime mieux les sons qu'au lieu de comprendre

Je n'ai qu'à sentir ¹.

Plus essentielle que le sermon, la prière en commun est une autre partie importante du culte. On distingue les prières liturgiques et les prières spontanées. Ces dernières sont les meilleures quand elles sont ardentes, quand elles partent d'un cœur en lutte avec Dieu, comme Jacob avec l'ange, pour obtenir ce résultat inouï, d'un pécheur misérable que la foi a rendu vainqueur du Tout-Puissant. De ces prières sublimes, il en existe aussi et j'en ai entendu de telles. Mais, dans l'extrême indigence où nous sommes de fortes prières, comme de sermons vraiment éloquents, je préfère encore les textes imprimés, malgré toute leur froideur, et j'approuverais même des paroles latines quand elles rendent un son grave et plein de majesté.

Le « ritualisme » ou retour aux pompes du culte et aux cérémonies fut, dans l'Eglise d'Angleterre, une réaction contre l'intellectualisme austère et aride des sectes protestantes. Newman, en reculant jusqu'au catholicisme, accomplit et acheva un mouvement en arrière que l'anti-papisme national de ses compatriotes refusait de pousser à sa dernière conséquence. Le protestantisme

¹ Sully Prudhomme.

français, de son côté, n'a pas été sans quelquefois sentir très vivement l'insuffisance du culte réduit presque à la sèche ration d'un discours ; mais les traditions iconoclastes du calvinisme étaient trop invétérées dans notre Eglise pour que les essais d'une contre-réforme à l'intérieur des temples pussent être autre chose qu'un timide compromis, et je me rappelle encore de quel ton méprisant Edmond de Pressensé, chrétien fervent et large, mais fort peu artiste, parlait des tentatives faites par son cher ami Bersier pour transformer quelques chapelles évangéliques, avec des croix, des vitraux, des ogives, en « cathédrales de quatre sous. »

« En général, disait Goethe, nous parlons beaucoup trop. Nous devrions moins parler et plus dessiner. Pour moi, je voudrais me déshabituer absolument de la parole et ne parler qu'en dessins, comme la nature créatrice de toutes les formes. Ce figuier, ce petit serpent, ce cocon, tous ces objets sont des signes d'un sens profond ; si nous pouvions seulement en déchiffrer le sens, nous pourrions bien vite nous passer de tout ce qui est écrit et de tout ce qui se dit.... Il y a dans la parole quelque chose de si oiseux, de si vain, de si présomptueux ¹ !... »

La parole est une analyse ; les religions qui parlent beaucoup veulent d'abord être intelligibles et claires. Les expressions figurées sont des synthèses : toutes les religions qui se manifestent principalement par des signes sensibles, par des images, des gestes, des cérémonies, des monuments, par les harmonies de l'architecture et par celles de la musique, aiment la profondeur obscure des symboles.

Le signe de la croix est le geste, simple et significatif entre tous, de la religion catholique. Les protestants

¹ Conversation de 1809 avec Falk. — *Les conversations de Goethe*, traduction d'Emile Délerot, t. I, p. 423.

méprisent ce geste par la même raison qui leur fait mépriser toutes les formes purement extérieures de la foi : parce qu'il est *machinal*, parce que l'intelligence et le cœur y sont étrangers. Ce mépris est-il aussi philosophique qu'il en a l'air ? Si, en passant devant une église ou devant un cimetière, je fais, même machinalement, le signe de la croix, peut-il être sans utilité aucune que la pensée de l'éternité traverse mon esprit comme un éclair, dussé-je retourner aussitôt à mes songes frivoles, dussé-je ne pas même les interrompre, et, après tout, ne vaut-il pas mieux donner aux choses d'en haut une dose d'attention infinitésimale que de les oublier tout à fait ? Le signe de la croix avant les repas, en remplaçant le *benedicite* qu'il résume, pourrait offrir une ombre de religiosité presque suffisante aux gens sérieux qui trouvent convenable de remercier l'Auteur de tout bien, mais qui répugnent au matérialisme béat, à l'égoïsme content et satisfait dont l'action de grâces naïvement optimiste prend trop souvent le caractère¹.

Tout s'exagère. Il n'est point contestable que le protestantisme, à force de vouloir être la religion « en esprit et en vérité », à force d'oublier que l'homme est aussi, qu'il est même d'abord un être de sensibilité et d'imagination, a exagéré jusqu'à l'abus l'indifférence aux actes extérieurs de la piété et l'importance de la vie intérieure réduite à la subjectivité pure.

« Les protestants, disait Newman avec profondeur, *ont mis la foi à la place du Christ*. La foi encombre la route ; elle devient le but, la fin de la religion. Bien plus que sur le Christ, objet de la foi, on s'appuie sur la foi elle-même, sur la conviction et le réconfort qui l'accompagnent.... On ne nous dit plus de regar-

¹ Voyez la critique de cette forme de la piété, qui tombe en désuétude, dans mon livre sur *l'inquiétude religieuse du temps présent*, p. 137.

der le Christ, mais de constater qu'on le regarde.... Lorsque des hommes prennent, pour ainsi dire, leur foi dans leurs mains, l'inspectent curieusement, l'analysent et s'absorbent en elle, le Christ les intéresse moins que ce qu'ils nomment leurs expériences.... Non, la foi véritable n'est pas la contemplation de soi-même¹. »

Appliqué aux choses de la religion, écrit finement l'abbé Brémond, commentateur de Newman, « l'expérience » est presque un mot protestant.

Les controverses un peu byzantines où l'intellectualisme protestant se complait sur le vrai caractère de la foi, sur ce qui la distingue de la croyance, sur la question de savoir si elle peut sauver les âmes par elle-même et indépendamment de leur *credo*, tombent directement sous le coup de la critique très pénétrante de Newman. En vérité, on peut trouver plus d'édification à presser sur son cœur un crucifix en bois ou en métal qu'à creuser ces subtilités ingénieuses.



Le grand scandale de l'intelligence protestante : un protestant se convertissant au catholicisme par des raisons d'ordre idéal et désintéressées, reste en effet inexplicable tant que l'on fait d'abord dépendre de l'esprit qui juge, raisonne, discourt, analyse, examine, veut voir clair, l'assentiment en matière religieuse. Mais l'énigme deviendra moins incompréhensible si l'on veut bien considérer que les motifs *honorables* qui peuvent déterminer cette conversion et qui ne sont, par conséquent, ni l'entraînement de la mode, ni un certain snobisme, ni une faiblesse amoureuse, ni l'argent, ni aucun intérêt, n'ont très probablement rien d'intellec-

¹ Newman. *Essai de biographie psychologique*, par Henri Brémond, p. 161 et suiv.

tuel. Leur action s'exerce presque tout entière dans le domaine de l'imagination et du sentiment. Qui veut philosophiquement s'expliquer le renouveau chrétien sous la forme catholique, qu'il semble affectionner de plus en plus, de nos jours, chez certaines âmes lasses de nos vains raisonnements, doit commencer par faire une critique sérieuse de l'intellectualisme.

Vous prétendez que l'homme qui pense évolue toujours vers plus de lumière, qu'un retour en arrière à des états de pensée inférieurs et dépassés depuis longtemps est contraire à l'ordre naturel des choses, et que, en conséquence, la conversion d'un protestant au catholicisme est une exception tout à fait rare qui ne mérite d'être étudiée qu'à titre de singularité curieuse¹. Mais est-il donc si indubitable qu'une dose relativement forte de rationalité soit, pour une doctrine religieuse, une recommandation ? Il faudrait alors donner au judaïsme le prix d'excellence. La religion juive moderne, — sans mystères, sans ombres, sans même un peu de vague et de clair-obscur, toute lumineuse, — est la raison même : peut-on rien imaginer de moins *religieux*, je veux dire de moins céleste, de plus terre à terre ? L'argument du protestantisme orthodoxe contre le protestantisme libéral, à savoir qu'en éliminant des Évangiles le surnaturel, il réduit la religion chrétienne à n'être qu'une philosophie, a beaucoup de force. Je dois franchement avouer que je n'ai jamais très bien entendu nos réponses peu nettes à cette objection embarrassante.

Ne vaudrait-il pas beaucoup mieux admettre enfin, de bonne foi, que nous voulons en effet *rationaliser la religion*, mais en respectant et en conservant son caractère sublime, transcendant et divin, qui ne saurait consister dans un

¹ Voyez la préface de *l'Inquiétude religieuse du temps présent*, p. X.

merveilleux de fabrication notoirement humaine, inutile à l'édification des âmes, injurieux pour la vérité révélée, offensant la conscience et la raison ? La communion avec Dieu par la prière, par les sacrements et par tous les symboles du culte et de la vie chrétienne, suffit, sans qu'aucun prodige soit nécessaire, pour enlever à la platitude et pour ravir au ciel la religion rationalisée. On appellera cette religion philosophie ou même science, si l'on veut : la science divine, comme on disait autrefois ; *Divinity*, disent encore les Anglais pour nommer la théologie. Les merveilles de la science ne sont point de vrais miracles, puisqu'elles comportent une explication *toujours naturelle* ; mais, à un certain degré de ferveur, notre admiration enthousiaste pour le génie de l'homme ressemble à de l'adoration et devient presque un culte. Pourquoi crier au sacrilège ? le divin et l'humain ne sont pas exclusifs l'un de l'autre, et l'Homme-Dieu a personnifié leur union.

L'homme profondément religieux, sans faire à sa raison aucune violence, baigne toutes ses pensées et toutes ses actions dans une atmosphère divine. Les perspectives que l'hypothèse d'une vie future ouvre à l'imagination n'ont pas besoin d'être irrationnelles pour avoir un charme religieux. Le naturaliste Armand Sabatier croyait à l'identité originelle de la matière et de l'esprit, des forces cosmiques, telles que le magnétisme, l'électricité, la chaleur, la lumière, et des forces psychiques. Sortie de l'esprit, la matière doit faire enfin retour à l'esprit. La doctrine de la survivance des âmes, celle de la communion des vivants et des morts, peuvent s'alimenter à cette grande idée. Newman, contemplant la nature en poète mystique, écrit dans son *Apologie* : « Je considérais les anges comme les causes réelles du mouvement, de la

lumière, de la vie et de ces principes élémentaires de l'univers physique qu'on appelle les lois de la nature. » Il avait dit, en effet, dans un sermon de 1834 :

« Des anges sont au milieu de nous. C'est un péché de ne pas les voir et de tout expliquer par les prétendues lois de la nature. Pourquoi est-ce que les rivières coulent, que la pluie tombe, que les vents soufflent ? Pourquoi le soleil nous réchauffe-t-il ? Quel est le principe dernier de tous ces mouvements ?... Ici l'Ecriture intervient et semble nous montrer les anges à la source de ces mystérieuses harmonies. »

Précurseur du mathématicien Henri Poincaré et devançant la doctrine que M. Boutroux devait soutenir dans sa mémorable thèse sur la *Contingence des lois de la nature*, Newman avait écrit dans la *Grammaire de l'assentiment*, p. 56 et suivantes :

« Nous confondons la causalité avec l'ordre.... Ayant constaté entre les phénomènes certaines relativités, nous avons donné le nom de cause aux faits hypothétiques qui unissent la masse des phénomènes, alors qu'en définitive ce n'est qu'une formule employée *pour plus de commodité*, pour représenter ces phénomènes.... Il n'est nullement prouvé que la nature soit partout uniforme, que la loi de la chute des corps soit invariable. Il serait plus sage de dire que l'ordre de la nature est *général* dans ses manifestations plutôt que de dire qu'il est *absolu*.... Une loi n'est point une cause, c'est un fait.... L'assentiment que nous donnons à cette proposition, que tout phénomène doit avoir sa cause, tient aux observations que nous avons faites en nous-mêmes. Nous raisonnons par analogie d'après ce qui se passe au dedans de nous.... En face de la question *cause*, notre seule expérience est la volonté. Si vous m'acculez à cette question : Qu'est-ce qui peut rompre l'ordre de la nature ? je répondrai : Celui qui l'a voulu peut ne plus le vouloir ; l'immutabilité de la loi dépend de l'immutabilité de cette volonté ¹. »

¹ Cf. mes articles : *Idées nouvelles de l'esthétique* dans la *Bibliothèque*



Pour mettre un terme aux conflits toujours renaissants de la science et de la religion, on nous a trop souvent répété ce faux aphorisme qu'il faut les accueillir toutes les deux, quoique adverses, en les enfermant dans leurs deux domaines respectifs séparés comme par une « cloison étanche » et impénétrables l'un à l'autre. Paradoxe violent qui n'a jamais pu sortir des régions de la théorie, de même que la neutralité scolaire et toutes les situations ambiguës. En fait, tant que l'ancienne suprématie de la « science divine » sur les sciences humaines prolongea le fantôme de sa survivance, tous les efforts possibles furent tentés pour justifier scientifiquement la sainte Ecriture en la montrant d'accord avec l'astronomie, la géologie, etc. On renouvelle encore de loin en loin cette tentative enfantine, et c'est la convulsion la plus ridicule du dogme expirant de la théopneustie; car de quelle utilité peut-il être, grand Dieu! pour la foi religieuse de l'humanité, que le récit de la Genèse sur la création soit plus ou moins conforme aux derniers manuels scolaires?

Désormais, dans la bonne entente qu'on a raison de désirer et de croire possible d'établir entre les deux sœurs naguère ennemies, — non plus par l'indifférence de l'une pour l'autre, mais par leur réconciliation, — c'est la science qui a pris le pas et qui avec tranquillité attend que la religion vienne à elle.

L'évidence de cette interversion de l'antique hiérarchie éclate dans tous les faits. Les ministres du culte chrétien n'évitent-ils pas, avec une instinctive prudence, dans les sermons mêmes qu'ils prêchent aux grandes fêtes religieuses, de faire des allusions trop claires à des miracles

Universelle de décembre 1912, et *Les philosophes et l'art d'écrire avec la dernière lettre d'O. Hamelin* dans la *Revue du mois*, du 10 décembre 1911.

déconcertants ? Un professeur d'une faculté de théologie protestante écrit : « A ma connaissance, tous nos étudiants sont entrés dans le courant de la théologie évangélique moderne ¹. » Paroles pleines d'un sens très grave, qui signifient que la jeunesse française de l'avenir interprète au sens spirituel et figuré ce que ses pères prenaient tout simplement au pied de la lettre. Nous avons enregistré l'aveu que la force de la vérité arrachait à Newman : « La masse de la classe instruite est devenue libérale sur tous les points de l'Angleterre. » Les auteurs anonymes de ce récent manifeste, d'une poignante éloquence, intitulé *Ce qu'on a fait de l'Eglise*, font à la page 233 cette remarque bien importante, que, s'il y a aujourd'hui, dans l'armée de la science et jusque dans l'avant-garde de cette armée, des catholiques notoires, l'opinion du monde les regarde « comme *savants quoique catholiques* », tellement qu'un traité de géologie, de zoologie, de botanique, de droit, de philosophie ou d'histoire qu'on publierait, au vingtième siècle, avec l'approbation d'un ou de plusieurs évêques, bien loin de recevoir de ce patronage épiscopal un supplément d'autorité, deviendrait aussitôt suspect d'être médiocre et que l'éditeur commettrait une maladresse insigne par cette recommandation. Tant la science laïque a supplanté, dans la confiance des hommes, l'ancienne préséance de l'Eglise !

Que la religion doive retenir, pour rester religieuse, une proportion nécessaire d'irrationalité, la thèse est très plausible, mais c'est une question de mesure. Non, vraiment, on ne peut pas tout avaler ; il y a des bourdes trop fortes. « Plût à Dieu, disait Renan au regret de ne plus croire, que je pusse oublier un instant les impossibilités scientifiques du catholicisme ! Tout vient se briser

¹ Eugène Ménégoz, *Du fidéisme*, t. III, p. 131.

en moi contre le rocher de la science et de la critique, contre ce mot fatal: *Ce n'est pas vrai*¹. » On n'est point un « sot », quoi que Pascal ait feint désespérément d'en penser, de rejeter les absurdités trop absurdes, telles que celles dont Sully Prudhomme a froidement dressé la liste et qui sont « l'énoncé contradictoire de faits essentiellement impossibles, comme serait la construction d'un cercle carré². »

On a beau, dans l'intérêt même de la vérité religieuse, vouloir réduire la religion à ce qu'elle a d'incomparable vertu pratique, la définir, avec Matthew Arnold, une « morale élevée, embrasée, illuminée par le sentiment, » elle est aussi — la religion chrétienne comme toutes les autres — une explication du système du monde. Dès lors elle ne *doit* pas, elle ne *peut* pas opposer un démenti ou une fin de non recevoir aux acquisitions incontestées de la science. Piteusement, elle défendait autrefois pied à pied son système de légendes et de dogmes contre l'extension régulière de la vérité scientifique et elle n'abandonnait enfin ses erreurs que le jour où elle ne pouvait plus faire autrement. Il faut à présent qu'elle ait assez de courage, de franchise et surtout de confiance en la vérité pour ne plus attendre ce jour. Il faut qu'elle le regarde venir et qu'elle le salue!

Newman, chrétien moderne en dépit de lui-même, « était convaincu de la nécessité d'approprier l'apologétique aux difficultés nouvelles issues de la science et de la critique³. » Ce fut presque un trait de génie (tant

¹ Cité par les auteurs de *Ce qu'on a fait de l'Eglise*, p. 235.

² Voir l'Appendice de *La vraie religion selon Pascal*, p. 391 à 414 : *Critique des formules dogmatiques [du catholicisme] par les règles de Pascal pour les définitions*.

³ Paul Thureau-Dangin, *Newman catholique, d'après des documents nouveaux*.

l'idée était neuve, hardie et féconde!) de la part des protestants évangéliques et libéraux français réunis à Jarnac en 1906, de proclamer non plus seulement le droit, mais le *devoir* « de pratiquer le libre examen en harmonie avec les règles de la méthode scientifique et de travailler à la réconciliation de la pensée moderne avec l'Évangile. »

Newman disait « nécessité »; la déclaration de Jarnac dit « devoir »: toute la différence entre la sagesse catholique et la sagesse protestante, en face de la vérité scientifique, est là. Qui cède à la vérité par force peut ne pas l'aimer: Newman, profondément sérieux, sincère, loyal, et ami de la vérité en ce sens, subissait malgré lui la victoire nécessaire du christianisme libéral et prenait sa revanche de cette défaite en disant aux libéraux les choses les plus dures. Mais l'homme qui sent au fond de son cœur l'obligation morale de se rendre à la vérité n'obéit à aucune contrainte: il n'est serviteur que de la raison, ce qui est l'unique façon d'être libre. Seuls, les chrétiens vraiment modernes ont pu mettre fin au vieil antagonisme de la science et de la religion, parce que seuls ils ont fait voir, par leur accueil franc, ouvert et joyeux à tous les ordres du savoir humain, que la science est bonne et qu'elle est une, que la raison qui nous éclaire est de Dieu comme la foi et qu'aucun devoir ne prime celui de reconnaître la vérité où elle est.



Très intéressant, — infiniment plus intéressant que son grand confrère le cardinal Manning, dont l'activité surtout politique, pas assez pure d'ambitions terrestres et d'intrigues misérables, a trop rétréci l'horizon et l'âme, — ouvert, hospitalier, sympathique; amoureux de la beauté dans la nature et dans les arts, ayant pour la musique, comme pour la poésie, ce culte passionné que Shakes-

peare n'attribuait qu'aux âmes nobles; instruit par toutes les expériences de la vie du chrétien, protestant et catholique non seulement tour à tour, mais à la fois, si j'ose dire, et très large par conséquent, malgré certaines apparences et malgré les accès d'un zèle un peu étroit par moments; riche d'idées fécondes qui sont les germes et les prémices du renouveau philosophique et religieux de notre époque inquiète et chercheuse, Newman, cependant, ne s'impose pas à elle comme un vrai maître des esprits, parce qu'il n'a point su ni peut-être voulu assujettir sa pensée à une rigoureuse coordination. Il n'est qu'un grand et libre amant de la vérité dans la diversité curieuse de ses formes.

Le spectacle qu'il a donné et que William James trouvait incompréhensible, celui d'un homme intelligent soumettant son intelligence à une autorité extérieure, demeure, quelque explication qu'on en propose, difficile à comprendre. Pour un protestant, cette soumission restera toujours une déchéance volontaire de la majorité intellectuelle où il était parvenu. Sans doute, on peut s'amuser à soutenir qu'il est bon de redevenir enfant, et que notre Seigneur l'a dit; mais on badine ou — si cette expression paraît malséante — on déclame; car le retour à l'état d'enfance, qu'on fait semblant de recommander, doit se justifier par de bonnes raisons et, dès qu'on raisonne, on cesse d'être enfant. Le vieillard ou l'homme mûr peut artificiellement se rajeunir en apparence, mais un vrai recul d'âge au moral comme au physique est aussi impossible qu'un changement de sexe.

On peut encore trouver avantageuse la soumission à l'autorité, par ce misérable motif que la liberté et, par conséquent, la responsabilité de choisir est un grand embarras; mais ce n'est point là un précepte moral et c'est

même tout le contraire: ce lâche conseil d'hygiène est une injure pour l'homme qui pense.

Quant aux raisons objectives qu'un catholique peut faire valoir pour excuser sa soumission à l'orthodoxie officielle, elles reviennent toutes à ceci, qu'on n'a point foi en la vérité, et c'est le scepticisme qui les fonde. C'est parce que la France est généralement orthodoxe, selon une remarque profonde de Renan, que l'indifférence religieuse y est si grande et que les Pères Hyacinthes y sont si rares.

Le serment anti-moderniste que Rome exige des prêtres n'est qu'un geste, dites-vous, geste sans importance, auquel l'âme la plus fière consentira de se plier, sans trahir la vérité plus sérieusement que nous le faisons tous les jours dans les protestations de service dévoué et d'affection fidèle qui terminent nos lettres. — Les anathèmes des encycliques contre la civilisation moderne ne sont qu'hyperboles convenues de la rhétorique pontificale. — Le *Symbole des apôtres* n'est qu'un « symbole », c'est-à-dire une suite de figures offertes à l'imagination, qui ne signifient point ce qu'elles disent; car si, de l'aveu unanime des chrétiens qui ont gardé un peu de bon sens, Jésus « descendu aux enfers », puis « remonté au ciel », ne s'est pas littéralement « assis à la droite de Dieu », en vertu de quelle distinction serait-on obligé de prendre au pied de la lettre sa naissance virginale et sa résurrection corporelle?

C'est juste. Mais l'exercice des interprétations spirituelles est plein de graves périls en accoutumant l'esprit à jouer sur le sens des mots et à ne pas prendre au sérieux la parole, organe de la pensée et de la vérité, le discours de la raison, si beau quand il brille d'une clarté parfaite, le *Logos*, le *Verbe* qui a créé les mondes.

Quand Louis XVI prêta le serment du sacre, il dut,

aux termes du texte officiel, s'engager formellement à « exterminer de ses Etats tous les hérétiques. » Comme il ne restait personne, en cette fin du dix-huitième siècle, qui pût prendre au sérieux une formule si barbare, les sceptiques conseillaient au roi de passer outre sans faire attention à de vains mots dont l'omission eût irrité les dévots et les fanatiques; mais l'honnête Turgot estimait qu'il était plus digne de les passer sous silence. Louis XVI se tira de la difficulté en bredouillant.

On nous dit aujourd'hui que nous sommes bien naïfs de prendre au tragique l'apologie de la Saint-Barthélemy et qu'un homme d'esprit a fait la meilleure réponse aux sinistres farceurs de l'*Action française* en les appelant « l'école de Tarascon. » Si ces tristes sires s'amuseut ou s'ils déclament, c'est de la bien mauvaise plaisanterie ou de la bien mauvaise rhétorique; mais ce que nos yeux voient encore, au dix-neuvième siècle et au vingtième, dans des pays d'Europe qui ne se croient pas moins civilisés que la France, montre qu'il ne faut pas s'y fier.

La conscience de Newman était trop pure pour que l'apparence même d'un mensonge en ait jamais terni la glace; mais son intelligence si souple et si riche n'a ignoré aucun des sophismes dont la vérité se pare quelquefois et se voile au détriment de sa candeur. Le mélange piquant d'une innocence presque naïve avec une curiosité intellectuelle presque téméraire compose l'attrait singulier de cet esprit si original, unique probablement dans l'histoire du catholicisme.

PAUL STAPFER.

UN CAS DE CONSCIENCE...

NOUVELLE

La vie, en cela très pareille à une femme coquette, dispense aux uns ses sourires, aux autres sa froideur. Peut-être, sans que nous nous en doutions, a-t-elle écrit sur nos fronts en lettres qu'elle seule peut lire : *A surveiller... à ménager... à combler de gâteries... à châtier ferme....*

Cependant, comme nous n'en sommes pas tout à fait sûrs, le mieux est encore d'aller de l'avant, jour après jour, mois après mois, comme si nous n'avions rien d'écrit sur le front, comme si nous étions les seuls artisans de notre avenir, tout en admettant tout bas qu'une force irrésistible entraîne gens et choses à leur destinée.

Voilà, très exactement, ce que pensait le vieux papa Bourque. Et souvent il répétait : « A quoi bon se tourmenter, craindre ce qui doit arriver?... Nous sommes d'infimes pucerons dans le grand verger des étoiles.... »

Des malheurs, l'instituteur Alcide Bourque en avait eu sa part, puisque ses trois enfants étaient morts en bas âge. Avant soixante ans, la vue baissant, les rhumatismes se montrant plus hargneux, il avait fallu laisser la

classe. Un petit héritage, il convient de l'ajouter, fait en temps opportun, avait mis quelque baume sur le cœur du démissionnaire. Désormais, une humble maison, assise dans un jardin touffu, l'abritait ainsi que sa femme. Lui, il était replet, elle, très sèche ; lui, bienveillant, elle, pointue. Tous deux, pourtant, s'entendaient à merveille, l'esprit vinaigré de M^{me} Bourque aidant l'âme douce de M. Bourque à couler sans trop d'ennui des jours parfois un peu longs.

Car, quand on est vieux, quand on a rompu avec la tâche quotidienne, on tombe brusquement dans le vide. On ne sait trop sur quoi fixer sa pensée et l'on reste assis sur sa chaise, dans la galerie ensoleillée, à songer aux choses du passé.

— Allons ! allons !... s'exclamait alors M^{me} Bourque. Combien de fois as-tu fait copier à tes élèves : « l'oisiveté est la mère de tous les vices ? »... Ça ne te vaut rien de passer des heures à regarder le bout de tes pantoufles.

Bien que frêle, souvent malade, M^{me} Bourque possédait une énergie extraordinaire. Hélas ! elle n'était donc plus mère que de trois tombes silencieuses. Et pourtant il lui restait un grand enfant, son mari, tant il est vrai qu'un homme à la retraite redevient aussi dépendant qu'un moutard de dix mois. Lentement, à force de ruse, de patience, de mots à l'emporte-pièce, de moqueries acidulées, M^{me} Bourque rattacha l'instituteur à la vie :

— C'est du joli de tant se lamenter !... Tu te plains doucement, gentiment, je le sais, mais enfin tu te plains.... Tu prétends que tu n'as plus qu'à mourir.... Et le flan au kirsch que tu aimes tant ?... Qui le mangera, ce soir ?... Ce ne sera toujours pas moi, avec mon estomac délabré....

— Ah!.. répondait le mari, repris en sa conscience, tu as raison, je ne suis qu'une vilaine bourrique.... Tu es faible, malade, et tu as un courage de lion. Et moi, un

homme, je suis aussi lâche devant le désœuvrement qu'un poulet devant l'épervier.

— C'est vrai, mon pauvre ami, que tu es lâche, répliquait vertement l'épouse. Un homme qui possède un jardin est un roi !... Vois comme il est mal soigné. Des mauvaises herbes, du colza partout. Si tu voulais, tu pourrais en faire un petit paradis....

— Et pour qui, ce paradis ?

— Est-ce que je ne compte pas ?... Et Mélanie ? En la saison, si tu lui portais un panier de fraises, un paquet de radis, un bouquet de marguerites doubles, ne penses-tu pas qu'elle serait contente ?

Bourque, les cheveux hérissés, se taisait. Puis, à la fin :

— C'est vrai !... C'est vrai !... Tu as toujours raison....



Sous les tuiles de la maison habitée par les Bourque, un minuscule appartement. Sur la porte d'entrée, une carte de visite :

M^{me} veuve Martinet, couturière.

Mélanie, l'unique fille de la veuve, se mourait de tuberculose, d'une tuberculose sèche qui la consumait en dedans. La vie, réfugiée sur les lèvres, dans les yeux, semblait intense, et l'était, non point la vie du corps, mais celle de l'âme qui se manifeste par des sourires, un mot gentil, une attention touchante.

Et souvent, dans l'appartement du bas, M^{me} Bourque répétait :

— Est-ce que Mélanie se plaint ?... Et pourtant elle s'en va, à dix-neuf ans.... Ce sont les gens à la retraite qui gémissent, alors qu'il leur serait si facile de rendre service à ceux qui souffrent vraiment....

Paroles cruelles, paroles nécessaires. Bourque comprit

que même à son âge on peut semer des graines, que ces graines germent, qu'un jour les fleurs s'épanouissent et qu'elles sont le salut de la nature à ceux qui sont cloués dans leur chambre.

Donc, comme le printemps venait sur l'aile des vents tièdes, il fuma la terre du jardinet, il dessina des massifs, des plates-bandes. Et soudain l'école ne lui manqua plus, puisqu'au lieu d'écoliers il avait des semis à surveiller, à diriger. Et il se prit aussi à aimer d'un amour naïf les hochequeues, à l'œil si vif, au bec si fin, les merles, les mésanges, tous si friands de chenilles, d'araignées, de vers blancs destructeurs des plantes. Bravo !... criait-il pour encourager ses petits collaborateurs.

Et souvent le père Bourque, qui avait repris goût à la vie depuis qu'il se sentait encore utile, cueillait marguerites, œillets et roses, en gros bouquets maladroitement rassemblés qu'on voyait ensuite, là-haut, sur le rebord d'une fenêtre.

L'automne vint. Les chrysanthèmes pâlirent, s'effilèrent en longs pétales, s'étiolèrent sous le ciel épaissi de nuages, moururent dans la pluie qui noya les jardins. Dans les maisons, pour consoler un peu les hommes, les feux s'allumèrent.

« Que vais-je faire d'Alcide ?... songeait M^{me} Bourque. »

Voici qu'aux fenêtres apparurent les hochequeues, les merles, les mésanges. En leur langage, qu'il est facile de comprendre pour peu qu'on le désire, ils dirent :

— Hé ! père Bourque.... cet été, nous t'avons aidé.... Voyons si tu t'en souviendras....

Troublé, Bourque se leva :

— Ces oiseaux ont froid.... Ils meurent de faim.... Tous n'aiment pas les miettes... Alors ?...

— Te voilà bien !... répondit l'épouse. Et le grenier

que tu as rempli de noix !... Il me semble qu'elles conviendraient mieux aux mésanges qu'à nous. Les mésanges, elles, ont un bec, et nous n'avons plus de dents....

Idée d'or. Cet hiver encore, Bourque était sauvé, sa solitude se peuplait de préoccupations jolies. Trier les noix, les ouvrir, attacher les coquilles à des fils, pendre ces fils aux barreaux des fenêtres, et se mettre à l'affût derrière les vitres pour surprendre la joie des oiseaux, leurs pirouettes, leurs batailles, le balancement fou des coquilles transformées en escarpolettes, ah ! les belles heures, si vite envolées, vraiment, qu'il semblait que le clocher sonnait tout le temps !

— Tu deviens maniaque avec tes oiseaux, constatait M^{me} Bourque sur un ton qui révélait son propre contentement.

Cependant la chatte des voisins, une angora tigrée à laquelle un ruban bleu noué autour du cou donnait une dignité absurde, se glissait souvent dans le jardin dépouillé.

— Veux-tu bien filer, canaille !... criait Bourque.

— Qu'est-ce qui te prend ?... questionnait M^{me} Bourque.

A quoi, soudain martial, l'instituteur en retraite répondait :

— Il faudra que j'achète un flobert.... Ces chats, quelle sale engeance !...



Une fois encore le printemps accourut. Il fut délicieux. Personne n'avait plus envie de grogner. Les destinées les plus grises s'illuminaient au soleil. Les mourants reprenaient un peu de vie tant la terre métamorphosée ressemblait au Paradis. Tout le monde riait et sifflait, et les oiseaux plus que tout le monde. Ils sautillaient dans les

branches, ils dansaient au haut du ciel, après quoi, perdant toute prudence, ils descendaient ramasser des pailles sous le nez de Miquette, la belle chatte tigrée. Il est vrai que Miquette, elle aussi, pensait à des choses qu'il vaut mieux ne pas expliquer.

— Prenez garde, mes amis, recommandait le père Bourque aux oiseaux. Quand cette sale bête aura sa nichée, vous en verrez de belles !

Après les saxifrages fleurirent les giroflées brunes. Leur velours parfumé tentait les abeilles. Et Bourque allait de découverte en découverte ; là, dans ce charme fourchu, un nid de merles ; dans les lianes du chèvrefeuille, un nid de rouges-gorges ; un nid de mésanges sous la corniche.... Partout des pailles tremblaient au vent. Heureux de tant de vies naissantes, Bourque, qui bêchait son jardin, chantait d'une voix fausse.

Cependant, ayant mis au monde cinq petits que le jardinier fit prestement disparaître, Miquette reparut un beau matin, efflanquée, aigrie, vorace.... Personne n'exterminait les enfants des oiseaux. Ils pullulaient, eux !... Or, les siens, où étaient-ils ?... Vengeance !

Aux aguets, la bête au regard oblique déclara la guerre aux nids.... Son ombre déhanchée, traîtresse, glissait le long de la bordure de buis. Des heures, aplatie sur le ventre, elle attendait, les yeux luisants de convoitise.... Et chaque matin, le père Bourque constatait les dégâts, les rapt, les meurtres : une grive montrait son aile déchirée ; le nid de rouges-gorges pendait, lamentable, et les œufs faisaient une piteuse omelette sur le sol ; ici, du sang, des plumes dispersées.... Des cris d'agonie, sous un buisson.... A quoi bon s'empressez ? On n'arrivait jamais que pour voir la maudite bête fuir avec un merle dans la gueule.

Et Bourque se lamentait :

— Si je n'avais la vue si basse, j'achèterais bien un flobert.... Mais je tuerais encore quelque passant !... Ah ! quand je vois cette scélérate croquer à ma barbe d'innocentes bestioles, ça me fend le cœur !

— Innocentes bestioles ! protestait M^{me} Bourque qu'animait l'esprit de contradiction. Pas tant que ça !... Souviens-toi de nos poires-duchesses, vidées jusqu'à la peau, et de ces bigarreaux dont nous ne goutâmes que les noyaux.... Voilà à quoi servent tes merles !... Va ! ne corrige pas la nature, elle sait bien ce qu'elle fait.

— Ecoute !... interrompit certaine fois Bourque.

Un cri de douleur venait de troubler la douceur de ce soir de mai riche d'iris, de rayons, de chansons. Une fois de plus l'ogresse fuyait, emportant des ailes encore frémissantes, de frêles pattes crispées, une tête pendante. Bourque tremblait de colère impuissante.

La nuit qui suivit, le brave homme ne dormit guère. Des pensées de destruction par le poison rôdaient sous son crâne poli. Et il grommelait :

— Sale bête !... Attends seulement. Va, ton heure viendra.

Elle vint, cette heure, plus tôt que le père Bourque ne l'avait pensé. Certain matin de juin, comme le vieillard prenait le frais sur son balcon, un étrange gémissement attira son attention, un appel désespéré interrompu par des silences, coupé par des râles.... Descendre jusqu'au jardin, courir jusqu'au poirier, dans l'angle du fond, ne fut pas long.... Là, quel spectacle !... A une courte branche, retenue par la faveur bleue qui toujours ornait son cou, la chatte meurtrière pendait, les poils hérissés, la queue tordue de côté, la langue entre les dents, atrocement contorsionnée.

De joie, Bourque ricana :

— Gredine !... voilà la fin que tu méritais. Oeil pour oeil, dent pour dent.... Il y a pourtant une justice !...

Lamentable, Miquette, de ses pattes, fauchait l'espace, cherchant un appui, après quoi, étranglée, râlant laide-ment, hideuse à voir, elle restait immobile, comme résignée.

Et Bourque, devant cette agonie, songeait que si d'autres êtres, visibles ou invisibles, exerçaient leur autorité sur sa personne, décidaient de sa fortune, de sa retraite, de sa vie ou de sa mort, lui, en cet instant, tenait entre ses mains le sort d'un animal chargé de crimes sans doute, mais obligé par sa nature même à les commettre. L'envoyer dans la nuit de la mort, ou l'y laisser glisser sans intervenir, quelle responsabilité !...

— Que ces bêtes ont la vie dure !... soupira le vieux Bourque. Allons, meurs !

Miquette n'obéit point. De ses yeux voilés d'angoisse, vitreux, elle implorait l'homme, le sachant tout-puissant, elle l'implorait en une supplication muette, troublante, atroce, qui contraignit Alcide Bourque à rentrer en lui-même et à se dire :

« Et toi, quand tu arriveras au paradis, comment seras-tu reçu ?... Tes duretés de cœur, tes désobéissances, tes lésineries, tous tes péchés cachés ou avoués, te les pardonnera-t-on ? Quand il s'agira de trancher ta propre condamnation, Dieu consentira-il à le faire ?... Réfléchis. »

Le vieillard se pencha. Une mauvaise curiosité le poussait à examiner de plus près la bête qu'agitaient les frissons avant-coureurs de la mort. Et voici que soudain, dans un suprême effort, les yeux de la chatte s'ouvrirent, et plongèrent leur regard fou dans les yeux de l'homme, disant une fois encore : « Sauve-moi, tu le peux....

Sauve-moi, car je meurs.... Homme, tu es tout-puissant... Avance une main.... Dépêche !... la mort vient.... »

Dilatés de souffrance et d'effroi, ces yeux avaient quelque chose d'auguste, de sacré.... A son insu, le père Bourque avait fouillé dans la poche de son tablier vert où gisait toujours un sécateur.

— Vite !... suppliait le regard chaviré.

Le vieux Bourque avança la main. Un scrupule le retint encore :

« Ai-je le droit de sauver ce monstre ?... Pourtant, si la Providence avait voulu que cette bête crevât, elle ne m'aurait pas conduit ici avec un sécateur au fond de la poche.... »

— Je meurs !... dit un des yeux qui déjà se refermait.

La tête détournée, d'un coup sec, Bourque trancha le solide ruban. Et Miquette, comme un paquet, tomba sur le gazon où elle demeura, étourdie, la langue entre les dents, avant de se traîner sous un buisson.

Au même instant M^{me} Bourque se penchait à une fenêtre. Tournant vers son épouse sa barbe blanche, ses lunettes, son front candide, le père Bourque dit :

— Ah !... plaignons les juges, plaignons saint Pierre, plaignons tous ceux qui siègent à un tribunal.... Je viens de vivre la plus terrible minute de ma vie....

— Hein ?... questionna M^{me} Bourque.

Mais Bourque se tut. A coups précipités du sécateur, il coupait toutes les fleurs, toutes les branches chargées de boutons et il en composait un bouquet gigantesque pour Mélanie, qui s'en allait grand train. Au moins, en cela, il était sûr de ne point se tromper !

BENJAMIN VALLOTTON.

SUR PIERRE LOTI

« L'œuvre de Loti est un réalisme délicat gonflé de mysticisme, non pas de ce mysticisme religieux tel que nous le montre l'histoire du moyen âge, mais un mysticisme esthétique et sensuel, que la foi laisse à l'âme en la quittant, et qui, sans objet désormais, se prend à toutes les choses de la vie pour en tirer je ne sais quoi d'intime et de profond dont l'âme a besoin pour exister. C'est un sentiment étonnamment complexe, qui n'est pas de la pensée, qui est plus que de la sensation et qu'aucun mot n'exprime. »

De l'aveu d'Alphonse Daudet et de Loti lui-même, rien n'a été dit sur notre auteur de plus juste et de plus profond que cette analyse inspirée à Gaston Frommel par *Mon frère Yves*. Aujourd'hui encore, il n'y a pas un mot à y changer.

C'est à n'en pas douter à ce « réalisme gonflé de mysticisme » que Loti doit d'être le chantre incomparable de cette terre. Je ne sais rien de plus évocateur que son œuvre de tout ce qui fait la grandeur et la splendeur d'ici-bas. Quel historien a su nous donner une notion si vertigineuse des antiquités extrêmes, quel philosophe a parlé mieux de l'implacable destin, quel poète a peint comme lui les mélancolies et les déchirements de l'a-

mour ? Il est tellement un avec la nature qu'on ne saurait l'en détacher. Dans beaucoup de ses livres, on ne sait quel est le héros véritable, si c'est Yves, la mer ou la Bretagne, si c'est Rarahu ou la Polynésie, si c'est Aziyadé, la Turquie ou l'islam. On pourrait me répondre que toute cette œuvre n'a qu'un seul personnage, qui est Loti. Cela est aisé à dire. La vérité est qu'il se répand dans la nature ou qu'il l'absorbe en lui à ce point qu'on ne saurait l'en détacher. Dans toute la force du terme il anime les choses et les fait parler par sa voix.

Ces terres lointaines vivent le plus souvent à nos yeux d'une existence bien vague. Nous ne les voyons guère que par leurs côtés étranges et fabuleux. Il y a dans tout ce qu'on en dit quelque chose d'involontairement paradoxal qui se heurte à une certaine incrédulité instinctive de notre part. En somme, nous les voyons et les auteurs qui ont enrichi la littérature exotique nous les montrent surtout par les *différences*. Il appartenait à Loti d'en faire saillir à la fois l'originalité irréductible et la ressemblance touchante avec ce que nous connaissons déjà. Lui seul a su les rapprocher de nous ou plutôt nous y entraîner, nous y faire vivre et respirer sans en tuer le caractère. Quelle grandeur de mystère et quel éclat de réalité ne prennent pas au contraire dans son œuvre ces régions qui ne s'imagineraient qu'avec des déformations extrêmes : l'Inde, la Chine, la Perse, la Polynésie !

A ce point de vue, rien de caractéristique comme les *Derniers jours de Pékin*.

Ce n'est plus la terre traditionnelle et obligatoirement comique des longues nattes, des nids de salangane, des tours de porcelaine et des mandarins de paravent. La mélancolie des déclins irrémédiables a tout grandi, tout

dramatisé. C'est pourtant bien la Chine avec ses foules mesquines et étriquées, avec tout son pittoresque grimaçant. Mais c'est Loti qui voit et qui parle : tout dès lors nous paraît à la fois extraordinaire et vraisemblable. Il a dans son talent quelque chose de respectueux et de grave qui lui interdit la dérision. L'autorité de ses descriptions donne à tout ce qu'il écrit quelque chose de si immédiatement réel qu'il n'y a pas de tableau de pouillerie et de décombres qui n'en reçoive un éclat de poésie.

Loti était encore un très jeune homme à l'époque où il vivait le roman d'Aziyadé. Il n'avait pas vingt-sept ans. Il n'y aura pas dans toute sa carrière mouvementée d'épisode plus enivrant, comme il n'y aura pas de thème qu'il reprendra plus souvent que ces variations tristes sur la Turquie penchante. Elles formeront une des parties les plus caractéristiques de son œuvre. Jamais sa sympathie n'a été mieux captée et jamais sa puissance d'évocation ne s'est donné plus libre cours. Aucune terre ne l'a retenu par des liens plus forts, aucune ne l'a troublé de nostalgies plus impérieuses.

La nostalgie ? où cet appel de ce que nous a ravi le temps et la distance résonne-t-il plus pathétiquement que dans les livres de Loti ? C'est la nostalgie qui fait le charme unique et la détresse poignante de *Fantôme d'Orient*. Il n'y a dans ces pages de structure élémentaire que le cri d'une âme déchirée et vaincue par le souvenir. Pour lui, la terre de la Nostalgie, c'est par excellence cette vieille Turquie au service de qui l'amant d'Aziyadé se fait tuer un jour.

Les événements donnent un intérêt extrême à ces pays du proche Orient dont Loti s'est laissé séduire pour, à son tour, nous en donner une image si séduisante. Li-

bre de préjugés religieux et européens comme il était seul à l'être, il fut aussi le seul à voir l'Orient turc avec l'intelligence et l'âme qu'il fallait.

Aucun voyageur de Constantinople n'a su, comme lui, nous en donner la vision. Disons mieux, lui seul nous la fait pressentir. Ce qu'Edmond de Amicis ne rend que par des accumulations verbales, Loti nous le fait voir et toucher par la seule vertu de phrases simples, de vieux mots sempiternellement répétés.

Son esprit si étranger à toute gauloiserie, si rebelle à la facétie mesquine, à la blague, au jeu de mots, était fait pour comprendre les Turcs et se plaire dans leur commerce. Il y a en effet chez lui un fond solennel et mystérieux, quelque chose de fatal comme la destinée. Ces affinités de tempérament devaient le faire entrer profondément dans le génie de l'islam et l'intelligence des musulmans. Sa haine de certains aspects de notre civilisation, son scepticisme à l'endroit de notre supériorité européenne dans tout ce qui n'est pas strictement le domaine industriel, sa jouissance extrême devant les aspects magnifiques et vénérables de la nature et de l'humanité, tout s'unissait pour lui faire de la Turquie une patrie d'élection. Et c'est comme d'une patrie qu'il en parle, avec cette tendresse clairvoyante qu'on a pour les choses à quoi l'on s'est donné. A côté de certain Orient semi-romantique peuplé de pachas à trois queues, d'odalisques, de klephtes et de giaours, quelle figure saisissante que ce *cher Stamboul de Loti*, si grand et si déjeté, si orgueilleux et si près de sa ruine, surgissant de loin dans les passés héroïques ! Ce Stamboul du soleil et de la neige, des matinées de printemps et des nuits d'hiver, ce Stamboul de la réalité !

Il faut avoir vu ces choses pour sentir le prix de telles

pages : Loti sait ranimer les visions mortes. L'*Exilée*, les *Désenchantées*, qui valent bien plus qu'on ne le pense souvent, sont pleines de tableau saisissants, ou plutôt non, il n'y a pas de tableaux, le mot est mal choisi et ferait croire à une préméditation, à un parti pris de peindre et d'arranger les choses : ce sont des cris d'admiration, des reflets d'âme, de grandes sensations frissonnantes dont notre sensibilité est tout ébranlée. Non seulement nous voyons avec lui, mais nous sommes parcourus du même frisson. Car Loti n'a jamais écrit — je le crois sans arrière-pensée — que « l'esprit hanté d'une chose, le cœur serré d'une souffrance. »

Ce n'est pas seulement la Turquie, c'est le monde d'islam tout entier qui l'inspire. Dans toute son œuvre descriptive, sauf peut-être dans l'*Inde sans les Anglais*, je ne sais rien qui égale en charme, en puissance d'évocation, le délicieux *Vers Ispahan*.

Ah ! la grande, la superbe et touchante vieille chose que cette Perse, hélas vermoulue, où il demande à ses fidèles de l'accompagner !

« Qui veut venir avec moi voir à Ispahan la saison des roses... qui veut venir avec moi voir apparaître, dans sa triste oasis, au milieu de ses champs de pavots blancs et de ses jardins de roses roses, la vieille ville de ruine et de mystère, avec tous ses dômes bleus, tous ses minarets bleus d'un inaltérable émail ; qui veut venir avec moi voir Ispahan sous le beau ciel de mai ?... Nous passerons devant des fantômes de palais, tout en silex couleur de souris, dont le grain est plus fin et plus durable que celui des marbres. Là, jadis, habitaient les maîtres de la terre et, aux abords, veillent depuis plus de deux mille ans des colosses à grandes ailes, qui ont la forme d'un taureau, le visage d'un homme et la tiare d'un roi. Nous passerons, mais alentour il n'y aura rien que le silence infini des foins en fleur et des orges vertes.... »

Il faudrait plaindre ceux dont l'âme serait assez sèche pour ne pas être hantée de cet Ispahan fabuleux et ne pas désirer le voir.

Si tout ce que Loti a écrit sur l'Orient se fait remarquer par une ferveur particulière et ne le cède en poésie qu'à ce que lui ont dicté la Bretagne et la mer, il n'y a pas de coin du monde dont il n'ait parlé avec inspiration.

A vingt-neuf ans, il connaissait l'univers et l'avait peuplé de ses fantaisies et de ses aventures. Il avait pris partout quelque chose pour se faire une âme unique, chaotique et immense, et tous les aspects, jusqu'aux plus lugubres et aux plus mornes de la terre, avaient dû lui révéler le mot de leur caractère, l'énigme de leur grandeur.

Songez à ce Maroc des champs d'asphodèles et surtout à ce Sénégal du *Roman d'un spahi*, un de ses plus beaux livres, empressons-nous de le dire, dans sa saisissante simplicité, avec tout ce qui s'y unit d'exotisme éclatant et d'exacte psychologie. Nous avons presque, après cette lecture, comme le pauvre Jean Peyral, nous les sédentaires qui n'avons pas quitté notre foyer, « le besoin du soleil dévorant et de l'éternelle chaleur, le regret du désert, la nostalgie du sable. » Il y a dans cette idylle barbare quelque chose de si profondément humain que le décor tropical, l'étrangeté puissamment rendue du milieu, la sauvagerie des personnages ne sont qu'un lien de plus pour retenir notre attention vraiment subjuguée. Il n'y a pas jusqu'à cette Polynésie fabuleuse où sur les pas de Loti nous ne nous avançons en confiance, où nous ne nous acclimations pour ainsi dire jusqu'à nous éprendre de la fantasque et délicieuse Rarahu. Rien ne dépasse certaines descriptions de Tahiti et *l'île de l'éter-*

nel printemps vit désormais dans notre imagination à tous, plutôt comme un souvenir charmé que comme une simple expression géographique. C'est pourtant là ce qu'il a décrit de plus lointain, de plus étranger de toutes façons. Mais nous, gens du vingtième siècle, nous pouvons lire et relire ce *Mariage de Loti* avec un plaisir inlassable. L'extraordinaire n'y réside, en effet, que dans les noms, les aspects naturels, les costumes et les détails de mœurs. Les héros, au contraire, y sont d'une ingénuité exquise, d'une simplicité complète. L'amour de Rarahu, pour s'exprimer en langue maorie, est aussi touchant, aussi grave parfois, aussi compréhensible et humain que celui de Gaud ou de Gracieuse.

Ce qui a tué le romantisme, c'était l'étrangeté systématique de la psychologie, la recherche des attitudes morales, les complications sentimentales un peu comiques aujourd'hui. Loti est romantique à coup sûr par l'allure si résolument personnelle de toute son œuvre, par son goût exclusif de l'exotisme, du moyen âge, de la barbarie, des ruines. Mais il échappe au romantisme dans ce que celui-ci a de plus définitivement périmé, ou si l'on veut, chez lui le romantisme, tout extérieur, recouvre un fond psychologique antiquement simple qui restera vrai toujours.

En parlant du Japon de Loti auquel, comme à la Turquie, il est revenu souvent, je risquerais fort de me répéter. Son talent d'observateur, sa sympathie universelle ne s'y sont pas trouvés en défaut. Relisez seulement les premières pages de *Madame Chrysanthème* :

« Au petit jour nous aperçûmes le Japon. Juste à l'heure prévue, il apparut, encore lointain, en un point précis de cette mer, qui pendant tant de jours, avait été l'étendue vide, etc. »

Evidemment le « pays de verdure d'ombre » ne peut plus s'effacer de notre souvenir quand de tels yeux l'ont vu pour nous. Il est vrai que la petite Nipponne Chrysanthème ressemble comme une sœur à la Tahitienne Rarahu et il semble bien que la négresse Fatou soit de leur cousinage à toutes deux. Mais, c'est égal, l'Asie extrême est sans doute dans cette œuvre avec tout son génie, toute la grandeur de ses aspects, comme je puis assurer qu'y est la Turquie et comme nous savons tous qu'y sont le pays basque, la Bretagne, la France :

« Ceux-là seuls connaissent tout le charme et toute l'âpre tristesse des voyages qui ont dans le fond de l'âme un invincible attachement au recoin natal. »

J'adresse ces paroles de Loti à ceux qui seraient tentés de le prendre pour une sorte de juif errant, incapable de se fixer nulle part et de bien comprendre le sens profond du mot patrie. Cet « invincible attachement au sol natal » ne l'a pas inspiré moins heureusement que l'« invincible » hantise des lointains, et le charme supérieur de son œuvre est sans doute beaucoup dans cette incessante et double nostalgie. Ses yeux ne sont pas moins ouverts à tout le pittoresque, à toute la beauté de nos climats qu'aux plus obsédants mirages d'ailleurs. Il voit la côte basque et le pays de Léon avec non moins de netteté que Stamboul, Mascate ou Nagasaki; il a été le poète sans rival de la Bretagne.

Entre deux voyages il plaide avec éloquence pour les chênes verts de l'Aunis et nous parle de son île d'Oléron, de Hendaye ou de son foyer de Rochefort avec une émotion, une vénération tendre auxquelles on ne résiste guère.

La Bretagne, il l'a si bien comprise et si noblement

chantée que beaucoup de gens la lui donnent pour patrie. Mais comme la Turquie, elle ne lui est qu'une patrie d'élection. C'est à son entrée au *Borda*, à dix-sept ans, qu'il la vit pour la première fois. Elle ne lui plut guère alors, mais lui causa au contraire une tristesse extrême. Il fut long à revenir de cette impression première et ce fut surtout grâce à Yves et à certaine jeune fille des environs de Tréguier.

En essayant de faire saillir ce que toute l'œuvre de Pierre Loti a de profondément religieux, je crains qu'on ne donne à cette épithète un sens que je n'y mets point. Cette œuvre assurément ne contient nulle bigoterie. *L'amant d'Aziyadé*, le *frère d'Yves*, Dieu merci, n'est pas ce que nous appellerions un « mômier. » Religieuse, elle l'est cette œuvre par la préoccupation presque constante de quelque chose qui nous surpasse et peut-être nous expliquerait l'inquiétude métaphysique, par le culte grave de la beauté. L'éducation sincèrement chrétienne qu'il avait reçue dès sa prime enfance, non moins que la façon douce et sans heurt dont il échappa à sa première croyance, lui avait laissé l'intelligence « des choses saintes » et des âmes religieuses. Sa libération d'une religion lui donne le respect et la compréhension de toutes les religions avec la soif de revenir par l'une quelconque d'entre elles à ce qu'il pleure d'avoir perdu. C'est là une disposition trop rare à tous les siècles et sur laquelle, jusqu'ici, on n'a pas attiré suffisamment l'attention. Toutes les façons sincères d'adorer — il nous l'a dit — lui semblent égales et légitimes. Quel autre auteur, à quelque religion qu'il appartînt, aurait pu comme lui avec une sympathie si impartiale, avec une si égale poésie, nous parler des vieux temples de Saintonge et d'Oléron, « ces humbles petits sanctuaires des côtes

protestantes dont rien chez les catholiques ne dépasse le charme religieux, » et des églises de granit des campagnes bretonnes, ces vieilles petites chapelles où il devait retrouver le Christ ; des immobiles mosquées de Stamboul et des pagodes fantastiques de Birmanie et d'Ankhor, de Bethléem et du Sinaï ; de l'angelus d'Echillais et des adorations de Bénarès ; de la Vierge Etoile de la Mer et du Dieu jaloux de *Judith Renaudin* ?

Ses descriptions de lieux saints, d'émotions religieuses et d'âmes croyantes se placent au rang de ce qu'il a écrit de meilleur.

Malgré tout l'empire que la terre avait précocement et sûrement pris dans son âme, Loti semble n'avoir jamais renoncé tout à fait à chercher le mot de l'obsédant mystère. Le Christ perdu le hante, quelque chose le retient de le renier entièrement. Il a, par crises, la nostalgie de sa foi d'enfant comme il a la nostalgie du pays natal. En deux fois, au moins, il a fait un effort direct pour retrouver cette patrie spirituelle dont l'exil le torture ou en perdre à jamais le regret dans d'autres régions de la croyance.

Il les a faites, ces tentatives, avec une pleine conscience, comme un pèlerin, poussé par la volonté suprême d'obtenir à tout prix le mot qui effraie la mort.

Ce fut, la première fois, à Jérusalem, et la seconde fois dans l'Inde.

Sur Loti en Terre-Sainte, il y aurait bien long à dire. Pour pénétrer profondément dans l'intelligence de son œuvre et de lui-même, ce serait un très sûr moyen que d'étudier l'évolution de ses idées métaphysiques avant, pendant et après cet anxieux pèlerinage toujours souhaité, remis d'année en année par une instinctive crainte,

puis d'en voir dans *Ramuntcho* la répercussion directe et le bénéfice littéraire.

Il fit, en Palestine, un triste chemin de croix de désillusion en désillusion. Il n'y a guère, dans toutes les littératures, de pages d'un caractère plus intimement pathétique que celles où il nous dit cette illusoire croisade vers le sépulcre vide. L'espérance l'a repris comme un enfant qu'il veut s'imaginer être toujours et l'achemine gravement vers ce qui fut Jérusalem. Il prélude dans l'éclatant *Désert* à ce drame dont il est, seul, l'émouvant héros. Aussi bien, jamais son style ne fut plus grand, plus adapté à la nature de tout ce qu'il décrit. Son évocation du Sinaï, de cet enchantement rose des grandes solitudes qui sont vers Akaba, a je ne sais quoi d'hébraïque et nous met dans l'esprit, avec cette austérité radieuse du désert, un peu de la gravité appréhensive qui l'accompagnait vers son but.

Le volume suivant, *Jérusalem*, contient le drame lui-même. Loti ne trouve en Palestine que le « sentiment d'une nature souveraine et de son renouveau éternel. » Sa palette s'enrichit encore. La terre est toujours là dans sa splendeur, pour le séduire au moment même où il pensait en détourner sa pensée.

Mais les espoirs bien irrévocablement morts, décidément, ne se réveillent pas. Il se désole d'avoir possédé l'espérance unique et rien maintenant ne la lui rendra plus. En vain, abandonnant une à une toutes ses positions, il attend une nuit au Gethsémané ce Christ qu'il est venu chercher. Le Christ ne se montre pas. Alors, c'est la déroute ; tout lui semble leurre, illusion lamentable. Le Saint-Sépulcre, profané par l'idolâtrie orientale, le glace, le désenchanter et blesse même le « calviniste »

qu'il s'étonne de retrouver dans l'incroyant qu'il est à jamais devenu.

Pourtant le charme de la terre est là pour apaiser momentanément cette blessure, le charme de la terre et l'islam, l'islam silencieux de la ville triplement sainte. Il faut avoir vécu de semblables minutes, il faut avoir été à Jérusalem pour le Saint-Sépulcre et désirer y revenir pour la mosquée d'Omar, il faut, dans l'angoisse contagieuse de Pâques, avoir subi soi-même l'ascendant de ce lieu terrible et doux qui est encore le *Temple* de Jérusalem pour comprendre pleinement les sentiments de Loti.

Pourtant, à de certaines minutes de ce « pèlerinage sans foi », devant certains aspects sans doute moins profanés, quelque chose d'indéracinable et d'apaisant s'évoque en lui comme un dernier mirage; à Bethléem d'abord, puis à sa dernière visite du sépulcre et devant les vestiges des voies hérodiennes où « pour un temps, il ne doute plus. » Cette « illusion ineffable et profonde » lui sourit encore ici et là dans la Galilée, le troisième acte de cette *commedia dell'anima*, sur les bords du lac de Tibériade. Quand il quitte la Palestine, une sorte de reconnaissance et de renonciation a tout de même transformé son âme déçue. Ce qu'il rapporte de ce pèlerinage sans foi, c'est une intelligence aiguë, maintenant, de ce christianisme dans les promesses duquel rien n'a pu encore et rien ne pourra jamais lui rendre la foi. Je n'en veux qu'une preuve : *Ramuntcho*.

Plus tard, dans une nouvelle révolte devant l'obsession de la mort et du néant de tout, Loti adressera à d'autres chercheurs de vérité son interrogation suprême. Il visitera l'Inde. Pour la première fois, il entrera en contact avec cette sagesse aryenne qui ne se peut acqué-

rir que par le renoncement absolu — à quoi d'ailleurs Loti est l'être du monde le moins capable de se hausser. — Cependant, là encore il acquerra quelque chose dont il sera augmenté, transformé, sans retour possible à ses états d'âme d'avant Madras et d'avant Bénarès. A défaut de conviction profonde, — car le pèlerinage sera vain comme celui de la Judée, — il aura une révélation plus claire de ce qu'il y a de sublime dans le « roseau pensant. » Il s'inclinera plus bas devant l'esprit.

« Dans le pur et supérieur domaine psychique, écrira-t-il, le plus humble brahmine vêtu d'un pagne de toile, à quelles hauteurs n'est-il pas au-dessus de tel important imbécile de chez nous qui cependant, avec dédain, lui soufflerait à la figure la fumée de son cigare ? »

A côté de cette intelligence peut-être sans exemple de la poésie de toutes les religions, il y a dans l'œuvre de Loti une autre chose — capitale — dont on peut faire honneur peut-être à ce qu'il avait conservé de vraiment religieux, c'est la sympathie toujours prête à devenir de la pitié. Il a ce don inappréciable qui lui permet d'insuffler une vie intense et souvent pathétique aux êtres et aux choses les plus infimes dès qu'il daigne se pencher sur eux.

Si peu qu'il nous dise d'Aziyadé, de Fatou-Gaye, d'Ahmed, d'Yves ou de Jean Peyral, nous les voyons avec une netteté parfaite et nous les aimons bien plus que les personnages les plus élégamment compliqués du roman mondain. Il n'y a pas jusqu'à ces hirondelles de la Perse qui sont les hôtes familiers des caravansérails, dont le gazouillement ne nous touche, jusqu'à ces fleurs de tous les climats dont le parfum ne nous grise presque à chaque page. Sans doute, il l'accorde plus entière cette

sympathie clairvoyante, et plus spontanément, à ceux qui sont simples, à ceux qui sont eux-mêmes, à ceux qui sont sincères :

« Je cherche à vivre au milieu d'amis extraordinairement simples — de ces gens qui croissent comme des plantes saines, donnent leurs fruits et savent, après, mourir tranquilles quand l'heure est venue.... Après avoir été le garçon le plus compliqué du monde, j'en reviens tout doucement aux façons d'être les plus primitives. »

Ce goût des naïfs, des simples, des primitifs et des pauvres — il a fait en termes exquis l'éloge de la pauvreté — devait conduire Loti au delà de notre humanité et l'attacher à ces frères inférieurs auxquels tant de grands poètes ont voué leur affection. Ce n'est pas tant la grandeur ou la sublimité des animaux de Vigny qui le frappent, c'est leur abandon, leur servitude, leur détresse devant la mort et par-dessus tout le grand mystère de leur âme incompréhensible. Voyez au *Livre de la Pitié et de la Mort* l'épisode intitulé : « Viande de boucherie » et cet autre : « Chagrin d'un vieux forçat, » où la détresse d'un vieux misérable et d'une bestiole infime sont également émouvantes. Dans sa ténuité presque un peu puérile, l'*Histoire de deux chattes* est une chose charmante.

Le livre de la Pitié et de la Mort ! Ce titre admirable s'applique à merveille à l'œuvre tout entière de Pierre Loti. Aucune analyse n'en exprime mieux le caractère dominant et la grandeur. Nul écrivain n'a su mieux voir certains détails de la douleur humaine plus navrants dans leur effacement que le spectacle même des grandes calamités ¹.

Cette préoccupation, cette obsession de la mort, Loti

¹ Voir à ce propos dans le *Château de la Belle au bois dormant*, la page intitulée *Vieille barque, vieux batelier*.

la partage avec tous les esprits d'essence profondément religieuse. Ce qu'elle lui a inspiré rend tragique cette œuvre si humaine. On y meurt beaucoup ; dans la détresse et dans la gloire, avec héroïsme souvent, avec grandeur et vérité toujours. Songez au trépas de Sylvestre, de Jean Peyral et de Djénane, à la mort de l'amiral Courbet, à la mort de tante Claire.

Mais quand même le héros ne meurt pas, la mort inévitable est à chaque page de ces livres. Elle en est le grand fond sombre sur quoi les douceurs de la vie et les éclats de la beauté terrestre paraissent à la fois plus grands et plus éphémères.

Parfois il ose l'étreindre, la regarder en face, l'idée effroyable, comme dans l'Inde, aux grottes de Krichna. Alors il écrit des pages dont on peut dire que la grandeur frémissante du style n'y est point inférieure à celle du sujet. Mort, déclin, usure, anéantissement de tout, hommes et peuples, monuments, astres même, fragilité de la vie, brièveté avarement mesurée des moindres joies, injustice universelle et éternelle de la douleur, voilà l'atmosphère de cette âme qui devait s'émouvoir pour les veuves des pêcheurs d'Islande et pour les foules affamées des Indes.

Mais si la mort, embusquée sous chaque ligne, assombrit mainte page de ce poème de la terre de sa grande aile glabre, elle est dans mainte autre presque douce, parée de toute la poésie de la résignation. Je pense aux funérailles de Sylvestre, à la douleur de Gaud ; je pense surtout à ces pages d'une observation si juste et si touchante qui ont pour titre *Tante Claire nous quitte*, à la fin du livre de la *Pitié*. On est frappé de l'art avec lequel il nous y raconte un cruel deuil de famille adouci par la poésie des funérailles.

« Il y a mille préparatifs à faire, dit-il, qui empêchent de penser. Les paniers de roses et de lilas de Provence viennent d'arriver à la gare et c'est presque un enchantement de les ouvrir. »

Ces quelques lignes ne contiennent-elles pas comme une image de la vie de Loti ? Les paniers de roses et de lilas de l'amour terrestre l'ont distrait de la grande idée incompréhensible et menaçante dont notre vie reçoit en dépit de tout, et pour lui plus que pour nous sans doute, sa saveur amère. Il s'en est toujours laissé griser à nouveau, de ces fleurs sans cesse renaissantes, mais jamais complètement, et il faut toute la séduction de leur fraîcheur et de leur parfum pour l'arracher un instant à des réflexions désolées.

Il suffit d'avoir lu quelques pages — au hasard — de cette œuvre à la fois si multiple et si homogène pour reconnaître désormais avec certitude le style de Loti. Qu'il ait un style d'une originalité extrême, sans doute cela est hors de discussion. Cette manière de Loti qui donne avant tout l'impression d'une divine aisance est peut-être, d'une part, moins spontanée, et, d'autre part, moins rebelle à l'analyse qu'il ne semble à première vue. Le style de Loti est très soigneusement travaillé un peu prémédité même, et si telle page semble exclure tout calcul de rhétorique, les expressions les plus banales y sont pesées judicieusement. Cet air de suprême laisser-aller est le plus magistral de ses artifices. La ponctuation même, ces nombreux points de suspension qui semblent vouloir agrandir encore, dans de l'infini, les plus vastes images, tous ces riens sont d'un artiste consommé. Non seulement il reprend tout ce qu'il écrit « l'esprit hanté d'une chose, le cœur serré d'une souffrance, mais il l'avoue fort simplement. »

Une lecture attentive de ce style souple et uni amène à découvrir un certain nombre de ce qu'on pourrait appeler des procédés, s'il n'y avait dans ce mot je ne sais quoi de très fâcheux qui est la négation de l'art et qui sent son métier de lettres. Parmi ces « procédés », donc, il y a celui-ci que signale M. V. Giraud, le substantif précédé et suivi d'une épithète :

« De grandes draperies lourdes, un inaltérable velouté rose, une vague adoration désolée, une grande fantasmagorie silencieuse, de longs cris chantants extrêmement plaintifs. »

Cela donne une impression très forte de synthèse. Il y a aussi chez lui ce moyen de concrétiser, de colorer étonnamment les abstractions les plus pâles, en les employant au pluriel, en les liant à des noms, à des adjectifs tout simples.

Loti, en véritable grand poète de la race de Chateaubriand et de plus nourri dès son enfance de poésie biblique, a des hardiesses imposantes. Il emploie beaucoup d'adjectifs substantivement : il dit l'« horrible » comme l'auteur de la *Lettre sur Rome* disait le « grandiose. » Des expressions telles que celle-ci : un froid d'âme, ont une belle énergie. Nous avons là l'impression nette de ces transes à la fois physiques et morales qu'on ressent dans les grands deuils.

Mais empressons-nous de remarquer avec Paul Bourget que la plus grande vertu de cet art, c'est la parfaite simplicité : « Il ne fait que noter la parole intérieure qui se prononce en lui au contact des choses » et pour ce, il a l'immense mérite de n'employer que les mots les plus humbles, les plus traditionnellement français. Il répugne entièrement au néologisme.

A propos de Loti et de Chateaubriand il y aurait de

toutes façons beaucoup de choses à dire. Je ne le puis, faute de temps. Il est inexact, je crois, de parler d'influence. Loti a fort peu lu les auteurs mêmes dont il avoue s'être laissé charmer. Il serait plus juste, je crois, de signaler une grande similitude de tempérament, une grande hauteur d'orgueil de part et d'autre, avec chez Loti quelque chose de plus direct, de plus naturel et de plus poignant dans son réalisme.

En vrai poète, toujours il a un sens raffiné du rythme, du nombre, de l'euphonie, qui fait aussi penser à Chateaubriand, un Chateaubriand, j'en conviens, moins éternellement génial et magnifique. Certaines phrases ont un bercement musical qui n'exclut pas la variété, tout à fait charmant au contraire, et qui fait qu'une lecture de Loti peut égaler en séduction la déclamation des vers les plus expressifs. D'ailleurs, il faut le répéter, cette prose est très près de la poésie, non pas en mérite, car Loti peut se comparer quant à la forme à ce que nous avons de plus grand en fait de vrais poètes écrivant en vers, mais par sa nature, sa facture, par toutes ses grâces et par le genre d'enchantement qu'elle donne. C'est à ce point que des vers blancs, parfois splendides, se trouvent à chaque page presque de cet immense poème en prose. Je note même ce distique :

Par le charme nouveau des êtres et des choses,
Par la séduction du monde extérieur.

Voilà qui, tout de même, est pour nous étonner chez un auteur qui nous a fait la confidence « de n'avoir eu jamais, à aucune époque de sa vie, l'idée d'écrire un seul vers. » Mais il comprend l'essence de la poésie bien mieux que tel versificateur et l'on s'explique fort bien

à la réflexion — que ses premières lectures de Musset l'aient «troublé comme quelque chose d'inouï, de révoltant et de délicieux», sans l'induire à écrire dans cette forme étroite, dont il ressentait le charme, mais ne sentait pas le besoin. On comprend aussi que ce mauvais élève ait eu le sens instinctif des harmonies homériques et virgiliennes.

Telle qu'elle est, l'œuvre de Loti est beaucoup trop humaine et nous nous sentons trop vivre en elle pour n'en pas reconnaître la grandeur et la générosité. Il faut vraiment juger les choses d'un point de vue bien peu élevé pour s'agacer de son caractère si hautement personnel. C'est en effet, vue du dehors, ce qu'elle a de plus saillant.

Ce n'est pas du tout par amour du paradoxe que je voudrais, ici, faire honneur à Loti de ce qu'on lui reproche constamment comme un insupportable travers. Je pense en toute sincérité que cette façon délibérée et franche de se mettre en scène, cette habitude de ne montrer le monde qu'à travers le prisme de sa personnalité confère à l'œuvre une indéniable grandeur. Loti est trop pénétré du sentiment de la misère humaine ; il éprouve trop, dans cette éternelle analyse de son moi, toutes les tristesses et tous les espoirs de cette terre pour qu'on puisse en vouloir à son orgueil. Il absorbe l'âme du lecteur par une attraction puissante. Loti se distingue avant tout des autres hommes en ce qu'il est plus consciemment et plus douloureusement humain que la plupart d'entre eux.

« Insensé qui crois que tu n'es pas moi ! » s'écrie-t-il quelque part après Victor Hugo. Insensé, oui, qui ne démèlerait pas dans le journal en trente et quelques

volumes de cet orgueilleux quelque chose de merveilleusement agrandi, magnifié, qui est lui-même, qui est l'homme de toujours et de partout.

Les premières œuvres de Loti, *Aziyadé* surtout, avaient des traces déplaisantes de ce qu'on a appelé, je crois, l'égotisme.

« J'en suis venu à croire, disait-il alors, que tout ce qui me plaît est bon à faire et qu'il faut toujours épicer de son mieux le repas si fade de la vie. »

Avec le temps, ces airs de ne chercher au monde que la satisfaction d'une fantaisie ennuyée, et de ne juger les choses que par l'agrément immédiat qu'on en retire, lui ont passé. Il était né pour mieux que cela. C'est avec une grandeur pathétique qu'il devait par la suite et dans ces tout derniers temps encore parler en faveur des victimes de la mer et de l'humanité, pour les veuves des pêcheurs paimpolais et pour ce pays diffamé qui est un peu la patrie de son âme.

Toute son œuvre, répétons-le une dernière fois et que ce soit pour conclure, ne s'explique que par la sympathie. Elle a cet avantage de contenir une grave leçon qu'il n'entendait pas donner, répugnant par nature à tout ce qui est doctoral et sentencieux. Leçon de tolérance, leçon d'humanité, leçon même d'humilité. Ne vous enfermez pas dans votre majesté supérieure d'Européens. Chaque peuple a sa poésie, son droit, son heure de gloire. Toutes attitudes sincères devant le problème de l'existence sont légitimes, et la grande affaire, c'est de bien mourir. Loti a rapproché de nous des êtres lointains qui ont un cœur pour aimer et souffrir, des êtres qui n'existaient guère que dans notre fantaisie, en qui rien de nous ne semblait vibrer. Il nous aura donné plus qu'un autre le souci bienveillant de tout

ce qui vit au delà des frontières étroites de nos patries européennes. Et de plus il nous aura montré par quels liens, avec quelle force nous tenons à ces patries. Il nous aura troublé par la hantise de tout ce qui obéit encore à des traditions millénaires, de tout ce qui est ancien, sincère et respectable.

Notre civilisation coupe dans les jardins de la terre des roses qui ne repousseront plus. De combien de tristesse l'effeuillement de chacune ne doit-il pas nous remplir ? Loti est aussi le poète de cette tristesse-là. L'âme s'en agrandit et s'en pare. Il nous suggère des inquiétudes qui douloureusement, exquisement, nous arrachent à la vie matérialiste et « quotidienne. »

« Oh ! dans nos temps médiocres et séniles, peut-on lire dans les *Derniers jours de Pékin*, où tout s'en va en dérision et où les lendemains épouvantent, heureux ceux qui sont fauchés debout, heureux ceux qui tombent candides et jeunes pour les vieux rêves adorables de patrie et d'honneur et que l'on emporte enveloppés d'un humble petit drapeau tricolore et que l'on salue avec des mots simples qui font pleurer. »

Dans l'œuvre de Loti, où bien peu de chose est inférieur et caduc, le meilleur est justement tissé de ces mots simples qui font pleurer.

Parmi ses lecteurs enthousiastes de la première heure, il y eut beaucoup de femmes et ce sont les femmes, j'en suis sûr, qui lui sont restées le plus fidèles ; sa sensibilité raffinée trouve en elles une répercussion plus vibrante.

Comment d'ailleurs n'aimeraient-elles pas un écrivain qui a parlé d'elles avec tendresse et les para d'une poésie infinie, toutes, depuis la vieille Yvonne de *Pêcheurs d'Islande* jusqu'à la reine femme de lettres Carmen Sylva, qui sut nous faire aimer les aïeules vêtues

de noir, nous parla de sa mère de la façon la plus exquise et imagina les figures si douces de Gaud, de Pasquala, de Gracieuse et de Djénane ?

Elles l'aiment surtout, je veux le croire, pour avoir montré ce que le cœur de leurs plus humbles sœurs contenait d'amour et d'abnégation. Elles l'aiment pour Aziyadé et Rarahu et peut-être parce que la petite Soudanaise Fatou-Gaye ne voulut pas survivre au spahi Jean Peyral.

Mais cette œuvre par tant de côtés féminine ne pêche pas par défaut de virilité. Elle fait une trop large part aux sentiments héroïques, elle nous émeut par des évocations trop hautes, elle est trop fleurie d'aventures, de risques et d'audaces.

Pierre Loti nourrit nos plus beaux rêves ; il enseigne à goûter la vie d'une façon exquise et douloureuse, comme l'a dit Gaston Frommel. Il nous arrache avec sa puissance sans seconde à la banalité de l'existence et, tour à tour, il nous fait lever les yeux sur les spectacles les plus splendides de cette terre ou écouter en nous les voix les plus angoissantes et les plus éloquentes du cœur humain.

Rien de terrestre et rien d'humain ne lui est étranger.

H. DE ZIEGLER.



LA BONNE TERRE

NOTES DE LOUIS BAUDIN, INSTITUTEUR

J'aime la terre....

Voilà, j'aime la terre. Peut-être parce que ceux qui ont fait mon corps et mis une âme dedans, mon père, mon grand-père, et toute la lignée aussi loin que je puis remonter, l'ont travaillée cette terre, et retournée, et triturée, et pétrie, qu'ils ont versé sur elle des larmes amères, et même leur sang ; et quand la charrue ouvre les sillons, sur les larges mottes, luisantes au soleil, on voit des taches rougeâtres : n'est-ce pas le sang de mes pères que la terre a bu ? Ils étaient paysans et j'ai leur âme. Ils aimaient la terre pour tout ce qu'ils lui donnaient et tout ce qu'elle leur rendait, en maîtres, et cependant avec inquiétude et crainte. Moi je l'aime parce que je suis leur fils, et aussi pour sa beauté, pour la beauté qu'elle crée et qui s'épanouit dans le petit pays où le sort m'a placé et que je ne quitte guère : quand je vais à la ville, je suis perdu, je suis inquiet et comme écrasé par les hautes maisons ; je me sens triste et seul, dans la foule qui se précipite et qu'on dirait en folie, qui roule dans la rue comme le ruis-

seau de la Magnenaz, les jours de grosse pluie ; j'erre, je m'ennuie, la journée est longue. Mais dès que je revois l'horizon familial, la ligne bleue du Jura, les forêts où se mêlent les hêtres et les sapins, mon cœur bat plus vite, je revis. Voici, à l'entrée du village, les grosses boules des noyers au bord de la route, et là à droite, la maison du docteur, grise, longue et basse. En montant la rue, je demande aux gens si la journée a été bonne. Tout m'intéresse, tout me plaît, tout me charme, je suis chez moi.

Et je l'aime mieux encore, notre terre, depuis que je sais qu'un danger la menace et qu'un ennemi la guette. Je le vois, l'ennemi ; il est là, il rampe, il avance, il approche.... Ce tramway dont on parle, cet hôtel qu'on veut construire, ces poteaux qu'on a plantés, dans les champs, voilà le danger, voilà l'ennemi. Déjà, il est dans la place. Des paysans, comme moi fils de la terre et ses défenseurs naturels, trahissent, pactisent avec l'ennemi, ou s'enfuient et vont vers les villes... vers les villes qui méprisent la terre et peu à peu la conquièrent. Heureusement, d'autres la défendent, et elle se défend aussi ; et c'est une lutte qui commence.

Voilà, j'aime la terre, et je voudrais que beaucoup l'aiment comme moi.



Bonne terre, douce terre ! Comme je comprends que ceux qui vivent près de toi et te soignent, et t'ensemencent, et recueillent tes fruits, t'aiment d'un amour puissant, comme on aime celle à qui l'on doit le jour et qui vous donne à tout instant la vie, en avares. Ainsi qu'eux je t'aime, et de tout mon corps brûlant je t'embrasse, bonne terre.

Mais plusieurs t'ont quittée, séduits par le plaisir des villes, de ceux qui te restaient fidèles, papillons attirés

par le mensonge brillant, pauvres fous délaissant le bonheur sûr pour une existence malsaine, tristes victimes de la civilisation. Ils ont fui les champs, où ils pouvaient vivre, pour aller mourir lentement dans la cité close. Ils rougissent maintenant de leurs membres pesants, de la terre qui durcit leurs mains, de la maison natale, du fumier attenant à la ferme. Ils sont laquais, fille à tout faire ou garçon de café. Ils étaient paysans.

Il me plaît de t'exalter, paysan. Si je savais la cadence des vers et comment on aligne les rimes, je chanterais ton travail et ta vie. Non dans des stances délicates et pas ce labeur, auréolé d'éloignement, qu'on idéalise, mais, en des strophes rudes comme toi, paysan, et tout imprégnées des odeurs des champs et de la ferme, ton existence d'homme rustre, pesant et fort. Je chanterais le geste large de ton bras ensemençant le sol et le mouvement rythmé de ta faux, et la sueur coulant de ta face, essuyée d'un revers de main ; ta marche lente derrière la charrue, et le fumier pailleté d'or épandu sur les champs, et l'odorant purin, trésor des prés et du jardin ; le calme des jours d'hiver et la fièvre des moissons et de la fenaison ; ta silhouette indécise dans l'ombre violette des soirs et ta carrure massive dans les matins roses ; ton dur travail, tordant tes membres et courbant ton échine ; tout ton œuvre t'inclinant peu à peu vers la terre qui t'accueillera quand tu seras bien las et que tes yeux seront fermés.

Sur le plantage.

Je prends un bain de vie, là, sur le terreau noir du plantage, étendu tout du long, le dos au soleil. Ah ! ce bon parfum de printemps, qui sort du sol et pique le nez, ah ! cette odeur de la terre où grossirent les raves,

les carottes et les choux bien arrosés de purin ! Comme elle vous ravigote et vous grise ! Le soleil chauffe, il fait bon. Bestioles affairées, sorties de vos trous d'hiver, et vous herbettes poussées çà et là, — ces poisons d'herbes ! dit Julie Badel, qui n'admet dans son plantage que ses choux et ses navets, — et vous, fines cendres grises coiffant les mottes, que je vous suis reconnaissant de m'annoncer le renouveau bienheureux et tant désiré !

Les voici, les voici les messagères du printemps, les charmantes lygées de rouge et noir vêtues, qu'un rayon de soleil attire et grise. Les gamins les appellent gendarmes. Elles se rassemblent dans les creux, et l'on dirait de larges gouttes de sang, puis s'éparpillent et cherchent aventure. Dans le bon soleil, elles se démènent ; elles animent le paysage en miniature où des verdure naines hâtivement s'étalent et profitent de la vie avant que le fossoir les coupe à la base. Car un de ces jours, dame Julie viendra. Elle laboure elle-même le plantage. Elle bouleversera tout. Elle coupera les herbes folles et les enfouira. Elle égalisera la terre. Et plus d'une lygée noire et rouge périra dans le cataclysme.

Cette terre, travaillée par des générations, est molle et tiède ; le corps s'y étale comme dans un lit douillet. Qu'il fait bon, sur le terreau noir, le dos au grand soleil !



La terre sous moi tressaille ; je sens battre ses veines et courir et bouillonner son sang ; je sens l'effort de ses muscles et le frémissement de ses nerfs ; je sens le travail immense de sa création ; sa vie puissante monte des profondeurs pour s'épanouir en beauté. Et cette beauté m'enivre, cette force me pénètre, cette ardeur me brûle : au sourd battement de son cœur répond la fiévreuse pulsation de mes artères. Heure délicieuse, ins-

tant béni, où je puis ainsi boire à la source de toute vie.

Un souffle frais passe, et m'apporte le parfum des prés en fleurs, et murmure.

Une chanson passe, et j'écoute. La terre chante. Sa voix est douce. Sa voix est caressante. Un souffle frais passe et m'effleure de son baiser parfumé. Je suis baigné d'harmonie et de parfum. J'entends la voix douce de la terre. Les paroles entrent en moi par un sens que j'ignore. La terre parle à mon cœur. La terre parle à mon âme. Elle dit : Regarde, aime et chante. Je regarde et j'aime. Mais saurai-je chanter ? Mon âme sent éperdument. Mais comment exprimer en langage humain ce qu'elle éprouve ? La chanson chante en moi, et je ne puis en rendre les accents.

Je regarde. Et voici le plantage, sa terre noire et ses herbes menues, et les punaises rouges qui s'agitent dans un rayon brûlant. C'est tout ce que je vois d'abord, parce que je suis couché sur le sol, le dos au soleil. Si je lève la tête, mon horizon s'étend : ici, le verger, et là-bas, la ferme et le tilleul ; puis la cascade de maisons, sur la pente. Quand je me dresse, le spectacle encore s'élargit ; je découvre une étendue verte qui va jusqu'au Jura et, d'un autre côté, touche au ciel, et des villages sont plantés dedans. C'est l'œuvre magnifique de la terre, l'épanouissement de sa vie ardente. Autour du plantage, en ce moment centre de mon univers, il y a comme un rayonnement de beautés sur lesquelles mes yeux s'arrêtent tour à tour ; et ils en admirent le détail ; et elles sont une immense harmonie de couleurs et de formes.

Mais peut-être est-ce mon âme, ou mon esprit, qui magnifie ce pays que ma vue embrasse. Il est aimable et modeste. Il n'a point la splendeur âpre et accidentée des contrées alpestres, ni l'aspect triste et sombre du haut

Jura ou la monotonie du vignoble. Les lignes du paysage sont d'une calme et sobre élégance. Des prés, des champs, des vergers, des forêts entremêlent agréablement leurs verdure diverses. Les ondulations du sol ressemblent à ces flots légers que la brise roule sur le lac, dans les soirs d'été. Ce pays est agreste et riant et, du printemps à l'automne, la terre y semble parée comme pour une fête. J'aime cet air paisible, et ces perspectives reposantes, et la douceur des verdure. J'aime ce pays. C'est mon pays. Pays petit, tout petit pays, mais où l'on est à l'aise quand même, où l'on se sent bien, comme dans un nid ; pays si petit qu'il est renfermé tout entier dans mon cœur. Et je voudrais le chanter, ce pays, et dire ce que je sens dans mon cœur, et dire ce que voient mes yeux....

Le verger et la maison.

J'admire le verger, qu'il soit rose et blanc comme une fiancée sous son voile, ou vert tendre, — et les pommes d'été sont des pommes d'or clair, — ou vert sombre, — et les court-pendus sont de petites flammes dans le feuillage ; j'admire le verger, qu'il flamboie et ruisselle d'or et de pourpre, ou que la neige ouate les arbres et que le givre les pare d'étincelantes pierreries, ou que les branches noires s'entre-choquent comme des ossements. J'admire le verger surtout dans la bataille. Les vents arrivent. Ils viennent du septentrion, de l'ouest, du midi. Le joran tombe de la montagne comme une avalanche. La bise galope dans l'étendue vide d'obstacles. Le vent d'ouest avance par bonds prodigieux. Il est traître. Il y a la vaudaire, humide et lourde parce qu'en passant elle a bu l'eau du lac. Les vents viennent. Et tous les arbres se cramponnent au sol et secouent leur branchage et di-

sent : Non, nous ne céderons pas, non, nous ne céderons pas.

Notre pays est le carrefour des vents. Nulle part ils ne soufflent si souvent et avec tant de rage. Et le verger est exposé à tous leurs coups parce que, joutant au village d'un côté, de l'autre il regarde les champs, l'aire propice aux courses folles des vents. Et tous les arbres attendent.

Les arbres du verger sont comme des guerriers d'avant-garde, massés et faisant front à l'ennemi. Bien plantés, robustes et beaux, troncs tordus et couturés, figés dans des attitudes de combat, ils attendent. Ils sont prêts. Les vents arrivent. Alerte, voici l'ennemi ! Il se lance à l'assaut, frappe de ses milliers de bras, souples et forts, tord les branches, secoue les troncs, hurle de colère. En vain il souffle comme un chat enragé et s'acharne. Le noyer penche sa tête de géant et dit au pommier :

— Tiens bon ! Enfonce dans la terre tes solides racines et te cramponne de leurs multiples doigts ; assouplis tes branches et laisse passer le souffle infernal.

Et le pommier tord son tronc tourmenté et dit au noyer :

— Dresse et tends ta poitrine large et rugueuse, secoue avec colère ton branchage touffu. Résiste !

Le grand cerisier dit au prunier mince :

— Demeure à l'abri de mon tronc ; courbe tes branches grêles et les redresse, comme des ressorts, et rends aux vents coup pour coup.

Et le prunier dit :

— Masse ton feuillage immense et que ce soit un bouclier. Seule, la feuille est roulée par la bise ; unies, tes millions de feuilles sont invincibles.

Ainsi le jour et la nuit, l'été et l'automne, et au printemps, et en hiver aussi, la bataille fait rage.

Et j'aime cette lutte. Je vais par le verger, dans l'herbe où pointent des milliers d'aiguilles vertes, ou dans l'herbe épaisse, haute et fleurie, ou dans l'herbe rase et jaunie par l'automne. Et quand je les vois si forts, et vaillants et tenaces, mes bons arbres, et que le vent se démène, et qu'il hurle comme mille démons, je crie aussi. Je crie : « Bravo ! mes arbres, bravo ! ma terre. Défendez-vous. Résistez. » Je suis au milieu d'eux, je me bats avec eux ; j'oppose au vent mon front, et j'éprouve une volupté à sentir les fouets de la bise frapper mon visage et son souffle glacer mon corps.



Souvent François se plante devant le tilleul et le regarde avec orgueil. Il dit :

— Voilà l'arbre. Chaque branche est un souvenir. Celle-ci, noueuse et tordue, qui s'élance vers le toit, c'est mon arrière-grand-père. Celle-là....

— Votre arrière grand-père, François ?

— Quand il naquit et que la branche était toute petite, l'aïeul grava le nom de son fils sur l'écorce. Voyez ces bourrelets, comme qui dirait une grosse cicatrice : c'est là le nom. Depuis, chaque membre de la famille a sa branche : voici celle de mon père qui monte, toute droite, et la mienne, encore lisse et ronde, et celles des enfants, jeunes et minces. Toutes sont vivantes et vigoureuses. Elles poussent bien.

Voilà l'arbre. L'arbre de la famille. Le symbole vivant de cette souche humaine, qui prospère comme lui et multiplie ses rameaux à mesure qu'il accroît son branchage. L'ancêtre l'a planté. Ils étaient jeunes tous deux, et droits, et regardaient le ciel. Mais déjà l'homme in-

clinait vers la terre son front ridé et l'arbre commençait seulement à grandir.

Voilà l'arbre. Il a plongé ses racines dans la terre, il a fouillé le sol de ses milliers de griffes, et par ses milliers de bouches, il a bu le lait de la mère commune ; il a lancé vers l'azur ses branches vigoureuses, il s'est dressé dans sa force d'adolescent. Et la famille aussi fouillait la terre et se nourrissait de ses fruits et grandissait et poussait de fiers rejetons.

Voilà l'arbre. Il a lutté, il a subi l'assaut des vents acharnés à le briser, il a senti ses faibles pousses ployer sous le poids de la neige ; l'hiver gelait sa sève sous son écorce encore mince et l'été faisait bouillir le sang lancé dans ses veines ; mais il a résisté. Et le père et ses fils, et la mère et les filles aussi luttaient contre les éléments, disputant au gel qui tue les fleurs, à la pluie qui pourrit les moissons, au soleil qui dessèche les foins, disputant jour après jour la récolte aux éléments hostiles ; et dans l'ardeur de juillet, leur sueur coulait sur la terre et le soleil tannait leurs corps ; ils grelottaient sous la bise de décembre. Le travail et la lutte les ont faits forts et durs.

Voilà l'arbre. Maintenant il domine, de haut, la maison comme lui plantée au cœur du sol, il la protège de sa masse contre les vents, il défie même le ciel et attire la foudre, qui menace, et la disperse dans la terre amie.

François dit :

— Grâce au tilleul, je ne crains pas le tonnerre.

Voilà l'arbre. L'arbre qu'on aime comme s'il était quelqu'un de la famille. Les hommes l'aiment parce qu'on dort bien dans son ombre, entre midi et une heure. Les femmes l'aiment parce qu'il fait bon, dans sa fraîcheur, coudre et raccommoder, les après-dîners où l'on ne travaille pas aux champs.

Les enfants l'aiment parce qu'au pied de son tronc la terre est toujours sèche, et qu'on y peut jouer même quand il pleut à verse.

Le dimanche, sous le tilleul on met une table. On met des bancs. On goûte. Sous le tilleul, on goûte le dimanche. Mais la semaine, on goûte à la cuisine.

Voilà l'arbre. L'arbre utile et beau. Il se couvre de fleurs, et tout autour ruisselle leur parfum délicat. Ses fleurs sont salutaires et d'alentour les filles viennent les cueillir. François permet qu'on les cueille. Les filles montent sur l'échelle, changée de place chaque jour, et jacassent, et remplissent leurs corbeilles. Et les garçons, en passant, guignent leurs jambes dodues. L'hiver, on est content de retrouver, au fond de l'armoire, les fleurs bien séchées et de boire un thé d'un fin arôme et qui réchauffe.

Sous le tilleul en fleurs je sommeille parfois, au gros du jour. Le soleil nous endort et nous engourdit, nous pauvre race humaine ; mais des peuples de bêtes boivent ses rayons, s'enivrent de sa lumière et tourbillonnent dans l'air vibrant de midi. Quel ébat ! Quelle vie bruyante et bourdonnante autour du grand tilleul !

Mon repos est bercé d'une musique. Un concert berce mon sommeil léger. Il y a des basses, il y a des ténors, des voix rauques et des voix douces, et de graves et d'aiguës, des violons et des clarinettes. De temps en temps, j'entr'ouvre la paupière. Quel mouvement, quel éclat, quel irisement d'ailes ! D'où viennent ces myriades de mouches, de guêpes, d'insectes cuirassés d'or et de vermeil, sinon de la terre qui les a patiemment couvés pendant la saison froide et lancés en feu d'artifice dans le ciel redevenu bleu.

Voilà l'arbre. L'automne est venu. Les feuilles sont

tombées. La ramure se dessine toute noire sur le ciel tout gris. Le vent passe, s'accroche aux branches qui claquent ainsi que des castagnettes, et pleure, et siffle, et chante, comme si chaque rameau était une flûte enchantée ou une corde de viole. Et dans la maison on entend cette musique et ces cris. C'est le soir. On écoute un moment, avant de s'endormir, enfoui sous le *duvet*. Les yeux déjà lourds, on rêve d'aventures, d'ouragans sur la mer, de naufrages, d'îles brûlantes et de pays merveilleux. Et l'on rêve de montagnes de glace, de tempêtes de neige ; on tire la couverture, on ramène le *duvet*. Puis on dort. Et sous le ciel noir, dans la nuit noire, l'arbre regimbe contre les aiguilles du gel et les sifflantes lanières du vent.



Là-haut, dans le Jura, on voit des maisons basses, écrasées sous leur grand toit qui choit jusqu'à terre et mange la façade aux minuscules fenêtres ; il semble que la neige, qui les ensevelit à moitié pendant le rude hiver, les ait aplaties contre le sol, ou qu'elles se tassent ainsi pour se défendre mieux contre le froid, la gelée et les vents.

Là-bas, dans le vignoble, à La Côte ou à Lavaux, les maisons sont plus hautes, plus étroites, plus élégantes de formes. Leurs fenêtres, bien alignées et larges, boivent avidement la lumière. Dans le doux pays lémanique, les maisons ne craignent ni le froid ni les neiges.

Notre maison et d'autres, au village, tiennent de ces deux types. Un toit large qui s'abaisse brusquement. Et sous le toit, un espace énorme pour les gerbes et le foin. Des murs blancs, des volets verts. Des murs épais, plantés profond. L'ancêtre qui bâtit la maison n'épargna pas la pierre. On ne construit pas pour un jour. Des murs

solides pour soutenir l'énorme toit. Des murs que le feu respecta, quand la maison brûla, voici tantôt quatre-vingts ans. Ainsi la maison a un air de force et de santé. Ce n'est point une de ces petites coquettes comme on en voit dans le pays allemand, brunies par le soleil et l'air, ornementées, festonnées, ajourées, parées de dentelles de bois et d'inscriptions gothiques.

Elle est robuste et simple ; elle est massive et trapue. Et même, quand on la voit du plantage, elle a un singulier aspect : on dirait un crapaud géant, accroupi dans le verger. Ses deux yeux ternes me regardent. Ils me regardent fixement. Etrange fixité qui déconcerte et inquiète. Les fenêtres, d'habitude, ont des regards clairs et vivants, tristes lorsque le ciel est sombre, joyeux quand le soleil brille ; elles regardent tantôt ici, tantôt là, selon le jeu de la lumière. Et puis l'on sent qu'à travers la vitre, si l'on voulait, on verrait l'âme de la maison. Les lucarnes qui me regardent sont toujours grises et sans vie. Je sais pourquoi : la lumière ne les traverse pas, la grange qu'elles devraient éclairer est pleine d'ombre, elles sont aveugles. Nul ne s'occupe de rendre limpide leur verre où s'épaissit la poussière ou de balayer les toiles qu'ont tissées des générations d'araignées et qui mettent sur leur cristallin le voile d'une inguérissable cataracte. Le toit où elles sont enchâssées dégringole et brusquement s'arrête à quelques mètres du sol, et ses tuiles, mouchetées de mousses noires et verdâtres, s'imbriquent comme des écailles : ainsi la maison m'apparaît sous l'aspect d'un monstrueux reptile accroupi dans la verdure. C'est un côté de la maison.

L'autre côté, caressé par les rayons du soleil levant, est plus amène. Il sourit au jour qui vient, il sourit au soir qui tombe. Dans le mur blanc s'ouvrent des fenê-

tres claires que frangent, comme des cils, les minces rideaux de mousseline ; une glycine l'enguirlande et la treille épaisse couronne de pampres portes et fenêtres. C'est le visage de la maison, un visage accueillant, agréable à regarder et qui semble souhaiter la bienvenue aux arrivants. Et le visage ne ment pas. La demeure est hospitalière et bienvenus sont ceux qui franchissent le seuil.



Le cœur de la maison, c'est la cuisine, un cœur vivant, bien chaud et qui palpite. Ecoutez son battement, doux et monotone, un tic-tac d'horloge, un pétilllement de bois vert, un ron-ron, une berceuse : mille bruits, un bruit. Et comme ce bruit est joyeux et familier, comme le cœur bat gaîment, pour qui sait l'entendre ! Mais beaucoup ne l'entendent pas.

Dans la cuisine, une douceur vous enveloppe, on est comme ouaté de souvenirs, on est mieux que partout ailleurs. Voilà : on est chez soi. La table rapproche ceux que le travail dispersait. On se sent les coudes. On cause. On s'aime mieux. Et puis il y a le feu. On s'assoit auprès, assez souvent, l'hiver. J'adore le coin que j'ai et le tabouret où je m'assieds. Je ne les changerais pas contre une place et un fauteuil devant la cheminée dans le plus beau salon du monde. C'est notre foyer qui me plaît. Et je sais d'où vient le bois qui brûle. Je sais qui l'a coupé, sur la pente du Jura et qui l'a tiré, par les rudes sentiers de la Combe à l'Ours, et qui l'a scié et fendu, devant la maison. C'est du bois que je connais, qui est dur et qui a des nœuds. Il pète bien en brûlant.

On n'adore plus le feu. Mais on l'aime encore. Tout le monde l'aime. Pas seulement les gamins qui font une

torée dans les champs, l'automne, mais aussi les hommes qui sont au bois et qui brûlent des branches pour se chauffer ou réchauffer la soupe ; autour du feu, tous ont un air gai et de la joie brille dans les yeux. Est-ce le reflet des flammes d'or ? Est-ce l'instinct de l'homme primitif qui se réveille et rit au brasier ? C'est ainsi : tout le monde aime le feu.

Les années passées, le feu était libre sur les pierres du foyer. Les grosses bûches brûlaient sous la marmite pendue à une chaîne et l'on posait la bouilloire sur les braises. On rôtissait du pain. On mettait des pommes de terre sous la cendre. C'était gai. A côté, il y avait le four. Mais le progrès est venu. Il s'introduit partout. Il brise les intimités. Il abîme les choses anciennes et vénérées. Il gâte. Le progrès a passé par la cuisine. Et le feu, prisonnier, se cache maintenant dans un fourneau noir, dressé sur l'âtre. Cependant la flamme capricieuse trouve moyen d'égayer encore la cuisine : par l'étroite porte sort une langue pointue qui veut badiner, et des lueurs sautillent sur les parois, des éclairs qu'accompagne, comme un semblant de tonnerre, le pétilllement du bois. Quand l'ombre vient, on voit la bouche toute rouge du fourneau qui rit en montrant des dents de feu, et l'on se dit qu'il fait bon chez soi. Dehors il gèle. Il y a de la neige. On est rentré. La chaleur du foyer se coule dans les veines. L'odeur de la soupe est bonne aussi. Elle fait palpiter les narines et l'on sent qu'on a faim. Tout cela vous réjouit, sans qu'on y songe, chaque fois qu'on entre à la cuisine, et qu'on se met à table ou qu'on s'assied au coin du feu. Et ceci : l'aspect familier de la pièce où passent les bons moments de la vie et où sont toutes les choses qu'on a toujours vues et qu'on croit avoir été toujours là et que tant d'yeux qui sont

morts ont regardées. Et toutes ces choses sont des souvenirs ; on en parle, aux repas, ou le soir, ou quand il pleut ; des souvenirs de quelqu'un qui fut là, qui s'est assis sur le même banc, sur le même tabouret, devant la même table, devant les mêmes pierres noires et cassées aux angles. Les poutres brunes du plafond bas, le bonnet de peau de l'ancêtre les touchait, de cet ancêtre renommé pour sa taille et qui fut tambour-major dans un régiment du roi de France ; ces clous à tête carrée où sont accrochés les saucissons et les dentelles de haricots secs, c'est Louis-Frédéric Badel qui les planta, il y a plus de cent années : ils sont solides, forgés au feu ; ils ne se rouillent pas ; on n'en fait plus comme ça ; l'horloge, perchée sur son long corps, avec sa face amie qui vous regarde, et qu'on regarde, qui vous appelle, qui vous presse, qui vous dit : Repose-toi, ou : Va travailler. L'horloge fut apportée de la Vallée, jadis, par Jean-Marc Badel ; et chaque horloger qui la répara a marqué son nom et la date : le premier est Henry Pay, qui vivait au siècle avant-dernier. Tout cela vous réjouit, sans qu'on y pense, car il est doux de se rappeler les morts qui sont morts depuis longtemps, et qui étaient de la famille, et de dire ce qu'ils ont fait, et de retrouver leurs traces partout autour de soi, de vivre aussi comme ils vécurent, d'après les traditions qu'ils ont laissées. Après Pâques et jusqu'au Jeûne, on servait au repas du soir la soupe aux légumes, et comme eux nous la mangeons, de Pâques au Jeûne, le soir ; et le Jeûne passé, ils trempaient, jusqu'au printemps, chaque soir, leurs pommes de terre bouillies dans le café fumant ; et nous aussi, du Jeûne jusqu'à Pâques, nous mouillons de café nos pommes de terre cuites dans l'eau. Et il y a bien d'autres traditions qu'on suit. Ainsi, dans la cuisine, on sent que la famille

est un corps dans lequel une âme se perpétue, et l'on sent aussi que ceux qui vivent aujourd'hui et ceux qui vécurent avant eux sont unis par mille liens très forts.



Devant la maison, il y a une place, toute blanche parce que le soleil la brûle sans cesse ; et les rayons s'y brisent et sont renvoyés contre le mur où ils rougissent le raisin de la treille et teignent en bleu les glycines.

Comme un grand damier vert et brun, un jardin potager s'étend devant la Maison-Rouge ; chez Fillettaz, l'herbe du verger va jusqu'au seuil, envahit le corridor, grimpe aux murs, met partout des taches vertes ; et chez Marc Baud, il y a un pavé, et des plantes poussent entre les pierres. Ici, c'est une place blanche où le soleil tombe, du matin jusqu'au soir, et découpe des ombres.

Dans la bonne saison, le logis se vide sur la place. Des gens vont, des gens viennent, des bêtes passent, des bêtes courent, ça bouge, ça remue, ça grouille. La mère débarbouille et peigne les petits. Et les petits jouent et se chamaillent. Le père reçoit et discute d'affaires. Il donne des conseils. On boit un verre. Il prête aussi des choses, une fourche à Jean-Daniel, un char à Champion. Les gens viennent et s'en vont. Zouzou court en rond après sa queue et tout à coup se laisse choir sur le flanc. Le soleil tombe. M^{me} Julie essuie les gouttes qui perlent sur son front et dit : « Quelle chaleur, mon Dieu ! » Aplatie sur le perron, la Cendrine ouvre et ferme les yeux : deux moineaux qui se disputent des miettes, là, devant elle, l'empêchent de dormir. Elle les guette. La jument attend qu'on l'attelle et du sabot droit frappe le sol, et un peu de poussière s'éparpille. Les poules vont deci, vont delà, piquent du bec la terre à chaque pas. Elles ont l'air bête quand elles

marchent, ainsi, la jambe raide et en saluant de la tête. On est heureux d'avoir une place devant la maison, avec deux bancs pour s'asseoir le dimanche et le soir. Un des bancs est à droite, l'autre à gauche de la porte. Ils ont entendu bien des confidences, et des aveux, et des promesses, des choses gaies et des choses tristes. Des mariages se sont conclus là. Les bancs sont des témoins. Toutes choses sont des témoins. Mais les choses sont muettes.

La place est le salon d'été de la ferme. Et le salon d'hiver, faut-il le dire, c'est la cuisine.

Après la journée, quand la nuit est tombée, que déjà dorment les enfants, que le père est au village, — il y va quelquefois pour parler avec les hommes et vider un demi-litre, — M^{me} Badel s'assied sur un des bancs adossés au mur. Elle reste là un bon moment ; elle est toute seule et elle pense. Elle regarde le ciel et les étoiles, et la lune, et le coq du clocher qu'on distingue mal dans la nuit. Elle pense : « Les étoiles scintillent, la lune est cernée, la bise est tombée ; peut-être bien qu'il pleuvra demain. Tant mieux. La terre a soif. Mes choux ont besoin d'eau. Le jardin aussi. »

Elle pense encore au sermon prêché dimanche, aux histoires qu'elle a lues dans la gazette, aux intérêts qu'il faudra payer en automne, à des choses mystérieuses et vagues qui sont la poésie de son âme et qu'elle ne saurait exprimer. Et tout doucement elle s'endort. Le pas lourd et sonore de son mari la sort brusquement d'un rêve. Ils rentrent.

D'autres fois, une voisine vient s'asseoir près de M^{me} Badel, et la soirée passe vite, car il est agréable, le travail fini, de parler de ceci, de cela, des gens, du

temps, du jardin, de la lessive, des confitures, de bavarder à voix basse dans l'ombre. Et la terre est toute noire. Elle ne dort pas. Elle ne dort jamais. Elle écoute. Elle entend. On parle d'elle souvent, surtout, sur le banc adossé au mur. Elle voudrait répondre. Elle répond. Sa voix est grande et harmonieuse. Sa voix est grave, la nuit.



Le fumier fume, au bout de la place, devant le tilleul, et ce fumier est l'orgueil du fermier qui le bâtit, jour après jour, avec le soin jaloux d'un architecte élevant un palais, avec une âme d'artiste et de géomètre. Le matin, quand arrive la lourde brouette, auréolée de vapeurs au sortir de l'étable, il fait beau voir François choisir ses paquets, — il choisit ceux où la paille est longue, — les travailler, les ployer, les tordre, les placer sur le bord, en faire ces torsades qui se succèdent, et donnent à l'édifice ce bel aspect de fumier soigné et coquet. D'autres fumiers qu'on voit dans le village sont des tas de paille et de bouse, mais pas des fumiers. Ils ont l'air sale. Notre fumier bigarré d'or et d'ocre étincelle sous les premiers rayons du soleil.

François dit :

— J'aime mon fumier parce que j'aime ma terre. Le fumier, c'est le pain de la terre.

Il dit encore :

— En été, on voit dans le village des gens qui font des mines dégoûtées. Des mijaurées de ville, en passant, disent pouah ! et mettent leur mouchoir sur le nez. Elles aiment mieux l'odeur de moisi de leurs rues que notre bonne odeur de campagne. Mangeraient-elles leur pain blanc, si notre fumier ne faisait pousser le blé ? Pour moi, le fumier sent bon. Et l'odeur du fumier est saine. Et le fumier c'est de l'or.

C'est vrai. A l'heure de midi, dans la lumière du soleil d'été, le fumier brille comme un immense bloc d'or.

François dit aussi :

— Le fumier travaille ; il fermente ; il se fait ; il se tasse ; au fond, il moisit ; il devient bon.

Il a raison, François, et notre langue a tort, qui fait du fumier le symbole des choses viles ; et dire : paresseux comme un fumier, c'est calomnier le fumier.

Dans l'harmonie des choses que je vois, le fumier est un détail nécessaire à l'ensemble, une forme carrée parmi des lignes courbes, une teinte inédite dans une gamme de couleurs charmantes ; sa masse cubique supporte les verdure avoisinantes, légères et ajourées ; le soleil l'inonde de lumière ; il étincelle, il est tout pailleté d'or : cet or, par la mystérieuse chimie de la terre, cet or sera l'or du froment.



François Badel est mon ami. Il mesure un mètre notable-deux. Les beaux hommes ne manquent pas, au village. Mais Badel est le plus grand et le plus fort. J'en suis fier. Quand on le taquine, il sourit, même si l'on va trop loin. Il dit : « J'ose pas taper, mes mains sont trop lourdes. » C'est vrai. S'il donnait un coup de poing, l'homme resterait sur le carreau. Il est bon homme.

François va dans la vie en souriant. La maison, le verger et le plantage sont à lui. Il possède aussi des champs et un coin de bois. Il sait bien mener ses affaires. Il sait ce qu'il a à faire. Il ne se presse pas. Il ne tient pas de discours. Quand il dit oui, c'est oui, et non, non. Il boit son verre. S'il ne buvait pas son verre, il ne serait pas Vaudois. Il travaille comme quatre, mais ne se fatigue guère. Il va souvent dans les forêts et par les chemins, à cause des charrois qu'il fait. Et son visage est tanné et

carminé par le soleil et les vents ; on le voit de loin. François dit que sa figure éclaire, la nuit, et qu'il n'a pas besoin de lanterne quand il rentre tard.

Lorsqu'il est en route et qu'il revient, vers le soir, on entend les grelots du cheval, en bas de la rue. M^{me} Badel dit aux petites :

— Voilà le papa qui rentre.

Et les petites vont à la rencontre du père. Elles le trouvent près de la boulangerie. Le cheval marche au petit pas, parce que la rue monte. Elles grimpent sur le char. François met la petiotte sur la jument. Ils rentrent ainsi. Ensuite François joue un moment avec les fillettes. Il en place une sur sa paume droite, l'autre sur la gauche, et les balance. Et l'on est tout étonné de voir un homme si grand jouer avec des enfants si mignons. François préfère toujours la plus petite. D'abord, c'était Mimi. Elle a poussé. Et ce fut Lotte. Elle a grandi. Maintenant c'est Jeannette. Les autres ne sont pas jalouses. Elles grimpent aux jambes du père. Elles le chatouillent. Elles le tiraillent. Ils jouent ainsi tous les quatre, quand le père rentre. Puis François va « gouverner. »

J'aime causer avec François. On s'entend, les deux. Nos idées souvent se ressemblent. Le soir, parfois, on entre à la Poste. On commande un demi de petit vieux. On parle. Il mâchonne un grandson fort, moi je fume ma pipe. La conversation est coupée de longs silences. Je regarde les affiches collées sur les parois : l'ordre de marche pour l'inspection militaire ; un règlement concernant les débits de boissons ; la loi sur la pêche, où il est parlé d'écrevisses et de truites ; la réclame du Bitter des Diablerets, des diables qui jouent sur des pics ou tombent dans des abîmes ; et sur le nez du plus grand, il y a une mouche morte ; François jette un coup d'œil à la

table voisine, mais le *jass* ne l'intéresse guère, il ne joue pas aux cartes. La conversation reprend et cesse, selon que les idées nous viennent. C'est comme les vagues, au bord du lac, à Rolle. Une arrive, puis une autre, puis plus tard une troisième. Et le calme se fait ; et voici une toute petite onde qui murmure sur les cailloux. Puis encore tout se tait.

François trouve que nous vivons à une triste époque. Tout change. Tout va de mal en pis. On ne jure que par le progrès. La simplicité disparaît. Et qu'est-ce, le progrès ? Des modes nouvelles qui arrivent on ne sait d'où.... Des choses qu'on aime qui s'en vont.... Et une tristesse vous serre la gorge. Et des colères vous prennent et des envies de détruire quelque chose. Quand il parle de cela, François s'anime, sa face vermeille devient cramoisie, il élève la voix. Et le Brochu, assis en face de nous, hoche la tête et son collier de barbe blanche balaie la table à chaque mouvement ; Marc Baud, qui est moins vieux, et dont la face rasée est ridée comme une pomme au printemps, approuve du geste ; mais les autres, les jeunes, se taisent. Et François continue. Il parle du temps de son enfance comme d'un temps éloigné où tout était différent et meilleur, du pain, qu'on cuisait à la maison, un fameux pain, le pain de ménage, et économique aussi. Il n'y avait pas, alors, trois boulangers dans le village. Et les femmes filaient, et le tisserand vous faisait des toiles qui duraient pendant des générations : François couche encore dans des draps qui étaient ceux de ses parents ; il porte aussi les chemises que son père avait. Tout cela paraît très lointain, très ancien, aux jeunes qui écoutent et se taisent.

— Et moi, fait le Brochu en montrant, sous sa blouse entr'ouverte, la toile rude de sa chemise, en voici une

qui me vient de mon oncle Réviol. Et ce pantalon de milaine, c'est le tailleur Wein qui l'a fait. Tu ne l'as pas connu, François, il y a quarante ans qu'il est au cimetière ; il a cousu tous mes habits pendant bien des années. Maintenant, dans les boutiques, on vend de la camelote.... Les garçons mettent des cols droits, les filles s'attifent comme des demoiselles, avec des étoffes de quatre sous. Et on en dépense, de l'argent ! Et j'avais un champ de colza qu'on aurait dit une tache d'or parmi les prés. Et quelques-uns, au village, en avaient aussi. L'huile de colza, c'était notre beurre. Et quand l'huile arrivait du pressoir, toute fraîche, il y avait fête, comme lorsqu'on tue le cochon et qu'on fait le boudin. Au goûter, sur la table, s'empilaient des beignets dorés et rudement bons. Aujourd'hui, on ne voit plus de champs de colza, chez nous. Et les porcs sont chers. Et on emploie du saindoux d'Amérique. Voilà le progrès.

— Il y a des gens, dit François, qui m'appellent vieil encroûté parce que je ne couvre pas mes champs de poudre d'os et d'engrais chimiques qui ne valent pas mon bon fumier, mon fumier de vache et de cheval. Leurs automobiles, qui sont des machines d'enfer, en mettent assez, de poussière, sur nos champs.

Oh ! comme François les exècre, les automobiles. Il serait prêt, j'en suis sûr, à placer son char au travers de de la route pour en voir sauter une.

Le Brochu dit :

— Qu'y faire ?

Et François conclut :

— Tout ça, ce qu'ils appellent le progrès, ça vient de là-bas, de la ville qu'on voit, le soir, dans une grande lueur, comme un incendie.

Le village.

Le village ressemble à ces nids de bourdons qu'on trouve dans la terre et dont les cellules brunes et irrégulières sont assemblées sans ordre apparent. Ainsi, serrées les unes contre les autres, vieilles et solides, les murs dorés, le toit bruni, chacune ayant sa forme propre et sa beauté simple, son miel et sa nichée, les maisons se groupent autour de la place et dégringolent le long de la rue en pente.

Je connais d'autres villages et même d'ici j'aperçois leur clocher et les toits pressés autour. Je vois d'autres villages dans la mer verte qui va, qui va, jusqu'à l'horizon et jusqu'au Jura, qui vit et bouge. Il fait de l'air et des vagues courent sur l'étendue, de longues ondulations se succèdent, à courts intervalles, s'éloignent, s'amincissent, deviennent toutes petites jusqu'à n'être plus qu'un frémissement qu'on devine ; plus loin même, la surface paraît si calme qu'on croirait un tapis, ici de velours, là de soie moirée ; et les forêts forment des îles sombres dans cette mer, et les villages sont des récifs, dressant leurs pointes, leurs angles et leurs reliefs.

L'air vibre. De petites flammes blanches montent et descendent, volent et virevoltent, au gré de la brise : les papillons blancs du printemps ; au delà du ruisseau, déjà, ils ne sont plus qu'un tourbillon d'étincelles, des points lumineux dans l'espace.

Dans l'étendue verte, je vois d'autres villages aux toits bruns serrés autour du clocher dont la flèche semble une aiguille dressée dans l'azur. Il y en a qui se montrent tout entiers, fièrement campés sur une éminence ; et d'autres qui sont modestement plantés dans les champs ; et quelques-uns qui se cachent à demi dans un

pli de terrain ; chacun a sa physionomie, son caractère, son charme, sa vie, son âme. Celui où je demeure, que je connais bien et que je trouve le plus beau, est le village de l'eau vive, de l'eau ruisselante, de l'eau murmurante. Un jour, on a trouvé la source. Un coup de pic a crevé le sol, une colonne de cristal a jailli, renversant dans la tranchée hommes, pics et pelles, et l'eau s'est mise à couler par le village, suivant la rue en pente ; un gentil ruisseau s'est formé qui murmurait en passant devant les maisons. Mais l'eau ne s'est pas promenée longtemps ainsi, libre sous le soleil, en murmurant. On l'a prise, on l'a lancée dans les tuyaux qui mènent aux fontaines et elle continue à courir, dans l'ombre, jusqu'aux goulots. Parfois elle se plaint d'être captive, parfois, heureuse de revoir le jour, elle chante une chanson gaie.

Il y a un tas de fontaines dans le village. Il y en a une sur la place, à côté du magasin Uldry où l'on vend toutes les choses qui se vendent : des machines ; des souliers ; de la vaisselle ; des épices ; du ciment et des briques ; du papier à lettre ; du chocolat Cailler et du Gala Peter ; des fourneaux ; et M. Uldry est un homme avisé ; il est député et il parle au Grand-Conseil, à Lausanne. Il y a une fontaine en haut du village ; il y en a une vers la maison du docteur ; une encore près de la ferme à François Badel, une aussi devant l'église qui est une assez vieille église, toute grise, avec beaucoup de verdure autour ; et quand la cloche sonne, — on la voit qui se balance dans le clocher carré, — la fontaine hausse sa petite voix pour lutter avec les notes graves qui tombent de là-haut, mais le carillon est plus fort et l'on n'entend plus le murmure de l'eau ; et le dimanche, la fontaine joint sa petite voix à la voix de l'orgue et des cantiques pour glorifier le Seigneur.

Un village qui a beaucoup de fontaines est béni ; elles chantent une chanson qu'on entend de partout, qu'on entend le jour et la nuit, une chanson douce, caressante, monotone, apaisante. Quand on est triste, on l'écoute, et petit à petit le calme rentre dans le cœur qui se plaignait ; quand on est gai, on aime l'entendre, elle fait une harmonie avec l'autre chanson qui chante en nous ; quand on est heureux, on sait qu'elle vous félicite du bonheur qu'on a ; ainsi la chanson des fontaines fait du bien à tous et le village est béni d'en posséder beaucoup.

Comme l'eau coule du goulot des fontaines, doucement, sans arrêt, toujours la même, limpide et fraîche, la vie coule dans le village, tranquille, jour après jour, suivant des rites arrêtés, suivant de vieilles traditions. Les choses se perpétuent. Les légendes vivent. Les croyances demeurent. Les histoires se répètent. On va aux champs et on en revient. On laboure et on sème. On va au bois. On fait les foin. Et viennent les moissons. Puis on arrache les pommes de terre. En été on mange la soupe aux légumes, en hiver les pommes de terre au café. On regarde l'*Almanach de Berne et Vevey*, pour savoir le temps. On lit la *Gazette du Village*. On croit aux influences. On ne nie pas les vertus des plantes et dans les jardins croissent la bourrache, la camomille et la mauve. La bourrache fait transpirer. La camomille calme les maux d'estomac. La mauve est bonne pour les abcès et les panaris. L'huile de mille-pertuis cicatrise les plaies. La feuille de plantain, écrasée, arrête le sang des coupures. On consulte un vieux bonhomme qui masse les entorses et donne des remèdes pour les bêtes et les gens. Autrefois, il y avait les frères Pay, qui étaient malins, et qui raccommodaient les horloges

et les bras cassés. Maintenant c'est le père Albert. On va chez lui, malgré que le médecin demeure tout près, en bas de la rue. On a le respect de la parole donnée. Pas tous, mais beaucoup. On n'aime pas signer des papiers. On dit : Ce qui est dit est dit. On a confiance. Les gens se rendent bien des services. Ils s'entr'aident comme ils peuvent. L'autre matin, François Badel était sur son seuil, à regarder le ciel et à renifler l'air.

— Ça pue la pluie ! disait-il.

C'est alors qu'est arrivé Robert, du battoir. Il venait s'entendre avec François, pour des journées qu'il doit faire, car il loue ses bras ; il n'est pas du village ; on lui a donné cette place, au battoir, pour qu'il puisse nourrir sa famille ; il a huit enfants.

Robert parti, j'ai demandé à François :

— Qu'est-ce que ce sac vide que Robert a posé sur le banc ?

François m'a répondu :

— Un jour, cet hiver, je l'ai rencontré au village. Je lui ai dit : « Va dans la remise, prends ce sac de pommes de terre qui est au coin, à gauche. Quand il sera vide, reviens et je le remplirai. »

François ajoute :

— Les pommes de terre ont bien donné, l'automne dernier ; j'en avais plus que mon compte.

Dans le village, l'argent n'est pas encore le roi. Les gens l'aiment bien, c'est sûr. Il est bon d'avoir de l'argent et de pouvoir payer ses dettes au nouvel-an. Il est bon d'en avoir pour le mettre à la banque, parce qu'on est quand même plus considéré, quand on en a. Mais on sait aussi que l'argent est fait pour rouler, et qu'il faut qu'il roule.

Du reste, ceux qui n'en ont point ne se plaignent pas.

Les gens, ici, ont le caractère bien fait. Ils ne s'inquiètent pas trop. Ils laissent aller les choses. Ils sont gais. Ils aiment les histoires et les bonnes farces. Et ils peuvent rire, et rire, quand on en raconte, même si elles sont vieilles, et qu'on les a déjà répétées tant de fois qu'on les sait par cœur.

L'ennemi.

J'étais heureux. Je chantais cette terre, je chantais ce pays, si petit mais si doux, je chantais sa beauté... j'étais heureux. Et voici que l'angoisse tord mon cœur ; et mon sang qui coulait et bouillait comme lave est tout d'un coup figé.... J'ai vu l'ennemi... je le vois... tout près, à l'affût, comme un chasseur maudit.... L'ennemi qui guette ; il guette notre terre. En bien des lieux, déjà, il a vaincu, il est le maître. Maintenant, il vient vers nous.... C'est à nous qu'il en veut. L'ennemi est avisé, prudent, puissant, impitoyable. Il procède selon la tactique de toute guerre. Il envoie des espions, il tend des embûches. Il établit des avant-postes. Il a mille moyens. Il se glisse, il s'infiltré, il s'insinue, il cerne. Il prend toutes les formes, il se déguise, il a des masques nombreux. Il est séduisant, il reluit, il promet. Parfois, quand il se sent fort, c'est un dogue qui mord sans pitié ; parfois c'est un conseiller perfide et câlin, ou bien un soi-disant bienfaiteur. Il s'adresse aux appétits bas des hommes, à l'instinct du gain, à l'amour de l'or. L'ennemi, c'est la civilisation moderne. Moderne ! mot savant ! mot barbare ! mot que j'exècre, mot lourd comme un sac d'argent et sale comme des écus que cent mains ont palpés. Tout ce qui salit, tout ce qui gâte, tout ce qui empuantit, corrompt, dégrade est moderne. La civilisation moderne gâte le cœur des hommes ; elle gâte les mœurs ; elle gâte

les paysages ; elle est le triomphe du médiocre et du laid. La civilisation moderne lance à l'assaut de notre terre ses millions de limaces. Elles avancent lentement ; elles bavent et leur morsure est comme celle d'un acide ; rien ne les arrête ; elles s'installent, elles dévorent, elles souillent.

L'ennemi est proche. Ses espions sont venus au village. Des messieurs bien vêtus et qui parlent bien. Ils parlent comme on parle à la ville. Ils parlent de ceci, de cela. Ils offrent un litre. Ils paient. On les écoute. Ils commandent un second litre, et d'autres après. On boit, on choque les verres. Ils parlent encore. Ils ont de l'argent et le montrent. Ils ont des chaînes d'or sur le ventre. Ils ont des chapeaux melons et des cravates voyantes. Ils parlent clairement et on les comprend bien. Quand ils sont partis, les discussions commencent. Ils ont semé leur semence du diable et elle germe. On discute :

— Que si !

— Que non !

— Pense-toi voir ! Un hôtel, ça amène des étrangers riches, et les étrangers ça amène de l'argent. Et puis, il y aura un chemin de fer. Et puis on bâtera. Et puis on fera des affaires. Et puis....

Et puis, et puis.... Quelques-uns se défendront, j'espère, et défendront la terre ; et la terre aussi se défendra. Notre vie, notre bonheur, nos traditions, la beauté de notre pays — tout ce qui nous est cher — valent bien qu'on les défende, aujourd'hui comme autrefois. Et je crie : Haro sur l'ennemi !

Et puis, ce sera la lutte.

DANIEL BERSOT.

LES DÉBUTS DES CHEMINS DE FER EN SUISSE

TROISIÈME ET DERNIÈRE PARTIE ¹

Nord-Est-Suisse.

Les Zuricois ont été les premiers en Suisse, non seulement à étudier des projets de chemins de fer, mais à les exécuter. Déjà en 1834, la chambre de commerce de Zurich s'adressait au Conseil d'Etat pour lui signaler l'opportunité d'établir des voies ferrées en Suisse, comme il s'en créait dans tous les pays voisins, et pour lui demander l'ouverture d'un crédit permettant de commencer les études de deux lignes, l'une de Bâle à Coire le long du Rhin, de l'Aar et de la Limmat, l'autre de Zurich à Winterthour et au lac de Constance. Le gouvernement ayant consenti à affecter à ces études une somme de 5000 francs à prélever sur le crédit annuel ouvert à la chambre de commerce, celle-ci fit examiner le tracé par des experts dont le rapport signala les difficultés que présentait la nature du terrain sur plusieurs points de la ligne Zurich-Winterthour-Frauen-

¹ Pour les deux premières parties, voir les livraisons de septembre et d'octobre.

feld-lac de Constance. En conséquence, la chambre de commerce renonça pour le moment à s'occuper de cette ligne et concentra ses efforts sur celle de Zurich à Bâle. Elle convoqua, en 1837, une assemblée de délégués des cantons de Zurich, Argovie, Bâle-Ville, Bâle-Campagne et Grisons, laquelle nomma un comité provisoire. Celui-ci lança un appel au public pour souscrire des actions jusqu'à concurrence de 30000. Au lieu de ce chiffre, il en fut souscrit 44721, dont 9175 seulement en Suisse et 33546 à l'étranger (Italie, Allemagne, France). Les actionnaires se réunirent en assemblée générale le 17 janvier 1838 et constituèrent la Compagnie du Chemin de fer Bâle-Zurich. Le premier président de la direction fut Conrad de Muralt.

La nouvelle Compagnie fit étudier le tracé Zurich-Baden-Koblentz-Waldshut et rive gauche du Rhin jusqu'à Bâle par un ingénieur anglais, Locke, formé à la pratique par le célèbre Stephenson, et assisté de plusieurs ingénieurs et géomètres suisses. Elle soumettait en même temps aux deux Etats de Zurich et d'Argovie des demandes de concession ainsi que des projets de loi d'expropriation qui furent admis.

Mais les ressources viennent à manquer. Sur les 30000 actions prévues dans les statuts, 9178 seulement effectuent les versements appelés. La Compagnie sollicite l'appui du gouvernement de Zurich, qui répond ne pouvoir intervenir avant que les autres cantons intéressés aient consenti à une participation. Dans l'impossibilité de réaliser l'entreprise, les actionnaires, réunis en assemblée générale à Baden, prononcent la dissolution de la société. Les plans et devis élaborés jusqu'alors furent cédés à M. Martin Escher-Hess pour la somme de 3600 francs, dont 2100 francs payés par l'Etat qui se chargea

de conserver le matériel des études dans ses archives. Cette somme suffisait à couvrir le déficit, le président de Muralt ayant renoncé à toute rémunération.

Cependant l'opinion publique n'acceptait pas cet échec. De nombreuses communes zuricoises s'adressaient au Grand-Conseil pour lui demander de prendre l'affaire en mains. Sur quoi, des négociations commencèrent entre les cantons de Zurich, Argovie et Bâle, mais de trop nombreuses divergences se manifestèrent.

La question du chemin de fer resta en suspens à Zurich pendant deux ans. Elle fut reprise en 1845 par un homme actif et énergique, M. Martin Escher-Hess, que le public désigna plus tard sous le nom de « Escher de la vapeur (Dampfescher) » pour le distinguer de son cousin « Escher de la filature (Spinnescher) », propriétaire de fabriques.

Associé à quelques autres hommes et assuré du concours financier de plusieurs maisons étrangères, M. Martin Escher demanda au gouvernement de Zurich la concession d'un chemin de fer de Zurich à Bâle et à Aarau. Le projet différait de celui qui avait été concédé précédemment, en ce que la ligne franchissait le Rhin à Koblenz et se dirigeait sur Bâle par la rive *droite*. La concession fut accordée par les cantons de Zurich et d'Argovie. Immédiatement après ces décisions, les deux gouvernements reçurent de celui de Berne une missive appelant leur attention sur l'opportunité de faire d'Olten le point central du réseau suisse en y faisant passer la ligne de Zurich à Bâle, mais tous deux répondirent négativement.

La direction de la nouvelle compagnie mit immédiatement la main à l'œuvre. Le coût de la ligne était devisé à 17 millions, y compris un embranchement sur Aarau. Le capital social était fixé à 20 millions, repré-

sentés par des actions de 500 francs. Bien que le premier versement n'eût pas été effectué sur 7061 actions, la Compagnie se constitua définitivement.

Les démarches faites pour obtenir la concession sur les deux territoires bâlois n'eurent pas de succès. Bâle-Ville se déclarait toutefois disposée à l'accorder pour la rive *gauche* du Rhin. En attendant, les travaux étaient poussés activement et, le 9 août 1847, la Compagnie pouvait ouvrir à l'exploitation la section de Zurich à Baden, longue de 20 kilomètres. Le surlendemain déjà, un accident mortel se produisait : un conducteur, se penchant trop en dehors de la voiture, heurtait de la tête les poutres d'un pont et payait de la vie son imprudence.

Les résultats de l'exploitation permirent, en 1850 et en 1851, de distribuer un dividende de 2 % aux actions entièrement libérées. Mais le nombre de celles-ci était restreint. Les versements appelés ne s'effectuaient pas. Les événements politiques (Sonderbund, révolution de 1848) n'étaient pas favorables aux entreprises industrielles. La Compagnie du Nord, privée de ressources, dut suspendre les études et les travaux préparatoires pour la continuation de la ligne sur Aarau et sur Koblenz. Il fallut congédier le personnel technique qui en avait été chargé.

Dans le courant de 1852, un nouveau projet voyait le jour. Il s'agissait d'un chemin de fer de Zurich au lac de Constance (Romanshorn) par Winterthour et Frauenfeld. La ligne, longue de 80,8 kilomètres, devait coûter 15 millions. A cet effet, une souscription fut ouverte pour 30000 actions de 500 francs; 8000 furent prises par les Etats de Zurich et Thurgovie et par les villes de Zurich et Winterthour; 10000 étaient réservées à

l'étranger et 12 000 offertes en Suisse. L'émission ayant réussi et les concessions nécessaires ayant été accordées par les deux cantons de Zurich et de Thurgovie, les actionnaires constituèrent la Compagnie du Chemin de fer de Zurich au lac de Constance. A la tête de la direction se trouvait le D^r Alfred Escher, le futur promoteur du chemin de fer du Gothard, qui a joué un rôle important dans l'histoire du réseau suisse.

Immédiatement après la constitution de la nouvelle Compagnie, des pourparlers eurent lieu pour une fusion avec la Compagnie du Nord. Ils aboutirent en 1853 à la constitution de la Compagnie du Chemin de fer du Nord-Est-Suisse (Schweizerische Nordostbahn). M. Martin Escher-Hess fut élu président du conseil d'administration, et le D^r Alfred Escher, président de la direction.

Comme toutes les autres Compagnies suisses, celle du Nord-Est dut recourir aux capitaux étrangers pour se procurer les ressources nécessaires. En décembre 1855, elle réussit à passer une convention avec la maison Rothschild frères, à Paris, qui prenait 10 000 actions au taux de 470 francs et se réservait l'option pour 5000 autres à 475 francs. Il fut fait usage de cette option.

En 1856, sous l'impulsion des financiers français qui s'intéressaient aux chemins de fer suisses, un contrat de fusion avait été projeté entre les Compagnies de Saint-Gall-Appenzell, du Sud-Est et du Nord-Est, avec faculté d'adhésion de celles de la vallée de la Glatt et de la chute du Rhin. Mais le conseil d'administration du Nord-Est refusa de le ratifier et la fusion ne se réalisa qu'entre Saint-Gall-Appenzell, Sud-Est et Glattthal sous le nom d'Union-Suisse. Par contre, en 1857, le Nord-Est se fusionna avec la Compagnie du chemin

de fer de la Chute du Rhin (Winterthour-Schaffhouse, Rheinfalldahn).

L'incorporation dans le réseau du Nord-Est des lignes Winterthour-Schaffhouse et Koblenz-Waldshut faisait monter le devis de construction à 48 1/2 millions.

En 1860, la question de la traversée des Alpes pour relier la Suisse à l'Italie commença à agiter l'opinion publique. La Suisse orientale patronnait le Lukmanier, tandis que, dans le centre, on se prononçait pour le Gothard. Sollicité des deux parts, le Nord-Est se déclara disposé à participer éventuellement à l'entreprise du Lukmanier. Mais, deux ans plus tard, ses intentions se modifièrent à la suite de la convention conclue en 1861 avec les cantons intéressés pour la construction, à frais communs, de la ligne Zurich-Zoug-Lucerne, qui faisait entrer son réseau dans la sphère d'intérêt du Gothard, tandis qu'à cette époque le Lukmanier présentait peu de chances de réussite. Le Nord-Est consentit dès lors à prendre part aux conférences préparatoires du Gothard. En 1865, il accordait à cette entreprise, de concert avec le Central, une subvention de 7 millions, à partager par moitié entre les deux Compagnies, et il y participait en outre par une souscription d'actions et d'obligations pour une somme de 7 millions.

En même temps la Compagnie s'attachait à étendre son réseau. En 1863, elle demandait la concession de la ligne de Romanshorn à Rorschach et participait à la construction de celle de Bülach à Regensberg. En 1864, elle s'engageait à continuer la ligne de Bülach à Oberglatt-Dielsdorf. En 1869, elle acceptait la concession du chemin de fer de Romanshorn à Constance pour laquelle elle s'était réservé un droit de priorité.

En 1870, elle passait avec la Compagnie du Central une

convention pour la construction et l'exploitation, à frais communs, de la ligne de Brugg à Bâle par le Bötzbberg.

En 1871, la Compagnie Nord-Est se chargeait de la construction de la ligne Wintherthour-Weiach-Koblentz, dont la concession avait été accordée primitivement à la ville de Winterthour. L'année suivante, elle entreprenait, de concert avec le Central, l'établissement de la ligne Koblenz-Laufenbourg-Stein et reprenait, d'un comité d'initiative qui l'avait obtenue, la concession du chemin de fer le long de la rive gauche du lac de Zurich, avec embranchement de Thalwil à Zoug.

La même année (1872), elle se faisait accorder la concession de la ligne Bülach-Rafz avec continuation sur Schaffhouse et celle des tronçons Dielsdorf-Niederweningen et Baden-Otelfingen-Niederglatt. Elle participait, avec les contrées intéressées, à la construction des lignes Effretikon-Wetzikon-Hinweil et Sulgen-Bischofszell-Gossau ; de concert avec le Central, elle s'intéressait à l'établissement de la voie ferrée de Wohlen à Bremgarten.

En 1873, elle obtenait la concession de la ligne de Glaris à Linthal, de celle de la rive droite du lac de Zurich (Rapperswil-Zurich) et de celle de Sulgen-Bischofszell-Gossau. L'année suivante, elle participait à l'établissement du chemin de fer Etzwylen-Schaffhouse. Enfin, elle se rendait acquéreur de l'entreprise des bateaux à vapeur sur le lac de Zurich.

Toutes ces extensions si nombreuses et si rapprochées exigeaient des ressources que la Compagnie s'efforçait de réaliser, mais pour l'obtention desquelles elle rencontra de grandes difficultés. En 1872 déjà, elle avait porté son capital-actions de 28 à 38 millions. Le 12 avril 1876, elle passait un contrat avec le Comptoir d'escompte de Paris pour l'émission d'actions privilégiées destinées à élever

à 50 millions le montant du fonds social et pour un emprunt de 50 millions. Le 1^{er} novembre suivant, une nouvelle convention avec le même établissement lui ouvrait un crédit de 25 millions contre le nantissement de 100 000 obligations de 500 fr. 5 %.

Mais la mesure la plus urgente consistait à ajourner l'exécution simultanée des nouvelles lignes, qui, dans les circonstances actuelles, devenait impossible. La Compagnie se mit en rapport avec les Etats et avec les comités intéressés pour prolonger les délais fixés par les concessions. Cette suspension s'appliquait aux lignes suivantes, désignées comme « lignes du moratoire » : Sud-Argovie, Koblenz-Stein, Eglisau-Schaffhouse, Etzwylen-Schaffhouse, Glaris-Linthal, Thalwil-Zoug, Zurich-Rapperswil et Dielsdorf-Niederweningen. L'Assemblée fédérale accorda un délai de 1 1/2 à 2 ans pour le Sud-Argovie et Glaris-Linthal et de 8 ans pour les autres lignes, en réservant au Conseil fédéral le droit de décider quand la position de la Compagnie serait assez consolidée pour qu'on pût l'obliger à remplir ses engagements.

La crise financière devait avoir son contre-coup sur l'organisation de la Compagnie. Les statuts furent revisés. Sur la suggestion de la finance française, la Compagnie avait appelé comme expert, pour examiner les mesures à prendre, M. Coutin, inspecteur-général des chemins de fer français de l'Ouest. Dès le 1^{er} avril 1877 M. Coutin fut désigné pour deux ans comme délégué de la direction à l'exploitation, introduisant toutes les simplifications propres à diminuer les dépenses.

Dans l'intervalle, la Compagnie poursuivait ses démarches à l'effet de se procurer les ressources dont elle avait besoin. Elle passait une convention avec le Crédit suisse, la Banque de Winterthour et la Banque d'Argovie qui

formaient un consortium au capital de 12 990 000 fr. pour l'achat d'obligations. Un appel était adressé aux actionnaires et aux anciens obligataires pour les engager à souscrire les nouveaux titres.

Le 11 mars 1878, une conférence réunie à Paris décidait de constituer une Banque des chemins de fer suisses qui se chargerait de procurer à la Compagnie du Nord-Est les capitaux nécessaires.

Cette banque commença ses opérations en 1879 avec siège à Bâle. Elle subsista jusqu'en 1885 où, ayant accompli le but de sa création, elle entra en liquidation.

La faillite de la Compagnie du Chemin de fer National (Nationalbahn), prononcée en 1878, devait intéresser à un haut degré le Nord-Est¹.

Après pas mal de difficultés, la section ouest (Winterthour-Suhr-Zofingue et Suhr-Aarau) fut adjugée pour la somme de 750 000 fr. à la Compagnie du Nord-Est qui en prit possession le 1^{er} mai 1880.

Entre temps, par une convention avec la ville de Winterthour, le Nord-Est achetait 2000 obligations de 500 fr. du National, avec hypothèque sur la ligne Winterthour-Singen-Kreuzlingen au taux de 60 % et s'engageait à remettre aux quatre villes garantes des emprunts du

¹ Comme on l'a vu au chapitre de la Suisse-Occidentale, la Compagnie du National avait été créée pour établir, du Léman au lac de Constance, une voie indépendante de celle des grandes Compagnies. Elle avait obtenu la concession des lignes Constance-Etzwylen-Winterthour, Etzwylen-Singen, Winterthour-Wettingen-Lenzbourg-Zofingue et Suhr-Aarau. La ligne longitudinale de la Broye faisait partie de la combinaison. Le réseau du National, formé de tronçons détachés, n'avait pas d'avenir et devait aboutir à un désastre. Lors de sa mise aux enchères, la Suisse-Occidentale, dirigée par M. Cheronnet, s'était portée acquéreur. Le Nord-Est, pour s'en assurer la possession, consentit à entrer dans l'Union commerciale, association des grandes Compagnies destinée à régulariser les tarifs et à éviter toute concurrence.

National (Winterthour, Baden, Lenzbourg et Zofingue) 6000 actions ordinaires Nord-Est, moyennant la démolition du tronçon Winterthour-Effretikon et une modification des concessions¹.

Enfin, en 1881, le Nord-Est cédait gratuitement à la Compagnie du Central la propriété du tronçon Suhr-Zofingue et la copropriété de la section Suhr-Aarau, moyennant l'engagement par le Central de participer aux déficits éventuels d'exploitation de la ligne Winterthour-Aarau.

La Compagnie du Nord-Est, ayant régularisé sa position, se trouvait en mesure de distribuer un dividende à ses actionnaires sur les produits de l'exploitation pour l'année 1880. Mais le comité d'initiative pour la ligne de la rive droite du lac de Zurich fit opposition à ce paiement et les tribunaux zuricois lui donnèrent raison.

¹ Les quatre villes s'étaient saignées à blanc pour le Chemin de fer National. Sous forme d'actions, d'obligations et de subventions, Winterthour avait fourni une somme de 8 026 000 ; Zofingue, 4 120 000 ; Baden, 2 028 000 ; Lenzbourg, 2 028 000.

En outre, elles avaient garanti l'emprunt de 9 millions du National et à la suite de la faillite de la Compagnie, elles durent naturellement le prendre à leur charge. Mais leurs ressources étaient complètement épuisées; elles ne pouvaient pas augmenter les impôts, portés déjà à leur extrême limite, et se voyaient acculées à la faillite. Dans leur détresse, elles s'adressèrent à la Confédération. En 1883, les chambres fédérales accordèrent aux cantons de Zurich et d'Argovie un prêt de 2 400 000 fr. à 2 1/2 % d'intérêt annuel et 1 % d'amortissement, à la condition que les cantons eux-mêmes et les bourgeoisies des villes garantes prêtassent aussi leur concours financier.

En 1897, à l'occasion des débats sur la loi de rachat, les cantons d'Argovie et de Zurich sollicitèrent la remise du solde de la dette non amortie, par le motif que la Confédération bénéficiait de ce que la Compagnie du Nord-Est avait acquis les lignes du National pour un prix de beaucoup inférieur au coût de construction. Le 21 décembre 1904, l'Assemblée fédérale refusa la remise du capital, mais autorisa le Conseil fédéral à réduire de 2 1/2 à 1 1/2 % le taux de l'intérêt.

Ce fait engagea la Compagnie à entamer des négociations avec les autorités ou les comités intéressés aux lignes dites du Moratoire, à l'effet de fixer l'époque de la construction de ces lignes ou de se libérer de cette obligation pour quelques-unes d'entre elles. A sa demande, le Conseil fédéral ordonna une expertise pour évaluer le rendement probable de ces mêmes lignes. Les experts estimèrent à 1 800 000 francs le déficit annuel de leur exploitation. Le Nord-Est offrit de payer une indemnité totale de 4 millions pour être exonéré de la construction. A ce défaut, il demandait de ne l'entreprendre que successivement, pendant une période assez longue. Le Conseil fédéral déclara la situation de la Compagnie suffisamment consolidée pour que celle-ci pût exécuter les lignes du Moratoire et l'Assemblée fédérale, en 1888, fixait les délais de leur achèvement.

Mais, antérieurement déjà, des pourparlers avaient été engagés pour le rachat du réseau par la Confédération. Le Conseil fédéral était disposé à faire cette opération, moyennant que la Compagnie s'entendît avec les intéressés au sujet des lignes du Moratoire. Une première fois les négociations furent suspendues par une protestation des comités de ces lignes, déclarant ne vouloir libérer le Nord-Est que si la Confédération assumait les mêmes obligations. La Compagnie recourut aux tribunaux pour faire écarter cette opposition, mais son recours fut rejeté par la cour d'appel de Zurich. De son côté, le Conseil fédéral présentait des objections contre une conversion des emprunts projetée par le Nord-Est et s'opposait au paiement d'un dividende aux actions.

Plus tard, en 1888, le rachat fit l'objet de nouvelles négociations. Un financier (Guyer-Zeller) qui disposait d'un grand nombre d'actions les offrait à la Confédéra-

tion. Mais l'assemblée générale, quoique d'accord en principe, ayant posé certaines conditions, ce projet n'aboutit pas.

En 1891, des pourparlers eurent lieu pour une fusion du Nord-Est avec l'Union-Suisse; mais il n'y fut pas donné suite en raison des perspectives de rachat par la Confédération.

L'année 1893 vit éclater dans le sein de la Compagnie une crise intestine. M. Guyer-Zeller et le groupe d'actionnaires qui le suivaient prétendaient soumettre à l'assemblée générale les projets de reconstruction de la gare de Zurich. Une motion dans ce sens fut adoptée, contrairement à la proposition du conseil d'administration qui estimait que l'approbation des plans rentrait dans sa compétence. Dans une seconde assemblée, les actionnaires prononcèrent la révocation d'une partie du conseil d'administration et de la direction et fit de nouvelles nominations.

Après les nombreuses crises financières et administratives qu'elle avait traversées, la Compagnie devait en subir une encore plus grave: la suspension du service par la grève de ses employés¹. On sait que cette grève, provoquée par des questions de salaire, éclata le matin du 12 mars 1897. Le service fut arrêté sur tout le réseau. Grâce aux bons offices du Conseil fédéral, dont l'arbitrage avait été réclamé par les deux parties, conseil d'administration et personnel, un arrangement fut conclu en ce sens que le Nord-Est acceptait l'échelle des traitements du Central et lui donnait un effet rétroactif dès le 1^{er} janvier 1896. Le service était rétabli partiellement le soir du 13 mars et totalement le 14 au matin.

¹ Voir *Les grèves des chemins de fer et les coalitions de fonctionnaires*, par J. Stockmar, livraison de juillet 1913 de la *Bibliothèque universelle*.

En 1897, l'autorité fédérale entamait des négociations avec le Nord-Est, comme avec les autres Compagnies, pour préparer le rachat en fixant le coût d'établissement du réseau, le produit net, le fonds de réserve, les sommes à amortir, etc., et l'année suivante il dénonçait le rachat qui fut réglé par un contrat amiable.

Union-Suisse.

La Compagnie de l'Union des chemins de fer suisses (Vereinigte Schweizerbahnen, Union-Suisse) a été formée par la fusion des trois Compagnies Saint-Gall-Appenzell, Vallée de la Glatt (Glatththalbahn) et Sud-Est (Südostbahn).

La Compagnie *Saint-Gall-Appenzell*, constituée en 1850, avait pour but la construction et l'exploitation d'un chemin de fer de Rorschach à Saint-Gall et à Wyl, comme première section d'une ligne reliant le lac de Constance à Bâle. Les frais d'établissement étaient devisés à 19 millions. La ville de Saint-Gall souscrivit des actions pour une somme de 2 millions et le canton de Saint-Gall pour 3 $\frac{1}{2}$ millions. 20 000 actions furent souscrites à Londres.

Ici, comme dans les autres entreprises de chemins de fer suisses, les Anglais qui avaient souscrit des actions n'effectuaient pas leurs versements. La Compagnie dut chercher à emprunter les sommes qui lui manquaient. Des financiers parisiens, à leur tête M. Bartholony et la maison Rothschild, se montrèrent disposés à les fournir, moyennant une fusion des Compagnies qui se partageaient le réseau de la Suisse orientale. Un projet de traité de fusion était signé en 1856 à Paris par des délégués du Saint-Gall-Appenzell, du Sud-Est et du Nord-Est avec le groupe de banquiers prenant le nom de

« Réunion financière. » L'adhésion des Compagnies de la Chute du Rhin (Winterthour-Schaffhouse) et de la Glatt était réservée. Ce projet fut ratifié par les actionnaires du Saint-Gall-Appenzell, du Sud-Est et de la Glatt, mais rejeté par ceux du Nord-Est et de la Chute du Rhin. Le refus du Nord-Est risqua de faire échouer la combinaison. Cependant la Réunion financière, après de longues négociations, consentit à limiter la fusion aux trois autres Compagnies, moyennant des garanties pour la jonction de la ligne avec l'Allemagne et l'Italie. A cet effet, le canton de Saint-Gall devait accorder la concession de l'embranchement sur Rheineck-Lindau et le canton du Tessin, celle de la frontière sarde à la frontière des Grisons (Lukmanier) ; en outre, le canton des Grisons devait transférer à la Compagnie fusionnée la concession de Coire au Lukmanier. Le contrat définitif de fusion, modifié dans ce sens, fut conclu à Paris en septembre 1856. Le même mois, les cantons de Saint-Gall et du Tessin accordaient les concessions qui leur étaient demandées. Cette dernière, stipulée d'abord en faveur du Credito mobiliario de Turin, était transférée le 4 décembre à la Banque de crédit suisse à Saint-Gall. L'embranchement de Chiasso à Bellinzzone, qui y était compris, fut cédé à une autre société tessino-lombarde.

La Compagnie de la *Vallée de la Glatt* a été formée pour l'établissement d'un chemin de fer de Wallisellen à Rapperswil par Uster. Le coût de la ligne était estimé à 5 millions. La Compagnie espérait que le Nord-Est se chargerait de l'exploitation ; mais les négociations engagées à cet effet n'aboutirent pas et la Compagnie dut exploiter elle-même sa ligne en régie et se procurer le matériel roulant dont elle avait cru pouvoir se dispenser. L'assemblée des actionnaires adhéra au traité de fusion

qui avait été conclu à Paris entre la Réunion financière et les délégués du Saint-Gall-Appenzell, du Sud-Est et du Nord-Est.

La Compagnie du *Sud-Est* avait obtenu des cantons intéressés la concession des lignes de Coire à Sargans et à Rorschach, de Sargans à Rapperswil et de Weesen à Glaris, d'une longueur totale de 160 kilomètres, dont le devis s'élevait à 28 millions.

En 1853, le comité provisoire passa une convention avec M. Gurney, agent d'affaires à Londres, comme représentant d'un consortium anglais qui se chargeait de réaliser le capital-actions et d'établir le chemin de fer, moyennant une participation de 9 millions de la part de la Suisse. Une section du comité général devait siéger à Londres, mais la direction de la Compagnie était composée uniquement de Suisses et résidait à Coire. Les Anglais s'engageaient à construire les lignes à forfait pour le prix de 25 millions et à fournir en actions un capital de 12 $\frac{1}{2}$ millions. A cet effet, un contrat d'entreprise générale était conclu avec M. Edouard Pickering qui acceptait en paiement partiel 11 250 actions de 500 francs; 3000 actions étaient souscrites par M. Robinson, le fournisseur des rails et 10500 par les six membres du consortium anglais.

Ces arrangements ne tardèrent pas à soulever de grosses difficultés. Prétextant les événements politiques et la crise financière, les Anglais étaient en retard pour le premier versement sur les actions et se refusaient à opérer le second. L'entrepreneur général et son ingénieur en chef ne se montraient que rarement sur les chantiers. La direction se plaignait du mode de construction appliqué, de l'insuffisance des plans présentés. Une convention fut conclue en 1855 pour aplanir les différends.

Mais les Anglais n'y donnèrent pas suite ; l'administration suisse dut prononcer l'annulation des actions en retard pour leurs versements et dénoncer le contrat de l'entrepreneur général, qui avait suspendu les travaux.

Le consortium anglais et M. Pickering engagèrent des procès contre la Compagnie. Un jugement du tribunal de Coire n'ayant pas été favorable à cette dernière, elle entra en pourparlers pour un arrangement et parvint à passer, le 2 septembre 1856, une transaction avec M. Pickering, agissant en son propre nom et comme représentant du consortium anglais. Les souscripteurs anglais recevaient des actions libérées pour le montant de leurs versements et renonçaient à tous les droits résultant de la convention de 1853 moyennant une indemnité de 100 000 francs. De son côté, M. Pickering se désistait de son contrat d'entreprise générale, la Compagnie s'engageant à payer les travaux exécutés, à lui remettre des actions pour le montant de ses versements et à lui accorder une indemnité d'un million, à charge par lui de désintéresser tous autres prétendants. Enfin M. Robinson, le fournisseur des rails, obtenait, outre le prix de ses fournitures, la restitution des sommes versées sur les actions qu'il avait souscrites.

Quelque onéreux que fût cet arrangement pour la Compagnie du Sud-Est, il avait l'avantage de la sortir de grosses difficultés, de lui rendre sa liberté d'action et de permettre son entrée dans la nouvelle Compagnie fusionnée.

La nouvelle Compagnie de l'*Union-Suisse* se constitua en 1857. En 1860, elle disposait d'un capital actions et obligations de 66 millions. Le coût de la construction du réseau fut estimé à 73 600 000 francs.

En 1860, la Compagnie décida de confier la gestion

de l'entreprise à un directeur unique et elle nomma à ce poste M. Jules Michel, ingénieur français. Celui-ci s'étant retiré fut remplacé dès 1861 par M. Wirth-Sand qui exerça ces fonctions jusqu'en 1875, où l'on forma un comité de direction de 3 membres. M. Wirth-Sand conserva la présidence de ce comité en même temps que celle du conseil d'administration jusqu'au moment où, la législation fédérale exigeant la séparation de ces deux postes, il ne garda que la présidence du conseil. Il fut l'un des fondateurs du chemin de fer Saint-Gall-Appenzell ; ce fut lui qui réalisa la fusion des entreprises de la Suisse orientale et il resta jusqu'à sa mort l'âme de la nouvelle Compagnie, qui bénéficia de sa haute intelligence et de l'énergie de son caractère.

Les premières années d'exploitation du réseau ne répondirent pas aux prévisions. Les recettes ne suffirent pas à couvrir les intérêts des emprunts et il fallut prélever la différence sur le capital jusqu'au moment où les produits permirent d'amortir les déficits antérieurs et de distribuer des dividendes aux actions. Les actions privilégiées en reçurent dès l'année 1872 et les actions ordinaires à partir de 1885.

En 1857, l'Union-suisse avait obtenu du canton d'Argovie la concession de la ligne du Bötzing, soit de Brougg à Baselaugst, mais elle dut y renoncer en 1864, cette ligne se trouvant séparée de son réseau par celui du Nord-Est. On a vu que c'est cette dernière Compagnie qui, en commun avec le Central, se chargea de la construire. Le canton d'Argovie jugea à propos de s'approprier, en 1871, le cautionnement qui avait été déposé par l'Union-Suisse lors de l'octroi de la concession.

L'Union-Suisse dont le réseau était enserré de trois côtés par celui du Nord-Est, se vit encore enlever en 1873

par cette dernière Compagnie la section Glaris-Linthal, malgré la convention conclue précédemment avec le gouvernement glaronnais qui lui en réservait la priorité.

Dès sa constitution, l'Union-Suisse mit toute son activité à obtenir la jonction de son réseau avec l'Italie à travers les Alpes, jonction qui avait été un des buts et une condition de la fusion négociée à Paris par la Réunion financière. On prévoyait alors le passage par le Lukmanier et le premier projet ne comportait qu'un tunnel de faite de 1700 mètres.

Le grand entrepreneur Brassey avait obtenu du canton des Grisons, en 1862, la concession de ce passage sur son territoire, tandis que le Tessin, dont l'ancien comité avait laissé périmer la concession, en accordait une à une autre société pour le tracé de Chiasso à Biasca et à Locarno. Alors déjà se dessinait un mouvement en faveur du Gothard. En Italie, la commission commerciale du parlement sarde donnait la préférence aux deux passages du Gothard et du Splügen. En 1868 et 1869, l'Union-Suisse poursuivait des négociations à Paris avec un groupe de banques (Hentsch, Lüscher, etc.), et avec les entrepreneurs Brassey et Vitali, en vue de la traversée du Lukmanier; mais l'attitude du Tessin, qui venait d'accorder une concession pour la ligne du Gothard, obligea à renoncer au Lukmanier et à lui substituer le Splügen. Le canton des Grisons se prêta à ce changement. Le 19 mai 1870, les négociateurs à Paris concluaient une convention pour la construction d'un chemin de fer par le Splügen, moyennant une subvention de 30 millions par les Etats intéressés. Cette condition fut bientôt reconnue irréalisable, soit à cause de la guerre qui venait d'éclater, soit à cause des engagements pris par les Etats en faveur du Gothard.

Un conflit surgit avec le gouvernement du Tessin qui refusait de restituer le cautionnement fourni par l'Union-Suisse pour la concession du Lukmanier. Un jugement arbitral rendu en 1876 l'obligea à rembourser une somme de 100 000 francs avec les intérêts, tandis qu'il retenait le solde de 50 000 francs.

En 1871, l'Union-suisse passait une convention avec des financiers anglais, Kuchen et Napier, pour la construction de la ligne du Splügen. Le coût était évalué à 85 millions et devait être couvert par 25 millions de subventions, 40 en obligations et 20 en actions. Mais cette combinaison n'eut pas plus de succès que les précédentes.

Quinze ans plus tard, des négociations furent entamées avec la Compagnie italienne des chemins de fer de l'Adriatique, en vue d'entreprendre à frais communs des études pour la ligne du Splügen, moyennant la participation financière des cantons intéressés. Le projet établi par les ingénieurs de l'Adriatique prévoyait une dépense de 146 686 000 francs. L'Union-Suisse chargea en 1889 M. Moser, ingénieur en chef à Zurich, d'élaborer un nouveau projet dont le coût était réduit à 118 508 000 francs. Mais ni l'un ni l'autre ne purent sortir de la phase des études. La ligne du Gothard avait été ouverte; l'Italie, qui y avait affecté de nombreux millions, n'était pas disposée à subventionner une nouvelle traversée des Alpes et ce n'était pas en Suisse qu'on pouvait réunir la totalité des sommes nécessaires.

Comme on l'a vu, l'Union-Suisse se trouvait de tous côtés concurrenciée par le Nord-Est. L'ouverture de la ligne de l'Arlberg, en 1884, vint modifier la position respective des deux Compagnies et les amena à s'entendre pour le partage du trafic. En 1891, des pourparlers

eurent même lieu en vue d'une fusion. Mais la perspective d'un prochain rachat des deux réseaux par la Confédération fit abandonner ce projet.

Le 1^{er} juillet 1902, les lignes de l'Union-Suisse entraient en effet dans le réseau des Chemins de fer fédéraux.

Gothard.

Il est peu de questions qui aient autant agité les esprits en Suisse, suscité tant d'ardentes polémiques et provoqué de si multiples combinaisons que celle de la traversée des Alpes par un chemin de fer. Dès qu'on connut ce nouveau moyen de communication, on chercha à l'appliquer aux routes alpestres qui reliaient entre eux les cantons ou qui conduisaient en Italie. Le problème présentait de grandes difficultés, tant techniques que financières. La science n'avait pas encore découvert à cette époque les procédés de perforation mécanique, d'aération et de ventilation nécessaires pour creuser de longs tunnels sous de hautes sommités. En outre, les frais d'établissement atteignaient un chiffre si élevé qu'on ne pouvait pas espérer d'en couvrir l'intérêt au moyen des produits de l'exploitation, de telle sorte qu'il devenait indispensable d'obtenir des subventions à fonds perdus.

Les premières tentatives de création d'un chemin de fer transalpin se produisirent dans les Grisons. En 1845 déjà, l'ingénieur La Nicca, le même qui a attaché son nom à la correction des eaux du Jura, demandait une concession pour une voie ferrée à travers le Splügen et le Bernardin. La même année, les gouvernements de Saint-Gall, des Grisons et du Tessin s'engageaient à promouvoir la construction d'un chemin de fer par le

Lukmanier ; ils sollicitaient l'appui de la Sardaigne et réussissaient à lier avec cet Etat une convention en 1847. De son côté, le gouvernement sarde proposait au Conseil fédéral de concourir à cette entreprise par une garantie d'intérêt, mais ne recevait qu'une réponse évasive.

Un premier jalon fut posé par le traité de commerce conclu en 1851 entre la Suisse et la Sardaigne et dont l'article 8 obligeait la Suisse à favoriser l'établissement d'un chemin de fer de la frontière sarde vers l'Allemagne.

En 1852, la Compagnie du Sud-Est obtenait la concession de la ligne du Lukmanier sur le territoire des Grisons. La concession de cette même ligne dans le canton du Tessin était accordée l'année suivante à la Banque de crédit suisse-allemande à Saint-Gall qui la cédait ensuite à l'Union-Suisse, Compagnie dont la création avait pour but essentiel, comme on l'a vu, la jonction du réseau suisse avec l'Allemagne et l'Italie. Mais cette concession, cinq fois renouvelée, fut périmée, faute de commencement des travaux.

A la même époque, des projets étaient élaborés et des démarches faites en vue de la construction d'un chemin de fer par le Simplon, mais l'incapacité et l'absence de ressources de la Compagnie concessionnaire les empêchaient d'aboutir.

Mais aux projets de traversée des Alpes à l'orient et à l'occident de la Suisse, un nouveau projet venait s'opposer : celui du Saint-Gothard. En 1853, sous l'impulsion de la Compagnie du Central, une conférence de délégués de huit cantons intéressés à ce passage se réunissait à Lucerne pour se concerter sur les démarches

à faire. Elle rencontra auprès du Conseil fédéral une attitude passive qui paralysa son action. Une nouvelle réunion eut lieu en 1860 ; elle reconnut comme premier objectif la nécessité d'améliorer la route traversant le Saint-Gothard et constitua un comité formé de représentants des cantons et de la Compagnie du Central et disposant d'un fonds de propagande de 500 000 francs. On décida d'entamer des négociations avec la Sardaigne. La Compagnie du Central se chargeait d'entreprendre des études techniques et les faisait exécuter par les ingénieurs Koller et Wetli. En même temps, les cantons de Lucerne et d'Uri et le Central assuraient à l'entreprise une participation de 7 millions.

Cependant, les partisans du passage oriental ne restaient pas inactifs. En 1861, M. Wirth-Sand, directeur général de l'Union-Suisse, délégué par la Banque de crédit suisse-allemande, à Saint-Gall, passait une convention avec M. Biella, représentant du gouvernement sarde, en vue de la construction d'une voie ferrée à travers le Lukmanier. Mais le dépôt tardif du cautionnement prescrit fit échouer l'affaire.

Dans le Tessin, les opinions étaient très partagées entre le Lukmanier et le Gothard. Le gouvernement, en butte aux sollicitations pressantes des deux parties, hésitait à se prononcer. En 1860, le Grand-Conseil votait une subvention de 4 millions pour le Lukmanier et de 1 million pour la ligne de Bellinzzone-Biasca, tout en décidant d'appuyer la construction d'une ligne de Biasca au Gothard, s'il se trouvait une Compagnie sérieuse pour l'entreprendre.

A la même époque, le canton de Zurich et la Compagnie du Nord-Est observaient une attitude réservée et penchaient plutôt vers le Lukmanier.

Un fait important qui eut une influence décisive sur la solution du problème fut la constitution de l'Italie en un royaume unique. Le nouvel Etat manifesta d'emblée son désir d'une voie ferrée à travers les Alpes. Le comité du Gothard lui fit parvenir les plans qu'il avait élaborés et se mit à sa disposition pour rechercher en commun les ressources financières. Le succès du percement du Mont-Cenis était aussi un encouragement pour l'établissement d'autres passages. Aussi, en 1863, les délégués de quinze cantons favorables au Gothard et ceux des Compagnies du Central et du Nord-Est se réunissaient à Lucerne.

Cependant, à mesure que l'entreprise du Gothard prenait corps, une opposition sérieuse se manifestait à l'est et à l'ouest de la Suisse. Les cantons orientaux, appuyant la Compagnie de l'Union-Suisse, revendiquaient le passage du Lukmanier. Dans la Suisse romande, on faisait valoir la supériorité du Simplon au point de vue de l'altitude et des voies d'accès. Le comité du Gothard ayant publié un rapport rédigé par MM. Koller, Schmidlin et Stoll sur l'importance économique et commerciale de ce passage, M. l'ingénieur Lommel faisait paraître un contre-mémoire contestant les chiffres du premier et se basant sur la théorie des distances virtuelles, c'est-à-dire des distances majorées selon les pentes, pour déterminer les zones de trafic. De son côté, le Lukmanier trouvait son défenseur dans un mémoire de M. de Salis.

En 1865, le gouvernement italien fit procéder à des études dont le résultat fut de reconnaître la supériorité du passage du Gothard sur ceux du Lukmanier et du Splügen et la nécessité de larges subventions de la part des Etats intéressés. Un plan financier, dressé à cette époque, prévoyait que l'Italie se chargerait de construire

le tunnel moyennant un versement de 35 millions, dont 20 par la Suisse et 15 par l'Allemagne.

L'attitude hésitante du Tessin fut, assez longtemps, une cause de retard. Ce canton était le champ clos d'intrigues de tout genre. Des financiers ou entrepreneurs français, anglais, italiens se disputaient âprement le terrain et s'efforçaient de gagner les bonnes grâces des autorités. En 1866, le Grand-Conseil accordait la concession du Lukmanier et refusait de participer à l'entreprise du Gothard. Mais un revirement ne tardait pas à se produire dans l'opinion publique. Les concessions des lignes Chiasso-Lugano et Locarno-Biasca, accordées précédemment à d'autres sociétés, étaient cédées au comité du Gothard et celui-ci obtenait en outre la concession de Biasca à la frontière d'Uri et de Lugano à Bellinzone.

Un nouveau fait allait encore assurer le succès du Gothard. Dans la guerre avec l'Autriche, en 1866, la Prusse venait de remporter la victoire. Le gouvernement de la Confédération de l'Allemagne du Nord faisait savoir qu'il était disposé à concourir à l'établissement d'un chemin de fer reliant son pays à l'Italie à travers la Suisse dès que celle-ci présenterait un projet positif avec un programme financier.

Le 10 mai 1869, le Conseil fédéral propose à l'Italie et aux Etats allemands intéressés de se réunir en conférence et leur transmet le projet élaboré par le comité du Gothard, avec un devis s'élevant à 156 millions, dont 62 millions pour le tunnel. Cette somme devait être fournie: 45 millions par des actions, 27 par des obligations et 90 par des subventions.

Le 15 septembre suivant, les délégués de l'Italie, de l'Allemagne du nord, de Bade, du Wurtemberg, des cantons et des Compagnies suisses intéressés au Gothard

se réunissaient à Berne et arrêtaient les bases d'une convention qui prévoyait 85 millions de subventions, dont 45 à fournir par l'Italie, 20 par la Suisse et 20 par les Etats de l'Allemagne. C'est sur ces bases que fut conclu, le 15 octobre 1869, le traité entre la Suisse et l'Italie. L'Allemagne y adhéra plus tard. Le 16 mai 1870, le chancelier Bismarck présentait au Reichstag un rapport en faveur du passage du Gothard. Les subventions prévues à la charge de cet Etat étaient votées par le grand-duché de Bade et par la Confédération de l'Allemagne du nord. Celles des cantons suisses et des Compagnies du Central et du Nord-Est étaient également assurées.

Le 22 juillet 1870, après des débats prolongés, les chambres fédérales ratifiaient le traité du 15 octobre 1869. Le même jour, elles accordaient à la Compagnie de l'Union-Suisse la concession de la ligne du Splügen. On sait que l'année suivante cette Compagnie avait réussi à s'entendre avec des financiers anglais et allemands pour construire et exploiter la ligne qui lui tenait tant au cœur, mais cette combinaison n'eut aucune suite.

Le traité d'octobre 1869 fut approuvé le 15 juin 1871 par le parlement italien et l'échange des ratifications entre les trois Etats contractants eut lieu le 31 octobre de la même année.

Le 10 octobre, le comité du Gothard concluait avec un consortium allemand un contrat pour procurer à l'entreprise le capital nécessaire en dehors des subventions. Ce capital était évalué à 102 millions, dont un tiers, soit 34 millions, en actions, et deux tiers, soit 68 millions, en obligations. Un tiers de l'émission était réservé à la Suisse.

Le 2 novembre 1871, la Compagnie du Gothard se constituait et adoptait ses statuts, qui recevaient le len-

demain l'approbation du Conseil fédéral. Peu après, le conseil d'administration nommait une direction ayant à sa tête Alfred Escher, qui avait été l'âme de l'entreprise comme il avait été précédemment le promoteur de la Compagnie du Nord-Est.

La direction s'empessa d'organiser tous les services et de faire commencer les travaux. L'œuvre principale consistait dans le grand tunnel de Göschenen à Airolo, d'une longueur de 14 998 mètres. Un contrat en confia l'exécution à Louis Favre, entrepreneur à Genève. Ce contrat, complété de 1872 à 1879 par de nombreux actes additionnels, souleva des difficultés incessantes. La Compagnie et l'entrepreneur s'adressaient réciproquement des réclamations. Au milieu de la tension des rapports entre les deux parties, la mort subite de Favre, survenue le 19 juillet 1879 dans le tunnel même dont il était venu constater l'avancement, jeta une note tragique. Ses successeurs continuèrent les travaux. Le percement de la calotte centrale eut lieu le 29 février 1880 et l'achèvement du tunnel le 31 décembre 1881. Ce n'est que le 11 avril 1885 que les arbitres chargés de trancher le procès pendant entre la Compagnie et l'entrepreneur prononcèrent leur jugement. Les réclamations de l'entreprise s'élevaient à 14 706 000 francs, celles de la Compagnie à 8 829 000 francs. La sentence arbitrale n'adjugea à l'entreprise qu'une très faible partie de ses prétentions.

Mais, dans l'intervalle, une découverte effrayante venait surprendre la Compagnie. L'ingénieur en chef, Hellweg, dressait un nouveau devis d'après lequel les prévisions primitives pour l'établissement de toute la ligne étaient dépassées de 102 400 000 francs. La direction annonça la fatale nouvelle au Conseil fédéral, qui en fit immédiatement part à l'Allemagne et à l'Italie. En

outre, le 25 mars 1876, il nomma une commission d'experts chargée de contrôler le devis Hellweg, d'examiner les réductions qui pourraient y être faites, ainsi que les perspectives de rendement. Les experts évaluèrent le coût total de la ligne à 260 821 578 francs, ce qui ramenait le déficit à 73 800 000 francs. Des conférences eurent lieu à Lucerne entre les Etats subventionnants. Il fut convenu d'ajourner la construction des lignes d'accès nord. Dans ces conditions, le devis total était fixé à 227 millions. Les ressources antérieures s'élevant à 187 millions, il restait à trouver une somme de 40 millions.

Les Etats, refusant une garantie d'intérêt, se décidèrent pour des subventions complémentaires de 28 millions, dont 10 à fournir par l'Allemagne, 10 par l'Italie et 8 par la Suisse. Un traité additionnel fut conclu sur ces bases le 12 mars 1878. Mais on ne tarda pas à constater que les 8 millions à la charge de la Suisse ne pourraient pas être obtenus des cantons et des Compagnies du Central et du Nord-Est. A Zurich, entre autres, une votation populaire s'était prononcée contre toute nouvelle subvention. Le canton de Lucerne avait fait dépendre la sienne du transfert de toute l'administration de la Compagnie du Gothard à Lucerne, ce qui avait amené la retraite d'Alfred Escher. La somme assurée s'élevait à 4 815 000 francs. Il manquait donc environ 4 1/2 millions pour parfaire la part de 8 millions.

Le Conseil fédéral proposa aux chambres de prendre cette somme à la charge de la Confédération. Cette proposition souleva une violente opposition. Pour la première fois on voulait engager les finances fédérales dans la construction des chemins de fer, contrairement au principe adopté en 1852 d'abandonner ces entreprises à l'industrie privée. Les débats au Conseil national durèrent

du 8 au 14 août 1878. Un compromis proposé par M. Weck-Reynold, député de Fribourg, réussit à amener une entente. La Confédération accordait une subvention de 4 $\frac{1}{2}$ millions, non pas à la Compagnie du Gothard, mais aux cantons intéressés à ce passage. Elle assurait une subvention d'égale importance aux cantons de l'est et de l'ouest de la Suisse pour chacune des deux nouvelles traversées des Alpes projetées. En outre, elle accordait une subvention de 2 millions au canton du Tessin pour la ligne du Monte-Cenere (Lugano-Bellinzzone). Le Conseil des Etats adhéra à ces décisions le 20 août et le vote final des deux chambres eut lieu le 22 août. Soumise à la votation populaire, la loi fut acceptée le 19 janvier 1879 par 278 731 voix contre 115 571.

Le traité additionnel du 13 mars 1878 fut ratifié par le Reichstag et le parlement italien.

Un traité spécial fut conclu le 16 juin 1879 entre la Suisse et l'Italie au sujet de l'établissement de la ligne du Monte-Cenere pour laquelle l'Italie accordait une subvention de 3 millions, la Confédération suisse 2 et le canton du Tessin 1.

En 1879, la Compagnie du Gothard se réorganisa sur les bases résultant du nouvel état de choses. La ligne entière fut ouverte le 1^{er} juin 1882. A la fin de l'année suivante, le total des frais d'établissement s'élevait à 216 410 134 fr. Il y avait été fait face au moyen des ressources suivantes : subventions 119 millions ; actions 34 millions ; obligations 85 millions. Ensemble 238 millions.

Il restait donc disponible, à cette époque, un solde de 21 $\frac{1}{2}$ millions pour les travaux de parachèvement, la pose de doubles voies, les acquisitions de matériel, etc.

Dès son ouverture, le chemin de fer du Gothard acquit

une grande importance. Le trafic, tant voyageurs que marchandises, s'y développa d'une manière prodigieuse. La Compagnie put augmenter son capital-actions, convertir ses emprunts, en contracter de nouveaux, construire les lignes d'accès nord qui avaient été ajournées et distribuer de beaux dividendes à ses actionnaires. Elle était en pleine prospérité lorsque la Confédération, usant de son droit de rachat, prit possession de ses lignes pour les incorporer au réseau fédéral dès le 1^{er} mai 1909.

Le compte final établit le coût de la construction à 296 823 312 fr., réalisé au moyen de 119 millions de subventions, 50 d'actions et 117 d'obligations.

Conclusion.

Les pages qui précèdent n'ont pas la prétention d'être une histoire des chemins de fer suisses. Celui qui voudrait l'écrire devrait d'abord rassembler les matériaux nécessaires à cet effet, se livrer à de longues recherches dans des archives disséminées en de nombreux endroits et en partie détruites. Un pareil travail est au-dessus de nos forces. Nous nous sommes borné à une esquisse des faits principaux, destinée surtout à faire ressortir les difficultés qu'a rencontrées l'établissement des voies ferrées dans notre pays. On a vu que les Compagnies les plus solides, les mieux administrées, possédant les lignes les plus productives, n'ont pas échappé à des crises où leur existence a failli sombrer. Le tableau serait encore plus chargé si nous passions en revue les innombrables entreprises de moindre importance qui se sont créées sur tous les points du territoire et dont la plupart ne subsistent que grâce à l'appui des cantons et des communes.

Voilà, dira-t-on, les conséquences de la politique adoptée en 1852 par la majorité des chambres fédérales. Si

l'on n'avait pas abandonné la construction des chemins de fer à l'industrie privée, on aurait évité les luttes, les crises, les pertes qui se sont produites.

Il est certain que si la Confédération s'était chargée elle-même de cette construction, elle y aurait apporté plus de méthode, plus d'unité, plus de vues d'ensemble. Les rivalités qui ont provoqué des luttes si violentes n'auraient pas vu le jour ; les cantons et les communes se seraient épargné les lourdes charges qu'il ont dû imposer à leurs contribuables pour subventionner les lignes sur leur territoire ; enfin les capitalistes suisses et étrangers auraient économisé les centaines de millions qui ont été engloutis sous forme d'actions.

Mais il est non moins certain que le magnifique réseau, aux mailles si serrées, que nous possédons aujourd'hui n'existerait pas. Fidèle au programme que le Conseil fédéral traçait lui-même aux chambres lorsqu'il proposait la construction des chemins de fer par l'Etat, la Confédération n'aurait entrepris d'abord que les sections qui promettaient les plus beaux bénéfices ; elle aurait examiné avec les cantons si chaque ligne dont l'exécution était réclamée répondait bien à un intérêt justifiant les sacrifices exigés. Elle aurait sans doute construit en premier lieu l'artère principale proposée par les experts du Léman au lac de Constance, avec embranchements d'Olten sur Bâle et Lucerne. D'autres lignes n'auraient été établies que successivement et, quant aux doubles ou triples parallèles destinées à faire concurrence à l'artère principale, elles auraient été refusées ou ajournées aussi longtemps que possible, de même que les nombreuses lignes latérales secondaires, non prévues dans le plan primitif. Et on n'aurait pu reprocher à la Confédération d'avoir agi de la sorte puisque, seule chargée d'établir le

réseau des voies ferrées, elle aurait dû se procurer les capitaux nécessaires au moyen d'emprunts dont il fallait payer l'intérêt à échéances fixes, que les produits nets de l'exploitation fussent ou ne fussent pas suffisants pour en couvrir le montant. La participation financière des cantons, forcément limitée, n'aurait pas permis de pousser la construction sur une grande échelle. L'industrie privée a, par contre, la précieuse ressource des actions qui courent les chances, bonnes ou mauvaises, de l'entreprise et auxquelles on peut réduire ou supprimer les dividendes, pendant une série d'années.

Si la Confédération s'était réservé le monopole des chemins de fer, même en échelonnant leur établissement sur une longue période et en retardant le plus possible les lignes secondaires, elle eût dû contracter une dette énorme qui eût ébranlé son crédit. Ne pouvant trouver dans un petit pays comme la Suisse tous les capitaux nécessaires, elle aurait été obligée, aussi bien que les Compagnies, de s'adresser aux financiers étrangers dont les conditions seraient devenues plus dures à mesure que les appels auraient été plus fréquents et plus importants. Appliquant presque toutes ses ressources à son réseau de voies ferrées, elle aurait dû forcément limiter son action dans les autres domaines : instruction, travaux publics, défense nationale, œuvres économiques, etc. Nous croyons donc que, pour la Confédération, la décision prise par les chambres en 1852 a été sage et favorable à ses intérêts. Elle lui a permis de surveiller et de diriger la construction des chemins de fer sans puiser dans sa propre bourse, — sauf pour les traversées des Alpes. Elle lui a procuré la formation rapide d'un vaste réseau qui, en développant le commerce, l'industrie, l'agriculture, a augmenté le produit des douanes et facilité l'exercice de ses

propres monopoles : armée, postes, télégraphes. Quand la Confédération a jugé à propos d'user de son droit de rachat, elle a pu ne l'appliquer qu'aux lignes principales, en laissant de côté les chemins de fer secondaires, les lignes locales, de touristes, etc. Même pour le réseau principal, elle a pu attendre qu'il fût mis dans un état satisfaisant, que le trafic s'y fût développé et que les recettes fussent suffisantes pour couvrir toutes les charges.

Si on se place au point de vue de l'intérêt général, on doit aussi admettre que l'abandon à l'industrie privée de l'établissement des chemins de fer a été avantageux. Comme nous le disions tout à l'heure, c'est grâce à cette mesure que la Suisse possède un réseau si étendu, desservant presque toutes les parties de son territoire et y répandant le mouvement, le progrès, la vie.

Ceux qui ont pâti de la politique adoptée en 1852, ce sont les cantons et les communes, qui ont fait de gros sacrifices pour la construction des chemins de fer sur leur territoire et dont les finances sont devenues obérées essentiellement de ce chef. Il est vrai que, pour eux, les sacrifices ne sont pas restés improductifs, puisque leurs administrés profitent des avantages des voies ferrées.

Des victimes plus désintéressées, ce sont les souscripteurs primitifs d'actions qui en ont payé le montant intégralement, qui ont été privés pendant de nombreuses années de tout dividende et dont la plupart ont dû subir la perte partielle ou même totale du capital. On devrait leur en savoir quelque gré, au lieu de les accuser de cupidité, de spéculation et d'égoïsme.

ALBERT CUONY.

Lausanne, avril 1913.

LA SCIERIE DE MARIELS

ROMAN

TROISIÈME ET DERNIÈRE PARTIE ¹

VI

La chasse donnée à Moses Aschwanden commença donc. Ce fut une chasse acharnée, pareille à celle qui poursuit l'animal sauvage, une course folle à travers monts et champs, glapissante, farouche et sans merci. Les gens de Mariels formaient la meute ardente. Pendant que le grincheux piqueur, Jost Muheim, se rendait au cimetière dans un silence qu'il n'avait jamais observé de sa vie, ils s'élancèrent dans les montagnes en donnant de la voix. Après avoir couru trois jours, tantôt ci, tantôt là, montant à travers les forêts jusqu'aux glaciers, parcourant les alpages et les déserts pierreux des monts les plus sauvages, ils rentrèrent au village pareils à des chiens rendus. Un groupe d'entre eux, dont Joseph Lombardi faisait partie, croyait avoir trouvé une piste. Joseph ne voulut pas bouger avant que celle-ci eût été poussée assez loin ; son ardeur passionnée excita les autres qui le suivirent volontiers. Mais la piste se perdait dans la neige, au-dessus du Piz Blas, parmi les éboulis. Ils ne trouvèrent rien, quoiqu'ils eussent bien réellement reconnu les traces du fugitif.

¹ Pour les deux premières parties, voir les livraisons de septembre et octobre.

— Nous le prendrons, jura Joseph Lombardi ; que le diable m'emporte si je ne parviens pas à le découvrir !

Personne ne pouvait contester son énergie. Quoique très enclin à la vantardise, il avait des qualités qui imposaient l'estime : la persévérance acharnée, la finesse de la compréhension, et la force de travail. Il ne négligea pas un instant ses affaires, ni ses devoirs de fonctionnaire, et trouva néanmoins du temps pour combiner de nouvelles ruses afin de prendre le meurtrier. Quelques-uns affirmaient que Moses devait être au delà de toutes les montagnes, et cependant il n'avait pas là-haut de chemin de fer à son service pour courir plus vite. De pareils discours mettaient Joseph en fureur. Quant à lui, il savait mieux encore. Si jamais s'élevait dans son cœur un sentiment amical pour son ancien camarade, c'était lorsqu'il se remémorait l'amour touchant et bien connu qu'unissait, depuis tant d'années, la mère et le fils. Etant témoin du déclin de Julia Aschwanden, il se dit que Moses ne s'éloignerait pas de sa mère et qu'il essaierait sûrement de venir la voir. Il fit donc désormais ce qu'il avait trop négligé au commencement : il surveilla attentivement la maison de la veuve. Il surveilla également sa sœur, car il se défiait d'elle et celle-ci ne faisait rien pour dissiper cette défiance.

Un nuage lourd, sombre, pesait sur la scierie, jadis si paisible. Angelina maigrissait à vue d'œil, sa figure devenait tous les jours plus pâle et plus sérieuse. Elle perdit sa gaieté et sa douceur, même la belle et calme harmonie de ses mouvements jadis si mesurés ; ses traits devinrent impénétrables et son allure saccadée, passionnée, comme celle d'une personne qui est prête à chaque instant à affronter un danger menaçant avec la décision du désespoir. Le frère et la sœur passaient l'un devant l'autre sans se saluer et n'échangeaient plus un seul mot. Les repas, que la famille prenait toujours en commun, étaient maintenant un supplice pour tous.

Maria Lombardi ne put supporter longtemps ce malaise.

— Cela ne peut durer ainsi, dit-elle à ses enfants d'un ton

sévère et décidé. Je ne veux pas voir toute la journée les figures renfrognées que vous vous faites partout l'un à l'autre.

Angelina répondit la première, mais en laissant errer ça et là dans la chambre des yeux dont le clair regard ne se levait plus comme autrefois sur les autres.

— Aussi longtemps, dit-elle, qu'il poursuivra quelqu'un, qu'il aidera à lui courir sus pour le précipiter dans le malheur, je n'aurai plus rien à lui dire.

Sur ce, son frère éclata :

— Tu as la tête dérangée, toi ! Tu es une triste créature, pour tenir encore à un homme pareil. Je crois que tu lui prêterais encore secours au lieu de....

— Oui, je le ferai, interrompit Angelina ; au reste, je ne me laisserai pas salir par toi.

Et elle le regarda avec l'air de vouloir lui appliquer sa main sur la figure.

Son frère ne la reconnaissait plus, elle était pour lui une énigme.

— Eau dormante ! dit-il d'un ton moqueur.

Maria leur parla encore à l'un et à l'autre en leur faisant de vives remontrances. Puis, en colère, elle dit à Joseph :

— Laisse-le donc courir, ton Aschwanden ! Je ne veux pas avoir toute la maison sur le dos à cause de cette histoire.

Mais ses avertissements ne servirent à rien ; elle ne changea ni son fils, ni sa fille.

Le lendemain, Joseph revint du village en criant de loin à sa mère debout sur le seuil de la porte conduisant au chantier :

— Ne l'avais-je pas dit ? Il est encore dans le pays ; les vachers l'ont entendu deux fois tirer à Sasso-Rosso.

Puis, toujours avec la même animation, il appuya sur ce fait que Moses avait ses armes avec lui. Il devait donc être revenu à la maison. Comme Angelina passait en ce moment par hasard au bas du chantier, il la suivit des yeux en murmurant d'un ton haineux :

— Je ne sais pas... je ne sais pas si elle ne lui vient pas en aide.

Les recherches recommencèrent d'après un nouveau plan. La maison Aschwanden devint l'objet d'une étroite surveillance et on fit des menaces à Julia en la questionnant sur son fils, mais elle ne répondit même pas. Comme si elle eût perdu l'usage de la parole, elle resta assise, les yeux fixés sur le sol, avec le même regard désespéré qu'elle avait gardé depuis le crime de Moses. Ils jurèrent tous alors de la faire enfermer si elle aidait le fugitif et quittèrent la maison en faisant un tapage infernal. Mais la chasse qu'ils entreprirent dans les montagnes ne fut pas plus fructueuse que la première : ils ne prirent pas Moses.

Les gens de Mariels sentirent leur ardeur se refroidir. « Il faut laisser faire le temps, dirent-ils, il tombera de lui-même dans nos filets », et ils retournèrent à leur travail journalier. Ce travail les reprit tout entiers et pendant quelque temps ils oublièrent Moses. Joseph Lombardi lui-même parut se modérer. Au fond, il avait réfléchi qu'une attente prudente le conduirait au but plus tôt qu'un trop grand zèle. Il allait souvent seul dans les montagnes, le fusil sur l'épaule.

L'angoisse étreignait sa mère.

— Tu n'auras ni trêve ni repos jusqu'à ce qu'il t'arrive quelque chose, lui disait-elle, mécontente.

— Je n'ai pas peur de lui, répliquait-il. Puis il ajoutait : Je rougirais de honte devant mon domestique mort si je laissais ce vaurien en repos.

Il entendit lui-même les coups de fusil que ceux-ci ou ceux-là affirmaient venir de Moses.

Quelques semaines plus tard, le garde-forestier prétendit avoir aperçu le jeune Aschwanden.

C'est ainsi que par suite d'incidents successifs son affaire ne fut pas tout à fait oubliée.

L'été vint, chaud et magnifique.

Un jour, les soupçons de Joseph concernant sa sœur trouvèrent un nouvel aliment. Il n'avait pu empêcher Angelina

d'aller voir de temps en temps Julia Aschwanden, et sa mère n'avait pas voulu s'y opposer.

— Je n'abandonnerai pas la femme qui, sans moi, n'aurait personne, avait déclaré Angelina. Et sa voix gardait toujours ce ton provocant qui signifiait : « Défendez-le moi, si vous pouvez. »

Par deux fois il sembla à Joseph, dans la matinée, que sa sœur avait la mine d'une personne qui a veillé et s'est promenade toute la nuit. Il y avait aussi en elle comme un frais parfum nocturne. Il se promit de la surveiller encore plus rigoureusement ; car il éprouvait une sorte de haine contre la jeune fille qui se plaçait comme un obstacle sur son chemin.

Joseph avait deviné juste : Angelina allait dans les montagnes, pour y rencontrer Moses, plus souvent même que son frère ne le pensait. Une sorte de fièvre possédait la pauvrete, qui était autrefois une créature si douce, si ouverte, si calme, en son âme et en tout son être ; elle qui, jadis, n'aurait pas posé le pied sur une fleur, de peur de l'écraser, employait à présent toute son intelligence à combiner des ruses, et tressaillait de crainte en entendant le pas de sa mère ; les remords lui faisaient monter le sang au visage. Sa conscience était déchirée parce qu'elle trompait une mère qu'elle aimait tendrement. Pendant les repas, les morceaux l'étouffaient, et si quelqu'un lui adressait la parole, son cœur battait violemment de peur qu'on ne la questionnât sur ses cachotteries. Tout cela était contraire à sa nature, c'était une sorte de maladie provoquée par deux puissances irrésistibles : son amour pour Moses Aschwanden, et la triste expérience de l'injustice humaine qu'elle avait acquise à son sujet. Ces deux puissances avaient pénétré si profondément son âme qu'elles dénaturaient son caractère.

Moses n'avait plus pu revenir voir sa mère, les gens de Mariels le guettaient trop bien. Mais il avait de ses nouvelles, Julia en avait de son fils, et rien ne manquait au fugitif en fait de nourriture et de vêtements. Angelina était leur messagère ; elle avait appris à marcher la nuit par les sentiers détournés, à

se déguiser, à se diriger dans les ténèbres quand les arbres bruissaient, que les rochers, pareils à des animaux sauvages, lui barraient le passage, et que le vent gémissait dans les cavernes comme un homme appelant au secours. Elle tremblait en marchant, non de crainte, mais d'émotion, jusqu'à en serrer les dents, et n'aurait pas crié si quelqu'un l'avait attaquée, mais se serait défendue avec l'énergie de la colère, de la sourde irritation qu'elle portait en son sein contre le monde entier.

Malgré ses inquiétudes et ses déchirements intérieurs, la vie de la jeune fille comptait des heures heureuses : c'étaient celles où elle était avec Moses. Quand avait lieu une entrevue, ils fixaient le rendez-vous prochain à tel endroit et à telle époque. La première fois, Moses avait jeté à sa mère, par la fenêtre, un billet indiquant le lieu où on le trouverait. Ils se rencontraient tantôt dans un ravin de la forêt, tantôt dans un chalet alpestre abandonné, ou près d'un bloc de rocher dont la forme et la grandeur étaient remarquables. Le hasard voulut que le temps leur fût favorable : ils se trouvaient toujours réunis par des nuits calmes et étoilées. Ces belles nuits avaient un charme sacré, paisible, de sorte que les deux jeunes gens pouvaient oublier un moment par suite de quelles circonstances ils étaient dans une solitude aussi sauvage.

En s'abordant, et sous l'impression du danger qui planait sur eux, ils s'embrassaient avec une passion fougueuse ; puis Angelina se déchargeait de ses commissions et, Moses les ayant reçues, le calme, né sans doute du silence de la nuit, descendait peu à peu sur eux. Ils sentaient naître en leur âme la bonté et la noblesse. Ils s'asseyaient sur l'herbe ou sur une pierre, se serrant les mains sans parler, se jetant de temps en temps un regard empreint d'une tendresse profonde. Quelquefois ils faisaient ensemble un bout de chemin dans la nuit, se tenant par la taille et se pressant l'un contre l'autre. Leur cœur restait exempt de désirs charnels, ils n'éprouvaient en ces heures rares qu'un sentiment de satisfaction intense. Tous deux étaient encore, au fond, si purs, si enfants, qu'ils n'éprouvaient rien de plus que

l'amour chaste, reconnaissant, mélangé de pitié, qui avait grandi en eux depuis leur enfance.

Une fois Moses, qui ne pouvait toujours tenir son ardeur en bride, se jeta aux pieds d'Angelina, entoura ses genoux des deux bras, et la remercia en sanglotant. La parole lui manquait pour exprimer ses sentiments ; il sentait avec force et clarté qu'elle était, outre sa mère, la seule créature qui lui fît du bien et il ne pouvait que bégayer toujours :

— Qu'est-ce que je dois te dire ? Comment puis-je te rendre ce que tu fais pour moi ?

Mais se penchant, elle lui plaça les deux mains sur les épaules, et de ses lèvres lui toucha doucement le front.

— Tu ne dois plus en parler, dit-elle.

L'Alpe sur laquelle se passait cette scène était sombre. Mais à son horizon, où elle touchait au ciel, brillait une lumière douce, messagère du clair de lune qui allait venir, et à cette lueur on voyait distinctement s'incliner de longues et fines herbes agitées par un souffle de vent à peine sensible. Cette vie unique de la montagne, dans le silence de mort de la nuit, avait quelque chose d'étrange qui remplissait l'âme de paix.

Une certaine nuit tardive du mois d'août, Angelina se mit de nouveau en route pour aller vers Moses. Elle était partie de bonne heure de la maison, dès que l'obscurité fut assez profonde pour cacher son départ. Son frère était absent, elle avait fermé sa chambre et dit à sa mère qu'elle ne se sentait pas bien et voulait se coucher plus tôt ; malgré cela, elle était plus agitée et inquiète que les autres fois. Il est vrai qu'il fallait aller loin cette nuit-là. L'ouverture de la chasse venait d'avoir lieu, et de peur de rencontrer des chasseurs, Moses ne pouvait venir au-devant de sa petite amie. Il l'attendait sur l'Alpe morte. Celle-ci avait été bouleversée, bien des années auparavant, par la chute d'une montagne ; des rochers l'entouraient de trois côtés et le quatrième n'était qu'une lande déserte et rocailleuse, reste de l'éboulement, entrecoupée çà et là de quelques places herbeuses, derniers vestiges de riches prairies ; une hutte, creu-

sée dans la pierre brute, formait l'unique abri de cette vaste solitude.

Angelina s'arrêta quand elle eut atteint la hauteur. On n'entendait d'autre bruit que celui du vent jouant avec les nuages et les étoiles ; tantôt il chassait devant lui les nuées comme un paisible troupeau ; tantôt il déchirait violemment leur voile sombre, permettant ainsi à quelques étoiles de briller un instant d'une lueur claire et calme au-dessus de la hutte isolée. Angelina essaya de percer l'obscurité. Ses yeux distinguèrent d'abord quelques blocs de pierre, et elle reconnut bientôt le toit de chaume, pourri et noirci, de la petite cabane ; mais nul être vivant n'était visible dans le voisinage, Moses ne guettait pas son arrivée. L'angoisse qui serrait le cœur de la jeune fille depuis son départ de la maison l'étreignit alors avec une nouvelle force ; elle eut un mouvement de recul, respirant à peine, sentant quelque chose la prendre à la gorge. Mensonge, sourdes menées, guerre sans merci ! La vie n'était-elle pas effroyable ? Elle dut s'asseoir un instant, ses jambes se dérobaient sous elle.

Une rafale survint, balayant la vallée déserte. Quand elle s'y engouffra en hurlant, ou eût dit une troupe de cavaliers furieux se précipitant dans l'abîme.

Pourquoi donc Moses ne se montrait-il pas ? Le danger était-il si grand qu'il n'osât sortir de la hutte ?

Angelina réfléchit un moment et sentit se fortifier la conviction qu'elle avait depuis longtemps : Moses ne pouvait rester ici, il devait quitter le pays. D'ailleurs il avait fait déjà moins de résistance lors de leur dernière entrevue. « S'il faut que je supporte toujours cette oisiveté, avait-il dit, cette vie paresseuse et sans but, je n'y tiendrai pas. » Sa mère seule le retenait encore ; il ne voulait pas partir sans lui dire adieu, il voulait pouvoir lui parler encore une heure pour décider avec elle quand et comment elle le suivrait.

L'esprit d'Angelina était en ébullition. Elle se leva, plongée profondément dans ses pensées. Tout cela devait changer, elle ne pouvait supporter plus longtemps cette situation. Il fallait

mettre un terme à ses angoisses pour Moses, à la douleur que lui causait sa propre mère et aussi... certes oui, aussi son frère.

La voici en face de la cabane. Elle distingue les murs de pierres brutes, la mousse et l'herbe qui ont crû entre les interstices non cimentés. Une baie noire s'ouvre dans un des murs, celle de la fenêtre. Elle est fermée à l'intérieur par une planche, mais on aperçoit par les fentes une petite lumière rouge. Angelina est alors sûre que Moses est là. Elle respire plus à l'aise et se hâte de courir vers l'entrée où manque la porte. La chandelle qui brûlait à l'intérieur éclairait l'herbe sur un certain espace devant le seuil. L'intérieur de la cabane était misérable, un des coins noirci par la fumée indiquait la place où l'on suspendait autrefois le chaudron pour faire le fromage ; un feu se mourait dans l'âtre. Contre le mur opposé se voyait un cadre formé de quatre planches servant de lit, rempli de foin. Là était couché Moses Aschwanden, enveloppé dans une couverture. Il se mit sur son séant, en entendant quelqu'un venir, sortit les pieds de sa couche comme s'il voulait se lever, mais un frisson l'obligea à se remettre sous la couverture.

— Est-ce toi qui viens, ma chérie ? demanda-t-il.

L'amour mettait un sourire sur son visage, mais ses traits avaient la blancheur de la cire. Une crispation trahissait sa douleur. Sa tête offrait une apparence surnaturelle ; on eût dit du marbre à la lueur de la chandelle, et ses cheveux ressemblaient au feu du foyer.

— Es-tu malade ? questionna à son tour Angelina. C'était le pire de tout ce qui pouvait arriver. Qui donc le soignerait et comment fuirait-il le danger ?

Il essaya de la tranquilliser par un sourire, car il voyait son effroi terrible.

— J'ai bu de l'eau d'un ruisseau là en bas, dit-il en indiquant un endroit de la main ; était-elle malsaine ou trop glacée?... la fièvre m'a pris depuis ce moment ; cela passera bientôt.

Angelina eut le pressentiment qu'un malheur était dans l'air. Elle en oublia tout ce qu'elle avait à lui dire. « Je veux... il

faut... » bégaya-t-elle en laissant glisser à terre le sac de montagne qu'elle portait sur le dos. Puis elle chercha dans la cabane quelque chose qu'elle pût faire cuire, mais ne trouva que du café. Elle attisa le feu, qui flamba bientôt. Ses mains tremblaient, il fallait se hâter, car son temps était mesuré.

Moses la regardait de sa couche. Parfois il serrait les lèvres de douleur, ou un frisson parcourait tous ses membres. Tout en travaillant, Angelina causait. Elle transmit à Moses le bonjour affectueux de sa mère et raconta que tout était en ordre chez elle. Puis, pressée par ses sentiments intimes, elle dit comment son frère l'espionnait pas à pas, qu'un tel état de chose ne pouvait durer et que lui, Moses, devait quitter le pays.

— Je le vois bien moi-même, avoua-t-il, et ils tinrent conseil, s'entretenant en phrases brèves, entrecoupées, pendant qu'elle achevait de préparer une boisson chaude qu'elle lui donna.

Si rien ne changeait dans la situation, il partirait sans revoir sa mère, le danger était vraiment trop pressant.

— Je partirai dès que je me sentirai mieux, dit-il enfin. J'irai dans les Grisons, et de là en Tyrol. Je trouverais aussi du travail en Suisse romande, m'a dit un camarade.

— Promets-moi que c'est ce que tu feras, insista Angelina. Il lui donna la main comme gage de sa parole.

— Te verrai-je encore une fois? demanda-t-il.

Elle hésita et réfléchit.

— Il faut que je m'assure de ton départ, dit-elle alors. Je reviendrai donc après-demain si je le puis; mais ne m'attends pas. Je t'écirai plus tard, dès que je saurai où tu es, je t'écirai en secret. Mais pars... dès que tu le pourras.

Tout en le pressant ainsi, elle sentait croître son angoisse. Une fois même, trompée par son imagination, elle se détourna vivement vers l'entrée de la hutte, ayant cru voir passer une forme quelconque devant l'ouverture éclairée par le feu.

Moses commençait à se sentir mieux, il ne frissonnait plus. Il s'étendit de tout son long, bien à son aise dans le foin, et Angelina arrangea la couverture sur lui de façon à le tenir au

chaud. Puis, s'agenouillant à côté de sa couche, elle prit ses deux mains dans les siennes. Un reflet de la paix et de la puissance de leur amour les enveloppa et ils oublièrent un moment danger et soucis. Moses dégagea sa main droite, dont il caressa l'opulente chevelure blonde de la jeune fille en restant absorbé dans ses pensées.

— Nous ne nous reverrons peut-être jamais, petite Angelina, dit-il du ton dont il lui parlait lorsqu'elle était enfant.

— Il faut toujours espérer le meilleur, répliqua-t-elle ; je ne t'oublierai jamais, et peut-être, qui sait ce qui peut arriver ? peut-être irai-je te rejoindre dans quelques années.

Il la regarda tout surpris, retira sa main et lui jeta un coup d'œil troublé. Peut-être était-ce l'étreinte de la maladie qui lui donna cette pensée : « Oublie-t-elle que j'ai commis un meurtre ? »

— Ne sais-tu pas.... commença-t-il.

Mais devinant à son expression ce qui l'inquiétait, elle l'interrompit :

— Je n'y pense plus, dit-elle ; je sais comment les choses se sont passées, cela ne pouvait finir autrement. Et c'est parce qu'ils t'ont poussé à bout que je veux partir aussi et aller où tu iras.

Il soupira, reprit son calme et laissa encore ses mains glisser dans les siennes, On n'entendait plus aucun bruit : seul, le bois qui brûlait dans l'âtre pétillait par intervalles, ou le vent gémissait au dehors.

Une heure s'écoula ainsi. Angelina se souvint alors qu'il était temps de retourner à la maison. Elle arrangea une dernière fois le lit de Moses, lui demanda encore anxieusement comment il se trouvait et l'adjura de nouveau de s'enfuir, sentant se réveiller son trouble. Il promit tout ce qu'elle voulut. Son visage était toujours très pâle, mais il assura qu'il se sentait mieux, et peut-être pourrait-il déjà partir dès le lendemain matin. Il ne laissa pas remarquer à la jeune fille que les douleurs le reprenaient déjà et serrait les dents lorsqu'elle le regardait.

Enfin il fallut se séparer. Angelina l'embrassa comme une

sœur embrasse son frère. Il sentit alors qu'elle devait avoir pleuré, car ses joues étaient humides. Puis elle s'en alla dans la nuit.

VII

Joseph rencontra sa sœur dans le vestibule comme elle sortait de sa chambre, au matin qui suivit sa course nocturne à l'Alpe morte.

— Où as-tu été? lui dit-il du ton rempli d'animosité qui régnait maintenant entre eux.

— Que veux-tu dire? répliqua-t-elle.

On la sentait prête au combat comme à l'approche du danger.

— On t'a cherchée hier, continua-t-il, l'air menaçant.

Elle garda le silence, sachant le mensonge inutile, car elle ne s'était couchée qu'à l'aube. Il était sûrement venu voir dans sa chambre, pour se convaincre de son absence, et son secret était éventé!

— Tu ne veux pas me dire où il est? continua le frère dans un mécontentement croissant, lui prouvant justement par ces paroles qu'il était convaincu qu'elle était allée voir Moses.

— Laisse-moi passer, ordonna la jeune fille, voyant qu'il lui barrait le chemin de la chambre commune.

— C'est vraiment beau de ta part, ma sœur! reprit-il, tandis que sa colère augmentait visiblement; être de connivence avec un meurtrier, faire tout ce qui est possible pour empêcher la justice de suivre son cours!

Soudain, il s'élança sur elle. La conviction d'être dans son droit, de remplir avec zèle son devoir, peut-être aussi sa fierté d'homme blessé par un insuccès continu, tout cela fit monter sa colère au paroxysme. Il saisit Angelina avec brutalité et voulut la contraindre à plier le genou.

— Tu me diras où il est! cria-t-il en la prenant à la gorge; dussé-je te battre à coups de fouet, je saurai où il est!

— Joseph! Joseph!

M^{me} Maria se précipita hors de la salle, attirée par le bruit, et tira violemment Joseph en arrière; car son exaspération et

sa douleur de la discorde familiale donnaient en ce moment à la vaillante femme une force terrible.

— Etes-vous hors de sens ? s'écria-t-elle en apostrophant ses enfants.

Angelina se leva prestement de la position à demi courbée à laquelle son frère l'avait contrainte, étant le plus fort. Elle était outrée de la violence qu'on voulait lui faire, à elle et à Moses.

— Il est loin ! cria-t-elle à son frère d'un ton triomphant. Je veux te le dire pour que tu le saches. A présent, il est loin, bien loin. Tu ne le trouveras plus !

Et dans l'oubli d'elle-même où la jetait sa colère, sortant de sa faiblesse, de son inconscience et de sa torpeur, elle brandit le poing vers Joseph.

Celui-ci pâlit et, anéanti par ce coup imprévu, ne put ni bouger ni parler.

Maria Lombardi conduisit sa fille dans la chambre et lui dit d'un ton péremptoire :

— Il est temps que cela finisse ; je te conduirai chez mon frère, à Uri.

La journée qui suivit ce matin-là fut épouvantable. Joseph, il est vrai, s'était calmé après une conversation avec sa mère où celle-ci lui fit part de sa décision à l'égard d'Angelina ; mais une oppression pesait sur la maison. La mère et les deux enfants formaient, semblait-il, trois partis ennemis. Ils ne prirent pas leurs repas en commun comme de coutume ; M^{me} Maria s'assit seule à table pour dîner et souper, tandis que Joseph mangea au village sous prétexte de travail, et qu'Angelina se contenta d'une bouchée de pain prise dans l'armoire, machinalement du reste et sans même en avoir conscience, et non par faim. Cependant, au fond de l'âme, ils souffraient tous les uns pour les autres. Au milieu du trouble intime provoqué par la colère, chacun d'eux soupirait, sans se l'avouer, après la paix familiale d'autrefois, et éprouvait pour les siens une affection si grande qu'il en était consumé et aurait éprouvé une réelle douceur à pouvoir leur dire une bonne parole.

Angelina passa dans sa chambre la plus grande partie de la journée. Une fois, cependant, elle sortit de la maison et alla voir Julia Aschwanden pour lui parler de Moses et lui annoncer son départ.

Le visage ridé et jauni de la pauvre femme malade se contracta, et elle eut un moment d'angoisse en cherchant à retenir les larmes qui l'étouffaient. Cependant elle laissa échapper cette exclamation venue du plus profond de son cœur :

— Dieu soit béni !

Maria Lombardi avait vu sa fille sortir, mais ne l'avait pas rappelée : « Demain, pensa-t-elle, demain cela finira. »

Joseph prévint le village de Mariels de la fuite de Moses. Il ne doutait pas de la véracité de sa sœur, mais annonça la nouvelle à sa façon. « Angelina pense qu'il s'est enfui, dit-il ; vous savez qu'elle va toujours, par pitié, voir M^{me} Aschwanden ; eh bien, la vieille croit que son fils est parti. »

Il ménageait sa sœur malgré toute la colère qu'il ressentait contre elle.

Les habitants du village murmurèrent ; c'était une honte pour eux que le rouge se fût enfui. Et ils discutèrent entre eux sur les chemins qu'ils auraient dû prendre pour atteindre Moses.

— Je ne puis rien prévoir, dit Joseph Lombardi, mais si j'apprends par hasard où il est, je mettrai immédiatement la police à ses trousses. Toute nation doit livrer les meurtriers.

Les gens de Mariels se regardèrent : ils commençaient à sourire entre eux de Joseph, qui promettait beaucoup et n'arrivait à rien.

Le soir arriva enfin, les trois habitants de la scierie restèrent encore chacun dans leur coin. Les domestiques et la servante secouaient la tête. « Mauvais temps, saperlotte ! » disaient-ils, tout en éprouvant au fond une certaine joie du désarroi de ceux qui les commandaient.

Angelina s'était retirée dans sa chambre, où elle se tenait oisive. Que devait-elle faire ? Tout lui était égal. Elle n'avait plus ni espérance, ni ambition, plus qu'une sourde animosité et une douleur lancinante. Demain elle partirait pour Uri. Et pour-

quoi pas ? Elle irait là volontiers, y travaillerait... et une douce joie la pénétra un long moment ; elle n'aurait plus besoin de se surveiller, il n'y aurait plus de disputes. Mais perdre sa mère était pour elle un nouveau tourment.

Par sa fenêtre, elle voyait le ciel couvert de nuages. Il faisait froid, la journée avait été pluvieuse, la neige était tombée sur les montagnes, et maintenant on remarquait ce mouvement de va-et-vient des nuages qui précède l'éclaircissement du temps.

Angelina était assise au bord de son lit, les mains sur ses genoux ; contente de ne voir personne, ni mère, ni frère, elle pensait à Moses qui, sans doute, était en route. Il ne lui vint pas à l'idée qu'il en pouvait être autrement, que la maladie du jeune homme avait pu empirer.

Au bout de quelque temps, elle vit une étoile briller devant sa fenêtre. Sa douce et pure lumière scintillait au milieu d'un espace de ciel bleu entouré de nuages, comme une petite île lumineuse dans une mer encadrée de montagnes. Le regard de la jeune fille ne pouvait se détacher de cette étoile dont la vue ramena la paix dans son âme. Elle s'étendit alors sur son lit, pensant pouvoir dormir ; peut-être était-ce aussi la fatigue qui la saisissait. A peine avait-elle posé sa tête sur l'oreiller qu'elle entendit le chien s'agiter et des pas s'approcher sur le chantier. Puis quelqu'un frappa doucement à la porte de la maison. Il n'y avait rien là d'extraordinaire, et cependant elle tressaillit de frayeur, s'élança hors du lit et s'approcha de la porte de sa chambre. Elle entendit alors son frère sortir de la pièce qui lui tenait lieu de cabinet de travail, ouvrir la porte d'entrée et entamer une conversation qui, commencée à haute voix, s'acheva d'un ton plus bas.

Était-ce une illusion ou était-ce réel ? Il lui sembla reconnaître la voix du chef de gare. Elle n'en était pas sûre et sut plus tard qu'elle avait deviné juste, mais un certain pressentiment lui persuada que c'était bien lui et personne d'autre. Son cœur se mit à battre à coups redoublés, tout son calme s'envola ainsi que le besoin de dormir. Elle ne sentait plus que sa colère et une fureur sauvage lui revint.

En bas, Joseph était rentré dans sa chambre ; au bout de quelques instants, sa sœur l'entendit sortir de la maison avec l'individu qui était venu. Ils paraissaient se hâter.

Angelina retourna à sa place. Un désir violent la prit de courir en bas, s'enquérir de ce qu'il y avait, mais elle n'osa pas à cause de la gêne qui régnait entre elle et sa mère. Ne pouvant se dominer, ni dormir, elle resta assise et attendit, l'oreille au guet.

Joseph rentrerait-il ?

Parfois l'inquiétude la poussait à arpenter sa chambre en tous sens. Mais Joseph ne revenait pas.

L'étoile qui brillait devant sa fenêtre n'était plus seule ; les petits yeux d'or du ciel scintillaient par milliers ; les nuages couraient vers le sud.

Joseph ne revenait toujours pas.

Angelina se mit à la fenêtre. Le ciel s'était complètement éclairci, à peine voyait-on encore au loin, tout au loin, quelques nuages d'un noir brunâtre, du côté du sud.

L'indécision de la jeune fille grandissait avec son effroi ; qu'est-ce que Joseph faisait donc au village ? où était-il allé ? pourquoi ne rentrait-il pas ? Moses était-il....

Pour la première fois la pensée lui traversa l'esprit, comme un éclair, que Moses pouvait être encore sur l'Alpe et que le chef de gare l'avait trouvé. Dès que cette idée lui fut venue, son hésitation cessa entièrement. Elle prit un châle dans une armoire, s'en enveloppa, ouvrit la porte avec précaution et prêta l'oreille aux bruits d'en bas. Tout était tranquille, le vieux chien seul devait être éveillé, on entendait son pas lourd résonner dans le corridor. Angelina se glissa sur l'escalier lorsque soudain elle s'arrêta et écouta de nouveau.

Qui donc vient là ?

C'est comme l'approche d'une troupe, comme des piétinements, et on distingue le murmure de nombreuses voix. Puis on perçoit un appel très net. Ils viennent ! Joseph ! Il amène des gens !

La jeune fille reste immobile au haut de l'escalier et attend,

la respiration coupée par les battements violents de son cœur. Elle entend alors distinctement une troupe de gens s'approcher ; les voilà dans la rue, à présent ils sont derrière la porte de la maison ; Joseph est parmi eux, sa voix domine parfois celle des autres. Il parle d'abord tout contre la porte, puis dans le corridor, et Angelina l'entend jeter ces mots d'un ton décidé :

— Je ne veux pas aller les mains vides quand vous êtes tous armés ; on ne sait jamais ce qui peut arriver.

— Peut-être sera-t-il déjà crevé quand nous arriverons, dit une voix grossière venant du dehors.

Ils l'ont trouvé ! Moses ! Seigneur !

Angelina n'a plus conscience de ses actes, ses pensées sont confuses. Que faut-il faire ? Que va-t-il se passer ?...

Elle ouvre précipitamment la fenêtre qui se trouve au-dessus de l'escalier. Celle-ci grince légèrement, mais les gens qui sont en bas font un tel vacarme qu'ils n'entendent rien. La jeune fille voit alors la troupe : ils sont là trente, quarante hommes, armés de bâtons, de fusils, quelques-uns de haches. Elle remarque le vieux et maigre forgeron, ivrogne fieffé, avec ses deux jeunes apprentis, un grossier patron, connu par son amour de la dispute et particulièrement dangereux quand il chôme le lundi. Puis le boucher, petit homme trapu, au cou de taureau, aux mains charnues qui paraissent couvertes de sang même les jours fériés. Un bon nombre de paysans sont aussi là, surtout des jeunes gens. Ils ont tous la gaieté exubérante qu'ils montrent dans une salle de bal, ils ne tiennent plus en place, de temps à autre l'un d'eux pousse un cri de joie, ils paraissent aller à une fête. Le syndic de la commune est également venu, un homme à barbe noire, grand, bien fait, et très digne. Angelina le connaît. C'est un travailleur, brutal dans le sentiment de l'autorité qui lui est confiée, très à craindre lorsque la colère le domine.

Joseph revient, armé d'un fusil comme ses compagnons. A l'instant où il les rejoignait, un de ces derniers remarqua Angelina à la fenêtre.

— Adieu, Angelina, cria-t-il, nous allons à la chasse et cette

fois nous ne reviendrons pas sans lui ; le chef de gare sait où il est.

Il salua de la main la jeune fille, ses camarades en firent autant. Joseph avait jeté aussi un coup d'œil à sa sœur, mais il se détourna promptement et dit à voix basse à ses compagnons quelques paroles qu'elle ne put comprendre. Puis la troupe se mit en marche, traversa le chantier et se dirigea vers la montagne.

Angelina resta d'abord interdite, les yeux grands ouverts, les mains accrochées au rebord de la fenêtre. Son premier mouvement fut de crier : « Restez ici, pour l'amour de Dieu, du Dieu tout-puissant ! N'allez pas là-bas ! » Il lui sembla bien qu'elle leur criait effectivement quelque chose, mais ce ne fut qu'un son rauque qui sortit de sa gorge.

Le chien avait quitté le corridor et se promenait sur la place. Puis M^{me} Maria parut sur le seuil de la porte et regarda un instant les hommes. L'animal, en ce moment, découvrit Angelina à la fenêtre, frétille de joie et ne détacha plus d'elle ses bons yeux. Cela suffit pour la tirer de sa torpeur. Sa mère n'allait-elle pas aussi la remarquer ? Or, la jeune fille tenait à ne pas être vue, et elle recula vivement. Ses pensées se coordonnèrent enfin et elle vit en un éclair ce qu'elle avait à faire. Non, non, elle ne laisserait pas Moses tomber entre leurs mains ! Elle allait suivre la troupe. Tout à l'heure elle se sentait encore fatiguée de sa dernière course, mais à présent... ah ! elle arriverait là-haut encore avant eux, elle....

Une excitation folle la saisit. Du danger, elle n'en avait cure ! Elle ne craignait plus rien, absolument rien !

M^{me} Maria venait de rentrer dans la maison, on l'entendit fermer la porte de la chambre commune. Angelina profita de cette minute pour s'élancer dehors, sans se soucier d'ailleurs que sa mère l'entendit ou non : rien n'aurait pu la retenir. Le chien sauta contre elle ; jamais elle ne le renvoyait en pareil cas sans une bonne parole, mais en ce moment elle n'y prit pas garde. Enveloppée dans son châle, ses blonds cheveux en dé-

sordre, elle courut vers la montagne. Le chien la suivit un bout de chemin, puis, se voyant oublié, s'en retourna tristement.

Angelina dut bientôt s'arrêter pour reprendre haleine. Son corps avait moins de force que sa volonté énergique, les hommes qui la précédaient à une bonne distance étaient plus robustes et plus alertes qu'elle. Mais une ardeur sauvage la poussait, et dès qu'elle se fut reposée un instant, son angoisse aiguë la lança de nouveau en avant.

La nuit touchait à sa fin, l'aube s'approchait, amenant la fraîcheur et la clarté. Le sentier que suivait Angelina passait par une forêt abrupte et rocailleuse, où le son résonnait mieux que sur le sol de l'Alpe. Au-dessus d'elle, la jeune fille entendait les voix et les pas des gens de Mariels : ils devaient l'entourer ! Ses genoux tremblaient, sa poitrine haletait, elle était hors d'haleine, mais elle courait toujours comme le vent. Arrivée près des arbres entre les troncs desquels on voyait se faufiler les derniers de la bande, elle entra à son tour dans la forêt, se glissa à travers les broussailles, escalada les rochers moussus, et parvint à devancer les paysans. Elle ne sut jamais comment elle arriva, malgré les mauvais chemins, et obligée de prendre garde aux autres et de se cacher. Mais elle ne songeait à rien d'autre qu'à courir en avant, s'aidant des pieds et des mains. Sa gorge était sèche, chaque mouvement lui causait une douleur au front. Des branches d'arbres accrochaient ses blondes nattes, elle les tirait pour s'en détacher, et bientôt ses cheveux pendirent sur son dos, semés de brindilles de tous les buissons. Une balafre sanglante courait le long de sa joue déchirée par une épine. Les manches de sa robe sombre étaient en lambeaux.

Enfin voici Angelina Lombardi parvenue aux derniers arbres de la forêt, le désert rocailleux de l'Alpe morte s'étend devant elle. A la lueur incertaine d'une aube grise et trouble, les blocs de rochers ressemblent à un troupeau de bêtes sauvages endormies. Un sentier à peine visible, serpentant entre les blocs, la conduit à la hutte où Moses doit se trouver encore. Angelina

court de toutes ses forces, car elle entend les hommes s'approcher. Elle trébuche, le vertige la saisit, mais elle s'élance encore plus vite, comme le cerf poursuivi par la meute. Peu lui importe maintenant d'être vue, elle ne sait plus, du reste, à quoi elle pense, ni si elle se hâte pour protéger Moses, ou pour se protéger elle-même contre les arrivants. Elle ne sait plus rien, sinon... qu'elle veut arriver jusqu'à lui.

Lorsque Joseph, qui n'avait cessé de marcher le premier tout le long du chemin, arriva hors de la forêt, il aperçut entre les rochers, au-dessus de lui, la silhouette d'une femme se dessinant claire et nette sur le ciel lumineux.

— Qu'est-ce que cela ? demanda-t-il.

Il s'arrêta, montrant l'étrange apparition qui, soudain, disparut. Ses compagnons s'arrêtèrent également. Joseph pensa bien à sa sœur, mais rejeta cette idée ; ne l'avait-il pas vue debout à la fenêtre de la scierie ? Toute la troupe resta un moment ahurie. N'était-ce pas une apparition surnaturelle qu'on venait d'apercevoir là-haut ? Les plus superstitieux ne purent se défendre d'un léger frisson.

— Il faut être prudent, dit Joseph, il a ses armes.

— Prudence, prudence, se murmurèrent-ils de bouche en bouche en avançant plus lentement et sans bruit.

Angelina est arrivée à la cabane. Elle reprend son souffle et de nouvelles forces en retrouvant le sol uni sous ses pieds. Sans réfléchir ni se reposer, elle se précipite à l'intérieur de la hutte et voit que Moses, en effet, est encore là. Couché sur le foin en désordre, il se tord de douleur.

— Moses ! s'écrie-t-elle.

Sa voix a un effet magique. Il ne sent plus la douleur en voyant la jeune fille, place ses poings sur sa couche et se soulève avec effort. Elle distingue alors son visage : sa chevelure rouge est ébouriffée, ses traits sont convulsés, ses yeux ont l'expression de ceux d'un mourant.

Angelina entend sur les pierres le son des chaussures ferrées. Elle n'a plus le temps de réfléchir à ce qu'il faut dire :

— Ils viennent ! crie-t-elle, ils veulent t'emmener !

Elle l'aide à se lever, lui donne elle-même son fusil posé auprès de la couche de foin. Le temps presse, le danger imminent aide le jeune homme à surmonter le mal terrible contre lequel il lutte depuis la dernière visite d'Angelina. Si un médecin avait été là, peut-être aurait-il pu le sauver par une prompte intervention ; mais le temps avait passé, et Moses Aschwanden touchait à ses derniers moments lorsqu'il se leva de sa couche pour fuir.

Angelina le soutient, car il chancelle. Ils sortent de la hutte, mais voient aussitôt qu'il est trop tard.

Un cri de joie, des hurlements, des malédictions se font entendre sur l'Alpe. Les gens de Mariels sont déjà là et ceux qui tiennent un fusil se mettent sous les armes.

C'est un matin solennel. L'Alpe morte forme un plateau long et large entouré d'une couronne de cimes aux neiges éternelles, qui ne paraissent pas très élevées de cet endroit, mais dont la base repose à une profondeur insondable. Elles entourent l'Alpe comme d'une blanche ceinture de fortifications. L'aube éclaire en cet instant le ciel vers lequel elles s'élèvent. Mais il y a encore des ombres, des ombres étranges, renvoyant une faible lueur, de sorte que les fentes des cimes ressemblent à des blessures récentes, ouvertes par la hache, que leurs arêtes couleur d'acier se dessinent nettement, que leurs parois semblent respirer, pareilles au sein d'une femme. Ces montagnes forment une enceinte qui s'illumine subitement à l'instant où Moses et Angelina sortent de la hutte. Qui sait comment et d'où vient cette lumière ? D'abord rosée, elle prend une teinte plus ardente et se répand sur toute l'Alpe.

C'est un matin solennel.

Des cris rompent le silence :

— Le voilà ! Tirons ensemble sur lui, le chien ! Non, non ! Tuez-le ! Va-t'en, jeune fille !

Moses Aschwanden s'était appuyé au mur de la cabane, ayant à peine la force de se tenir debout ; mais en entendant ces

cris, il reprit son énergie. Son visage, plus blanc que la neige qui couvrait les montagnes, paraissait auréolé par la lumière matinale.

On entendit des coups de fusil.

— Prenez garde à ma sœur ! s'écria Joseph Lombardi.

Les balles frappèrent les murs de la hutte, quelques pierres volèrent en éclats.

Moses se sent saisi de colère. Ce n'est plus la rouge lueur matinale qui enflamme son visage. Il lève son fusil, tire, le recharge et tire plusieurs fois ; c'est un éclair continu. Il ne peut viser, ayant le vertige, mais il tire à tout hasard dans le groupe serré qui l'assaille. L'un tombe à la renverse et reste couché, un autre s'élance de côté en boitant.

Les hommes de Mariels écument de rage :

— Assassin ! Chien maudit !

Avec une soif de sang, une férocité de bêtes sauvages, un sentiment dénué de toute pitié, qui n'a plus rien d'humain, ils se précipitent vers Moses.

Angelina voit leurs visages rouges de fureur, leurs yeux injectés de sang. Le forgeron et ses apprentis sont au premier rang, pareils à des loups féroces. Puis le boucher, qui se carre en brandissant la hache avec laquelle il assomme les bœufs. Et le syndic, les traits empreints d'une colère sauvage, un des plus terribles quand il ne se possède plus ! Et Angelina n'ignore pas ce que sont les gens de Mariels lorsqu'ils croient que quelqu'un leur a fait tort ou a mérité un châtement. Ils foulent aux pieds leur adversaire, le mettent en pièces, sans s'inquiéter s'il est encore en vie. Le courage désespéré de la jeune fille est à son apogée. Elle a tout son bon sens et ne ressent plus qu'une pitié ardente pour le malheureux qui est à ses côtés ; son unique pensée est celle-ci : « Ils ne te déchireront pas comme une bête fauve, ils.... »

Angelina saisit l'arme que tient Moses, sans voir qu'un instant plus tard elle aurait glissé de ses mains impuissantes, sans voir que la mort est déjà dans ses yeux et que ses genoux fléchissent. Elle lève l'arme, bien haut, d'un mouvement large

et rapide, mue par la pitié et l'amour qui brûle dans son cœur, et frappe de la crosse la tête de Moses qui s'affaisse.

Et elle reste debout devant le cadavre, les deux mains pendantes, la poitrine en avant, la figure défaite, les cheveux en désordre, dévisageant les hommes qui la pressent de tous côtés.

Ceux-ci restent interdits... figés de stupeur. Qu'est-ce que cette jeune fille a fait ? Elle a frappé à mort le meurtrier ! Peut-être que l'un ou l'autre d'entre eux ne serait plus en vie si elle n'avait agi ainsi. Elle se tient là, immobile, regardant autour d'elle d'un œil hagard, comme une personne privée de raison. Est-ce bien la douce Angelina ?

Leur fureur s'est calmée subitement, maintenant qu'ils n'ont plus d'ennemi devant eux. La réaction s'opère, ils sont en proie à une sorte de consternation stupide qui les paralyse.

— Angelina ! dit Joseph d'une voix angoissée qui peut à peine sortir de son gosier.

Angelina sait maintenant que celui qui est couché là n'a plus besoin de sa protection. Son jeune visage est d'une pâleur de cire, il est durci, amaigri, vieilli.

— Etes-vous contents, à présent ? dit-elle au majestueux syndic.

Ils ne savent pas ce qu'ils doivent faire d'elle. Quel mobile l'a poussée ? Est-ce une ennemie qui parle, ou attend-elle des éloges pour son action ? Peut-être Joseph pressent-il ce qui se passe dans le cerveau de sa sœur ; mais il estime plus prudent de se taire.

— Il ne bouge plus, dit en plaisantant le grossier boucher qui s'est approché du mort.

Cette mauvaise plaisanterie ne trouve pas d'écho. Cependant quelques-uns s'approchent à leur tour et regardent Moses, bouche bée, puis se hasardent à le toucher. D'autres vont auprès des blessés, dont l'un est assis un peu plus bas, sur des pierres ; le second, couché sur le sol durci de l'Alpe, réussit bientôt à se lever, n'étant pas non plus blessé grièvement.

Angelina s'est un peu éloignée. Elle tourne le dos à la cabane

pour ne pas voir celui qui est étendu là. Au bout de quelques minutes, elle appelle le syndic et, le regard fixé au sol, elle lui dit tranquillement, comme une chose qui va de soi :

— Vous devez maintenant faire porter en bas Moses Aschwan-den.

La barbe noire, que la colère ne possède plus, a repris sa tenue empreinte d'une certaine dignité. Il regarde Angelina, réfléchit un instant, puis se tournant vers ses acolytes :

— Dans quel état sont les blessés ? demande-t-il.

— Deux hommes sont allés chercher des brancards, lui est-il répondu.

— Nous allons aussi le descendre, ajoute le syndic en montrant le mort, il faut pourtant l'enterrer.

Quelques-uns des hommes présents, se consultant du regard, eurent un instant d'hésitation. Puis, l'un fit un mouvement de tête, l'autre haussa les épaules, et calmes, indifférents, ils répondirent :

— C'est vrai, on ne peut le laisser ici.

Lorsqu'Angelina fut certaine qu'ils emporteraient Moses, elle quitta enfin la place et reprit le chemin de la maison. Sans dire un mot, sans regarder autour d'elle, les yeux rivés au sol, elle s'en allait calmement. Elle ne parut pas remarquer que Joseph la suivait, marchant en silence derrière elle.

Au moment où ils commencèrent la descente, le ciel en fusion couvrait d'or la neige des montagnes. Le soleil se levait.

VIII

Angelina Lombardi a été enfermée à la prison de Mariels. Elle-même n'aurait pas agi autrement ; mais les villageois se demandaient encore si son acte avait été vraiment un meurtre digne de châtement. Ils n'aimaient pas les tribunaux. Beaucoup d'entre eux cherchaient à étouffer ce qui aurait dû être dévoilé.

— C'était un cas de légitime défense, disaient-ils en parlant de ce qu'Angelina avait fait. Il convenait à leur esprit étroit, à

leurs propres sentiments, de donner cette explication. Mais Angelina voulut être mise en prison.

— Elle dépend de l'opinion des juges, disaient les gens de Mariels, trouvant d'ailleurs ce désir compréhensible et étant prêts à témoigner en sa faveur.

Le médecin qui, d'après la loi, avait constaté la mort d'Aschwanden, avait remarqué de son côté qu'il était atteint d'une grave maladie intestinale. Il s'était donné la peine d'examiner le mal de près et avait déclaré que Moses n'aurait pas vécu un jour de plus.

Le tribunal rendit à son tour sa sentence : c'était la mise en liberté, d'accord avec le sentiment du peuple.

Angelina se montra complètement indifférente et ne fit pas le moindre effort pour changer son sort quel qu'il fût. On se demandait à Mariels si sa froideur provenait ou non de folie.

« Elle parle avec trop de bon sens, » pensait-on après l'avoir entendue.

.
Angelina va directement de la gare à la maison, en revenant de la capitale où ont eu lieu les débats. Elle n'a encore revu ni sa mère ni son frère.

Maria se trouve dans cette chambre commune, témoin de tant d'incidents de famille, où ils ont vécu ensemble en paix, puis en ennemis, et traversé des temps bien amers. Elle sait par son fils, qui a assisté aux débats, qu'Angelina va revenir. Et elle est toute prête à accueillir sa fille avec la miséricorde et l'amour qui remplissent son cœur. Son dos s'est un peu voûté, comme si un poing lourd, posé sur sa nuque, la forçait à se baisser. Ses traits reflètent son chagrin. Cependant c'est encore une femme imposante sous ses cheveux grisonnants pareils aux nuages brillants du ciel. Elle est assise près de la table et travaille, toujours à la même place et dans la même position.

Joseph vient de rentrer du chantier.

— La voici, dit-il à sa mère, en allant se mettre à la fenêtre. Ils savent tous deux d'avance qu'une explication nécessaire

va avoir lieu, et chacun s'efforce de rester calme comme si rien d'extraordinaire ne s'était passé.

Angelina entre.

Elle ouvre doucement la porte, comme jadis aux jours lointains où se reflétaient en elle la grâce et la douceur du soleil qui glisse dans les chambres sans bruit et sans rien abîmer. Elle ne salue pas et les autres gardent aussi le silence. Son arrivée est si émouvante que tous se sentent la gorge serrée. La jeune fille a une attitude qui semble dire : « Ne vous dérangez pas ! N'ayez aucune crainte que je reste longtemps, je vais repartir dans un instant. »

Elle s'éloigne de la porte et se place contre une paroi, sentant peut-être le besoin d'avoir un point d'appui. Ses cheveux bien en ordre font à sa tête une auréole claire, car elle ne porte pas de chapeau. Son visage a repris une expression franche, insouciant, des traits mêlés de bonté et de gaieté, et elle a les mêmes yeux, tout grands ouverts, de son enfance, avec la même lueur d'étonnement. Mais une singulière dureté se remarque en elle. Est-ce dans la maigreur des joues ou dans la ligne de la bouche que cette dureté se décèle, il est difficile le dire. Elle est sensible surtout dans le son de sa voix lorsqu'elle commence à parler.

— Me voici, dit-elle lentement.

On voit qu'elle a pesé chacune de ses paroles, mais a dit d'abord ces mots ne sachant pas au juste par où commencer.

— J'ai eu le temps de réfléchir à tout ce qui s'est passé. Il ne sert à rien maintenant de dire : Nous n'aurions pas dû faire ceci ou cela. Nous autres, créatures humaines, nous sommes nous-mêmes les arbitres de notre destinée, mais nous ne le savons pas ; elle se déroule insensiblement par nos pensées, nos paroles et nos actes les plus petits, même les infiniment petits. Il y a en nous une puissance qui nous écrase, quoique née de nous-mêmes. J'ai réfléchi toute ma vie. Je suis restée longtemps une enfant qui aimait à rire, et j'aimais tous les hommes, qui me rendaient mon affection.

Ici, la jeune fille eut l'air de vouloir aller auprès de sa mère, pour chercher sans doute son appui. Mais elle se reprit comme si ce n'avait été qu'un mouvement instinctif. Puis elle continua :

— Un jour, je cessai de croire aux hommes et cela me troubla, car j'ignorais encore une chose. Parce que le monde entier me semblait injuste, je me suis perdue ; tandis que vous autres n'êtes pas aussi coupables que je le croyais. Je sais maintenant que vous n'étiez pas si méchants au fond, ni les gens de Mariels, ni... ni toi, Joseph. Vous n'avez pas su deviner comment tout cela finirait. Vous avez agi sous l'impulsion de votre nature qui vous porte à gronder sans cesse et à vous méfier. Ainsi pour lui... vous vous êtes défiés de lui, vous l'avez vu pire qu'il n'était, et en lui était une mauvaise herbe qui a crû par votre faute. Vous le voyez, tout est venu d'un rien, a grandi, et nous a tous emportés comme dans un tourbillon.

— Angelina ! dit M^{me} Maria, en allant vers sa fille, les mains étendues et tremblantes.

Elle n'avait pas compris tout d'abord les paroles de la jeune fille et l'idée lui vint, idée déjà exprimée auparavant par Joseph, qu'Angelina avait souffert de l'esprit. Mais celle-ci l'empêcha d'approcher en faisant de la main un signe qui semblait dire : « Ne me touchez pas. » Et alors, paraissant deviner ce que sa mère pensait, elle sourit tristement et dit :

— Je suis tout à fait saine d'esprit et je sais aussi ce que je dois faire. Les sœurs de la Madonna del Lago ne parlent et ne sortent jamais. Je... je veux aller chez les sœurs de la Madonna del Lago.

Ayant dit ces mots, elle s'approcha de sa mère, lui toucha légèrement la main du bout des doigts, en fit autant à son frère qui s'était tourné vers elle et sortit avec le même sang-froid imperturbable qu'elle avait montré en parlant.

M^{me} Maria fut incapable de l'en empêcher, ses esprits étant paralysés par la stupeur. Elle ne sut que faire, sinon retomber assise sur sa chaise en sanglotant. Mais Joseph suivit sa sœur, se rendant compte peut-être qu'il n'était pas sans reproche ; ou

bien comprenait-il pour la première fois combien avait été stérile, creux, le genre fanfaron où il se complaisait naguère ? Il se sentait rapetissé, humilié, presque anxieux. Ayant rejoint Angelina, il la prit par le bras et l'arrêta.

— Ne t'en va pas, supplia-t-il, car il aimait cependant sa sœur ; tout cela passera... avec le temps.

Angelina dégagea doucement son bras.

— Non, non, non, dit-elle en secouant la tête, et sans s'arrêter davantage elle reprit son chemin.

Joseph Lombardi sentit ses yeux se mouiller : il n'avait pas mieux réussi que sa mère à retenir sa sœur.

.
Angelina suivit la vallée, ayant l'intention de faire à pied la route conduisant au cloître situé un peu plus bas, au bord du lac. A une certaine distance du village, lorsque le calme et la solitude du chemin commencèrent à agir sur elle, le vertige la saisit et elle tomba. Elle resta ainsi un certain temps sans connaissance : la réaction se faisait sentir après la tension trop forte qu'elle avait subie. Quand elle reprit ses sens, elle retrouva en même temps le sentiment de la douleur que la torpeur glacée où elle était tombée lui avait fait perdre momentanément ; elle éprouva un chagrin profond de tout ce qui venait de se passer, perte de Moses, de sa mère, de tous les autres. Il lui parut terrible de devoir continuer à vivre, de s'en aller seule si loin. Enfin les sœurs de la Madonna del Lago la reçurent parmi elles.

Le temps fit son œuvre dans les deux maisons voisines du ruisseau de la scierie. Il adoucit les deuils et rendit le chagrin supportable. Julia Aschwanden, malgré sa santé délabrée, avait traversé l'épreuve avec la même force virile que la robuste propriétaire de la scierie. On vit cette chose étonnante, que le corps usé de la pauvre femme fut capable de porter un poids plus lourd que son fils et bien d'autres ne l'avaient pensé. Elle vécut encore nombre d'années, le cœur brisé, mais on lui témoigna désormais dans le village une compassion qu'elle n'avait pas connue auparavant.

Une amitié bizarre se développa entre les deux voisines. La grande Maria Lombardi et la délicate Julia étaient souvent ensemble ; c'était Maria qui, la première, avait adressé la parole à l'autre. Elles n'agissaient point comme si des souvenirs communs les avaient rapprochées et ne se rendaient peut-être pas compte elles-mêmes qu'une certaine affection était résultée peu à peu de leurs rapports. Julia Aschwanden témoignait toujours une certaine obséquiosité, et Maria Lombardi restait sur la réserve, lorsqu'elles étaient ensemble. Mais elles s'informaient mutuellement de ce qui se passait chez elles, et Maria faisait parfois bénéficier sa voisine de ses générosités. Souvent ces deux noms, Moses, Angelina, revenaient sur leurs lèvres au cours d'une conversation ; elle s'y arrêtaient volontiers et se racontaient tel ou tel incident heureux se rattachant à ces deux noms, sans jamais parler des malheurs.

Maria dit un jour à sa voisine :

— J'ai appris qu'Angelina avait été malade, mais qu'elle est bien à présent. L'aumônier de la Madonna del Lago fait un grand éloge de sa bonté et de sa douceur.

ERNEST ZAHN.

Traduit par M^{lle} M. Gressien.

VARIÉTÉS

ERNEST NAVILLE

Ernest Naville, sa vie et sa pensée, par Hélène Naville. Tome I^{er} : 1816-1859. Genève, Georg ; Paris, Fischbacher, 1913.

Après Charles Secrétan, le penseur vaudois, après Frédéric Godet, le théologien neuchâtelois, voici qu'Ernest Naville, le philosophe genevois, vient de fournir la matière du premier volume d'une biographie due à la plume d'une de ses petites-filles, M^{lle} Hélène Naville. S'effaçant volontairement derrière les documents originaux qu'elle avait à sa disposition, M^{lle} Naville a, autant que possible, laissé la parole à son grand-père et à ses contemporains, s'appliquant surtout à relier, éclairer et compléter ses citations par un récit sans prétentions littéraires et qui se lit fort agréablement. Aussi les lecteurs du premier volume seront-ils unanimes à se réjouir de voir paraître le second.

Ernest Naville était le fils de François-Marc-Louis Naville, né à Vernier, dans le canton de Genève, en 1784, et d'une fort jolie femme, Adrienne Arnold, de cinq ans moins âgée que lui, jeune personne d'origine mulhousoise, dont F. Naville avait fait la connaissance au château de Vizille près Grenoble. Ils s'étaient mariés en 1810 et s'étaient installés l'année suivante à la cure de Chancy, où, le 13 décembre 1816, naquit leur fils Ernest, après un autre fils du nom de Louis et un autre enfant qui ne vécut que quelques heures.

Peiné de l'indifférence de ses paroissiens et s'imaginant que son travail au milieu d'eux était inutile parce qu'il n'en voyait

pas de résultats apparents, François Naville donna sa démission de pasteur de Chancy à la fin de 1818. Comme il avait un goût naturel pour la pédagogie, il fonda à Vernier, en pleine campagne, mais à cinq kilomètres seulement de Genève, un pensionnat de jeunes gens, dans l'éducation et l'instruction desquels il s'inspira des idées de Pestalozzi et du père Girard. Il s'efforça d'y reconstituer autant que possible la vie de famille, et il donna aux exercices physiques une importance à laquelle on n'était alors pas habitué. En même temps il y poursuivait ses propres études, publiant en 1831 un *Traité sur l'éducation publique*, puis un ouvrage plus important, intitulé *De la charité légale*, et commençant à dépouiller les manuscrits laissés par le philosophe Maine de Biran.

C'est dans ce milieu, où l'hospitalité était large et aimable, la piété tolérante et douce, la politesse vraiment humaine et chrétienne, et où il avait de fréquentes occasions de rencontrer des hommes distingués, tant de Genève que de l'étranger, qu'Ernest Naville eut le privilège de passer ces années d'enfance qui, si elles n'ont pas encore une action prédominante sur l'orientation de l'intelligence, en ont une très grande sur la formation du caractère. Une enfance heureuse projette des rayons de bonheur sur la vie tout entière ; elle empêche les cœurs froissés dans la suite par les luttes et les déceptions de l'existence de sombrer dans l'amertume. Une partie de la sérénité qui distingua plus tard la personnalité d'Ernest Naville est faite certainement des doux souvenirs de son enfance et de sa jeunesse. Car sa jeunesse fut heureuse aussi. En 1833, il était entré à l'académie de Genève, en « philosophie », où il suivit des cours de sciences et de lettres. Il s'était fait recevoir de la Société de Zofingue, où il passa cinq années et conquist à ce point l'estime et l'affection de ses camarades, qu'il fut appelé successivement à la charge de président central, puis, pendant deux années de suite, à celle de président de section. C'est alors qu'il fit la connaissance de l'historien zuricois Georges de Wyss et de Charles Secrétan, avec qui il se lia d'une amitié qui ne cessa qu'avec la vie.

Reçu bachelier en 1835, il s'en alla passer ses vacances chez un oncle maternel qui habitait Paris. Le journal qui nous retrace ses occupations et impressions de ce temps-là dénote déjà un tour d'esprit philosophique non moins qu'un talent d'observation assez aiguisé. C'est ainsi qu'il remarque que, pour nombre de gens, il n'y a d'autres principes politiques que de garder le pouvoir que l'on a par tous les moyens possibles, et qu'il y a plus d'amabilité et de facilité de vie chez les Français que chez les Genevois... de ce temps-là.

En automne, il commence des études de théologie, qu'il poursuit pendant quatre ans, mais dont il ne paraît pas avoir gardé un très bon souvenir, car, quarante années plus tard, il leur reprochait d'avoir eu pour résultat d'ébranler toutes ses convictions. Peut-être celles-ci n'étaient-elles pas encore très solides au moment où il entra dans l'auditoire de théologie. Quoi qu'il en soit, il y terminait ses études en 1839, par une dissertation intitulée *Le sacerdoce dans l'Eglise chrétienne*, dont la soutenance réunit un auditoire particulièrement nombreux et très sympathique au jeune candidat, preuve de l'estime et de la notoriété dont il jouissait déjà dans la société genevoise.

Au moment où il allait partir pour l'Allemagne poursuivre ses études, il fut appelé à remplacer un des maîtres d'un institut protestant de Florence. Il accepta cet appel, et profita de son séjour dans la capitale de la Toscane pour étudier l'art italien, en même temps qu'il faisait d'agréables connaissances dans la société florentine. Six mois plus tard, nous le trouvons à Rome où il entend Lacordaire annoncer à brève échéance la ruine du protestantisme, et qu'il va voir à deux reprises, puis à Naples dont il explore les environs. Les charmes du couvent d'Amalfi lui inspirent même une pièce de vers qui ne manque pas d'harmonie et de grâce :

Des rives de Paestum aux rochers de Caprée
Le calme s'établit sur la mer qui s'endort ;
Les dernier bruits du jour meurent dans la vallée
Comme un flot oublié qui vient franchir le bord.

Le pêcheur sur le mât a replié ses voiles ;
Il se repose en paix des fatigues du jour,
Et le golfe d'azur réfléchit les étoiles
Comme autant de joyaux qu'il berce avec amour.

Les monts de la Calabre, où manque la lumière,
Paraissent s'abaisser et rentrer dans les flots,
Et les rocs d'Amalfi lèvent leur tête altière
Comme un fantôme sombre aux yeux des matelots.

Lorsque, seul et pensif à l'étroite croisée,
Je laisse errer mes yeux sur ce vaste horizon,
Que je voudrais, suivant le vol de ma pensée,
M'envoler en brisant ma terrestre prison !

Naville rapporta d'Italie une sorte de propension au catholicisme, dont la puissante organisation et le culte tour à tour éclatant et mystique dans les grandes et belles églises le séduisaient, sans cependant lui en cacher les ombres et les lacunes, surtout au point de vue moral.

Les parents d'Ernest Naville auraient voulu le voir s'associer à la direction de leur institut. Il accepte en principe, par déférence pour eux, mais sans enthousiasme. Il rentre donc à Genève, s'y fait consacrer au saint ministère en 1840 et se marie à la fin de la même année avec M^{lle} Albertine Picot, dont il avait fait la connaissance trois ans auparavant. Elle avait un an de plus que lui, une piété simple et décidée qui fit beaucoup de bien à son mari.

A la suite de ce mariage, Ernest Naville renonça à l'institut de Vernier. Etabli à Genève, dans la maison de son beau-père, il débute par les fonctions de ministre-catéchiste, donne un cours sur la méthode et l'œuvre du père Girard et s'intéresse vivement à la vie politique de son canton, alors très agité par les revendications radicales du parti que dirigeait James Fazy. Sans être un conservateur proprement dit, Naville était résolument opposé à ce parti, qui avait recouru à l'émeute pour tâcher de conquérir le pouvoir et qui l'obtint en effet lors de la révolution de 1846. Il s'occupe également, avec son ami Elie Lecoultre, de la

direction de l'école St-Gervais, qu'ils réorganisent d'après les idées du père Girard, et où il donne — gratuitement — l'enseignement religieux et celui de l'arithmétique. De temps en temps il prêche, non sans succès. Enfin, en 1844, Naville trouva sa vraie voie, l'enseignement philosophique. Cette année-là, il fut nommé professeur de philosophie à l'académie de Genève. Le 2 mai de l'année suivante, il débutait dans sa chaire, et dès l'abord il se fit remarquer dans ses cours par cette lucidité et ce talent d'exposition qui devaient en faire plus tard un conférencier remarquable.

L'année 1846 fut une année de deuil pour Naville. Il perdit successivement son père, puis sa sœur Rose, à laquelle il était très attaché. Il avait en même temps le chagrin de voir le parti de James Fazy s'emparer du gouvernement, et la nouvelle constitution adoptée par ses concitoyens à une forte majorité. D'autre part, il avait le bonheur, en 1847, de voir son foyer, où jouaient déjà trois garçons, embelli par l'arrivée d'une fille, et, en sus de la préparation de ses cours et de ses leçons à l'école Saint-Gervais, il travaillait à préparer la publication des œuvres de Maine de Biran, dont son père lui avait légué de nombreux manuscrits.

Tout en travaillant beaucoup, Naville n'était pas content de sa manière de travailler, et il se plaignait volontiers d'une certaine atonie de la volonté. « Le courant de la vie de chaque jour m'absorbe, écrit-il à cette époque, et, pour toutes les matières dont je m'occupe, je manque de cette préoccupation habituelle qui féconde les facultés et fait aller un peu loin dans quelque branche que ce soit. Ainsi vais-je et dois-je aller, je le crains, n'approfondissant rien, ne connaissant rien d'une manière un peu solide, n'ayant suivi ma pensée jusqu'au bout dans aucune direction, et toutefois avec des facultés reçues de la Providence, qui, sous l'empire d'une volonté plus forte, auraient pu me sortir un peu du monceau.... » Il revient à plus d'une reprise sur ce manque de volonté. « J'ai, écrit-il encore, un grand goût pour ne pas être là pour les affaires désagréables,

pour ne pas avoir de responsabilités. Plus d'une fois, lorsque la vie me pesait, j'ai désiré être impotent, malade, au fond d'un lit, déchargé par position de tout autre devoir que de prendre des tisanes. De là aussi mes inclinations monastiques; c'est une règle qui me séduit, une règle qui vous décharge du gouvernement de vous-même, qui traduit la conscience en articles écrits et clairement rédigés. Dans ce sens, je n'aurais pas été mal disposé à me faire Jésuite, à concentrer toute vertu dans la vertu d'obéissance.... C'est que c'est une lourde charge que celle de se gouverner soi-même. »

Ce manque d'énergie, que Naville sentait peut-être plus qu'il ne le laissait voir, — car le sentiment du devoir, qu'il avait fort vif, le faisait suffisamment agir quand il le fallait, — était très probablement dû, en partie du moins, à une certaine faiblesse physique générale, qui l'engagera plus tard à passer toute la belle saison à la montagne. Cela ne l'empêche pas de chercher à Paris des appuis financiers et personnels en faveur de la publication des œuvres de Maine de Biran. Il voit à cette occasion Victor Cousin, qui, tout en suivant la conversation, s'est mis à se faire la barbe, et qui, lors d'une seconde visite, est tombé sur Charles Secrétan et ses articles du *Semeur* jusqu'au moment où Naville s'est déclaré son ami. Il avait acquis du ministre de l'instruction publique la promesse d'une subvention à la publication désirée, et Naville avait même commencé l'impression d'un premier volume, quand la révolution de 1848 vint balayer le gouvernement de Louis-Philippe, et avec lui la promesse donnée. A la fin de cette même année, avec cinq de ses collègues de l'académie, il était destitué de ses fonctions de professeur à cause de ses tendances conservatrices. Tel était le libéralisme du nouveau gouvernement. Il continua son cours dans un local privé. Dans l'hiver de 1854, il y joignit un cours public du soir sur l'*Evangile et la société*, en réponse à un cours public d'économie politique où le professeur Dameth avait attaqué à plusieurs reprises le christianisme. Ce fut son début dans un genre où il devait admirablement réussir, celui des conférences apologetiques.

En dépit de nombreuses cures de bains, dont l'une en compagnie d'Edmond Scherer, Naville passa, pendant les années 1849 à 1853, par une dépression physique et morale. Pour en sortir en prenant plus d'exercice en plein air, il acheta en 1853 un grand domaine sur le mont Salève, à Grange-Gaby, où il passa dorénavant tous ses étés, y exerçant une simple mais large et cordiale hospitalité, car l'amitié tenait une large place dans sa vie. Citons parmi ses hôtes Edmond Scherer, Charles Secrétan, Conrad-Ferdinand Meyer, Amiel, Emile Boutmy, etc. Le temps s'y passait en lectures, conversations, promenades, travaux d'aménagement, tels que plantations d'arbres et construction de chemins, auxquels Naville consacrait en moyenne deux heures par jour et auxquels s'associaient volontiers ses hôtes.

Sous l'action de ce nouveau régime ainsi que sous l'influence de sa femme, qui était une chrétienne fervente, et de ses études philosophiques, en particulier de son commerce assidu avec la pensée de Maine de Biran, Naville arriva graduellement à se dominer, à faire acte d'énergie et à conquérir cette sérénité qui marqua de plus en plus son âge mûr et fut un des charmes de sa vieillesse. Ces qualités, jointes à la largeur de son esprit, à la bonté naturelle de son cœur et à sa pondération, en firent peu à peu une sorte de confesseur laïque, dont les avis étaient d'autant plus volontiers requis qu'on le savait d'une discrétion absolue.

Le dernier chapitre du volume que nous analysons est consacré aux deux publications de Naville sur Maine de Biran : d'abord, en 1857, l'ouvrage intitulé *Maine de Biran, sa vie et sa pensée*, puis, en 1859, les *Œuvres inédites de Maine de Biran*, en trois volumes. Cette dernière publication était précédée d'une longue *Introduction générale*, où Naville expose la pensée du philosophe français, et qu'il termine par un projet de philosophie chrétienne, où il complète et corrige le projet esquissé par son maître, mais où celui-ci ne lui paraissait pas avoir saisi suffisamment la nature profondément morale de l'Évangile. La philosophie chrétienne était la seule, aux yeux de Naville, qui pût fournir des solutions satisfaisantes aux grands problèmes

que se pose l'esprit humain, et il était convaincu que la solidité de ses principes apparaîtrait d'autant plus qu'on creuserait plus profondément dans les secrets de notre nature.

C'est à cette *Introduction générale* que nous empruntons la citation suivante, qui termine le premier volume de M^{lle} Naville, et qui exprime éloquemment la conviction profonde à la défense de laquelle Ernest Naville a consacré la plus grande partie de son activité de penseur et d'écrivain :

« Sans doute, le christianisme est immuable dans son essence, on ne saurait ni refaire, ni modifier l'œuvre divine. Mais autre chose est la vérité religieuse et autre chose les systèmes qui s'efforcent d'en exprimer scientifiquement le contenu. Le soleil ne s'est-il pas levé toujours le même sur les ruines successives des systèmes des astronomes ? La nature ne poursuit-elle pas son cours au milieu des théories des naturalistes, qui s'élèvent et s'écroulent tour à tour ? L'Évangile éternel survit de même aux conceptions de la science qui cherche à l'exprimer ; et, tandis que les systèmes se succèdent, passent et se renouvellent, il demeure comme une source permanente de lumière ; les siècles passeront sans l'éteindre.

» Toute forme extérieure peut se détruire ; humaine, elle appartient au domaine de la mortalité ; la vérité ne meurt pas, parce qu'elle a la vie en elle-même. Vérité ancienne et toujours nouvelle, source où l'on puise depuis dix-huit siècles sans que son flot diminue, l'Évangile suffira aux besoins de la pensée aussi longtemps que la pensée poursuivra son cours ; loin d'arrêter l'essor de l'esprit humain, il lui réserve de nouveaux progrès et de nouveaux triomphes. »

LOUIS EMERY.

L'ÉPOPEE DE LA SUISSE GUERRIÈRE

Le dernier *Compte rendu de gestion* du Département militaire fédéral contient un court paragraphe consacré aux pensions dues à d'anciens soldats suisses au service étranger. En 1912, le Département recevait une somme de 12 615 fr. 96 à payer à vingt-deux militaires ayant servi jadis à Naples et à Rome. Voilà tout ce qui subsiste du « service étranger ! »

En 1701, au moment où s'ouvrait la guerre de la succession d'Espagne, il y avait 54 000 Suisses dans les armées adverses, 24 700 chez le roi de France, 11 200 en Hollande, 6 400 au service du roi d'Espagne, 4 925 en Savoie, 4 800 en Autriche, 2 000 en Pologne. Quatre-vingt-neuf ans plus tard, la situation est à peu près la même. Quatre-vingts généraux suisses servent les différents souverains d'Europe, 40 000 soldats suisses sont hors des frontières de leur patrie. Et lorsque Napoléon partira pour la conquête de la Russie, au printemps de 1812, avec ses treize corps d'armée, il emmènera quatre régiments suisses de 10 à 12 000 hommes, sans compter nombre d'officiers attachés aux corps français.

Quelles ont été les conséquences de cet exode formidable pour les pays helvétiques ? Heureuses ou funestes ? Depuis un siècle, la discussion s'est poursuivie entre partisans et détracteurs du « service étranger », et l'on en est arrivé aujourd'hui à ne considérer que les effets désastreux de cette tradition centenaire, la patrie dépouillée de ses forces les plus vives, le sentiment national annihilé, le luxe et la dépravation introduits chez les vertueux montagnards par les vétérans qui rentraient au pays.

Mais on oublie qu'au XVIII^e siècle les cantons suisses n'offraient à l'homme entreprenant et ambitieux aucune perspective digne de ses aspirations généreuses, que dans les Etats aristocratiques, la direction des affaires publiques était réservée à quelques familles, que le commerce et l'industrie étaient jugés indignes de la noblesse, et que d'autre part, dans les cantons « sujets », les jeunes gens se voyaient impitoyablement interdire tout accès aux emplois qui les eussent élevés au-dessus de leur triste médiocrité.

N'est-ce pas un écrivain vaudois, J.-L.-A. Reynier, agronome et historien distingué, qui, publiant en 1790 à Paris, sous le couvert de l'anonyme, un *Guide des voyageurs en Suisse*, rappelait dans un discours sur l'état politique du pays ces considérations de la plus haute gravité : « A Berne, tout le monde voit dans les charges de magistrature une ressource fixe et certaine contre l'indigence ou un moyen d'améliorer sa fortune. Tous les bourgeois de la ville n'ont d'autre but que de s'y avancer, et la protection, la naissance et les circonstances y portent plutôt que les talents et les lumières.... Les habitants des cantons aristocratiques qui n'ont pas le bonheur d'être nés dans la ville capitale sont sujets, et la différence énorme de leurs vues et de leurs ressources en apporte dans leurs mœurs. Une barrière invincible les éloigne du gouvernement, des charges même inférieures. Les bourgeois de la capitale se sont tout réservé. En naissant, ils peuvent se dire : « Je suis voué à la médiocrité, car les moyens de déployer les ressources de mon génie me manquent, » et cette idée, pénible pour eux, les dégoûtera de leurs études et privera leur pays d'hommes utiles.... J'ai vu, ajoute Reynier, beaucoup d'hommes à talents étouffés au moment où ils auraient commencé à se rendre utiles et que le moindre encouragement, l'espoir d'un succès, même éloigné, aurait soutenus contre les premières difficultés. La Suisse ne doit pas oublier que la plupart des hommes de génie qu'elle a fournis ont vécu hors de leur patrie.... Ces hommes s'éloignent fort jeunes, n'y rentrent jamais ou dans un âge où ils sont inutiles ; la dépopu-

lation augmente d'une manière visible.... *Il existe donc un vice caché dans le gouvernement ou dans les circonstances qui, s'il était détruit, ferait cesser cet état violent d'un pays dont les hommes sont forcés de s'exiler.* »

En jugeant le « service étranger » avec nos yeux d'hommes du XX^e siècle, retenons cette opinion si convaincue d'un contemporain qui connaissait bien son pays et qui avait longtemps médité sur sa situation politique et économique.

Sous l'empire des idées démocratiques et de la défaveur qui s'attachait de plus en plus aux recruteurs étrangers et aux services mercenaires, l'histoire des troupes suisses hors de Suisse était tombée depuis vingt ans dans le plus complet discrédit. Après les excellents travaux des Zurlauben, des May de Romainmôtier, des Girard (le dictionnaire des officiers suisses du père Girard de Fribourg est malheureusement inachevé), la conspiration du silence s'était faite sur cette partie de nos annales. Dans nos pays de langue française, où les ouvrages consciencieux du professeur Maag, de Bienne, sur les troupes du Premier empire sont presque inconnus, faute d'être traduits, il manquait un récit d'ensemble, embrassant l'histoire entière des Suisses en Europe depuis le XV^e siècle et cette première alliance avec la France de 1453, à travers les expéditions d'Italie, les guerres de religion, les campagnes de Louis XIV, jusqu'à l'Empire, la révolution de Juillet et les capitulations de Naples. Il fallait qu'un érudit, doublé d'un écrivain, parcourût non seulement l'histoire de l'Europe pendant cinq siècles, en relevant tous les événements où s'était produite l'intervention des troupes helvétiques, se tint au courant des milliers de publications qui avaient renouvelé, depuis l'époque de Zurlauben, l'histoire des guerres et de la diplomatie, mais qu'il interrogeât encore les témoins de ces « gestes » grandioses, qu'il recourût aux sources originales, qu'il compulsât les mémoires et les journaux de famille. C'était une entreprise redoutable, rendue plus difficile encore par l'étendue du récit et l'inévitable monotonie.

Or, il s'est trouvé dans l'armée suisse un officier pour se

laisser tenter par cette œuvre écrasante, mais attachante. M. le capitaine Paul de Vallière, auteur d'une monographie du régiment des Gardes-Suisses, préface en quelque sorte de cet immense travail, a eu le goût, le courage et la persévérance d'être l'historien de cette gigantesque épopée. Et l'ouvrage qu'il vient d'achever¹ comptera au nombre des plus fécondes et des plus intéressantes tentatives de synthèse historique.

Qu'il décrive la ruée brutale des montagnards de la Suisse primitive sur les plaines d'Italie, la bataille de la Bicoque, celle de Cérisoles, ou les campagnes du Roi-Soleil, la vie des camps, les revues brillantes, les uniformes à rubans, les mêlées furieuses de Malplaquet et de Denain, ou enfin les souffrances des troupiers suisses sous le soleil implacable d'Espagne, sur les rochers de Cabrera, dans les champs de neige de la Bérésina, M. de Vallière n'abandonne pas un instant ce goût du pittoresque et de la vie, cette conscience de ses devoirs d'historien, ce souci du détail allié aux déductions générales, qui fixent aussitôt l'attention du lecteur.

Dès les premières pages, nous saisissons les causes qui établissent la réputation des Suisses auprès de leurs voisins. « Les Confédérés avaient très tôt compris que seule la discipline procure la victoire ; leurs codes militaires du XIV^e et du XV^e siècle sont là pour le prouver.... Au XV^e siècle, avant l'introduction des armées permanentes dans les Etats voisins, grâce au service obligatoire inconnu ailleurs, le Corps helvétique pouvait facilement mettre sur pied 80 000 hommes, chiffre considérable pour l'époque. »

Deux siècles plus tard, à la fin de la guerre de Trente ans, ce caractère de supériorité des troupes suisses s'était encore affermi. Tandis que les armées d'Europe ne contenaient la plupart du temps que des déclassés, rebut de la société, qu'elles

¹ *Honneur et fidélité. Histoire des Suisses au service étranger.* Ouvrage illustré par Burkhardt Mangold. Publication nationale, avec 600 illustrations, dont 35 grandes compositions originales hors texte. Neuchâtel, Fréd. Zahn, éditeur.

étaient, suivant l'historien Louis Mention, «le ruisseau où l'on poussait toutes les immondices du corps social», la Suisse envoyait à ses régiments étrangers ce qu'elle avait de meilleur, une jeunesse fruste et naïve, élevée dans le respect de l'autorité, habituée au travail, imbue des saines traditions.... Ces émigrés-là ont fait connaître au monde les trésors d'énergie que renfermait notre pays.

Si quelques écrivains étrangers, un Marbot, par exemple, ont volontairement passé sous silence leurs services, ont sciemment déformé la vérité historique, d'autres n'ont cessé de rendre hommage à leur valeur, à leur discipline. C'est le duc d'Aumale, qui, après avoir raconté la bataille de Dreux, le 19 décembre 1562, les dix enseignes des Suisses, formés en deux carrés, supportant la charge des reîtres du cardinal de Montmorency, les Lucernois hachés, le bataillon suisse percé, décimé, mais restant ferme à son poste, s'écrie : «Saluons en passant ces soldats héroïques, ces modèles de l'honneur et de la fidélité militaire, qui pendant plus de trois cents ans, ont mêlé leur sang au nôtre sur tous les champs de bataille. Bon nombre de ceux qui combattaient à Dreux pour les catholiques étaient protestants; pas un ne déserte ou n'hésite, comme plus tard leurs fils, nés dans une république, devaient, les derniers, mourir pour la royauté qu'ils servaient.»

M. de Vallière a su admirablement mêler à ses tableaux de campagne, nerveux et grandioses, des épisodes moins sanglants, des traits intimes et pittoresques, qui transportent le lecteur au milieu des camps et l'associent à la vie des soldats suisses.

Voici cette figure si belle et si originale du général Jean-Louis d'Erlach, le châtelain de Castelen, un des lieutenants de Gustave-Adolphe, qui se couvrit de gloire en prenant la forteresse de Brisach et auquel Louis XIII, ses ministres, ses courtisans adressaient de déférentes missives. De loin, des bords du Rhin, de la place de Brisach dont il est gouverneur, il dirige l'éducation de ses enfants, et malgré la distance, il reste bien le

maître du château de Castelen. Les lettres qu'il reçoit de ses filles sont empreintes d'une profonde vénération.

« Monsieur mon très honoré père, lui écrit Catherine-Suzanne, ce nous est un extrême contentement de recevoir toutes les semaines de vos nouvelles, lesquelles nous assurent de votre santé ; mais ce qui nous rend tristes, c'est que vous ne parlez point de votre retour que j'appréhende qui ne soit sitôt que je souhaiterais. Je prie le Seigneur que ce soit avec toute sorte de prospérités et qu'il me fasse la grâce de vous faire voir par effet que je suis, Monsieur mon très honoré père, votre très humble et très obéissante fille et servante. »

Ses plus jeunes sœurs envoient à leur père des passages de la Bible qu'elles se sont appliquées à copier d'une écriture malhabile.

Mais, dans les sept cents pages de ce livre, la voix du canon, le spectacle terrible des champs de bataille, les scènes de carnage et de désolation ont vite fait, on s'y attend, de détourner le lecteur de ces scènes familiales. A peine l'auteur a-t-il retracé l'épisode bien connu de la bataille de Fontenoy, qu'il est obligé de ramener nos yeux sur une vision sanglante.

C'était le 11 mai 1745 ; un léger brouillard traînait encore dans les bas-fonds, quand les colonnes ennemies s'avancèrent simultanément de Vezon sur Fontenoy et de Péronnes sur Antony. Le régiment de Campbell et celui du Royal-Ecossais marchaient en tête, commandés par le comte d'Albemarle. Les officiers anglais saluèrent les Français en ôtant leurs chapeaux, les Français leur rendirent leur salut. Milord Charles Hay, capitaine aux gardes anglaises, s'était avancé hors des rangs ; le comte d'Auteroche, lieutenant de grenadiers, ne sachant ce qu'il voulait, fut à lui :

— Monsieur, lui dit Charles Hay, faites tirer vos gens.

— Non, monsieur, répondit d'Auteroche, à vous l'honneur !

La décharge terrible qui suivit cette réponse faucha des rangs entiers des gardes françaises et suisses et décima le régiment de Courten. Quand la fumée se fut dissipée, on vit une trouée

rouge : trente officiers et cinq cents soldats suisses étaient tombés. Parmi eux se trouvait un fils du colonel de Courten, jeune cadet de dix-huit ans. Le père ramassa sur le sol sanglant un jabot de dentelles noircies, le retourna un moment dans ses mains tremblantes et brusquement le couvrit de baisers. Puis il se redressa, demanda le drapeau et, aux yeux des officiers étonnés, il noua à la hampe la frêle dentelle échappée au carnage.

La fleur de cette jeunesse ainsi décimée appartenait à l'aristocratie bernoise, soleuroise, lucernoise, valaisanne, grisonne. En suivant tant d'officiers suisses sur les routes d'Europe, au cours de leur carrière militaire, M. de Vallière ne pouvait se dispenser de jeter un coup d'œil sur leur enfance, sur le décor familial qu'ils avaient eu sous les yeux avant d'aller s'enrôler, sur leur retraite et leur vieillesse, quand sonnait l'heure du repos. Il ne s'est pas dérobé à cette partie de sa tâche. Les recherches qu'il a poursuivies dans un grand nombre de châteaux et de manoirs suisses, les innombrables reproductions de tableaux de famille et de scènes de revues qu'il en a rapportées constituent une des plus attrayantes nouveautés de son ouvrage. Quelle originale et délicieuse promenade on ferait en Suisse en le prenant pour guide de château en château !

A Vevey, l'on s'arrêterait devant la grille élégante de la Cour au Chantre, derrière laquelle apparaît la façade d'un charmant hôtel Louis XV, ancienne résidence du brigadier Humbert de Joffrey, qui y écrivit ses *Mémoires sur les privilèges de la nation suisse en France*. C'est en l'honneur de cette demeure qu'un régiment suisse tirait son nom, qui se couvrit de gloire au siège d'Ostende, de régiment de la *Cour au Chantre*. Bursinel, avec son grand toit brun et ses pavillons couverts de lierre nous rappellerait Jean de Sacconay, qui s'y retira après trente ans de campagnes, après avoir servi à Seneff sous le grand Condé, en Sicile sous le maréchal de Vivonne, à Fleurus et à Steinkerque. A Glérolles, sur un rocher au bord du lac profond, dominé par les coteaux brûlés et rocailleux de Lavaux, dans un donjon rustique et lézardé, nous irions évoquer la figure de ce Noé de

Crousaz, parti tout enfant pour la Hollande, revenant de Malplaquet, seul officier suisse survivant, prisonnier en Norvège pendant deux ans, lieutenant-colonel d'un régiment saxon. Une malchance tenace le poursuivait, puisque la capitulation de Pirna le fit tomber aux mains du roi de Prusse, qui le retint longtemps. Non loin d'Echallens, au milieu des noirs sapins, le château de Saint-Barthélemy dresse trois tours robustes au-dessus des bois mélancoliques. Vers la fin de l'année 1792, les gens du château voyaient rentrer leur maître, le colonel d'Affry, un vieillard courbé par les émotions, échappé comme par miracle aux sabres des septembriseurs de Paris. Matin et soir, d'Affry, suivant une allée ombreuse, s'en allait aux premières maisons du village, guettant le retour de son petit-fils, Charles d'Affry, lieutenant aux gardes-suisse, dont il était sans nouvelles depuis la catastrophe du 10 août. Un jour, le jeune homme reparut, abîmé de fatigue et amaigri ; il arrivait de Normandie, après bien des détours et à travers mille péripéties. Il devait poursuivre encore une belle carrière, puisqu'il commanda le quatrième régiment suisse à la Bérésina. Le vieux général d'Affry, lui, s'éteignit à 80 ans, le 10 juin 1793.

Nous verrions Soleure, d'où partirent tant d'officiers, nous parcourrions le canton de Fribourg, où M. de Vallière et son actif collaborateur, M. Burkhardt Mangold, ont contemplé d'instructives toiles, la Suisse primitive, pour achever par le pays des Grisons, avec les castels des Salis et des Planta.

De ces centaines de portraits, les uns d'exécution naïve, les autres pompeux et majestueux, que l'on rencontre à chaque page de ces annales, jaillit un clair regard, un de ces regards de soldat, qui exprime à la fois la fidélité à la foi jurée et l'unique préoccupation de garder l'honneur du drapeau. Mais, sous ce masque de rigidité et d'impassibilité, l'officier suisse, seul maître de ses compatriotes sur terre étrangère, comprenait, certes, ses hautes responsabilités.

Les conseils qu'à la veille de la Révolution le lieutenant-colonel de Zimmermann donnait à ses jeunes camarades, sous

forme d'un petit traité, sont non seulement empreints des plus nobles sentiments, mais ils mériteraient d'être lus et appliqués dans leur lettre et dans leur esprit par les instructeurs de nos soldats d'aujourd'hui.

« Traitez ces soldats avec humanité, dit Zimmermann ; ils sont des hommes comme vous ; ayez horreur d'en faire des bêtes de somme qu'on ne conduit qu'avec le bâton.... Ne vous servez pas de mots injurieux pour reprendre vos soldats, il y a d'autres moyens pour leur faire connaître ce qu'ils doivent.... Prenez garde surtout d'avilir par vos discours l'état du soldat ; réfléchissez que c'est vous avilir vous-même....

... Dussiez-vous votre grade à votre seule capacité, ne perdez jamais de vue que vous commandez des hommes libres comme vous, que vous ne pouvez rien exécuter sans leur secours, que, s'ils sont mécontents de vous, ils peuvent être les instruments de votre perte et qu'au contraire, si vous avez su vous les affectionner, il n'en est pas un qui ne prodigue son sang et sa vie pour le succès de vos projets. »

Au reste, M. de Vallière, au cours de son patient exposé, ne se laisse pas entraîner à de partiales considérations, et il a su parfaitement discerner les faiblesses et les inconvénients du « service étranger ¹. »

Mais, tandis qu'à l'intérieur, la Confédération des XIII Cantons était déchirée par des dissensions religieuses et politiques, tandis que les cantons « sujets » se sentaient opprimés, étaient durement traités et pressurés, que le Pays de Vaud, l'Argovie,

¹ Nous nous permettons seulement de faire observer à l'auteur qu'en certains cas, surtout pour la période helvétique et impériale, il adopte trop aisément la thèse des historiens suisses et surtout des historiens suisses allemands, qui ont traité la révolution helvétique avec une partialité évidente à l'égard des Français. Ecrire comme il le fait, page 523, « qu'il est avéré que la moitié des dix-huit millions de livres imposées aux cantons resta dans les poches des Commissaires de la République, » c'est propager, après les historiens nationaux, une accusation inexacte. Le remarquable ouvrage de M. Raymond Guyot sur le *Directoire et la paix de l'Europe* a fait justice de ces allégations.

le Tessin étaient gouvernés par des baillis suisses allemands, à la main généralement lourde, au dehors des frontières le soldat qui servait sous les bannières suisses voyait ces différences s'évanouir.

« Le régiment des Gardes-Suisses, c'était la Suisse en raccourci ; en lui resplendissaient les vertus militaires de nos ancêtres. Tous les cantons, toutes les races, toutes les langues et les patois de l'ancienne Confédération s'y confondaient. L'esprit de corps y maintenait l'unité morale. Il n'y avait là ni Bernois, ni Grisons, ni catholiques, ni réformés ; le sujet vaudois de Leurs Excellences de Berne apprenait à connaître le citoyen de Genève et le bourgeois de Lucerne. Sous l'habit rouge, on redevenait Suisse, alors que dans la patrie les haines confessionnelles, les mesquines rivalités détruisaient lentement l'antique lien fédéral. »

On ne saurait conclure par des considérations plus justes, aujourd'hui trop oubliées, cette histoire guerrière, véritable monument qu'a réussi à élever M. de Vallière avec une admirable persévérance.

FRÉDÉRIC BARBEY.



CHRONIQUE ITALIENNE

A propos du centenaire de Boccace. — La popularité de Dante. — L'inviolabilité des horreurs pittoresques. — Temps nouveaux.

On a célébré solennellement à Certaldo, vers le commencement de septembre, le centenaire de la naissance de Jean Boccace. Les festivités ont duré trois jours. Je ne m'arrêterai pas à répéter ce que les journaux quotidiens ont déjà raconté par le menu : les discours, le cortège avec des costumes de l'époque, la lecture d'une nouvelle du *Décameron*, l'exécution d'airs anciens sur des vers du poète. On a cherché à donner à la commémoration un caractère de fête ouverte, joyeuse, bien du pays. Je ne sais à quel degré on y a réussi. En tout cas, ce fut une idée excellente, car Boccace est précisément vivant pour autant qu'il veut être écrivain populaire. Et, d'autre part, on ne peut dire que ce je ne sais quoi d'académique qui se mêla à la cérémonie ne fût pas à sa place. Comme dans les *opere minori* de Boccace et par-ci par-là même dans le *Décameron*, les artifices du style, l'abondance froide, les solennités doctorales l'emportent sur l'art pur.

Jean Boccace fut, de tous nos écrivains anciens et modernes, celui peut-être où s'accomplit et se démontre le plus implacablement le destin qui pèse sur la littérature italienne depuis les origines. C'est presque une nécessité d'être classique, pour qui veut écrire l'italien avec quelque intention littéraire. Le latin est pour nous autres non tant un objet d'étude glorieuse et ardue (car ils sont nombreux, hors d'Italie, ceux qui étudient et possèdent philologiquement mieux que nous le latin) qu'une tradition ininterrompue, voire même une manière pratique de sentir et de dire. Il est presque une harmonie solennelle, complexe, unie, qui se déroule sous nos yeux, harmonie à laquelle nous

nous efforçons de conformer nos mots, nos gestes, nos actions. Or, si le charme du latin agit sur nous inconsciemment, de l'intérieur à l'extérieur, chacun voit que cette langue fait partie de notre nature et qu'aucune création d'art ne pourrait être italienne sans être plus ou moins latine. Suivre sa propre inclination ne peut jamais être une cause d'erreur, du moins dans le domaine artistique. Mais le malheur est que l'homme ne se contente pas à la longue d'écouter cette voix loyale et fidèle, bien qu'obscur, qui lui parle à l'intérieur. Plus il avance en culture, en âge, en civilisation, plus il s'applique à traduire l'instinct en raisonnements, le goût à seconder en préceptes à suivre. Être latins acquit peu à peu chez nous un sens plus concret et, dirai-je, plus limité ; c'est-à-dire imiter les tournures de syntaxe et de style propres au latin, en reproduire dans les limites du possible la prosodie et la métrique, édifier l'histoire, les drames, les poèmes épiques, les discours sur le modèle de Tite-Live, de Plaute, de Virgile, de Cicéron. Et il serait facile d'étendre ces considérations des lettres aux autres arts.

Les gens qui aiment les idées générales pourraient peut-être, sans tomber dans le défaut d'être fantaisistes, affirmer que toute l'histoire de l'art italien est une alternance, un concours ou un contraste, de classicisme du fond et de classicisme de la forme : alternance qui parfois se manifeste dans la production du même artiste. Eléments spontanés, émergés de l'âme profonde de la nation, ou éléments venus d'autres nations se fusionnent à certaines heures en produisant un éclat à éblouir, un courant à entraîner tout le monde. La naturelle modération classique de notre génie réussit tôt ou tard à maîtriser ces tumultueux et rudes éléments populaires, ces indociles et discordants éléments exotiques. Et voici l'architecture romane, la poésie de Dante, la sculpture et la peinture de la première Renaissance : puissantes et spontanées floraisons classiques d'anciennes souches italiques. Voici l'épopée romantique et une grande partie de la littérature et de l'art contemporains : floraisons classiques de germes nés ailleurs et seulement trans-

plantés sur le sol italique.... Mais après, de temps à autre, notre classicisme ingénu devient savant et impérieux : dogme auquel il faut croire, loi positive à observer, code aux mille articles minutieux où tout ce qui concerne l'art est prévu et réglé, anthologie où sont recueillis les modèles inimitables de toute beauté possible. Etre classiques, c'est le but suprême et presque la raison d'être de toute activité artistique ; les anciens, d'amis et consolateurs qu'ils étaient, deviennent nos précepteurs et nos tyrans. Jusqu'au moment où, dégoûtés du froid dans lequel nous plongeant ces grandes ombres trop insistantes, nous leur crions, comme Diogène à Alexandre : « Ne me cache pas le soleil ! » Nous allons alors à la débandade à travers champs et forêts, nous franchissons le domaine des autres peuples, nous nous croyons à jamais libres de toute tutelle. Mais, peu à peu, nous retombons par mégarde au pouvoir de ces terribles maîtres, puissants surtout parce qu'ils se présentent toujours à nous sous un visage de pères et de frères, non de despotes. Puis viennent de nouvelles révoltes. Tel me paraît le rythme dominant dans l'histoire de notre art.

— Il a paru, voici quelques mois, un autre livre sur Dante, très agréable du reste, qui peut suggérer quelque considération non indigne peut-être de ceux qui aiment dans l'histoire certains aspects plus caractéristiques, certains traits plus significatifs de l'esprit humain. *Curiosità dantesche*, tel est le titre du livre dont je parle (Milan, Hoepli, 1913); l'auteur en est le professeur Paolo Bellezza, déjà connu par d'autres études d'histoire littéraire où l'érudition se ravive d'un levain d'humour savoureux. C'est un livre aux prétentions modestes, très éloigné, comme le dit l'auteur lui-même, de la présomption de vouloir présenter un tableau complet de la fortune changeante de Dante, désireux seulement d'offrir une lecture utile et agréable à ceux qui, pour n'être pas des Dantistes de profession, aiment et cultivent Dante. Plus d'un de ces essais révèle une intention malicieuse. « Je me suis souvenu, écrit Bellezza dans la préface, de l'avis de Pio Raina : « Les champs de l'Alighieri sont si fertiles

» en chiendent que, par-ci par-là, on éprouve le besoin de les » asperger avec une solution de sublimé corrosif. » — Et le chapitre premier commence par les mots suivants : « Dante est une des trois choses qui, comme Guerrazzi avait coutume de le dire, partagent avec la gomme le privilège d'être élastiques ; les deux autres, — qui l'ignore ? — sont la Bible et la conscience. Jean-Paul a dit de la Bible que « tous les siècles et tous » les peuples paraissent croire que chaque chapitre a été écrit spécialement pour eux et a été exprimé dans leur esprit et suivant « leurs opinions. » Witte a pu affirmer de Dante que « chaque époque a trouvé en lui ce qu'elle aimait et, quand il était impossible de l'y trouver, elle ne s'en est plus soucée. »

Il en est ainsi et on le savait déjà en grande partie. Mais le livre de Bellezza, à part le mérite d'être une lecture très divertissante, nous démontre que la tendance séculaire à s'approprier Dante et à y trouver la confirmation de nos idées, le miroir de nos goûts, la propre matière de nos méditations, le répertoire de nos citations, continue encore et comment ! Cela, du reste, n'exclut pas la possibilité d'une explication très optimiste. Ne pourrait-on pas, somme toute, reconnaître dans cette manie persistante, sinon toujours respectueuse, de plier Dante à nos fins particulières, la preuve la plus solennelle de son éternité ? Les poètes médiocres s'oublient, tout simplement. Seuls les très grands sont relus, repensés, revécus de siècle en siècle, qu'importe si c'est bien ou mal. La *Divine Comédie* est devenue pour l'Italie, — et non seulement pour l'Italie, — quelque chose comme une des plus grandes forces naturelles : comme la mer, dirais-je, que chacun voit et comprend à sa manière, observant son immensité divine et se plaisant à ramasser des petits coquillages le long du rivage !

Mais voici qui est curieux : de tous temps, sur les bords de la grande mer dantesque, on a rencontré et l'on rencontre en grand nombre des gamins ramasseurs de coquilles, je veux dire de mots, des géomètres relevant la topographie, des distillateurs d'essences mystérieuses, des gens sondant les profon-

deurs, des pêcheurs de citations, mais très peu de personnes contemplant la beauté des ondes ou écoutant la magnificence des tempêtes. La *Divine Comédie* a commencé, au quatorzième siècle, à devenir populaire non pas comme livre de poésie, mais de politique, de religion et de philosophie. Maintenant, les philologues, les historiens, les hommes politiques, les spirites, les cléricaux, les anticléricaux, les savants, les alpinistes, les patriotes, même quelque pangermaniste de bonne volonté, y trouvent leur affaire. Oui, tous : excepté les purs admirateurs de la beauté.... Admettons pourtant (ce serait vraiment trop triste de devoir y renoncer) que quelques-uns lisent et étudient la *Divine Comédie* avec de pures intentions artistiques. Mais combien sont-ils, en regard des autres ? De tous les innombrables commentaires de la *Divine Comédie* publiés depuis plus d'un demi-siècle, un seul, celui de Tomaseo, témoigne d'intentions esthétiques. D'innombrables volumes furent écrits sur le *Veltro* (le lévrier), sur le *Pape Satan* et sur les sens indirects ; nous possédons seulement quelques pages de Francesco De Sanctis sur la beauté poétique des chants de Françoise de Rimini et du comte Ugolin.

On a écrit des bibliothèques entières sur ce qu'on trouve chez Dante en matière de philosophie, de religion ou de politique ; mais on a dit peu de chose ou même rien du tout sur ce qu'il y a chez lui de poésie, c'est à dire de particulière et de véritable matière dantesque. Comment expliquer cela ? En disant peut-être que la poésie se passe de commentaires ? On désirerait admettre cette supposition, mais hélas ! la vérité est autre. La vérité est que ceux qui comprennent vraiment l'art sont rares, presque autant que les vrais artistes. En revanche, la foule admire d'habitude dans l'œuvre d'art le sujet, la signification morale, quelque épisode saillant, quelque mot brillant ; le soi-disant contenu et la soi-disant forme, non pas la vraie beauté, qui n'est pas chose à se prêter à de semblables anatomies grossières. On peut donc affirmer que la popularité d'une œuvre

d'art dépend de ce qu'elle contient de moins artistique ou de plus corruptible.

— Je ne voudrais pas paraître au lecteur encore plus Vénonais que je le suis. Mais une question qu'on s'est mis à discuter dans le Conseil municipal et dans les journaux de cette ville, me rappelle aux bords de l'Adige et surtout sur cette admirable *Piazza delle Erbe* que l'automne recouvre maintenant de ses grappes : colorées, riches et juteuses comme les œuvres d'art les plus sincères de la terre vénitienne. Voici ce dont il s'agit : Un côté de la place est en partie bordé par les maisons de l'ancien Ghetto. Ces bâtiments sont dépourvus de valeur artistique intrinsèque, mais ils sont étrangement pittoresques dans leur masse désordonnée : tachés, couleur de rouille, décrépits, bref, propres à amouracher les plus exquis sybarites... de la vue. Chacun sait qu'il y a des couleurs faisandées, tout comme il y a des saveurs faisandées.... Du reste, point n'est besoin d'être des maladifs raffinés pour remarquer dans cet amas d'édifices confus et mûrs une sorte de beauté difforme, mais véritable, un charme semblable à celui qui émane du spectacle de certaines choses naturelles. Mais le malheur est que, derrière cette scène merveilleuse, se cachent des endroits abjects, indignes de la civilisation moderne, des ruelles, de petites places où ne pénètre jamais le soleil ; une saleté humide dégoutte et suinte de chaque mur, répand dans chaque couloir ses relents empoisonnés. Tous, même les plus soupçonneux adversaires des soi-disant *éventrements*, tomberont d'accord, devant tant de saleté, pour proclamer nécessaire l'œuvre de la pioche. La Caisse d'épargne municipale s'est chargée d'acquérir le Ghetto, de le démolir et d'y construire un palais destiné à lui servir de siège. En vue de sauvegarder les raisons de la beauté et de l'art et de conserver à la place son admirable harmonie, on décide d'ouvrir un concours international pour le nouvel édifice : liberté absolue dans le choix du style architectural, liberté de briser, du côté de la place, la ligne de la façade, de varier la

hauteur des diverses ailes, obligation de se servir de pierres véronaises, réserve indispensable pour obtenir, de toute façon, l'approbation du gouvernement, car la *Piazza delle Erbe* est classée comme monument national.

Eh bien, à ce projet si modéré et si prudent, au point de paraître presque timide, une fraction de la bourgeoisie tente de s'opposer par des arguments qui, s'ils ne sont pas des plus probants, sont menés avec une véhémence et une ardeur dignes de mériter la sympathie même de ceux qui pensent autrement. Aussi bien, la question (laquelle n'est plus exclusivement locale, car M. Angelo Dall'Oca Bianca, un distingué peintre de Vérone, a su grouper autour de son opposition des noms d'artistes de toute l'Europe), la question, dis-je, est de celles qu'on pourrait appeler révélatrices d'un état d'esprit et qui, mieux encore, se prêtent à des considérations générales. En laissant de côté tout détail non essentiel, le problème se réduit à ceci : quels sont les droits et les devoirs des autorités, de l'industrie, de la vie moderne à l'égard des restes des temps passés ? Où finit l'obligation de notre civilisation de conserver intact l'héritage des siècles écoulés, de dévier sa marche, de se contenir et de s'abstenir ?

Aucun doute ne subsiste lorsqu'il s'agit d'œuvres d'art authentique ou d'importants monuments historiques : il faut les conserver à tout prix. Et l'on peut dire que, dans cette foi et dans ce culte, notre génération est vraiment plus religieuse que celles qui nous ont précédés. Mais si, comme dans le cas de Vérone, il s'agit d'édifices dépourvus de valeur artistique et historique, intéressants seulement par leur physionomie spéciale, par leur couleur locale, par l'aspect pittoresque et fantastique de leur misère, la civilisation moderne devra-t-elle encore renoncer à exercer son activité caractéristique ? Oui, peut-être, dans certains cas exceptionnels. A Venise, par exemple, il serait difficile d'imaginer aucune œuvre moderne qui ne fût pas un scandale, une contamination. Venise est une ville achevée depuis longtemps et presque cristallisée dans sa forme parfaite. Son ca-

ractère monumental résulte de toutes ses pierres, aussi bien des plus magnifiques que des plus modestes. Mais, dans la plupart des cas, les villes historiques, même très anciennes, n'offrent pas ce caractère d'organismes achevés. Ce sont plutôt des organismes en pleine transformation : nous y trouvons les œuvres et les empreintes caractéristiques de chaque époque vécue et nous n'y discernons pas ce cachet de perfection, cette espèce de prohibition sacrée qui se sent et se respire dans les canaux et les ruelles de Venise. Rome est Rome aussi bien au Colisée qu'à Saint-Pierre; à Florence, le rude *Palazzo comunale* et le serein *Palazzo Riccardi*, si profondément divers, loin de se contredire, se complètent. A Vérone, les édifices du moyen âge, de la Renaissance, de la période baroque se pressent, en une admirable confusion, sur les quatre côtés de la *Piazza delle Erbe* ; quand on se place au milieu, on voit les témoignages de toutes les ères par lesquelles Vérone a passé.... Pourquoi le témoignage de notre époque moderne devrait-il en être exclu? Sommes-nous pauvres et bas à ne plus même espérer que jamais un de nos édifices ne sera digne de subsister comme expression de notre temps? Comment une telle défiance se concilie-t-elle avec la conception si élevée (au demeurant justifiée) que nous avons de nos nouvelles énergies? Il est certain que l'architecture, de tous les arts contemporains, est celui qui a le moins créé de formes nouvelles : mais sur un mode original, plus savant, plus exquis, elle a su et sait garder les éléments des architectures passées. Il est aussi certain, toutefois, que maint édifice nouveau déplaît, par la netteté dure de ses couleurs, aux gens qui ont l'œil sensible. Mais tous les marbres les plus savoureux furent heurtés et crus à leur première apparition et, si les artistes anciens avaient cédé à l'horreur du marbre nouveau, nous ne pourrions pas admirer des marbres antiques.

Ce sont là des raisons si évidentes, qu'on ne comprend pas comment elles peuvent encore être combattues. Mais le fanatisme archéologique, dont je signalai d'autres manifestations dans la dernière chronique, est un des rares maux anciens qui

s'obstinent dans cette Italie si étincelante de santé et de jeunesse.

— Temps nouveaux ! Et non seulement à cause de ces signes plus évidents que désormais chacun connaît, non seulement par les grandes œuvres heureusement accomplies dans cette dernière période, œuvres dont raisonne paisiblement le rapport adressé au roi par M. Giolitti, mais aussi à cause de certains événements moins éclatants et moins remarqués par l'esprit public. Il y a une dizaine d'années, les décrets que le lieutenant impérial à Trieste vient de promulguer contre les Italiens résidant dans cette ville auraient incendié toute l'Italie. L'ambassade et les consulats autrichiens seraient devenus dans tout le royaume l'objet de violentes démonstrations. Plus d'une aigle bicéphale aurait été traînée dans la boue. Aujourd'hui : rien. Quelques réunions inoffensives ; quelques articles de journaux, acerbes dans le fond, mais corrects dans la forme. Toutes les protestations de l'Italie contre l'inattendue injure autrichienne restent convenables, presque paisibles. Et cependant le dédain ne fut jamais si unanime qu'à cette occasion ! Et cependant l'Autriche continue à être cordialement détestée en Italie : une guerre contre l'Autriche, *quod Deus avertat*, unirait dans un seul élan monarchistes et républicains, nationalistes et socialistes, libéraux et cléricaux. Le calme relatif de la protestation actuelle ne signifie donc pas faiblesse et tiédeur, mais une conscience plus apaisée et plus virile. Etre forts veut dire aussi savoir contenir ses propres colères.

FRANCESCO CHIESA.

CHRONIQUE AMÉRICAINE

Un nouveau scandale dans l'Etat de New-York : la mise en accusation du gouverneur Sulzer. — Les conférences du secrétaire d'Etat Bryan. — Chemins de fer, actionnaires et voyageurs. — A propos de l'exposition projetée à San-Francisco. — Une appréciation étrangère sur le système scolaire des Etats-Unis. — Comme quoi le bison n'est pas près de disparaître. — Les livres.

On a dit souvent que l'Amérique est un pays à surprises. Cependant, on ne se serait pas attendu, il y a quelques mois, à voir le président de la plus grande république de l'Union, New-York, mis en accusation. Lorsque M. Sulzer, aux dernières élections, devint gouverneur de cet Etat, les gens jaloux du bon renom de New-York — il y en a encore, heureusement — regrettèrent qu'on eût élevé à cette haute fonction un homme manquant à un tel degré de dignité et de bonnes manières. Toutefois il est si peu de gens distingués dans la politique de l'*Empire State* qu'on eût volontiers fermé les yeux sur ce point en considération des efforts faits par M. Sulzer pour punir certains individus habitués à grappiller les fonds publics. Ces poursuites amenèrent une rupture entre le gouverneur et la redoutable organisation politique new-yorkaise de Tammany Hall, dont se réclament tous les tripoteurs des deniers de la ville ou de l'Etat. D'un autre côté, Tammany se trouva désappointé par l'attitude indépendante de Sulzer, lequel refusa absolument de subir l'ascendant du *boss* Murphy, le leader démocrate, le « pouvoir derrière le trône » à Albany. Le trop fameux club de la XIV^e rue avait déjà été froissé de la quasi-défection du maire Gaynor, de New-York City : il décida de se débarrasser de ce gouverneur inquiétant qui allait peut-être remuer des bas-fonds plutôt nauséabonds. Il ne fut pas bien difficile de trouver le défaut de la cuirasse. Pendant la campagne qui se termina par son élection, Sulzer avait employé à des spéculations de bourse une partie

des sommes données par ses partisans pour les frais de la lutte. Et en outre, — ce qui est plus sérieux, — il avait commis un parjure en produisant sous serment, en conformité de la loi électorale, un état d'emploi des dits fonds, lequel était nécessairement fictif. Sans doute, c'est là une action blâmable, surtout de la part du premier magistrat de la république de New-York. Mais le gouverneur Sulzer peut bien se plaindre à bon droit d'avoir été mis en accusation par un parlement qui, pris dans son ensemble, est plus taré que lui. Il ne lui convient pas du tout, et cela se conçoit, de jouer le rôle du baudet dans les *Animaux malades de la peste*. Il est regrettable, pourtant, qu'il n'ait pu résister à la tentation, toujours en éveil chez lui, de poser pour la galerie. On l'a vu se raccrocher rageusement à son fauteuil présidentiel comme un enfant mal élevé à un jouet qu'il est nécessaire de lui enlever, refusant de passer son service au lieutenant-gouverneur Glynn, menaçant d'appeler la milice à son aide, etc.

Venant si tôt après le scandale de la police à New-York City, cette triste affaire est doublement malheureuse pour le premier Etat de l'Union. Pour nous, elle est surtout intéressante parce qu'elle est symptomatique : elle montre à quels expédients désespérés on est réduite pour vivre l'association aussi puissante que malfaisante des séides tammanystes.

— C'est étonnant comme les hauts fonctionnaires des Etats-Unis sont aptes à manquer de dignité ! De 1797 jusqu'à nos jours, il n'y a pas eu moins de dix-huit cas d'*impeachment*, ou mise en accusation de magistrats suprêmes. On y voit figurer un président de l'Union, — Johnson, — et huit gouverneurs d'Etat ; le reste se compose de juges fédéraux, sénateurs, etc. Sans aller aussi loin, certains personnages de marque ont de singulières manières d'agir. Le secrétaire d'Etat actuel, M. Bryan, après avoir crié famine et confié aux reporters que ses émoluments — respectables d'ailleurs — ne lui permettaient pas d'entretenir sa maison familiale de Nébraska, son château de Floride et sa résidence officielle de Washington, — le pauvre

homme! — M. Bryan, dis-je, a imaginé de courir le pays en faisant des conférences payées. Pour comble d'infortune, il apparaît en public dans une étrange compagnie. Une affiche dont nous avons le texte sous les yeux l'annonce, en Kansas, sur une scène de Variétés où il débite son speech entre des « troubadours napolitains » et un magicien. Ce qui est pire encore, c'est que M. Bryan, pour ne pas manquer ces sortes d'engagements, coupe court des audiences avec des diplomates étrangers, lesquels ont à l'entretenir de ce qui, en somme, devrait le regarder avant tout : des affaires de l'Etat.

On peut s'accoutumer, à la rigueur, aux tournées de commis voyageurs en politique exécutées par les divers présidents des Etats-Unis, quelque peu dignes que soient de ces hautes fonctions les speeches à la vapeur faits dans des gares de village, sur la plate-forme de derrière d'un train, et qui ont trop de rapport avec les procédés des marchands d'orviétan de jadis ; on peut encore passer sur tout cela ; mais il est impossible d'aller plus loin et de voir sans inquiétude et sans chagrin un premier ministre se montrer pour de l'argent avec des jongleurs et des chiens savants.

— A propos de scandales, la lamentable « série noire » d'accidents qui s'abat sur les lignes du New-York Central Railway porte véritablement atteinte à l'honneur des Etats-Unis. Les catastrophes s'y succèdent avec une régularité qui devient affolante. Mais, après tout, il ne se produit là qu'un fait très naturel, étant donné la démoralisation d'une compagnie qui n'a guère d'autre souci que de servir de gros dividendes à ses actionnaires. Ce souci est plus développé sur le New-York Central qu'ailleurs : voilà tout. Très peu nombreuses, en Amérique, sont les compagnies de transport mettant en première ligne la sécurité et le confort des voyageurs. Tels directeurs, tels employés, pourrait-on dire en modifiant le proverbe. Si un président de railway a pu dire un jour : « Que le public aille au diable ! » que peut-on espérer des agents subalternes ? Dans le cas particulier, le public a d'autant plus raison de s'indigner que

le New-York Central, s'il dépense, en frais de réclame, des millions de dollars pour ériger des gares monumentales, fait les plus mesquines, les plus dangereuses économies en ce qui concerne le matériel et le personnel. C'est ainsi, pour ne citer qu'un cas, qu'il s'obstine à conserver des wagons de bois, même dans les convois rapides, et sur des voies où la multiplicité des trains augmente la possibilité des collisions ou des déraillements. Et ceci nonobstant l'exemple des résultats obtenus, sous le rapport de la diminution des accidents mortels, sur les lignes employant des voitures d'acier. Mais un fait montre à quel degré de laderie — ou de stupidité — certaines compagnies sont arrivées sur ce point : dans une catastrophe récente, les tués furent presque uniquement de hauts fonctionnaires de la ligne, voyageant dans un vieux « wagon spécial » *de bois*, qui fut télescopé.... Après cela, il ne faut s'étonner de rien ¹.

Quels arguments l'incurie et l'avarice de ces compagnies donnent aux partisans de la nationalisation des voies ferrées !

— D'aucuns ont dit que cet état de choses, joint à une protection incomplète des articles exposés, contribue à faire hésiter les pays étrangers à participer à l'exposition de San-Francisco en 1915. Il est de fait que le nombre des nations répondant à l'appel des directeurs de cette nouvelle World's Fair est fort restreint. Toutefois, il semble que le vrai motif de l'abstention de tant de gouvernements soit simplement dans la fatigue causée par l'excessive fréquence de ces « foires du monde. »

Du reste, en Amérique, ces expositions n'ont pas d'ordinaire suffisamment le caractère international pour produire les résultats que les étrangers seraient en droit d'attendre d'elles. Presque toutes sont des entreprises locales, avec des visées trop hautes ; c'est à tort que l'on y convie les autres pays, et surtout ceux d'au delà des mers. Réduites au rôle spécial des *Kunstausstellungen* allemandes, par exemple, elles rendraient infiniment plus de services, tout en coûtant bien moins cher.

¹ Le New-Haven, branche du New-York Central, a eu, à lui seul, quatorze accidents de trains de voyageurs en vingt-sept mois, avec soixante-dix tués et quatre cents blessés.

D'ailleurs, aux Etats-Unis, on cherche *plutôt* à attirer la foule dans ces expositions qu'à donner à celles-ci un cachet artistique et même militaire. Il paraît beaucoup plus important de remplir la ville de visiteurs pour le bénéfice des commerçants locaux, que de faire ressortir les ressources de la région ou produire une salubre rivalité entre des régions voisines par un agencement intelligent, consciencieux et habile des diverses sections de l'entreprise. Les efforts tentés dans ce dernier sens sont décousus, spasmodiques et, trop fréquemment, futiles.

— Cette chronique n'a pas eu, jusqu'ici, un ton très optimiste. Il est temps d'y jeter une note réconfortante en rendant compte des appréciations sur notre système scolaire émanant d'une autorité en la matière, M. le professeur Leo Burgenstein, de l'Université royale de Vienne. Au congrès international d'hygiène scolaire tenu cette année à Buffalo, M. Burgenstein a déclaré que les institutions éducationnelles des Etats-Unis, considérées dans leur ensemble, sont de beaucoup en avance sur celles du vieux monde. Il a fait remarquer, entre autres choses, l'intérêt considérable que les classes riches prennent à la diffusion de l'instruction, les énormes dons faits aux universités, la création de chaires, d'instituts tels que la *Russell Sage Foundation*, due à l'initiative privée. La façon dont les écoles sont bâties, ventilées, éclairées, les cours en plein air, les *roof gardens* (jardins scolaires sur les toits), l'extrême développement des cours du soir et de l'instruction technique, tous ces points l'ont particulièrement frappé. Le souci des détails, sous le rapport de l'hygiène, lui semble avoir presque atteint la perfection ; et il cite, en l'espèce, les vitres spéciales des fenêtres, calculées de façon à donner le maximum de lumière avec le minimum de fatigue pour les yeux ; les tableaux *blancs* remplaçant les traditionnels tableaux noirs ; les sièges individuels pour les élèves, — afin de parer aux dangers de contagion.

Tout cela est très bien. Néanmoins, dans un certain nombre de cas, il est facile de relever, principalement en ce qui concerne l'instruction primaire, des défauts assez graves. L'un d'eux est de vouloir trop embrasser : or, qui trop embrasse,

mal étreint. Trop de programmes tendent plutôt à inculquer des notions d'une multitude de sujets qu'une connaissance suffisante des matières les plus nécessaires. Ensuite, la journée, la semaine, l'année scolaires sont respectivement plus courtes que dans aucun autre pays ; le nombre des fêtes nationales ou locales, la libéralité avec laquelle on supprime le jour d'école qui se trouve entre une fête et la fin de la semaine, l'habitude de reporter au lundi les fêtes tombant le dimanche, tous ces faits finissent par handicaper l'enseignement et compliquer la tâche du maître. D'un autre côté, certaines grandes villes, comme New-York, où la population s'accroît rapidement, manquent tellement de place dans les écoles primaires que l'on doit renvoyer beaucoup d'enfants à midi, pour faire deux sessions. Enfin les instituteurs et institutrices sont insuffisamment rétribués. En Californie, où les appointements sont le plus haut, la maîtresse primaire arrive à 4500 fr. ; dans la majorité des Etats, elle ne gagne pas 3000 fr. Ceci peut paraître, toutefois, assez élevé à un Européen : mais il faut tenir compte du coût de la vie en Amérique, des habitudes, des salaires ordinaires des travailleurs *manuels* dans ce pays. L'instituteur, dans quatorze Etats de l'Union, n'est pas plus payé que l'ouvrier de manufacture ; dans dix-huit, il est au niveau du terrassier ; dans un Etat du Sud, même, il ne touche que 1500 fr. alors que le convict, auquel l'administration pénitentiaire permet de s'embaucher dans des entreprises, reçoit 2000 fr. !

On doit donc reléguer au domaine des légendes l'opinion généralement répandue en Europe que le corps enseignant est rémunéré d'une façon princière aux Etats-Unis.

— Parlant de légendes, c'est également à tort que l'on considère le bison comme pour ainsi dire disparu de l'Amérique du nord. Un extrait du recensement opéré par l'*American Bison Society* fait ressortir qu'il existe, tant sur le territoire de l'Union qu'au Canada, 2168 buffalos. La plupart de ces animaux sont répartis en troupeaux surveillés soit par des particuliers, soit par l'Etat. Le gouvernement fédéral possède trois

de ces groupes, dont un au parc national du Yellowstone. Grâce aux efforts de la société sus-mentionnée, on a consacré, en Montana, un territoire *enclos* de vingt-neuf milles carrés au développement des bisons, et, subsidiairement, des élans et des antilopes. Par une étrange coïncidence, c'est au moment où les plus grands efforts sont tentés pour multiplier ces animaux que vient de faire faillite le propriétaire de la fameuse *Wild West Show*, Buffalo Bill, le grand destructeur de bisons.

Il est à remarquer qu'on essaie, aux Etats-Unis comme au Canada, de croiser le bison avec l'espèce bovine ordinaire. Après bien des tâtonnements, on a fini par obtenir, çà et là, des animaux infiniment plus forts, plus résistants aux intempéries que les bœufs et les vaches, tout en étant dépourvus des instincts sauvages du buffalo.

— M. Jack London est, sans contredit, un auteur avec lequel il faut compter, par la bonne raison qu'il est « arrivé. » On ne saurait nier qu'il est populaire et que les éditeurs se disputent ses œuvres. La fin justifie les moyens en littérature comme en politique. Mais cela n'empêche pas que M. London a adopté les moyens chers à la presse sensationnelle, la presse « jaune. » En fait, il est le représentant, dans le roman, du genre qui fait le succès du *New-York American*, du *World*, même du *New-York Herald*, et qui consiste à flatter le goût des masses pour les crimes sanglants, les catastrophes terrifiantes, les horreurs de toute description.

Dans les contes courts composant *The Night Born*, publié cette année par la Century C^o de New-York, nous trouvons autant et même plus de situations capables de donner au lecteur, comme on dit vulgairement, la chair de poule, que dans la collection intitulée *When God laughs*, parue en 1911, ou dans *The last Face*, de 1910. Ce sont seulement d'autres abominations aussi terribles qu'admirablement présentées. M. London nous offre aujourd'hui, comme variantes, un enfant coupé en deux en conséquence d'un simple caprice féminin, deux luttes à coups de poing, un drame répugnant dans une course de tau-

reaux. Ainsi que l'a dit un critique, c'est à désespérer de cet auteur, dont l'énergie, le talent descriptif, le style excellent servent une triste cause. De temps à autre, cependant, il est sorti de son cadre habituel, mais avec quels visibles efforts ! Dans *Adventure*, il y a deux ans, M. London s'est essayé en un genre moins sensationnel. Pourtant il n'a pu s'empêcher de placer son intrigue dans une île peuplée de cannibales, ni de nous régaler d'une épidémie, d'un naufrage, d'une bataille et d'apprendre au lecteur la vraie manière de tanner un crâne humain pour en faire un trophée. Au demeurant, c'est là une nouvelle à lire. En somme, le seul roman de cet auteur qui échappe à la critique au point de vue qui nous occupe est, semble-t-il, *Martin Eden*, paru en 1909, — l'histoire assez terre à terre, et pas du tout réconfortante d'un écrivain malmené par la fortune... et par les éditeurs. On a voulu y voir une sorte d'autobiographie.

En terminant, signalons aux sportsmen un ouvrage de M. London, qui remonte à 1911 et qui, sous le titre *The Cruise of the Smark*, relate la croisière d'un yacht à voiles dans le Pacifique. L'auteur parle *de visu*, et non sans charme, de ce voyage extraordinaire.

Rien ne saurait être plus loin du genre de Jack London que celui de M. Jerome K. Jerome. Ce dernier est un fantaisiste, c'est possible, mais tout ce qu'il écrit est plein de sentiment, et d'une philosophie qui, sans être extrêmement profonde, est saine et plaisante. Des millions d'Américains ont ri en lisant les charmantes pages de son fameux *Three Men in a Boat* (Trois hommes dans un bateau). Bien qu'il ne soit pas probable que M. Jerome revoie jamais un pareil succès, l'apparition de chacune de ses œuvres nouvelles est accueillie avec beaucoup d'intérêt par le monde littéraire américain. *They and I* (Eux et moi), qui a paru récemment, vaut la peine d'être lu. Les caractères y sont plutôt dessinés que dépeints, mais l'intrigue est forte et pleine de variété.

Chez Harper, W. D. Howells publie un roman qui, s'il n'est pas destiné à faire grande sensation, occupera une place hono-

rable dans l'œuvre d'un de nos meilleurs écrivains contemporains ¹, *New Leaf Mills* (Le moulin de la Feuille nouvelle) est une aimable satire des fantaisies communistes basées sur la doctrine de Robert Owen. Ce livre mérite d'être traduit en français.

GEORGE NESTLER TRICOCHÉ.

CHRONIQUE SUISSE ALLEMANDE

Propos d'automne. — Le nouveau roman de M. Zahn. — En pays rhétien. — Question de langues. — Ni Tudesques, ni Italiens. — Une histoire des Grisons. — La question de la Valteline. — Lettres de Gottfried Keller. — Revues allemandes et écrivains suisses. — Les livres.

Voici l'arrière-automne aux jours gris et froids. Les derniers vents d'octobre ont jeté par tas les feuilles dans les fossés pleins d'eau. Brumaire étend sur toutes choses la ouate de ses brouillards qui se répandent en pluie sur les idées. Chez l'homme, comme dans la nature, il se fait comme un silence avant le grand recueillement de l'hiver et ceux qui, comme dit Dante, ont franchi la moitié du chemin de la vie, finissent par trouver une sorte de volupté à cette saison qui résume assez bien toute existence modérée qui s'accomplit ou qui s'achève dans un cadre naturel de sérénité, de silence et de regrets.

Un livre à l'unisson de ces sentiments est le nouveau roman de M. Ernest Zahn, *Le pharmacien de Klein-Weltwil* ², œuvre délicate et discrète dans les demi-teintes, toute en nuances, d'un charme pénétrant.

Ernest Zahn ne nous avait pas entièrement satisfait avec ses derniers romans. Sans qu'on pût dire positivement que son ta-

¹ Voir *Bibliothèque Universelle* de juillet 1906 et septembre 1909.

² *Der Apotheker von Klein-Weltwil*. Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt.

lent fût en baisse, des œuvres comme *Les Femmes de Tanno* et *Ce que brise la vie*, malgré de fortes parties, nous laissaient un peu perplexe. Or voici qu'il nous apporte un récit qui est un mélange de narrations, de descriptions et d'analyse, d'une grâce intime très prenante, le tout fondu avec beaucoup d'art, sans longueurs ni redites, sans abus de réflexions, sans surtout aucun de ces effets par lesquels l'auteur fait sentir sa présence.

Le pharmacien de Klein-Weltwil est l'histoire d'un homme qui, après avoir longtemps erré sur les grands chemins de la vie, revient dans son coin natal pour y vivre en paix. Ayant hérité la pharmacie d'un oncle dans une petite ville suisse, il s'y fixe avec l'espoir de n'en plus bouger. Eusèbe Fuchs est un savant qui a beaucoup lu, beaucoup médité. Doué d'un sens d'observation très fin, il se met à étudier ses concitoyens et, à sa vive surprise, il découvre en eux un grand nombre d'originaux. Tout ce monde de petite ville est rendu avec une rare vérité; on y voit le fabricant Schuppiger et sa famille, le doyen Mathias Gans avec sa fille Rosalina et sa nièce Luzia, le suffragant Meiss qui bientôt supplantera le doyen, le riche paysan Bochsinger avec son fils Christian, le vieux mécanicien Räber dont la femme meurt d'une maladie de langueur, le journaliste Schwarz et l'écrivain Weiser, dame Siebenmann, qui gouverne la maison du pharmacien, et surtout Gotthold Stillfried, le vieux commis pharmacien, une figure exquise d'homme modeste qui, après bien des illusions évanouies et de cruelles déceptions courageusement supportées, rentre dans l'effacement, se confond avec la multitude des inconnus qu'il appelle les quantités négatives et trouve son bonheur à rendre service aux autres et à accomplir obscurément son devoir.

Ce portrait de Gotthold Stillfried m'a fait songer au *Domini-que* de Fromentin et je ne crois pas qu'on puisse faire un plus bel éloge du nouveau roman d'Ernest Zahn.

— Depuis quelques semaines on a beaucoup parlé du pays grison, de ce beau pays qu'on croit connaître et qu'on ignore

en grande partie. Sans doute les touristes ont visité le Prättigau, le Schanfigg, Davos, les vallées du Rhin antérieur et du Rhin postérieur, et l'Engadine. Mais que sait-on des vallées italiennes du Mesocco, de la Bregaglia, de Poschiavo et surtout de ces vallées romanches si peu fréquentées, Lugnetz, Saint-Pierre, Oberhalbstein, ou de ces vallées mi-romanches, mi-allemandes, Ferrera et Suretta, qui débouchent sur le Rheinwald, ou encore du val Samnaun qui, tourné vers le Tyrol, ne communique avec la Suisse que par des cols très ardues ? On a parlé des Grisons à propos de l'élection de M. Calonder au Conseil fédéral, puis du percement des Alpes orientales au Splügen ou à la Greina, puis de l'affaire de la Fluela, enfin de la question des langues qui fait encore verser beaucoup d'encre des deux côtés des Alpes.

Je dis des deux côtés des Alpes, car ce sont surtout les Allemands et les Italiens qui s'en occupent. Les Allemands, à vrai dire, ne le font que pour constater le recul du romanche, ce qui réjouit l'âme de certains pangermanistes. Les Italiens sont plus perfides. Ils voudraient profiter d'une situation difficile pour gagner les Romanches à l'italianisme. Les philologues se sont mis de la partie et prouvent aux Grisons latins que leurs idiomes ne sont que des dialectes italiens qu'il est temps d'abandonner pour adopter la langue de Dante et de Machiavel. « Seule une orientation décisive vers l'Italie peut nous sauver », dit le professeur Salvioni, un Tessinois d'origine qui enseigne à Milan. Un autre, Del Vecchio, qui ne cesse de dénoncer la germanisation dans les Grisons comme un péril national pour l'Italie, dit dans une brochure au titre significatif, *Le ladin au carrefour; les vallées de l'italianité mourante* : « Chers frères (car nous sommes des Latins frères et l'Allemand est notre ennemi commun, qu'il soit Grison, Zuricois ou Berlinois), nous voici au carrefour. Votre langue expire et rien ne pourra lui rendre vie. Votre gouvernement lui-même l'abandonne. S'il la reconnaît encore comme langue cantonale et s'il fait figurer les lois et arrêtés en romanche, à côté de l'allemand, ce n'est qu'un leurre,

puisque la correspondance officielle avec la capitale se fait en allemand, puisque dans les écoles l'allemand est obligatoire dès la troisième année et qu'à partir de la septième l'enseignement est donné entièrement en allemand. Or il n'y a qu'un moyen de vous sauver : à ce dialecte désuet substituez l'italien que parlent déjà nos frères du Mesocco, de la Bregaglia et de Poschiavo, et du même coup vous rentrez dans la grande patrie italienne — la patrie idéale — qui vous tend les bras. »

A cela les Romanches répondent : « Ni Italiens, ni Tudesques ; nous voulons rester nous. Sans doute notre population ne s'accroît guère. Sans doute nous sommes pressés partout par l'allemand. Mais nous voulons lutter quand même. Notre langue est notre patrimoine. C'est celle de la famille, des traditions, des souvenirs. Si nous y renoncions, nous prononcerions notre arrêt de mort. Or, nous voulons vivre. Un renouveau se fait parmi nous. Nous gardons pieusement notre littérature, qui est modeste, mais belle. Nous recueillons tous les débris du passé, dictons, légendes, récits de veillées, poésies populaires. Nous revoyons le texte de nos livres, nous avons de bonnes grammaires, et sans rien sacrifier de nos particularités locales, les philologues veillent à épurer notre langue et à l'unifier. Plus que jamais nous voulons rester Romanches : l'élan est unanime et nous triompherons ! »

On ne peut qu'applaudir à ces paroles. M. Gonzague de Reynold, dans ses beaux articles de la *Semaine littéraire*, a reproduit les propos de deux poètes ladins, Peider Lansel et Gian Bundi. Peider Lansel dit : « *Ni Italians, ni Tudaischs ! — Chi sun e che vöglia ils Romanschs ? Romanschs volaint restar.* » Et il n'est pas besoin de traduire pour comprendre. Gian Bundi, l'auteur des jolies légendes grisonnes dont nous avons parlé ici, dit de son côté, en bon Suisse : « Où les Romanches doivent-ils tourner leurs regards ? Il leur est plus utile de se faire comprendre de leurs concitoyens germaniques que de leurs vassaux italiens. »

Une chose dont les nationalistes italiens doivent se pénétrer, — et les écrivains grisons ne cessent de le leur répéter, — c'est

qu'un Suisse rhétoroman ne pourra jamais considérer un Suisse allemand, ou un Suisse italien, comme un étranger, comme un ennemi.

— Et voici qu'au moment où l'on polémique pour gagner les Grisons à des politiques étrangères, un éditeur bernois donne une nouvelle édition de la belle *Histoire des Grisons* de P.-C. Planta, revue, remaniée et mise à la hauteur des récentes recherches par le professeur Jecklin de Coire¹. Ah! comme nos plunitifs de Berlin et de Rome feraient bien de lire cette histoire pour savoir ce que c'est qu'un Suisse et le sentiment national d'un Suisse. M. de Planta remarque dans la préface de son livre que l'histoire du peuple grison, c'est en raccourci l'histoire de la Suisse. En Europe il donne le premier modèle de l'Etat fédératif et dans son développement progressif il reproduit toutes les phases de l'évolution de la Confédération des XIII Cantons. A l'instar de la Suisse aussi le pays rhétien montre comment trois peuples de mœurs et de langues différentes parviennent, malgré leurs divergences, à s'unir et à former un Etat compact. Comme la Suisse enfin, il offre une image exacte de la démocratie avec ses ombres et ses lumières.

Et quelle vie et quel relief prend l'histoire de ces libres montagnards qui, pour garder les importants passages alpins de l'est, luttent contre tant de peuples coalisés! Là, à toute époque, mais surtout pendant la guerre de Trente ans et la guerre de la Succession d'Espagne se déroulent des événements d'une portée mondiale. Il faut lire dans le livre de M. de Planta l'histoire des vicissitudes de ce peuple valeureux pour voir à quel degré il eut la passion de son indépendance.

— Une triste page de l'histoire grisonne est celle de la perte de la Valteline. On sait que dans les polémiques qu'a suscitées la question du percement des Alpes orientales, des publicistes n'ont pas craint, pour combattre le Splügen, d'accuser les Grisons de n'avoir rien fait pour garder les belles vallées du sud où

¹ *Geschichte von Graubünden*. In ihren Hauptzügen, gemeinfasslich dargestellt von P.-C. Planta. Dritte Auflage bearbeitet von Dr. C. Jecklin.

la ligne de chemin de fer pourrait aujourd'hui déboucher sans danger pour la Suisse. Il faut beaucoup d'ignorance ou beaucoup de mauvaise foi pour soutenir une pareille thèse. Déjà M. Oechsli, dans le second volume de sa grande *Histoire de la Suisse au XIX^e siècle*, en a fait bon marché. Aujourd'hui, le Dr Pietsch, dans un petit écrit populaire, *Graubiünden und der Verlust des Vellins*, détruit tout à fait la légende. Ce n'est pas aux Grisons seuls, prouve-t-il, qu'incombe la perte de la Valtelline. Cette vallée, ainsi que Chiavenna et Bormio, étaient des pays sujets des Ligues, mais n'avaient aucun rapport avec la Suisse, la Confédération des XIII Cantons ayant toujours refusé, malgré les démarches pressantes des Grisons, de les admettre dans l'alliance fédérale. La faute des Grisons fut sans doute de maltraiter ces pays sujets et de ne s'en point faire aimer. Mais elle eut cela de commun avec les cantons suisses. Aussi ne faut-il point s'étonner si ces possessions italiennes n'eurent rien de plus pressé que de demander leur incorporation à la République cisalpine lorsque celle-ci fut fondée en 1797, après les victoires de Bonaparte. Vainement, à la dernière heure, après avoir fort hésité, les Ligues firent des concessions et offrirent d'admettre dans leur organisme politique la Valteline, Bormio, Chiavenna, à égalité de droits : il était trop tard. Bonaparte avait trouvé la formule de l'annexion à la jeune république lombarde : « Un peuple ne peut pas être sujet d'un autre peuple sans violer les principes du droit public et naturel. »

Y avait-il chance que ces provinces perdues revinssent à la Suisse en 1814, lorsque le Congrès de Vienne remania la carte de l'Europe et prétendit détruire l'œuvre de la Révolution et de Napoléon ? Oui, peut-être, si la Suisse unanime avait vigoureusement réclamé ces terres. Mais on sait combien la députation de la Diète fut irrésolue, sans vues d'ensemble et absolument dénuée de sentiment patriotique. Quand les Grisons demandent que Bormio et Chavienna lui soient incorporés et que la riche Valteline, avec ses 65 000 habitants, forme un nouveau canton, la Diète ne fait rien pour les appuyer. Les habitants des Ligues,

à vrai dire, compromettent un peu leur cause en réclamant des indemnités, mais l'obstacle principal n'est pas là : il est dans l'incapacité radicale de la députation de faire quelque chose, dans son aveuglement à ne point voir l'intérêt vital qu'il y aurait eu pour la Suisse à posséder ces importantes vallées du sud. Et c'est ainsi que ces terres pour lesquelles les Liges avaient versé des torrents de sang restèrent à la Lombardie.

— Les revues allemandes continuent à donner une large place à nos écrivains. Comme les années précédentes, les *Süddeutsche Monatshefte* de Munich consacrent tout un numéro aux littérateurs suisses¹ : Carl Spitteler raconte les souvenirs d'enfance et de jeunesse de J.-V. Widmann à la cure de Liestal ; Grethe Auer nous retrace des souvenirs de voyage ; Jacob Bosshart, Alfred Huggenberger et Félix Moeschlin donnent des nouvelles. Relevons une étude de M. Albert Oeri, de Bâle, qui commente l'étrange assertion de l'historien Lamprecht, qu'en cas de grand conflit européen la Suisse se trouverait du côté de l'Allemagne. Non, dit M. Oeri, la Suisse ne se trouvera ni du côté de l'Allemagne, ni de celui d'une autre puissance ; neutre elle est, neutre elle veut rester, car sa neutralité est la condition même de son indépendance qui lui tient plus que toute chose au cœur.

Et il ne nous a point déplu que ces choses fussent dites dans une revue germanique.

Dans le numéro d'octobre de la même revue, Carl Spitteler commence la publication de ses souvenirs, qui, à en juger par les pages consacrées à son enfance, promettent d'être fort intéressants.

— Les lettres de Gottfried Keller sont toujours les bienvenues. En voici de nouvelles publiées par la *Deutsche Rundschau* et par la nouvelle revue de la maison Cotta, *Der Greif*². Les premières, qui datent de 1880, sont adressées à Adolphe Frey qui faisait alors son début dans les lettres. Elles sont pleines de conseils judicieux qui pourraient se résumer en ce mot dit par Gottfried Keller

¹ Cotta'sche Monatschrift. — ² *Schweizer Jahrbuch*, Augustheft.

lui-même : « L'essentiel est d'être un homme et non un faiseur. » Les autres ont trait à une collaboration éventuelle de l'auteur d'*Henri le Vert* à l'*Augsburger Allgemeine Zeitung*. Malgré sa répugnance à écrire à date fixe un article, Gottfried Keller promet sa collaboration à Georges de Cotta, mais nommé chancelier d'Etat à Zurich en 1861, il y renonce, voulant, dit-il, consacrer tout son temps à ses fonctions. « L'écrivain et le poète, assure-t-il, ne sont point morts pour cela. J'espère même qu'ils puiseront des forces nouvelles dans l'emploi régulier qui m'est dévolu et qu'un jour on en verra les fruits. » On sait que cette prédiction se réalisa à la lettre.

Et voici que la revue *Wissen und Leben*, qui est surtout une revue à idées, discutant les problèmes littéraires, politiques, moraux et sociaux, fusionne avec la revue littéraire, *Die Alpen*, — l'ancienne *Berner Rundschau*, — qui est surtout une revue littéraire, donnant la plus large place au roman, à la poésie, à la critique littéraire. En s'élargissant, l'excellente revue zuricoise ne peut qu'accroître le nombre de ses lecteurs.

— L'approche de l'hiver fait éclore les livres nouveaux. Signalons une bonne étude de M. W.-L. Lehmann sur Albert Welti, publiée sous les auspices de la Société des Beaux-Arts de Zurich ; c'est la plus complète qu'on ait encore écrite, et elle est ornée de 16 grandes planches et de 22 reproductions photographiques dans le texte.

Un charmant volume est celui que M. Gottfried Binder fait paraître chez Orell Füssli à Zurich, sur quelques vieilles villes suisses (*Alte Nester*) et où revivent par la plume ou le crayon Gruyères, Morat, Soleure, Bremgarten, Schaffhouse et Werdenberg, toutes cités que les dépredations des vandales ne sont point parvenues encore à trop entamer.

A la même librairie, M. Willi Bierbaum, qui est un reporter alerte et spirituel, publie avec force illustrations la relation du voyage qu'il fit dans le Caucase avec la mission scientifique suisse dirigée par le professeur Rickli, dans l'été de 1912¹. Ces

¹ *Streifzüge im Kaukasus und in Hocharmenien.*

notes prestement écrites, pleines d'allégresse et de belle humeur, ont eu beaucoup de succès dans la *Nouvelle Gazette de Zurich* où elles ont d'abord paru. Réunies en volume et mises au point, elles ne peuvent manquer d'intéresser un plus large public.

M. Otto de Greyerz continue la série des pages mémorables de mémoires de nos ancêtres ¹ dont le premier volume, publié l'an dernier, a été accueilli avec beaucoup de faveur dans notre pays. Celui de cette année nous donne des fragments du récit de pèlerinage du chevalier Bernard d'Eptingen (1460), du journal de Hans Stockar de Schaffhouse (1525), des souvenirs de Thomas Platter (1572), de la vie d'Andréas Ryff de Bâle (1592), de la relation de voyage du minorite George König (1693-1697), de la biographie d'Ulrich Bräker, le pauvre homme du Toggenbourg (1768-1788), de la première rédaction d'*Henri le Vert* (1880) et des *Souvenirs d'un vieux mécanicien*, de Nicolas Riggensbach (1886). C'est, on le voit, une vraie anthologie qui complète un peu l'enseignement de l'histoire à l'école.

Une bonne nouvelle pour les lettrés : Adolphe Frey fera paraître sous peu, chez Cotta, un nouveau volume de vers, *Neue Gedichte*. Réjouissons-nous d'avoir à en parler bientôt.

ANTOINE GUILLAND.

CHRONIQUE SCIENTIFIQUE

Le vaccin de la gonococcie. — Emploi de la dynamite en agriculture. — Action des glandes à sécrétion interne sur la croissance. — L'acide carbonique comme engrais. — L'air comprimé comme moyen d'empêcher les navires de couler.

M. Ch. Nicolle, directeur de l'Institut Pasteur de Tunis, a fait connaître une découverte intéressante, celle du vaccin de la gonococcie. L'infection gonococcique, très répandue, a deux ma-

¹ *Von unseren Vätern*. Bruchstücke aus schweizerischen Selbstbiographien vom XV. bis XIX. Jahrhundert. Bern, bei Alexander Francke.

nifestations principales. Elle détermine une maladie atteignant les deux sexes, qui chez l'homme se traduit par des troubles engendrant des conséquences fort désagréables dans le système urinaire, et chez la femme par des affections aboutissant souvent à la stérilité. D'autre part, c'est le gonocoque qui détermine l'ophtalmie purulente des nouveau-nés, cause du tiers, en moyenne, des cas de cécité. C'est donc un agent pathogène redoutable et qu'il importe de pouvoir combattre efficacement. M. Ch. Nicolle a réussi à obtenir un vaccin qui, d'après les expériences faites jusqu'ici, se montre très actif. Il guérit rapidement le mal. Mais c'est un agent curateur : non un agent de prophylaxie. Il ne vaccine pas contre une seconde atteinte. On reprend le mal avec autant de facilité qu'on l'a pris une première fois. Evidemment il serait plus utile de pouvoir prévenir que de guérir. Mais il est déjà bon de posséder un agent curateur, et M. Nicolle a rendu un réel service à la médecine en la dotant du nouvel agent thérapeutique qu'il a présenté à l'Académie des Sciences.

— La dynamite, ou plutôt les explosifs en général, semblent pouvoir jouer en temps de paix un rôle fort utile, en favorisant l'agriculture. On ne s'attendait guère à leur voir remplir cette fonction.

Une première application a été faite à l'arboriculture. On a employé les explosifs à préparer le sol avant la plantation d'arbres, fruitiers ou autres, à ameubler le terrain en y faisant exploser des cartouches placées à bonne profondeur par des trous de forage. Dans ces conditions on donnait aux arbres un sol ameubli dans lequel leurs racines se développaient facilement. Et l'expérience a fait voir les avantages de la méthode : les arbres plantés en terrain traité par la dynamite se sont mieux développés et ont plus vite porté fruit.

On ne s'en est pas tenu là et la dynamite sert aussi au labourage des champs. Il est bien évident pour l'agriculteur que la couche où les racines vont chercher les aliments des plantes est très peu épaisse, et que l'épaisseur du sol utilisé en agriculture

est très faible. En outre, la partie utilisée est toujours la même : une mince croûte superficielle. Pour la renouveler, il faudrait des labours profonds ramenant à la surface la terre qui se trouve à un mètre de profondeur, par exemple. Mais les instruments agricoles actuels ne permettent pas de travaux de ce genre. On a donc songé à la dynamite, introduite dans la profondeur par des forages.

Le résultat est assurément excellent. En ameublissant la terre à une profondeur où elle n'est jamais touchée par le soc de la charrue, on facilite la pénétration des racines dans un sol qui était jusque-là très compact, très serré, très dur, mais où se trouvait, quand même, une riche provision d'aliments minéraux. La plante s'alimente donc beaucoup mieux, pouvant envoyer ses racines là où, autrement, elles ne pénétreraient pas.

Il y a une autre action à signaler. Sur la terre ameublie par la dynamite l'eau a moins de tendance à ruisseler. Elle s'infiltre dans la terre et, à la suite de la couche ameublie par l'explosion, elle en rencontre une autre qui sans doute n'a pas été autant mise en l'air, mais où se trouvent quantité de petites fissures, de craquelures, en tous sens. L'eau s'engage dans ces petits vides, et les racines la suivent à leur tour. L'eau est mieux utilisée, et il y en a moins allant raviner et dégrader le sol. On fait donc une besogne générale utile en même temps qu'une bonne affaire. Car la production du sol est fortement accrue, et la valeur qu'ont prise diverses fermes, aux Etats-Unis, depuis qu'elles ont été dynamitées, est très appréciable. Naturellement la terre n'est pas labourée à la dynamite chaque année : l'opération se fait à des intervalles plus espacés.

— Un biologiste allemand a fait connaître dans *Archiv für Entwicklungsmechanik* d'intéressants résultats d'expériences sur l'action exercée sur la croissance par les glandes à sécrétion interne. M. Gudernatsch s'y est pris en nourrissant des têtards avec de la thyroïde, du foie, de la surrénale, du thymus, de la rate, de l'hypophyse, etc., fournis par le veau, le cheval, le lapin, le chien, etc.

Il ne semble pas que la provenance de ces différents organes ait eu d'importance : le veau n'a pas paru plus actif que le cheval ou le chien. Mais l'organe lui-même en a eu beaucoup : certains organes ayant beaucoup d'action et d'autres très peu.

L'alimentation avec la thyroïde exerce une influence très marquée. Elle détermine une métamorphose précoce, mais en même temps elle a une action inhibitrice sur la croissance. En tout cas le suc de la thyroïde, donné aux têtards, accélère considérablement la transformation de ceux-ci en grenouilles. Avec le thymus, c'est le contraire. Les têtards croissent beaucoup, deviennent énormes, mais ne se métamorphosent pas. Leur transformation en grenouilles est très retardée, parfois complètement supprimée.

Que le têtard soit jeune ou âgé, petit ou grand, la thyroïde en détermine aussitôt la transformation en un temps variant de trois à cinq jours. Le suc de cette glande agit évidemment comme accélérateur du métabolisme. Mais le profit est nul : la grenouille est inerte, naine. Les autres glandes ont moins d'action. Pourtant elles ont une curieuse influence sur la coloration. Les têtards nourris de thymus sont très foncés, presque noirs ; ceux à qui l'on donne de la surrénale sont très clairs, au contraire, en quelque sorte albinos, alors que les têtards nourris de foie sont verdâtres.

— Pour activer la croissance des plantes, nous avons coutume d'introduire des engrais dans le sol. Mais de Saussure avait indiqué un autre moyen. Il avait observé que l'addition de gaz carbonique dans l'atmosphère exalte l'assimilation, c'est-à-dire la fixation du carbone. C'est à l'atmosphère que les plantes prennent leur carbone, en grande partie : en augmentant la teneur de l'air en acide carbonique, on accroît la provision où elle peuvent puiser. Un botaniste allemand, M. Hugo Fischer, ayant repris les expériences de l'illustre biologiste suisse, a obtenu des résultats fort intéressants. Par l'augmentation de la proportion d'acide carbonique dans l'atmosphère des serres où il cultivait des tomates, il a eu une augmentation de poids des

tomates de 50 %. En même temps il obtenait les fruits beaucoup plus vite. L'acide carbonique peut donc servir au forçage des plantes. Mais il ne peut être employé que pour les plantes à végétation rapide, l'exaltation de l'assimilation ne durant qu'un temps limité.

La méthode serait peut-être applicable en plein air avec une variante : en introduisant l'acide carbonique dans le sol, — d'où il n'a guère tendance à se sauver, étant plus lourd que l'air, — M. Fischer a obtenu une récolte d'épinards de 17 % supérieure.

Dans ces conditions on peut se demander si les engrais verts et le fumier, plus actifs que les engrais industriels, les sels fertilisants, n'agissent pas, au moins en partie, en dégageant de l'acide carbonique dans le sol, acide carbonique provenant de la décomposition des matières organiques.

— M. Sauvaire Jourdan a fait connaître dans la *Nature* un procédé dont les ingénieurs navals américains songent à tirer parti pour empêcher les navires de couler. Ce procédé fut employé il y a quelques années pour relever un croiseur coulé à la suite d'une collision : il consiste à injecter de l'air comprimé dans les parties envahies par l'eau, et particulièrement dans les compartiments étanches, à commencer par celui qui a été envahi. Evidemment le succès dépendra de la lésion, mais on comprend très bien que si une tuyauterie permet de chasser l'air sous pression dans un compartiment rempli d'eau par en bas à la suite d'un choc sur un rocher ou de l'explosion d'une mine sous-marine, l'eau sort par l'orifice qui en a permis l'arrivée, et le navire est allégé.

Un cuirassé va être pourvu de la tuyauterie nécessaire, et d'autres applications suivront certainement.

En injectant de l'eau sous pression dans le compartiment déchiré, et aussi dans les voisins, pour aider les cloisons à résister à la pression, on permet au navire de surnager. On a calculé la pression maxima qu'il y aurait à développer : elle n'excède pas un kilogramme par centimètre carré. L'injection se fait au

moyen des tuyaux qui existent normalement pour amener dans chaque compartiment de l'air pur et en expulser l'air vicié. Ces tuyaux sont simplement, en cas d'accident, mis en communication avec un compresseur d'air. On ne saurait évidemment trop déployer d'ingéniosité dans la lutte contre les périls de la navigation.

CHRONIQUE POLITIQUE

Les fêtes de Leipzig. — L'ouverture de l'isthme de Panama. — Le procès de Kiew. — Affaires balkaniques. — Choses et autres. — Des élections : Chine, Mexique, Italie. — En Suisse : le percement du Mont-d'Or, la session des chambres fédérales.

En ce mois d'octobre des fêtes brillantes ont commémoré à Leipzig le souvenir de ce qu'on appelle volontiers « la bataille des nations. » Les monarchies de l'Europe centrale et orientale, qui n'ont cessé de se fortifier depuis, ont voulu célébrer, moins la victoire de leurs armées, que l'événement qui les a affranchies, voici cent ans, des ingérences étrangères.

Il y eut en effet une étrange contradiction dans tout le régime napoléonien : l'empereur prétendait propager parmi les peuples l'esprit de la Révolution française ; il assurait à ceux dont il disposait les avantages d'une administration et d'une législation supérieures, il les initiait à la vie politique... et, en même temps, il les écrasait de contributions, prélevait impitoyablement sur eux l'impôt du sang et leur interdisait toute plainte, toute manifestation libre. Sous ce rapport, Napoléon détruit lui-même son œuvre, il oblige l'Europe renouvelée, si elle veut réaliser les perspectives entrevues, à se débarrasser d'abord de son influence et de sa personne.

Sans doute il est facile de prouver que ce fut un singulier affranchissement que celui auquel préluda la bataille de Leipzig, qu'à la libération des uns correspondit l'asservissement des autres et que, en tout état de cause, les rois et non les peuples

furent les vainqueurs de ces journées. Mais ce ne sont là que des ombres qui s'effacent à mesure que le temps s'écoule. Aujourd'hui des millions et des millions de gens, les uns parce qu'ils croient le savoir, les autres parce qu'on le leur a dit, ne voient plus dans la grande bataille que le fait historique qui a permis à l'Europe de renouer la chaîne un instant brisée de ses traditions, de reprendre sa vie nationale. Ils se réjouissent de cette délivrance glorieuse; et, si le monument par lequel on a voulu concrétiser le souvenir est d'un goût discutable, la joie elle-même est légitime.

— Que tout cela est loin de nous ! L'événement qui marquera dans l'histoire le mois d'octobre 1913 a un caractère essentiellement moderne; il relève de la technique, de la mécanique et de l'économie commerciale plus encore que de la politique.... Le 10 octobre, à 9 heures du matin, le président Wilson, pressant un bouton électrique, sans sortir de son cabinet de travail de Washington, a fait sauter, à 3000 kilomètres de distance, la dernière digue qui s'opposait encore au mouvement des eaux dans le canal de Panama.

Ainsi la grande œuvre approche de sa fin. Ce n'est pas que, comme l'ont dit tant de journaux trop enthousiastes ou mal informés, les deux océans aient uni leurs flots. Le projet grandiose de M. de Lesseps qui prétendait couper le seuil de 110 mètres qui domine les deux versants de l'isthme par une tranchée de 120 mètres de profondeur a été abandonné par la compagnie nouvelle et c'est un canal à écluses que les Etats-Unis ont pris à tâche d'exécuter. Or, pour quiconque connaît les embarras d'un pareil système, la lenteur de l'élévation et de la descente d'un bâtiment d'un bassin à l'autre, il apparaît combien loin nous sommes de la grande coupe à eaux libres que l'on avait promise au monde.

Pourtant un résultat de premier ordre est acquis : le rêve qui entraînait déjà les conquistadores espagnols et les explorateurs portugais au début du seizième siècle, l'ouverture de la route par l'occident vers l'orient, approche de la réalisation; dans peu de temps, au début de 1915, nous dit-on, les plus grands

vaisseaux passeront de l'Atlantique au Pacifique. Peut-être, malgré l'écart de la distance kilométrique, les voies commerciales ne seront-elles pas modifiées du jour au lendemain. L'organisation des escales, la nécessité de s'assurer du fret de retour maintiendront la navigation européenne sur les routes anciennes. Mais, pour les deux Amériques, le changement sera d'une ampleur incontestable ; les deux faces du continent, si différentes l'une de l'autre, vont se trouver rapprochées par une voie nouvelle plus économique que les chemins de fer. Pour les Etats-Unis, le canal assurera des communications faciles entre l'Est industriel et manufacturier d'une part et l'Ouest agricole et minier de l'autre. Et surtout la flotte de guerre, cette flotte qu'il avait été si difficile en 1908 de sortir des eaux de l'Atlantique pour la disposer sur le Pacifique, face au Japon, va acquérir une mobilité extrême. C'est pour la grande république une augmentation de défense ; c'est aussi une facilité d'attaque, s'il lui plaît un jour de devenir belliqueuse.

— Avons-nous vraiment tant progressé, sommes-nous si loin du passé?... Le procès qui se déroule en ce moment à Kiew pourrait en faire douter. Entendons-nous : il convient de se placer sur un terrain solide, de faire abstraction de cet *a priori* entêté ou de ce dogmatisme autoritaire dont la plupart de nos journaux d'Occident semblent s'inspirer. L'Israélite Beilis est-il coupable, en tant qu'homme, du meurtre de l'enfant Youchtchinski ? Nous n'en savons rien. Et, jusqu'à preuve du contraire, il convient de croire que quand la justice russe consent à s'entourer de formes européennes, quand elle s'appuie de jurés, convoque des témoins et admet des journalistes à l'entendre, ce n'est pas sans de fortes présomptions qu'elle met un prévenu à sa barre. Elle serait sans cela, plus que brutale, ridicule.

Mais pourquoi faire de ce procès de droit commun une question d'histoire religieuse et une affaire politique ? Il est connu de chacun que, depuis les temps éloignés d'Abraham, le sacrifice humain a été rejeté par les juifs : toutes les accusations de meurtres rituels qu'on a portées contre eux ont, quand elles ont été jugées avec quelque intelligence, tourné à la confusion des

accusateurs. Et, quand on nous parle de sectes sanguinaires, les rabbins déclarent qu'ils ne connaissent pas de sectes; et, si sectes il y avait, ce serait une insigne injustice de faire porter à une grande religion la responsabilité d'un acte isolé.

La passion est là, malheureusement. La colère du Russe pauvre contre l'Israélite qui l'opprime monte, éclate, étouffe la voix de la justice. Quel que soit l'arrêt des quelques paysans et petits fonctionnaires ahuris qui forment le jury, les partis ne l'accepteront point : « C'est la pression officielle agissant sur l'ignorance », diront les uns, s'il est affirmatif. Et, s'il conclut à l'innocence, un cri s'élèvera de millions de voix : « C'est l'or des juifs ! » Le pire, c'est que le gouvernement, paraît-il, n'est pas neutre.... Mais s'il voulait protéger ses moujiks contre l'oppression du Sémite, n'aurait-il pas tout autre chose à faire qu'à engager un procès rituel ?

— Dans l'Orient balkanique, rien de nouveau, c'est-à-dire rien qui rompe avec le genre auquel nous sommes habitués.

Les lenteurs de la négociation turco-grecque continuent de préoccuper les cercles diplomatiques et il est bien certain que si, des deux côtés, on était animé d'un sincère désir de s'entendre, il y a longtemps que ce serait fait. Mais, comme il s'agit d'adversaires épuisés qui, s'ils ont encore un peu de sang à dépenser, manquent depuis longtemps d'argent, il est permis d'espérer qu'on en finira une fois. A moins que, bien entendu, l'Europe, dont on peut tout attendre, ne juge le moment venu de fournir des ressources aux Turcs.

Ce qui est beaucoup plus grave, c'est la haine qui couve : ressentiment chez l'Osmanli, colère ardente chez le Bulgare qui, maltraité, épuisé, semble ne pouvoir attendre le moment d'en découdre de nouveau. Le rêve d'une péninsule des Balkans apaisée et réconciliée, où chacun travaillerait à réparer les maux de siècles d'oppression et de misère, se dissipe déjà. La trêve actuelle n'est qu'un temps d'arrêt que l'on emploie à fourbir des armes; et la ruée de l'avenir entre adversaires séculaires ou frères ennemis verra surgir plus de passion que n'importe quelle lutte du passé.

L'étranger continue d'ailleurs de s'en mêler et son intervention n'est point bonne. Que les Serbes, une fois leurs forces réunies, aient repoussé les bandes albanaises, chacun s'y attendait. Qu'ils aient occupé provisoirement, de l'autre côté de la frontière, des positions stratégiques qui leur permettaient de prévenir une nouvelle attaque... il n'y a encore rien là que de très normal. Mais pourquoi cette brusque intervention autrichienne qui revêt la forme la plus brutale, celle de l'ultimatum ?

Un étonnement attristé a gagné toutes les chancelleries. L'Europe seule, a-t-on dit, a le droit de sauvegarder les frontières de l'Albanie telles qu'elles ont été fixées par le traité de Londres. L'Autriche, par son action isolée, usurpe un rôle qui ne lui appartient pas.... Et c'est l'évidence même. Ce qui n'a pas empêché toute la diplomatie de conseiller aux Serbes de céder au plus vite. Et, à peine ont-ils cédé que l'Autriche élève de nouvelles prétentions : elle se plaint que cela n'aille pas assez vite, elle se réserve de contrôler le mouvement de retraite, elle parle de réunir des troupes.

Cette persécution déconcerte les consciences droites et afflige les gens de bien. De fait, c'est toujours la même chose. Il est impossible à l'Autriche-Hongrie surchargée de Yougo-Slaves mécontents de leur sort de laisser croître à ses portes un Etat slave doué de force et de prestige. L'expérience du Piémont est là : il faut prévenir le retour d'un pareil malheur. C'est pour briser l'essor de la Serbie que l'Autriche l'a écartée de l'Adriatique, qu'elle a découpé sur ses flancs l'Albanie. Mais ce petit peuple est robuste : repoussé sur un point, il tend vers un autre ; éloigné de la mer, il déborde sur la Macédoine ; et la monarchie des Habsbourg, qui retrouve toujours la menace de la grande Serbie, veut au moins diminuer moralement le nouvel Etat et lui inspirer une si salutaire inquiétude qu'il renonce pour longtemps à voler de ses propres ailes.

Les Serbes pourront-ils, comme le Piémont autrefois, se dégager de l'étreinte et rester maîtres d'eux-mêmes dans l'attente des événements futurs ? Ils l'auraient pu, peut-être, si l'union balkanique, victorieuse des Turcs, s'était maintenue dans sa force

et sa confiance. Maintenant qu'ils ont sur leur frontière orientale un adversaire implacable qui n'attend qu'une occasion propice pour leur tomber dessus, la lutte prend pour eux quelque chose de tragique, presque de désespéré. Et la Russie, la protectrice naturelle des Slaves, que l'insuffisance de son souverain paraît avoir gagnée tout entière, ne s'intéresse un jour aux affaires des Balkans que pour s'en détourner le lendemain. Cependant l'histoire est là pour nous montrer que plus d'une fois, en de pareilles circonstances, un petit peuple, soutenu par ses traditions, fortifié par le patriotisme, a triomphé de tous les périls pour gagner en fin de compte la redoutable partie. Attendons.

— On¹a parlé, dans ce mois encore, d'une proposition de limitation des armements faite par l'Angleterre et d'une querelle de famille en Allemagne. Mais ce n'est pas très sérieux.

M. Winston Churchill, premier lord de l'amirauté, n'a fait que renouveler le geste périodique qui lui permet, tout en travaillant consciencieusement à augmenter la puissance navale de son pays, de maintenir le contact avec l'aile gauche nettement pacifique du parti libéral. Il n'a rien d'un homme naïf : il savait, en proposant de laisser chômer pendant une année les chantiers maritimes de l'Angleterre et de l'Allemagne, que ce projet comportait certains inconvénients pratiques qui le rendaient irréalisable. Il savait aussi que ce beau plan provoquerait des résistances, soit dans la Grande-Bretagne même, soit dans l'empire germanique. Ce qui est, comme de juste, arrivé.

En Allemagne, le prince héritier a cru devoir blâmer, avec une publicité un peu trop tapageuse, la condescendance que le chancelier de l'empire et l'empereur lui-même manifestent à l'endroit du prince Ernest-Auguste de Cumberland, propre gendre de Guillaume II, qu'ils sont disposés à laisser monter sur le petit trône de Brunswick alors qu'il n'a point assez solennellement promis de renoncer pour toujours à ses droits sur le Hanovre. Là-dessus, grand branle-bas dans la presse, les uns se pâmant d'aise, les autres criant au scandale. Les gens sages se bornent à faire remarquer que cet incident, sans importance pour l'empire, est tout à fait dans la tradition des Hohenzollern

qui veut que le *Kronprinz* soit toujours en désaccord d'idées avec le souverain régnant. De fait, en remontant jusqu'aux débuts de la monarchie prussienne, c'est-à-dire jusqu'au temps de Frédéric I^{er}, on ne voit aucun prince héritier qui n'ait pris la contre-partie du roi.

L'opinion publique s'est peu passionnée pour ces choses ; elle ne s'est pas non plus, sauf en France, préoccupée beaucoup des allées et venues de M. Poincaré qui est décidément le plus itinérant de tous les présidents de république et, entre deux voyages à l'étranger, court en automobile sur les routes de son pays. La nouvelle émeute provoquée par les monarchistes portugais la laisse froide, comme aussi la démission du comte de Romanones ci-devant premier ministre de S. M. Alphonse XIII.

Elle s'est intéressée davantage à des sinistres particulièrement impressionnants ; car, à quelques jours de distance, un vaisseau a brûlé sur les flots et un ballon a éclaté dans les airs. Et si, dans le premier cas, grâce à l'admirable invention humaine qu'est la télégraphie sans fil, le nombre des victimes a pu être limité, dans l'autre tout a péri. Il n'y a pas encore de sauvetage pour les accidents de l'air.

— Des peuples ont fait usage de leurs droits souverains : les uns pour désigner, par le moyen de délégués, le chef de l'Etat, d'autres pour élire des législateurs.

J'avoue avoir appris avec une parfaite indifférence l'élection de Yuan-Chi-Kai à la présidence de la République chinoise. Que ce personnage, qui a su détruire la monarchie qu'il avait promis de défendre et domestiquer la république qu'il avait charge de combattre, fût capable de se faire régulièrement nommer à la première charge de l'Etat, c'est ce qui ne me laissait aucun doute. Il possède un pouvoir de fait qui durera aussi longtemps qu'aucun autre pouvoir de fait ne sera pas plus fort que le sien. Mais parler d'une république chinoise, c'est à dire d'un gouvernement du peuple par le peuple, compris, voulu, soutenu par quatre cents millions de Célestes, c'est une amusante plaisanterie.

Le général Huerta acceptera-t-il la nomination à la prési-

dence qu'il pourrait obtenir, sans doute, au moins de la partie du Mexique qui reste respectueuse de la loi? Nous ne le savons pas encore. S'il le fait, un singulier conflit s'élèvera. Car les Etats-Unis annoncent leur ferme intention de ne pas reconnaître un tel président. Ils l'accusent d'avoir les mains teintes de sang; ils ont encore contre lui d'autres griefs plus sérieux. Mais que fera le président Wilson, ce pacifiste qui commande à des pacifiques, pour donner à sa désapprobation une sanction pratique?

Les élections italiennes n'excitent qu'un médiocre intérêt. Pourtant il n'est pas fréquent de voir cinq millions d'électeurs nouveaux, presque tous illettrés, venir d'un seul coup augmenter l'ancien pays légal numériquement plus faible. Une pareille consultation devrait réserver des surprises. Mais l'expérience prouve — les Bonaparte ont été les premiers à la faire — que plus le corps électoral est ignorant, mieux il subit l'influence du prestige et du pouvoir. Or, en Italie, le pouvoir est à M. Giolitti. Cet homme d'Etat d'une vertu discutable, d'une souplesse sans égale, est arrivé depuis longtemps, par le génie de ses combinaisons, à dominer étroitement la Chambre. Il a fait plus, il a saisi exactement le moment où la nation italienne, après une longue période de recueillement, réclamait à son tour de la gloire et de la puissance. La campagne de Libye, l'occupation des îles, l'intervention dans les affaires balkaniques sont sa politique à lui. Aussi sa popularité est-elle magnifique : ses adversaires ne le discutent plus; les élections auxquelles il préside, et dont les premiers résultats nous parviennent à peine, lui donneront la majorité qu'il voudra.

Peut-être l'histoire sera-t-elle sévère pour M. Giolitti. Le premier, il a nettement rompu avec la grande manière de Cavour. L'Italie ne respecte plus le principe des nationalités auquel elle doit la vie; elle fait bon marché de cette force morale qui l'avait admirablement soutenue jusqu'ici; et l'autre, la force matérielle, l'a-t-elle, l'aura-t-elle toujours? Lourde sera la responsabilité de l'homme qui la conduit. Mais, le jugement de

l'histoire, il serait téméraire de demander à des électeurs de le prononcer dès aujourd'hui; surtout à des électeurs qui n'ont pas encore appris à lire.

En Suisse aussi le mois qui finit a vu s'ouvrir une voie internationale. Le 2 octobre, à 7 heures du soir, le tunnel du Mont-d'Or s'est trouvé percé à la suite d'un dernier coup de mine. Un peu plus tard, les deux équipes d'ouvriers communiquaient par l'ouverture agrandie. Dans quatre mois, nous dit-on, tout sera terminé et les trains circuleront d'un pays à l'autre.

Sans doute cette galerie de 6 099 mètres de longueur n'est pas à comparer avec les grands tunnels sous les Alpes. C'est surtout la politique qui a donné de l'importance au Frasnè-Vallorbe. Qui ne se souvient des polémiques passionnées que provoquaient ces seuls mots? Il est d'autant plus heureux que, grâce à un compromis qui n'a d'ailleurs pas créé de vaincus, l'œuvre du percement du Jura ait pu être entreprise, plus heureux encore qu'elle approche de sa fin.

La session fédérale a été presque entièrement remplie par des séances d'affaires. Le Conseil des Etats a discuté la loi sur les forces hydrauliques et abordé la question de la réforme administrative. Le Conseil national a liquidé deux interpellations militaires et discuté, sans en venir à bout, la loi sur les fabriques. Rien qui rappelle les éclatants débats du printemps dernier. Le peuple suisse n'a voué qu'une attention distraite à l'œuvre de ses législateurs; ce qui ne signifie pas que ceux-ci aient fait de mauvaise besogne.

Lausanne, 27 octobre 1913.

BULLETIN LITTÉRAIRE

ET BIBLIOGRAPHIQUE ¹

LA CRISE POLITIQUE DE L'ALLEMAGNE CONTEMPORAINE, par
William Martin. — 1 vol. in-16 de la Bibliothèque d'histoire
contemporaine. Paris, Alcan.

La littérature que la politique allemande a suscitée en France en ces dernières années est un symptôme significatif de l'intérêt qu'ont nos voisins de l'ouest à suivre les faits et gestes de nos voisins du nord. Et l'on a remarqué déjà que cette littérature s'applique dans son ensemble à les interpréter dans un esprit d'impartialité et d'objectivité plutôt que de chauvinisme ou simplement de parti pris. C'est dans cette catégorie d'ouvrages sérieux et réfléchis qu'il convient de ranger le livre de M. William Martin, dont les correspondances à la *Gazette de Lausanne* révèlent une connaissance des hommes et des choses surprenante, si l'on considère que leur auteur n'habite l'Allemagne que depuis trois ans à peine.

On ressentira cette impression avec plus de force à la lecture du présent volume. C'est que M. Martin y expose à fond la situation politique de l'empire et, avec une hardiesse qui ne va pas jusqu'à la témérité, y formule sans ambages des jugements catégoriques. Cette indépendance ne sera pas pour déplaire à Guillaume II, si le Kaiser, à qui notre compatriote offre cet « examen de conscience sincère » à l'occasion de son jubilé, a le loisir d'en prendre connaissance.

Or, l'Allemagne contemporaine traverse une crise déjà étudiée par d'autres sous ses divers aspects, et dont on ne peut dire

¹ Dans la livraison d'octobre, nous avons donné un compte rendu sur le tome 1^{er} de la traduction française de l'*Histoire de l'antiquité* d'Eduard Meyer. Mais nous avons omis d'indiquer que l'éditeur et dépositaire pour la Suisse française en est M. Frankfurter, libraire, rue du Grand-Chêne, à Lausanne.

(Note de la rédaction.)

encore quel sera le dénouement. M. Martin ne veut s'attacher qu'à la crise politique ; les titres mêmes de ses chapitres : *La faiblesse du gouvernement* ou *Le désordre parlementaire*, accusent nettement ce caractère d'anormalité. M. Martin se défend au reste d'avoir nourri un dessein préconçu, et le terme de crise ne s'est imposé à lui qu'une fois le dépouillement des faits et leur examen achevés.

La méthode qu'il a suivie pour nous en convaincre est des plus judicieuses. L'auteur part du principe inattaquable que la tradition, c'est-à-dire l'éducation de l'esprit public, laquelle tend à se manifester spontanément dans les institutions, doit orienter les destinées des peuples, plutôt que d'internationales idéologies dont on ne sait que « l'excellence théorique » et qui se révèlent inaptes à résoudre les cas particuliers. C'est pourquoi il convient de commencer par analyser ces traditions et définir l'esprit du peuple allemand. M. William Martin n'y manque point, après quoi il n'a pas de peine à établir la rupture qui s'accroît entre les commandements de la tradition, c'est-à-dire le culte de la force, et un gouvernement faible.

J'entends d'ici l'objection. M. Martin la prévient dès les premières lignes de son avant-propos ; il se fera fort de la détruire dans le cours de son exposé. Successivement, il met en lumière le manque d'autorité et de cohésion du pouvoir exécutif et les efforts tentés au sein du peuple et du parlement pour se saisir de cette autorité incertaine. Mais l'activité du parlement s'exerce dans des conditions telles qu'il ne peut actuellement s'en emparer : sans majorité, sans esprit de suite, divisé à l'extrême, même son pouvoir législatif est rendu vain.

D'autres circonstances viennent ajouter encore à l'aggravation du malaise : ce sont les problèmes toujours pendants des nationalités. On sait comment, par une aberration psychologique et un entêtement néfastes, le gouvernement impérial a abouti à s'aliéner la sympathie des mieux disposés de ses sujets allogènes. On ne s'étonnera donc point de la répercussion que les conflits soulevés à chaque instant ont sur la politique extérieure de l'Allemagne, pour ne pas dire sur sa politique étrangère. Mais on trouvera dans la seconde partie du livre de M. Martin des données jusqu'ici peu connues sur la question polonaise, et surtout sur les questions danoise et gelfe.

Juriste prudent, philosophe averti, M. William Martin se garde des conclusions hasardeuses. Il se doute bien de notre avidité à surprendre quelque chose du prochain avenir, mais il sait trop bien aussi la difficulté qu'il y a à vouloir résoudre, ne fût-ce que théoriquement, une équation aussi compliquée que celle que nous présente la situation politique de l'empire. Il lui suffit de nous avoir mis à même de l'embrasser et de la comprendre.

R. F.

LA THÉRIAQUE, par J. Péladan. — 1 vol. in-16. Paris, Fontemoing.

La figure de M. Péladan est certes parmi les plus curieuses du monde littéraire contemporain, sinon parmi les plus attachantes et les plus énigmatiques. On sait assez quel rôle s'arrogea l'homme vers 1885, au moment même où le naturalisme triomphant s'apprêtait à redescendre la courbe de son déclin, et quelle cible merveilleuse ses airs inspirés, ses prétentions généalogiques, son titre de Sar, la fondation de l'ordre de la Rose-Croix et autres gestes de moindre importance offrirent aux chroniqueurs du boulevard.

M. Péladan a mis depuis de l'eau dans son vin, si je puis ainsi dire d'un personnage aussi idéaliste. Car l'idéalisme est resté la religion par excellence de l'auteur de *Vice suprême* et de *Sémiramis*. Il en a porté haut le drapeau durant sa carrière déjà longue et abondante en œuvres, et, s'il lui a donné pour décor un occultisme souvent nébuleux et hiéroglyphique, il ne s'est jamais départi de sa noble attitude du début, n'a jamais mâché la vérité aux laideurs de notre civilisation, qu'elles fussent du domaine social, politique ou religieux.

Après le cycle considérable qui porte ce titre synthétique : *La décadence latine*, et sans abandonner l'exercice de la critique d'art où il excelle, M. Péladan a entrepris une nouvelle série de romans pour toutes mains : *Les drames de la conscience*, à laquelle appartient le livre que nous signalons ici. Pour toutes mains, cela ne veut pas dire qu'il soit lisible pour tout le monde. Une œuvre de M. Péladan est toujours subtile, toujours alambiquée. Elle suppose chez le lecteur à qui elle s'adresse le goût de la méditation et l'exercice de la réflexion. Ce n'est point l'in-

trigue qui compte, ni le pittoresque des événements. Les personnages mêmes sont plus *anémiques* que de chair et d'os ; on sent bien que l'auteur les a imaginés pour le plaisir d'instituer une étude de psychologie et de morale ; mais une étude passionnée, écrite par le plus raffiné et le plus délicat des esthètes, ce mot étant pris dans son sens le plus général.

La thériaque, ce titre signifie une guérison. C'est celle d'une jeune fille orgueilleuse de sa beauté et de sa pureté, hallucinée par un mirage romanesque et sauvée lentement, péniblement, par un oncle assez bizarre et un savant qui l'est un peu moins. J'allais oublier le bon Rodolphe Dangu, dont la constance est récompensée par la récompense qu'elle méritait, la main de Stéphanette. Quant aux parents de la jeune fille, ils n'ont guère qu'un semblant d'existence. Aussi bien ne servent-ils ici que de comparses nécessaires. Encore une fois, chez M. Péladan c'est le « drame de la conscience » qui doit concentrer l'attention, et il est développé dans la *Thériaque* avec un souci peut-être même exagéré.

R. F.

L'AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE, par *M. Rondet-Saint*. — 1 vol. in-16. Paris, Plon, 1911.

Un touriste fort averti, dont les remarques judicieuses seront certainement prises en considération par le ministère français des colonies, vient de grouper en un volume d'intéressantes études sur l'influence française dans l'Afrique équatoriale. En patriote, M. Rondet-Saint fait valoir toutes les circonstances qui militent en faveur de cette influence ; en homme pratique, il signale les points faibles et les points forts de la situation et sait établir d'habiles comparaisons avec le système belge. Son ouvrage, écrit d'une manière alerte, vive et précise à la fois, ne saurait être indifférent à ceux qui se préoccupent de la question économique.

ED. CH.

LES ORIGINES POLITIQUES DES GUERRES DE RELIGION. I. HENRI II ET L'ITALIE (1547-1555), par *Lucien Romier*. — 1 vol. in-8°. Paris, Perrin, 1913.

On admet généralement qu'Henri II, plus sage que son père, renonça à la politique italienne et tourna ses forces du côté du nord et de l'est. Cela est vrai jusqu'à un certain point : la prise

de Metz, celle de Calais en sont une preuve ; ces deux événements ne furent pas le résultat des hasards de la guerre seulement ; ces conquêtes faisaient partie du plan d'extension que le roi avait arrêté. Mais, ceci accordé, il résulte de cet ouvrage, très bien documenté, que les affaires d'Italie ont joué sous le règne du successeur de François I^{er} un rôle plus important qu'on ne l'a dit. Cela ne doit point nous étonner. On croyait encore à cette aventure italienne qui nous paraît si déraisonnable. La France y avait trop perdu de sang et trop récolté de gloire, pour ne pas rester attachée au sol d'Italie ; la Fortune y offrait trop de chances aux audacieux pour que la noblesse française renonçât de sitôt à ces perspectives lointaines. Henri II était un prince assez ordinaire ; sa personnalité peu marquée le condamnait à subir l'influence de son entourage. Si l'âge, la prudence et la jalousie rendaient circonspect le connétable de Montmorency, conseiller attitré du roi, et lui faisaient voir de mauvais œil toute intervention en Italie qui n'eût profité qu'à ses rivaux, trop de courtisans y étaient intéressés pour que le roi n'y fût pas entraîné. Les Guises surtout, le cardinal comme le général, voyaient au delà des monts des honneurs, des alliances, des trônes peut-être, la gloire et la fortune sûrement. Enfin, à la cour de France, on trouvait un grand nombre d'exilés italiens, Florentins pour la plupart et chassés par les Médicis ; ils n'avaient qu'un seul désir : rentrer dans leur patrie avec l'appui du roi et se venger de leurs ennemis. Le plus brillant, Piero Strozzi, banquier et condottière, eut, pendant un temps, un grand ascendant sur le roi.

Il faut lire dans l'ouvrage de M. Romier le détail de toutes ces intrigues, il faut voir agir et entendre parler tous ces personnages. Ce sont encore des hommes de la Renaissance, brillants d'intelligence et de goût, pourris de vices, et toujours séduisants par l'exubérance de leur vie. Il y a dans ce livre une galerie de portraits admirables. Des papes : Paul III, un Farnèse, qui place son fils et ses petits-fils et leur taille un duché dans les Etats de l'Eglise ; Jules III, gourmand et bon vivant, passant son temps dans le far niente de sa villa, et souffrant de la goutte pour ses péchés ; des cardinaux élégants et magnifiques : Hippolyte d'Este, Alexandre Farnèse, menant après eux un train de quatre cents serviteurs, bâtissant des villas splendides, courti-

sant les belles dames, dépensant l'argent à pleines mains, intriguant sans cesse et restant, malgré tout, artistes jusqu'au bout des ongles; d'autres encore, cardinaux-neveux, cardinaux français, qui se cajolent et se jalourent, s'offrent des festins et se trahissent à qui mieux mieux. Et les princes ! Pier-Luigi Farnese, fils de pape, une brute ; son fils Octave, qui épouse la célèbre Marguerite de Parme, fille illégitime de Charles-Quint, et Horace, favori d'Henri II qui lui donna en mariage Madame Diane, sa bâtarde, et tant d'autres encore, jusqu'aux ambassadeurs et aux officiers, jusqu'à Blaise de Monluc, et à son frère Jean, ecclésiastique indigne, mais le plus fin et le plus spirituel des diplomates.

Henri II intervint une première fois pour protéger les Farnèse, auxquels Jules III voulait reprendre leur duché. Cette campagne, heureuse, l'encouragea à prendre Sienné sous sa protection. L'affaire fut mal menée et aboutit à un échec : le duc de Florence l'emporta. Dégoûté, Henri II se rapprocha du pape ; leur haine commune de l'hérésie les invitait à s'entendre. M. Romier nous promet de nous montrer dans un second volume les résultats de cet accord.

C. G.

MADAME PASTEUR, par *René Vallery-Radot*. — 1 vol. in-16. Besançon, Marion, 1913.

En publiant ce volume, qui est le texte d'une conférence prononcée à Besançon, M. René Vallery-Radot accomplit un devoir de piété filiale, puisqu'il a épousé la fille de Louis Pasteur. Il a déjà consacré divers travaux à la mémoire du grand savant, entre autres une *Vie de Pasteur* qui est remarquable par tous les détails qu'elle donne et par la sûreté de ses informations. Dans le présent ouvrage, il raconte la vie de la femme distinguée qui fut la compagne d'un des hommes les plus éminents de notre époque ; on y voit combien elle fut vraiment initiée et associée aux travaux et aux recherches de son mari et combien par ce fait elle l'a secondé ; l'auteur raconte en quelques traits succincts les grandes découvertes de Pasteur, juste ce qu'il faut pour marquer les principales étapes de sa vie ; mais l'essentiel est, cela va sans dire, l'histoire de *Madame Pasteur* et les détails de la vie commune du ménage. Il donne également quelques renseignements sur la famille de M^{me} Pasteur.

Les plus lointains souvenirs de celle-ci remontaient à sa grand'mère maternelle, M^{me} Huet qui risqua, indirectement il est vrai, de jouer un rôle dans l'histoire napoléonienne. Voici comment : la famille Huet était très liée avec la famille du général de Beauharnais. Lorsque celui-ci fut cité en 1794 devant le Tribunal révolutionnaire, M^{me} Huet le supplia de n'y pas aller : « Ils vous tueront, » lui disait-elle. Le général hésita, puis il ne voulut pas reculer : « J'irai la tête haute. » Songeant aux destinées extraordinaires survenues, après cette mort, à la veuve du général devenue l'impératrice Joséphine, M^{me} Huet pouvait bien dire : « S'il m'avait écoutée, j'aurais changé l'histoire moderne. »

Sa petite-fille a influé plus directement sur l'histoire, car ce n'est pas en vain que Pasteur a vécu, et nous avons dit quelle part son épouse prit dans sa vie. Remercions M. René Valléry-Radot de nous l'avoir si bien conté.

EM. BZ.

ESQUISSE D'UNE SOCIOLOGIE, par *Emile Waxweiler*. — 1 vol. in-8°. Paris, Giard & Brière.

Aucune discipline intellectuelle n'a fait couler, depuis un quart de siècle, autant d'encre que la sociologie. Il y a beau temps que le terme même de sociologie existe, puisqu'il remonte à Auguste Comte. Il y a beau temps aussi qu'elle est enseignée dans les universités; seulement, voilà, on n'est pas encore certain de lui avoir trouvé un domaine propre. C'est de cela aussi qu'on se préoccupe dans les revues et les ouvrages qui lui sont consacrés, plutôt que de l'enrichir de données nouvelles : c'est dire que l'on n'est point encore fixé. Il ne faut donc guère s'étonner que la sociologie paraisse ne point avancer, qu'elle piétine sur place, et que la masse énorme de publications inspirées par elle n'ait pas beaucoup éclairci le problème, si même il n'en a pas été obscurci. Comme le dit excellemment M. Waxweiler dans son avant-propos : « Puisque, nulle part, on n'est d'accord, je ne dirai pas sur la réponse à donner à cette question puérile : « Qu'est-ce que la sociologie ? » mais sur la détermination du point de vue sociologique, il arrive que, partout, on croit de bonne foi s'y tenir, et que la sociologie, en n'étant rien, paraît être tout. »

On ne saurait mieux dire, mais il s'agit surtout de mieux faire. C'est ce qu'a tenté le savant directeur de l'Institut de sociologie de Bruxelles, en écrivant l'assez gros ouvrage indiqué ci-dessus.

Dans une première partie, intitulée *La sociologie*, M. Waxweiler cherche à préciser le point de vue particulier de la science en question, et il le fait en s'appuyant exclusivement sur l'observation et l'expérience. Il examine successivement l'adaptation des êtres à leur milieu, le milieu vivant et le milieu social, pour aboutir à une définition des termes « social » et « sociologie. » Dans une seconde partie, intitulée *L'analyse sociologique*, après avoir exposé sa conception de la méthode à suivre, il étudie tour à tour la formation sociale, les aptitudes, les activités et les synergies sociales.

Le travail fourni par M. Waxweiler est considérable. Il suppose la lecture et l'assimilation d'un nombre considérable d'ouvrages spéciaux et aussi un esprit maître absolu de la matière qu'il lui faut classer et organiser. En outre, il est présenté avec une profusion de titres et sous-titres, de notes et de références destinées, non pas à l'encombrer, mais à mettre chaque chose en lumière. D'aucuns reprocheront à l'auteur un excès de systématisation, peut-être aussi une sympathie trop marquée pour un vocabulaire exclusivement technique. Nous estimons, pour notre part, que dans une discipline où les *mots* ont créé de si fâcheux malentendus, il est sage, par une prudence qui peut paraître excessive au premier abord, de parer à de nouvelles équivoques.

Tel qu'il est, le livre de M. Waxweiler restera certainement la contribution la plus sérieuse à la nouvelle éthologie sociale que sera la sociologie de demain.

R. F.

L'ESSOR ÉTERNEL. Poésies, par *Henri Allorge*. — 1 vol. in-16. Paris, Plon-Nourrit & Cie.

Ce petit volume, d'une inspiration très noble et très pure, est agréable à lire. Il y a là quelques trouvailles de poète, quelques pensées originales, quelques strophes d'une belle allure ; mais, somme toute, on peut dire que M. Allorge a le souffle court, le verbe pauvre. Il manque de tour et de force, travaille plus souvent dans l'argile que dans le marbre.

D'ailleurs il ne se fait pas illusion sur l'insuffisance de ses moyens d'expression, et s'en plaint en plusieurs passages de son livre :

Mais ces vers, jaillis de mon cœur,
Ne sont qu'une ébauche incomplète.

Ou bien :

Mon souvenir fuira comme une eau qui s'écoule,
Et quand je serai mort, mon œuvre, tu mourras.

Elle vivrait, si M. Allorge écrivait beaucoup de vers comme ceux de son *Rêve ensoleillé*. On trouve dans ces deux pages un emportement lyrique, une habileté de facture que j'admire :

Quand le printemps approche aux derniers jours d'hiver,
Quand l'air est caressant et doux comme une chair,
Quand on sent tout frémir, sur la terre alanguie,
D'un désir éperdu de plus intense vie,
J'aimerais à partir pour ces pays d'amour
Dont le nom seul nous fait l'œil vague et le cœur lourd ;
J'aimerais à laisser mes soucis et mes rêves
Brumeux, pour m'élancer vers ces lointaines grèves
Où l'on voit se rider une mer aux flots bleus,
Où tout rayonne encor du sourire des dieux,
Où les marbres dorés semblent sur les terrasses
Modeler pour jamais l'âme des grandes races ;
Où l'olivier grisâtre et les pins amaigris
Sortent d'un sol sacré, fait d'illustres débris !
Où, dans l'embrasement géant du crépuscule,
On cherche le bûcher qui consumait Hercule ;
Où la poussière éparse au moindre des chemins
Est la cendre de tant de siècles surhumains ;
Où l'on croit, l'œil rempli de splendeur et de gloire,
Posséder à la fois la nature et l'histoire !...

Et pourquoi cela est-il beau ? parce que c'est vrai ; parce que c'est le rendu d'une impression forte. Peut-être M. Allorge est-il trop livresque ; peut-être a-t-il plus d'étude que de spontanéité. Il n'a ni aimé ni souffert. Son livre n'est pas assez une confession d'âme, L'amour en est absent, bien qu'un chapitre porte ce nom ; mais il ne s'agit là que de l'amour des autres. Quand l'auteur aura dans le cœur une flambante et tyrannique passion, ses vers vibreront bien autrement.

H. A.

ALFRED TENNYSON. SON SPIRITUALISME, SA PERSONNALITÉ MORALE, par *Louis-Frédéric Choisy*, docteur ès lettres. — 1 vol. in-16. Genève, Kündig; Paris, Champion.

Ce volume, somptueusement imprimé et orné avec goût d'un délicieux portrait de Tennyson jeune et d'une vue de Somersby, village natal du poète, nous offre deux choses : une biographie et une étude, non de la philosophie du poète, car Tennyson n'en eut jamais, mais de son attitude à l'égard de la vie et des problèmes qu'elle nous pose.

La biographie est peut-être la meilleure des nombreuses « vies » du poète. Quand, en Angleterre, un grand homme meurt, ses innombrables amis et connaissances publient sur lui leurs souvenirs et réminiscences ; ils livrent au public mille anecdotes le concernant, rapportent les propos qu'ils lui ont entendu tenir et relatent consciencieusement les moindres incidents de sa vie qu'ils connaissent. Cela fait, au bout du compte, un fatras où il est difficile de ne pas se perdre. M. Choisy y a su néanmoins choisir de quoi composer une biographie où chaque détail a sa valeur, où pas une anecdote n'est racontée qui n'éclaire le catactère, la vie intime du poète, où pas un mot n'est répété qui ne révèle l'homme mieux que bien des poèmes. Il met vraiment ses lecteurs en présence d'un homme. Il raconte et l'enfance et la jeunesse de Tennyson, et ses années douloureuses, et son avènement tardif à la gloire, et la sérénité de sa vieillesse, de l'intérieur, si je puis dire.

C'est ce point de vue-là qui donne au livre son unité. Dans la deuxième partie, l'auteur s'efforce de nous faire pénétrer plus avant dans l'âme de Tennyson. Il fait abstraction des changements que la vie amène, même, semble-t-il, dans notre être le plus intime, et prétend retrouver, sous ses changements, les éléments permanents, dont tantôt l'un, tantôt l'autre domine, qui constituent, par leur union indissoluble, la vraie personnalité d'un homme et font qu'en dépit de tout il sera toujours lui et non tel autre. En se basant sur une étude sagace, pénétrante, des poèmes où Tennyson témoigne de ses préoccupations habituelles, du tour que prenaient volontiers ses idées laissées à elles-mêmes, M. Choisy nous paraît avoir pleinement réussi dans sa délicate

entreprise. C'est bien la personnalité morale de Tennyson qu'il met en lumière, semblable à elle-même du commencement à la fin de sa carrière, tout entière déjà dans l'adolescent de Somersby ou l'étudiant de Cambridge et qu'il est juste de résumer en ce seul mot : spiritualisme.

Malheureusement, on ne peut pénétrer la personnalité morale de Tennyson sans parler de ses idées. Et, du même coup, tout en nous forçant d'admirer la force et la noble beauté du caractère, on nous rend inévitable la constatation d'une certaine pauvreté — pour ne pas dire impuissance — intellectuelle. Tennyson penseur mérite moins encore de considération que Hugo penseur. Ses idées lui sont sans doute personnelles, en ce sens qu'elles sont en rapport étroit avec son tempérament, son caractère, qu'il ne les a adoptées que parce qu'il ne pouvait en adopter d'autres. Mais elles ne dépassent pas en profondeur, en pénétration, celles du premier bourgeois venu qui aurait la manie, ou, si vous voulez, la louable habitude, d'arrêter son esprit sur les grands problèmes. De là un sentiment de malaise dont, à la lecture de ce si consciencieux travail, nous ne pouvons nous défendre. M. Choisy croit-il donc que l'originalité de Tennyson soit dans sa « personnalité morale ? » Et, s'il ne le croit pas, pourquoi y avoir consacré tant de pages ? Pour « faire sa thèse » ou pour exposer en détail des idées que l'on partage et que l'on veut ainsi affermir ?

Mais cet ouvrage est trop sérieux, il porte trop dans chacune de ses phrases, sur chacune de ses pages, l'empreinte de l'étude patiente et amoureuse, on y devine trop d'émotion contenue et sincère, pour ne pas l'accueillir avec bienveillance et même reconnaissance. M. Choisy devrait nous parler un jour de Tennyson poète, de Tennyson artiste. Il le ferait, croyons-nous, avec bonheur. Car le sens de l'art qui résulte d'un agencement habilement calculé des idées et des groupes d'idées, des phrases et des paragraphes, ne lui fait certes pas défaut. Son volume doit à ce sens-là une bonne part de son charme.

Un mot encore. Pour avoir ici-même vertement critiqué des traductions détestables de poèmes d'E.-B. Browning, on nous a traité de vieux pédant à perruque. Nous renvoyons notre complimenteur au *Tennyson* de M. Choisy. Il y verra ce que sont des

traductions dignes de ce nom. Sans abonder en trouvailles, elles sont partout de la meilleure espèce, à la fois précises et nuancées, harmonieuses et toujours en bon français. G. B.

LAUZUN, UN COURTISAN DU GRAND ROI, par le duc de *La Force*.

— 1 vol. in-8°. Paris, Hachette, 1913.

Lorsqu'à l'âge de soixante-deux ans un homme épouse une petite fille de quatorze, il y a des chances pour que le veuvage trouve celle-ci fraîche encore et prête à bénéficier d'une succession. Si Pauline de Coulanges, ou ses parents, avaient ainsi basé leurs calculs, ils durent être cruellement déçus : M. le duc de Lauzun, malgré ses débauches de grand seigneur au temps de sa folle jeunesse, malgré le péril des combats, malgré dix années passées en forteresse, malgré les aventures les plus singulières et les plus dramatiques, M. le duc de Lauzun, chevalier de l'ordre de la Jarretière, capitaine des cent gentilshommes au bec de corbin, lieutenant-général des armées du Roi, ci-devant capitaine d'une compagnie des gardes du corps du Roi et auparavant colonel-général des dragons, mourut dans son lit, à Paris, âgé de quatre-vingt-dix ans et quatre mois.

De son existence romanesque, la postérité n'a guère retenu que son premier mariage, si longtemps traversé par les pires épreuves, avec Mademoiselle, celle que l'histoire dénomme la Grande Mademoiselle, duchesse de Montpensier. Encore les détails lui échappent-ils le plus souvent. L'ouvrage de M. le duc de La Force, agréablement écrit, fort bien édité, rendra donc les plus grands services. M. le duc de La Force, qui a eu en main bien des documents inédits, a su faire revivre la figure si originale de son héros principal et avec elle nombre de personnages gravitant autour de Louis XIV, dans le rayonnement de sa cour ou l'intimité de sa ruelle. ED. CH.

LES EGLISES CHRÉTIENNES AU MATIN DU XX^e SIÈCLE, par *Eugène Ritter*, docteur ès lettres, professeur honoraire de l'université de Genève. — 1 vol. in-16. Lausanne, Payot & Cie.

Quelles sont ces Eglises chrétiennes ? L'Eglise catholique tout d'abord ; puis les Eglises réformées et les Eglises orientales. Après quoi deux chapitres spécialement consacrés, l'un à l'Eglise catholique et la science, le second au christianisme et la pensée moderne.

Le sujet, « traité avec le calme d'un septuagénaire », est intéressant à beaucoup d'égards. M. Ritter est protestant, mais l'Eglise catholique n'est point pour lui déplaire. A propos de la vie cénobitique, il dira : « Il y a dans l'âme des richesses qui ne se déploient à leur aise que derrière ces murailles et dans ces jardins fermés. » Il loue plus encore qu'il ne blâme : « Dans les pays protestants, l'Eglise catholique est aujourd'hui prospère : elle y occupe une position stable et affermie, elle y a de la sève et de l'avenir, si bien que jamais, depuis la Réformation, elle n'y a vu d'aussi beaux jours. »

La France ferait une perte considérable « si elle réussissait à paralyser complètement l'action de l'Eglise catholique, à étouffer ses efforts, à arrêter sa sève. » Oui, sans doute, le catholicisme vaut mieux que la libre pensée, mais le protestantisme ne vaut-il pas mieux encore que le catholicisme, et s'il parvenait à se substituer à ce dernier, ne serait-ce pas tout profit pour la France ?

Les Réformateurs ont simplifié le culte ; « ils n'ont plus voulu de tout ce qui, dans le service divin, pouvait plaire aux yeux ou à l'imagination. » Mais pourquoi ajouter : « Ils ont fait le protestantisme blanc et noir, comme l'écu de Prusse. Le catholicisme au contraire est semblable aux armoiries des rois d'Espagne, où brillent aux regards toutes les couleurs du blason. » M. Ritter adresse à la Réforme le reproche que voici : « Rien n'existe, pour le chrétien « biblique », de ce qui s'est développé entre la mort des apôtres et le moment où Luther a jeté au feu la bulle du pape Léon X, qui le condamnait. Ces quatorze ou quinze siècles, qui ont été féconds pour la pensée, et abondants en sainteté, un coup d'éponge les efface. Il y a là quelque chose de comparable au vandalisme fanatique des musulmans. » Ce reproche n'excède-t-il pas la mesure, n'est-il pas partial et injuste ? Nous en disons autant de l'affirmation suivante, si pittoresque d'ailleurs : « Le christianisme biblique, de nos jours, est semblable à un tronc ébranché : les pousses nouvelles qui sortent de lui n'ont rien d'ample et de majestueux. »

Au total, « le protestantisme est peu de chose, en dehors des peuples de langue germanique.... Seules dans le monde chrétien, quelques Eglises protestantes acceptent tous les postulats de la science.... Mais ces Eglises demeurent inférieures à cer-

tains égards à l'Eglise catholique et ne satisfont pas entièrement celui qui aime la tradition et *l'œcuménicité*. »

Heureusement que le dernier chapitre de l'ouvrage est plutôt réconfortant. M. Ritter y plaide la cause d'une religion vénérée, à titre de legs historique; il croit à la valeur divine des vérités morales ainsi que des dévotions qui « savent endormir les chagrins et préserver du désespoir; » il place la croyance, la foi à l'invisible, au-dessus du savoir: « C'est à Jésus, et à lui seul, qu'on doit l'entrée dans le patrimoine commun de l'humanité, de ce trésor incomparable d'idées religieuses, de piété et de foi, que le vieil Israël avait accumulé pendant plus de mille ans. Sans Jésus, rien de tout cela ne serait sorti de la juiverie. »

Il termine en ces mots: « Un temps viendra où sur la terre tout sera connu, classé étiqueté, étalé, expliqué dans des livres à la portée de tous. Mais le cœur aura encore ses secrets, et la foi ses mystères consolants. »

E. B.

NOS DERNIÈRES PAGES D'HISTOIRE HÉROÏQUE, par *Emile Kupfer*.

— 1 vol. in-16 illustré. Lausanne, Payot.

M. Kupfer raconte dans cette brochure le récit de la campagne de Russie et la part qu'y prirent les Suisses. On sait qu'ils avaient dû fournir leur contingent dans « l'armée des vingt nations » que Napoléon dirigeait sur le Niémen et dans laquelle les Français étaient en minorité. Le livre est intéressant et instructif; il est bien écrit et l'auteur a raison de vanter le calme héroïsme, la belle vaillance, la solide discipline des Suisses au service de Napoléon. Dans toutes les batailles où ils se trouvèrent, ils firent belle figure: c'était une tradition à laquelle ils restaient fidèles.

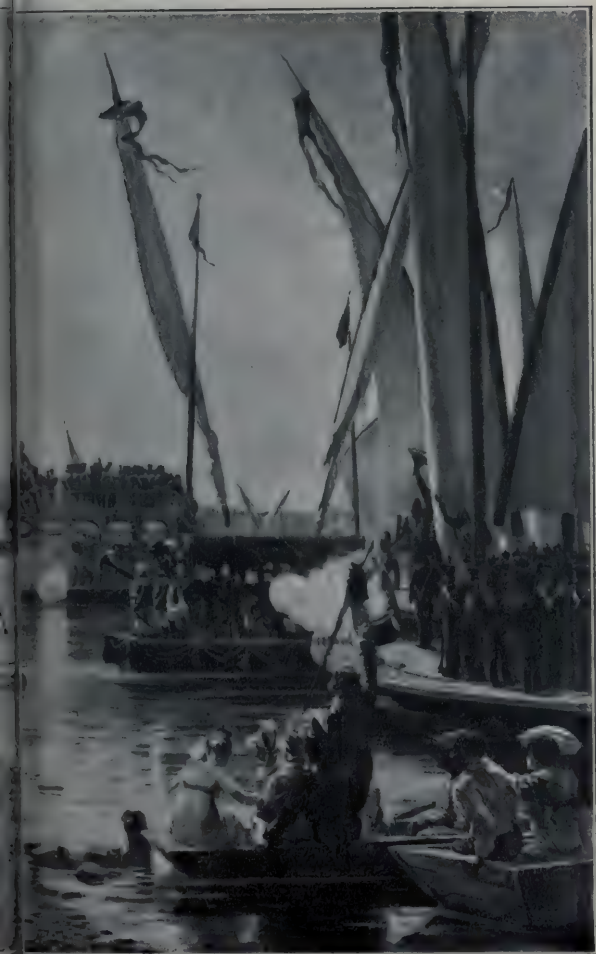
Le moment le plus poignant fut, cela va de soi, la retraite de Russie que l'on a déjà racontée tant de fois. « On n'aurait pas même tendu la main à son père », écrit le capitaine Coignet. M. Kupfer en relate quelques traits frappants et nouveaux, montrant la profonde misère et la détresse affreuse de toute l'armée; il a fort bien réussi dans sa tâche, par laquelle il a voulu condenser les documents essentiels sur cette page d'histoire.

EM. BZ.



ARRIVÉE DES TROUPES SUISSES AU

Tableau d'Antoine Duiaux,



NOIR (GENÈVE) LE 1^{er} JUIN 1814

fiété de la ville de Genève.

(Cliché Atar, extrait de *Nos centenaires.*)



LA RESTAURATION

DE LA

RÉPUBLIQUE DE GENÈVE

Le 21 décembre 1813, Napoléon dicte hâtivement des ordres de bataille : Genève, chef-lieu du département du Léman, doit être à cette heure, sous peine des pires défaites, « le boulevard de l'Empire » ; Napoléon la désigne comme le lieu de concentration de la brigade de réserve, avec quinze bataillons.

Le 23, devant le danger de plus en plus pressant, le grand capitaine prend de nouvelles dispositions. Il charge le général Mesnier de commander le corps de réserve et place Genève, avec Landskron et Huningue, dans sa première ligne de défense.

Les armées des puissances coalisées avancent rapidement. Le jour même où Napoléon fait de Genève, sur le papier, un rempart important, il est trop tard : l'avant-garde de l'armée autrichienne, commandée par le feld-maréchal Bubna, passe le Rhin à Bâle et pénètre sur le territoire suisse, considéré comme pays ennemi.

Le 22, Bubna est à Soleure ; le 23, il est à Berne ; le 27, il entre à Lausanne avec trois escadrons de hussards

et trois bataillons d'infanterie légère. Le 30, il sera à Genève où les instructions de l'empereur n'ont pu parvenir, où, dans le désarroi d'un empire qui s'écroule, une République ancienne et glorieuse se reconstitue.

I. La conquête.

Le dimanche 15 avril 1798 est la seule date de l'histoire genevoise, si féconde pourtant en incidents, où un voile descend sur la République, où un linceul vient recouvrir son indépendance.

Les luttes d'autrefois avaient été tragiques. Leur issue tient parfois du miracle. Toujours la liberté avait été servie par l'épée ; elle avait fleuri, comme une fleur de sang, sur les bastions de la cité et dans ses sombres ruelles.

Le dimanche 15 avril 1798, la liberté n'a plus ce rayonnement et cette gloire. Petite flamme dès longtemps vacillante, elle s'éteint dans le deuil et dans la honte. Il est midi. Le Conseil siège. Il discute les termes d'une réponse à adresser au résident de France, qui propose la réunion pure et simple de Genève à ce pays ; il discute, et, déjà, l'ennemi est aux portes de la ville. Ces portes s'ouvrent. Seize cents hommes les franchissent au pas de charge, tambours battants, mèches allumées. L'artillerie barre les avenues. Sabre au clair, les hussards cernent la maison de ville ; des canons et des baïonnettes les renforcent. Un geste de révolte et c'est, à cette heure, un massacre. Un cri d'alarme ou, seulement, l'appel déchirant du désespoir, et ce sont les rigueurs les plus redoutables de l'état de guerre.

Le geste, esquissé peut-être, s'arrête avant que les mains serrent les armes ; la voix, les cris, les appels

meurent sur les lèvres et les têtes s'inclinent, tandis qu'une commission, sans en avoir reçu le mandat, vote dans l'effroi la déchéance de la République de Genève. « La ville, porte une note adressée au Directoire, la ville est dans un deuil profond ¹. » Et la pluie, la petite pluie fine qui tombe sur les toits pointus, enveloppe de ses buées grises tant de malheur.

L'histoire a un déroulement logique, calculé. Les plus grands bouleversements qu'elle ait connus ont des causes immédiates, visibles.

Le 15 avril 1798, il était trop tard pour s'opposer au coup de force du général Girard. Il eût fallu prendre plus tôt des mesures de défense et il eût fallu, moralement, pouvoir les prendre ; il eût fallu que le Conseil, au lieu de donner l'ordre aux postes de laisser libre accès aux troupes d'investissement, pût compter, comme naguère, sur tous les citoyens pour leur prêter main-forte.

Comme naguère ! Six années auparavant, le général Montesquiou avait reçu de la Convention l'ordre de conquérir Genève ; il s'était heurté à des murailles soigneusement closes. Magistrats, citoyens, femmes, enfants même, dans l'élan merveilleux d'un amour semblable pour la liberté et pour l'indépendance, avaient couru aux remparts. Les membres du Conseil s'étaient offerts en otages au gouvernement français : « Prenez nos fortunes, lui écrivaient-ils, prenez même nos vies, mais ne touchez pas à l'indépendance de notre pays. » Et devant tant de patriotisme, la population — les plus frondeurs y compris — s'était préparée à la lutte. Genève était restée dans sa tradition historique, faite de vaillance et de sacrifices.

¹ Pour éviter de nombreuses annotations, nous nous permettons, sauf mention spéciale, de renvoyer le lecteur à nos précédents ouvrages.

En 1798, le même peuple, à l'approche de l'ennemi, se terre en son logis ; les magistrats en charge cèdent le pas, la place, le pouvoir au résident de France, Félix Desportes, à peine âgé de trente-cinq ans, diplomate ambitieux, révolutionnaire aujourd'hui, demain baron de l'Empire. De Paris, un ministre peut écrire : « Les Genevois sont regardés ici comme ayant lâchement abandonné leur indépendance. »

Pourtant les avertissements n'avaient pas fait défaut. Sans parler des agissements de Desportes et de Soulavie, son prédécesseur, en vue d'amener l'annexion de Genève à la France, il y avait eu l'information donnée par le résident, le 15 mars, — exactement un mois avant cette annexion, — à plusieurs membres du Conseil : Desportes, sans craindre de farder la vérité, leur avait affirmé que le Directoire avait *décidé* d'opérer la réunion, en utilisant, au besoin, les forces dont le général Brune disposait en Suisse. Voici la réalité : Talleyrand avait encouragé les efforts de Desportes ; le 27 germinal (16 avril), à une heure où il en ignorait encore les résultats, il lui mandait qu'il comptait sur sa « persévérance pour amener la réunion. » Mais, le 15 mars, Genève pouvait encore prouver par des faits, par des actes, et, en tous cas, par les protestations de sa diplomatie, sa volonté de demeurer libre. De récents incidents l'avaient découragée. Une députation extraordinaire, envoyée à Paris, à la fin de l'année 1797, avait dû quitter cette ville pour éviter d'être expulsée par le Directoire. En vain Michel Micheli, qui représentait officiellement auprès de lui la République de Genève, prodigua-t-il ses avis au Conseil : tour à tour timorés et imprudents, les syndics ne les suivaient guère ; guidés par les bruits de la rue, étrangers aux négociations diplomati-

ques, ils ne surent point parer les coups d'adversaires plus habiles, plus nombreux et plus puissants.

On peut se demander, et le gouvernement français n'y manqua point au lendemain même de l'annexion, si la population genevoise l'avait souhaitée. Cela expliquerait la signature du traité de réunion. Cet acte parle du « vœu des citoyens de la République de Genève ». Les autres documents adressés au Directoire et à Micheli signalent, au contraire, l'état de prostration et de terreur dans lequel elle se trouva en apprenant la perte de son indépendance. Les révolutionnaires genevois n'avaient-ils pas inscrit naguère sur le drapeau rouge, jaune et noir, à côté de la devise : *Post tenebras lux*, cette autre devise : *Egalité, Liberté, Indépendance* ? Les partis bourgeois ne s'étaient-ils pas constamment montrés prêts à défendre par les armes la moindre atteinte à la liberté ? « Desportes, affirme l'historien de Barante, dont le père fut préfet de Genève sous l'Empire, Desportes avait pour mission de faire voter la réunion à la France, mais ce vœu fut imposé par la contrainte et l'occupation militaire. » D'Eymar, successeur immédiat de Desportes et qui remplit à Genève, avant Barante, les fonctions de préfet, écrivait, parlant de la population genevoise : « Nous avons à lui faire oublier une réunion forcée, qu'on n'a pas même eu la sagesse d'opérer avec loyauté. »

Desportes avait pourtant trouvé des intelligences dans la place. Un homme dont le rôle, quelques années auparavant, avait été néfaste, l'avocat Jacques Grenus, était devenu l'un de ses conseillers habituels. En 1794 déjà, un commissaire national français, passant par Genève, mandait à son ministre :

« J'ai vu que l'indépendance était l'idole de ce peuple commerçant ; j'ai vu qu'il s'intéressait à la Révolution... mais qu'il

était bien persuadé de ce que dit Jean-Jacques, que les petits Etats sont toujours les plus heureux. Sur le point de la non-francisation, j'ai vu s'accorder et les aristocrates et les englués (les bourgeois), et les patriotes et les marseillais (c'est-à-dire les révolutionnaires les plus avancés)¹. »

Evincé des emplois publics dans son pays, exilé pour cause de trahison, Grenus avait été l'un des instigateurs de la Terreur genevoise et remplissait en France, mais à la frontière, des fonctions administratives.

Aux avis que Grenus donnait à Desportes s'ajoutaient ceux de Cornuaud, pamphlétaire de talent, favorable à l'annexion, note le syndic Butin, « soit par vengeance, soit pour jouer un rôle. » Cornuaud, qui, en d'autres temps, avait fait preuve de patriotisme, était l'un des hommes sur lesquels comptait le résident. Lorsque celui-ci, sa mission achevée, quitta Genève, Cornuaud lui remit, avec quelques citoyens, une médaille d'or portant en manière de légende : *Par ses vertus il nous a réunis*. Pas plus que Grenus et les six autres créatures de Desportes, Cornuaud ne devait tirer longtemps bénéfice de sa conduite : nommé secrétaire-général de la préfecture du Léman, il faillit être destitué et fut contraint de démissionner après seize mois de fonctions.

Menés par une main experte, les comparses du résident surent admirablement semer le trouble dans les esprits. Tel jour, Desportes semblait garantir le développement économique de Genève en cas d'annexion et promettait des sommes considérables pour favoriser l'industrie horlogère. Tel autre jour, il tentait d'arracher aux Genevois, par des menaces ou des procédés déloyaux, une demande de réunion. « Il chercha, porte une note

¹ Aulard, *Etudes et leçons*, troisième série, p. 195.

adressée au Directoire, à subjuguier par la terreur les personnes qu'il appelait auprès de lui. » Mais quels que soient ses promesses, ses menaces et ses procédés, ni les uns ni les autres n'eussent réussi à inquiéter les Genevois si ceux-ci, à la suite de leurs dissensions politiques, n'avaient perdu confiance les uns dans les autres.

Le cauchemar des sombres journées de la Terreur hantait encore les esprits ; les drames de 1794 avaient creusé un fossé de sang entre les diverses fractions de la population et Desportes lui-même mandait à son gouvernement : « Les plaies révolutionnaires saignent encore dans Genève ; c'est vraiment ici que le bourreau est toujours côte à côte de la victime. »

Une réconciliation tardive n'avait pu effacer tous les souvenirs. L'exiguïté de leur territoire plaçait d'une manière constante, continue, les Genevois les uns vis-à-vis des autres ; au lieu de faire front contre l'ennemi commun, ils songeaient bien plus à reconquérir telle position perdue, à racheter telle petite défaite personnelle par tel petit succès éphémère, qu'à envisager l'avenir de la République et à travailler pour la prospérité de son commerce, la gloire de sa science, le maintien de son existence politique.

Profondément désunis à l'intérieur, les Genevois étaient déconsidérés à l'extérieur. Leurs alliés de toujours, les cantons suisses, avaient réprouvé les actes de la Terreur et ne leur accordaient qu'avec peine les secours nécessaires à leur vie économique. La France, qui, par son résident Soulavie, avait une si grande part de responsabilité dans ces lugubres événements, la France, revenue à une conception plus juste des droits de l'homme, voyait avec frayeur le bonnet rouge s'agiter encore à

ses portes, alors que, dès longtemps, elle l'avait jeté dans le ruisseau. En flattant certains magistrats de la grande nation, Genève s'était attiré le mépris et la colère de ceux qui leur avaient succédé. En vain s'efforça-t-on de prouver que sa révolution n'avait point connu tous les excès de la Révolution française ; en vain des citoyens de partis différents firent-ils valoir que Genève, en 1798, se présentait avec, dans ses lois, le bénéfice d'institutions libérales, respectueuses pourtant de bien des traditions, — on feignit de redouter le recommencement d'une ère de violences prêtes à franchir la frontière et à embraser la France. D'injustes reproches au sujet de la contrebande vinrent s'ajouter à tant de griefs et Genève fut désignée au Directoire comme un repaire de brigands....

A la même époque, Horace-Bénédict de Saussure, Pierre Prevost, Marc-Auguste Pictet, Pierre-François Tingry, pour ne parler que des plus illustres, attirent sur Genève l'admiration du monde savant. A la même époque, Frédéric-Guillaume Maurice, Charles et Marc-Auguste Pictet fondent la *Bibliothèque britannique*, aujourd'hui *Bibliothèque universelle*, qui juxtapose devant le public lettré européen les cultures anglo-saxonne, française et germanique.

Le 21 novembre 1797, le général Bonaparte, passant par Genève, avait répondu au souhait de bienvenue du syndic Gervais : « Il ne faut pas croire que la République française cherche jamais à s'agrandir de vos murs ; elle veut s'environner, au contraire, de petites républiques et il serait à souhaiter qu'elle fût entourée de cinquante Républiques genevoises. »

Quelques mois plus tard, la République de Genève était anéantie, et de cité libre, indépendante, souve-

raine, grande de toute la grandeur de son passé, devenait, dans le vaste empire, une petite ville sans importance.



II. La domination.

« Ne vous inquiétez pas des Genevois, écrivait Talleyrand ; ils se tireront toujours d'affaire. » Le mot est plus malicieux qu'exact. Les magistrats chargés de négocier avec Desportes le traité de réunion ne réussirent point à obtenir ce qu'ils souhaitaient. Il fallut se soumettre.

Muni des pleins pouvoirs du Directoire, Desportes procéda à l'organisation du nouveau département et le régime provisoire qu'il imagina prépara fort habilement celui qui devait régir Genève pendant toute la durée de la domination.

L'administration centrale, puis le préfet, occupèrent l'ancienne résidence de France. L'administration municipale — la Mairie sous le Consulat et l'Empire — siégeait en l'hôtel de ville de l'ancienne République.

Cette répartition des locaux administratifs soulignait, sans que son auteur l'eût prévu, les divergences d'opinions et d'habitudes qui n'allaient pas tarder à se faire

jour, au risque de créer de graves conflits. L'administration centrale, la préfecture, c'est, pour la population, le gouvernement étranger. Logé dans l'hôtel du ci-devant résident, il demeure étranger et ce n'est point vers lui que courra le citoyen à l'heure de la détresse ou de la joie. La municipalité, la mairie retrouve à l'hôtel de ville les traditions de la nation disparue, et ses magistrats, Genevois de naissance, se font les avocats les plus chauds et les plus brillants de la cause du territoire annexé.

Sans doute, à côté d'eux, il y a la Société économique, chargée de gérer les biens abandonnés par le traité de réunion aux anciens Genevois et affectés par eux à l'instruction publique, au culte protestant, à la bienfaisance. Sans doute, il y a l'Eglise, gardienne du passé religieux, si étroitement liée à l'histoire de la République ; séparée du corps politique par les événements, elle sert la cause de l'indépendance nationale en prêchant, malgré les rigueurs impériales, la liberté de l'esprit, de la raison, de la conscience. Mais les magistrats qui se succèdent à la tête de la mairie de Genève sont les principaux artisans de la situation dont le Conseil provisoire devait profiter, en 1814, pour reconstituer la République. Il suffit de parcourir les registres de la Municipalité pour se rendre compte de leurs efforts et, malgré quelques défaillances, de leurs succès. Citons ici le nom d'Abraham Aubert-Rey, un jurisconsulte et un poète, qui se dévoua jusqu'à compromettre sa fortune personnelle, à la grande surprise de Bonaparte. Citons ici encore le nom de Frédéric-Guillaume Maurice, un lettré et un homme du monde, dont les talents d'administrateur furent reconnus par l'empereur lui-même : Maurice reçut plusieurs décorations et le titre de baron de Saint-Germain.

Desportes parti et le département du Léman consti-



Maurice Maurice

FRÉDÉRIC-GUILLAUME MAURICE

Médaillon en cire, propriété de la ville de Genève.

(Cliché Atar.)

tué, le Directoire nomma le citoyen Ange-Marie d'Eymar à la préfecture de Genève. Pour avoir abdiqué, d'entre les premiers, son titre de comte et avoir demandé que la République fit disparaître jusqu'aux dernières traces de la féodalité, d'Eymar n'avait point pactisé avec le terrorisme. Admirateur passionné de Rousseau, il réclama pour le « citoyen de Genève » les honneurs du Panthéon et proposa qu'une pension fût allouée à sa veuve. Dans la vie publique, d'Eymar avait rempli, avant de venir à Genève, les charges de membre de l'Assemblée constituante et d'ambassadeur à Turin.

Le peintre Saint-Ours nous a laissé de lui un beau portrait. Il évoque une figure agréable et douce. D'Eymar lui-même avait un caractère dont les Genevois n'eurent qu'à se louer : homme de science, il cultivait les lettres et les arts, tandis que sa femme s'exerçait non sans talent à la peinture.

D'Eymar ne voulut point entrer à Genève en ennemi. D'après sa correspondance, il semble qu'il ait tenté d'assimiler son département sans lui faire sentir trop rudement la main de l'oppresseur. Sans doute se souvenait-il que Jean-Jacques, enfant, avait erré dans ces rues et lui parut-il cruel de représenter une puissance victorieuse dans le pays où naquit l'un des principaux apôtres de la liberté. Nous avons déjà rappelé en quels termes il avait stigmatisé l'annexion. Dans une autre lettre, adressée au ministre de l'Intérieur, — c'était alors le savant Chaptal, — il écrit, après une émeute fort grave : « Il faut pardonner à Genève de n'être pas tout à fait française. Les anciens souvenirs ne s'effaceront que peu à peu et seulement lorsque le gouvernement, en l'aidant à ranimer son industrie, aura pu lui faire oublier les pertes qu'elle a faites. »

Les anciens souvenirs ne devaient pas s'effacer. D'Eymar comprit combien les lois qu'il était chargé d'appliquer tendaient à les raviver. A maintes reprises, il plaida auprès de son gouvernement la cause des Genevois, victimes d'opérations qu'il déclarait lui-même « illégales », mais auxquelles il avait été obligé de procéder « pour le salut de l'armée. »

D'Eymar mourut le 3 janvier 1803. Le 17, un carrosse de cérémonie déposait le citoyen Barante à la préfecture de Genève.

Claude-Ignace Bruguière de Barante — que l'Empire créa baron — était originaire du Puy-de-Dôme. Empri-sonné sous la Terreur, il n'avait pu s'échapper que grâce à l'intervention courageuse de sa femme. Préfet à Carcassonne, une réputation de lettré et de philanthrope le précéda dans le département du Léman. Comme d'Eymar, Barante se rendit bien vite compte de l'impair diplomatique commis par Desportes et, comme d'Eymar, s'efforça d'en atténuer les effets. Il fut destitué pour sa trop grande indulgence, disent les uns, pour avoir entretenu des relations d'amitié avec M^{me} de Staël, disent les autres.

On pouvait redouter que le choix de l'empereur se portât, en vue de son remplacement, sur quelque administrateur sévère. En fait, le baron Capelle fut, dans les premiers temps, beaucoup moins indulgent que ne l'avaient été ses prédécesseurs. Comme d'Eymar et Barante, il ne tarda pas à reconnaître l'incompatibilité d'humeur existant entre les Genevois et leurs vainqueurs; il prit souvent fait et cause pour ses administrés.

Capelle eut une carrière politique fort mouvementée. Il commandait la garde nationale de la ville de Millau lorsque Chaptal le nomma secrétaire-général du départe-

tement des Alpes-Maritimes. De ce département, il passa avec les mêmes fonctions dans celui de la Stura. Il était préfet de la Méditerranée lorsque Napoléon l'appela dans le Léman. Suspendu en 1814 par l'empereur pour n'avoir pas su s'opposer à la Restauration de la République de Genève, Capelle se vit attribuer par le roi la préfecture de l'Ain, puis celle du Doubs. Devenu secrétaire-général du ministère de l'Intérieur, préfet de Seine-et-Oise en 1828, il devait terminer son rôle d'homme d'Etat comme ministre des Travaux publics en 1830. Condamné à mort par contumace, il réussit à s'évader. Gracié, il rentre en France et meurt à Montpellier en 1843.

M^{me} de Staël s'est montrée sévère pour Capelle.

« Au mois de mars 1811, écrit-elle, un nouveau préfet arriva de Paris. C'était un de ces hommes supérieurement adaptés au régime actuel, c'est-à-dire ayant une assez grande connaissance des faits et une parfaite absence de principes en matière de gouvernement. »

Si, par son caractère ou ses dispositions, un préfet pouvait adoucir le joug imposé aux Genevois, il ne pouvait supprimer la contrainte. Elle était cruellement ressentie dans une ville où l'usage et la tradition avaient jeté des racines si profondes que les révolutionnaires eux-mêmes renoncèrent bien vite à les arracher.

Dès les premiers jours de l'annexion, les armes de l'ancienne République — la clef et l'aigle — furent brisées ou effacées comme signe d'une suzeraineté étrangère ; les girouettes aux couleurs genevoises qui chantaient au faite des temples furent enlevées ; on supprima les plaques des pompiers et des ramoneurs, parce qu'elles portaient les armoiries de la nation défunte, et il fut ordonné de teindre aux trois couleurs

de la France les bonnets de la Liberté dont certains arbres avaient été coiffés au lendemain de la Révolution. Le port de la cocarde rouge, blanc, bleu devint obligatoire. Ce ne fut que le 13 juin 1811 que Genève reçut de l'empereur l'autorisation d'avoir de nouveau ses armoiries, privilège accordé aux seules « bonnes villes. » Les magistrats genevois saisirent cette occasion pour réclamer l'ancien écusson. Il ne fut pas fait droit à leur demande ; pourtant, au-dessous des trois abeilles d'or — insigne des « bonnes villes » — vinrent se poser une aiglette sans bec ni pattes et une clef banale.

Si l'on veillait à ce que les Genevois n'arborassent point leurs couleurs, on espionnait aussi leurs propos et leurs gestes. Aucune allusion au nouveau régime n'était tolérée.

Il y eut, parfois, des mesures d'indulgence. Au mois de septembre 1800, le préfet d'Eymar signala au maire un sermon séditieux prononcé dans le temple de Saint-Pierre par le citoyen Duby :

« Les comparaisons qu'il a affecté de faire entre le temps passé et le temps présent ne pouvaient avoir d'autre effet que de renouveler d'inutiles regrets, de rouvrir et de faire saigner les plaies sur lesquelles son ministère l'appelait à verser un baume salulaire : son devoir était de consoler et il n'a su que présenter des idées désespérantes.... Mon devoir eût été, comme préfet, de lui témoigner mon mécontentement d'une manière aussi publique qu'il a donné lui-même de publicité à son sermon ; mais édifié chaque jour de la conduite sage, prudente et vraiment religieuse des autres pasteurs protestants, j'avais craint que la faute d'un seul ne rejaillit sur tous et j'ai cru que le gouvernement approuverait que je saisisse cette occasion de témoigner à cette classe de citoyens respectables le profond sentiment d'estime que leurs lumières et leurs vertus sont faites pour inspirer. »

En 1808 et en 1809, le préfet dut sévir : non seulement plusieurs pasteurs n'avaient pas prié pour l'empereur, mais encore quelques-uns d'entre eux avaient-ils fait allusion à son gouvernement.

Le régime de l'annexion avait débuté par la chasse aux prêtres ; il devait naturaliser le catholicisme à Genève, où la messe n'était célébrée, avant 1798, que dans les chapelles des résidents de France et de Sardaigne. Il faut constater, toutefois, que les autorités témoignèrent toujours de la sympathie au culte protestant.

En ce qui concerne l'observation des lois relatives au commerce et à l'industrie, elles se montrèrent intransigeantes. On connaît la doctrine économique en vertu de laquelle le Directoire, puis Napoléon exigèrent qu'aucun produit anglais ne pénétrât sur le territoire français. Les mots « produits anglais » désignaient, avec les objets fabriqués en Angleterre, tous ceux dont la nation ennemie faisait plus particulièrement le commerce. La loi arrêtait à la frontière les étoffes de velours, de laine, de coton et de poil ; la bonneterie et les ouvrages de quincaillerie et de métal ; les cuirs et les rubans, les chapeaux et les « peaux pour gants, culottes et gilets » ; la verrerie et les sucres, la faïence et les boutons. Ces dispositions furent désastreuses pour Genève. Cette ville était, avant la domination étrangère, l'une des premières places d'entrepôt de l'Europe et ses négociants entretenaient avec l'Angleterre des relations suivies. Elle se vit enlever, du jour au lendemain, d'importantes ressources. Le gouvernement ne voulut point en tenir compte et, en 1803, seul un Genevois, Marc-Auguste Pictet, osa parler au Tribunat en faveur de la liberté absolue du commerce. Sans succès, d'ailleurs : la douane et l'état-major présidaient alors aux destinées de la France. Ce

fut pis encore lorsqu'en 1806 Napoléon érigea le blocus continental en principe. Le 22 décembre de cette année-là, le préfet du Léman notifia au directeur de la poste aux lettres que tout commerce, toute correspondance étaient interdits avec les îles Britanniques. Il lui enjoignit de saisir toutes les lettres adressées en Angleterre ou à un Anglais, de même que celles écrites en langue anglaise.

Les questions soulevées par l'importation des marchandises prohibées émurent les Genevois. Le 14 mesidor an VI, (2 juillet 1798) les administrateurs des douanes étaient venus en corps présenter leurs hommages à la Municipalité ; son président leur avait exprimé l'espoir que leur service serait « doux et agréable à tous les citoyens » : il fallut bien vite déchanter. Les perquisitions les plus minutieuses étaient effectuées et les marchandises dites anglaises étaient saisies et brûlées, brûlées au pied du monument élevé à la mémoire de Jean-Jacques Rousseau.

Bien loin d'empêcher la fraude, les sévérités de la régie semblent avoir excité l'audace des contrebandiers. En 1800, une rixe entre ceux-ci et les préposés dégénéra en émeute. Chaque année, les registres relatent des mouvements populaires, moins graves à la vérité, mais entretenant dans le pays annexé une sourde hostilité contre les conquérants. Un corps de troupes ne réussit pas à supprimer la contrebande, qui trouva des auxiliaires parmi les préposés eux-mêmes. Le fait n'était point inhérent à Genève : la France, enserrée dans le réseau de ses douanes, avait à se défendre contre un nombre de contrebandiers que le comte Mollien évalue à plus de cent mille. Un corps composé de vingt mille douaniers

laissait donc à la fraude quatre-vingt probabilités de succès.

Les marchandises anglaises que les contrebandiers destinaient à Genève étaient déposées à Nyon, à Coppet et dans les autres bourgs suisses environnants. Nyon et Coppet en tiraient quelque avantage. Beaucoup d'habitants du Pays de Gex et de Genève allaient s'y faire habiller, portaient leurs habits neufs sur eux pour rentrer en France et recevaient, par occasion, les vêtements usagés qu'ils avaient quittés à Nyon et à Coppet. Le lac était un excellent moyen de communication pour les fraudeurs, aussi, le 25 septembre 1811, le préfet prit-il un arrêté interdisant la navigation après le coucher du soleil.

Aux rigueurs de la douane s'ajoutaient celles du fisc : bien que le commerce fût en pleine décadence, cette administration prétendait prélever les nombreuses impositions prévues par les lois. Certains magistrats, agents du gouvernement cependant, s'élevèrent contre ce régime d'oppression, protestèrent contre ces garnisaires, ces soldats envoyés chez les contribuables qui les devaient nourrir jusqu'à paiement complet de leurs taxes, firent valoir que Genève avait dû suspendre l'éclairage de ses rues, sa police, le paiement de ses fonctionnaires, et accepter que des geôliers nourrissent de leurs propres deniers des prisonniers affamés par l'Etat. « Représentants du peuple ! s'écriait Philippe au Conseil des Cinq-Cents, voulez-vous que les Genevois s'attachent fortement et sincèrement à leur nouvelle patrie ? Faites qu'ils n'aient pas encore à regretter, avec la chute de leur commerce et de leur industrie entièrement paralysés par les circonstances malheureuses et la guerre, cette appré-

ciable sûreté publique, cette pureté de mœurs qu'ils doivent à une police exacte et sévère et à l'esprit d'ordre qui distinguait ce petit gouvernement démocratique, gouvernement qui rendait Jean-Jacques Rousseau plus fier de son titre de citoyen de Genève qu'il ne l'aurait été du titre de roi du monde entier. »

Cette voix ne fut pas entendue. La misère, la misère, c'est le lugubre refrain qui se retrouve dans toute la correspondance de l'époque de l'annexion. L'initiative privée tenta d'y remédier. « La bienfaisance, cette antique vertu des Genevois », mande un commissaire du Directoire, s'exerce alors même que l'industrie est paralysée, que le commerce est dans la plus complète « stagnation » et que les espérances semblent détruites. En 1807, Jean-Louis Grillet, ancien chanoine de Savoie, peut écrire ces lignes : « Outre l'esprit de spéculation et d'indépendance qui caractérise les Genevois, ils sont bienfaisants par inclination naturelle ; les malheureux ont toujours trouvé des secours assurés dans leurs libéralités et plusieurs communes de la Savoie, réduites à la misère, ont obtenu de leur générosité les moyens de se relever de leurs pertes. »

Toute la France souffrait ; Genève, associée à ses destinées, subissait le contre-coup des événements qui la touchaient. En 1811, la crise économique atteint son paroxysme. Dix années auparavant, un ministre avait écrit : « Le premier Consul sait que cette ville intéressante a beaucoup perdu à la Révolution et sa sollicitude ne lui fera négliger aucun moyen de ranimer à la paix l'industrie de ses habitants.... Lorsque le moment sera venu, le premier Consul se souviendra de ses promesses et de leurs sacrifices. » Ce moment ne vint pas et les circonstances politiques ne permirent même point aux

Genevois de retirer quelque avantage des institutions qui les régirent en matière commerciale ou de certaines lois auxquelles ils furent astreints.

La guerre, ses dangers, ses incertitudes pesaient de tout leur poids sur leur ancien territoire. D'après le traité de réunion, il ne pouvait être contraint de recevoir plus de 3000 soldats. Mais comment refuser à Murat, le « frère d'armes » du premier Consul, un cantonnement pour ses troupes ? Comment écarter les demandes de Berthier, l'un des plus illustres généraux de l'armée ? Comment repousser les réquisitions lorsque Bonaparte lui-même se trouve dans les murs de Genève ? Persuadé de l'importance stratégique de cette ville, il avait examiné la possibilité de la transformer en une citadelle formidable (les devis s'élevaient à vingt millions de francs), cependant que Marc-Auguste Pictet, au contraire, proposait, en 1804, de raser ses fortifications afin de ne point en entraver le développement.

Pendant toute la durée de la domination française, de nombreux corps de troupes passèrent par Genève et y furent casernés. Le plus souvent, leur dénuement excitait la pitié.

Cette pitié fit place à l'angoisse lorsque la conscription arracha les enfants de l'ancienne République au foyer paternel pour les envoyer défendre, sur de lointains champs de bataille, la cause d'un empereur.

Sur tant d'amertume et de douleur, les conquérants essayèrent de verser le baume de réjouissances officielles.

Sous le Directoire, les fêtes genevoises, telles que la célébration de l'anniversaire de l'Escalade ou de la naissance de Rousseau, furent supprimées. On leur substitua diverses solennités imaginées par les idéologues de la

Révolution. Le sculpteur Jean Jaquet, qui a laissé tant d'œuvres charmantes, fut nommé directeur des fêtes nationales par la Municipalité et reçut, à ce titre, un traitement annuel de 200 à 300 francs. Aux cérémonies prévues à dates fixes s'ajoutaient les manifestations ordonnées à l'occasion des victoires. En 1811, le baptême du roi de Rome donna lieu à de nombreux préparatifs.

Cette joie commandée, ces plaisirs organisés ne touchaient guère les Genevois. Seuls, ou presque seuls, les fonctionnaires français en résidence à Genève s'y adonnaient. Les rapports adressés au gouvernement sont éloquents à cet égard : en soulignant l'indifférence de la population, ils marquent très nettement que cette indifférence pourrait bien, un jour ou l'autre, se muer en hostilité.

Qu'importent aux artisans les bals donnés à l'impératrice Joséphine ? Que leur importe la réception de la préfecture ? Ils ne sont point titulaires de charges calmant les ressentiments. La domination ne leur a rien apporté et leur enlève le peu qu'ils ont. Dans son compte de situation du 4 mai 1810, le préfet de Barante écrit :

« Les hommes mêmes qui avaient en apparence renoncé le plus sincèrement à leurs regrets et à leurs souvenirs ne peuvent, aussitôt qu'ils entrevoient une possibilité quelconque d'événements qui rendraient Genève à son indépendance, se défendre de quelque espérance de retour vers un ordre de choses qui convenait mieux à leurs intérêts et à leur vanité ; il est toujours arrivé, en conséquence, et dans quelque lutte que ce soit, que les vœux des Genevois ont été contre leur nouvelle patrie. »

Au matin, dans leurs tournées, les huissiers trouvent des libelles séditieux affichés contre les édifices publics. Bientôt il y a plus : les artisans, déçus dans les espé-

rances qu'ils avaient fondées sur la paix, s'irritent des prestations occasionnées par les besoins de l'armée. Les rixes entre militaires et particuliers deviennent de plus en plus fréquentes. Le 7 mars 1815, l'une d'elles provoque quelque effervescence et alarme les autorités, qui ne réussissent à ramener le calme qu'en infligeant des peines sévères aux sous-officiers et aux soldats compromis.

Là-haut, sur la promenade de la Treille, au pied de la tour de l'Hôtel-de-ville, quelques vieillards se réunissent régulièrement. Ils parlent politique ; ils discutent avec assurance de l'état de l'Europe, « comme pourraient le faire des plénipotentiaires », mais, écrit un commissaire de police, ils sont tout à fait inoffensifs et ne font que céder à une douce manie. Douce manie ! Le cercle des Marronniers, humble association de patriotes, se douta-t-il des sourires provoqués par ses longues causeries sur les moyens de reconstituer la République ? Cela est peu probable ; ce qui est certain, c'est le sentiment de fierté qu'il éprouva au cours des fêtes de la restauration genevoise, en lisant parmi les guirlandes, à côté de la devise *Post tenebras lux*, ces mots : « Espoir des Marronniers ! »



III. La délivrance.

Les journées des 16 et 18 octobre 1813 marquent pour l'Europe une étape historique décisive. La bataille de Leipzig, la « bataille des nations », vit reculer l'invincible et frappa à mort le colosse aux pieds d'argile. Les effectifs de Napoléon avaient été singulièrement réduits au cours de l'année. Depuis le 1^{er} janvier, un million cent quatre-vingt mille hommes avaient été appelés aux armées, mais de coûteuses victoires, la nécessité de maintenir ici ou là des corps d'occupation ne permettaient pas à l'empereur de compter sur plus de 200 000 combattants.

Devant Leipzig, les Alliés — Autrichiens, Russes, Prussiens et Suédois — sont au nombre de trois cent soixante mille. Autre avantage : tandis que Napoléon est privé de la plupart de ses meilleurs généraux, tandis que lui-même, au dire de son ministre Chaptal, est moins apte que par le passé aux grands efforts, les Alliés s'avancent avec l'enthousiasme de peuples assoifés d'indépendance. Ils se ruent vers la mort ou vers la liberté, tandis que, mal obéi, Napoléon n'ose plus exiger de ses troupes la course à la gloire. Le 18, les Saxons l'abandonnent et tournent leurs canons contre les Français, hier encore leurs frères d'armes. C'est le désastre ; et ce sont cent mille hommes tués, blessés ou disparus.

Les anciens magistrats qui, à Genève, suivaient avec anxiété la fortune des armes françaises comprirent que, pour l'ancienne République aussi, l'heure de la libération approchait. Leurs colloques se firent plus fréquents ; leur plan se précisa ; il fut, d'ailleurs, tenu secret. A quoi

bon agiter la population ou seulement l'émouvoir si le résultat désiré ne peut être atteint ? Le maître est terrible dans ses représailles et le peuple ne mérite pas un surcroît de douleur.

Mais les événements se précipitent. Les Alliés gagnent la ligne du Rhin, décidés à poursuivre l'ennemi jusque dans ses foyers. A Francfort-sur-le-Mein, un conseil de guerre adopte le plan du chef d'état-major général Radetzky, en vue de passer sur le territoire suisse et d'éviter ainsi la triple ceinture des forteresses françaises entre Dunkerque et Huningue. Si les chefs autrichiens font ainsi bon marché de la neutralité helvétique, ils sont entravés, au premier moment, dans l'exécution de leurs projets. La Diète, réunie à Zurich, déclare, le 18 novembre, qu'elle ne donnera point volontairement accès en Suisse aux Alliés ; l'empereur de Russie, Alexandre, appuie de son côté cette protestation et le prince de Schwarzenberg se voit obligé de retirer momentanément ses ordres pour le passage du Rhin fixé au 13 décembre¹. Adressés le 2 décembre au feld-maréchal Bubna, ils portaient, entre autres significations :

« Vous concentrerez votre corps près de Bâle dans la nuit du 12 au 13 ; vous sommerez le commandant de la ville à 4 heures du matin, et, après un délai de réflexion d'une demi-heure, vous entrerez dans la ville et forcerez le passage. Dans cette circonstance, il vous faut, autant que possible, procéder avec ménagement, éviter à tout prix que le premier coup se produise de notre côté, et, s'il faut agir sérieusement, ne se servir que de la baïonnette, au moins dans les premiers moments. Vous désarmerez les soldats suisses qui vous sont opposés et les traiterez, jusqu'à nouvel ordre, en prisonniers de guerre avec tout le

¹ Echsli, *Le passage des Alliés en Suisse, 1813-1814*, p. 19.

ménagement possible. La propriété des habitants doit être protégée de toute manière ; tout pillage doit être interdit, sous peine de mort. »

Devant les troupes fédérales prêtes à se défendre, devant l'opposition de l'empereur Alexandre, Radetzky eut recours à la ruse. Il écrivit à son souverain, l'empereur François, qu'Alexandre avait cédé, et François, pressé par Metternich, donna l'autorisation d'envahir la Suisse, sous prétexte que Berne l'appelait à son secours.

Le 20 décembre, à 10 heures du soir, une capitulation était conclue à Bâle entre Bubna et le colonel suisse Herrenschwand. A 11 heures, les troupes de la Confédération quittaient la place et à 2 heures du matin les Autrichiens entraient dans la ville. Une proclamation du prince de Schwarzenberg annonça aux Suisses que son armée pénétrait sur leur territoire avec des intentions pacifiques.

Arrivé le 23 décembre à Berne, Bubna reçut l'ordre, dès le lendemain, de gagner Genève par Romont, Rue, Lausanne et Nyon.

Le commandant de l'avant-garde autrichienne qui devait traverser toute la Suisse, et faire observer sur son parcours une si exacte discipline, était né en 1768 à Zammersk, en Bohême. Il s'y était distingué dans les guerres contre les Français et contre les Turcs. Doué d'une force exceptionnelle, il avait l'esprit d'une rare lucidité. Ce militaire fut fréquemment appelé à remplir des missions diplomatiques. Metternich pensa, un temps, le charger de ramener le Pays de Vaud sous la domination bernoise, mais Bubna se rendit bien vite compte que prêter la main à ce coup de force ne pouvait servir qu'à allumer la guerre civile. Et Metternich lui-même lui fit donner des instructions d'après lesquelles il lui

était interdit de s'immiscer dans la politique intérieure de la Suisse. Une autre tâche attendait le maréchal. L'occupation de Genève, très importante au point de vue stratégique, rentrait dans le plan qui lui avait été tracé. Or Genève n'était point, comme la Suisse, un pays ami. Elle était le siège de la préfecture française du Léman ; elle avait à sa tête, non point seulement des autorités civiles, mais, comme toute cité fortifiée, un commandant de place. Si ce commandant, le général Jordy, n'avait plus l'intrépidité des premières années, il avait des états de service assez brillants pour que Bubna pût redouter sa résistance.

Nicolas-Louis Jordy, né en 1758 à Abreschwiler, fonctionna de seize à vingt ans en qualité de chirurgien dans les hôpitaux de Schlestadt et de Strasbourg. En 1778, il est soldat au régiment d'Alsace ; il fait en 1781 et en 1782 les campagnes d'Amérique. Capitaine dans la garde nationale, puis lieutenant-colonel, il est nommé général de brigade en 1793. De 1793 à l'an VI, Jordy prit part aux opérations des armées de la Moselle, du Rhin et de l'Helvétie, et, lorsqu'il arriva à Genève, en 1812, il était couvert de blessures, couvert aussi de décorations.

La bravoure de Jordy fut, en 1813, mal servie par l'administration militaire. Dès le 1^{er} décembre, l'inspecteur-général des vivres de l'armée avait été envoyé à Genève « pour tout voir et tout activer » ; le 7, des mesures sévères furent prises en vue d'un approvisionnement de siège, et, jusqu'à la date du 20 décembre, les registres de la Municipalité relatent maintes réquisitions.

Mais ces mesures et ces réquisitions demeuraient insuffisantes, car ce qui était le plus nécessaire pour la défense de la place, la troupe, faisait défaut. Jordy

pouvait-il compter sur cette garnison de 1500 hommes à peine, dont les deux tiers se trouvaient être des conscrits ?

Avant lui, le baron Capelle semble s'être inquiété de cette situation : avant Jordy, Capelle avait reçu des avis alarmants. Le comte Auguste de Talleyrand, ministre de France en Suisse, lui avait signalé le passage du Rhin par les Alliés. Le 21 décembre le préfet écrivait au ministre de l'intérieur : « Rien n'est prêt à Genève pour la défense de la place ; point un canon sur les remparts, point un canonnier. Il est certain que si l'ennemi arrive et que, d'ici là, nous ne recevons pas de forces, Genève ne pourra faire aucune résistance. » Deux jours plus tard le préfet renouvela ses plaintes : « Il est fâcheux, bien fâcheux, que la place n'ait pas de quoi se défendre, sans compter qu'il faut songer à contenir une population qui n'est que trop disposée à livrer la ville aux ennemis. »

La population, en effet, commençait à s'émouvoir. Le 24 décembre, au moment même où le général Jordy, en vertu de ses lettres patentes et d'un décret impérial, déclare Genève en état de siège, quelques patriotes se réunissent pour aviser aux mesures à prendre et le maire Maurice fait assembler, au son de la caisse, la garde nationale, dont la fermeté va permettre la reconstitution de la République.

Cette garde, décidée à éviter tous les excès, est composée de commerçants, d'artisans, de magistrats, d'étudiants ; elle émane directement du peuple ; elle en est l'image vivante et fidèle. Elle ne permettra pas que les vainqueurs de naguère subissent quelque outrage : redevenus étrangers sur le territoire conquis, ils sont au bénéfice de l'hospitalité genevoise ; leurs personnes et leurs biens seront protégés ; leur dû sera payé ; les

prises opérées par eux, en vertu de leurs lois, sur les marchandises sujettes à la douane leur seront scrupuleusement livrées. Mais, le droit ainsi assuré, la garde ne laissera pas entraver la marche de la liberté. Que Jordy fasse mine de recevoir les Autrichiens à coups de canon, et il sera immédiatement arrêté.

Le vieux général en est avisé. Le préfet lui-même ne l'ignore pas et, de peur que les dispositions de la garde ne viennent à changer, il renvoie immédiatement tous les fonctionnaires français. Deux jours plus tard, le 26, Capelle quitte la préfecture, accompagné du commissaire spécial de police, le baron de Melun. Autour de leur berline se rangent sans armes des hommes de la garde. Capelle les salue, les remercie de leurs égards. Et lorsque la berline passe la porte cochère, ému de tant de loyauté, le baron de Melun, à la portière, s'écrie : « Adieu, terre hospitalière ! »

Trois jours s'écoulent pendant lesquels les Genevois serrent les rangs. Les Autrichiens avancent. Jordy et sa garnison sont toujours là. A un parlementaire le sommant de se rendre, le général répond : « L'honneur sera la règle de ma conduite. »

Il attend, anxieux, les renforts que le général baron De La Roche, commandant la division à Grenoble, est censé lui envoyer, renforts qui seront à peine à Chambéry le 2 janvier. Sur les remparts, on roule l'artillerie ; on renforce les palissades des bastions ; on déblaie le champ de tir sur le front des batteries. Le 30, à 8 heures du matin, l'avant-garde de Bubna est aux portes de la ville. Un conflit armé est imminent.

Jordy s'émeut : les secours de De La Roche n'arrivent pas ; des Genevois d'entre les plus influents lui signifient la volonté de la population et lui signalent l'impossibi-

lité d'une défense. Devant tant de circonstances contraires, Jordy, raidi jusqu'alors dans son honneur de soldat, cède et c'est lui-même qui, à 8 heures et demie du matin, accompagne le piquet de la garde nationale chargé de relever les postes du 8^e régiment d'infanterie légère. A 10 heures, la garnison en colonne traverse la ville et s'écoule par la Porte-Neuve devant les grenadiers genevois qui lui rendent les honneurs militaires. Un commissaire de police surveille seul cette évacuation; un caporal et quatre hommes de la garde nationale font toute l'escorte jusqu'à la frontière. C'est à ce caporal, le futur colonel fédéral Jean-Elisée Massé, que la tradition populaire prête, à son retour au poste, ce propos: « Enfin, nous sommes chez nous ! »

Quelques heures plus tard, entre une et deux heures après-midi, l'armée autrichienne faisait son entrée à Genève par la porte de Cornavin. Un drapeau blanc improvisé — c'était un simple drap de lit fixé au manche d'un balai — l'avait avertie des intentions pacifiques des Genevois. Huit à dix mille hommes de troupes de toutes armes défilent en bon ordre. Un vrai cortège de fête et de parade. Au shako de chaque soldat se balance une branche de verdure. Des uniformes jusqu'alors inconnus des habitants de la petite ville jettent dans la rue l'éclat de leurs couleurs si variées. Les costumes blancs, les grandes plumes de coq aux chapeaux, les queues de cheval et les croissants qui ornent le cuivre des fanfares la forme même des canons, tout cela surprend la foule; elle se répand en commentaires. Bientôt toutes les portes s'ouvrent et il n'est pas de famille où l'on ne se dispute l'honneur de loger un « kaiserlick. »

Quant à Bubna, il se voit attribuer pour résidence l'ancien hôtel de la préfecture. Sa première visite est

pour le général Jordy. Le vieux militaire, en effet, n'a pu partir avec sa garnison : une indisposition l'immobilise en son domicile, mais Bubna, qui l'a rencontré sur les champs de bataille et connaît sa valeur, refuse de le garder comme prisonnier. Quelques jours plus tard, Jordy, rétabli, pourra gagner la frontière ; il reviendra, d'ailleurs, à Genève au mois de mai 1814 et le Conseil de la République restaurée lui offrira, en témoignage d'estime, une tabatière en or. Plus bouleversé encore que Jordy, l'un de ses officiers, le commandant Beaurepaire, se brûle la cervelle en apprenant qu'il faut rendre la place.

C'est le 30 décembre au soir que le Conseil provisoire se constitue. Déjà plusieurs des anciens magistrats qui le composent ont eu, à Lausanne, des entrevues avec Bubna. Ils ont plaidé en faveur des mesures pacifiques ; ils ont exposé les aspirations à la liberté du peuple de Genève ; ils ont obtenu pour Jordy la bienveillance du commandant de l'armée d'investissement. Leur premier soin est d'affirmer que Bubna ne pénètre point sur un territoire soumis à la France. Les vainqueurs d'hier ont définitivement disparu. Genève n'est plus le chef-lieu du département du Léman : c'est une République indépendante ; si les événements qui se sont précipités n'ont point permis une consultation populaire, vingt-deux citoyens revendiquent devant l'armée autrichienne la responsabilité de cette restauration et l'assument devant l'histoire.

L'ancien syndic Ami Lullin rédige une proclamation. « Genève, écrit-il, renaît à la liberté et au bonheur, mais elle renaît sans organisation politique. Ceux de ses magistrats qui ont survécu aux malheurs de leur patrie et auxquels il reste assez de force pour la servir croient

devoir ressaisir l'autorité qu'ils tenaient du libre suffrage des divers corps de l'Etat. » La proclamation tout entière devait être lue le 31 décembre. Mais Bubna s'offusqua de ne point s'y trouver mentionné ; il reprocha aux signataires l'imprudence de leur langage vis-à-vis de la France, alors que ses troupes étaient encore à leurs portes. Il fallut reprendre le premier texte et le modifier.

Le 1^{er} janvier 1814, à midi, le Conseil provisoire, escorté de grenadiers et de chasseurs de la garde nationale, précédé de la musique, publie l'acte constitutionnel suivant sur toutes les places de la ville :

République de Genève,

De la part de nos magnifiques et très honorés seigneurs
Syndics et Conseil provisoires de la Ville et République
de Genève.

Les autorités françaises s'étant retirées de notre ville et de son territoire, et une partie de l'une des armées des Hautes Puissances qui travaillent à assurer à l'Europe le bienfait de la paix étant aujourd'hui dans nos murs, il importe qu'il y ait un Gouvernement qui pourvoie aux divers besoins de notre patrie. Le très illustre et très excellent seigneur M. le Comte de Bubna, commandant les armées de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique dans nos contrées, nous ayant requis de créer, dans ce but, un Gouvernement provisoire, d'une manière conforme aux circonstances actuelles, qui ne sauraient être d'une longue durée, et aux intentions bienfaisantes des augustes souverains coalisés, nous avons cru devoir nous occuper d'un objet aussi important. La confiance que nos compatriotes veulent bien nous accorder, ainsi que le sentiment de nos devoirs envers eux, nous ont déterminés à prendre sur nous cette tâche honorable : nous n'y étions point étrangers par les emplois dont nous avons été légalement revêtus ; et nous avons cru bien mériter de la patrie en nous adjoignant des citoyens qui

jouissent, à juste titre, de l'estime et de l'affection publiques. En conséquence, nous soussignés, nous nous constituons en Gouvernement, sous le titre de Syndics et Conseil provisoires, avec la charge d'administrer et de faire administrer la police, et la justice tant civile que criminelle ; les finances, et tout ce qui tient aux impositions, perceptions et dépenses publiques ; de préparer les lois et les règlements qui nous paraîtront les mieux assortis à notre existence future ; de déléguer, s'il est nécessaire, une partie de ces pouvoirs à des commissions qui nous aideront dans nos nombreuses occupations ; de nous adjoindre des coopérateurs dignes de la confiance publique ; en un mot, de pourvoir à tout ce qu'exige un établissement politique sagement organisé ; et cela jusqu'à ce que les circonstances momentanées qui entraînent cette mesure aient cessé d'exister. Reposons-nous sur les intentions bienfaisantes qui nous sont manifestées. Présentons-nous toujours tels que nous sommes aujourd'hui, c'est-à-dire comme une association d'hommes sages et paisibles, liés entre eux par des sentiments de bienveillance et de confiance réciproques, par leur attachement à tous les devoirs que la Patrie et la Religion nous imposent et dont nos ancêtres nous ont donné un si bel exemple.

Genève, le 31 décembre 1813.

(Signé) :

LULLIN (ancien syndic).

PICTET (ancien syndic).

DES ARTS, GOURGAS (seigneurs syndics).

DE LA RIVE-RILLIET, TURRETTINI, PREVOST, BOIN (anciens conseillers).

NECKER-DE SAUSSURE, SALADIN-DE BUDÉ, PICTET-DE ROCHE-MONT, SARASIN, VIOLLIET, CALANDRINI l'ainé, COURONNE, TREMBLEY-VAN BERCHEM, ODIER-EYNARD, SCHMIDT-MEYER, DE LA RIVE - BOISSIER, VERNET - PICTET, FALQUET fils, MICHELI-PERDRIAU.

Au nom des Syndics et Conseil provisoires :

A. LULLIN.

Un soleil d'été contraste avec la lugubre journée de pluie du 16 avril 1798. Mais la foule ne cède point immédiatement à la joie. Il est, dans son sein, nombre de craintifs, de timorés. Sans doute un souffle d'indépendance anime, depuis plusieurs jours, l'antique cité à propos de laquelle Mathieu, l'historien d'Henri IV, disait déjà : « L'honneur de cette ville est de demeurer libre. » Sans doute, le petit peuple, gémissant sous le poids des impôts et les rigueurs de la conscription, a poussé un soupir de soulagement en voyant gabelous et sergents s'enfuir du côté de Lyon. Mais le Genevois raisonne toujours : l'avenir est-il assuré ? un retour offensif n'est-il pas possible ? qu'adviendrait-il de ceux qui auraient acquiescé à la déclaration de vingt-deux citoyens en révolte ?

De place en place, annoncé par les airs populaires du *Cé qué l'aino* et de *Où peut-on être mieux qu'au sein de sa famille ?* le Conseil provisoire avance. Son courage — ces hommes risquent leur vie et le savent — frappe les plus sceptiques et aux plus lâches. Que leur importe si, à Paris, l'empereur en courroux dicte au maréchal Augereau des ordres ne leur laissant aucun espoir en cas de reprise de leur ville ? Que leur importe si, à Genève même, le « très illustre et très excellent seigneur M. le comte de Bubna » se préoccupe bien plus de faire de la région un centre d'opérations militaires que d'en garantir les libertés ? Et que leur importe si quelques individus, assoiffés des honneurs que peut décerner un grand pays et des places qu'il promet plus qu'il ne donne, blâment leur démarche, la jugent inutile et aventureuse ?

Leur courage en impose.

Au départ de l'hôtel de ville, ils se fraient un passage

parmi les curieux. Et voici que leur cortège s'augmente d'une foule toujours plus vibrante. Des vivats partent, des applaudissements éclatent, et c'est au milieu d'un peuple enthousiaste que le Conseil provisoire rentre dans la maison genevoise, siège du gouvernement national. Les hommes qui le composent n'ont pas douté un instant que « l'humeur de Genève fût d'être libre » et que lui offrir la possibilité de le proclamer, c'était répondre à son vœu secret et à ses aspirations cachées.

La révolution contre le régime napoléonien est consommée ; Genève est délivrée.

Les esprits chagrins n'ont jamais tout à fait tort. L'occupation de Genève par l'armée autrichienne, l'impatience de la population de se sentir rendue à elle-même, la crainte d'un retour de l'ennemi, tout contribuait à rendre la tâche du Conseil singulièrement difficile. Il dut, à l'intérieur, céder le pas devant les sollicitations les plus diverses, mais son action diplomatique ne fit qu'en recevoir une impulsion plus vigoureuse. C'est merveille de voir, le 3 janvier déjà, ces magistrats correspondre avec l'empereur d'Autriche, dresser leurs batteries dans les chancelleries européennes, s'affirmer auprès des principales cours, réclamer, revendiquer, ne reculer devant aucune protestation pour garantir le droit de leur humble territoire à l'indépendance.

Le 24 février, il semble que toutes les démarches ont abouti : Bubna notifie au Conseil la reconnaissance de la République par les puissances alliées. Le 2 mars, brusque changement : les combats successifs livrés dans les environs de Genève, sans être favorables aux armes françaises, n'ont pas réussi à les éloigner ; leurs troupes

rôdent au pied des remparts. Comme naguère Jordy, Bubna reçoit un parlementaire le sommant de rendre la ville. Sans que sa réponse soit connue, la population s'inquiète de voir partir, avec la cavalerie, les fourgons du train et expulser toutes les personnes qui ne sont pas nées à Genève. Depuis plusieurs jours elle suit, du haut de la promenade de la Treille, les duels d'artillerie entre Autrichiens et Français ; à présent le canon gronde à ses portes : si Bubna se retire, c'est le joug, de nouveau, et ce sont les représailles.... Il y a pis : le Conseil, le Magnifique Conseil remet ses pouvoirs et le maire Maurice reprend les rênes de l'administration genevoise ; une Commission centrale, instituée par Bubna dès son arrivée dans l'ancien département du Léman, continue à se substituer à la préfecture. A vrai dire, l'abdication du Conseil n'est que simulée et ses membres ne se lassent pas d'agir à l'étranger en vue d'obtenir par la diplomatie ce que les armes ne paraissent pas pouvoir lui assurer.

Et la roue de la fortune tourne. A peine Bubna a-t-il décidé d'évacuer Genève, qu'il apprend la retraite du général français Ordonneau, chargé d'atteindre cette ville en franchissant le Jura. Le 21 mars, le prince de Hesse-Hombourg occupe Lyon ; le 31, les Alliés entrent à Paris. Un mois plus tard, le Conseil provisoire pouvait déférer au vœu des Genevois et se reformer en gouvernement effectif. Le 16 mai, l'armée autrichienne regagne ses foyers et le secrétaire de la Municipalité, l'ancien syndic Pierre Gervais, note sur son registre : « C'est ainsi qu'après seize ans et un mois d'oppression, Genève, ensevelie sous un régime vexatoire, sort de ses ruines par la volonté de l'Etre suprême, qui tient dans ses mains les cœurs des rois.... Puisse la République de Genève, indé-

pendante, rentrée sous son gouvernement légitime, apprécier ce nouveau bienfait de la Divine Providence, en jouir avec modestie et le défendre avec courage si l'on tentait de l'en priver. »



La pétition populaire qui avait exigé le retour aux affaires du Conseil provisoire portait une importante réquisition, conçue dans les termes suivants : « Vos concitoyens vous requièrent... de rétablir nos anciennes relations avec les cantons suisses, de faire parvenir à la Diète de la Confédération helvétique le vœu de notre ville de lui être unie par des liens plus forts que ceux qui nous y attachaient autrefois. »

C'était réclamer l'agrégation de la République de Genève à la Suisse. Cette requête n'était point pour surprendre, mais elle paraissait inopportune à plusieurs. A Genève même, d'aucuns, inféodés aux idées des gouvernements aristocratiques d'autrefois, semblent avoir souhaité que le Magnifique Conseil retrouvât toutes ses prérogatives d'antan sans voir ses actes soumis au contrôle de cantons alliés ; d'autres redoutaient que l'accession de nouvelles communes, nécessaires pour la formation d'un canton, ne favorisât l'Eglise catholique romaine au détriment des idées de libre examen, jusqu'alors à la base de l'éducation nationale. Il n'y eut, d'ailleurs, pas d'opposants au sens précis du mot.

En Suisse, la démarche des Genevois ne fut point admise sans quelque réserve. Les Cantons se défiaient de la cité turbulente qui, au cours du dix-huitième siècle, avait connu de si graves dissensions et qui, ensanglantée par les drames de la Terreur, n'avait pu résister, en 1798, à quelques hussards lancés contre elle par le Directoire. S'ils n'ignoraient point le rayonnement du

nom de Genève dans le monde savant, s'ils étaient convaincus que l'homme ne vit pas de pain seulement et qu'un patrimoine intellectuel vaut bien des territoires fertiles, ils voulaient, avant de prendre une décision quelconque, connaître exactement ce que la petite République leur apporterait. La question religieuse entraît aussi en ligne de compte, les petits cantons, pour la plupart très attachés à la religion catholique, se montrant peu disposés à confondre leur souveraineté avec celle de la citadelle de la Réforme.

Ces réticences de part et d'autre devaient bien vite disparaître. A la fin de mai déjà, la Diète décida de donner à Genève un gage de confraternité en déléguant dans ses murs un contingent composé de troupes de Soleure et de Fribourg.

L'accueil qu'elles reçurent à Genève, le 1^{er} juin, tint du délire. Le rapport officiel de leur commandant, le colonel Girard, en donne le récit d'une manière charmante. Il décrit cette foule acclamant au Port-Noir les barques aux grandes ailes d'où les Suisses vont débarquer ; ce bataillon d'enfants de six à douze ans, alignant quatre cents petites têtes sur la grève ; toutes ces femmes vêtues de blanc, accoudées sur les remparts, couronne vivante posée au front de la cité.

« Une mère me présentait un enfant ; une autre élevait le sien dans ses bras, en lui disant : « Regarde nos bons alliés ; souviens-toi toujours de ce que tu as vu aujourd'hui... » Tout Genève et les villages voisins étaient dans les rues ; nous traversâmes lentement cette foule qui s'ouvrait en nous donnant ses bénédictions et ses vœux. Enfin, dans cette journée, tout a été liberté, cordialité et union des âmes. »

Et lorsque le canon se tut, lorsque cessa le bourdonnement des cloches, lorsque, dans la nuit tranquille, ori-

flammes, drapeaux, écussons et guirlandes ne furent plus qu'une parure uniforme et sans éclat, un sentiment de paix, de sécurité et de joie emplît la ville aux trois tours, en marche vers sa nouvelle destinée.

La destinée n'est point toujours l'œuvre du hasard. Le meilleur artisan de la destinée d'un peuple, c'est ce peuple lui-même. Les Genevois l'avaient compris. Fort active pendant les négociations du Traité de Paris, leur diplomatie devint plus diligente encore pendant le Congrès de Vienne. Et ici il faut rendre hommage à Charles Pictet-de Rochemont. Esprit libéral, aux vues larges et profondes, Pictet-de Rochemont fut l'ouvrier habile et circonspect grâce auquel le sort de Genève fut définitivement réglé. Sans doute, il était assisté de François d'Ivernois, sans doute Saladin et Schmidt-Meyer traitèrent avec intelligence, sans doute Ami Lullin et Des Arts firent preuve de patriotisme, mais Pictet-de Rochemont constamment sur la brèche, suivant heure par heure — sa correspondance en fait foi — tout ce qui concernait la situation de son pays vis-à-vis de l'étranger, Pictet-de Rochemont apparaît dans ces heures d'espérances et de difficultés comme le plus noble représentant de la patrie renaissante.

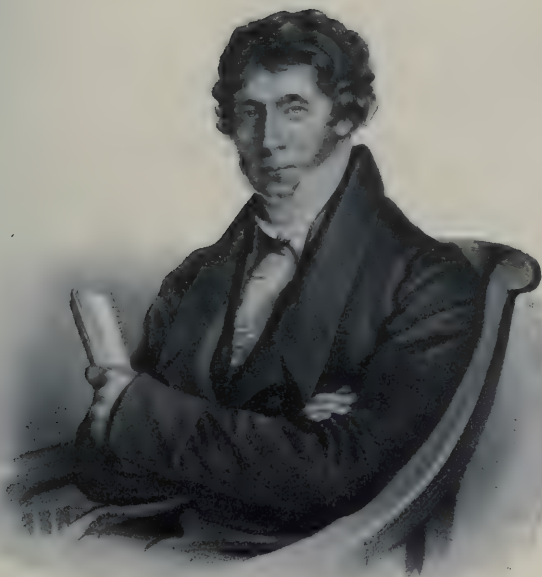
Contre l'avis de Sismondi, de Bellot, d'Etienne Dumont et d'autres moins illustres, le Conseil pouvait faire voter une constitution contraire, sur plusieurs points, aux exigences d'une démocratie ; Talleyrand, l'ennemi de toujours, pouvait supprimer par ses intrigues telle concession accordée à Genève, dont il disait en raillant : « Il y a cinq parties du monde : l'Europe, l'Asie, l'Afrique, l'Amérique et Genève ! » ; les puissances alliées pouvaient retirer telle faveur naguère encore assurée ; l'orage pouvait gronder, — et il gronda en effet pen-

dant les Cent-Jours, — Pictet-de Rochemont demeurait à son poste, tour à tour sentinelle ou parlementaire, consultant, corrigeant, atténuant les conséquences des fautes, adoucissant les rigueurs, réparant les maladresses, parant aux coups de force.

Cet homme fut un grand citoyen.

Il serait injuste de ne pas mentionner à côté de lui le diplomate qui fut son « guide fidèle », le comte Capo d'Istria. Après Ami Lullin, l'apôtre ardent de l'indépendance, après Pictet-de Rochemont, Capo d'Istria est certainement l'un des hommes auxquels Genève doit le plus. « Point lumineux dans le monde scientifique et moral », écrivait-il en parlant de cette ville. Et ce ministre de l'empereur de toutes les Russies, ayant compris la grandeur qu'elle cachait sous tant de faiblesse, fut, entre les chancelleries et les trônes, son messager discret et écouté. Autant qu'elle il sentait la nécessité de son union à la Suisse. Autant qu'elle, et comme les esprits les plus distingués de son temps, il la voulait libre. Il eût souscrit à ces paroles prononcées vingt ans plus tôt, à la Convention, par Danton : « Je respecte autant son indépendance et ses droits que ceux du peuple le plus puissant. » Il eût signé le rapport dans lequel Robespierre déclarait assimiler les Genevois aux Suisses et dictait aux uns et aux autres une alliance trop longtemps différée.

Par sa longue expérience, Capo d'Istria était plus apte que quiconque à se rendre compte de l'intérêt économique qu'avait la Suisse à accueillir Genève, si ardente au travail et dont les réserves de forces venaient de se révéler non seulement par un acte courageux, mais par l'expansion, malgré tous les obstacles, de ses relations commerciales.



CHARLES PICTET-DE ROCHEMONT

Pour Genève, l'intérêt était plus évident encore. Aux arguments moraux, aux arguments de sentiment, aux arguments historiques s'ajoutaient des raisons d'ordre politique et économique.

Lier définitivement le sort de Genève à celui de la Suisse, c'était garantir à l'ancienne République sa souveraineté au sein d'une confédération d'Etats ; c'était la mettre au bénéfice des prérogatives de droit international d'un pays plus important que l'humble territoire d'antan ; c'était écarter à jamais les contre-coups de régimes divergents ; c'était garantir les institutions démocratiques déjà conquises et leur permettre un développement nécessaire ; c'était assurer à une voix le droit de se faire entendre.

Genève libre et protégée, c'était ses industries, son négoce, toutes ses activités appelées à collaborer à la prospérité d'une région étendue, sans craindre cependant qu'elle passât au second plan, comme c'eût été le cas dans une contrée plus vaste encore ; c'était lui donner, avec des débouchés dont il fallait savoir se servir, la possibilité de reconquérir dans le commerce de transit le rang d'autrefois.

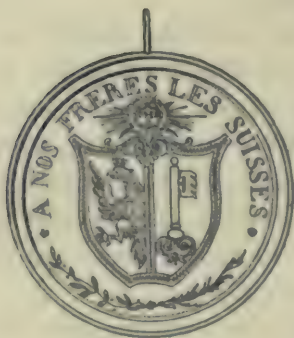
Genève suisse, c'était assurer aux idées, à la haute culture, un sol neutre et fécond, c'était offrir à la pensée européenne l'asile inviolable qu'y avait jadis trouvé la foi.

Le 12 septembre 1814, l'union était consommée et le secrétaire de la Municipalité pouvait, le 19, noter sur son registre : « Ce jour à midi, une publication des Syndics et Conseil a fait connaître à la Nation que la Diète helvétique, dans sa séance du 12 de ce mois, a résolu, à une très grande majorité, d'agréer Genève à la Confédération des cantons suisses. Des salves d'artillerie ont annoncé cet

événement, désiré depuis si longtemps par les vrais amis de la République, et des prières publiques en ont rendu dans toutes les églises grâce à l'Eternel. »

Les stipulations du Congrès de Vienne devaient mettre leur sceau aux décisions de la Diète. Genève, marchant vers l'avenir sous l'égide de la devise helvétique : « Un pour tous, tous pour un », renouait avec le passé, tout vibrant encore du cri d'alarme de ses bourgeois : « Qui touche l'un, touche l'autre ! »

EDOUARD CHAPUISAT.



LE VILLAGE

ROMAN

PREMIÈRE PARTIE

I

A la tombée de la nuit Vincent sortit de dessous son hangar couvert de balai sec et qu'il avait lui-même construit. Il venait de passer son après-midi à fendre des souches. Bien que les champs et les bois fussent blancs de neige, il n'avait pas froid. Déboutonnés, son gilet de laine et sa chemise laissaient voir sa large poitrine velue. Il suait même un peu. A quatre heures sa journée était finie. Il s'arrêta un instant dans la cour, ouvrit sa tabatière et pris. Une demi-minute après il éternua de façon si sonore que tout le village aurait pu l'entendre, si les portes et les fenêtres des chaumières n'avaient pas été fermées. Dans quelques-unes il y avait déjà de la lumière. Mais presque toutes se contentaient de la clarté des flammes qui montaient, longues, des feux de fagots ou, courtes, des bûches énormes. Quelqu'un pourtant dut l'entendre, car la porte de sa propre maison s'ouvrit ; une toute petite femme parut sur le seuil et dit :

— Quoi que tu fais donc là, hébété ? Tu vas attraper la maladie de la mort ! Vas-tu te dépêcher de rentrer !

C'était sa femme, qui s'appelait Jeanne. Elle était si menue que, le diminutif de Jeannette ne suffisant pas, le village tout entier ne la connaissait que sous le nom de « la petite Jeannette. » On prononçait ce dernier mot comme si on l'eût coupé en deux : d'abord *Jean*, à quoi l'on ajoutait : *nette*.

Vincent avait l'air de flairer d'où venait le vent, et il se balançait sur ses deux jambes. Elle fut obligée de sortir et de le pousser. S'il n'avait pas eu la complaisance de s'ébranler de lui-même, tous les efforts de la petite Jeannette eussent été inutiles. Mais c'était un bout de femme active, nerveuse, et qui faisait de lui ce qu'elle voulait. Il alla droit à l'arche, où il prit un pain entamé de la veille ; il s'en coupa un morceau. Puis, montant sur une chaise, il atteignit un chapelet d'oignons suspendus à une solive du plafond enfumé. Il en détacha un qu'il éplucha, assis au coin du feu, et se mit en devoir de le manger ; c'était son régal, qu'il ne s'offrait que dans les grandes circonstances, lorsqu'il se sentait heureux sans seulement savoir pourquoi, ou qu'il avait bien travaillé. S'il s'était écouté, il ne serait plus resté d'oignons pour la cuisine ; mais sa femme avait vite fait d'y mettre le holà.

— Te voilà encore avec tes oignons ! dit-elle. T'en as déjà mangé un mercredi.

— Ça fait trois jours ! répondit Vincent qui avait dû trouver le temps long.

Peut-être estima-t-elle qu'il n'exagérait pas. Elle ne le lui arracha pas des mains.

Vincent mangeait au coin du feu. La petite Jeannette allait et venait. Elle ne pouvait pas tenir en place. Elle versa de l'eau dans la marmite accrochée à la crémaille, jeta une brassée de branches mortes qui avaient en-

core toutes leurs feuilles sèches, puis elle alla chercher de l'eau à la fontaine, non loin de la maison. Les fontaines sont beaucoup plus agréables que les pompes : jamais elles ne gèlent. Les pompes sont bonnes pour les gens des villes.

La petite Jeannette n'avait pas peur de ramasser la maladie de la mort. Cependant elle se couvrit la tête d'une épaisse capeline noire. A la fontaine elle rencontra la Blandine, qui était la femme de Blandin. De taille moyenne, la Blandine avait une figure épanouie et, sans vanité aucune, se coiffait en bandeaux.

— Il fait froid, ce soir ! dit la petite Jeannette.

— Ah ! ne m'en parle pas ! Si ça continue, je ne sais pas ce qu'on va devenir !

Elles se tutoyaient depuis leur enfance, qui remontait à une quarantaine d'années. La Blandine fût volontiers restée à bavarder un peu, quoique la température n'y prêtât guère. Mais la petite Jeannette, toujours pressée, partit dès qu'elle eut rempli son seau.

— Au revoir, Blandine ! dit-elle.

La Blandine s'appelait Victoire. Mais il y avait beau temps que personne au village ne s'en souvenait plus.

La petite Jeannette revint moins vite de la fontaine qu'elle n'y était allée. Elle faisait attention de ne pas glisser sur la glace, et de ne pas se prendre le talon d'un sabot dans une ornière durcie. On a si vite fait, par ces temps-là, de s'étaler « les quatre fers en l'air ! »

Vincent n'avait pas bougé. Il regardait le feu en songeant vaguement à des choses.

Il venait de dépasser la cinquantaine et ne perdait point son temps à jeter sur sa vie des regards en arrière. Il lui suffisait de toujours vivre dans le présent. S'il l'avait fait, aussi loin qu'il eût pu remonter il se se-

rait retrouvé dans cette chaumière, gamin qui n'était presque jamais allé à l'école, puisqu'on l'avait envoyé garder les vaches aussitôt qu'il avait eu six ans.

Pourtant de brusques souvenirs se dressaient, pareils à ces langues de feu qui jaillissaient des fagots.

Heures de catéchisme, jour de sa première communion dans la vieille église au clocher bas remplacée depuis par l'autre, dont on distinguait à peine le coq qui pouvait dire, de près, bonjour aux nuages. Exemption des sept années de service militaire, parce qu'il avait la vue faible.

Deux années durant, soupirant silencieux, par les soirs de lune où chantent les crapauds, il était venu se cacher dans un fossé juste en face de la chaumière où Jeanne, devenue la petite Jeannette, vivait avec ses parents. A cette époque déjà il était grand et fort. De ses reins puissants, sur ses larges épaules il aurait pu soulever une charrette embourbée. Et il n'osait pas faire sa déclaration !... Il y avait de cela un peu plus de vingt ans. Vingt ans ? Il aurait juré qu'il y avait un siècle, tant il lui semblait avoir vieilli.

Maintenant il était en passe de devenir un vieil homme, un de ces vieux paysans que l'on ne peut appeler autrement que « père. » Sa moustache mal taillée grisonnait. Il ne portait pas de favoris. Il n'était pas fier au point de mettre des sabots noircis : à peine dégrossis, les siens avaient la couleur naturelle du bois de hêtre, du moins quand ils étaient neufs. Ses yeux et sa bouche étaient entourés de mille petites rides que les jours l'un après l'autre avaient creusées dans sa peau. Il ne regardait et ne parlait qu'avec la certitude de quelqu'un qui sait ce qu'il dit, et à qui tous les aspects du monde sont

si familiers qu'il les porte au dedans de lui-même, comme une mère son enfant.

Le monde, Vincent le connaissait. C'était d'abord quelques lieues carrées de prés et de champs, et des hectares de forêts qui montaient, avec tous leurs arbres, avec des rochers de granit gris, des fougères jaunies, des houx éternellement verts et des bruyères rouges, à l'assaut des montagnes : arrivés au faite, ils s'y reposaient. Les corbeaux s'abattaient sur les labours ; la chouette criait en passant au-dessus des chênes, ou perchée sur la branche d'un sapin. Les autours, qu'il appelait des « rôts », guettaient les poules de très haut dans le ciel : ils s'attaquaient moins à celles qui ont la bonne idée de ne pas s'éloigner des maisons qu'aux imprudentes qui s'égarent dans les champs pour y glaner, du bec, non des épis, mais des grains de blé ou les gros vers oubliés par les corbeaux. Tout l'été les geais piaillaient autour des cerisiers. Les taupes creusaient leurs chemins souterrains boursouflés. Les rats vivaient au jour le jour, poussant des reconnaissances jusques aux coffres de sapin, jusques aux sacs où l'on enfermait le blé, l'orge et l'avoine de l'année. Les guêpes rendaient la vie dure aux poires et aux pommes qui poussent dans les jardins cependant entourés de haies : mais avec leurs ailes, les guêpes se moquent des épines. Il fallait compter aussi avec les limaces rouges et les chenilles jaunes et noires.

Les bois étaient la demeure des sangliers trapus et gris qui passaient leurs nuits à ravager les récoltes ; des chevreuils sveltes et roux qui, dédaignant les grains, se contentent de ronces et de bruyère ; des renards agiles, aussi redoutables pour les poules que les « rôts », et

des écureuils qui, du haut de leurs arbres, ont toujours l'air de faire la nique aux hommes.

Il y avait des fermes solitaires. Quatre ou cinq chaumières groupées formaient un hameau. Une trentaine d'autres constituaient le village de Vincent : les Vernes. Après c'était Lormes, la plus grande ville qu'il eût jamais vue. Il y allait de moins en moins, comme si, à mesure qu'il vieillissait, la route se fût allongée. De plus en plus il hésitait à faire trois lieues aller et retour.

Enfin venaient d'autres villes beaucoup plus importantes encore, — ce qui n'est pas peu dire, — où se trouvent des sous-préfets, des préfets et des généraux, et Paris qu'ont habité tour à tour des rois, des empereurs, et aujourd'hui le président de la République.

Le monde est grand ! Et il tenait tout entier dans le cerveau de Vincent. Ce qu'il n'en connaissait pas, il se le représentait à sa façon, comme il voyait à sa façon les chaumières, les champs et les bois de son village.

Quatre heures sonnèrent à l'horloge placée entre deux lits qui la touchaient presque chacun de ses pieds. Elle n'était pas coquettement ornée de fleurs multicolores peintes sur bois verni. Mais elle n'en faisait pas avec moins de régularité sa besogne, comptant les heures minute par minute et n'oubliant de les annoncer que quand la petite Jeannette avait oublié de la remonter. Chaque lit avait une couverture verte et un édredon rouge. Vincent et sa femme couchaient dans celui de droite qu'un guéridon séparait de la cheminée. Il y avait aussi une armoire et l'arche dont le couvercle, souvent relevé sans précaution, avait peu à peu dégradé le mur. Une table rectangulaire occupait, à elle seule, le milieu de la chaumière, à égale distance de la cheminée et de l'armoire, de l'horloge et de la porte.

Vincent avait laissé sa demeure telle qu'il l'avait reçue de son père et de sa mère. A quoi bon faire recouvrir de plâtre les solives du plafond, remplacer les carreaux du plancher, nettoyer les vitres de la fenêtre ? Tout était bien. Pour trouver le bonheur dans la tranquillité, Vincent n'avait besoin de vivre ni dans un palais, ni même dans une maison d'ouvriers comme il en avait vu quelquefois à Lormes : il y a des tables rondes, des chaises vernies et des fauteuils garnis de dentelle, sur la cheminée une pendule en marbre et des vases, des images aux murs. Vincent n'était qu'un paysan, et il tenait à le rester. Ou plutôt ce n'était pas qu'il y tînt : il ne lui venait pas à l'idée que sa chaumière pût être transformée en maison. A la petite Jeannette non plus. On l'aurait fait rire si on lui avait dit que ses sabots étaient sales, son cotillon court peu élégant, et son caraco usé. Inutile, au village, d'être habillée comme une dame. Pour aller au marché ou à la messe, c'était tout juste si elle faisait un brin de toilette, mettant une paire de sabots propres, une jupe un peu plus longue, un caraco plus neuf : elle avait quarante-cinq ans, et jamais, même au temps de sa jeunesse, elle n'avait cherché à plaire. Longtemps elle s'était demandé pourquoi Vincent avait tenu à l'épouser.

Depuis des années elle ne l'appelait plus qu'hébété. Il ne s'en formalisait pas : au contraire.

Lui non plus ne pouvait pas rester inoccupé : il prit un vieux panier dont quelques mailles s'étaient rompues et se mit en devoir de le raccommoder. En face de lui s'assit la petite Jeannette qui commençait à penser à sa soupe : c'était un de ses nombreux soucis quotidiens.

— C'est tout de même demain dimanche ! dit Vincent.

A l'entendre, on aurait pu croire que la semaine lui avait paru longue dans l'attente de ce jour. Dimanche ou mercredi, qu'y avait-il de changé pour lui ? Il n'allait ni écouter la messe à l'église de la petite ville trop éloignée, ni boire à l'auberge ; le vin coûte cher, et puis pas une auberge au village ! L'été, il travaillait aussi bien le dimanche que les jours de semaine ; l'hiver, tant que durait la neige, il se reposait. Demain, si l'envie l'en prenait, il scierait du bois pour se distraire. Aussi la petite Jeannette ne prit-elle même pas la peine de lui répondre. Ils n'en étaient plus à se mettre en frais d'amabilité l'un pour l'autre.

II

Six heures avaient sonné, quand la porte s'ouvrit, poussée du dehors par deux garçons qui ne se ressemblaient pas ! C'étaient pourtant les deux frères. Pierre, le plus jeune, chaussé de gros sabots, portait un pantalon grossier, une blouse et une casquette de laine. Il posa tout de suite sur la table son bissac de toile grise d'où il tira quelques livres, un cahier, un plumier et un petit chaudron. Jean-Marie, l'aîné, n'était pas habillé comme un fils de paysans. Il avait un chapeau melon, un complet de cheviote noire sous son pardessus, et des souliers. De taille moyenne, il tenait le milieu entre son père et sa mère, tandis que Pierre avait déjà les larges épaules de Vincent. Il n'y eut ni accolades, ni poignées de mains. Lorsqu'on a l'habitude de se retrouver tous les soirs, on peut se passer de ces démonstrations.

— J'ai bien cru, dit Pierre, qu'on aurait les oreilles gelées. Ça pince dans le bois.

Jean-Marie accrochait dans l'armoire ses effets, qu'il

brossait avec soin, puis il mit un gilet de laine à longues manches.

— Viens donc te chauffer, Jean-Marie, dit Vincent qui recula un peu sa chaise.

Pour son fils aîné Vincent avait presque du respect. Aussi bien était-ce un garçon capable qui avait été reçu quatrième à l'examen du certificat d'études à l'âge de onze ans. Et Vincent, lui, n'avait jamais su lire autrefois que pour apprendre son catéchisme, une suite de mots et de phrases auxquels il ne comprenait rien.

Sa première communion faite, Jean-Marie n'avait pas voulu se mettre à travailler la terre. Il rêvait mieux que cela ; et il était entré chez Caquard, le marchand de nouveautés de la grand'rue. Au bout de quatre années il gagnait quinze francs par mois. Il prenait grand soin de sa personne, se peignant plusieurs fois par jour.

Il s'assit près de Vincent parce qu'il avait froid, mais il se sentait mal à l'aise dans cette chaumière obscure et sale. Il eût préféré passer ses journées entières et ses nuits dans le beau magasin dont il nettoyait chaque matin le dallage noir et blanc. Il époussetait aussi les coupons de drap dans leurs casiers, et les mannequins en cire à l'élégance desquels il désespérait de jamais atteindre : ils n'avaient pas besoin de se peigner plusieurs fois par jour, leur raie restait impeccable.

Son nom lui paraissant vulgaire, au magasin il se faisait appeler Mary ; car il avait lu quelques romans.

Pierre prit place à côté de sa mère et tendit ses mains à la flamme. Elles étaient moins soignées que celles de son aîné. Pierre avait beau aller encore à l'école et manier le porte-plume plus que la bêche ou la cognée ; ses mains étaient grossières, comme déformées héréditaire-

ment par les rudes travaux. Et puis tout le temps des vacances et tous les jeudis sa plus grande joie était d'aider son père. Il avait presque douze ans, quatre de moins que Mary. Vite réchauffé, il s'installa devant la table, ouvrit son cahier et ses livres.

— Alors, demanda Vincent qui laissa son panier, ça a bien été, aujourd'hui ?

— Mais oui. Comme d'habitude.

Bien qu'il fût toujours brusque, Mary avait répondu d'une façon qui ne lui était pas coutumière. Il paraissait nerveux. Ses mains tremblaient : ce n'était sans doute que de froid. Il remua les lèvres pour dire quelque chose, mais se retint. Personne ne remarqua rien. Il resta seul à se faire des confidences à lui-même.

— A table ! dit la petite Jeannette.

La soupe était prête. Pierre dut fermer son cahier et ses livres. Les couverts furent vite mis : quatre assiettes et quatre cuillers. Pas de verres : par des temps semblables on n'a pas soif. La bougie toujours au milieu.

C'était une soirée pareille à tant d'autres, un repas comme tous ceux qui depuis longtemps les réunissaient une fois par jour. Car Pierre emportait son goûter de midi dans son petit chaudron, et Mary déjeûnait au magasin : quel dommage qu'il n'y pût aussi dîner ! En hiver il partait avant la fermeture, Caquard laissant sa boutique ouverte, pour le principe, jusqu'à sept heures. Ils pouvaient, sa femme et lui, plus qu'amplement suffire à servir la clientèle. A partir de cinq heures du soir il n'y a plus dehors âme qui vive : ils pouvaient donc se passer de Mary. Ils n'auraient même pas eu besoin de mettre les quatre volets à la devanture ; il n'y a point de cambrioleurs dans les petites villes. Du moins n'auraient-ils pas souci de quelques mètres de drap : la moindre tirelire

leur conviendrait mieux. Et Caquard n'oubliait pas de mettre en sûreté sa recette de la journée : souvent elle n'était pas considérable.

— Est-ce que les Blandin vont encore venir ce soir ? dit Mary.

Il prononçait « encore » comme quelqu'un qui trouve que ce serait une fois de trop.

— Ma foi, répondit la petite Jeannette, j'ai vu la Blandine tout à l'heure à la fontaine. Elle ne m'en a pas parlé, mais c'est probable qu'ils viendront comme tous les samedis.

La soupe ne fuma pas longtemps dans les assiettes : ils eurent vite fait de l'avaler, même Mary qui trouvait ces repas insuffisants. Une heure du marche au grand air vif donne un appétit du diable. Il reprit de la soupe, se servant lui-même sans s'occuper qu'il en restât assez pour les autres. Mais l'écuelle était large et profonde.

Pierre était taciturne comme son père. Mary, beau parleur, jugeait inutile de faire ici des frais de conversation. La petite Jeannette, plutôt bavarde, ne pouvait pas indéfiniment parler des pommes de terre qui gelaient dans la cave.

Les idées se formaient avec lenteur dans le cerveau de Vincent. Beaucoup de ses sensations restaient à l'état brut. Sinon il eût pu se dire : « Je suis bien ici, ce soir. Nous voici réunis ma femme, mes deux garçons, et moi. J'en connais de plus à plaindre que moi. Certes, il faut que je travaille dur et ferme, mais qu'est-ce que je ferais, si je ne travaillais pas ? C'est ma vie. J'en ai encore pour des années à être solide. A supposer que la petite Jeannette ou moi, l'on vienne à tomber malade, je pourrais compter sur mes deux garçons. Mon Jean-Marie, avec ses capacités, gagne déjà quinze francs par mois, et il ne

va pas s'arrêter là. Il garde cent sous pour lui, et il nous donne le reste. Avec nos économies, cela ne nous fait pas loin aujourd'hui d'un billet de mille. Dans deux ans d'ici je pourrai acheter le pré de Bourgadier : il y a longtemps que j'en ai envie. Blandin aussi, mais il n'est pas près, lui, d'avoir assez d'argent. Mon Pierre ? Ah ! lui ce n'est pas la même chose. Mais il aura tout de même plus d'instruction que moi, et ça ne lui fera pas de mal pour gagner sa vie. Aussitôt sa première communion faite, on le mettra dans une ferme. La petite Jeannette et moi, on n'aura plus à penser qu'à nous deux. Allons ! je vois que je n'ai pas à me tourmenter. Notre maison est à nous : pas de loyer à payer. S'il fallait donner cent francs par an à un propriétaire, comme ça se fait à Lormes, où est-ce qu'on irait ? Maintenant j'arrive au bout, mes deux enfants élevés. Je vais être comme un de ces vieux patriarches qui rendaient grâces au bon Dieu, en remuant leur barbe blanche, des bénédictions qu'il avait fait pleuvoir sur leur tente. »

Mais Vincent ne pouvait sentir cela que confusément. Ses souvenirs d'histoire sainte étaient vagues, et il ne pensait pas souvent à Dieu. Mais s'il n'allait à l'église que pour les grandes fêtes, il savait que c'est Dieu qui se fâche quand le tonnerre gronde, et il n'aurait pas entamé un pain sans le marquer, avec la pointe de son couteau, du signe de la croix.

— Entrez ! dit la petite Jeannette sans se déranger pour ouvrir. Ce n'était pas compliqué : il suffisait d'appuyer sur le loquet.

Blandin, sa femme et leur fille Annette venaient veiller. Il serra la main de Vincent.

— Ça va toujours ? dit-il.

Vincent répondit :

— Ma foi oui. Comme tu vois.

Tous deux ils avaient envie du pré de Bourgadier. Ce n'était pas une raison pour ne se point fréquenter.

— Faut avoir le diable au corps pour sortir d'un temps pareil ! dit la Blandine. Mais avec cette gamine-là — elle désignait Annette — il n'y a eu ni paix ni cesse : il a fallu qu'on vienne vous voir.

— Avec ça, dit Annette, qu'on s'amuse chez nous ! Si on t'écoutait, on se coucherait à six heures.

Ses traits étaient réguliers. Ses cheveux ne manquaient ni de souplesse, ni même d'éclat. Grande, un peu mince, on ne s'apercevait pourtant pas qu'elle fût jolie ; et elle l'était à peine. L'humble bleuet des champs frappe moins le regard que la tulipe du parterre.

De l'autre côté de la cheminée, Blandin s'assit en face de Vincent. Les deux vieux hommes ne se ressemblaient pas.

Avec ses favoris qui rejoignaient la moustache, Blandin aurait eu des airs de prince autrichien s'il n'avait pas porté blouse et sabots. Il parlait avec beaucoup plus d'abondance que Vincent, et il fallait que la Blandine passât par ses quatre volontés. Il savait lire, et même un peu écrire, bien qu'autrefois il n'eût guère fréquenté l'école, lui non plus. Mais il avait toujours eu du goût pour l'instruction. Souvent, lorsqu'Annette allait encore en classe chez les sœurs, il lui était arrivé, aux veillées d'hiver où l'on s'ennuie, de chercher avec elle la solution d'un problème. C'était presque toujours Annette qui la trouvait. Il lisait aussi son petit manuel d'histoire. Il avait ses idées sur la succession des différents gouvernements en France.

Il fumait la pipe ; Vincent prisait. Cela simplifiait beaucoup leurs rapports : ils n'avaient pas à s'offrir l'un à l'autre de leur tabac.

Les deux femmes, Annette, Mary s'installèrent entre les deux hommes sous le manteau de la cheminée. Elle était si grande que douze personnes y auraient eu leurs aises.

Pierre avait repris place à la table desservie. Le bruit de la conversation ne troublait point ses travaux.

— Depuis l'hiver de 1845, disait Blandin, il n'a pas fait aussi froid. Tu t'en rappelles, Vincent ? On avait tous les deux une quinzaine d'années.

— Si je m'en rappelle !... répondit la petite Jeanette à la place de Vincent. C'était l'année d'avant ma première communion. Que la neige est restée trois mois, autant dire, sans fondre, et que Bourgadier a passé sur l'étang avec son chariot, tellement qu'il y avait une épaisseur de glace.

— Il y a eu des arbres de fendus, dit Blandin. Et chez nous notre quartaut de vin avait gelé.

Vincent murmura, pensant à Bourgadier :

— Il ne le traverserait pas aujourd'hui !

Il y avait cependant une belle couche de glace sur l'étang, mais Bourgadier n'était plus le gai luron de 1845 : il avait aujourd'hui soixante-seize ans sonnés, et ne pouvait plus marcher qu'avec deux bâtons.

— Dame, dit la Blandine, certainement que non ! C'est comme Roubé. Mais Roubé, c'est encore pire.

Ils parlèrent des vieux du village, les passant en revue l'un après l'autre. A l'époque de leur enfance à eux, ils les avaient vus dans la force de l'âge, s'attaquant à tous les gros labeurs des champs et des bois, les uns re-

tournant la terre avec des charrues, fauchant l'avoine et le sarrasin, les autres abattant les arbres qu'ils écorçaient et chargeaient sur les chariots. C'étaient des hommes vaillants à qui le travail ne faisait pas peur et qui avançaient pas à pas dans la vie comme vers quelque merveilleux horizon qu'ils étaient sûrs d'atteindre. Et on les retrouvait, âgés de soixante-dix ans et plus, courbés, cassés en deux, vivant de légumes et de pain noir et buvant de l'eau de la fontaine.

— Et la mère Rapillot ? demanda la petite Jeanette.

Annette répondit :

— Elle ? Toujours à se plaindre, comme de juste. Si on voulait la croire, il n'y en aurait pas une plus malheureuse qu'elle.

La Blandine était fille de la mère Rapillot. Annette était dure pour sa grand'mère.

La Blandine n'eut pas un mot de protestation. C'était beau, déjà, qu'elle se tût.

Elle avait deux sœurs, l'une de deux ans, l'autre de cinq ans plus âgées qu'elle. Toutes deux étaient à Paris où Césarine, la plus vieille, tenait une fruiterie ; l'autre, Léonie, d'abord femme de chambre, s'était mariée avec un cocher d'omnibus. Depuis leur départ, qui remontait à presque trente ans, on ne les avait jamais revues. Elles écrivaient une fois par an, aux environs du 1^{er} janvier, époque à laquelle Césarine envoyait à leur mère une livre de café : la vieille n'en profitait guère. Elle s'était mariée tard ; sa fille aînée avait aujourd'hui l'âge de Vincent. Elle-même entrait dans sa quatre-vingt-cinquième année. Elle était la plus vieille du village.

III

Une rafale descendit par la cheminée, semant quelques flocons de neige qui fondirent avant d'avoir touché les flammes. Un chien hurlait à la mort, longuement, très loin, dans la campagne. Une chouette ulula. Tous eurent un frisson. Ils se sentaient perdus au milieu de l'hiver et de la misère humaine.

— Un vrai temps de revenants ! dit la petite Jeannette qui était superstitieuse.

Mary haussa les épaules : il y avait belle lurette qu'il ne croyait plus aux revenants ! Blandin était un peu comme Mary ; mais il n'aurait pas, pour tout l'or du monde, bêché ou labouré le Jour des morts, de crainte de mettre à nu les os de ses ancêtres.

Vincent, la petite Jeannette, la Blandine et Annette croyaient aux sorciers et au diable qui se mêle des affaires des hommes. Pierre aussi, qui leva la tête, regarda de ses yeux ronds, et prêta l'oreille, effrayé à l'avance. Ce n'était pourtant pas un garçon sensible.

Les sorciers ont pleins pouvoirs sur les morts, qu'ils évoquent à leur gré. Ils font des vivants ce qu'ils veulent. Ils peuvent jeter des sorts sur le bétail. Le diable prend souvent la forme d'une poule noire qui, en échange de leur âme, vient proposer de l'argent à ceux qui en ont besoin. La nuit il se tient, invisible, au carrefour où des chemins se croisent. Malheur à qui n'a sur lui ni scapulaire ni chapelet ou qui oublie de faire le signe de la croix !

Les quatre chemins ! La Blandine racontait souvent une histoire qu'elle reprit ce soir-là. On était toujours heureux de l'entendre. Chaque fois, c'était nouveau. Elle dit :

— J'allais sur mes huit ans, et je m'en rappellerai jusqu'à la fin de ma vie. Ma mère m'avait envoyée à Vaucorniot pour savoir quand c'était que le meunier devait moudre. Dans ces temps-là ce n'était pas comme aujourd'hui, que les moulins marchent autant dire nuit et jour. C'était, ma foi, au commencement du mois d'août, et il faisait une chaleur !... Ça ne m'empêchait pas de marcher vite, en traversant les bois surtout, où j'avais moins chaud. Comme j'arrivais à l'endroit où il y a deux chemins qui se rencontrent et qui font une croix, je vois la vieille mère Velotte qu'on savait bien dans tout le pays que c'était une sorcière....

— Oh ! pour ça ! dit la petite Jeannette. Une nuit que défunte ma mère passait devant sa maison, — faudrait plutôt dire sa cabane, — elle l'a entendue crier, et elle a entendu comme des coups de manche à balai ; et elle a bien dit que c'était le diable qui battait la mère Velotte.

La Blandine continua :

— Ma foi, quand je l'ai vue, j'ai eu peur. Mais, comme elle m'avait vue aussi, je ne pouvais plus me cacher. Quand j'ai été tout près d'elle, elle m'a demandé : « Où que tu vas donc comme ça, petite ? » Je tremblais sur mes jambes. Je lui ai répondu : « C'est ma mère qui m'envoie demander au meunier de Vaucorniot quand est-ce qu'il va moudre. » Alors elle m'a dit, tel que je vous le dis : « Je voudrais bien aller avec toi, mais il faut que je reste ici : j'attends quelqu'un. » Vous pensez bien que je n'ai pas demandé mon reste. Je suis sûre que c'était le diable qu'elle attendait. J'ai d'abord marché tout doucement, pour ne pas avoir l'air d'avoir peur. Mais les pieds me démangeaient. Aussitôt que j'ai été arrivée au premier tournant, j'ai pris mes sabots dans mes mains et je

vous certifie que j'ai détalé. Et je ne me suis pas retournée, tellement j'étais sûre que j'aurais vu le diable.

— Votre mère Velotte, c'était une vieille toquée ! dit Mary qui, ce soir-là, ne mâchait pas ses mots.

— Ce n'est pas si sûr que ça ! dit Vincent qui pourtant ne le contredisait jamais.

Mary de nouveau haussa les épaules.

— Cause toujours, mon garçon ! dit la petite Jeanette. Est-ce que la Blandine invente ça ? Et ce que les vieux ont vu, tu l'as vu, toi, peut-être ? Si je voulais raconter tout ce que défunte ma mère m'a dit là-dessus !...

Elle n'avait pas pour Mary le même respect que Vincent. Elle le trouvait déguisé en monsieur de la ville. Elle aurait préféré qu'il travaillât la terre, tout bonnement. Mais elle, qui menait son homme par le bout du nez, jamais elle n'avait pu triompher de l'obstination de Mary.

— Dame, affirma Blandin, s'il y a des choses que l'on comprend, il y en a beaucoup aussi que l'on ne comprend pas.

Il ne parlait pas que des problèmes d'arithmétique.

Blandin était, comme Vincent, de ceux qui, le matin du 1^{er} mai, plantent dans leur fumier, pour le préserver des serpents qui voudraient y faire leur nid, un arbuste orné de rubans. Le dimanche suivant il allait à l'église pour y faire bénir, à l'issue de la messe de huit heures, des baguettes de noisetier attachées en faisceau. De retour aux Vernes, il les plantait dans ses deux champs et dans son jardin pour les préserver de la grêle. Il savait que s'il venait à tonner lorsqu'il coupait du bois, il devait tenir sa hache le tranchant en l'air : la foudre, si elle s'avisait de tomber sur lui, serait fendue.

Ni la Blandine, ni la petite Jeannette n'eussent fait la lessive pendant les Quatre-Temps, ni les jours de vigile et de jeûne. Ils savaient tous que le cri du geai est bon signe, que la chouette et la pie sont des oiseaux de mauvais augure. La poule qui veut imiter le chant du coq annonce un malheur.

Tout cela faisait partie des choses que l'on ne comprend pas. Ils n'étaient pas seulement au milieu de l'hiver et de la misère humaine ; ils vivaient entourés de mystères. Le monde était habité par des forces obscures qu'ils divinisaient. Faibles, ils les sentaient liguées contre eux. Ils tâchaient tantôt de se les rendre favorables par des invocations et des signes, tantôt de conjurer leur mauvais vouloir par d'humbles sacrifices, tantôt, enfin, de deviner leurs dispositions au moyen d'indices sûrs qu'ils tenaient de leurs ancêtres.

Il s'était fait un grand silence. Mary, n'y tenant plus, en profita pour dire à haute voix :

— Vous savez que je vais partir ?

Annette pâlit. Vincent se pencha en avant, les mains sur les genoux. La petite Jeannette fit un bond, et dit :

— Tu vas partir ! Et où ça, donc ?

— A Auxerre, répondit-il.

— A Auxerre ! murmura Vincent stupéfait.

Auxerre, ce n'était même pas dans le département. C'était loin, pour Vincent !

Mary s'expliqua :

— Il y avait déjà longtemps que j'y pensais. C'est un commis voyageur qui passe tous les deux mois chez Caquard et qui m'en avait parlé au commencement d'octobre. Il connaît une maison de nouveautés, à Auxerre, où l'on aura besoin, dans quelque temps à ce qu'il m'a dit, d'un commis de mon âge qui soit déjà un peu

au courant. Et savez-vous ce que je vais gagner là-bas ?

Non : personne n'en savait rien. Il prit un temps et proclama :

— Trente francs par mois, logé, nourri et blanchi.

Il promena sur son auditoire un regard triomphant.

— Dame, dit Vincent à qui ce chiffre donnait à réfléchir, trente francs par mois, c'est à considérer.

— Tais-toi donc, tiens, hébété ! cria la petite Jeanette. Trente francs par mois là-bas, c'est moins que dix francs ici ! Est-ce que tu connais seulement Auxerre, toi ? Non. Eh bien, moi, je l'ai vu quand j'ai été chercher à Paris ce nourrisson de malheur, que plus jamais je n'ai voulu en reprendre. Je m'y suis même arrêtée, puisqu'en ces temps-là c'était là qu'on prenait le train. Eh bien, c'est une ville dix fois plus grande que Lormes, et où la vie n'est pas bon marché.

— Mais puisque je serai nourri !... objecta Mary.

Un instant suffoquée, elle bredouilla pour gagner du temps :

— Tu seras nourri !... Ta ta ta !... Tu seras nourri !... Et puis après, mon garçon ?

Et elle trouva sa réponse :

— Et les frais à côté ? Tu ne seras pas habillé, en tout cas ? Tu vas faire le monsieur. Tu iras au café, et tout le trimballement. Tu t'imagines peut-être que tu vas faire des économies ? Tu serais encore bien capable de nous écrire pour nous demander de l'argent ! Non ! Non ! Tu partiras si je veux.

Elle était terrible quand elle s'y mettait. Annette pensait : « Elle a raison. »

Les Blandin ne disaient rien, écoutant.

— Qu'est-ce que tu en penses, toi ? dit-elle à la Blandine.

— Ma foi, répondit celle-ci, d'un côté tu n'as pas tort, mais d'un autre Jean-Marie n'a pas tort non plus. Dans nos pays il n'y a pas grand'chose à faire pour quelqu'un qui ne va pas gagner de l'argent ailleurs. Qu'est-ce qui l'empêche d'aller à Auxerre et de revenir s'établir ici dans quelques années ?

Mary ne pensait pas du tout à cela. Mais il bénit la Blandine.

— C'est vous qui avez raison, lui dit-il.

— Et de s'y marier ? acheva-t-elle en regardant Annette qui rougit.

Mary ne répondit rien.

— Tout ça, dit la petite Jeannette, ça va être bien du tourment pour nous.

Elle soupira et se tut. Il y eut de nouveau un grand silence. Le charme de la veillée était rompu. Les Blandin partirent.

Elle ne dormit pas de la nuit. Elle ne fit que se tourner et se retourner dans le lit. Vincent ne bougeait pas. Mais jusqu'à deux heures du matin, où ses yeux enfin se fermèrent, il se demanda s'il pourrait acheter le pré de Bourgadier.

IV

Le lendemain fut un dimanche clair, sans un nuage au ciel. Le vent s'était occupé pendant la nuit. Les coqs ne chantèrent qu'à sept heures, parce qu'ils ne sont jamais en avance sur le lever du jour, sauf quand ils rêvent vers minuit. De tous les coqs du village c'était celui des Vincent qui, le premier, saluait le réveil.

Bien qu'il fût vieux, il ne le cédaît à aucun pour la noblesse de l'allure. Son jabot de faverolles était orné de plumes jaunes. Pour les teintes multicolores de ses ailes et de sa queue recourbée, il ne le cédaît pas aux canards. Sa voix grave était sonore. Il chantait comme parlent les vieux : avec conviction et prudence. Il attendait pour recommencer que les autres lui eussent répondu. Inutile de chanter dans le désert.

En hiver Mary était toujours le premier debout. Il trouvait ridicule de ne pas avoir, à seize ans, un lit pour lui tout seul et d'être encore obligé de coucher avec son frère. S'il ne fermait pas la boutique, c'était lui qui l'ouvrait. Et il partit au moment où leur coq poussait son premier cri. Le dimanche et le jeudi étaient les deux jours où, pendant la matinée, Caquard avait le plus de chances de débiter de sa marchandise aux gens des villages qui venaient à la messe et au marché.

Vincent sauta du lit. En un tour de main, il fut habillé. Il dégagea les tisons de dessous les cendres, et jeta du fagot qui bientôt pétilla.

La petite Jeannette aussi fut vite vêtue. Dans les deux seaux il y avait des blocs de glace qu'elle mit à fondre près du feu.

Les flammes montaient sous la marmite pleine de pommes de terre écrasées de la veille pour les cochons. Pierre dormait encore ou faisait semblant.

Elle était de mauvaise humeur. Elle aurait voulu que Vincent lui parlât, le premier, du départ de Mary : il s'en gardait bien. Quand elle le vit se diriger vers la porte, elle lui dit :

— Tu ne vas pas lâcher les poules de ce temps-là, je suppose ?

— Si, répondit-il. En tout cas je vais leur ouvrir leur

toit. Si elles ne veulent pas sortir, elles resteront. Ça les regarde.

C'était tout simple.

Comme hier soir, il s'arrêta dans la cour. Mais il n'eut pas à se demander d'où venait le vent. Il vous cinglait si bien la figure qu'on sentait tout de suite qu'il arrivait, en droite ligne, de l'est. Il lui fallait passer par-dessus des montagnes, mais il doit avoir des ailes, comme les guêpes, que n'embarrassent pas les haies.

Vincent jeta sur le village un regard machinal. Les maisons étaient-elles couvertes d'ardoises, de tuiles ou de paille ? Vincent le savait, mais un étranger n'aurait pas pu le dire : elles étaient toutes couvertes de neige.

La chaumière de Vincent était exposée au midi, sur le bord du chemin qui prenait naissance à la route et à l'endroit où, s'élargissant un peu, il formait une espèce de petite place publique sans destination précise. Toutes ne donnaient pas sur le midi, n'étant pas construites sur le même plan. Quelques-unes étaient posées parallèlement à la sienne, d'autres tournées de biais vers le nord, d'autres vers l'ouest. Elles ne se touchaient pas, étant toutes séparées par des jardins, des champs ou des prés. Pour aller de chez Vincent à la fontaine, il fallait traverser la petite place. Et l'on était en face des Blandin dont la chaumière regardait le nord : mauvaise exposition ; mais on ne retourne pas une chaumière comme une table. De hautes perches dont les bouts dépassaient les toits étaient dressées contre les pignons. Les échelles montaient, échelon par échelon, jusqu'aux portes des greniers. Dans la cour de Vincent, ce n'étaient pas des perches qui se dressaient, mais un très vieux hêtre dont les racines apparentes avaient fini par prendre la couleur de la terre. Sa chaumière se prolon-

geait vers l'ouest par le hangar, vers l'est par la grange et par l'écurie des vaches et de l'âne.

Comme il l'avait dit, Vincent ouvrit la porte des poules. Le coq sauta le premier du perchoir sur le sol battu semé de plumes. Une à une les poules l'imitèrent. Il y en avait huit de tous âges et de toutes couleurs, du noir d'encre au blanc de neige. Toutes avaient une crête rouge, mais moins importante que celle du coq ; elles s'avançaient prudentes, allongeant le cou pour le retirer aussitôt après, comme si elles avaient voulu, après une nuit d'immobilité, s'assurer de son bon fonctionnement. Le coq marchait la tête haute, le jabot bombant, pareil à un gros bourgeois qui n'avance que précédé de son ventre. Pour montrer à ses poules que la neige n'était pas redoutable, il fit quelques pas : c'était froid ; mais un coq se doit de n'avoir peur de rien. Elles essayèrent de le suivre, les plus jeunes en tête : tout de suite elles rebroussèrent chemin et rentrèrent chez elles. On eût dit qu'elles regrettaient de ne pas avoir de sabots. Où iraient-elles aujourd'hui chercher leur nourriture ? Qu'était devenue la terre féconde en grains et en vers ? La terre n'était plus que cette chose blanche, molle et glacée. Le coq lui-même, malgré l'expérience qu'il aurait dû avoir, rentra, n'y comprenant rien.

Mais déjà Vincent ne s'occupait plus d'eux : il était dans l'écurie.

Il y faisait chaud. Etendues sur leur litière, les deux vaches tournèrent vers lui leurs têtes surmontées de cornes. Un instant elles cessèrent de ruminer, la mâchoire de travers, puis elles recommencèrent. C'était, en hiver, leur principale occupation. L'âne, qui n'avait sans doute point de passe-temps plus agréable, se mit à

braire. Il saluait du mieux qu'il lui était possible l'entrée de son maître. Le plafond de l'écurie, que l'on pouvait presque toucher en levant le bras, était fait de planches grossières posées l'une à côté de l'autre sur trois poutres à peine équarries. Des brins de trèfle et de foin pendaient. Une rigole pour l'écoulement du purin longeait la litière. Dans un renforcement du mur en forme de placard, il y avait, sur trois rayons poussiéreux, une lanterne sale, une serpe sans manche, de vieux débris de ferraille entassés là par plusieurs générations : gros clous, vis cassées par le milieu, morceaux de cerclures de fer brisées. Tout cela était inutile, mais à quoi bon le jeter ? Vincent prit sa fourche, passa de l'écurie dans la grange, ouvrit deux petites lucarnes sans vitres qui donnaient l'une sur le râtelier des vaches, l'autre sur celui de l'âne, et leur servit leur repas.

Cependant la petite Jeannette portait aux cochons leur marmite de pommes de terre mélangées de son. L'âne n'avait rien trouvé de mieux, pour saluer Vincent, que de braire. Les cochons accueillirent la petite Jeannette en grognant : c'était leur façon d'exprimer leur joie. Braves bêtes qui ne demandaient qu'à jouir de la vie en engraisant, ils auraient voulu que chaque heure fût celle de la pâtée. Quand les sentiers étaient praticables, jamais on ne les rencontrait les yeux tournés vers les nuages. Eussent-ils voulu le faire que leurs larges oreilles se seraient interposées entre eux et le ciel. Mais ils n'étaient occupés, la tête basse, qu'à fouiller du groin jusqu'entre les pierres. L'hiver dérangeait leurs habitudes. Lorsqu'ils ne mangeaient pas, ils dormaient. Et sans doute regrettaient-ils de ne pouvoir remâcher leur nourriture, comme les vaches.

A partir de huit heures le village s'anima. Toutes les cheminées fumaient. Bien que le soleil ne fût guère qu'un reflet de lui-même, ses rayons n'en arrivaient pas moins jusqu'à la terre, ou plutôt jusqu'à la neige. Comme ils n'avaient pas assez de force pour la faire fondre, ils glissaient dessus. C'étaient de jolis tons roses. Les pommiers des jardins en paraissaient tout fleuris, comme au doux mois de mai.

La porte des Vincent se referma sur Pierre qui partait pour assister à la messe. Au mois de juin de l'année prochaine il devait faire sa première communion, et, quelque temps qu'il fût, il ne lui était pas permis de manquer la messe, le dimanche. Vincent et la petite Jeannette eussent été désolés à l'idée que sa première communion pût être reculée d'un an. Il s'en alla avec les sabots et la casquette qu'il avait hier. Il n'avait changé que de pantalon et de blouse. Bien différent de Mary, il aurait mieux aimé passer ses dimanches aux Vernes, comme il faisait de ses jeudis. Lorsqu'il se trouva sur la route, il fut presque dépaycé et se retourna pour regarder le village, comme s'il fût parti pour très longtemps. Il était seul. Annette elle-même, qui aimait beaucoup aller en ville, ne se dérangeait pas : il faisait par trop vilain temps.

V

Il eut beau faire encore vilain temps pour la messe de minuit, ils partirent à dix heures du soir avec des lanternes et des bâtons, emmitoufflés de manteaux et de capelines. Il n'y eut guère, à rester aux Vernes, que Mary, qui devait s'en aller le lendemain matin à la même heure que d'habitude, les vieux comme Bourga-dier, Roubé, la mère Rapillot, les petits qui auraient

dormi debout et que gardaient leurs mères, et quelques hommes qui se vantaient de ne jamais entrer à l'église.

Il y avait, à la queue-leu-leu, les Vincent, les Blandin, les Rond, les Clairet, les Boizard, les Galreux, les Charrier, les Dusserre, les Barbote, les Bourrioux, quelques autres encore. Beaucoup d'hommes avaient, sur les épaules, de vieilles limousines.

Le ciel était si pur qu'en regardant longtemps on aurait fini par apercevoir, très haut, les ailes des anges. L'air était si sonore qu'en écoutant bien on aurait entendu leurs voix chantant : *Gloria in excelsis Deo, et in terrâ pax hominibus bonæ voluntatis.*

Tous ne songeaient pas à la merveilleuse histoire que racontent les Evangiles. Et c'était si loin d'eux ! Dix-huit cent quatre-vingts ans les en séparaient. Mais les femmes s'associaient instinctivement aux souffrances et à la joie de la Vierge Marie ; les hommes pensaient à saint Joseph qui vainement frappait à des portes. Il avait dû entrer dans une étable. Vincent voyait son écurie avec les deux vaches et l'âne. Il n'y aurait pas eu beaucoup de place pour la sainte Famille. Eh bien ! il l'aurait fait entrer dans la maison. Car il les aurait tout de suite reconnus à leurs auréoles.

Vincent ne se considérait pas comme obligé d'aller à la messe tous les dimanches. Mais tout ce qu'il y a d'émouvant et de rustique dans la religion lui plaisait : Noël, Pâques, les Rogations et la Toussaint, qui précède la fête des morts.

Annette marchait entre son père et sa mère. Derrière eux venaient les Rond : la mère, la fille, Cécile, et le fils, Lucien. Rond était un des quelques hommes qui ne se dérangeaient pas pour aller à l'église, sauf quand il s'agissait d'un enterrement. Les Rond étaient parmi les

plus pauvres du village : le père buvait trop. Il n'allait à la ville qu'à cause des auberges. Quand il était parti, on ignorait à quelle heure et quel jour il reviendrait. Sa femme, sa fille et son fils marchaient la tête basse, silencieux. Ils allaient à la messe de minuit moins pour prier que pour le rencontrer peut-être : car il était parti ce matin.

Cécile avait l'âge d'Annette. Lucien entra dans sa dix-septième année. Leur mère, que l'on ne manquait pas d'appeler la Ronde, n'avait guère plus de quarante ans, s'étant mariée et ayant eu des enfants de bonne heure : cinq, dont trois étaient morts. Mais elle paraissait plus vieille encore que la Blandine et la petite Jeannette : c'était la faute de Rond. Cécile était certainement la plus belle fille des Vernes : elle avait beau travailler comme un homme, avec son père, dans les bois.

Lucien regardait Annette, ou du moins la capeline et le manteau qui la lui cachaient.

Ils n'étaient pas encore sortis des bois qu'ils entendirent la grosse cloche sonner le premier coup de la messe de minuit.

— Onze heures, dit Vincent. Nous ne serons ni en avance, ni en retard.

Personne, ou presque, ne parlait. Ils étaient tous occupés à retenir leur respiration, bouche fermée, tant la bise pinçait. Parfois, pour se soulager et renouveler d'un seul coup sa provision d'air, quelqu'un soufflait bruyamment. Les hommes avaient de petits glaçons aux moustaches.

L'église était tout illuminée. A mesure qu'ils entraient, ils éteignaient leurs lanternes. Ils faisaient seulement le geste de prendre de l'eau bénite, car elle était gelée.

Ceux qui avaient des chaises — on pouvait en avoir une à partir de vingt sous par an — les prenaient. Les autres se casaient au hasard, dans les bas-côtés, jusque sous la tribune près de la grand'porte.

Vincent regardait en clignant des yeux. Il apercevait, dans une lumière de gloire, le maître autel. Autour du tabernacle des cierges brûlaient dans de grosses souches sur de massifs chandeliers dorés. Il ne se souvenait pas d'avoir une seule fois manqué la messe de minuit, depuis l'âge de dix ans. Mais, dans l'ancienne église plus basse de voûtes et moins large de nef, on avait plus chaud.

La messe commença. Il écoutait les chants liturgiques, saisi de respect pour ce qu'ils devaient signifier et qu'il ne comprenait pas. Des parfums d'encens arrivaient jusqu'à lui. Il savait que, cette même nuit, des bergers qui gardaient leurs moutons dans un pays très lointain — à Auxerre peut-être — avaient entendu les voix des anges et qu'ils avaient pris le chemin de l'étable où l'Enfant Jésus venait de naître. Vincent ignorait s'ils avaient avec eux emmené leurs moutons, mais il les voyait marchant comme lui dans la neige. En hiver il doit y avoir de la neige partout.

On chantait l'offertoire : *Lætentur cæli et exultet terra ante faciem Domini : quoniam venit*. La Ronde, pas plus que Vincent, ne soupçonnait le sens de ces paroles. Mais une des portes du tambour de gauche battit, et Rond apparut, le sourire aux lèvres et la trogne fleurie, tortillant sa casquette entre ses doigts. Cécile poussa du coude Lucien en chuchotant :

— Regarde-le donc !

Il ne savait que faire. Ce n'était pas que l'assistance l'intimidât. Il promenait sur elle ses regards d'homme

supérieur à toutes ces simagrées de la religion et de brave ivrogne qui n'a pas le vin mauvais. Mais toutes ces lumières lui faisaient mal aux yeux. Il ressemblait à un hibou qui s'est trompé d'heure et brusquement se trouve face à face avec le soleil. Il ne se décidait pas à prendre un parti : sortir, ou suivre l'allée pour se réfugier dans l'ombre sous la tribune. Mais il n'était pas assez sûr de ses jambes, et il voyait beaucoup plus de lumières qu'il n'y en avait en réalité. Il resta donc où il était, et se mit à rire pour de bon. Tous ceux et toutes celles qui pouvaient le voir le regardaient, scandalisés. Et la Ronde avait envie de se lever de sa chaise pour aller le prendre par le bras, le garder avec elle jusqu'à la fin de la messe et le ramener aux Vernes. Mais elle hésitait, n'aimant pas se faire remarquer. Pourtant elle venait de s'y décider quand le suisse, qui passait sa canne à la main et sa hallebarde sur l'épaule, arriva à hauteur de Rond. Il le connaissait et n'en fit ni une ni deux. Rond sortit plus vite qu'il n'était entré. Et la Ronde n'eut plus qu'à maudire le suisse.

Au moment de l'élévation, Vincent inclina la tête comme tout le monde. Il se passait quelque chose qui était au-dessus de son entendement. Dieu avait envoyé son Fils sur la terre pour sauver les hommes, lui Vincent aussi bien que les autres, pour leur permettre d'entrer un jour au Paradis. Il ne pensait pas à tout cela lorsqu'il avait trente ans. Maintenant que ses cheveux commençaient à blanchir il lui arrivait d'essayer de regarder par delà cette vie, comme lorsqu'on monte au faite de la montagne pour découvrir les pays qu'elle cache. Mais Vincent avait la vue faible. Ses yeux se fatiguaient vite. Et, sauf ce qu'il pouvait toucher du doigt, tout lui semblait enveloppé de brouillard.

VI

Il passa son hiver à bricoler dans la maison, dans la cave et dans la cour. Il ne fallait pas penser faire quoi que ce soit dans les champs où les semences enfouies au dernier automne dormaient leur sommeil souterrain, ni même à aller dans les bois ramasser des branches mortes : les sentiers étaient impraticables. Mais Vincent, homme de précaution, n'était jamais pris au dépourvu. Du grenier où ils étaient entassés, il jetait les fagots à mesure qu'il en avait besoin. Toutes communications avec les champs et les bois étaient coupées. S'il n'y avait pas eu la route qui conduisait à la petite ville et que les cantonniers, de temps à autre, débayaient avec leur traîneau, le village aurait été abandonné à ses propres ressources.

Vincent tressa des paillassons, écossa des haricots méticuleusement, — il n'était pas pressé, — mit de l'ordre dans la cave où il exhaussa sur des bûches de vieux coffres qui auraient pourri en contact avec le sol humide ; et il y consolida ses casiers de pommes de terre, de carottes et de choux. Il ameublit le terreau du hangar. Il répara la porte du toit des cochons : pour occuper leurs loisirs ils en avaient rongé tout le bas. A moins que ce ne fût parce qu'ils manquaient d'air, mais Vincent ne leur demanda pas leur avis. Il scia du bois et fendit des souches comme il jetait les fagots du grenier : à mesure qu'on en avait besoin.

Il se couchait de bonne heure, n'attendant pas toujours que Pierre et Mary fussent rentrés, et se levait tard. Une vraie période d'hivernage où tous les habitants du village vivaient comme des marmottes. Ils avaient les yeux moins souvent ouverts que fermés. Mais ils ne

dormaient pas toute la nuit. Alors ils se distrayaient en écoutant chanter le grillon dans la cheminée. Ou bien, si l'on avait raconté à la veillée des histoires de revenants, jeunes et vieux se cachaient la tête sous les draps quand un meuble craquait : ils suaient de peur à l'idée d'entendre deux mains invisibles ouvrir la porte de l'armoire.

La neige se décida vers la fin de janvier à fondre. On revit enfin la vraie couleur de la terre. L'herbe réapparut dans les prés, et les feuilles jaunies depuis le dernier automne sur le terreau des bois. Des ruisseaux se formaient partout. L'étang eût débordé si l'on n'avait laissé la pelle grande ouverte, et l'eau bouillonnait dans le déversoir. On revit aussi les toits tels qu'ils étaient, avec leur paille jaune recouverte de mousse épaisse, aussi verte que l'herbe des prés. L'hiver pouvait reprendre l'offensive, mais le village avait résisté à sa première attaque, la plus longue et la plus rude : il n'y avait ni morts ni blessés. Un vent doux soufflait du sud, et dans quelques jardins des feuilles neuves apparurent sur les groseilliers.

Les sentiers se rouvrirent. Les hommes retournèrent dans leurs champs. Si les sillons n'avaient pas été aussi détrempés, peut-être, se couchant sur le côté, auraient-ils prêté l'oreille pour écouter si le cœur de la terre battait encore.

Vincent se remit à travailler dehors. Ses deux champs étaient situés, le premier derrière sa maison, l'autre plus loin, sur la lisière des bois. Tantôt avec l'âne attelé à son tombereau, tantôt avec les deux vaches couplées au timon, il y transportait le fumier. La neige avait disparu ; mais souvent chariot et tombereau enfonçaient jusqu'aux essieux dans la boue des mauvais chemins. Vincent

essayait en vain de nettoyer ses fossés et ses rigoles : ils se remplissaient à mesure qu'il les vidait. Avec un grand sécateur il tailla ses haies : les branches ne repousseraient pas tout de suite.

Les cochons recommençaient à sortir. Ils retournaient la terre avec leurs groins et se vautraient dans la boue ; ils rentraient crottés jusqu'au ventre. Ils n'avaient besoin de personne pour se conduire : ils savaient retrouver leur chemin. Lorsqu'ils tardaient trop, la petite Jeannette allait au-devant d'eux avec une houssine et, pour qu'ils la comprissent plus facilement, s'essayait à grogner comme eux. Ses jours tout entiers s'écoulaient dans la maison. Elle ne prenait part aux travaux du dehors qu'aux moments de grande presse, à l'époque des foins et de la moisson, et quand on arrachait les pommes de terre. Elle raccommodait les effets de Vincent et de Pierre, qui n'étaient ni l'un ni l'autre exigeants ; il leur était égal d'avoir, sur un pantalon de toile bleue, des genoux d'étoffe noire qu'elle coupait dans ses vieilles robes ou dans les effets usés de Mary. Celui-ci était plus difficile. Plus d'une fois elle maugréait : reprendre des habits de monsieur, ce n'était pas son genre. Elle faisait de son mieux, mais Mary n'était pas toujours content. Quelquefois elle allait demander des conseils à Annette.

Annette n'avait pas autre chose à faire qu'à coudre, reprendre, tricoter, repasser. Blandin n'était pas riche, mais ils suffisaient, sa femme et lui, à entretenir leurs terres. Annette se trouvait heureuse et se faisait fort de devenir une ménagère hors ligne. Pour se reposer elle se regardait quelques instants dans une glace, et elle ne manquait pas de se dire qu'il y en avait de plus laides qu'elle. Elle se considérait un peu comme la seule vraie demoiselle des Vernes.

On n'avait plus entendu parler du départ de Mary, qui commençait à désespérer. Le commis voyageur avait dû se moquer de lui. L'affaire était enterrée.

Vers les premiers jours de mars la neige fit une autre apparition, mais elle ne resta pas longtemps. Les vents doux de nouveau soufflèrent, amenant la pluie qui tomba toute une semaine. Après quoi le printemps arriva : quelques hirondelles volèrent au-dessus de l'étang.

Le matin, il y avait de la gelée blanche sur les prés, aussi bien sur celui de Bourgadier que sur les autres, et à cinq heures du soir le vent ne soufflait pas du sud : c'était bel et bien un bon petit vent de bise. Mais à midi l'on aurait pu se croire en plein été, tant le soleil chauffait. Les perce-neige laissèrent le champ libre aux violettes ; aux pointes de toutes les branches il y avait des bourgeons verts. Dans les jardins, pommiers et poiriers maigres, tordus, usés, se parèrent de jolies fleurs. Les sources redevinrent pures parmi les mousses et les joncs, et les oiseaux chantaient en préparant leurs nids.

Le mercredi de la semaine sainte les Vernes eurent la visite des six enfants de chœur. Ils avaient commencé, le lundi, leur tournée dans les villages. Inutile de leur demander ce qu'ils voulaient : on savait qu'ils venaient chercher des œufs. Les habitants des Vernes étaient pauvres, mais il y en eut très peu à ne rien donner : la petite Jeannette et la Blandine y allèrent chacune de leur demi-douzaine. La Ronde avait fermé sa porte : les six enfants de chœur payèrent pour le suisse.

VII

Dans la cour, vers sept heures du matin, Vincent attelait l'âne non pas au tombereau, mais à la voiture dont la petite Jeannette se servait pour aller au marché

le jeudi. C'était un samedi. Qu'est-ce que Vincent avait donc à faire ? Allait-il passer acte, par-devant notaire, pour l'achat du pré de Bourgadier ? Mais les notaires ne sont pas pressés de se lever. Vincent n'aurait pas eu besoin de partir si tôt, et s'il s'était agi du pré, il n'aurait pas eu ce visage morne.

Mary et Pierre sortirent, tenant chacun par une poignée une petite malle plate qu'ils chargèrent sur le derrière de la voiture. Mary devait faire effort sur lui-même pour contenir sa joie. Il tournait autour de l'âne, auquel il donna quelques claques amicales, autour du vieux hêtre sur l'écorce duquel il aurait pu retrouver les entailles d'enfant qu'il avait faites, de la pointe du couteau ou de la serpe, pour s'amuser. Mais il n'était aucunement sentimental.

La porte des Blandin était ouverte. Sur le seuil il vit Annette en corsage blanc et tablier bleu. Elle se retourna sans doute pour parler à sa mère. Mary eut un sourire avantageux et alluma une cigarette.

Pour la première fois de sa vie peut-être la petite Jeannette était assise, inoccupée, à sept heures d'une matinée d'avril. Elle n'avait de goût à rien.

— Ça y est ! dit Vincent, quand la sous-ventrière fut bouclée.

Mary rentra. Pierre prenait son bissac : il n'y avait rien de changé pour lui. Aujourd'hui comme hier il allait à l'école.

— Eh bien, dit Mary, au revoir, maman. Et ne te tourmente donc pas comme ça ! Je ne vais pas au bout du monde. A deux heures de l'après-midi je serai à Auxerre : tu vois bien que ce n'est pas loin.

Elle ne trouvait rien à lui répondre. Elle n'avait même pas remué sur sa chaise. Pourtant il ne pouvait pas la quitter ainsi.

Vincent passait sa blouse qu'ensuite il boutonna bouton par bouton. Il attendait anxieux, la gorge serrée. Pierre se disait : « Si l'on ne part pas tout de suite, je vais être obligé de les laisser à moitié chemin pour ne pas arriver en retard à l'école.

Mary était si pleinement heureux qu'il se sentait disposé à faire toutes les concessions.

— Voyons, maman, reprit-il, tu es si fâchée que ça ? Tu ne te rappelles donc pas ce qu'a dit la Blandine ? Puisque c'est mon goût d'être dans un magasin !... Qu'est-ce qui te dit que je ne reviendrai pas m'installer à Lormes quand j'aurai de l'argent ?... Et peut-être plus tôt que tu ne crois !...

Justement les Blandin arrivaient, mais sans la mère Rapillot : sa présence n'était pas nécessaire.

— Allons, Jeannette, dit la Blandine, faut tout de même se faire une raison ! Est-ce qu'on ne dirait pas qu'on l'emmène au cimetière ?

Vincent écoutait ; lui, maintenant, il n'aurait pas pu prononcer une parole. Annette regardait Mary, qui ne la regardait pas.

— Quand mes sœurs sont parties... continua la Blandine.

La petite Jeannette l'interrompit :

— Tes sœurs !... Tes sœurs !... Est-ce que c'est la même chose ?

Alors, tirant son mouchoir, elle fondit en larmes. Décidément cela se gâtait. Mary en jeta sa cigarette qu'il écrasa du talon.

— Au revoir, maman ! dit-il. Autrement je pourrais manquer la diligence.

Il n'y avait plus à reculer ; il devait entrer en fonctions demain matin dimanche. La petite Jeannette com-

prit. Elle se leva. Il dut se pencher pour l'embrasser.

— Au revoir, mon pauvre petit ! dit-elle. Jamais elle ne l'avait appelé ainsi. Ce n'était pas une mère expansive. C'était seulement une femme menue, toujours pressée, qui s'occupait plus, d'habitude, de ses poules et de ses cochons que de ses enfants. Mais ce matin les poules attendaient encore leur avoine et les cochons leur pâtée.

Malgré lui, les yeux de Mary se brouillèrent. Sa mère, que de fois il l'avait trouvée ridicule, avec ses idées d'une autre époque ! Maintenant il n'y pensait plus guère.

Vincent toussota. Jamais cela ne lui arrivait ; il avait les poumons solides.

Les Blandin étaient vaguement émus. Annette aurait voulu avoir le droit de pleurer.

— Aussitôt arrivé, dit Mary, je vous écrirai. Vous aurez une lettre demain matin.

Il était sincère. Une lettre, ce serait un peu de lui-même. On la lirait. On la relirait. On la porterait aux Blandin qui en parleraient dans le village. Mary serait encore présent.

Il embrassa la Blandine et Annette et donna une poignée de main à Blandin. Vincent sortit le premier : il en avait assez. Il n'y pouvait plus tenir : il aurait fini par faire comme sa femme.

Et l'âne partit, traînant la petite voiture sur laquelle la malle plate ne pesait pas beaucoup. Des oiseaux chantaient sur les branches du vieux hêtre qui s'enorgueillissait de ses premières feuilles nouvelles. Le soleil immuable visitait les cours, les chemins, la plaine et les bois. C'était un matin clair, harmonieux et doux comme il n'en existe que dans les campagnes, loin des villes.

Les sources, qui le savaient bien, restaient sous la mousse. Et Mary, qui n'en savait rien, s'en allait. La voiture cahotait sur des rochers à fleur de sol. L'âne ne s'en émut pas : il y était habitué. Une dernière fois Mary se retourna : par-dessus la haie il vit, sur le seuil de la chaumière qu'il quittait, sa mère, la Blandine et Annette. Il agita son chapeau.

Vincent songeait : « Tout à l'heure je repasserai ici, seul, sans Jean-Marie. »

Il aurait voulu lui parler : il ne le pouvait pas, et il faisait semblant de s'occuper de l'âne, tellement le chemin était mauvais.

Lorsqu'ils furent sur la route, il prit son courage à deux mains, mais les premiers mots ne sortirent qu'avec difficulté.

— Tu as vu... ta mère?... dit-il. Elle a bien... de la peine... que tu partes... moi je ne t'en ai... pas empêché... Si je l'avais écoutée... tu serais resté... avec nous.... Mais puisque ça te plaît....

L'horizon de la vie s'élargissait pour Vincent. Il n'y avait pas sur la terre que les champs et les bois. Il y avait de grandes villes où les rues ne sont que prétextes à magasins. L'or y afflue. En peu de temps on s'y enrichit, tandis que les paysans ont du mal à tenir leur misère, comme un âne, par la bride.

— Tu fais peut-être bien de partir.... Mais est-ce qu'on sait jamais !... Si tu étais malheureux là-bas, il faudrait revenir tout de suite.

Sa voix peu à peu s'affermissait ; un mot frayait la route à l'autre.

— N'aie pas peur, dit Mary ; je saurai m'arranger.

— Je m'en doute bien. En tout cas il ne faudrait pas avoir peur de revenir : ce n'est pas nous qui te ferme-

rons la porte au nez. Tu pourrais revenir quand tu voudrais, même en plein milieu de la nuit : je te garantis que je t'entendrai. Seulement, si tu gagnes de l'argent, il ne faudra pas nous oublier. Tu sais qu'on vit pour ainsi dire de privations pour économiser quatre sous, de quoi acheter le pré de Bourgadier.... Il y a tellement de temps que j'y pense !... Et j'avais toujours compté sur toi. Les dix francs que tu rapportais chaque mois, on les mettait de côté....

C'était au tour de Mary d'avoir la gorge serrée. Il en oubliait les sommaires repas du soir où, quand il avait soif, il buvait de l'eau : avec ses dix francs il aurait pu acheter vingt litres de rouge. Que de fois il s'était retenu de leur dire :

— Votre pré, moi, je m'en moque ! Je préférerais être mieux nourri.

C'était son père qui avait raison. Il l'écoutait lui parler, non pas avec autorité, mais avec douceur. C'était un pauvre homme qui, depuis l'âge de cinq ans, n'avait fait que travailler sans autre résultat que de ne pas mourir de faim, qui n'en voulait à personne, et ne désirait qu'une chose : pouvoir acheter le pré. Après quoi il mourrait content. Mary pensait des mots qu'il ne prononçait pas :

« Oui.... Oui.... Je t'enverrai de l'argent... beaucoup d'argent.... Avant un an d'ici, tu l'auras acheté. »

Mais il sentait bien que, s'il avait ouvert la bouche, il se serait mis à pleurer. Vincent, qui ne devinait rien, attendait. Ils n'osaient pas se regarder. Pierre, indifférent, marchait de l'autre côté de la voiture, regardant sur la lisière du bois des oiseaux s'envoler. Il devait y avoir ici et là des nids qu'il chercherait.

Mary ne répondant rien, Vincent reprit :

— Ta mère dit que c'est une grande ville où les occasions de dépenser ne manquent pas.... Tu feras comme tu voudras ; je ne serai pas sur ton dos pour t'en empêcher. Mais je te recommande de penser à nous.

L'âne marchait à petits pas. Les mètres de pierres se succédaient. Sur les talus il y avait encore de la rosée que le soleil altéré boirait tout à l'heure. Mary aurait pu regarder ces arbres familiers que sans doute il ne reverrait pas de sitôt. Mais il allait, la tête basse, écoutant son père. Il n'avait pas prévu que le village dût le suivre si loin : il emportait avec lui le souci du pré. Si là-bas il se laissait entraîner à rire avec les jeunes filles, quand il ferait sonner un louis sur le marbre d'une table de café, le souvenir des Vernes, se précipitant sur lui, l'étreindrait à bras-le-corps comme un créancier qui vient réclamer son dû.

Une fois de plus il vit les premières maisons de la ville. Elles se tenaient de chaque côté de la route, pareilles à des sentinelles qui se regardent, les yeux dans les yeux avec les vitres de leurs fenêtres, celles de gauche renvoyant le soleil à celles de droite.

— Au revoir, Jean-Marie ! dit Pierre.

Ils s'embrassèrent pour la première fois. Pierre continua vers l'école. Il était trop jeune encore pour partir. Maintenant il coucherait tout seul dans le grand lit.

On les regardait passer avec leur équipage. Vincent, qui d'habitude se tenait si droit, marchait un peu courbé. Ses gros sabots écrasaient le gravier de la rue. Mary, par orgueil, se redressa. Ses bottines — car il n'avait pas que des souliers — effleuraient à peine le sol. Son émotion de tout à l'heure se dissipant, il regardait non sans dédain ces ruelles, ces maisons de rien :

il allait voir mieux que cela. Il aimait entendre dire qu'il ne faut « s'encroûter » ni dans les villages ni dans les petites villes où l'avenir a le visage du passé. Qu'eût-il fait aux Vernes, sinon travailler toute sa vie comme son père, à Lormes, sinon rester commis chez Caquard ? Et puis il voulait commencer, à seize ans, à rire dans la vie. Il monta dans la diligence après avoir embrassé son père, sans lui avoir dit : « Sois tranquille ! Je vous enverrai vingt francs par mois. »

Comme la figure de Vincent se serait illuminée ! Mais Mary ne voulait pas prendre d'engagement : il préférerait attendre. Là-bas il verrait.

Les deux voitures s'ébranlèrent en même temps, mais en sens contraire. Vincent était un peu plus lourd que la malle, mais l'âne irait moins vite. Vincent n'était pas pressé de revoir les Vernes pour y retrouver, avec la petite Jennnette éplorée, le sentiment de sa solitude. Et ce serait bien pis quand elle lui demanderait :

— Eh bien, qu'est-ce qu'il t'a dit ? Est-ce qu'il t'a promis qu'il nous enverrait de l'argent, au moins ?

Vincent serait obligé de se taire.

Les chevaux prirent tout de suite le galop. Mary regardait onduler leurs croupes. Il les trouvait bien lents. A la place du conducteur, comme il eût fait claquer son fouet !

HENRI BACHELIN.

(La suite prochainement.)





MAISONS OUVRIÈRES

ET TRAVAILLEURS A DOMICILE

D'APRÈS DES DOCUMENTS RÉCENTS



Parmi les questions ouvrières et sociales dont notre époque se préoccupe à juste titre, il en est deux auxquelles le grand public s'intéresse particulièrement, parce qu'elles n'ont pas seulement une importance économique, mais soulèvent toute sorte de problèmes de moralité, d'humanité et d'hygiène : la question des logements d'ouvriers et la question du travail à domicile, qui ont d'ailleurs plus d'un point de contact.

Il s'est formé aujourd'hui, un peu partout, des comités pour étudier les moyens de doter la classe ouvrière de logements salubres et bien aérés, à un prix raisonnable. Tout le monde sait combien, surtout dans les grandes villes, les ouvriers ont de peine à se loger dans ces conditions, sans être contraints de s'installer dans la banlieue à de trop grandes distances de leurs ateliers ou chantiers.

Dans les grandes villes industrielles, le problème a pu être à peu près résolu, depuis qu'on s'est décidé à construire les usines et fabriques aux abords des villes, au

lieu de les installer dans la ville même. Les terrains sont là beaucoup moins chers et les conditions de salubrité beaucoup meilleures. On pourrait citer une foule d'exemples de cités ouvrières admirablement conçues. Je me bornerai à mentionner celle de Dornach près Mulhouse, créée il y a une soixantaine d'années par deux grands hommes de bien, M. Jean Dollfus et son gendre M. Engel-Dollfus. On sait que l'originalité de la cité de Dornach est d'être composée de maisons à deux étages, formant un cube fendu en croix, au milieu d'un jardin de 150 m² ; chaque logement occupe l'un des quatre coins du cube, prend par conséquent jour sur deux façades, a sur ses deux étages deux ou trois chambres plus une cuisine, une cave, un galetas et tous les accessoires indispensables ; enfin, un jardinet sur ses deux faces. Je n'ai plus sous les yeux les comptes de construction ; mais je crois ne pas me tromper en disant que chaque cube, « rendu fini », comme disent les maçons, a coûté environ 14 000 francs ; chaque maisonnette avec jardin en coûtait donc 3500, de sorte que le loyer, calculé selon la règle, à 6 % du prix de revient ¹, ne dépassait pas 250 à 300 fr. par an, tout en comportant un amortissement du capital, qui, au bout d'un nombre déterminé d'années, rendait le locataire propriétaire de sa petite maison. Je n'ai pas besoin d'ajouter que les créateurs de la cité l'avaient dotée, à leurs frais, de tout ce qui pouvait en rendre le séjour facile et commode : lieux de culte, écoles de toute espèce, lieux de réunion, bains, lavoirs, magasins d'approvisionnement, etc. La cité a été, pendant longtemps, en

¹ 2 % pour les impôts, les réparations, les frais généraux (eau, gaz, électricité, etc.) et les frais de gérance ; 4 % pour la rémunération du capital dépensé.

grande faveur. La population ouvrière de Dornach était sédentaire ; on travaillait dans les mêmes établissements de père en fils, et l'on était heureux d'acquérir un chez-soi, dans d'excellentes conditions hygiéniques et pécuniaires. Après la guerre de 1870-1871, cette population s'est peu à peu modifiée ; il y a eu beaucoup d'immigrés, et les jeunes générations ont ressenti des besoins de changement et de distractions auxquels leurs pères étaient moins sensibles.

On a reconnu, dans tous les cas, la nécessité de ne plus développer indéfiniment la cité créée dans la banlieue et d'en revenir à bâtir aussi des maisons ouvrières dans la ville même de Mulhouse. A cette nouvelle entreprise, dite l'*Union-Home*, se rattache le nom d'un autre généreux citoyen, M. Auguste Lalance.

Les maisons de l'*Union-Home* sont du type connu en France sous le nom de maisons-casernes, c'est-à-dire de grandes maisons à plusieurs étages bien aérés et bien éclairés, renfermant huit logements de deux pièces et huit de trois, avec, chacun, toutes les dépendances nécessaires. Le prix de chaque maison est d'à peu près 90 000 francs, les logements de deux pièces revenant, proportionnellement, à 5000 fr. et ceux de trois pièces à 6000 fr.. Les loyers sont actuellement, pour les logements de deux pièces, de 26 fr. 25 par mois, soit 315 fr. par an ; pour ceux de trois pièces, de 32 fr. 50 et 390 fr., ce qui ne dépasse pas la somme qu'un ménage d'ouvriers peut consacrer à son loyer. Le revenu brut des maisons de l'*Union-Home*, croissant depuis cinq ans d'année en année, est actuellement, en moyenne de 5 fr. 45 % par an. Le revenu net, déduction faite des impôts, des réparations, de l'assurance, des frais de gérance, du prix de

l'eau et de l'éclairage, est en moyenne de 3 fr. 82 %. Pour une entreprise qui est, autant que celle-là, d'utilité publique, ce revenu a été considéré à Mulhouse comme suffisamment rémunérateur et permettant de continuer les constructions dans la mesure des besoins ; il y a déjà cinq grandes maisons habitées ou en construction ¹.

Pour que seize logements, avec tous leurs accessoires, ne coûtent pas plus de 90 000 fr., et que les loyers puissent rester entre 315 et 390 fr. par an, il faut évidemment que le prix des terrains et des constructions n'atteigne pas des chiffres trop élevés. Il y a malheureusement des villes où les terrains utilisables sont si coûteux et les frais de construction si exagérés que le problème des logements à bon marché y est insoluble. Après bien des années d'études et avec le concours de toutes les bonnes volontés, on a construit, dans une de ces villes, plusieurs maisons, qualifiées « ouvrières », qui, pour dix logements de deux ou trois pièces, ont coûté chacune une centaine de mille francs, soit, en moyenne, 10 000 fr. par logement. Comme, pour équilibrer les frais de l'entreprise, il faut que le loyer soit au moins de 6 % du coût de la construction, le loyer de ces dix logements devait être nécessairement de 5 à 700 fr. par an ; un semblable prix n'est pas à la portée de simples ouvriers. Le but n'a donc pas été atteint : les nouvelles maisons ne pouvaient être occupées que par des locataires d'une autre catégorie, qui n'ont pas, en général, grand'peine à trouver à ce prix-là des appartements convenables dans les maisons de particuliers.

¹ Les personnes désireuses d'étudier ces questions de plus près trouveraient tous les renseignements nécessaires dans un *Rapport* présenté à la Société industrielle de Mulhouse, au mois d'avril 1913, par M. Emile Dollfus et inséré dans le *Bulletin* de cette Société (1913, n° 5, p. 299).

La pénurie des logements d'ouvriers se fait sentir d'une façon tout particulièrement désastreuse dans certaines très grandes villes dont la population s'est accrue en peu d'années dans des proportions invraisemblables ; par exemple, à Berlin. Il y a, dans cette vaste capitale, des centaines de mille ouvriers, et une quantité d'entre eux végètent dans des taudis absolument insalubres et inhabitables. Les pouvoirs publics se préoccupent depuis longtemps de cette situation, dont les remèdes sont bien difficiles à trouver ; et, dans ces dernières années, ils s'en sont spécialement préoccupés à un second point de vue, à savoir dans quelle mesure des ouvriers logés dans des conditions aussi antihygiéniques peuvent travailler à domicile, au risque de contaminer non seulement eux, leurs proches et leurs aides, mais encore les produits et ouvrages qu'ils livrent au public. On avait aussi été frappé des salaires de famine auxquels beaucoup de ces malheureux étaient réduits, et l'on s'est demandé si une bonne loi ne pourrait pas remédier à ces maux. J'arrive ainsi au second objet auquel je désirais consacrer quelques pages.

Tout le monde sait quelles controverses a soulevées la question de savoir si, dans l'intérêt des ouvriers, le travail en fabrique est préférable au travail à domicile. Il y a un siècle, la question ne se posait pas : presque tous les travaux industriels s'exécutaient à domicile, soit dans de petits ateliers privés, soit dans le logement de l'ouvrier. Mon père était, en 1810, manufacturier dans une jolie petite ville des Vosges ; il faisait fabriquer diverses espèces de toiles. Il n'avait, dans sa maison et aux alentours immédiats, que ses bureaux et quelques

magasins ; tous les tisserands qu'il occupait avaient leur métier, soit dans leur petit logement en ville, soit, pour la plupart, dans les villages des alentours, où ils possédaient une maisonnette avec un lopin de terre ; le travail s'y faisait dans de bonnes conditions de salubrité : le foyer domestique restait intact, et la famille groupée autour de son chef.

Le travail en fabrique assure aujourd'hui généralement aux ouvriers des locaux plus vastes, mieux aérés, éclairés et chauffés, et des installations plus commodes pour leur besogne : mais il a le grand tort de retenir, toute la journée, le père et la mère hors de leur domicile et de réduire à peu près à zéro la vie de famille. Il est devenu le seul possible pour les grandes industries exigeant des machines encombrantes et des forces motrices considérables.

Seuls les métiers plus modestes, où interviennent nécessairement la main-d'œuvre et l'habileté professionnelle de l'ouvrier, continuent à être exercés dans des logements particuliers ; et il est désirable, à raison même des avantages spéciaux du travail à domicile, qu'ils puissent continuer à s'exercer ainsi, moyennant certaines règles sévères prescrites dans l'intérêt des travailleurs eux-mêmes et du public. Ce sont ces règles qu'après de longues études préliminaires, une loi de l'Empire allemand du 11 décembre 1911 a cherché à poser.

La législation, sur toutes ces matières, est encore toute récente. En 1881 et 1882, le Reichstag invita, à plusieurs reprises, le Chancelier de l'empire à lui présenter des propositions sur l'emploi, dans les industries à domicile, d'enfants de 14 à 16 ans et sur les moyens d'obvier aux inconvénients qui en résultaient. Une loi du 1^{er} juin 1891

donna une première satisfaction à ces vœux, en édictant plusieurs mesures excellentes relativement au travail des enfants, des jeunes gens et des femmes employés dans l'industrie en vertu d'un contrat; mais elle ne traita pas la question pour les ateliers où l'employeur occupe exclusivement des membres de sa famille.

Tout ce qui touchait à la protection des travailleurs à domicile, entra, en Allemagne, dans une nouvelle phase à la suite des graves événements qui se produisirent, en 1895, à Berlin, dans la corporation des travailleurs à domicile de l'industrie de la confection et qui mirent soudain en pleine lumière la cruelle situation de ces ouvriers, l'excessive longueur de leurs heures de travail pour un salaire dérisoire, et le déplorable système des intermédiaires qui exploitaient odieusement femmes et enfants. Sous l'impression des révélations amenées par la grève de cette corporation, le Reichstag vota, en janvier 1896, une résolution chargeant une de ses commissions d'étudier à fond la situation de l'industrie de la confection et de la lingerie. Le travail de la commission eut pour conséquence divers règlements relatifs au travail des enfants et des femmes, au mode de paiement des salaires et à l'introduction de carnets de salaire. Tous les problèmes que soulève le travail à domicile restèrent, d'ailleurs, depuis lors, l'une des préoccupations constantes des hommes politiques s'intéressant aux questions sociales. Plusieurs propositions furent faites au Reichstag, spécialement en vue de réprimer les abus causés par l'emploi des enfants, soit dans l'industrie en général, soit dans la maison paternelle, et aboutirent à l'excellente loi protectrice des enfants du 30 mars 1903. Cette loi ne s'arrête plus, comme on avait cru devoir le faire anté-

rieurement, devant la porte du domicile privé ; elle s'applique à tout travail industriel d'enfants encore soumis ou non encore soumis à l'obligation scolaire, même en l'absence de tout contrat d'apprentissage, et spécialement d'enfants employés par leur propre famille ; elle a rompu par là avec un principe maintenu pendant longtemps dans les législations allemandes. Le soin de veiller au respect des dispositions de la loi de 1903 fut confié tant aux inspecteurs du travail qu'à la police locale ; et la surveillance étendue ainsi au travail à domicile permit de se rendre mieux compte des conditions où il se fait.

Toutefois, pendant les premières années, ces conditions, au double point de vue économique et social, ne furent exactement connues que des spécialistes qui portaient à la question du travail à domicile un intérêt professionnel, politique ou scientifique. Il en fut autrement lorsque, dans le premier Congrès allemand pour la protection des ouvriers, à Berlin, en 1904, le professeur Sombart et plusieurs autres personnalités notables proposèrent et firent accepter l'idée d'une grande exposition du travail à domicile. Cette exposition, qui eut lieu en 1906 dans la capitale de l'empire, permit au grand public de jeter un coup d'œil sur les côtés sombres de la vie industrielle ; elle lui fit voir la ridicule modicité de certains salaires et aussi les dangers que peut faire courir à la santé publique le travail à domicile lorsqu'il s'applique, dans des conditions hygiéniques déplorables, à la préparation, à la transformation ou à l'emballage de substances alimentaires. On a reproché à cette exposition de n'avoir guère montré systématiquement que les mauvais côtés du travail à domicile ; mais elle a eu l'incontestable mérite d'éveiller ou de raviver, dans tou-

tes les classes de la société, une réelle sympathie pour les ouvriers et ouvrières à domicile et de pousser les divers partis politiques à faire davantage pour leur protection.

Dès la même année, les représentants de ces partis firent au Reichstag une proposition tendant à l'élaboration d'une loi sur l'industrie domestique et le travail à domicile ; le Reichstag formula une résolution dans ce sens en 1906 et la renouvela en 1907. Le gouvernement le saisit d'un projet de loi sur le travail à domicile en février 1910 ; une commission de la Chambre se mit immédiatement à l'œuvre, et, après une étude approfondie, la loi put être promulguée le 20 décembre 1911.

Si, comme le pensent aujourd'hui beaucoup de bons esprits, le travail industriel à domicile, dans la mesure où il est possible, présente, au point de vue moral et même matériel, de sérieux avantages sur le travail en fabrique, il est d'autant plus essentiel qu'il soit organisé suivant de bons principes ; on espère à bon droit, en Allemagne, que la nouvelle loi, sagement appliquée, permettra de se rapprocher du but. On ne lira peut-être pas sans intérêt une courte analyse de ses dispositions et innovations essentielles.

Sont soumis aux dispositions de la loi de 1911 : 1° les ateliers où l'on occupe à un travail industriel des personnes appartenant exclusivement à sa famille ; 2° les ateliers où deux ou plusieurs personnes exercent ensemble un métier sans être occupées par un employeur dirigeant la maison ; 3° les locaux servant au coucher, à l'habitation ou à la cuisine, en tant qu'on y exécute des travaux industriels, ainsi que les espaces en plein air affectés à de semblables travaux. La loi ne s'applique

pas aux ateliers où l'on travaille exclusivement pour les besoins de l'employeur ou de sa famille.

Sont considérés comme des travaux industriels, dans le sens large du mot industrie (*Gewerbe*), la mise en valeur ou l'amélioration des matières premières, l'échange des marchandises, les diverses branches de commerce, le transport des personnes et des marchandises, la préparation de tout ce qui touche au logement, à l'alimentation, à la récréation ou au divertissement des gens, les services personnels d'ordre inférieur (coiffeurs, vendeurs à l'encan, commissionnaires, hommes de peine, etc.). Au contraire, ne rentrent pas dans la notion des *Gewerbe*, au sens de la loi de 1911, l'agriculture, l'horticulture, l'utilisation par un agronome de ses propres produits (laiteries, fromageries, distilleries), les services domestiques rendus dans la maison du maître; mais ceux qui font du jardinage pour vendre des fleurs, des fruits ou des arbustes, sont bien des industriels. Au surplus, pour qu'un travail prenne le caractère d'une industrie, il faut qu'il soit exécuté non pas accidentellement, mais d'une façon suivie et dans le but d'en toucher le prix.

Le Code industriel allemand de 1869, d'après une loi complémentaire de 1908, avait déjà créé, en vue de veiller à l'exacte observation de ses dispositions dans l'intérêt de la classe ouvrière, une nouvelle catégorie de fonctionnaires, dénommés inspecteurs du travail, afin d'assister ou de suppléer, à cet égard, les autorités de police ordinaires. La loi de 1911 les investit des mêmes attributions en ce qui concerne le travail à domicile.

L'une des questions qui avaient beaucoup préoccupé le législateur était l'extrême exigüité des salaires et leur instabilité; l'ouvrier était à peu près sans défense con-

tre l'exploitation et les mauvais procédés. On avait même songé à fixer pour les salaires un minimum ; mais on a reculé devant l'extrême difficulté de semblables fixations par les autorités. La loi se borne à ordonner que, dans les locaux où l'on distribue ou reçoit le travail des ouvriers à domicile, les tarifs des salaires soient affichés, de façon que les ouvriers puissent se rendre compte de la rémunération correspondant à leurs travaux ; puis, comme on le verra un peu plus bas, elle a créé des commissions de spécialistes, dont l'une des missions conciliatrices consiste à intervenir d'une façon officieuse, quant à la fixation des salaires jugés par elle absolument iniques.

A un autre point de vue, et pour épargner aux ouvriers les pertes de temps inutiles qui leur causent un si grand préjudice, la loi exige que les locaux où ils ont à chercher et à rapporter le travail soient installés de façon que ces deux opérations se fassent aussi promptement que la nature des choses le permet, qu'il y ait dans ces locaux des tables et casiers suffisants pour les livraisons, des heures précises pour la distribution et la réception de l'ouvrage, et un personnel assez nombreux pour y pourvoir.

Si, dans certaines industries, la nature du travail engendre des dangers pour la vie ou la santé, les autorités de police, sur la proposition des inspecteurs du travail, peuvent exiger que les ateliers, avec leurs installations, machines ou ustensiles, soient disposés et entretenus de façon à protéger les ouvriers, autant qu'il est possible de le faire. Il y a lieu, en particulier, de veiller à leur assurer une lumière suffisante, un cube d'air et une aération convenables, à faire disparaître les poussières, gaz, vapeurs et

autres déchets produits par le travail ; puis de faire prendre les précautions voulues pour prévenir tant les contacts dangereux avec des machines que les dangers résultant de la nature même du travail ou du lieu où il s'exécute.

Les mêmes autorités doivent se préoccuper spécialement de ce que commandent, suivant leur sexe et leur âge, la santé et la moralité des jeunes ouvriers de moins de 18 ans et des ouvrières de tout âge ; il ne peut pas leur être imposé des besognes trop fatigantes pour leur âge ou leur constitution. Les travaux pour lesquels cela est indispensable pour parer à des dangers de maladie ou de mort ne doivent être exécutés que dans des locaux spécialement aménagés en conséquence.

La loi de 1911, confirmant la loi spéciale du 30 mars 1903 sur le travail des enfants dans l'industrie, permet de subordonner à un âge plus élevé que cette dernière loi ou même d'interdire absolument le travail d'enfants soit chez leurs parents, soit ailleurs. Pour d'autres ouvriers à domicile, âgés de moins de 16 ans, des prescriptions particulières peuvent être faites au double point de vue de la durée totale de leur travail journalier et de la distribution des temps de repos ; le travail peut être complètement interdit les dimanches et jours fériés ou pendant les heures fixées par le ministre du culte pour l'instruction religieuse. La loi de 1903 interdit déjà au patron d'employer ses propres enfants, dans son atelier, dans son commerce ou pour des courses, avant l'âge de 10 ans.

Si certaines industries, notamment celles où l'on fabrique, travaille ou emballe des substances alimentaires, sont de nature à faire courir des dangers à la santé pu-

blique, la police peut prescrire comment les lieux de dépôt, la machinerie et les ustensiles doivent être disposés et entretenus, et comment les diverses opérations doivent être faites pour prévenir tout danger. Il lui appartient aussi d'ordonner que les locaux où ces substances sont déposées ou manipulées ne servent point à d'autres usages.

Les industriels qui, en dehors du lieu où ils travaillent eux-mêmes, ont des ateliers dans lesquels ils font exécuter des travaux, sont obligés de tenir une liste des personnes à qui ils donnent ou par qui ils font donner de l'ouvrage à domicile, avec indication du lieu où se fait l'ouvrage, et de ne donner d'ouvrage, quand les règlements exigent que les locaux répondent à certaines conditions, que dans les locaux pour lesquels le certificat requis a été obtenu.

Dans les industries où l'on fabrique, travaille ou emballe des substances alimentaires, les industriels qui font faire la besogne hors de chez eux peuvent être astreints à s'assurer, à des intervalles raisonnables, et au moins deux fois par an, personnellement ou par des mandataires, que les ateliers sont installés et utilisés conformément aux règlements.

La loi de 1911 contient ensuite une série de dispositions intéressantes sur une institution nouvelle qui lui est due : les commissions de spécialistes (*Fachausschüsse*). A la suite des graves événements qui se sont produits à Berlin dans les dernières années du XIX^e siècle, et auxquels il a déjà été fait allusion plus haut, le Reichstag songea à remédier aux salaires dérisoires auquel étaient réduits dans diverses industries les ouvriers à domicile, en créant des bureaux de salaires

(*Lohnämter*), appelés à fixer, autant que possible, d'après les usages locaux relatifs à chaque industrie, un salaire minimum pour le travail à l'heure ou à la pièce, avec défense aux employeurs de payer un prix inférieur même en vertu d'une convention, une fois que les autorités supérieures auraient donné leur approbation au tarif. Le projet de loi élaboré par une commission du Reichstag ne fut pas agréé par le gouvernement : le ministre Delbrück, dans la session de 1910, fit valoir que les Etats confédérés étaient opposés à toute fixation obligatoire des salaires par l'autorité et à une intervention officielle entre employeurs et ouvriers, qui cadrerait mal avec le droit public de plusieurs d'entre eux et pouvait entraîner, au point de vue économique, de graves inconvénients. La commission du Reichstag ne se tint pas pour battue. Mais, quand il fut avéré que les gouvernements confédérés ne consentiraient point à la création de bureaux de salaires et à la fixation officielle de minima de salaires, une majorité se forma, en vue de ne pas retarder indéfiniment le vote de la loi sur le travail à domicile, pour proposer, à titre de transaction, la création de commissions de spécialistes. Le Reichstag adopta cette transaction en deuxième et en troisième débat, et l'institution prit place dans la loi.

Ces commissions ont essentiellement des fonctions d'amiabiles compositeurs, d'arbitres officieux entre patrons et ouvriers. La loi de 1911, s'est, du reste, bornée à régler les points les plus importants, en laissant au Conseil fédéral le soin d'édicter les dispositions complémentaires dont l'expérience révélerait l'utilité.

Le Conseil fédéral décide où et pour quelles branches de l'industrie à domicile il y a lieu de créer des commis-

sions. A part leurs fonctions d'amiables compositeurs, les commissions de spécialistes sont appelées par la loi à assister les autorités par des communications sur les incidents qui seraient survenus dans leur circonscription, et, en général, à relever les faits intéressants au point de vue industriel. Elles doivent renseigner les autorités sur les usages en vigueur entre les employeurs et les ouvriers pour la conclusion des contrats et l'exécution des engagements pris ; formuler éventuellement des propositions relativement aux questions économiques ou industrielles qui se posent dans leur ressort pour les industries représentées par la commission ; proposer tous arrangements ou mesures propres à améliorer la condition matérielle des ouvriers à domicile ; chercher, sur la demande des autorités, à se rendre compte du salaire effectif de ces ouvriers, et, si elles le jugent peu équitable, formuler des propositions pour qu'il le devienne ; enfin, aider à la conclusion d'arrangements amiables pour les salaires ou à l'adoption de tarifs contractuels ; mais il n'est pas de leur compétence de prendre l'initiative de semblables arrangements. Pour l'appréciation des salaires, il est naturellement recommandé aux commissions de tenir compte du taux général des salaires dans la localité, de la situation plus ou moins prospère de l'industrie, des questions de concurrence, etc., et d'examiner, d'un autre côté, quelle part les intermédiaires prélèvent sur les salaires et si cette part n'est pas excessive. En principe, elles doivent se préoccuper des intérêts généraux de l'industrie à domicile qu'elles représentent et ne pas s'immiscer dans les affaires privées d'une exploitation isolée.

Les commissions de spécialistes se composent d'un

nombre égal d'employeurs et d'ouvriers à domicile, d'un président et de deux assesseurs. Le président et les assesseurs doivent avoir la compétence professionnelle nécessaire ; le président ne peut être ni employeur ni ouvrier. Si, dans la circonscription, ce sont des ouvrières qu'on emploie en plus grand nombre, elles doivent être équitablement représentées dans la portion de membres réservée aux ouvriers, et elles jouissent des mêmes droits que les ouvriers.

L'autorité centrale du pays fixe le nombre des représentants ; elle nomme le président, les assesseurs et, après avoir entendu les employeurs et les ouvriers intéressés, une moitié des représentants. L'autre moitié est élue, à la majorité, par lesdits représentants, en nombre égal parmi les employeurs et les ouvriers de la circonscription ; la loi de 1911 ne pose, d'ailleurs, à cet égard, que le principe. Les avis et consultations donnés par la commission doivent avoir été délibérés avec la participation d'un nombre égal de représentants des employeurs et des ouvriers ; quand ces représentants des deux groupes se trouvent à la séance en nombre inégal, ceux qui sont en excès d'un côté doivent ne pas voter. Les votes de chaque groupe doivent d'abord être recueillis séparément ; si les représentants d'un groupe sont unanimement d'un avis contraire à la proposition en discussion, l'avis ne peut pas être émis au nom de la commission. Mais chaque groupe a le droit de formuler par écrit son opinion motivée, et le même droit appartient à la minorité si l'avis n'a été émis qu'à la majorité des suffrages. Ces divers rapports de groupes sont joints par le président au dossier de l'affaire et transmis aux autorités compétentes.

Les frais des commissions sont à la charge de l'Etat confédéré dans lequel elles fonctionnent.

La loi allemande du 20 décembre 1911, sur le travail à domicile, a le grand mérite d'avoir institué les carnets de salaire, donné aux autorités locales le droit de veiller à ce que le travail s'exécute dans les conditions de salubrité aussi importantes pour le public que pour les ouvriers et créé les commissions de spécialistes, qui, sans avoir le droit de fixer d'office le taux des salaires, peuvent toutefois intervenir à l'amiable, entre les patrons et les ouvriers, pour assurer aux travailleurs à domicile une rémunération équitable d'après les circonstances du lieu et du moment. Le travail à domicile présentant de sérieux avantages au point de vue moral et dans l'intérêt des familles, tout ce qui peut améliorer la situation, encore si précaire, des ouvriers de cette catégorie mérite d'être étudié de près et, à cet égard, la nouvelle loi allemande paraîtra, je l'espère, à mes lecteurs, digne de leur attention.

ERNEST LEHR.



MŒURS ACADÉMIQUES

AU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE ¹

L'Académie de Lausanne, comme on le sait, avait été établie par le gouvernement bernois en 1537, le lendemain même de la conquête du Pays de Vaud, dans le dessein avoué de former des pasteurs pour diriger la nouvelle Eglise qu'il avait imposée à ses sujets. Comme celle de Genève, qui ne devait voir le jour qu'en 1559, la *Schola Lausannensis* se composait de deux écoles assez étroitement unies pour que l'on pût les considérer comme ne formant qu'un seul établissement : l'école publique et l'école privée, ou, pour employer les termes modernes, l'enseignement supérieur et le Collège.

Le premier était représenté par quatre professeurs : 1^o le professeur de grec, qui devait donner deux leçons par jour, la première à six heures du matin en hiver, à sept heures en été afin de ne pas entraver le prêche, qui avait lieu en hiver à sept heures et en été à six heures. Dans la première leçon, il expliquait les orateurs et les poètes, dans la seconde, les philosophes. La

¹ Voir H. Vuilleumier, *L'Académie de Lausanne (1537-1890)*, Lausanne, 1891. Je saisis cette occasion pour remercier l'auteur de ses communications orales et écrites.

grammaire rentrait aussi dans son programme. Le second professeur était chargé de l'hébreu et interprétait l'Ancien Testament. Le troisième, appelé le philosophe, ou officiellement le « professeur des arts », donnait des leçons non seulement de logique d'après l'*Organum* d'Aristote et de rhétorique d'après Cicéron, Hermogène et Aristote, mais encore de mathématiques, de géographie et d'astronomie. Ses fonctions l'appelaient en outre à diriger des discussions chaque semaine, le samedi après-midi. Au commencement du XVII^e siècle, il avait été déchargé de la partie proprement scientifique de son enseignement. Enfin le *theologus* ou professeur de théologie avait pour tâche d'expliquer les Ecritures saintes de l'Ancien et du Nouveau Testament et d'organiser des *disputationes sacræ* tous les quinze jours, le mercredi après le sermon. Pour cela il devait s'entendre avec les pasteurs de Lausanne et des environs.

Tous les étudiants devaient-ils suivre tous les cours, qui représentaient une somme de six heures par jour ? Non ; comme cela n'était ni possible ni désirable, les professeurs établissaient pour chacun les programmes qu'il devait suivre. Malheureusement, cette sage mesure tomba en désuétude et nous verrons quelles en furent les fâcheuses conséquences.

Quant au Collège, il était composé de sept classes, plus tard neuf, à chacune desquelles était attaché un régent. L'un d'eux dirigeait l'enseignement inférieur avec le titre de « principal » ou de *gymnasiarchus*. Chaque classe avait un programme fixé par la loi.

A la tête de toute la *Schola* était un conseil ou *cætus* formé des quatre professeurs, des deux premiers pasteurs de Lausanne et du principal du Collège et présidé par le recteur nommé librement parmi les professeurs. « Tout

ce qui concernait la discipline ordinaire, la marche des études, les examens et les promotions dans les deux établissements était de la compétence de ce conseil. La nomination des régents lui était aussi confiée. Le bailli n'intervenait que dans des cas extraordinaires, quand il s'agissait de peines disciplinaires graves ou de la collation des bourses. » A l'origine, les professeurs étaient nommés par le Conseil de Berne, sur la proposition de la Classe de Lausanne, c'est-à-dire de la réunion des pasteurs des districts actuels de Lausanne, Vevey et Aigle. C'était du gouvernement que tout dépendait en dernière instance.

Dans sa première phase, l'Académie de Lausanne était la seule école complète protestante de langue française. On comprend que ce fait, ainsi que la renommée de maîtres tels que Théodore de Bèze et Maturin Cordier, y attirât en foule des élèves de tout âge. Ce dernier avait été appelé en 1545 pour diriger le Collège. Il s'acquitta de ses fonctions pendant douze ans et, par sa réputation comme par son habileté pédagogique, donna à l'enseignement inférieur un lustre qu'il n'a pas retrouvé sous l'ancien régime. Cinquante ans après sa mort, le Conseil de Lausanne lui rendait ce témoignage : « Les maîtres ne prennent pas la peine et le labeur que faisoient jadis Monsieur Corderius et ses contemporains pour dresser la jeunesse. »

En effet, au commencement du dix-septième siècle, les choses avaient bien changé. D'abord la crise mi-politique, mi-religieuse de 1559 avait fait partir les meilleurs membres du corps enseignant ; la plupart étaient des Français, que le gouvernement voulait éloigner, parce qu'il les trouvait trop dépendants de Calvin. La Classe de Lausanne avait été punie de ses tentatives d'indé-

pendance par la suppression de son droit de présenter des candidats pour remplir les chaires de professeur ¹, de sorte que c'était le Conseil dont nous venons de parler, le *cœtus*, qui était chargé de faire des propositions. Il fit nommer plusieurs hommes distingués, mais Berne exigeait avant tout qu'ils se soumissent à ses ordonnances. En outre, ce Conseil accordait la consécration aux boursiers de LL. EE. Mais on déplorait généralement que personne ne fût chargé de surveiller les maîtres et les élèves et de les maintenir dans leur devoir. Puis, le beau zèle protestant, qui n'avait jamais été très vif dans le Pays de Vaud, avait été plutôt en diminuant. On se plaignait qu'il ne sortit de l'Académie que des pasteurs peu dévoués à leur tâche, et qu'un grand désordre régnât parmi les professeurs et les étudiants. Ces bruits arrivèrent, en 1615, aux oreilles du gouvernement qui fit procéder à une « visitation », nous dirions à une enquête, qu'ils confièrent à deux commissaires, le trésorier allemand Ant. de Graffenried et le professeur d'hébreu Emmanuel Zeender. S'étant rendu compte de la grande ignorance des étudiants, ces messieurs voulurent remonter à la cause de cet état de choses et adressèrent un questionnaire identique d'abord au Conseil de Lausanne, puis à chacun des professeurs et régents, aux deux premiers pasteurs de Lausanne et même à tous les étudiants, au moins à ceux qui avaient fini leurs études

¹ En émancipant l'Académie de toute autorité ecclésiastique, en devançant ainsi de trois siècles la république de Genève, le gouvernement bernois n'était nullement poussé par un sentiment anticlérical ; la preuve, c'est qu'il maintint jusqu'à la fin de sa domination les deux premiers pasteurs de Lausanne dans le *cœtus*, et que les régents du Collège étaient presque toujours des ecclésiastiques. Mais l'Académie devait fournir des pasteurs à tout le pays romand et il n'était pas naturel que toute la Classe de Lausanne eût des droits sur son recrutement.

régulières. Les réponses devaient être envoyées dans le plus bref délai ; en effet, elles sont toutes datées du 21 décembre 1615. On devait s'engager par serment à parler selon sa conscience et sans acception de personne. Les professeurs et les régents répondirent pour la plupart en latin, les étudiants employèrent le français. Ces réponses sont très variées. Les uns, malgré leur serment, gardent une prudente réserve. D'autres, au contraire, se jettent sur cette occasion pour satisfaire leur rancune et dégonfler leur cœur plein d'amertume¹. Ce sont, il est vrai, des commérages ; s'ils étaient contemporains, nous ne les rapporterions pas ; il en serait de même s'ils avaient cinquante ans d'âge ; mais des commérages de trois cents ans ont perdu leur virus et peuvent nous éclairer sur les mœurs et la mentalité d'une époque.

Les questions étaient au nombre de trois :

I. Quelles sont les causes générales de l'ignorance et de la confusion qui ont envahi la *Schola Lausannensis* ?

II. Quelle est la responsabilité particulière qui incombe dans cet état de choses à chacun des fonctionnaires de l'enseignement ?

III. Jusqu'à quel point les étudiants et élèves sont-ils cause de cette décadence ?

A la première question quelques-uns répondirent par des paroles pieuses. « Le juste juge n'a pas béni nos efforts », dit l'un. « Dieu ne peut bénir ceux qui le maudissent par tant d'ennuis, noises et desbats », dit un autre. « On ne prie pas Dieu », dit un troisième.

¹ Ce dossier se trouve dans le volume intitulé *Kirchen- und Akademiegeschäfte, 1536-1636*, où la chancellerie bernoise avait rangé tout ce qui se rapportait aux affaires ecclésiastiques et académiques au seizième et au dix-septième siècle. Il se trouve actuellement aux archives cantonales vaudoises.

Quant aux causes pédagogiques, la plus généralement alléguée est la confusion et le manque de méthode dans les études. D'après les lois académiques de 1547, les étudiants auraient dû être répartis par les professeurs selon le degré de leur avancement, commençant d'abord par la philosophie et le grec, pour arriver à la théologie. Mais cette direction leur manquait le plus souvent. Chaque étudiant ne savait pas ce qu'il lui fallait étudier et, devant suivre tous les cours, la plupart ne prenaient que ceux qui leur plaisaient, ou plutôt ils n'en suivaient aucun. Il est à croire qu'ils manquaient surtout les leçons qui se donnaient à six heures du matin. On en avait vu arriver en théologie qui ne savaient pas les principes de la logique.

A cette cause beaucoup de ceux qui avaient été engagés à donner leur opinion ajoutaient la décadence des discussions que les professeurs étaient tenus d'organiser et de présider. Ils négligeaient ce devoir, comme ils en négligeaient beaucoup d'autres. Chaque semaine, il aurait dû y en avoir deux ; depuis les vendanges jusqu'à Noël, on n'en avait eu que cinq ou six.

Les examens, en outre, étaient beaucoup trop faibles. Un grand laisser-aller, pour ne pas dire une grande partialité, se manifestait dans les promotions, spécialement pour passer du Collège aux cours supérieurs, « ce qui décourage les bons esprits », disait-on. A côté de la thèse, l'examen final consistait surtout à réciter par cœur un *compendium* de théologie. C'était bien considéré comme de la contrebande, mais néanmoins quelques professeurs ne se gênaient pas pour passer à ceux de leurs étudiants qu'ils protégeaient un pont aux ânes pour venir au secours de leur ignorance.

D'ailleurs les accusations de népotisme, d'acception

de personnes, de favoritisme foisonnent dans notre dossier. « Pour le regard de l'avancement, dit Guillermin, on préfère les indignes aux capables. Cela se fait en faisant quelque honnêteté, comme ils appellent, aux professeurs, comme un souper, des chappons, quelque pièce d'or ou d'argent et autres belles choses. » Et Pierre Menème (*Menenchus*), probablement fils de vigneron, nous fait ses aveux : « Je confesse avoir donné à M. Amport un frommage et à sa femme un chapon, et un gigot de mouton à M. De Petra et que, longtemps après quoy, me donna l'imposition des mains. M'ayant dit qu'il vouloit achepter du vin rouge, luy dis que luy en vendroys, ce qu'il m'accorda facilement, dont luy en fis mesure un peu plus de demi cher (char), lequel m'a fidèlement payé. J'ay été renvoyé par trois fois.... Je confesse luy avoir fait des présents, parce qu'il m'enseignoit particulièrement, comme il est raisonnable. » Si Menème insiste sur le fait que son demi-char de vin lui a été payé, c'est que le bruit avait couru qu'il l'avait donné. *Venalia nobis omnia*¹, dit le professeur Desbergies.

Quant au népotisme, écoutons la plainte de Mercier, qui énumère mélancoliquement ceux qui étaient moins avancés que lui et qui pourtant ont été nommés avant lui comme ministres : Burnat, fils de ministre ; Gayus, qui demeurerait chez M. Jacquerod ; Buissonnier, fils de ministre ; Sordet, beau-fils de M. Jacquerod ; Parisod aîné, fils de ministre ; Roland, fils de ministre, et, comme régents : Burnat, beau-fils de M. Jacquerod, Parisod cadet, fils de ministre.

Galliet se plaint de n'avoir pas eu de prix en troisième, quoiqu'il fût le premier, tandis que le régent aidait le

¹ Tout est vénal chez nous.

fil de De Petra, professeur, et celui de Des Talens, qui était alors recteur.

On nous raconte aussi que Mottet, qui appartenait probablement à une bonne famille, avait volé et qu'il aurait été puni des verges, s'il n'avait pas été sous la discipline scolaire, mais qu'il fut puni en classe plus doucement que ceux que l'on prenait en flagrant délit de parler français, ce qui nous montre que les élèves étaient tenus de parler latin entre eux, au moins au Collège.

Christophe Trolliet, régent de neuvième, nous révèle un mal qui n'a pas tout à fait disparu. Il se plaint de ce que son collègue de huitième reçoit souvent des élèves de neuvième, sans qu'ils soient promus régulièrement, « pour, peut estre, en prevalloir, à cause de l'ambition qui règne par trop, non seulement ès disciples, ains aussi aux parents et charge ayans d'iceux. »

Ces doctes professeurs, si sensibles aux petits présents et à l'autorité des personnages importants, ne vivaient pas, comme nous le verrons tout à l'heure, dans une paix évangélique. Dans les assemblées, les discussions dégénéraient souvent en aigres altercations.

Quelques-uns, devant leur temps, déplorent que certains étudiants qui auraient voulu étudier la philosophie, c'est-à-dire les sciences, ont été contraints de se vouer à la théologie. D'autres trouvent que les pasteurs troublent la discipline en envoyant les étudiants prêcher çà et là hors de Lausanne, sans avoir été consacrés.

Le grand nombre des jours de vacances était aussi considéré comme fâcheux. Si les écoliers ne font point de progrès, dit Abraham Marguerat, c'est leur faute, « notamment pour avoir trop de congez, qu'est la cause

que n'estans tenus en bride et ayant tant de congez, ils se lissentient par trop et n'estudient du tout point. »

Ce qui n'était la faute ni des maîtres, ni des élèves, ni de l'organisation scolaire, c'était une contagion de peste qui avait sévi à Lausanne quelques années auparavant et qui avait arrêté pendant un certain temps toute la vie scolaire.

Enfin il est un point que l'un des correspondants ne craint pas de toucher, c'est la *tenuitas stipendiorum*, en d'autres termes l'exiguité des traitements, ce qui fait que les maîtres se laissent absorber par leurs affaires privées et domestiques. En effet, nous voyons que le régent de sixième n'a pas bien pu tenir la classe pendant la moitié de l'année.... « Avant les vendanges, il a réparé les tonneaux des autres, comme un ouvrier loué pour un salaire. »

Venons-en maintenant à la seconde question posée par les commissaires bernois : à la légèreté des différentes personnes attachées à l'Académie dans la doctrine et dans les mœurs.

Le *cœtus* se composait alors des deux premiers pasteurs de Lausanne, Samuel Jacqueroed et Jean Collot, et des professeurs, qui étaient au nombre de cinq, la chaire des « arts » ayant été partagée entre un professeur de philosophie et un professeur de physique et de mathématiques. C'étaient Jacques Amport, Gabriel De Petra, Nicolas Desbergeries, François Blondet et Claude Bocard, auxquels s'adjoignait le principal du Collège, Samson Genilliod. Ce dernier, qui « régentait » la première, avait sous ses ordres David Pelé, bachelier ou *hypodidasculus*, Pierre Burnat, François Rayet, Moyse Parisod,

Iserand, Jehan Jacqueros, Scapula et Christophe Trollet.

La discorde qui régnait entre ces messieurs était une des causes le plus souvent signalées comme ayant amené la décadence de l'Académie, discorde entre Jacqueros et De Petra, entre Desbergeries et le principal, entre le principal et les étudiants, entre Iserand et les autres régents. Un rapport du professeur Bocard nous met au courant de la situation. Les trois grands chefs, Jacqueros, premier pasteur de Lausanne, Ampour, recteur, et Genillod, principal du Collège, avaient formé entre eux un triumvirat qui dirigeait à son gré l'Académie, disposait des places vacantes et de l'avancement des étudiants. Ils avaient par exemple fait nommer professeur de philosophie Blondet, qui était celui dont les étudiants se plaignaient le plus. Ces trois autorités s'appuyaient les unes les autres. Mais lorsque l'orage survint, nous les voyons s'accuser mutuellement d'avoir contribué à la ruine de l'enseignement.

Le seul défaut qu'on reprochait à S. Jacqueros était de favoriser sa famille, voulant à tout prix placer ses nombreux enfants et d'une manière générale les fils de ministre, quand même ils auraient été « stupides ou lents d'esprit. » On racontait même une anecdote scandaleuse. Une de ses filles avait « eu compagnie » d'un nommé Burnat, qui était loin d'avoir terminé ses études. Quand on découvrit la chose, on expédia le coupable à Bâle d'où on le fit revenir, au bout de quelque temps, pour lui donner l'imposition des mains. On maria les deux amoureux et on mit Burnat à la tête de la troisième classe, malgré sa grande ignorance de la langue grecque, qu'il devait enseigner. Il y eut à ce propos « dispute » au château. « Je remportai la victoire, dit Bouchet. Il [Burnat] fut cependant établi en icelle [classe] quoy-

que l'ordre (car j'étois devant luy ès publiques de trois ans) et la dignité portât que j'y fusse, non pour me glorifier, mais pour monstrier que je ne suis en rien inférieur à luy, s'il fut avancé par faveur, estant beau fils de M. Jacquerod ou par présent. » On racontait aussi que le fils Jacquerod ayant dit à l'examen : *Nemo est verbum*¹ fut néanmoins pourvu d'une charge. Pour arriver à ses fins, le pasteur était volontiers intrigant, il s'appuyait sur Genilliod, qu'il défendait envers et contre tous. Ce qu'il y a de remarquable, c'est que, dans sa propre déposition, il avoue ingénument que les promotions se faisaient souvent « par le crédit et l'intercession importante des parents, proches et autres protecteurs. »

Le second pasteur, Collot, ne semble pas avoir eu beaucoup d'influence; au moins dans les élections, il « suivait sa conscience. »

Passons au corps enseignant.

Le recteur, Jacques Amport, qui se faisait appeler en latin *Ad Portum*, était Bernois. Cette qualité lui donnait une autorité toute spéciale et ses rapports, rédigés quelquefois en allemand, étaient lus à Berne avec attention. C'était du reste le savant le plus distingué de la *Schola*; personne ne se plaignait de son enseignement; on le trouvait « fort docte », il enseignait « diligemment. » Tout au plus lui reprochait-on de ne pas établir plus souvent les discussions dont l'organisation lui incombait, en sa qualité de professeur de théologie. Mais son caractère agaçait un peu les bons Vaudois. Il était ambitieux, il voulait régner sur l'Académie et pour cela il s'était fait nommer six fois de suite recteur; c'était lui l'âme du triumvirat; il cherchait à écarter ceux qui lui étaient contraires, par exemple De Petra ou ceux dont il redou-

¹ Le mot « personne » est un verbe.

tait l'influence. Du reste, il ne s'acquittait pas de ses fonctions rectorales avec beaucoup de conscience. Il négligeait de visiter les classes et se dispensait d'assister aux examens. Il ne refusait pas les cadeaux ; outre les « honnestetés » que lui avait faites Menème, il avait reçu un ducat de l'un de ses étudiants, un biscuit d'un autre. Même il ne remettait pas très régulièrement leurs trimestres aux pensionnaires de L.L. E.E.

Il avait bien le sentiment de l'animosité qui l'entourait. « Je ne dirai rien, dit-il, du caractère inné de cette nation, qui est très soupçonneux. » Si on ne l'aimait pas, c'est qu'il avait signalé des abus au gouvernement, de telle façon que tantôt on l'appelait « Cordier », tantôt, lorsqu'il demandait l'application des lois, on le considérait comme un tyran.

Gabriel De Petra (en français de la Pierre) était professeur de grec. On l'accusait de décourager ses élèves par ses railleries, d'être hautain, d'avoir une insolence féroce, d'user même de violence. Cornut se plaint d'avoir été à tout propos censuré et même d'avoir été souffleté par lui. C'étaient surtout les pauvres diables qui souffraient de cette rigueur. Pendant la peste, il a quitté la ville. Quant à son enseignement, il dictait beaucoup. *Lento gradu properat*¹. Au lieu d'expliquer les mots grecs, il racontait des histoires et montrait plus d'intérêt pour la théologie que pour les auteurs profanes qu'il devait interpréter.

Nicolas Desbergeries, qui n'a jamais essayé de traduire son nom, enseignait l'hébreu. Les étudiants se plaignaient aussi de sa rigueur, qu'ils trouvaient excessive. Ils prétendaient qu'il ne voulait que les élèves qui lui plaisaient. Il a même chassé Menème, qui n'était pas

¹ Il se hâte d'un pas lent.

fort, comme nous l'avons vu. Il était négligent dans l'organisation des disputes et surtout s'absentait souvent. Les étudiants disaient de lui qu'il était sujet à des « éclipses ». En somme, cependant, c'est la personnalité la plus sympathique du *coetus*.

C'était surtout sur le jeune Blondet, professeur de philosophie, que s'acharnait la critique de ses élèves et de ses collègues. C'était à qui dirait haro sur le baudet. « Au lieu d'éclairer l'organe d'Aristote, il l'obscurcit plutôt par ses dictats prolixes. » Il est *prolixus et effusus* ; il n'est pas *promptus et clarus*. Avec lui, il faut embrasser trop de choses en philosophie. « Les escoliers ne se plaisent guère à l'entendre. » « Je me suis quelquefois trouvé en ses leçons, dit Cornut, qui décidément est une mauvaise langue, mais autant de proffit avoyé fait, lorsque j'y allois, que quand je dormoye. » Aussi, il professait dans le vide. La lecture de sa propre déposition nous confirme dans l'opinion qu'il était un insupportable pédant. Il se sert d'un latin scolastique abominable, qu'il croit rendre plus clair en y intercalant une quantité de mots grecs. Il parle de l'*ὀργιλοτής*¹ et de la *πικροχολία*² du principal et propose de réprimer les beuveries des étudiants en les obligeant *ut ὀλέγω οἶνον ad certam mensuræ determinationem pro ratione ætatis, infirmitatum et aliarum circumstantiarum seu adiunctionum ratione uterentur*³.

Enfin à Bocard l'on n'avait à reprocher que ses tendances catholiques, ce qui était considéré comme un

¹ Irascibilité.

² Ce mot ne se trouve pas dans le dictionnaire ; il signifie évidemment « bile amère. »

³ A n'user que d'un peu de vin en déterminant une mesure fixe selon l'âge, les infirmités et les autres circonstances ; c'est-à-dire en tenant compte des accessoires. Allusion à 1 Tim. V, 23.

vice rédhibitoire pour enseigner les mathématiques et la physique.

Mais les régents du Collège étaient encore plus critiqués. Non seulement ils étaient jeunes, ce qui était moins leur faute que celle du *cœtus* qui les avait nommés, mais adonnés au vin et à l'orgueil.

L'exemple leur était donné par le principal, Samson Genilliod, l'un des trois triumvirs. Il venait souvent en classe *aliquo modo potus*¹. Il avait le vin mauvais et le moindre prétexte était bon pour lui de tomber sur les élèves à coups de poings ou de bâton.

« Moy estant sous M. le principal, nous raconte Pierre Bonnard, il en bastit fort bien un avec une pièce de bois, laquelle il trouva en l'un des coins de la classe, jusques là qu'il vint à lui dire (paroles qui ne doivent pas estre pensées d'un tel homme) : « Je t'osterai la vie ! » n'ayant commis une grande faute, seulement qu'il le vit par la classe, après qu'il fust allé visiter les classes après 4 heures, ayant fait la leçon. »

Les ratures de ce rapport semblent indiquer que le signataire avait été, cette fois-ci ou une autre, la victime de l'irascible principal. Une autre fois, il faillit être cité devant le bailli, mais on étouffa l'affaire. « Il a été cause du départ de plusieurs », assure Cornut qui a été battu par lui deux fois à tort. On le rendait aussi responsable de l'attitude peu décente des élèves au sermon, où ils lisaient des livres profanes ; et comme le professeur Bocard lui en faisait l'observation au conseil des professeurs, il l'a appelé méchant homme. Les régents placés sous ses ordres avaient souvent à se plaindre de sa « rudesse ». Il était du reste un bon maître, d'après quelques-uns de ses anciens élèves, sauf qu'il s'absentait

¹ Un peu pris de vin.

trop souvent et passait une partie de son temps à se promener dans la cour avec le régent de seconde. Quelques-uns l'accusaient (mais on n'était pas d'accord sur ce point) d'accepter des présents des élèves qui voulaient être promus aux leçons publiques. Cortey lui avait donné un biscuit et Deplaict un pain de sucre (*panem sacchari*). Au reste, dans sa propre déposition, Genilliod, comme Amport, cherche à s'excuser. Il allègue que les autres maîtres n'ont aucune déférence envers lui et que la maladie l'a retenu pendant quinze semaines dans sa maison. Il se plaint de la haine dont il est l'objet de la part de De Petra et de Desbergeries, mais il la leur rend bien.

On peut passer rapidement sur les autres régents. Rayet, Iserand, Scapula (soit Epaulaz, peut-être le fils de Jean Scapula, collaborateur d'Henri Estienne et titulaire de la chaire de grec dans le siècle précédent) étaient particulièrement adonnés au vin. En outre, au lieu d'instruire la jeunesse, les maîtres allaient volontiers se promener. Ils n'exigeaient pas la répétition des matières enseignées. Dans les trois premières classes, on donnait aux élèves des devoirs à faire sans avoir suffisamment préparé la besogne avec eux. Burnat et Jehan Jacquerod étaient manifestement au-dessous de leur tâche.

Nous en arrivons à la troisième question : jusqu'à quel point les étudiants sont-ils la cause de l'ignorance que l'on a constatée ?

Sur ce point, l'unanimité est absolue. Chacun se plaint de la négligence des élèves, de leur manque de discipline et d'assiduité aux cours, voire de leurs mauvaises mœurs.

Écoutons le Conseil de la ville de Lausanne, qui devait se faire l'écho des rapports du guet : « Les jeunes gens fréquentent ès tavernes et cabarets ; ils portent des habits somptueux » ; ils s'adonnent « à des jeux, non seulement d'exercice, comme de paume et de boule, mais aussi de cartes » ; on se plaint de leurs « ribleries avec violons et autres instruments, èsquelles ils passent des nuits entières avec dances et autres insolences publiques et secrettes » ; on signale leurs amourettes et « mariages prématurés traictés clandestinement pendant qu'ils sont soubz la verge, trois, quatre, cinq ans avant d'estre en charge. » Ils sont présomptueux, « ils se font appeler Monsieur quand ils savent à peine décliner. » Ils sont incapables de discuter, ne sachant former un syllogisme.

Les professeurs confirment absolument ce jugement. Ils ne parlent pas du temps considérable absorbé par les sociétés d'étudiants (ces institutions n'existaient pas) ou par les représentations théâtrales. C'était pourtant les escoliers de Lausanne qui dans le siècle précédent, en 1550, avaient représenté la première tragédie française, *Le Sacrifice d'Abraham*, de Théodore de Bèze ; il est encore question au XVII^e siècle de drames donnés par les étudiants ; mais il ne semble pas que cela jouât un grand rôle dans leurs préoccupations. Les professeurs de 1615 insistent essentiellement sur la négligence dans les études (*nullum discendi studium*), sur le manque d'assiduité aux cours, sur la paresse des élèves ; ils y ajoutent l'insolence à l'égard des maîtres : ils déplorent aussi les beuveries, la *bibacitas*¹, les promenades nocturnes, la passion pour la chasse. Desbergeries veut bien les excuser en rappelant le mauvais exemple que donnent les professeurs par leurs divisions et leur faiblesse.

¹ Ivrognerie.

« Les élèves, dit-il, en viennent à penser qu'ils ne commettront jamais crime tellement atroce qu'ils ne puissent expier par les moyens indiqués précédemment », c'est-à-dire par les cadeaux.

Quant aux étudiants eux-mêmes, ils se confessent avec une franchise dont il faut les louer. Ils ne cherchent nullement à nier leur mauvaise conduite. Nicolas Pagesy répond que la cause de la ruine de l'Académie, « c'est l'impiété, le peu de fréquentation ès presches et aussi ès leçons en philosophie et en hébreu, comme aussi la trop grande conversation et familiarité entre eux [entre camarades] pas pour estudier et communiquer de leurs estudes, mais à boire, à jouer ; et, cela estant, ne peuvent vacquer à leurs estudes. » Et Daniel Des Talens nous dit : « Les juremens et parjuremens si usitez entre escholiers causent non seulement un mauvais exemple au vulgaire, mais aussi les privent de la benediction de Dieu. » D'autres nous disent que leurs camarades font « composer leurs tâches, exercices et leçons par des autres de leurs compagnons. » Un seul nom est prononcé, c'est celui de Jean-Michel Bourgeois de Grandson, qui est accusé par Gaillet de chercher à dépouiller au jeu de cartes ceux de ses condisciples qu'il sait avoir de l'argent. Ils allèguent pourtant une excuse, c'est le manque de livres ; s'ils en avaient à leur disposition, les choses iraient tout autrement.

On nous demandera quelle fut la conclusion de cette enquête. Elle comportait deux réformes : un changement de personnel et une réorganisation de l'Académie. Sur ces deux points, Berne sut profiter de l'occasion pour affermir son autorité et montrer qu'elle était la maîtresse.

Le véritable triomphateur fut Amport, qui semble, du reste, avoir provoqué toute l'affaire. La plupart de ses propositions furent adoptées en haut lieu. Seulement, pour mettre fin à la tyrannie qu'il avait exercée, il dut céder ses fonctions de recteur à Desbergeries, qui fut nommé à l'unanimité de ses collègues. Le triumvirat fut dissous. Genilliod, le brutal successeur de Maturin Cordier, dut se retirer. Ce fut la seule victime du gouvernement, semble-t-il, et, pour ce qui le concerne, la justice de Berne ne fut pas trop dure cette fois-là, si nous devons ajouter foi à la moitié seulement de ce qu'on disait de lui. A sa place, on nomma comme principal Jacob Venner, dont le nom indique qu'il n'était pas Vaudois. Blondet, le professeur de philosophie dont tout le monde se plaignait, ne fut pas destitué ; mais il fut invité à continuer jusqu'à ce qu'il eût trouvé une autre position ; il fut même nommé vice-recteur. Seulement, au lieu de la philosophie, il eut à enseigner le grec à la place de De Petra, qui fut désigné comme second pasteur de Lausanne à la place de Collot.

Pour l'organisation de l'Académie, on prit pour modèle soit l'Université de Heidelberg, soit l'Académie de Leyden. Sur le conseil des prédicateurs bernois de langue allemande, les deux écoles de Berne et de Lausanne reçurent une organisation semblable. Une commission de seize personnes, dix laïques et six ecclésiastiques, examina toutes les réformes qu'exigeaient les institutions scolaires et élaborâ une nouvelle *Schulordnung*. A la tête de l'enseignement était institué un *Schulrath* supérieur ; des « visitations » devaient se faire par treize personnes pour maintenir la jeunesse dans la crainte. On espérait ainsi supprimer la simonie et la tyrannie qui avaient provoqué des plaintes, maintenir

les ordonnances, rendre les désobéissants obéissants, les paresseux zélés. Tout un règlement fut établi pour remédier aux abus qui avaient été signalés et spécialement pour que la consécration ne fût accordée qu'à ceux qui en étaient dignes. Le temps des scholarques bernois commençait. Il devait durer tout le dix-septième siècle.

Le *cœtus lausannensis* était donc dépouillé de l'autorité suprême qu'il avait exercée dans la seconde moitié du seizième siècle. La nouvelle organisation ne fut pas du goût de tout le monde. Ainsi Jacquerod et De Petra, les deux premiers pasteurs de Lausanne, y virent une séparation « du ministère d'avec les académiques » et, pour protester d'être « forclos du regime de l'eschole », refusèrent en 1618 d'assister aux examens de consécration. Le 12 août de cette année comparurent devant le Conseil de Berne MM. Amport et Desbergeries, délégués par leurs collègues pour exposer leurs plaintes sur la nouvelle organisation. On renvoya l'affaire à une commission composée de six conseillers et de quatre membres de la bourgeoisie, et le gouvernement maintint ses décisions.

Les choses allèrent-elles mieux sous le nouveau régime ? Il est difficile de le dire. On constata des progrès dans la première « visitation. » Mais le gouvernement dut multiplier les enquêtes et les rigueurs, jusqu'à ce que l'ordre fût rétabli. Cependant, jamais sous le régime bernois l'Académie ne reprit l'éclat qu'elle avait eu à ses débuts. LL. EE. n'avaient pas d'autre ambition que d'en faire une pépinière de ministres ; elles y réussirent assez bien.

A Dieu ne plaise que je veuille faire aucun rapprochement entre les professeurs et étudiants de 1615 et ceux

d'aujourd'hui. Les programmes ont pris une amplitude à laquelle nos ancêtres n'auraient point songé ; les circonstances sont transformées du tout au tout. Cependant il serait curieux de savoir quelles réponses seraient faites de nos jours à un questionnaire tel que celui que proposèrent les commissaires bernois. Il est probable que le résultat serait assez analogue, avec moins de rudesse dans les jugements. Les étudiants déclareraient que certains cours sont assommants et qu'à les suivre on trouve autant de profit que si l'on dormait. Peut-être même se plaindraient-ils, au moins ceux qui ont échoué dans leurs examens, de la partialité des examinateurs. Et quant aux professeurs, dans leurs appréciations sur les élèves, ils s'appliqueraient à trouver en français des équivalents des termes *ignavia*, *mollities*, *negligentia*, *deambulationes nocturnæ* et même *ebriositas*, dont leurs prédécesseurs étaient si prodigues. Il n'y a rien de nouveau sous le soleil.

J. LE COULTRE.



SONNETS

Marc-Aurèle.

Pensées, I, 17 fin.

Avec un cœur déçu, son âme souriante
Savait montrer à ceux qu'irrite leur destin
Le fruit d'un bonheur pâle et cueilli sur la pente
Où tout homme accomplit son labeur incertain.

Sans un espoir factice et sans plainte exigeante,
Il voyait se lever chaque nouveau matin,
Et ne maudissait pas la morne Indifférente,
La nature ironique où le cœur s'est éteint.

Au rivage lointain dont les arbres frissonnent,
L'empereur se repose et se délecte encor
Au passage éternel du fleuve qui résonne,

Fort comme un chant de guerre et lourd comme un remords.
...Et c'est la vie, au cours boueux et monotone,
Roulant des rameaux verts avec des arbres morts.

Odysseus.

Sur l'île aux rochers fiers, parmi la mer tranquille,
Mon âme est demeurée à l'ombre du palais,
Comme une Pénélope aux yeux tristes, qui file,
Dans l'isolement lourd et dans l'oubli complet.

Mes espoirs se mourant sous la voile immobile,
De la rive inconnue où le dieu m'exilait
J'ai suivi du regard en évoquant mon île
Le vol des oiseaux blancs, là-bas, qui s'en allaient....

L'heure est enfin venue, et le vaisseau me porte
Au seuil des jours passés, au seuil d'or du printemps.
Où, triste mendiant, j'attendis à la porte.

Puis, sur les corps tombés de tous ses prétendants,
Je vis venir à moi celle qui n'est pas morte,
Mon âme d'autrefois, mon âme de quinze ans.

La clepsydre.

La clepsydre a laissé couler son sable fin
Dans le vase fermé de l'ampoule de verre ;
La poussière de vie est immobile enfin
Dans son chaos, dans sa pâleur, dans sa misère.

Et l'on dirait soudain que les temps révolus
Descendent sur l'abîme où le passé se noie ;
En me penchant sur lui, je ne reconnais plus
Ce qui fut la douleur et ce qui fut la joie.

C'est un amas informe, un monde inhabité.
Notre âme, en s'y plongeant avec avidité,
S'amalgame au flot mort qui gronde et qui caresse....

Ainsi nos jours lassés s'endorment au désert
Et le vent de l'oubli qui les a recouverts
A mêlé leurs bonheurs et fondu leurs tristesses.

CHARLY CLERC.



LA PROFANATION

DES CHEFS-D'ŒUVRE

A propos d'une traduction du *Freischütz*.

Parlant des avatars qu'avait subis le *Fidelio* de Beethoven¹, j'ai eu occasion de rappeler que d'autres opéras avaient été soumis à un traitement analogue et que, en particulier, Berlioz avait infligé au *Freischütz* des récitatifs qui ont dénaturé cette partition, et qui ont, en outre, le tort d'être, au jugement de Wagner, incommensurablement ennuyeux. Précisément, une nouvelle traduction de l'œuvre célèbre de Carl-Marie von Weber vient d'être écrite pour le théâtre des Champs-Élysées par M. Georges Servièrès. En la publiant, celui-ci l'a fait précéder d'un historique intéressant et de réflexions discutables². Je me propose de résumer l'historique et de discuter les réflexions.

I

Après avoir été, pendant trois ans, chef d'orchestre à l'Opéra de Prague, Weber remplissait les mêmes fonc-

Bibliothèque universelle de mai 1913.

² *Freischütz*, chez Fischbacher (Paris).

tions à Dresde, lorsque le surintendant de la musique du roi de Prusse lui offrit la place de *Kapellmeister* à la chapelle royale de Berlin. Il la refusa, à cause de la cherté de la vie dans la capitale prussienne. Mais la cour tenait à lui, semble-t-il ; aussi lui fit-elle la commande d'un opéra pour l'inauguration du Schauspielhaus qu'on édifiait pour remplacer le théâtre brûlé le 31 juillet 1817.

Jusqu'alors Weber n'avait pas été heureux dans le choix de ses livrets. Il cherchait un poème qui, répondant à ses vues esthétiques, lui permît de réaliser, au moins partiellement, la fusion qu'il rêvait (avant Wagner) entre l'action, la mimique, la peinture et la musique. Il aimait le surnaturel. Pendant son séjour à Breslau, il avait entrepris un opéra, *Rübezahl*, sur une légende des monts des Géants, éminemment populaire en Silésie. Toujours avant Wagner, la fable de Tannhäuser l'avait tenté, et il avait songé à la porter à la scène. Ayant étudié l'*Ondine* d'Hoffmann, représentée à Berlin en 1816, il louait l'auteur de l'unité de son inspiration, de sa sincérité, du caractère qu'il avait su donner à ses personnages, en les dessinant distinctement, en même temps qu'il les enveloppait « de cette vie fantastique dont les douces excitations à la terreur sont le propre du légendaire. »

On comprend dès lors sans peine que le sujet du *Frei-schütz* lui ait plu. Ce sujet, tiré du *Gespensterbuch* (Livre des fantômes) d'Apel et Laun, avait déjà inspiré à Hoffmann un de ses « contes nocturnes », *Le spectre fiancé*. Il contenait de la poésie intime et du surnaturel, formant un mélange tout à fait romantique. Et il s'y ajoutait du sentiment religieux. Or, Weber était un catholique très convaincu.

Max, amoureux d'Agathe, fille du garde-chasse Kuno, ne sera agréé que s'il est victorieux au tir d'épreuve (*Probeschuss*). Malheureusement, le diable Samiel a jeté un sort sur lui, et tous ses essais échouent, malgré son habileté éprouvée. Il est alors amené à conclure un pacte avec Samiel. Il se rend à la Gorge au Loup, où, au milieu de la tempête déchaînée, sont fondues sept balles magiques, dont les six premières atteindront le but qu'il veut frapper, mais dont la septième appartiendra au diable et ira là où celui-ci voudra qu'elle aille.

Naturellement, Max obtient au tir des résultats merveilleux, et le mariage est décidé. On va le célébrer, lorsque, voulant donner une nouvelle preuve de son adresse, il ajuste une colombe perchée sur un rameau. Hélas ! la balle qu'il lance est la septième, celle que Samiel s'est réservée : elle manque la colombe et va frapper Agathe, qui se trouvait derrière.

Heureusement, celle-ci n'ayant pas reçu à temps sa couronne de mariée (ce n'est pas d'aujourd'hui que les modistes et les couturières arrivent en retard pour la livraison des commandes !) a eu l'idée de mettre sur sa tête des roses blanches que lui a données un saint ermite. Elles sont bénies, et elles sauvent Agathe, qui en est quitte pour un évanouissement... et pour un an d'attente. Le mariage est ajourné, en effet, pour punir l'amoureux qui a osé entrer en affaires avec le Malin. Et le rideau tombe sur une hymne d'actions de grâces :

TOUS, en chœur.

Oui, que nos regards vers le Ciel se dirigent !
En Dieu, notre Guide éternel, ayons foi !
Celui dont la vie et le cœur sont sans crime
Se fie à la bonté de son Père divin.

Un tel sujet devait convenir à l'âme de Weber. Il y trouvait à exprimer ce qu'il y avait en lui de tendresse et de piété, d'enjouement et de lyrisme, de grâce et de puissance. Le caractère intime et grandiose de cet épisode, avec ce qu'il comporte d'aimablement agreste et de sauvage, de souriant et de grave, d'infernal et de religieux, se prêtait à merveille au talent du compositeur. Il sut en tirer un chef-d'œuvre.

La pièce (elle était du genre opéra comique, c'est-à-dire que le chant y alternait avec un dialogue parlé) fut représentée avec succès le 18 juin 1821¹, et elle fut jouée cinquante fois en dix-huit mois, fait très rare sur les scènes allemandes, dont le répertoire devait être constamment renouvelé.

Comme pour le *Fidelio* de Beethoven, le titre a été longtemps incertain. On hésita entre *La fiancée du chasseur* et *Le tir d'épreuve*, pour adopter finalement *Der Freischütz*, qui signifie littéralement le tireur franc, le tireur à balles « franches », — c'est ainsi qu'on traduit, bien qu'il ne soit pas très facile de comprendre qu'on appelle « francs » ou « libres » des projectiles ensorcelés et dirigés par le diable. On comprend mieux que les adaptateurs français aient songé à intituler leurs arrangements soit *Le franc chasseur*, soit *Le*

¹ M. G. Servières me permettra-t-il de lui signaler la légère erreur qu'il a commise en disant que, au nombre des spectateurs de cette première, il y avait « sir Julius Benedict, le compositeur anglais ? » Né en 1804, à Stuttgart, berceau de ma famille maternelle, mon grand-oncle Julius eût été, à quinze ans, un compositeur bien précoce. A la vérité, il annonçait déjà des dispositions musicales et il prenait des leçons de Weber, dont il devint un des élèves de prédilection. Mais ce n'est que plus tard qu'il alla s'établir en Angleterre où il se fit apprécier comme compositeur, et plus encore peut-être comme chef d'orchestre. Et finalement il fut anobli par la reine Victoria. Mais il ne l'était pas en 1821.

chasseur noir. Mais ce qu'on ne comprend pas du tout, c'est qu'on se soit arrêté à *Robin des Bois*. Et cette débaptisation mérite qu'on en explique l'origine.

L'œuvre avait si bien réussi en Allemagne qu'on ne tarda pas à la jouer à l'étranger : en Danemark, en Russie, en Autriche, en Angleterre. Habeneck, directeur de l'Opéra de Paris, voulut la monter en 1823 ; mais Weber, en répondant qu'il lui enverrait volontiers la partition, ajouta qu'il doutait que le sujet pût jamais être goûté en France ; aussi proposait-il de mettre en musique un livret français, pourvu qu'il ne heurtât pas trop ses idées. Il terminait sa lettre en proposant *Eurynthe*.

A la même époque, un jeune vaudevilliste débutant, Thomas Sauvage, eut l'idée de traduire la pièce. Mais il pensa fort judicieusement que, n'étant pas connu, il devait s'aboucher avec ce qu'on appelle à Paris « un homme de théâtre », c'est-à-dire un ravaudeur breveté des conceptions dramatiques d'autrui, un professionnel du « tripatouillage. » Un certain Castil-Blaze avait la spécialité de ces sortes d'opérations ; Sauvage s'adressa à lui, espérant avoir ainsi la chance de faire accepter sa version par un directeur. Celui de l'Odéon monta la pièce, laquelle fut annoncée sous ce titre : *Le chasseur noir*.

On allait la jouer, lorsque, certain matin, Castil-Blaze accourt, tout bouleversé et éperdu, chez son collaborateur, de qui je résume le récit.

— Je suis ruiné, s'écrie Castil-Blaze, on édite une traduction du *Freischütz* !

— Qu'importe ? La nôtre s'appelle *Le chasseur noir*.

— Mais on prend notre titre ! Je suis ruiné, vous dis-je.

En effet, la partition était déjà gravée, et c'était l'adaptateur qui en avait fait les frais. Il n'était pas homme à perdre la somme considérable que ce travail lui avait coûté. Il fallait se tirer de là. On va conférer avec le directeur de l'Odéon, et on se met à chercher un autre titre. Un des interlocuteurs propose *Samiel*.

— Mais le concurrent peut le prendre, lui répond-on.

— Le *Franç archer* ?

— Cela n'annonce pas la couleur fantastique.

— Il faudrait un personnage légendaire, populaire comme le *Robin Hood* des Anglais, *Robin des Bois*, insinue timidement Sauvage.

— Bravo ! Ça me va ! s'écrie le directeur.

— Mais Robin des Bois est Anglais. Or, l'action se passe en Allemagne.

— N'importe ! changez les autres noms.

— Mais la valse ?

— Mettez une gigue.

Castil-Blaze acquiesce, et le lendemain on affiche *Robin des Bois*. L'action est transportée dans le Yorkshire, au temps de Charles I^{er}. Agathe Kuno est devenue Annette Reynold. Max s'appelle maintenant Dick. Les sept balles enchantées sont réduites à trois : la première est en or ; la seconde, en argent ; la troisième, de plomb. Celle-là, Robin des Bois la fait aller où il veut. (Notons, en passant que les balles avaient été remplacées à Vienne par des flèches enchantées, parce que l'empereur d'Autriche n'aimait pas entendre des coups de feu sur la scène !) Le rôle de l'ermite avait été supprimé. Et tout le reste à l'avenant.

La musique n'avait pas subi moins d'altérations que le livret. On avait fait chanter par Pierre la romance destinée à Paul. On avait coupé des morceaux ; on en avait ajouté d'autres. L'acte de confiance en Dieu qui terminait la pièce s'était transformé en un banal sou-
hait :

Près d'un époux et d'un tendre père,
Tu vas enfin retrouver le bonheur.

La première représentation fut un four noir. Le rideau s'était pourtant levé devant une salle comble et recueillie, la réputation de l'opéra allemand ayant attiré une foule de gens du monde et d'artistes. « Je ne pus procurer à Talma qu'un tabouret à l'orchestre, raconte Sauvage, et M^{lle} Mars eut une loge d'angle à deux places. » Malheureusement, rien ne marcha. Outre que le ténor était complètement enrôlé, comme on n'avait jamais répété avec les décors, aucun effet n'avait été réglé. Robin des Bois ajuste une colombe. Il fait feu. Et voici qu'un lourd paquet tombe des frises sur le plancher de la scène.

« Il présente l'aspect d'un dindon. Le public est profondément étonné quand il croit comprendre que le coup dirigé vers la colombe placée au bout du mât a fait tomber cette masse. »

Le machiniste s'est trompé : il a « envoyé » le vautour qui était destiné à un acte suivant. Le directeur furieux veut tuer le maladroit. On le calme. Il explique que, la prochaine fois, ce sera le vautour qu'il faudra « envoyer », mais qu'un oiseau blessé ne s'abat pas sur le sol comme un morceau de plomb, qu'il plane encore et se soutient un peu sur ses ailes affaiblies.

Croyant bien faire, le machiniste attache le volatile à une corde qui, le moment venu, « lui procure un mouve-

ment de va-et-vient, de droite à gauche, au moyen duquel il traverse plusieurs fois le théâtre, tandis que l'acteur court après lui pour lui arracher ses plumes. Fou rire général au milieu duquel l'acte s'achève. »

D'autres incidents du même genre provoquent la catastrophe. On décide alors de suspendre les représentations. On engage un nouveau ténor. On répète de nouveau, en réglant soigneusement la mise en scène, et, dix jours plus tard, on obtient un succès triomphal. La pièce fut jouée 142 fois dans une année et eut 327 représentations à l'Odéon. La vogue qu'elle obtint fit naître la mode des robes rayées noir et rouge « à la *Robin des Bois*. » Le chœur des chasseurs devint l'obsession de la rue. Castil-Blaze l'arrangea pour orphéon, sous ce titre : *L'armée française !* On le transforma même en un cantique qui se chantait à l'église sur ces paroles :

Chrétien diligent,
Devance l'aurore.
Au Sauveur encore
Adresse ton chant.
Ave, Maria,
Gratia plena,
La, la, la, la, la !

On s'explique aisément que l'Opéra ait eu la pensée d'introduire dans son répertoire une œuvre qui avait aussi bien réussi. Mais alors, comme on ne parle pas sur la scène de ce théâtre, il fallut mettre le dialogue en musique, et c'est à Berlioz que fut confié le soin d'écrire les récitatifs nécessaires. Il s'en acquitta avec piété, respectueusement, mais sans grand succès. Nul n'était plus apte que lui à se charger de ce travail, à l'accom-

plir avec discrétion et convenance, à s'inspirer de la pensée de l'auteur, à conserver son style. Il sut résister aux sollicitations du corps de ballet qui lui demandait des airs de danse, mais il ne put empêcher qu'on introduisît un « divertissement » dans le troisième acte, divertissement composé avec des airs tirés d'*Obéron* et de *Préciosa*, auxquels fut adjointe l'*Invitation à la valse* instrumentée pour la circonstance. Il ne put empêcher non plus que, par la suite, on augmentât encore la part faite à la danse au détriment de la musique. On mutila peu à peu l'œuvre originale, et il raconte dans ses *Mémoires* qu'on « en vint à retrancher une partie du *finale* du troisième acte ; on osa supprimer enfin dans ce même troisième acte tout le premier tableau, où se trouvent la sublime prière d'Agathe et la scène des jeunes filles et l'air si romantique d'Annette avec alto solo. »

Ces amputations provoquèrent l'indignation d'un étranger de passage à Paris, un mélomane, le comte Thadée Tyckiewicz. Il fut tellement outré de voir défiguré le chef-d'œuvre qu'il avait entendu, qu'il intenta un procès à Nestor Roqueplan, directeur de l'Opéra. Son avocat, dans une très incisive plaidoirie, prouva que, sur 1210 mesures, 849 étaient supprimées. Les deux tiers de l'opéra original avaient été sacrifiés !

Le demandeur fut débouté par le tribunal, mais le jugement reconnut que les mutilations exécutées étaient « regrettables », et la presse d'outre-Rhin s'empara de cet aveu pour crier à la profanation.

Combien elle aurait pu le dire plus justement après la reprise de 1876, dans le nouvel édifice construit par Garnier ! Ce gigantesque monument pouvait convenir aux ouvrages de Meyerbeer et d'Halévy, prétexte à cortèges,

figurations, défilés de cavalerie ; mais les œuvres de demi-caractère, comme *Fidelio*, comme le *Freischütz*, y étaient dépaysées. Ainsi que le dit à ce moment Camille Saint-Saëns, « sur une vaste scène, dans une salle immense, l'œuvre s'amoindrit, comme un tableau de genre placé trop haut à l'exposition de peinture. »

« Jamais la disproportion entre le caractère de l'œuvre et le caractère du théâtre n'a paru si frappante. La salle de l'Opéra, de par ses dimensions, est rebelle à l'émotion intime.... Ce solennel amphithéâtre, dans sa majesté un peu lourde, effaroucha la muse sauvage et quelque peu naïve de Carl-Marie.

» C'est à peine si le *finale* du second acte... a produit son effet ; c'est à peine si le chœur des chasseurs et l'ensemble final ont porté sur les nerfs du public. Tout le reste a disparu, comme noyé dans une exécution où les moyens semblaient insuffisants pour le but à atteindre. »

Ce n'est pas que les interprètes n'y eussent mis du leur. Ils n'en avaient mis que trop, hélas ! C'étaient des points d'orgue de leur cru, des *gruppetti* parasites, des vocalises postiches, des enjolivements, des fioritures, des « cocottes. » On érigeait alors en droit, presque en devoir, de faire ainsi la « toilette » de l'œuvre, et de la maquiller.

II

C'est à l'examen de cette question que nous convie M. Servières, en s'élevant contre le crime de lèse-majesté commis à l'égard du génie :

« Personne, à mon avis, n'a le droit de transformer arbitrairement la proportion et la contexture d'une œuvre artistique et surtout d'une œuvre conçue pour le théâtre, d'en détruire l'équilibre par l'amalgame d'éléments qui émanent d'une personnalité distincte, si grande soit-elle. Berlioz n'avait donc pas

le droit de mettre en récitatifs le dialogue de Kind, pas plus que Gevaërt et Bourgault-Ducoudray n'avaient celui d'introduire des récits composés par eux dans *Fidelio* de Beethoven et *Joseph* de Méhul. »

A l'appui de cette thèse, l'éminent musicographe invoque l'opinion exprimée dans la *Gazette musicale* par Schlesinger avant que le crime fût perpétré, alors que le bruit courait simplement qu'on y songeait :

« La partition du *Freischütz* est un tout complet, coordonné dans toutes ses parties sous le double rapport de la pensée et de la forme ; y ajouter, en retrancher quelque chose, si peu que ce puisse être, n'est-ce pas en quelque sorte dénaturer, mutiler l'œuvre du maître ? S'agit-il ici d'appropriier aux besoins de l'époque une partition qui remonte à l'enfance de l'art, de refaire un ouvrage que l'auteur n'aurait pu développer suffisamment, faute de connaître les moyens techniques dont nous disposons aujourd'hui ? Tout le monde sait qu'il ne peut être question de tout cela, et M. Berlioz repousserait avec une juste indignation toute proposition de cette nature. Non : il s'agit de mettre une œuvre originale, complète, en harmonie avec des exigences extérieures qui lui sont étrangères.

» Croyez-vous que les récitatifs et les ballets que vous ajouterez après coup n'altéreront en rien la physionomie de l'œuvre de Weber ? Croyez-vous que, en substituant à un dialogue naïf, rempli parfois d'une gaité spirituelle, un récitatif qui, dans la bouche des chanteurs, devient toujours un peu traînant, vous n'effacerez pas ce caractère de gaité franche et joyeuse que respirent les scènes entre les bons paysans de la Bohême ? Les causeries des deux jeunes filles dans la maison du forestier ne perdront-elles pas nécessairement de leur fraîcheur, de leur vérité ?

» Au reste, ces récitatifs, si heureusement inventés qu'ils puissent être, avec quelque art qu'on les mette en harmonie avec le ton général de l'ouvrage, n'en dérangeront pas moins

la symétrie. Il est évident que le compositeur allemand a constamment eu égard au dialogue : les morceaux de chant ont peu d'étendue ; ils seront constamment écrasés par les énormes récitatifs qu'il faudra ajouter et qui en affaibliront le sens et, par conséquent, l'effet. »

Remarquons qu'il n'y a ici aucune intransigeance. Le critique admet fort bien qu'il y a des cas où des retouches peuvent être tolérées, où même elles sont désirables, voire nécessaires. La question qu'il pose porte sur l'opportunité de remanier le *Freischütz* pour l'accommoder au goût du jour, aux exigences du public ou aux circonstances locales. Mais on a vu des théoriciens plus outranciers réclamer tout ou rien, et protester contre l'idée même de porter la main sur la pensée d'autrui pour en modifier la forme.

Certains se refusent à laisser jouer au piano une partition écrite pour l'orchestre ou même des morceaux destinés à des instruments. Il en est qui proscrivent l'exécution au concert de fragments d'opéras destinés à la scène, c'est-à-dire faits pour être chantés, dans un décor approprié, par des personnages costumés.

J'estime qu'il y a là quelque exagération. La piété ne doit pas tourner au fanatisme. Il ne faut pas être exclusif, — en art tout au moins. Il est, même avec les chefs-d'œuvre, des accommodements. Au fond, tout le monde en convient. Personne ne songe à imposer la connaissance des langues étrangères nécessaires pour comprendre les littératures exotiques. On admet qu'on lise des traductions, encore qu'on se rende compte de ce qu'elles ont d'insuffisant et de traître. Tantôt la pensée de l'auteur n'est pas rendue avec toute sa force et ses nuances, tantôt c'est la grâce du style qui disparaît ou son caractère personnel, sa sobriété ou son imprévu.

Pour admirer les monuments, les sites, les tableaux, les statues, il faudrait courir le monde. On est bien obligé de se contenter de reproductions par la gravure ou la photographie, voire par des chromos, malgré ce qu'il y a de peu esthétique, le plus souvent, dans ces images, malgré tout ce qu'elles peuvent perdre à être extraites de leur ambiance. D'ailleurs, le même musée contient des toiles de Hollandais et de Vénitiens ; or, les premières sont faites pour être vues sous un ciel gris ; les autres réclament l'azur et le soleil.

Parlerai-je du théâtre qui est déjà, en soi, une altération de la réalité, une déformation de la nature et de la vie ? Le dramaturge commet une impiété, disent certains raffinés, en arrangeant les événements à son gré. Il est vrai que de plus raffinés trouvent que, précisément, il fait œuvre d'art en ne s'astreignant pas à exécuter servilement une copie, mais à « mettre du sien » dans la sélection qu'il fait des pensées et des propos, des épisodes et des personnages. Toujours est-il que, sa pièce, il y a des acteurs qui la jouent ou, comme on dit avec raison, qui l'interprètent.

Cette expression indique suffisamment que, là aussi, il y a une part de collaboration entre l'auteur et le comédien ou le tragédien. Celui-ci doit s'inspirer de la pensée de celui-là pour la mettre en valeur, dans la mesure que ses moyens permettent, sous la forme que comportent leurs aptitudes physiques ou le genre de leur talent. Pour ma part, j'avoue que j'aime mieux lire les chefs-d'œuvre dramatiques que les voir au théâtre, parce que la représentation les diminue toujours quelque peu et ne répond pas à l'idéal que j'ai rêvé, à la sublimité que j'ai prêtée au texte. Le génie des artistes qui incarne les personnages a pourtant le mérite d'en

montrer des aspects qu'on n'avait sans doute pas envisagés à la lecture. Certaines intonations, certains gestes, excitent dans l'esprit du spectateur des idées que la réflexion ne lui avait pas inspirées, en même temps que s'éveillent dans son âme des sentiments dont il n'avait pas conscience. Mais qui sait si le dramaturge lui-même avait ces idées, s'il éprouvait ces sentiments, et si ce n'est pas l'interprète qui a ajouté, de son cru?

Sans sortir du même domaine, on peut se demander si c'est trahir un Racine ou un Corneille que de rajeunir leur mise en scène ou que de la vieillir, au contraire, en habillant à la grecque ou à la romaine les princesses qu'ils voyaient, eux, en robes à paniers, en vertugadins, et avec des perruques à frimas. Est-ce manquer de respect à leur égard et commettre un sacrilège que de renoncer au ronron tragique qui probablement leur plaisait et plaisait au public de leur temps? Eux-mêmes, peut-être, eussent été incapables de jouer les rôles qu'ils ont écrits, d'ailleurs, et ils étaient tout les premiers à reconnaître la nécessité de les confier à des professionnels de la scène.

Pour en revenir à la musique, il n'y a aucune impiété à jouer sur le piano des morceaux écrits pour le clavecin et à profiter de ce que les instruments actuels comportent des nuances que ne comportaient pas les anciens. L'exécutant n'a qu'à se demander quelles ressources Bach aurait tiré d'un Erard ou d'un Pleyel, s'il en eût possédé un, et il est alors mieux placé pour mettre en valeur une fugue ou un prélude.

Anomalie étrange. Les mêmes gens crient au sacrilège lorsqu'on ne se conforme pas scrupuleusement aux indications d'un texte et réprouvent les architectes qui restaurent un monument effrité. La reconstruction par

Viollet-le-Duc de la Cité de Carcassonne ou des murailles d'Aigues-Mortes, sa restitution du château de Pierrefonds ont indigné nombre de délicats qui jugent les ruines plus pittoresques que les édifices neufs ou intacts. Qu'est-ce pourtant qu'une ruine, sinon la déformation de l'œuvre primitive ? Cette déformation est-elle plus respectable parce qu'elle a été accomplie par le hasard des événements plutôt que de l'avoir été de dessein prémédité par la main des hommes ? Pareillement, on a vu des connaisseurs reprocher à M. Vincent d'Indy son orchestration des opéras de Monteverde. Le maître a répondu que, au XVII^e siècle, les compositeurs écrivaient simplement le chant et la basse chiffrée, laissant aux copistes le soin d'établir la partie de chaque instrument, et qu'il lui semblait qu'il pouvait s'arroger le même droit.

Les délicats sont malheureux :

Rien ne saurait les satisfaire.

L'excès de scrupule où certaines gens se complaisent, sous prétexte d'art, me semble dénoter quelque égoïsme et quelque hauteur. Exclure la masse de certaines jouissances (*Odi profanum vulgus et arceo !...*), en en réservant le luxe à une élite d'initiés, c'est un peu trop aristocratique pour le temps où nous vivons. Notre devoir est de faire l'éducation de nos semblables, de ne pas monopoliser à notre seul profit la connaissance du beau et la fréquentation des grands esprits, de faire participer le peuple aux nobles enthousiasmes et aux saines émotions, de l'élever aux plus hautes conceptions, dussions-nous l'y amener par des sacrifices et des concessions.

Que de fois n'ai-je pas vu des artistes remarquablement doués d'un sens exquis de la musique et qui, priés de se faire entendre dans une soirée, versaient sur leurs

auditeurs ahuris des flots de fugues où leur science se complaisait et dont leur culture leur permettait de goûter la saveur, mais qui dépassaient la portée des compréhensions moyennes !

Ces privilégiés auraient cru déroger et se manquer à eux-mêmes, si je puis ainsi parler, en condescendant à satisfaire ces compréhensions moyennes, encore que l'interprétation intelligente et artistique d'un morceau connu puisse contribuer à révéler une âme supérieure et, par conséquent, faire pénétrer plus avant dans le sens artistique. Le goût a une vertu communicative. L'oreille se forme, à n'entendre rien qui ne soit beau. L'exécution d'une valse ressassée ou d'une romance banale suffit pour qu'on discerne si on a affaire à un simple virtuose, en possession d'un véritable talent professionnel, mais sans vibration, ou si on a affaire, au contraire, à quelqu'un qui a « du tempérament ». La justesse et la sobriété des nuances, la qualité du son, la netteté du rythme ou ses hésitations, permettent de différencier l'un de l'autre. Et c'est rendre un véritable service au public ignorant, mais non insensible à la musique, que de lui jouer des airs qu'il connaît et qu'il aime, mais en y mettant un accent personnel qui en modifie le caractère et en fasse mieux comprendre la signification.

Mieux vaut, je crois, une reproduction imparfaite que pas de reproduction du tout. Sans doute, le travestissement de Shakespeare par Ducis ne permettait pas de soupçonner les qualités par quoi l'œuvre du dramaturge anglais s'impose à notre admiration. Mais il a acheminé les Français à les goûter. N'eût-il fait que donner la curiosité de cette œuvre, que provoquer les polémiques, que susciter des traductions plus voisines du texte original, qu'encourager les hardiesses, c'en serait assez pour

qu'on louât le bon poète d'avoir entrepris la tâche, y eût-il même mis trop de timidité. On raille les éditions expurgées *ad usum... juventutis* : du moins, peut-on mettre entre les mains de la jeunesse les livres ainsi mutilés et qu'elle serait condamnée à ne pas connaître ou desquels elle risquerait de recevoir de mauvaises leçons, si elle les lisait sans qu'on eût pris, au préalable, cette précaution tutélaire.

Si j'applique à *Freischütz* ou à *Fidelio* les réflexions un peu discursives que vient de m'inspirer la thèse intransigeante de M. Georges Servières, de Schlesinger et de tant d'autres, j'avoue que je me sens l'âme pleine d'indulgence pour Berlioz. J'en aurais même pour Castil-Blaze s'il n'avait pas été surtout guidé dans ses « tripatouillages » par des considérations mercantiles.

Je leur trouve, en tout cas, des circonstances atténuantes. Les vrais coupables, c'est leur temps, c'est leur génération, c'est l'ambiance des préjugés qu'ils cherchaient à dissiper en apportant des manières nouvelles de sentir. Le poète arabe parle de l'exquis parfum qu'exhale le jasmin du désert, et dont seuls les chameaux profitent. N'est-ce pas une bonne action que d'en procurer à d'autres la jouissance, même affaiblie ?

Si, comme on l'a prétendu, — cette affirmation, d'ailleurs, est controuvée, — le succès du *Freischütz* en France tient surtout à ce que cet opéra a été intitulé *Robin des Bois*, nous n'avons pas à regretter qu'il ait été débaptisé. Il n'en a retrouvé que plus tôt et que mieux son véritable état civil. On introduit parfois chez soi sous un faux nom et masqués des gens qu'on ne recevrait pas si on savait qui ils sont, et, par la suite, on se loue de les avoir reçus.

Loin donc de jeter l'anathème sur la tête d'un Ber-

lioz, nous devons nous dire que, s'il a entrepris, respectueux comme il l'était du génie musical, de le mettre à la portée de ses contemporains, nous n'avons pas à l'en blâmer, si répréhensible que semble le moyen dont il s'est servi.

Il est à remarquer que Weingartner — et, en cela, je ne puis m'empêcher de penser comme lui — l'a blâmé non d'avoir montré de la réserve, mais d'en avoir montré trop. Reproche piquant et paradoxal, sans doute, si on le rapproche de celui, tout contraire, que lui adresse M. Georges Servières. D'après celui-ci, l'« arrangeur » a pris trop de liberté avec le texte original. D'après celui-là, il s'y est trop docilement asservi. Qui croire ?

Tous les deux, peut-être. Car, au fond, il n'est pas impossible qu'ils soient près de s'entendre. La question est de savoir comment on doit traduire ou transcrire. S'agit-il de faire passer la pensée de l'auteur d'une langue dans une autre ? S'agit-il de donner au Français une version qui laisse en lui l'impression qu'éprouve un Allemand en lisant telle page de Goethe ou de Luther ? Est-ce simplement le sens qu'il faut mettre en lumière, ou ce sens doit-il être entouré de tout ce qui lui donne son éclat, sa couleur, sa sonorité : magie du verbe, harmonie des mots, tour de la phrase, pureté du style ?

L'art du peintre ne consiste pas seulement dans l'exacte reproduction de la forme des objets : il y a à rendre aussi l'atmosphère qui baigne ceux-ci, l'impalpable qui flotte autour d'eux, l'invisible au travers duquel on les voit.

L'idée exprimée par un auteur peut être présentée avec brutalité ou câlinerie, avec élégance ou sécheresse, poétiquement ou commercialement. C'est la trahir que de lui enlever sa parure ou dissimuler sa nudité. Comme

on l'a dit, un poulet plumé, ce n'est que de la volaille, tandis qu'un poulet empaillé, c'est encore un oiseau. Laissons à l'œuvre son plumage. Ne nous bornons pas à faire connaître l'exacte signification des mots. Tâchons de repenser ce qu'a pensé l'auteur, et, pénétrés de l'esprit qui l'animait, conscients du caractère propre de son « faire », de son « écriture », tâchons de nous en inspirer pour faire quelque chose d'analogue, quoique différent. En d'autres termes, faisons presque de l'infidélité une règle.

Mais que ce soit une infidélité voulue et systématique, destinée à servir la cause de l'original, à mieux en faire saisir le sens véritable. Quand l'abbé Delille mettait Virgile en vers français, c'était sans doute avec l'intention de faire admirer sa propre habileté dans la périphrase plutôt que pour faire goûter ce qu'il y a de direct et de franc chez le poète latin. Il pensait moins servir celui-ci qu'arracher des exclamations ravies à ses contemporains. Il les savait peu sensibles à la nature, et ne se souciait guère de les initier au charme agreste des *Bucoliques*. C'est pourquoi on a pu traiter de « belles infidèles » des versions du genre des siennes. Il en va autrement lorsqu'on s'écarte de la lettre pour mieux se rapprocher de l'esprit. Désireux d'atteindre le sommet du pic qu'il voit en face de lui, le voyageur y arrive plus sûrement en se laissant conduire en zigzags par le guide que s'il voulait se diriger droit sur le but de son ascension. Les détours évitent les précipices ou les crevasses et les ressauts infranchissables.

Ce n'est pas pour le profit de sa gloire personnelle que Berlioz accepta ou rechercha la tâche ingrate de composer les récitatifs introduits dans le *Freischütz*. Il n'a pas eu, en effet, de quoi s'en enorgueillir. Il a emprunté à la

partition quelques motifs instrumentaux. Il a pris des accords de septième diminuée dans d'autres compositions du maître. Bref, sa part d'invention est mince. Au surplus, ce qu'il a produit a été jugé par Richard Wagner. Je le répète, « incommensurablement ennuyeux. » Sa déference et sa piété n'ont donc pas eu un résultat très heureux pour l'œuvre ; mais elles n'en ont pas eu un meilleur pour lui-même. Et mieux eût valu peut-être qu'il en eût pris plus à son aise.

Écoutons la justification, le *pro domo* de Félix Weingartner :

« Traduire dans une langue étrangère l'œuvre d'un poète, et n'en donner que le mot à mot, c'est en effacer le souffle poétique, tout en respectant le sens des textes.

» Si on se borne à transcrire les notes, en arrangeant une œuvre musicale pour un autre instrument ou pour d'autres groupes d'instruments, on fait un travail inutile, car l'original sera toujours bien meilleur que la transcription.

» Transcription et traduction doivent avoir un caractère personnel tout en s'inspirant de l'œuvre primitive. En un mot, il s'agit de poétiser celle-ci en lui donnant une forme nouvelle. Comme exemple éclatant de cette façon de procéder, on peut citer les transcriptions et arrangements écrits par Liszt.

» Lorsque j'étudiai, pour la faire exécuter, la partition de l'*Invitation à la valse*, orchestrée par Berlioz, je remarquai tout de suite que ce grand maître n'avait pas adopté cette méthode. D'abord, il a transposé tout le morceau du noble ton de *ré bémol* dans celui de *ré majeur* qui, dans ce cas, devient trivial et vulgaire. Il est aisé d'en comprendre la raison : beaucoup de passages de piano de Weber sont difficiles pour l'orchestre en *ré bémol*, tandis qu'ils sont faciles en *ré naturel*. Mais alors, comme le morceau a été écrit pour le piano et non pour les instruments, si on veut l'orchestrer, il ne faut pas s'astreindre à en conserver servilement les notes. Il s'agit de le récrire de façon

à ce qu'il puisse bien s'exécuter à l'orchestre dans le ton original et que, ainsi transformé, il donne à l'auditeur l'impression que lui donne l'œuvre originale de Weber jouée au piano, telle qu'il l'a écrite.

» En outre, Berlioz n'a apporté aucun changement au texte. Il n'est donc parvenu à rien de plus qu'à renforcer la sonorité qu'on obtient au piano.

» Mais, avec les timbres variés dont il dispose, avec la faculté qu'il a de multiplier l'expression, l'orchestre exige davantage. Il permet d'unir plus intimement des thèmes qui, dans *l'Invitation à la valse*, sont simplement juxtaposés. Après avoir laissé les motifs isolés s'inviter mutuellement à la danse, on peut donc les faire vibrer tous ensemble dans une gracieuse ronde artistique.

» Le développement logique de cette combinaison, et d'autres, justifie pleinement l'élargissement que j'ai donné à la fin en réunissant les thèmes entiers, la façon dont j'ai rempli la pause avant la clôture, et quelques petits changements harmoniques.

» La petite cadence avant *l'allegro* est de moi. Liszt m'a raconté qu'il en jouait toujours une à cette place. Tausig, lui aussi, en a fait imprimer une. Ces quelques mesures servent, en quelque sorte, à soulever le voile qui nous cache encore le brillant tableau. Mais ceux qui n'y voient qu'un sacrilège envers Weber n'ont qu'à les effacer. »

Au surplus, si profanation il y a, M. Georges Serrières s'en est rendu coupable en nous donnant du poème allemand une version versifiée dont la valeur littéraire est médiocre. Sans doute, le texte du librettiste n'est pas aussi respectable que la musique du compositeur : loin de là. Encore est-il douteux que, si celui-ci avait été Français, il eût accepté des paroles aussi peu poétiques, avec autant de chevilles, autant d'ellipses, autant d'inversions. Mais l'adaptateur confesse sa faute. Il

reconnaît loyalement qu'il n'a pas évité le « charabia », quoiqu'il l'ait en aversion. Seulement, il a dû se plier aux nécessités de l'accentuation musicale, ce qui l'a obligé à des horreurs. Sachons-lui gré, du moins, d'avoir essayé de les réduire au minimum, et pardonnons-lui en faveur de ses bonnes intentions, comme il serait désirable qu'il pardonnât à Berlioz, pour le même motif. La musique adoucit les mœurs, paraît-il. Qu'elle adoucisse la sévérité de jugements un peu excessifs.

Paix aux hommes de bonne volonté ! Communions dans la religion universelle de l'art ! Vénérons-en les grands prêtres, mais soyons indulgents à quiconque a la foi, même si la ferveur de sa piété et son zèle apostolique le poussent à des actes que nous réprouvons. Lorsqu'elles ne sont pas inspirées par des préoccupations mercantiles, certaines profanations, loin d'être blâmables, peuvent avoir d'heureux résultats. Il est avec le ciel des accommodements. Pourquoi n'y en aurait-il pas avec les chefs-d'œuvre ?

ANNA DÉBORAH D'ALSHEIM.





IL FAUT

QUE LES

CHOSSES S'ACCOMPLISSENT

CONTE FANTASTIQUE

Comme Hériès achevait de vider le grand bol de café au lait, la femme se campa devant lui, les poings aux hanches.

— Alors, vous coucherez ce soir au chalet des Rogèves ? demanda-t-elle.

— Oui, répondit Hériès simplement.

Il y eut un silence. Puis, la femme reprit :

— Oh ! vous avez le temps. Le petit Anglais n'est pas encore descendu.... Il veut faire la même chose....

Hériès se souvint. La veille, il s'était rencontré dans la grande salle de l'auberge avec un jeune homme aux longs cheveux blonds, au visage et aux mains brunis par le soleil et la neige. C'était un étudiant d'Oxford qui venait chaque hiver passer ses vacances dans les Alpes.

— Vous n'aurez pas de brouillard, dit encore la femme, les mains appuyées aux vitres pâlies par l'aube.

Hériès ne répondit pas et décrocha son lourd veston de montagne.

Alors la femme se tourna vers lui et ajouta lentement :

— Vous trouverez peut-être la Toune, au chalet d'en haut....

— La Toune ? interrogea Hériès.

— Oui, la Toune.... Vous ne l'avez jamais rencontrée, dans la montagne ? Elle a de longs cheveux qui flottent.... Elle boite, depuis que Pierre lui a tiré dessus à coups de fusil, il y a trois ans.... Maintenant, elle doit être au chalet d'en haut, parce qu'on l'a trouvée, il n'y a pas bien longtemps, à demi enfouie sous la neige.... Elle n'a pas voulu redescendre.... Vous la trouverez peut-être morte.... Oh ! cela vaudrait mieux... les chalets prendraient moins souvent feu, l'hiver....

— Une folle, sans doute ?

— On ne sait pas... on ne sait jamais... conclut la femme après un silence, comme se parlant à elle-même.

Hériès ouvrit la porte et le froid lui sauta au visage.

Il sourit à la neige comme à une vieille amie et lança ses skis à terre, près du seuil.

— Bon voyage ! dit la femme.

— Merci.

La porte de l'auberge se referma.

Le jeune homme serra fortement les attaches des skis autour de ses chevilles, boutonna sa vareuse sur son sweater, enfila ses moufles, et, s'aidant du bâton, gravit l'unique rue du village. Tout dormait encore. Le jour venait de poindre. Il faisait froid.

Très vite, Hériès atteignit le chemin creux qui grimpe vers le col, au travers des bois. La neige n'avait pas

dégelé depuis plusieurs jours, et criait, poudreuse, sous la foulée des skis. Un silence énorme et tragique planait sur la vie. C'est à peine si parfois on entendait une plaque de neige, retenue par les branches basses des sapins, s'écrouler avec un bruit sourd, morne et sans écho.

D'un rythme lent et régulier, Hériès avançait, marquant à chaque pas sur la neige l'empreinte du disque d'osier terminant son bâton. Et sous les arbres noirs, les branches sèches éclataient comme des rameaux d'or.

L'instant d'après, Hériès avait dépassé les bois. Les pentes blanches s'étendaient devant lui, avec des creux d'ombre, aux reflets bleus. Et puis, très loin, entre un roc abrupt et l'éclat rosé d'un glacier, on distinguait le but à atteindre, le col des Rogèves.

Le soleil s'élevait dans un ciel intensément bleu qui rendait plus aveuglante encore la neige à l'horizon.

La montée continua, lente, à la cadence réglée par le crissement des skis sur la neige. Les pentes succédaient aux pentes, les mornes aux mornes. Hériès marchait maintenant droit au but, sans qu'un obstacle parût s'opposer à son passage. On ne voyait plus de maisons, plus de sapins, plus de routes aux murs de glace, plus de croix noires aux carrefours. Rien que le ciel si bleu et la neige si blanche.

Le col des Rogèves semblait fuir au fur et à mesure qu'Hériès avançait. Au sommet d'un monticule, le jeune homme s'arrêta. Il se sentait étrangement seul en cette blancheur immense et dans tout ce silence. Et pourtant, la joie sautait dans sa poitrine, la joie de vivre, de vaincre, la joie du beau et du silence. Plantant son bâton dans la neige, il se retourna et vit la vallée, au-dessous de lui, s'enfoncer sous les forêts de sapins et

s'emplir de brume. Montant jusqu'à lui, les traces de ses skis zébraient la pente. Très loin, le brouillard formait comme une mer au-dessus des plaines. Mais il était au-dessus de tout cela. Il avait le soleil avec lui, pour lui, dans la splendide solitude. Il se reprit à marcher.

Vers midi seulement, il atteignit un groupe de trois chalets abandonnés l'hiver. Les portes n'étaient pas closes. Il pénétra dans le plus petit, jeta son havresac sur le foin presque tiède et s'étendit un instant avant de déjeuner.

Il ne s'attarda pas. Il avait hâte de franchir le col et d'atteindre le chalet d'en haut. Après avoir mangé, il repartit, droit devant lui, au travers des pentes à l'immaculée splendeur, s'élevant en lacets lorsqu'une côte trop rapide le forçait à ruser avec elle. Encore une fois, Hériès se retourna. Et il aperçut, arrivant aux trois chalets, la silhouette élégante et sobre de l'Anglais. L'étudiant s'était arrêté. Appuyé sur ses deux bâtons de skis, il regardait, lui aussi, la vallée. Une casquette de fourrure protégeait ses oreilles, un long sweater blanc dessinait son torse vigoureux, le soleil brûlant découpait sur la neige l'ombre bleue.

Hériès continua de monter. La forme de l'Anglais diminua progressivement jusqu'à ne sembler plus qu'une minuscule tache noire s'agitant sur la pente blanche. Et puis, la forme disparut tout à fait.

Enfin, vers le soir, Hériès franchit le col. Le froid était intense. Le vent soufflait violemment dans l'étroit passage et amoncelait la neige sur le versant nord des rochers. Quand Hériès s'arrêtait, il l'entendait hurler des choses horribles dans la forêt de sapins, au-dessous du col. C'était une grande voix puissante et contenue, sans respirations, sans trêve....

A ce moment, un nuage très élevé dans le ciel sembla s'approcher rapidement. Hériès eut un frisson : le brouillard. Il se mit à descendre. La piste était superbe, les pentes unies, rapides, la vitesse croissant d'une façon affolante.

Hériès redoutait la brume surtout au moment d'arriver au chalet d'en haut. Il y avait là une pente très longue, sans un arbre, sans un point de repère, et cette pente se terminait brusquement, au-dessus du chalet, par une paroi de rochers....

Le torse très droit, les bras en croix, les genoux légèrement fléchis, le jeune homme descendait, sans un écart, le long de la pente. Son regard était tendu en avant, vers l'obstacle possible. Le vent lui coupait les lèvres et la vitesse croissait toujours, semblant le précipiter dans l'absolu. Brusquement, il ne vit plus rien. Il essaya d'un télémark, mais l'allure était trop rapide. L'un des skis décrivit dans l'air une courbe incroyable, et on ne vit plus qu'une gerbe de neige s'élever en poussière au dessus de l'endroit de la chute. Hériès venait d'entrer dans le brouillard.

Avec peine, il dégagea ses skis qui avaient labouré profondément la neige. Au bout d'un instant, il parvint à se mettre debout, secouant ses épaules blanches. Non... il n'avait point de mal. Seulement un peu de neige dans les yeux.... Il chercha son bâton. Alors, seulement, il s'aperçut de ce que l'imprévu de la chute l'avait empêché de voir : la brume qui l'entourait, froide, gluante, impénétrable. Il eut peur. L'angoisse l'étreignit. Il resta immobile, incapable d'agir, n'osant se lancer dans l'inconnu peuplé de mystère. Il attendit. Puis, comme une écharpe qu'on enlève, le brouillard passa. Et il sembla à

Hériès qu'on lui ôtait une pierre de dessus la poitrine. Le soleil énorme, sanglant, reparut à l'horizon.

Avec un soupir de soulagement, Hériès retrouva son bâton, planté dans la neige à quelques mètres de lui, et la descente recommença. En quelques minutes, le jeune homme eut atteint le rocher en forme de visage qui indique le passage. Il tourna à droite et s'arrêta devant le chalet à demi enfoui sous la neige.

Les Rogèves étaient abandonnées aussi, l'hiver. Il y avait au rez-de-chaussée une grande chambre où l'on pouvait faire du feu. On trouvait toujours au chalet du bois mort, de la paille et quelques provisions. Hériès s'installa, alluma dans l'âtre un grand feu et sécha ses vêtements. Le soleil était presque couché et le froid était vif. Le feu éclairait seul la chambre. Hériès s'enroula dans une couverture et s'accroupit près du foyer, les mains tendues vers la flamme. Il alluma sa pipe. La journée s'était bien passée, en somme, sauf cette traversée du brouillard....

Instinctivement il regarda les vitres. Elles ne laissaient rien voir. Le brouillard était revenu et collait aux carreaux, matelassant les fenêtres. Alors, brusquement, Hériès songea au petit Anglais qui devait arriver maintenant, dans la brume et le crépuscule, au-dessus de la paroi de rochers....

Il n'hésita pas, enfila de nouveau sa vareuse, saisit son bâton, ses skis, et se dirigea vers la porte.

A ce moment, celle-ci s'ouvrit sous une poussée brusque. Hériès retint une exclamation. Ce n'était pas l'Anglais qui venait d'entrer.

Une femme aux cheveux noirs épars sur les épaules se tenait debout sur le seuil. Ses yeux brillaient. Elle

avança, referma la porte derrière elle, et Hériès remarqua qu'elle boitait.

— Où allais-tu ? demanda-t-elle d'une voix rauque, éraillée, gutturale.

— Il y a quelqu'un en chemin dans le brouillard, répondit Hériès.

— Laisse-le mourir ! coupa brusquement la Toune.

Hériès eut un sursaut.

— Laisse-le mourir, reprit la femme.... On ne peut jamais retarder ni avancer l'heure de la mort. Et la sienne a sonné. N'entends-tu pas les cloches ? Elles sonnent... elles sonnent, toutes les cloches de la montagne, dans toutes les chapelles et toutes les églises, dans tous les villages. Tu n'entends pas leur glas ?...

La femme renversait la tête en arrière, comme en extase. Elle semblait écouter avec ravissement des harmonies lointaines et mystérieuses.

— Laisse-moi passer ! fit Hériès.

La Toune le regarda. Ses yeux s'agrandirent démesurément et la flamme brilla plus vive au fond des prunelles.

— Je te dis que cet homme doit mourir.... Je sais... je sais des choses que les hommes ne connaissent pas.... Je sais les secrets de la montagne, moi, tous les secrets.... Eh bien, il faut à l'alpe une victime, cette nuit... elle l'a choisie et tu n'as pas le droit de la lui ôter.

— Laisse-moi passer ! répéta Hériès.

Et il saisit de nouveau son bâton.

— Prends garde ! cria la Toune.

A ce moment, le vent poussa brutalement la fenêtre close qui s'ouvrit avec bruit et gémit dans la pénombre.

Alors, Hériès eut peur. On a rarement peur d'un dan-

ger réel, précis, tangible. Ce qui épouvante, c'est l'inconnu, le mystère, le fait souvent puéril que l'on n'explique pas tout de suite. Hériès eut peur, simplement parce que le vent avait fait battre la fenêtre et qu'il ne s'y attendait pas. Et il resta immobile, à regarder la Toune debout devant lui.

— Non, vois-tu, reprit-elle, il faut que les choses s'accomplissent. La montagne a posé la main sur un homme. Il palpite encore, comme ces mouches qui bourdonnent lorsqu'on les emprisonne. Mais la main s'est refermée.... Il faut... il faut que les choses s'accomplissent. Ni toi, ni moi, nous ne pouvons le sauver, maintenant. Ecoute... le glas dans les villages.

Instinctivement, Hériès prêta l'oreille. Alors, on entendit un appel lointain, prolongé, comme celui d'un enfant perdu qui a peur.

— Il faut le laisser mourir dans la neige, lentement, lentement, dit la Toune.

Hériès n'osait plus sortir, maintenant. Il regardait toujours la Toune, effrayante à voir. Elle s'était mise devant la fenêtre, les bras en croix, et regardait la nuit.

Alors l'appel retentit, plus rapproché, plus pressant.

— Il vient, dit simplement la femme.

Puis elle ajouta, soudain, violente :

— Le feu... le feu va le guider, il va trouver le bon chemin....

Elle se mit à piétiner furieusement les bûches ardentes. La flamme retomba et la chambre s'emplit de fumée.

Si Hériès avait pu bouger, il l'eût aidée, tant l'emprise de la femme était forte.

— Il crie, il appelle, hurlait-elle. Mais tout cela ne sert à rien... à rien.... Ecoute, maintenant !

Un grand cri d'effroi venait de déchirer la nuit. Et puis, il n'y eut plus rien que le silence, le silence du glacier et de la mort.

Le charme se rompit. Hériès ouvrit violemment la porte et se jeta dehors.

— Oh ! tu peux sortir, maintenant... il est trop tard pour le sauver.... Va, va chercher son cadavre au bas des rochers. L'alpe ne désire pas les corps... elle veut la vie....

Hériès écouta longtemps. Le silence. Il fit quelques pas dehors, enfonçant dans la neige. On ne distinguait absolument rien : il n'avait pas de lanterne et ne pourrait certainement pas retrouver le corps dans la nuit.

Le vent ne soufflait presque plus sur la montagne. Alors, comme Hériès regardait le ciel, une étoile apparut au travers du brouillard, puis deux, puis trois, puis beaucoup d'autres. Elles se découvraient peu à peu, au fur et à mesure que la brume se retirait.... Enfin, le ciel noir s'imposa tout entier, éblouissant dans la netteté implacable des constellations.

Hériès rentra. Les coudes aux genoux, la folle était accroupie dans un coin. Elle regardait Hériès et murmurait des paroles sans suite, de ces paroles qu'on profère devant la mort :

— Les choses se sont accomplies... les choses se sont accomplies.

GEORGES HOFFMANN.



VARIÉTÉS

UN CULTE SPIRITE A MADAGASCAR

Henry RUSILLON, *Un culte dynastique avec évocation des morts chez les Sakalaves de Madagascar: le « tromba. »* Introduction par Raoul ALLIER. Paris, librairie Alphonse Picard, 1912.

On sait de longue date ce que la science comparée des religions peut attendre du labeur patient des missionnaires. Nous en avons une nouvelle preuve dans le remarquable petit livre de notre compatriote M. Russillon. Rédigé sur des notes prises au cours d'un ministère pénible et absorbant, cet ouvrage se rapporte à des phénomènes très curieux dont l'auteur a été témoin chez les Sakalaves.

Il faut souhaiter de voir se multiplier les monographies du genre de celle-ci. A une époque où la méthode comparative, si légitime et si féconde en son principe, donne prétexte à de si abusives généralisations, on ne saurait faire trop de cas des matériaux de première main, récoltés dans un champ suffisamment circonscrit et relatifs à un seul groupe de manifestations religieuses. A chaque instant, certes, des rapprochements s'offrent à l'esprit. Mais les analogies essentielles ne se dégagent avec la force voulue que des enquêtes provisoirement limitées, qui tiennent compte des contingences historiques et des facteurs locaux.

Le *tromba* — puisqu'il faut l'appeler par son nom — est quelque chose de très malgache en même temps que de foncièrement humain. Quoi qu'on puisse objecter aux théories qui prétendaient faire de la nécrolâtrie la religion « primitive » de

L'humanité, il est certain que le culte des dieux-ancêtres existe ou a existé sous les latitudes les plus diverses, avec ce qu'il comporte, selon les lieux et les circonstances, de rites sacrificiels, de pratiques divinatoires, et d'adjuvants orgiastiques tels que chants, cris, danses, absorption de breuvages enivrants. Mais l'intéressant est de voir comment des symptômes qu'on retrouve, en gros, un peu partout, se combinent et se situent dans un système qui a ses conditions particulières et sa physiologie à lui.

Le nom de Sakalaves, donné aux habitants de la partie ouest de Madagascar, était autrefois celui d'une tribu originaire du sud, qui parvint, grâce à l'énergie de ses chefs, à s'assujettir peu à peu toute la région occidentale de l'île. Ces roitelets conquérants, sur le compte desquels on n'est que très imparfaitement renseigné, — leur marche en avant doit avoir commencé vers la fin du XIV^e siècle, — occupent ainsi que leurs descendants une place d'honneur dans la tradition religieuse des Sakalaves. De tous les esprits qui peuplent l'air, la terre, les eaux, et dont l'influence est reconnue dans les événements heureux ou malheureux de la vie, ceux-ci passent pour les plus puissants. Les ancêtres de chaque famille sont aussi invoqués et reçoivent des offrandes. Mais cette dévotion domestique ne fait pas sérieusement concurrence au culte des anciens chefs. Leurs tombeaux sont les lieux sacrés vers lesquels afflue une foule bruyante lors des jours de fête ou « grands jours. » Les cérémonies qu'on y célèbre sont désignées d'un mot qui signifie « service du roi. » Toute la religion sakalave, on peut le dire, a le caractère d'un hommage d'obédience rendu aux mânes des dynastes nationaux. Et c'est à une invasion de ces âmes nobles dans l'organisme des vivants que sont attribués les phénomènes psychonévropathiques du *tromba*.

Ce mot n'a pas un sens unique. « Il représente souvent tout l'ensemble des cérémonies auxquelles donnent lieu les visites des ancêtres. D'autres fois il désigne seulement le malade dans lequel les esprits ont élu domicile ; mais alors c'est par extension ; car il est bien entendu que ce sont les esprits seuls qui

sont les *tromba*. Enfin, les maladies, *certaines* maladies, sont appelées *tromba*, comme étant causées par les *lolo* (esprits) ou par le *Zanabary*. » Ce dernier vocable, qui veut dire « créateur », s'applique en réalité à tout ancêtre-dieu.

En général, le *tromba* se manifeste chez des personnes atteintes de paludisme ou de quelque autre affection fébrile et débilitante. Le tremblement du fiévreux, son agitation, sa physionomie défaite et ravagée, le signalent comme étant en proie à un esprit. D'autre part, son état d'instabilité mentale le prédispose aux automatismes, aux phénomènes de dépersonnalisation. Il est prêt à voir lui-même, dans les croyances spirites de sa tribu, l'explication la plus naturelle des cauchemars qui le tourmentent et du délire où il se sent glisser. Mais la fièvre n'est pas une condition indispensable. Il suffit, pour provoquer le *tromba* chez des sujets impressionnables, — et il n'en manque pas dans le pays, — de l'ébranlement causé par le cérémonial des exorcismes.

Sont-ce, à proprement parler, des exorcismes ? Ces rites compliqués tendent bien à délivrer le patient de ses maux, où l'on voit la conséquence de quelque négligence dans le culte, de quelque violation de *fady* (tabou). Mais il s'agit en même temps d'obtenir en sa personne une révélation de l'ancêtre, auquel il continuera à servir d'organe une fois guéri. Quand tout se passe normalement, le malade rendu à la santé (en réalité ou en apparence) est promu au rang de *fondy* ou guérisseur. C'est là une conception constante dans les religions inférieures. La thérapeutique dépend du même pouvoir que la maladie-possession.

Le *fondy*, homme ou femme, joue le rôle d'un médium qui serait en même temps hypnotiseur. Assisté d'un interprète, personnage sacramentel lui-même, chargé de traduire les propos souvent incompréhensibles des esprits, il indique les remèdes à prendre, nomme les ancêtres qui se manifestent, préside à toute la technique de l'évocation.

Les rites s'accomplissent dans une simple case, parfois provisoirement recouverte de tôle. Tout ce qu'on y met a une signification en rapport avec l'idée que c'est un roi défunt qui

s'incarne dans le malade, un roi qu'il faut « servir. » Une caisse figure le trône où il doit s'asseoir. En face, un petit autel reçoit les ustensiles nécessaires pour les offrandes et les encensements. Des bouteilles de vin, d'alcool, d'hydromel, sont mises à la disposition des assistants, qui par leurs clameurs et leurs battements de mains prennent une part active à la cérémonie. Il s'agit de griser, d'étourdir le patient, pour faciliter l'hypnotisation qui fera de lui un instrument docile aux mains de l'évocauteur professionnel. Les fumées de l'*emboka*, lourd encens malgache, y contribuent non moins que les obsédantes litanies qu'accompagne le roulement du tambour. A défaut d'autre instrument, on tape sur un bidon à pétrole, ou sur une vulgaire plaque de fer blanc. Des oripeaux voyants, imités de ceux que portaient les anciens rois, sont destinés à revêtir le possédé au moment où il assume sa personnalité nouvelle. Quel que soit son propre sexe, on l'accoutre en homme ou en femme, selon le sexe de l'ancêtre évoqué. Au nombre des accessoires figure aussi un miroir. On est censé l'offrir à l'esprit, au cas où celui-ci serait une princesse ; en réalité, le *fondy* s'en sert toujours dans ses passes. Il y a là, sans doute, quelque recours inconscient à l'effet hypnotique de la fixation des surfaces brillantes. Pour compléter ce bizarre attirail, qui rappelle assez celui des chamanes de Sibérie, ou des anciens nécromants, il faut, en outre, une assiette contenant un mélange d'eau, de miel, de terre blanche et de racines amères, dont on fait des aspersions ; de la terre blanche encore pour marquer le visage ou le corps des assistants et du malade ; puis une canne magique, parfois munie de clochettes, et creusée d'une cavité où l'on enferme de menus objets sacrés. Enfin, un bain est préparé dans une cabane voisine ; on doit, à un moment donné, y conduire en grande pompe celui qui joue le rôle du royal visiteur.

C'est dans ce décor, et à l'aide de cet outillage, que se déroulent les interminables cérémonies dont se compose le cycle du *tromba*. Elles se divisent en quatre séries.

Il faut d'abord solliciter l'esprit, l'engager à venir. On chante des invocations, on bat des mains en mesure, tandis que les

bols d'alcool commencent à circuler. Tout est mis en œuvre pour qu'apparaissent, chez le malade consciencieusement enfumé, les symptômes interprétés comme annonçant l'arrivée prochaine d'un défunt de marque.

Puis, — deuxième stade, — l'esprit manifeste sa présence. Une crise violente agite le patient et souvent se communique à une notable portion de l'assistance, au milieu des cris et des vociférations. Ici se placent le changement de costume et le bain solennel. Et dès lors le malade, ou si l'on veut l'initié, n'est plus lui-même, mais un autre : il s'identifie avec l'ancêtre qui a élu domicile en son corps.

Dans une troisième séance ou série de séances, l'esprit parle (par la bouche du sujet intrancé) ; on le questionne, et il répond. Mais généralement ce haut personnage envoie en avant ses serviteurs, gens mal élevés qui se permettent toute espèce d'inconvenances et qu'on a parfois bien de la peine à évincer. C'est l'exact pendant des « esprits inférieurs » dont les facéties jettent le trouble dans certaines séances spirites et sont fort redoutées des médiums inexpérimentés. Une fois la présence signalée et reconnue de quelque mort illustre, une fois qu'il a formulé les griefs — toujours des transgressions rituelles — qu'il peut avoir contre les personnes réunies en son honneur, y compris celle dont il s'est approprié la voix, on le consulte sur une foule de sujets. Spontanément « l'assemblée se met dans l'attitude convenable pour satisfaire l'esprit. » On se répand en imprécations contre les chrétiens, si c'est un chef xénophobe ; s'il s'agit d'un prince connu pour ses sympathies chrétiennes, on va jusqu'à lire la Bible et à chanter le *Te Deum*. L'évoqué n'est pas nécessairement sakalave, et le langage du malade se modifie suivant la personnalité qui le possède. Il arrive que les assistants s'en mêlent. On entend parler, quand l'exaltation est à son comble, non seulement l'idiome de la région, mais d'autres dialectes malgaches, comme le hova, ou encore le français simplifié dont les Européens ont coutume de se servir avec les indigènes.

Tandis que ces exercices se poursuivent dans le local aménagé à cet effet, à l'extérieur on sacrifie un bœuf, on le dépèce et on

le mange rituellement. Par une identification dont la mentalité des peuples inférieurs est très coutumière, cet animal est à la fois victime et divinité. A partir de ce moment, le malade est censé guéri. Les échecs trop manifestes sont attribués à quelque influence maligne, ou bien l'on y voit de nouveau la suite de l'inobservance d'un devoir religieux. M. Russillon ne met pas en doute la réalité de certaines guérisons. Il y en a de toutes spontanées, dont une coïncidence fait imputer le mérite au *tromba*. « Toute une série de malaises, qui surviennent au changement de saison ou à la suite de l'assèchement des rizières ou marais, disparaissent d'eux-mêmes chez les sujets sains et vigoureux. » Peut-être faut-il faire entrer en ligne de compte l'action des breuvages qu'on administre au malade, des bains qu'on lui fait prendre, de l'état de transpiration où le mettent ses mouvements désordonnés dans une atmosphère d'étuve. La case où l'encens brûle sans trêve « devient une sorte de boîte de fumigation. » On peut croire à l'efficacité de cette thérapeutique élémentaire, sans retomber pour cela dans l'erreur de l'exégèse rationaliste qui prétendait reconnaître dans les « superstitions » de tous les peuples des préceptes de morale ou d'hygiène enseignés sous un voile de fiction, et agrémentés de simagrées propres à frapper l'imagination du vulgaire. Mais il est clair que ce sont avant tout des facteurs psychiques qui agissent, et dans le *tromba* lui-même, et dans ses effets curatifs.

Un quatrième et dernier stade est consacré à la réjouissance. On célèbre la guérison obtenue et le succès de l'évocation. L'esprit réclame des compensations pour les manquements dont il a bien voulu ne pas tenir rigueur. Le ci-devant malade reçoit, au nom de l'esprit, des dons en argent; on lui offre aussi un jeune bœuf, bête de choix qu'il doit laisser grandir en liberté, car c'est une « prière vivante », mais qu'il pourra plus tard échanger avec bénéfice. Ainsi l'élu du *tromba* se trouve disposer d'une certaine somme. Il n'en est toutefois que le dépositaire, et l'on ferait complètement fausse route en voyant dans ces pratiques des trucs de charlatans experts à remplir leur escarcelle aux dépens de la crédulité des dévots. Ici encore, c'est par le

côté mystique que tout doit s'expliquer. L'argent des esprits retourne au peuple qui l'a donné en offrande ; dans certaines circonstances ce trésor est largement distribué, et si la somme est trop petite pour que chacun ait sa part, une trace ronde est faite à la terre blanche dans la main du quémendeur, qui s'en contente comme d'un gage enviable de la faveur divine.

Tout ce programme, naturellement, est sujet à de fréquentes modifications. Le *tromba* lui-même, comme état nerveux, offre la plus grande diversité de symptômes. Il revêt parfois une forme ambulatoire : le malade, à demi inconscient, franchit à pied d'immenses distances, à la façon des psychopathes voyageurs en qui les médecins de la Salpêtrière ont cru reconnaître la figure légendaire du Juif errant. Il y a aussi une forme dansante, qui reproduit également des types morbides connus.

Si l'on s'attache aux cérémonies qui fournissent à cette multiplicité de phénomènes un cadre plus ou moins régulier, on est frappé des rapports qu'elles présentent avec les solennités du culte national. Des scènes analogues à celles que nous venons de décrire ont lieu dans les sanctuaires — de bien pauvres sanctuaires — où sont conservés les prétendus restes des rois-dieux. Là aussi le *tromba* fait des siennes : secoués de spasmes, des individus vaticinent, remplis de l'esprit des ancêtres. Là de même il est procédé au lavage et à la toilette des patrons de la tribu, représentés alors par de petites boîtes contenant leurs reliques : ongles, dents, cheveux. « Involontairement on pense au bain de la reine à Tananarive, d'autant plus que bien des détails le rappellent. » Témoin occasionnel des honneurs rendus à un petit chef régional, M. Russillon a pu noter d'illustratives similitudes entre le cérémonial du *tromba* et celui de la salutation. Le principicule en chair et en os prend la place de l'esprit évoqué.

Tout ce culte, si puéril et si grotesque à nos yeux, mais empreint d'une si profonde signification émotive, est dominé par le besoin de revivre les gloires passées, de communier avec des morts aussi aimés qu'ils sont craints. La névrose endémique des Sakalaves s'adapte aux aspects traditionnels de ce rêve de

grandeur. Parfois l'on a affaire à de véritables épidémies. En 1863 et 1864, un grand nombre d'habitants de l'Imérina (Emyrne), surtout des jeunes femmes, furent saisies d'une étrange maladie connue sous le nom de *ramanenjana*, et dont on peut voir la forme atténuée dans les cas actuels et isolés de *tromba* dansant. Les malades se trémoussaient, sautaient éperdument, des heures entières, au son de la musique. Ils choisissaient pour rendez-vous les lieux consacrés aux ancêtres, et plusieurs se disaient en relations avec les morts. D'une région à l'autre, ces phénomènes se retrouvent sous des appellations différentes. Dans le Betsiléo, on observe une affection contagieuse, le *bilo*, dont les manifestations choréiques et convulsives ressemblent beaucoup, malgré certaines particularités, à celles du *tromba*. Et ici encore, les gens dont la contagion s'empare recherchent la proximité des tombeaux.

Dans tout cela, le rôle que joue la hantise du passé est si grand, qu'à chaque événement de nature à provoquer une réaction du sentiment national correspond en général une recrudescence de ces phénomènes. Ainsi en 1895, lors de l'occupation de l'île par les Français. Nous avons vu que des intermèdes chrétiens peuvent apparaître au cours des rites d'évocation, quand il s'agit d'un roi ou d'une reine qui fut de son vivant favorable aux étrangers. Mais la tendance qui prévaut dans la forme variable des automatismes comme dans la fixité relative du rituel est celle d'un retour en arrière. Le *tromba* sert la cause d'un nationalisme à la fois politique et religieux.

C'est ce que souligne M. Raoul Allier dans l'introduction qu'il a mise au livre de M. Russillon. Cette introduction, par parenthèse, est trop longue ; il y figure trop de considérations, intéressantes en elles-mêmes, mais étrangères au dessein scientifique de l'ouvrage. Que l'on stigmatise les vexations dont les protestants de Madagascar sont l'objet de la part des autorités libres-penseuses, rien de mieux. Mais il faut choisir son temps, et un livre de pure et objective observation ne gagne rien à être

recommandé dans des pages d'une actualité de polémique. Cela dit, on ne peut que souscrire aux remarques de M. Allier concernant l'importance du *tromba* comme élément constitutif de la mentalité malgache. Et il y a, en effet, une absurdité singulière à inquiéter des chrétiens qui se réunissent en local privé pour lire paisiblement la Bible, pour chanter et prier à leur façon, alors qu'on tolère partout et sans la moindre formalité d'autorisation des assemblées tumultueuses où l'on s'alcoolise abondamment, où l'on égorge très cruellement des bœufs avec une vieille lance ébréchée, et où « l'envoûtement des ancêtres » exalte jusqu'au paroxysme des sentiments profondément hostiles à la domination française.

Les spécialistes voués à l'étude des sociétés primitives auront à relier ces faits, qui forment un tout assez cohérent, à l'ensemble de ceux que groupent leurs essais de synthèse. Il est évident qu'un culte dont l'origine historique ne remonte pas au delà de 500 ans doit avoir beaucoup gardé des institutions religieuses préexistantes. Aux sociologues et aux ethnographes d'y démêler la part d'un animisme plus ancien, ou de ce *totémisme* que d'autres mettent à toute sauce et dont la définition est si difficile à donner.

Du point de vue psychologique, les phénomènes que décrit M. Russillon prennent un extrême intérêt par leur caractère de symboles de défense. Le *tromba* condense et traduit toute la révolte intime de la conscience malgache contre un état de choses qui lèse ses aspirations. Et rien n'est plus curieux que l'analogie qui se révèle entre ces réactions défensives et d'autres, individuelles celles-là quoique fréquemment liées à des scrupules de tradition : nous voulons parler de celles qu'on découvre en allant au fond de certaines anomalies mentales décorées de diverses étiquettes cliniques ou mises plus ou moins vaguement sur le compte d'une « activité du subconscient. »

M. Russillon parle de malades, observés par lui, qui manifestaient une violente et morbide antipathie à l'égard de certains actes, de certains aliments, de certains vêtements, de certaines

couleurs. Il considère ces symptômes comme un effet de la fièvre, ce qui n'est peut-être pas une explication suffisante. Lors de l'épidémie de 1863, on a noté la répulsion des malades pour les porcs, les chapeaux et la couleur noire. Les pourceaux, nous dit-on, sont réputés impurs par plusieurs tribus malgaches. Y aurait-il là un sentiment d'horreur sacrée, exaspéré par la venue des étrangers indifférents aux tabous nationaux, ou, comme le suppose M. Raoul Allier, quelque réminiscence de l'histoire du démoniaque de l'Evangile, que pouvaient connaître ces possédés d'outre-mer? Et quant à l'antipathie pour les chapeaux et la couleur noire, faut-il y voir un reflet de l'aversion inspirée par les gens coiffés à l'européenne, par les prédicateurs en redingote ou en soutane? Il eût fallu, pour approfondir la vérification de ces hypothèses, avoir recours à des procédés d'investigation psychique que les observateurs du mouvement ne connaissaient pas. Quoi qu'il en soit, ces sortes de phobies par transfert nous rapprocheraient fort des complexes associatifs qu'étudie la psychanalyse contemporaine, et qu'elle met en rapport avec la répression artificielle et défectueuse de tendances affectives qui remontent à une phase infantile du développement de la personnalité.

Il serait intéressant de voir à l'œuvre, parmi les demi-civilisés de Madagascar ou d'ailleurs, des expérimentateurs qui useraient avec sérieux, avec mesure, et d'une manière appropriée à l'intellectualité du milieu, des méthodes analytiques appliquées si ingénieusement, mais parfois dans un esprit de systématisation outrancière, à Vienne et à Zurich.

En formulant ce vœu, nous n'entendons point, est-il besoin de le dire, signaler une lacune dans l'étude de M. Russillon, vrai modèle en son genre, œuvre de consciencieuse et clairvoyante description. Nous voulons bien plutôt montrer à quel point elle est suggestive, et quelles attrayantes perspectives de recherche elle fait entrevoir.

EMILE LOMBARD.

CHRONIQUE PARISIENNE

La campagne et le paysan dans la littérature française du moyen âge au XIX^e siècle. — De Balzac aux régionalistes d'aujourd'hui. — Emile Verhaeren et *Les blés mouvants*.

En France, ce fut le XVII^e siècle qui introduisit dans la littérature le paysan. Je sais quelle place occupe le vilain dans les fabliaux et dans le théâtre du moyen âge, mais on dirait que la Renaissance lui ait fait perdre droit de cité. A peine le retrouvons-nous au tournant d'une page de La Bruyère et dans quelques fables de La Fontaine : ce pauvre bûcheron tout couvert de ramée, qui

Gémissant et courbé marchait à pas pesants ;
Et tâchait de gagner sa chaumine enfumée,

je pense à lui chaque fois que, retournant dans mon pays, je rattrape sur la route ou dans un sentier de nos bois, aux approches du crépuscule, un vieil homme courbé en deux « sous le poids du fagot aussi bien que des ans. » Lorsqu'elle écrivait à M^{me} de Grignan, le lundi 8^e juin (1678) : « Tout mon déplaisir, c'est que vous ne voyiez point danser les bourrées de ce pays (Vichy) : c'est la plus surprenante chose du monde ; des paysans, des paysannes, une oreille plus juste que vous ;... dans ces prés et ces jolis bocages c'est une joie que d'y voir danser les restes des bergers et des bergères de Lignon, » M^{me} de Sévigné dépoétisait la scène puisque, pour en préciser le pittoresque, elle faisait appel au souvenir du roman pastoral le plus artificiel qui soit. Et pourtant je crois que personne n'a senti mieux qu'elle au XVII^e siècle ce que l'on devait appeler plus tard les beautés de la nature. Nombreuses sont les pages où elle exprime, en une langue d'une saveur étrange et qui n'a rien à voir avec le grand style pompeux de l'époque, les im-

pressions qu'elle ressent à contempler un moulin, les prés, les bois. Par exemple, de Livry elle écrivait au comte de Bussy, le 3^e novembre (1678) : « Je suis venue ici achever les beaux jours et dire adieu aux feuilles ; elles sont encore toutes aux arbres, elles n'ont fait que changer de couleur : au lieu d'être vertes elles sont aurore et de tant de sortes d'aurore que cela compose un brocard d'or riche et magnifique que nous voulons trouver plus beau que du vert, quand ce ne serait que pour changer. » Mais c'est Jean-Jacques Rousseau qui, « le premier, ramena et infusa cette sève végétale puissante dans l'arbre délicat qui s'épuisait. Les lecteurs français, habitués à l'air facile d'une atmosphère de salon, ces lecteurs *urbains*, comme il les appelle, s'étonnèrent tout ravis de sentir arriver, du côté des Alpes, ces bonnes et fraîches haleines des montagnes qui venaient raviver une littérature aussi distinguée que desséchée. » Il me suffira de citer Bernardin de Saint-Pierre, André Chénier, Chateaubriand et les premiers poètes romantiques pour que tout de suite devant nos yeux éblouis ou charmés nous voyions passer d'innombrables paysages éclatants de lumière ou voilés de ces brumes que l'automne rassemble au-dessus des lacs mélancoliques.

Mais le paysage ce n'est pas le paysan. Dans ces décors qu'ils peignaient de couleurs qui, même grises, étaient somptueuses, précurseurs et romantiques ne pouvaient placer, selon leur goût, que héros d'exception, amants que torture le désir, jeunes hommes qui se meurent d'une incurable tristesse. Lisez la Lettre XXII d'*Oberman* : « Il faudrait.... arriver à Valvin ou à Thomery par eau, le soir, quand la côte est sombre et que les cerfs brament dans la forêt ; ou bien au lever du soleil quand tout repose encore, quand le cri du batelier fait fuir les biches, quand il retentit sous les hauts peupliers et dans les collines de bruyère toutes fumantes sous les premiers feux du jour. » La littérature ne chassait pas les paysans de leur domaine propre : elle les ignorait. Elle passait les yeux levés vers les nuages et vers la pâle lune : elle ne voyait ni la fumée sortir des cheminées basses ni brûler les chandelles de suif à côté des âtres. Balzac les aperçut le premier, et il écrivit un de ses plus beaux

livres : *Les paysans*. A sa suite, et presque en même temps, George Sand donna *La Petite Fadette*, *François le Champi*, *La Mare au Diable*, *Les maîtres sonneurs*. Et depuis, ils sont innombrables, les poètes et les romanciers qui ont choisi pour sujets d'inspiration la campagne et les paysans. Je n'ai point la prétention de les connaître tous ; mais la plupart d'entre eux, je l'ai déjà dit ici-même, soit par souci d'obéir aux doctrines de la décentralisation et du régionalisme esthétiques, soit par impuissance à généraliser, n'écrivent que des livres sans profondeur, où pas une phrase, pas un vers ne se prolonge en échos, — à moins que l'on ne prenne pour des idées l'exposition toujours pareille de thèses tombées dans le domaine public du lieu-commun, et pour de la poésie l'invariable nomenclature des arbres qui peuplent les bois et les haies. Plus nous allons, et plus cette forme de poésie devient d'une lecture indifférente quand elle n'est pas insupportable. Et pourtant voici un volume de vers qu'il faut lire et méditer. Mais l'auteur en est Emile Verhaeren et il est intitulé *Les blés mouvants*¹.

Ce ne sont point ses « Géorgiques chrétiennes » qu'à l'imitation de Francis Jammes Verhaeren a prétendu écrire là. A l'entrée de son champ il n'a point planté la petite croix bénite que celui-là serre sur son cœur de converti à la foi catholique. Ce seraient plutôt ses *Bucoliques*.

Chaque grand écrivain a un mot qu'il affectionne. Celui qui revient le plus souvent sous la plume de Verhaeren est l'adverbe *immensément*. Et nul autre ne pourrait mieux caractériser son génie. Verhaeren voit grand dans l'immensité qu'agrandissent encore les brumes des pays du Nord. Il a vu jadis les campagnes « mangées » par les usines ; il a entendu la plaine des moissons « tousser son agonie dans les derniers hoquets d'un angelus. » Il a chanté les *Villes tentaculaires* avec leurs places publiques « au carrefour des abattoirs et des casernes », avec leurs cathédrales où vient se réfugier toute la misère humaine : les pauvres gens des blafardes ruelles, les cœurs lamentables

¹ Un volume à 3 fr. 50. *Mercur de France*, 26, rue de Condé. Paris.

des veuves, les mousses et les marins du port, les travailleurs cassés de peine

Aux six coups de marteaux des jours de la semaine,
les enfants las de leur sang morne, les boutiquiers, et, sur tous,
les ostensoirs

Du haut du chœur sacerdotal
Tendent la croix des gothiques idées.

Il a chanté le moine, le soldat, le bourgeois et l'apôtre. Mais auparavant il avait erré, les yeux hagards, dans les *Campagnes hallucinées*. Il ne les avait pas vues, alors, *sub specie æternitatis*, avec leur visage pacifique, mais tourmentées et fiévreuses ; il ne les avait pas vues sous le clair soleil, mais toutes couvertes de ténèbres, souffletées par le vent, blêmes, avec des Christs funèbres à tous les carrefours ; il y avait le crapaud noir sur le sol blanc, l'homme qui habite un bouge avec des morts dans ses armoires, les rats insidieux, les fièvres qui sortent des marais visqueux et blancs, et les mendiants haillonneux, qui ont l'air de fous, et les chaumières effrayées, et la Mort qui a bu du sang au cabaret des Trois-Cercueils, et les paysans accablés sous le poids de la vie. Il y avait là une atmosphère d'angoisse d'une exceptionnelle valeur mais poétique plus qu'humaine. Cette déformation des campagnes était le fait d'un grand artiste qui laissait bien loin derrière lui les évocations romantiques de *Gaspard de la Nuit*. Nous touchions vraiment du doigt les épouvantes de la nuit en plein jour, d'une nuit éternelle où la lumière serait toujours couleur de soufre, où nous aurions continuellement aperçu à travers les nuées des sorcières partant pour le sabbat tandis qu'accroupi sur l'herbe le fou chante sa complainte. Les paysans des *Campagnes hallucinées* n'étaient pas plus caricaturaux, certes, que les paysages n'en apparaissaient comme tracés par quelque professionnel dessinateur humoriste, mais enfin, bien que jeu d'un grand artiste, — et je tiens à le répéter, — ce n'était tout de même qu'un jeu. Il n'y avait pas eu, de la part de Verhaeren, soumission à l'objet. Et c'est ce

que j'ai été profondément ému de trouver dans les *Blés mouvants*. Le chantre vraiment inspiré des grandes villes modernes est devenu le poète incomparable des campagnes éternelles. Le livre s'ouvre par une sorte d'hymne à la vie. Frère Jacques, frère Jacques, dormez-vous ? répète, avec la chanson populaire, Verhaeren. Et frère Jacques c'est la terre qui dès l'automne s'est endormie sous les brouillards. Mais il va se réveiller, et, dès que les cloches seront revenues de Rome, il va sonner matines de Pâques et de la vie :

Et du bout du verger le coucou te répond ;
Et l'insecte reluit de broussaille en broussaille ;
Et les sèves sous terre immensément tressaillent ;
Et les frondaisons d'or se propagent et font
Que leur ombre s'incline aux vieux murs des chaumières ;
Et le travail surgit innombrable et puissant ;
Et le vent semble fait de mouvante lumière
Pour frôler le bouton d'une rose trémière
Et le front hérissé d'un pâle épi naissant.

Dès le deuxième morceau, *Les routes*, on sent encore mieux que Verhaeren a compris les campagnes, qu'il les aime pour elles-mêmes et non pour les thèmes avec variations qu'elles lui pourraient fournir, qu'il les accepte et que, telles qu'elles sont, il les estime belles, qu'il les tient dans sa main comme une boule de glaise qu'à peine il éprouve le besoin de modeler.

...Puisque, quand je te touche, ô lyre d'Apollon,
Tu sonnes chaque fois plus savante et plus pure !

Je ne puis penser aux *Blés mouvants* sans que ces deux vers de Moréas me reviennent obstinément à la mémoire ; je n'y voudrais, en ce qui concerne Verhaeren, que changer une épithète, et remplacer *savante* par *fervente*. Une impression de ferveur d'âme et de pureté d'écriture plus grandes, c'est bien en effet celle que m'a laissée la lecture attentive de ce très beau livre. Verhaeren n'y a point cherché d'effets d'images littérairement neuves, et ce sera sa récompense qu'il les ait cependant trouvées. Elle ne frappent point le regard tout d'abord, telle-

ment elles font corps avec le sujet : elles sont comme ces jolis et doux lièvres qui se cachent au creux des sillons dont leur poil a la couleur. Approchez-vous ; regardez bien, et vous les découvrirez. Mais ne les effarouchez pas : s'ils venaient à s'enfuir, il manquerait quelque chose à la vie du champ. C'est ici le lyrisme qui coule à pleins bords, et si bien que l'on pense à peine aux fleurs qui s'épanouissent sur les berges ou que le fleuve entraîne avec lui. Certes, je note au passage « les gros pavés qui, comme des clous, fixent au sol les routes claires, les grandes meules fraternelles qui se rassemblent sur les champs comme des tentes pour les blés, les pailles qui pointent en dehors comme des lances en bataille », mais quand je lis *Le ménétrier*, je ne songe point aux images qui n'y sont pas : je sais qu'il y en a d'innombrables en puissance dans ce passage :

.....Et maintenant il chante

La sieste de midi sous les branches penchantes ;
 L'horizon par les vents doucement secoué ;
 Les longs troupeaux en marche à travers route et plaine
 Dont les dos inégaux et mouvants sous la laine
 Apparaissent au loin comme un champ remué.
 Son rythme vit et fait trembler les vieux villages
 Au quadruple galop d'un volant attelage ;
 Avec son mince archet mordant son rebec faux
 Il imite le bruit court et sifflant des faux
 Ou le cri du grillon sous la fine poussière.
 Il chante, le beau gars, debout dans la lumière,
 Qui s'étanche le front du revers de sa main.
 Il indique le geste ondoyant d'un chemin
 Qui s'incurve et s'éploie et contourne la haie.
 Un bruissement s'entend sous la grande futaie,
 Et voici qu'à leur tour les bêtes au poil roux
 Sortent de l'ombre et se hasardent,
 Et se glissent, et s'approchent, et tout à coup,
 Avec des yeux fixes et doux,
 L'environnent et le regardent.

Sentez-vous quelle puissance d'évocation il faut pour faire, sans ridicule, d'un vieux ménétrier des Flandres d'aujourd'hui un second Orphée ? Puissance de lyrisme, plutôt, et qui suffira

toujours amplement à distinguer Verhaeren, poète rustique, des légions de chantres régionalistes de la vie aux champs pour qui le ménétrier reste le ménétrier.

Mais, à mon gré, les morceaux les plus caractéristiques et les plus importants de ce volume sont encore les sept dialogues rustiques. Dans *Tityre et Mœlibée*, Verhaeren suppose que les deux bergers de Virgile sont venus dans les Flandres :

Avec des flûtes dans leurs mains
Se sont perdus par mes chemins
Tityre et Mœlibée;
Ils n'ont rien vu de mon pays
Que des voiles de brouillard gris
Et des feuilles tombées.

Je n'affirmerais point qu'il n'ait pas voulu écrire ses *Bucoliques*, à la suite de Virgile, avec ces sept dialogues. Il ne s'agit, bien entendu, ni d'une traduction, ni même d'une imitation. Il y a seulement similitude de ton : comme Virgile, Verhaeren a su accorder sa lyre, et c'est surtout ici qu'elle sonne plus fervente et plus pure. Il donne le démenti le plus formel non seulement aux poètes, mais aux romanciers régionalistes pour qui le paysan manque de noblesse de lignes ou n'est qu'un prétexte à soutenir des thèses d'attachement et de retour à la terre. Les uns en font un être presque grotesque, et s'ingénient à transcrire exactement les mots qu'il prononce et de la façon même dont il les prononce : ils lui réservent toutes les apocopes dont ils disposent. Comme si le paysan était seul à ne pas prononcer exactement toutes les syllabes des mots ! Les autres, tout en nous le présentant comme un homme sans culture intellectuelle, lui font déclamer des tirades dont il serait incapable, dans la réalité, de dire seulement la première demi-phrase. Que l'on ne m'objecte point que les nécessités du roman sont autres que celles de la poésie pure. Si l'on ne veut pas du réalisme strict de Maupassant, conteur du pays normand, pour le romancier d'aujourd'hui, aussi bien que pour le poète de toujours, le salut n'est que dans le lyrisme, c'est-à-dire dans l'agrandisse-

ment et dans la magnification de la vie quotidienne. Quand je parlais de « soumission à l'objet », je n'entendais nullement dire que l'écrivain dût être absolument l'esclave de la matière qu'il a choisie. Il s'agit bien moins de la décrire telle qu'elle est dans la réalité brute que telle que nous la *sentons*, c'est-à-dire telle qu'elle s'est imposée à nous pour des raisons d'autant plus impérieuses qu'elles nous demeurent plus obscures. Le seul fait de sentir implique déjà émotion, et c'est en ce sens que Goethe pouvait dire : « L'artiste est avec la nature dans un double rapport ; il est son maître et son esclave en même temps. » Je me défie de ceux qui ne sont *que les maîtres* de leur sujet. C'est à eux que nous devons les plus insipides romans à thèse. Ils ne créent que par la tête, jamais par le cœur.

Est-il besoin de dire qu'il s'en faut d'autant que Verhaeren se soit exposé à encourir ce reproche ? De même que les campagnes, il a su comprendre les sentiments des hommes qui les habitent, et il les a fait parler *non pas en paysans, mais en hommes de toujours et de partout*. A peine si quelques traits précis nous rappellent que nous sommes dans les pays du Nord ; pareillement, avec les églogues de Virgile, nous ne pouvons pas oublier que nous sommes en Italie, mais en même temps nous sommes à la fois sur tous les points de la terre où d'autres hommes expriment, en un langage différent, des sentiments identiques. Et c'est là le plus grand bienfait de l'art. Il faut entendre Jean et Pierre chanter celui-ci ses pigeons, celui-là ses coqs, Antoine et Guillaume parler du temps passé, Benoît, Jacob, Augustin et Simon s'entretenir de la terre avec amour, le jardinier et le berger faire l'éloge chacun de son métier et quand ils vont se séparer se dire :

LE BERGER.

Aimez votre foyer et soignez-en les flammes,
Et cultivez vos fleurs en leurs pots arrondis :
Votre esprit n'est point fait pour percer le mystère
Dont le ciel suspend l'ombre ou le feu sur la terre ;
Le marais fume au loin et le temps va changer.
Adieu, probe et doux jardinier.

LE JARDINIER.

Adieu, berger.

Il faut entendre Vincent et Philippe s'ingénier à concilier les découvertes du temps présent avec l'esprit du passé, Jean et Kato se parler d'amour, et se quereller Pierre et Marianne. Ces instants fugitifs d'humbles vies que le monde ignore, Verhaeren les a fixés pour jamais. Ces aspects de la vie moderne que Tityre et Mœlibée estiment manquer de grandeur dans ces pays du Nord où nul écho ne pourrait répéter « les chants divins qu'ont inspirés les muses de Sicile », Verhaeren les a longtemps contemplés pour les égaler, en les chantant, à ceux des époques où tout un peuple de dieux marchait sur la terre. Et le vieux berger répond à Tityre et à Mœlibée :

Jamais vous ne saurez,
Là-bas, sous' vos cieux azurés,
Ce qu'est un foyer clair avec lequel on cause
Tandis que choit la pluie et que souffle le vent
Dès qu'il secoue et bat l'auvent
Et la fenêtre close.

On lit de moins en moins les volumes de vers. Je le sais, et aussi que l'on a raison. Il en paraît peu, au cours d'une année, qui méritent qu'on se donne la peine de les découper. Pour quelques jeunes qui naguère se groupèrent autour de Jules Romains et depuis, sans se perdre de vue, ont pris chacun une voie différente encore que parallèle, combien d'autres qui n'ont pas conscience de leur médiocrité, et qui ne se doutent point qu'il serait meilleur pour eux qu'ils cessassent d'écrire des vers ! Verhaeren ne fut ni ne sera jamais leur maître : on a celui que l'on mérite. Du moins soyons heureux qu'au début de cette année littéraire ait paru un livre d'un grand poète, et qui ajoute à sa gloire en même temps qu'il la renouvelle.

HENRI BACHELIN.



CHRONIQUE ALLEMANDE

La correspondance de Treitschke. — Histoire et historiens. — Le jubilé de Georges Waitz. — Erich Marcks à Munich. — *L'Histoire de l'Europe* de M. Alfred Stern. — Lettres de Karl Marx et de Frédéric Engels. — Une édition populaire de Goëthe. — A propos de Peter Rosegger.

C'est toute une page d'histoire allemande qui se déroule dans la *Correspondance* de Treitschke, dont le deuxième volume, qui embrasse les événements de 1859 à 1866, vient de paraître¹. On y suit toutes les étapes de la pensée du futur coryphée de l'impérialisme lorsqu'il se dégageait peu à peu du libéralisme un peu flou de l'école de Gotha pour se transformer en unitaire radical. Privat-docent de science politique et d'histoire à l'université de Leipzig, il se fait en pays saxon l'apôtre de la cause prussienne. Les misères de la politique de l'heure ne parviennent pas à le décourager. Comme Bismarck, en 1859, il pense que la Prusse doit saisir l'occasion de faire l'unité allemande en profitant des embarras de l'Autriche. « La Prusse, dit-il, doit entreprendre une guerre européenne dans l'intérêt de l'Allemagne. » Il est complètement guéri de l'illusion de croire que jamais l'unité germanique sortira du vote des parlements. « C'est la force qui la fera, dit-il, et pas autre chose. » La force est pour lui la marque de l'esprit allemand. Il l'admire, agressive, chez les chevaliers de l'ordre Teutonique, dont il loue « la dureté du maître absolument dépourvue de sentimentalisme » (*die herrische gemütlose Härte*). Pour lui, il bénit le ciel de n'être pas né dans un milieu trop intellectuel et d'avoir eu comme père un homme d'action. Son seul regret est que son état de santé — ses maux d'yeux et sa surdité — ne lui ait pas permis d'endosser l'uniforme prussien. Du moins ne sera-t-il point un professeur coulé dans le moule ordinaire. Il ne sera ni un savant en *us*, ni un

¹ *Heinrich von Treitschkes Briefe*. Herausgegeben von Max Cornicelius. Mit zwei Porträts in Lichtdruck. Leipzig, S. Hirzel.

bel esprit qui fait la roue devant son auditoire. « Je veux être un homme d'action, » déclare-t-il.

Et c'est pour cela aussi qu'il devient publiciste et historien. Dès 1861, à côté de ses essais politiques et historiques, il prépare une *Histoire de la Confédération germanique depuis 1815* qui deviendra petit à petit sa monumentale *Histoire d'Allemagne au XIX^{me} siècle*. « C'est un livre nécessaire, » dit-il. Il n'épargne aucune peine pour se bien documenter. Presque toute l'année 1861 est remplie par des travaux d'archives à Munich. Mais ce qu'il veut voir surtout, ce sont les pays et les hommes. De là ces voyages dans toutes les terres allemandes, qui nous valent des descriptions singulièrement vivantes des lieux et des mœurs. Je ne sais si écrivain a jamais mieux compris l'esprit allemand dans sa diversité. Cet unitaire en politique était un particulariste effréné quand il s'agissait de coutumes locales. Il en parle toujours en artiste, émerveillé par le pittoresque des choses. Sous sa plume son sujet prend un relief étonnant et l'enthousiasme déborde de ses phrases. « Je ne puis rester froid, dit-il, quand je parle et quand j'écris. » Et c'est cela surtout qui donne un prix inestimable à ses lettres.

La plupart de ces lettres sont adressées à son père, le vieux général saxon, particulariste et conservateur, dont les idées politiques étaient à l'antipode des siennes. Mais avec quelle délicatesse il ménage la susceptibilité paternelle ! Treitschke n'a rien de mesquin : la générosité fait le fond de son caractère. On le voit surtout dans sa correspondance avec ses amis, Henri Bachmann, Ferdinand Frensdorff, Wilhelm Nock, Ludwig Ægidi, Franz Overbeck, ou bien avec son vieux maître Julius Klee, qui paternellement le suit dans sa carrière et lui prédit un brillant avenir. Treitschke a aussi des lettres d'une exquise tendresse, pleine de sensibilité, pour son amie Gustava von Haselberg, la confidente de ses travaux et de ses espoirs. Le tout est parsemé de jugements littéraires sur les écrivains et de réflexions fort piquantes sur les événements et les hommes du jour. On sait que Bismarck, dès 1865, essaya de gagner Treitschke à sa politique. Les lettres, très dignes, échangées

entre les deux hommes font honneur à l'un et à l'autre. Treitschke était alors professeur à l'université de Fribourg en Brisgau, dont il aurait voulu faire une sentinelle avancée de l'idée prussienne dans le sud. A la veille de Sadowa, il quitta ce poste pour se fixer à Berlin, où, au milieu de circonstances fort difficiles, il allait prendre la direction des *Preussische Jahrbücher*.

C'est là que s'arrête le deuxième volume de cette correspondance, qui en aura un troisième et dernier consacré aux années héroïques.

— Il semble que l'automne qui vient de finir ait été la saison des historiens. Après la publication de la correspondance de Treitschke, il y a eu à Göttingue une fête pour célébrer le centième anniversaire de la naissance de Georges Waitz. Il importait, en effet, de ne point laisser passer inaperçue cette date qui rappelle le souvenir d'un des plus grands érudits du XIX^{me} siècle. Si Georges Waitz ne fut pas l'inventeur de la méthode critique en histoire, du moins en fut-il le plus éminent représentant. C'est par centaines que ses élèves, dans les universités et les gymnases, ont propagé ses leçons, et si, dans les sciences historiques, l'Allemagne s'est élevée si haut, c'est en grande partie à Georges Waitz qu'elle le doit. C'est ce qu'ont évoqué ses disciples réunis à Göttingue et venus de tous les coins du pays. Ils ont rappelé ses grands travaux, son histoire classique des constitutions allemandes, ses essais critiques et ses *Monumenta Germaniæ historica*, faits avec un tel oubli de soi-même et un si grand amour de la vérité. Et il ne nous a pas déplu, dans l'Allemagne affairée d'aujourd'hui, d'entendre des hommes de pensée célébrer les mérites d'un savant qui fut aussi modeste que considérable.

— Un autre historien notable de l'Allemagne actuelle, M. Erich Marcks, a quitté, comme on sait, Hambourg, où il ne se plaisait guère, pour Munich, où il prend à l'université la succession de Th. von Heigel. M. Marcks va retrouver là les grands auditoires qui rappelleront les beaux temps des Häusser et des Treitschke dont il continue la tradition, avec peut-être un peu moins de feu dans le débit, mais avec plus d'ob-

jectivité dans l'exposé. M. Marcks rédige actuellement une grande *Histoire de Bismarck* dont le premier volume seulement a paru. Nous en avons loué ici-même la bonne méthode et la narration claire et bien agencée. C'est sur Bismarck aussi que M. Marcks fait son cours à Munich, ou plutôt sur l'histoire générale au temps de Bismarck, Voici donc Bismarck passé dans le haut enseignement allemand comme prototype de toute une époque. Qu'en va-t-on penser à Berlin ?

Dans sa leçon d'ouverture M. Marcks a abordé la question de savoir si l'on pouvait étudier l'histoire contemporaine d'une manière vraiment scientifique.

Il répond par l'affirmative. Avec la publication des livres verts, bleus ou jaunes, les secrets d'Etat nous sont aujourd'hui à peu près tous divulgués. Une critique rigoureuse n'en est pas moins nécessaire et elle l'est même d'autant plus qu'il s'agit d'un temps fort rapproché de nous. M. Marcks remarque que des historiens français comme Thiers ne craignaient pas d'aborder des événements récents et qu'ayant été eux-mêmes témoins des choses qu'ils racontaient, ils n'en donnaient que plus de vie à leur narration. Souhaitons que M. Marcks donne beaucoup de vie à son histoire de l'Europe au temps de Bismarck et souhaitons surtout qu'il publie sans trop tarder la seconde partie de sa biographie du grand homme.

— Et voici que M. Alfred Stern fait paraître chez Cotta une seconde édition de son *Histoire de l'Europe de 1815 à 1871*.

On sait que ce grand ouvrage, commencé en 1894, embrasse à l'heure qu'il est six volumes qui mènent le lecteur jusqu'à la révolution de 1848. M. Stern réimprime aujourd'hui les deux premiers volumes¹. Il n'ajoute, à vrai dire, rien d'essentiel à son exposé. Sans doute la littérature historique de cette époque s'est fort enrichie ces dernières années, mais cela ne peut point modifier l'économie du livre de M. Stern, dont les proportions restent les mêmes. Ça et là une rectification ou une note explicative sont nécessaires. On a reproché à l'auteur d'avoir étudié

¹ *Geschichte Europas von 1815 bis 1871*. Zweite Auflage. Stuttgart und Berlin, 1913.

peuple après peuple au lieu de donner un tableau d'ensemble de l'histoire de l'Europe au dix-neuvième siècle. Il répond avec raison que ce qui est possible dans un manuel ne l'est pas dans un grand ouvrage, où c'est le détail qui surtout importe. D'autres critiques, qui veulent subordonner l'histoire politique à l'histoire économique et sociale, lui ont aussi reproché de donner trop de place à la vie politique elle-même. Avec raison, M. Stern revendique pour l'historien le droit de mettre la politique en première ligne, vu qu'elle est la manifestation la plus importante de la vie d'un peuple. Ce n'est point qu'il ne donne une place, et même assez belle, à la littérature, aux sciences, au commerce, à l'industrie, mais il a dû se borner. « Plus mon œuvre s'enfle et progresse, dit-il, plus je me vois contraint d'user de l'art difficile du sacrifice. » Tout dire est le plus sûr moyen d'ennuyer ses lecteurs. M. Stern, lui, n'a jamais ennuyé les siens.

— En quatre forts volumes publiés chez Dietz à Stuttgart, paraît la *Correspondance de Karl Marx et de Frédéric Engels*. Cette œuvre a été préparée en collaboration avec Auguste Bebel par Edouard Bernstein, légataire des lettres d'Engels et lié à Marx par une étroite amitié de quarante années. Le nombre des lettres est considérable — 1386 — mais ce n'est que la moitié environ de celles que s'écrivirent les deux amis. Plusieurs ont été perdues, d'autres ont été détruites par Marx et Engels et les éditeurs en ont éliminé quelques-unes d'insignifiantes.

Ce qu'on voit d'abord dans cette correspondance, c'est une amitié admirable, une confiance qui ne se dément jamais et une abnégation rare chez Engels, dévoué jusqu'à la mort à son ami. Le jugeant plus génial que lui, il s'efface devant sa haute personnalité. Bien mieux, comme Marx est pauvre, il l'aide de sa bourse pour lui permettre de travailler. Dès la publication du premier volume de son *Capital*, Karl Marx est à l'abri du besoin, car Engels lui verse une pension annuelle de 9000 francs. « Ah ! cher ami, lui écrit Karl Marx, quelle reconnaissance je te dois ! C'est grâce à toi que j'ai pu mener à bien

mon entreprise et je t'assure que j'ai sur la conscience que tu aies dissipé toutes tes forces intellectuelles dans des entreprises commerciales pour que je pusse faire mon livre. »

Qu'elle paraît poignante, la vie de Marx, quand on la voit au travers de sa correspondance ! Sans fortune, obligé de faire du journalisme pour nourrir sa famille, il mène l'existence misérable du prolétaire intellectuel. Encore si ses articles lui étaient tous payés ! Mais soit à la *Wiener Presse*, soit à la *New-York Tribune*, la moitié sont refusés et le prix qu'il reçoit pour les acceptés est dérisoire, 25 francs. A cela s'ajoutent des ennuis domestiques. La femme de Marx, qui veut garder l'apparence d'une certaine aisance, ne semble guère une ménagère accomplie et s'endette. L'écrivain est harcelé par les créanciers et pour se débarrasser d'eux il déploie une ingéniosité digne de Mercadet. Il n'est heureux que lorsqu'il peut travailler au British Museum : là, du moins, il n'est pas dérangé. En 1859, lorsqu'il vient d'achever sa *Critique de l'économie politique*, il n'a pas même les quelques shillings nécessaires pour envoyer le manuscrit à l'éditeur Franz Duncker à Berlin. « Je ne crois pas, dit-il amèrement, qu'on ait encore écrit sur l'argent avec un tel manque d'argent. » C'est alors qu'il fut positivement sauvé de la misère par Frédéric Engels.

Engels était un Rhénan joyeux et bon vivant qui dans sa jeunesse écrivait : « Si j'avais 5000 francs de rente, je ne ferais rien que travailler pour mon plaisir et que m'amuser avec les femmes. » N'ayant pas 5000 francs de rente, il se mit à travailler pour vivre. Commerçant, il fonda à Manchester, sous la raison sociale Ermen & Engels, une maison dont les affaires, d'abord modestes, devinrent fort prospères. Dans ses moments de loisir Engels étudiait et il acquit ainsi de très vastes connaissances en philosophie, religion, littérature, beaux-arts, science militaire. Les questions sociales l'intéressaient particulièrement et l'on connaît son livre *La situation de la classe ouvrière en Angleterre*, qu'il écrivit à vingt-quatre ans. Mais il n'entendait être que disciple et se faire le serviteur des idées de Marx. « Je

ne suis qu'un second violon », disait-il. Ailleurs il reconnaît qu'il doit tout à Marx, sa philosophie, ses idées. Et pourtant Marx faisait grand cas de son jugement. On voit par ses lettres qu'il lui demandait fréquemment conseil et, dans les matières qui lui étaient familières, — la science militaire, les sciences naturelles, la préhistoire et la science commerciale, — il avait souvent recours à ses lumières. Ensemble les deux amis discutent les théories de Proudhon, de Ricardo et de Carey.

Ce qu'il y a enfin d'intéressant dans cette correspondance, ce sont les jugements portés sur les événements du temps et les hommes politiques. Dès 1851 Karl Marx rompt avec les radicaux plus ou moins teintés de socialisme et affiche ce socialisme intégral qui deviendra sa marque propre. Il accable de sarcasmes les petits grands hommes qui ont nom Hecker, Kinkel, Heinzen, Struve, Karl Grün, ainsi que les conspirateurs républicains de l'acabit de Ruge et Mazzini qui « croient agir en lançant dans le monde des manifestes retentissants. » Lui se drape dans un isolement farouche qui ne manque pas de grandeur. « Nous avons enfin l'occasion de montrer de nouveau, dit-il, que nous nous passons de popularité, que nous n'avons besoin de personne et que nous sommes des indépendants irréconciliables ; nous n'avons pas du reste agi autrement lorsque Krethi et Plethi formaient tout notre parti. Comment des gens tels que nous, qui avons toujours fui comme la peste les positions officielles, pourrions-nous aujourd'hui nous enfermer dans le cadre d'un parti ? »

A propos de la guerre d'Italie Marx blâme vivement Lassalle de faire chorus avec les nationalistes allemands qui poussaient la Prusse à marcher sur le Rhin : « Ce n'est pas contre Boutsrapa (Napoléon III) qu'il faut faire front, mais contre la Russie. » En revanche, dans la guerre de 1866, il est pour la Prusse contre l'Autriche et désapprouve Liebknecht qui, par horreur du capitalisme prussien, fait des vœux pour le succès des Habsbourg. « C'est le langage d'un particulariste, d'un réactionnaire, écrit-il ; il ne voit pas que la victoire, par la force des choses, engagera toujours plus dans la révolution. »

Même langage à propos de la guerre de 1870. Sans doute il loue Liebknecht et Bebel d'avoir osé refuser les crédits militaires et de rester conséquents avec leurs principes, mais au fond il approuve la guerre qui donnera le coup de grâce aux petits Etats et qui, par conséquent, servira la cause de la révolution : « Toute concentration des pouvoirs ne peut que hâter l'avènement de la démocratie, » dit-il.

On voit, par ces extraits, combien cette correspondance est intéressante et variée. Elle méritait, certes, d'être publiée.

— La grande édition populaire de Goëthe que la maison Bong fait paraître dans sa collection *Goldene Klassiker Bibliothek* vient de s'achever par la publication des volumes II et XIII¹. Le volume II contient tous les poèmes posthumes de Goëthe, classés dans un ordre nouveau, le *Divan occidental* et les aphorismes en prose, qui eux aussi sont groupés systématiquement d'après les matières traitées. Nous avons eu un plaisir infini à relire dans cette belle édition les beaux vers du *Divan* dont Théophile Gautier a dit :

Goëthe, au bruit du canon brutal,
Fit le *Divan occidental*;
Fraîche oasis où l'art respire.
Pour Nisami, quittant Shakespeare,
Il se parfuma de santal,
Et sur un mètre oriental
Nota le chant qu'Hudhud soupire.

Dans le volume XIII l'historien d'art hambourgeois W. Niemeyer a réuni tous les écrits de Goëthe sur les arts plastiques, ce qu'on n'avait point encore fait, croyons-nous, pour une édition populaire. Et comme introduction à ces études esthétiques, M. Niemeyer a écrit une excellente introduction sur Goëthe critique d'art. Il y montre que les théories émises par le poète dans ce domaine sont du même ordre que celles qui se trouvent dans ses études d'histoire naturelle.

¹ *Goethes Werke*. Vollständige Ausgabe in vierzig Teilen. Herausgegeben von Karl Alt, in Verbindung mit E. Ermatinger, S. Kalischer, W. Niemeyer, R. Pechel, R. Riemann, E. Scheidemann und C. Waas.

Comme pour les volumes précédents les études critiques de ces volumes ont été confiées à des spécialistes éprouvés : c'est surtout ce qui fait de cette édition à très bas prix un instrument précieux pour les travailleurs.

— La célébration du 70^{me} anniversaire de naissance de Peter Rosegger a fait éclore beaucoup de livres nouveaux. Signalons une nouvelle édition des œuvres du romancier que met en vente son éditeur, L. Staackmann, à Leipzig ¹. Les volumes depuis l'été se succèdent avec une grande régularité à raison de un par mois. Rosegger, qui sait si bien narrer les aventures de sa vie et ses expériences de pensée, vient de faire paraître un volume, *Mein Wellleben*, autobiographie qui fait suite aux souvenirs d'un quinquagénaire publiés il y a vingt ans. Parlant de tous les éloges dont il a été comblé lors de son récent jubilé, il dit très modestement : « En considérant que ce sont souvent les plus médiocres qui ont le plus de succès, et que la vraie grandeur reste souvent ignorée des contemporains, on devient soucieux quand on voit les distinctions s'amasser sur votre tête. Alors un peu de modestie se mêle à votre orgueil et, faisant un retour sur soi, on se dit : « Tu as peut-être la gloire du présent parce » que la gloire des siècles ne sera jamais ton lot. »

Les honneurs, on le voit, n'ont point grisé le vieux poète : il est resté l'homme simple et bon qu'il était à ses débuts.

ANTOINE GUILLAND.

CHRONIQUE ANGLAISE

Préoccupations publiques. L'Irlande. La résistance de l'Ulster et les partis.

— Le tunnel sous la Manche. Le pour et le contre. Le public est-il indifférent ? — Quelques livres nouveaux.

Le peuple anglais prend la politique au sérieux, comme le sport. Ceci n'est pas une plaisanterie. Le sport est chose sérieuse, si sérieuse même qu'il est devenu une affaire internatio-

¹ *Gesammelte Werke.*

nale depuis l'institution des jeux olympiques il y a quelques années. N'a-t-on pas parlé d'un ministère du sport ? Comme le sport, donc, la politique a ses règles, et une des règles qu'observent très strictement les Anglais, par instinct autant que par principe, c'est de ne jamais s'occuper que d'une chose à la fois.

En dépit des efforts de leur chancelier de l'Echiquier, M. Lloyd George, qui veut réformer le régime agraire anglais, dans les villes comme dans les campagnes, et qui se propose de faire prendre à la vieille Angleterre une face nouvelle ; en dépit des agitateurs qui, pour arriver au même but, préconisent le socialisme et les grèves générales ; en dépit des non-conformistes gallois qui font de leur mieux pour soulever la passion religieuse et arriver enfin à la séparation de l'Eglise et de l'Etat dans le Pays de Galles, les Anglais ne pensent, en ce moment qu'à l'Irlande et au *home rule*. Leur pensée se tourne toujours vers la verte Erin, comme l'aiguille aimantée revient toujours vers le nord.

On disait, il y a vingt ou vingt-cinq ans, du temps de M. Gladstone, que la question de l'Irlande était insoluble ; lui-même considérait certains éléments du problème qu'elle pose comme déjouant l'entendement humain. La question a sommeillé pendant une génération, à peu près, puis on l'a abordée de nouveau. M. Asquith est venu, qui, aidé par les circonstances, soutenu par une majorité puissante mais disparate, encouragé par une espèce d'indifférence du public anglais, a entrepris de mener à bien la tâche que le *grand old man* avait trouvée trop lourde,

Avec une facilité relative, le premier ministre actuel a fait voter deux fois, par la Chambre des communes, le projet de loi de *home rule* qu'il avait élaboré. Grâce au *Parliament Act*, qui a modifié la constitution britannique, il ne reste plus qu'à faire voter une troisième fois, par la Chambre tout ce projet de loi et, que la Chambre des lords l'accepte ou le repousse, il recevra la sanction royale au mois de mai prochain. Ainsi le veut, ainsi le permet le *Parliament Act*.

Mais le pays le veut-il ? Sur ce point il est bien difficile d'être affirmatif dans un sens ou dans l'autre, à moins d'appartenir à un parti anglais et de voir les événements à travers les lunettes roses des libéraux ou les verres noircis des unionistes. — Le pays est pour nous, déclarent les libéraux, et M. Asquith tout le premier. — Jamais de la vie, ripostent les unionistes ; s'il était pour, vous n'hésiteriez pas à lui soumettre la question. Or vous vous y refusez. C'est donc que vous avez peur d'un échec, si l'on faisait des élections générales.

Voilà où l'on en est aujourd'hui. Nul n'ignore que, depuis quelques mois, l'Ulster est dans un état de fermentation, d'agitation extrême, que les Ulstermen, dont le chef est Sir Edward Carson, l'ancien solicitor general unioniste, ont juré de ne jamais se soumettre à l'autorité d'un parlement dublinois, et que plutôt que de se laisser gouverner par une majorité catholique, ces robustes protestants du nord-est de l'Irlande, plus Ecossais de race, peut-être, qu'Irlandais, résisteront par les armes, s'il le faut, au gouvernement *home ruler* quand il sera établi.

La presse libérale a fait d'aimables plaisanteries sur les Ulstermen et leurs préparatifs en vue d'une révolte éventuelle qu'elle regardait comme de la vantardise pure et simple. Mais c'était une erreur. Les Ulstermen sont résolus, et les railleries de la presse ministérielle n'ont fait que les fortifier dans leur résolution, au point que M. Asquith, Sir Edward Grey, M. Winston Churchill ont dû reconnaître que leurs griefs sont réels et que l'on doit en tenir compte. M. Asquith a été plus loin encore et il a proposé à l'opposition un long échange de vues sur la situation et les moyens d'y porter remède. M. Bonar Law a accepté cette proposition, sans croire beaucoup à son efficacité, car il estime que seules des élections générales peuvent résoudre la question.

Des diverses opinions exprimées par les hommes politiques de tous les partis il se dégage ceci : le sentiment public, longtemps indifférent à la question d'Irlande, se réveille ; et comme, au fond de la résistance de l'Ulster, il se trouve

un élément religieux, ce fait est de nature à remuer profondément la conscience de la protestante Angleterre et plus encore de la puritaine Ecosse. C'est certes à ce réveil de l'opinion britannique qu'il faut attribuer le résultat des deux élections de Linlithgow, en Ecosse, et de Reading, en Angleterre, au commencement du mois de novembre. Dans la première le candidat libéral a été élu, mais avec majorité diminuée tombée de 2000 en 1910 à 500 en 1913, et son concurrent arrivait à obtenir 1300 voix de plus qu'alors. A Reading les libéraux ont été battus et le candidat unioniste l'a emporté sur ses deux concurrents libéral et socialiste par une majorité supérieure aux suffrages réunis donnés à ses adversaires.

Sans aucun doute le *home rule* a été la cause principale de ces deux échecs ministériels, bien que les deux partis les interprètent diversement; et c'est ce qui fait penser à beaucoup de gens que la dissolution et des élections générales ne seraient pas le meilleur moyen de régler la question, car le parti battu, quel qu'il soit, contestera toujours le résultat obtenu.

Que l'on suppose des élections donnant aux libéraux — comme de l'aveu de M. Bonar Low cela paraît très probable — une majorité parlementaire moins forte que celle dont ils disposent aujourd'hui. Ils resteront naturellement au pouvoir, mais leur autorité sera amoindrie, tandis que les unionistes déclareront que le fait qu'ils ont gagné quelques sièges est une preuve d'un revirement de l'opinion. Et dans ce cas il serait difficile aux libéraux de persister dans le projet de *home rule*. A l'heure qu'il est, il est probable que M. Asquith tâchera de modifier son projet de loi, d'accord avec les unionistes, de façon à donner satisfaction aux *Ulstermen*, dont il a reconnu les justes griefs. Si cette tentative de conciliation échouait, le premier ministre pourrait alors faire appel au pays, à son heure, et comme il aurait fait toutes les concessions possibles, la situation serait bien plus forte dans le pays, qui pourrait lui donner raison. Cette fois, le verdict de l'opinion ne pourrait guère être contesté.

On a reparlé beaucoup, cet été et cet automne, du Tunnel sous la Manche, et l'on en parle encore. Le mois dernier, plusieurs conférenciers ont pris le tunnel pour sujet. L'amélioration des moyens de communication entre l'Angleterre et le continent est d'un intérêt européen considérable et il n'est guère de pays continental qui puisse y être indifférent. C'est pourquoi je ne crois pas inutile d'en parler ici.

Après avoir sommeillé pendant des années, la question a été soulevée de nouveau par une députation de membres du Parlement qui, au commencement du mois d'août dernier, a été reçue par M. Asquith. Parmi ces députés, appartenant à tous les partis, on ne relevait — et c'est fâcheux pour les partisans du tunnel — les noms d'aucun des hommes politiques capables de frapper l'opinion, sinon de l'entraîner. M. Asquith ne se compromet pas dans sa réponse à la députation. Il rappela que l'idée du tunnel, après avoir été accueillie favorablement en 1874 par les gouvernements français et anglais, fut repoussée en 1883 par une commission mixte composée de membres des deux chambres du Parlement britannique et que les conclusions de cette commission étaient basées sur l'opinion de lord Wolseley qui, résolument hostile au projet du tunnel, considérait qu'il détruirait la sécurité de l'Angleterre. Depuis lors, tous les gouvernements qui se sont succédé en Angleterre se sont opposés à la construction d'un tunnel entre Douvres et Calais, toutes les fois qu'il a été soumis un projet de loi au Parlement et, en 1907, Sir Henry Campbell Bannerman a déclaré, qu'après avoir consulté le comité de la défense impériale, son gouvernement avait décidé de suivre l'exemple de ses prédécesseurs et de s'opposer au tunnel.

M. Asquith, ayant rappelé ces faits, a ajouté qu'il ne pouvait prendre sur lui de revenir sur les décisions des gouvernements qui l'ont précédé ; qu'il y a, il est vrai, de nouveaux éléments dans le problème, dont le plus important est l'amitié franco-anglaise, et que la question a été soumise à l'examen du gouvernement, dont les différents départements l'ont mise à l'étude, en vue des conditions actuelles. Il a dit, de plus, que le comité de

la défense impériale étudie à nouveau la question ; mais qu'il ne pouvait prévoir quel serait son avis. En résumé, M. Asquith n'a pas été encourageant.

A la suite de cette députation il s'est engagé une polémique dans la presse anglaise sur la question du tunnel, et je viens de relire les lettres qui ont paru à ce sujet dans le *Times*. Ce qui est très frappant, dans cette correspondance, c'est que les partisans comme les adversaires du tunnel se placent exclusivement au point de vue politico-militaire ou au point de vue commercial. Je laisse de côté, à dessein, la question technique et la question financière que l'on n'a pas non plus discutées, car le sentiment général paraît être qu'aujourd'hui les progrès accomplis par les ingénieurs et les constructeurs sont tels que tous les obstacles matériels peuvent être surmontés et que, si l'on faisait appel au public, il n'y aurait aucune difficulté à trouver les quatre cents millions de francs qui suffiraient, paraît-il, pour construire le tunnel.

Le côté militaire du problème semble être le même qu'il y a trente ans ; les généraux sont divisés ; mais en attendant les conclusions du comité de la défense impériale il serait superflu d'exprimer une opinion.

Au point de vue politique, les Anglais reconnaissent que l'entente cordiale a modifié la situation ; mais, disent les pessimistes, les sentiments peuvent changer, les relations peuvent être moins cordiales, elles peuvent même devenir tendues, et le tunnel serait alors une cause d'inquiétude, voire même de danger. A cela les optimistes répondent qu'il n'y a pas de raison pour croire à un revirement dans les sentiments anglo-français et qu'en cas de conflit entre l'Angleterre et un autre pays, le tunnel offrant un moyen sûr de ravitaillement, serait un avantage inestimable. Enfin, en admettant l'hypothèse d'une guerre européenne dans laquelle la Grande-Bretagne et la France se trouveraient être du même côté, le tunnel fournirait aux troupes anglaises ayant à opérer sur le continent, un moyen sûr et rapide de se transporter sur le théâtre de la guerre.

Qui veut trop prouver....

Ce dernier argument fait réfléchir beaucoup d'Anglais qui redouteraient précisément qu'il fût facile de transporter rapidement des troupes britanniques sur le continent. Cela pourrait inciter les hommes d'Etat anglais à adopter une politique continentale trop active, à prendre trop aisément des engagements et à se décider trop promptement à intervenir, à se lancer dans des aventures internationales.

Au contraire, si, avant de participer à des opérations militaires sur le continent, il faut d'abord assurer, au moyen de la flotte, le passage de la Manche, réunir des transports, faire les préparatifs nécessaires, les hommes d'Etat auront le temps de réfléchir, de peser le pour et le contre pendant que les événements s'accompliront, et l'on évitera une intervention prématurée, peut-être même échappera-t-on à la nécessité d'intervenir. En deux mots, le tunnel obligerait l'Angleterre à prendre, dans certaines éventualités, des décisions rapides, tandis que, sans le tunnel, elle] aurait tout le temps de prendre une décision.

Et puis il y a l'argument ouvrier, la crainte d'une invasion de la main-d'œuvre étrangère à bon marché ; l'argument économique et commercial, la possibilité d'un relèvement des tarifs continentaux, le commerce anglais à la merci des compagnies de chemins de fer de l'Europe, l'importation de produits des industries rivales, l'amoindrissement de la marine marchande ; l'argument sentimental enfin, très puissant, c'est-à-dire le rattachement de l'Angleterre au continent et la perte de cette situation insulaire chantée par les poètes et à laquelle l'Angleterre doit sa supériorité morale, physique, politique....

On le voit, les militaires, les hommes politiques, les économistes, les négociants, les philosophes, tous ont pris part à la discussion ; mais chose curieuse, le public, les voyageurs, ceux en somme qui doivent profiter du tunnel quels que puissent être les inconvénients de ce moyen de communication à tous les points de vue, le public, lui, est resté indifférent ; en tout cas il est resté muet et n'a pas pris part à la discussion. Et l'on ne sent pas, parmi ce même public, un grand désir de voir construire le tunnel afin d'arriver à destination, sur le continent, 40.

50 ou 60 minutes plus tôt. Cela est très remarquable, surtout dans un siècle où l'on est en proie à la hantise de la vitesse.



C'est une singulière idée qu'a eue M. Bernard Miall de faire revivre pour les lecteurs anglais la physionomie de Pierre Garat, le chanteur qui fit la joie des salons de Paris sous Louis XVI, sous la Révolution, sous l'Empire et sous la Restauration. Garat fut sans doute un artiste remarquable; mais sans sa réputation d'incroyable, de muscadin, se souviendrait-on de lui? Les mémoires contemporains, il est vrai, font souvent mention de Garat; néanmoins on connaît peu sa vie, ses aventures même ne sortent pas de la banalité de celles des ténors à la mode de tous les temps. Elles n'eurent rien d'éclatant ni par la profondeur du sentiment, ni même par le bruit qu'elles firent ou par l'attention qu'elles méritèrent à l'époque, et la postérité ne peut s'y intéresser beaucoup.

Ce livre est intéressant, surtout comme tableau de l'époque, et il est illustré de reproductions de gravures anciennes que l'on revoit avec plaisir.

Il est édité par la maison Fisher Unwin, de même qu'un roman d'Irène Burn, *The Unforgiving Minute*. M^{me} Burn, dans ce volume dépeint d'une plume alerte et spirituelle la vie des fonctionnaires anglais aux Indes, et dans ce milieu que d'autres ont décrit avec moins d'humour et de prolixité, elle nous raconte l'histoire du ménage Vernon, troublé par la venue d'une cousine d'Angleterre au moment où M^{me} Vernon est frappée de paralysie à la suite d'un accident de cheval. La veulerie du mari, la sèche froideur de la cousine mathématicienne, fraîche émoulue de l'université, l'héroïsme de la femme qui, jusqu'à la dernière minute, conserve son courage et sa gaieté, font de ce tableau de mœurs intimes une étude psychologique très remarquable qui met M^{me} Irène Burn au rang des romanciers d'avenir. Mais que l'auteur de *The Unforgiving Minute* se méfie des hors-d'œuvre et des détails inutiles, que son esprit ironique — trop, parfois — et son style alerte font supporter, mais qui retardent l'action et alourdissent l'œuvre.

Telling the Truth, par M. William Hewlett (Martin Secker, éditeur), sort de la banalité ordinaire du roman anglais courant. Le héros de cette autobiographie, Hugh Middlecomb, commence par nous déclarer qu'il va dire la vérité. Sa façon de procéder consiste à attaquer l'école, la religion, le journalisme, le théâtre, et il faut reconnaître qu'il y a du vrai et beaucoup, dans ses critiques. Elles feraient plus d'effet cependant si Middlecomb n'était pas lui-même un personnage peu sympathique. C'est un agnostique, un sensualiste, un égoïste. Il poursuit une femme mariée, moins pour satisfaire son cœur ou ses sens que parce qu'il s'est mis en tête de l'aimer et de s'en faire aimer. Elle, qui s'en rend compte, résiste. Un jour son mari la met en demeure de choisir entre lui et Middlecomb. Ne se sentant pas aimée comme elle voudrait l'être, elle laisse partir Middlecomb ; mais en jouant avec le feu elle s'est brûlée ; elle n'aime pas son mari et elle est attirée par l'autre qu'elle va rejoindre au bout de deux ans après avoir eu la gracieuseté de faire part à son mari de son intention.

Tout cela peut être vrai, mais c'est peu vraisemblable. Et cependant on lit avec intérêt les opinions si franchement exprimées de Middlecomb qui sont en si complet désaccord avec les idées courantes anglaises. C'est là l'attrait principal du livre de M. William Hewlett.

PAUL VILLARS.

CHRONIQUE SUISSE ROMANDE

L'histoire suisse méconnue : le service étranger, d'après le capitaine de Vallière. — Les portraits de Suisses hors de Suisse, de M. Frédéric Barbey. — Au cœur de l'Afrique avec François Coillard. — Le commerce suisse : la noble et vertueuse compagnie des marchands de Neuchâtel, de M. Favarger. — Un explorateur suisse : le Dr G. Montandon. — Ouvrages récents.

Nous voici en pleine action, en pleine histoire, en plein héroïsme ! La poésie ne nous vient pas du côté d'où nous l'attendions ; pourtant, c'est bien elle. De son large vol frémissant, la

voici qui traverse le champ de notre passé, décrit au-dessus de nos têtes son orbe majestueux et d'un trait remonte vers les Alpes. Elle va boire à la source de nos libertés et nous y ramène avec elle, ravis de nous reconnaître en elle, rendus par elle à notre race, exaltés de sa noblesse, graves de sa fierté, imprégnés de son âme.

Le capitaine de Vallière nous reconquiert trois siècles d'histoire, des plus beaux qui soient, et dont il a bien raison de dire qu'ils nous ont faits ce que nous sommes. Et penser que nous les avons oubliés, méconnus, que nous n'y regardions que par nécessité, avec une mauvaise honte ¹!

La cause a été plaidée trois fois, jamais à fond. Elle l'a été par Zwingli au XVI^e siècle, par Bêat de Muralt et ses amis au XVIII^e, par les conseils publics en 1848, quand le gouvernement fédéral abolit les capitulations.

Les Suisses au service étranger, des mercenaires, disait-on, vendus à tous les partis et qui se ruaient vers l'appât de l'or, dans l'ivresse de la brutalité.

Regardez-les passer : de la fin des guerres de Bourgogne jusqu'au siège de Gaëte, ce sont trois cent cinquante ans qui se déroulent devant vous, et deux millions d'hommes qui défilent, de leur pas cadencé, sous leurs drapeaux éclatants. Un cortège de victoires, de hauts faits invraisemblables, la tradition même de l'inébranlable fidélité et du sacrifice. Honneur et fidélité, s'écrie le capitaine de Vallière. Ce titre dit tout et dit vrai. Dans un temps où la carrière des armes était une profession, les Suisses l'ont exercée avec le culte de la vertu professionnelle. Ils ont été partout les premiers et les derniers, les premiers à l'assaut, les derniers à couvrir la retraite. Partout ils sont restés les hommes de Marignan, de Meaux, du 10 août, de la Bérésina. Au XV^e siècle, Commines les appelait : l'espérance de l'ost (de l'armée) ; au milieu du XIX^e, le jeune roi de Naples battait des mains en criant : « Bravo, mes vieux rochers ! »

¹ Capitaine de Vallière. *Honneur et Fidélité. Histoire des Suisses au service étranger*. 1 vol. in-4°. Avec 600 illustrations dont 35 compositions hors texte par B. Mangold. — Neuchâtel, Zahn, 1913.

On connaît le mot de Stuppa. Louis XIV lui disait : « Avec l'or que nous avons livré aux Suisses, on paverait le chemin de Paris à Bâle. » Le vieux soldat répondit : « Avec le sang que les Suisses ont versé pour la France, on ferait un canal de Bâle à Paris. »

Car c'est à la France que les Suisses ont le plus donné. Et nous voyons bien le sang, mais nous ne voyons pas l'or. François I^{er} ne payait pas, Henri IV ne payait pas; Louis XIV ne payait pas. L'Espagne n'a pas encore achevé d'acquitter sa dette.

S'ils réclamaient leur maigre solde, c'est d'abord qu'ils ne la recevaient guère, et c'est aussi qu'ils en vivaient. D'autres, par milliers, se louaient dans l'espoir du pillage, des faveurs, des profits de toutes sortes. Dans les troupes suisses, le vol d'une poule était puni de mort. Elles étaient célèbres par leur discipline autant que par leur courage; elles servaient en alliées, non en mercenaires.

Ce point est essentiel. Le capitaine de Vallière, en l'éclaircissant, en y insistant selon sa manière, par des touches successives, par des rappels à l'occasion d'un fait, non seulement nous instruit du sens et de l'esprit du service étranger, mais encore nous découvre l'une des sources de notre vie nationale.

Ces piquiers et ces arquebusiers du XVI^e siècle, ces mousquetaires de Louis XIII, ces habits rouges de Louis XIV, ceux de Rocroy, de Malplaquet, d'Oudenarde, et le « mur de brique » de Rossbach, devant lequel le grand Frédéric ôta son chapeau silencieusement, et les Valaisans qui se firent hâcher à Fontenoy, et les géants rouges et bleus du comte d'Affry, ceux du 10 août, c'était la Suisse elle-même, et pendant trois siècles, la vraie Suisse. Là était son unité, sa générosité, sa vaillance. Au dedans, que voyons-nous, depuis les déchirements de la Réforme? Des divisions et des intrigues. Constamment l'ambassadeur de France s'entremet pour réconcilier ces frères ennemis. Il y a des pays souverains et des pays sujets, d'orgueilleux patriciens et un peuple appauvri, des rivalités d'intérêt et d'ambition, desalousies de canton à canton, des catholiques et des protestants,

des oppositions de langue, de race, de mœurs, un pacte branlant....

Au dehors, il n'y a que des Suisses. Le soldat ne veut obéir qu'à des officiers suisses. Dans l'armée, ils vivent à part, ensemble. Ils ont leurs lois, leurs tribunaux, leur armement et leur tactique ; surtout, ils ont leur discipline, juste et stricte. On la maintint jusqu'au bout. Quand les Suisses révoltés du régiment de Châteaueux furent amnistiés en France par l'Assemblée nationale, les gouvernements helvétiques les déclarèrent traîtres à la patrie, infâmes et bannis des Cantons à perpétuité.

Pourquoi M. de Vallière s'en prend-il à André Chénier ? Comment n'a-t-il pas saisi l'ironie mordante du poète ?

Ces héros que, jadis, sur les bancs des galères
Assit un arrêt outrageant
Et qui n'ont égorgé que très peu de nos frères
Et volé que très peu d'argent.

Méprise insignifiante, si l'hymne d'André Chénier était moins célèbre, mais qu'il serait bon de corriger dans la prochaine édition.

Rares, bien rares furent les défaillances. Les Suisses du 10 août firent oublier ceux de Châteaueux. Ces hommes eurent par-dessus tout le sentiment de l'honneur, fait de leurs souvenirs de gloire, de leur dévotion pour le métier des armes, et aussi, visiblement, d'une forte attache au sol natal. Au loin, dans la foule armée et pour ces multitudes qui s'émerveillent de leur fière contenance, ils ne sont ni Bernois, ni Soleurois, ni Vaudois ; ce sont les Suisses, ceux pour qui bien servir, c'est vaincre, et, la plupart du temps, mourir.

Ainsi s'élaboraient les instincts profonds et communs qui se redressent encore en nous, dans les heures solennelles ; ainsi, tandis que tout dépérissait entre les Alpes et le Jura, se trempait au feu des batailles le sentiment national suisse ; et ceux qui l'ont créé sous l'haleine des canons et qui y ont amalgamé tant d'énergies héroïques, tant de patientes abnégations, tant d'ardeur intrépide, l'ont fait, certes, de main d'ouvrier ; et

certain, il est impérissable, ayant été forgé si longtemps dans une telle fournaise.

Le beau livre, le fier et large monument de granit, avec ses reliefs sculptés nerveusement ! Sur une face, la guerre et les guerriers, les sept cents généraux, les trois amiraux, les soixante-quinze mille officiers, les millions d'hommes que nous avons donnés à l'Europe ; sur une autre, les aspects pittoresques de l'ancienne Suisse, d'élégantes et fines descriptions de villes, Lausanne, Soleure, Fribourg ; sur une autre encore, des anecdotes, des traits de la vie civile, politique, de l'activité commerciale de nos aïeux. La richesse, la variété des matières, la sobriété du style et parfois la vigueur du trait, et la magnificence de l'illustration, les grandes compositions de Mangold, ces fresques d'un mouvement si hardi, et la beauté de la typographie, tout nous captive et nous enflamme.

A l'auteur de cette œuvre qu'il appelle nationale, un mot dont on abuse souvent, mais dont il use à bon droit, au capitaine de Vallière : Merci.

Après cela, gardons-nous d'idéaliser nos vieux Suisses ; d'abord parce que nous y aurions mauvaise grâce, étant leurs fils ; ensuite, parce qu'ils n'en ont vraiment nul besoin et que le fait suffit à leur gloire ; enfin, parce que l'enthousiasme doit être un élargissement, non un rétrécissement de l'esprit. Quel malheur s'il nous faisait perdre le sourire, et par là l'indulgence, et par suite le courage de nous regarder dans le miroir de M. Frédéric Barbey ¹ !

Nous en pâtirions plus que je ne puis dire. Le joli, le fin miroir, si discrètement moqueur, qui nous offre de si vives images, si légères, si tenaces pourtant dans notre mémoire, à force de précision !

Pourquoi renierions-nous ces compatriotes falots ? Ils sont la contre-partie de nos robustes héros. Plus exactement, ils en sont l'ébauche imparfaite, dont le burin de la destinée n'a pas épuré

¹ Frédéric Barbey, *Suisses hors de Suisse. Au service des rois et de la Révolution*, d'après des documents inédits. 1 vol. in-16. Lausanne, Payot, 1913.

et affermi les traits. Reverdil, Marc-Louis, le propre frère d'Elie-Salomon, fils d'un honorable secrétaire baillival en la ville de Nyon, qu'est-ce qui lui a manqué pour être un homme? D'avoir su distinguer entre la grandeur et les grandeurs, de ne s'être point affranchi de ses petits intérêts de boutique, de n'avoir rien regardé de plus haut que de son poste de bibliothécaire à la cour de Stanislas Poniatowski. Il désire un carrosse; il veut s'asseoir à la table du roi, il convoite d'emporter un flambeau d'argent pour s'aller coucher. Tel est son horizon pendant qu'une catastrophe se prépare sous ses yeux et que la Pologne agonise autour de lui. Dans ce cadre de tragédie, qu'il est plaisant à voir danser au bout de son fil, avec le déclanchement incohérent de ses gestes, avec sa persévérance à quémander, l'âpre ardeur de ses menues jalousies et l'aigreur de ses fièvres!

Non moins intéressant, ce Ferdinand Christin, d'Yverdon, contre-révolutionnaire en détail et en divers articles, mariage, informations, littérature, qui fut dédaigné de ceux qu'il servait parce qu'il n'était rien, traqué par ceux contre lesquels il servait, parce qu'il était la doublure de ceux qui étaient quelque chose et l'ombre de M^{me} de Staël.

Le plus bizarre, le plus turbulent, et celui de ces trois personnages qui représente la plus géniale caricature d'un grand homme, à coup sûr, c'est Jean-Gaspard Schweizer. Esprit bouillonnant et confus, débordant de pathos humanitaire et entraîné par idéalisme à de louches spéculations où s'engloutissent sa fortune et sa vie, ce Jacobin brouillon rêve, en pleine Terreur, la régénération de la Suisse, élabore, au milieu de ses agiotages effrénés une *Critique de la civilisation*, œuvre gigantesque qui doit être l'enfantement du siècle, et meurt ruiné, trahi, avec un cri d'amour sur les lèvres: « Je quitterais la terre avec tant de plaisir, si, auparavant, je pouvais présenter aux hommes tous les moyens infaillibles pour leur bonheur! »

D'où vient le charme pénétrant de ces évocations? De ce qu'elles ont d'inachevé, sans doute, de l'ironie mélancolique qui s'en dégage? Pauvres vies humaines qui ne sont qu'à demi des

vies d'hommes, faites pour mûrir en quelque abri paisible et que le tourbillon de la grande histoire détache, roule et meurtrit....

— L'homme fort, qui trouve dans l'orage la mesure de son énergie, sur qui les ruines s'abattent en vain et qui les relève, pour en faire, plus ample, plus haut, l'édifice de son vouloir et de sa foi, celui-là nous l'avons connu. S'il n'est pas des nôtres, plusieurs des nôtres l'ont secondé, et l'on se joindra chez nous avec sympathie au pieux hommage que M. Edouard Favre consacre à sa mémoire ¹.

Ce missionnaire fut un meneur d'hommes et un conquérant. Qui n'a entendu le nom de François Coillard ? Voyez son portrait à la première page, cette tête bien modelée, cette belle figure régulière aux traits forts, au front élevé, noblement arrondi, ce regard où la douceur rayonne avec tant de puissance et dont la seule image garde tant de vie ; nature harmonieuse dans sa richesse ; physionomie d'homme d'action et de penseur tout ensemble. Et, en effet, c'est là ce que toute sa carrière atteste. Une de ses plus dures privations, au fond de l'Afrique, c'est la disette intellectuelle ; quel renoncement que celui-là : ne vivre que de son fonds, sans ce commerce de l'esprit qui excite et recrée incessamment la vigueur morale ! Il y supplée de son mieux. Pendant ses interminables voyages à travers un continent, dans son chariot qui craque et geint, au pas lent des bœufs, il lit. La lecture est aussi l'emploi de ses heures de maladie, car il met à profit toutes ses heures ; il lit quand la fièvre lui laisse du répit, cette fièvre harassante exhalée des marécages. Son goût est caractéristique. A part les ouvrages religieux, ce sont les biographies qu'il préfère. Voilà le réaliste, qui se délasse à comprendre les hommes, à les pénétrer dans l'intimité de leur être, en vue de l'action.

Il y avait en lui du politique ; je prends le mot dans le meilleurs sens. Il avait le coup d'œil de l'homme d'Etat. Arrivé sur

¹ Edouard Favre, *François Coillard, missionnaire au Zambèse*, 1 vol. in-8°. Paris, Société des Missions évangéliques, 1913.

les bords du Zambèze il s'écrie : « L'avenir de notre mission du sud de l'Afrique est ici. Je suis surpris que tout le monde ne le voie pas. »

Ouvrez la carte. Il se postait sur l'artère immense du fleuve qui, par sa double courbe, enserme le foyer central de la barbarie sud-africaine et s'étale jusqu'à l'océan Indien. Par les affluents, par des communications diverses, on peut, de là, tendre dans toutes les directions. Là lueur surgie en ce point devait se réverbérer au loin, enflammer l'horizon.

Mais que de labeur pour s'en rendre maître ! Cette région est celle des Barotsis, les sauvages des sauvages, qu'il trouve en pleine anarchie, ravagés par les fureurs de la guerre civile. Arrêté devant le gué du Zambèze, il contemple la majestueuse nappe d'eau et, par delà, la terre promise. Rien ne répond à ses appels, à ses coups de fusil. Présage solennel. Là commence la dernière étape de sa carrière. Je n'en puis et n'en veux parler que du point de vue humain. De ce point de vue, c'est une épopée.

Il voyait toute l'étendue de sa tâche. Porter l'Evangile en ce pays, c'était entreprendre une reconstruction politique et sociale. Tout lui faisait obstacle, non seulement les vices des individus, mais l'organisation du peuple, ses coutumes, ses intérêts et même les nécessités de la vie nationale. Une foule versatile, un roi issu de la guerre, plein de vengeances, meurtrier et faux, qui redoute la réaction païenne s'il favorise les chrétiens. D'autre part, les premières approches de la civilisation européenne, des marchands, des ouvertures pour un protectorat anglais, contact mortel si le sauvage l'affronte dans sa faiblesse et dans sa cupidité. Il faut en grande hâte le relever, le prémunir, lui faire une âme.

On ne résume point une œuvre de ce genre, faite d'innombrables efforts, de succès partiels, de revers, de recommencements, et où le vrai travail s'accomplit hors de la vue de l'ouvrier. Il en est de ces sculpteurs d'âmes comme des primitifs tailleurs de silex, qui devaient frapper du côté opposé à celui d'où ils voulaient détacher l'éclat.

Il y eut les longues difficultés de l'établissement, les constructions, l'ouverture d'une école, tantôt encombrée, tantôt désertée ; puis l'édification d'un temple. Coillard agissait sur la masse par le chant, la prédication et l'enseignement. Mais il avait pour méthode d'entreprendre à part deux ou trois personnages dont l'influence pouvait être décisive. Il avait des vues sur le roi lui-même, Léwanika. Là est le fil de toute cette histoire. C'est un duel haletant entre le missionnaire qui attaque à fond et le potentat qui se dérobe et répond par des bottes secrètes. Enfin vient la promesse de la moisson ; l'école regorge de disciples, la mission a obtenu de s'installer près de la capitale, sur une colline couverte de termitières. Il y a foule au temple ; un mouvement se fait dans le peuple.

Mais déjà le héros a payé la rançon de sa conquête. Un coup foudroyant l'a frappé, la mort de sa femme. Dès lors, il lutte à la fois contre la solitude intérieure et contre les forces du dehors. Par moments, c'est une agonie.

Il vient chercher du renfort en Europe. On l'acclame ; il repart, affermit sa création, et tout d'un coup la voit menacée, à l'heure de la victoire prochaine. Une violente réaction du paganisme le refoule. Des alliés de la première heure font défection, élèvent autel contre autel, fondent, contre la mission, une Eglise nègre, dite éthiopienne, à laquelle ses auxiliaires indigènes, ses propres convertis, se joignent en bonne partie.

Trahi, repoussé, non pas vaincu, Coillard bat en retraite jusqu'à Séfoula, son premier établissement sur le Zambèze. Il n'abandonne rien ; de là sans doute il reviendra. Mais c'est là que l'ombre de la paix suprême l'enveloppe au milieu du combat. C'est là qu'il repose auprès de celle qui, tant de fois, lui avait remis les armes à la main, qu'il souhaitait tant de rejoindre, et dont le nom demeure uni au sien dans le livre d'or des grandes âmes.

— Revenons chez nous. L'activité a d'autres formes encore que celle de l'héroïsme, moins personnelles, non moins nécessaires. Il est bon que le libérateur, l'apôtre, le penseur, se présentent à nos yeux dans l'isolement grandiose du génie. Ne dédaignons

point, cependant, les artisans anonymes des vertus collectives. D'eux aussi et de cela nous avons besoin. Une histoire de nos bourgeoisies commerçantes et industrielles ferait un beau pendant à l'histoire des Suisses au service étranger. M. Philippe Favarger nous raconte celle de la noble et vertueuse Compagnie des marchands de Neuchâtel¹. Le développement de cette corporation est d'une remarquable continuité. Nous pouvons la suivre du milieu du XV^e siècle jusqu'en 1848, et M. Favarger n'a perdu ni son temps ni le nôtre en dépouillant les actes de la Compagnie, les documents officiels et les ouvrages d'histoire neuchâteloise. Il nous fait entendre le bruit de la ruche, il nous fait comprendre la situation de nos villes, les conditions de leur prospérité, les réalités quotidiennes de la vie d'autrefois. Et à tout le moins, sans y tâcher précisément, il nous fait apercevoir la distance qu'il y a entre la simplicité des grandes doctrines économiques et les multiples aspects des questions de fait.

Par exemple, en 1854, la Compagnie des Marchands, qui subsistait sans qualité officielle, se prononça pour l'étalon d'argent contre l'étalon d'or. C'était l'erreur du lendemain, mais la vérité du jour, car la découverte des gisements de l'Australie et de la Californie avait augmenté à tel point la production de l'or que ce métal avait subi une dépréciation inquiétante. L'or devint suspect. Il était avantageux de fondre et d'exporter la monnaie d'argent, qui faillit disparaître complètement de la circulation !

De fait, la Compagnie exerçait un monopole qu'elle défendit bellement dès l'origine, contre la concurrence des Juifs. On a été injuste envers les corporations. Le monopole — auquel je ne propose point de revenir et qui tend à se rétablir de lui-même — était du moins compensé par des obligations strictes, et justifié par des services importants. La Compagnie exerçait les fonctions de nos modernes chambres de commerce ; elle contrôlait les poids et mesures, luttait pour l'abaissement des droits de péage et, en ce sens, pour la liberté commerciale ; en l'absence de

¹ Philippe Favarger, *La Noble et vertueuse Compagnie des Marchands de Neuchâtel*. 1 vol. in-16. Neuchâtel, Wolfrath, 1913.

législation civile, la seule coutume faisant loi, jusqu'en 1848, la Compagnie émettait des « parères », ou avis sur des points de droit ; elle définissait la coutume dans des cas particuliers. Elle intervenait dans la préparation des traités de commerce, travaillait à l'amélioration du service des postes et des coches d'eau ; c'est elle qui, en 1744, institue officiellement les « gagne-deniers » ou commissionnaires-portefaux, chargés du transport des marchandises en ville. Que ne fait-elle pas ? Surtout elle exerce une influence salubre sur ses propres membres ; elle fait bien plus que de créer des gagne-deniers, elle crée des mœurs commerciales, une tradition de probité, d'honneur et d'entraide.

Tout cela n'allait point sans guerre. Lutte avec les Quatre-Ministres, lutte avec la Seigneurie, lutte contre les métèques, lutte pour étendre le contrôle de la Compagnie au commerce du pays tout entier... ces honnêtes marchands ne se lassaient pas de s'arrondir de toutes façons et leur histoire, bien loin de nous dessécher l'esprit par la gravité monotone des chiffres, l'incline parfois à une douce gaieté, en même temps qu'elle force notre estime.

Le commerce suisse eut dans le passé des périodes prospères. Il jouissait en France de privilèges très particuliers, stipulés dans le traité d'alliance. On rencontrait des Suisses par toute l'Europe ; on en rencontre aujourd'hui sur tous les points du monde ; leur tradition d'activité, d'ordre et d'initiative n'est point tombée en désuétude, et si l'on fait sagement de nous signaler le danger de l'immigration étrangère et ceux qui peuvent résulter de l'extension de notre industrie, il serait bon également de compter nos chances et nos gains, l'accroissement de nos ressources, l'expansion considérable de la Suisse à l'extérieur, ce service étranger du commerce et de l'industrie, par où aussi s'alimente notre vie nationale.

— Voici le Dr Montandon, tout frais débarqué d'Abyssinie¹. Qui lui a fait accueil sur la côte des Somalis, à Djibouti ? Des Suisses. A Addis-Ababa, à Diré-Daoua, et même dans l'intérieur ?

Dr G. Montandon, *Au pays Ghimirra. Voyage à travers le massif éthiopien, 1909-1911*. 1 vol. in-8°. Neuchâtel, Attinger.

Des Suisses encore. Il en est si peu étonné qu'il s'étonne de n'en pas trouver davantage. Et quand il décline ses qualités, au cœur du pays Ghimirra, l'indigène lui répond : Souisse ? Ah oui... mousieu Ilg.

Qu'allait-il faire là-bas ? Il allait voir, tout simplement. Il est allé voir en géographe, en anthropologue, en ethnographe, en naturaliste, en historien, et ce qui ne gâte point le reste, en touriste.

Lapidez-moi, si vous le voulez, j'en tiens pour ma marotte : il y a une culture scientifique qui est au moins l'équivalent de notre culture classique. Seulement les lettrés de la science sont aussi rares que les lettrés des lettres.

Heureuse combinaison que celle du médecin et du chasseur pour voyager dans ces régions inconnues où l'on se sert, en guise de monnaie, de boules de tabac ou de cartouches de fusil Gras. Le chasseur se défend contre les bêtes, et le médecin contre les hommes. Un jour, surveillé avec une sollicitude un peu étroite par un chef méfiant, M. Montandon administre à ses gardiens... devinez ? une volée de bois vert ? Non, une dose généreuse de chloral. Et, leur ayant procuré un sommeil digne des dieux, il lève le camp pendant la nuit. Au petit jour, il était hors d'atteinte.

Les détails pittoresques abondent dans cette relation, qui garde la forme du journal de voyage. L'information scientifique n'y est pas moins variée. Notons les précieux relevés topographiques dont les spécialistes sauront gré à notre compatriote, les cartes élégantes et claires qui enrichissent le texte, les très nombreuses photographies dont il l'illustre, les mensurations anthropométriques, l'étude des mœurs indigènes, des habitations, du vêtement, des armes, des monnaies, des langues, des races, des religions. Ces renseignements sont presque entièrement nouveaux, surtout pour le pays Ghimirra, au sud du Nil Bleu et au nord-ouest du fleuve Omo, région que notre explorateur a parcourue le premier en certaines parties. En d'autres il a retrouvé les vestiges de son prédécesseur, Maurice Potter, un Suisse, qui fut assassiné dans cette contrée en 1898. Plus heu-

reux que lui, M. Montandon est revenu à bon port. Sera-ce comme Ulysse,

Ou comme cestuy-là qui conquît la toison

pour vivre entre ses parents le reste de son âge? Avoir tué des lions, des vrais, avoir chassé le buffle, l'éléphant et l'hippopotame, et ne plus poursuivre que le lièvre ou la bécasse; avoir contemplé le Lion de Juda, Lidj-Yassou, avoir mangé à son gîte, avec les doigts, et prosaïquement se remettre à l'usage de la fourchette et de la cuiller!

MAURICE MILLIoud.

N.-B. Je serais par trop incomplet si j'omettais de signaler l'aimable fête littéraire que les admirateurs du poète Edouard Tavan lui ont donnée au mois d'octobre, à Genève. Hommage bien mérité et reçu avec une noble modestie. Autre incident de notre vie littéraire, à Lausanne, cette fois : la première représentation et le succès d'une comédie de M. Jaccottet : *La défense du foyer*. M. Jean Clerc publie à Fontaines (Neuchâtel), chez L. Bourgeois, une pièce historique en quatre actes : *Dans la boutique du mège*. Et voici un ouvrage posthume de Philippe Monnier : *La Genève de Töpffer*, et une étude brillante de M. Philippe Godet sur les lettres à Genève au xix^e siècle, dans la publication de la maison Atar : *Nos centenaires* (8^e fascicule).

Il y a là un curieux rapprochement entre Töpffer et J.-J. Rousseau, et du reste un raccourci de tout qui est d'un maître. Si ces pages pouvaient rappeler à nos jeunes gens que le monde ne date pas d'eux, ni la langue française, ni la Suisse romande, ni même le talent!

Et voici, de A. Roulier, une suite de récits campagnards (*Sur le banc*, Payot, Lausanne); de Joseph Autier : *La voie droite*, roman (Attinger, Neuchâtel); de Miss Butts un choix de contes du moyen âge : *Au temps des Chevaliers* (Payot, Lausanne). Poètes, dramaturges, critiques, romanciers, de l'excellent, du bon, du moins bon, du beaucoup moins bon. On me permettra de revenir à quelques-unes de ces œuvres.

M. M.

CHRONIQUE SCIENTIFIQUE

Le soleil diminue-t-il? — Les intoxications oxycarbonées dans le passé.
— Mortalité par la diphtérie, avant et depuis le sérum. — L'appendice
serait-il utile? — Un nouveau textile, le *kapok*. — L'aéroplane et le
service postal en Alaska. — Publications nouvelles.

Une masse qui émet de la chaleur et de la lumière peut-elle rester constante? Le bon sens et la physique répondent que non. Par conséquent le soleil doit s'atrophier, diminuer de jour en jour. Telle est la thèse que M. J. Bosler, de l'observatoire de Meudon, a développée dans *Le Radium*, en faisant le calcul de ce que doit être la perte subie par le soleil, par suite de son rayonnement.

Admettant que la valeur de la constante solaire est représentée par 2,5 calories, M. Bosler trouve, d'après la théorie qui indique quelle diminution de masse correspond à telle émission de chaleur et de lumière, que le soleil s'appauvrirait d'une quantité de matière égale à la masse de la terre en 30 millions d'années. C'est très peu de chose, les dimensions de la terre étant insignifiantes à côté de celles du soleil. Mais cette perte a des conséquences; la durée de l'année s'accroît à mesure que s'affaiblit la masse attractive du soleil, et chaque million d'années, cette durée doit croître de six secondes. En même temps la variation de la longitude moyenne doit produire, dans ce même intervalle de temps, un retard de 36 jours dans les saisons.

On aimerait pouvoir, dès maintenant, constater les variations dont la théorie nous affirme l'existence, mais il faudrait pour cela des méthodes beaucoup plus délicates que celles dont nous disposons. La constatation pourrait toutefois se faire en ce qui concerne des étoiles, c'est-à-dire des soleils, plus chauds, car l'énergie rayonnée est proportionnelle à la quatrième puissance de la température absolue. Dans ces conditions, les étoiles six et sept fois plus chaudes que le soleil ont un rayonnement d'énergie

et une perte de masse 1000 ou 2000 fois plus considérable et plus aisément appréciable. En effet, si Algol a $13,800^{\circ}$ et si sa masse représente les $\frac{4}{9}$ de la masse solaire, les éclipses de cette étoile doivent se produire avec un retard de 12 minutes par 2000 ans. C'est un retard appréciable, et dont on doit pouvoir constater l'existence en un laps de temps moins long.

— Avec l'hiver voici revenue la saison des calorifères, et, là où survit le calorifère à air chaud, la saison des intoxications oxycarbonées.

Mais, d'après une communication de M. Neuburger au congrès des naturalistes allemands, à Vienne, l'intoxication oxycarbonée ne serait nullement un privilège des temps modernes : l'antiquité l'aurait connue. C'est du moins ce qui semble ressortir de divers passages d'Aristote, et de Galien surtout. Dans les maisons neuves, les anciens, comme nous, plaçaient volontiers des réchauds pour accélérer la dessiccation des plâtres. Or ces réchauds déterminaient souvent des accidents. Galien, toutefois, se trompait : il les attribuait à la dessiccation même, non au réchaud, et cette erreur fut de très longue durée. Julien l'Apostat paraît avoir succombé à une intoxication oxycarbonée or la cause invoquée fut non pas le réchaud, ni la dessiccation mais l'humidité des murs. Au quatorzième siècle on croyait aux propriétés intoxicantes des enduits frais. Il semble que ce soit en 1715 que la vérité s'est enfin manifestée avec l'aide de Frédéric Hoffmann, ancien médecin du roi de Prusse. Le 1^{er} janvier 1715, quelques gardes sont trouvés asphyxiés dans une cabane près de Iéna. Hoffmann étudie l'affaire et reconnaît que l'empoisonnement est dû aux vapeurs se dégageant du charbon. C'est depuis lui que l'on connaît tous les signes de l'intoxication oxycarbonée et la marche à suivre pour la combattre.

— Le Dr Louis Martin, de l'Institut Pasteur, a publié une fort intéressante étude sur la mortalité par la diphtérie, avant et depuis la sérothérapie.

Avant, de 1880 à 1893, Paris perdait en moyenne 1721 per-

sonnes par an du fait de la diphtérie : les chiffres extrêmes étant 2244 et 1266.

Après la découverte du sérum Behring-Roux, la mortalité moyenne annuelle est tombée à 348, avec 736 et 174 comme chiffres extrêmes. Par conséquent avec la sérothérapie il n'y a plus qu'un décès là où il y en avait cinq, et parfois même un au lieu de sept.

La mortalité a été pareillement abaissée dans toutes les villes où l'on a organisé le service antidiphtérique. Et comme l'organisation varie d'excellence, la mortalité diffère légèrement. Paris, Bordeaux, Lyon, sont sur le même pied : mais à Lille et au Havre, la mortalité est un peu moindre : le service y est mieux organisé. C'est en France que, parmi les grandes nations, la lutte contre la diphtérie est la plus efficace : la mortalité y est fort inférieure à ce qu'elle est en Angleterre ou en Allemagne. Mais la Belgique et la Hollande ont des statistiques encore plus favorables. Il est beaucoup plus facile d'organiser des services d'hygiène dans un pays petit et compact que sur une étendue considérable.

— L'appendice serait-il utile? Et après en avoir tant enlevé, la chirurgie devrait-elle connaître les remords et se dire qu'elle s'est trompée? Il le semblerait, d'après M. R. Robinson qui a présenté à l'Académie des sciences une curieuse note sur les fonctions bio-chimiques de l'appendice. Pour M. Robinson, considérer l'appendice comme un organe en régression et atrophié, serait une supposition toute gratuite. L'appendice existe chez tous les mammifères et parfois chez les oiseaux il y en a deux. Ce qui ferait l'importance de cet organe, ce serait sa structure intime : ce serait une véritable amygdale de l'intestin. M. R. Robinson ayant pu sans peine se procurer un nombre suffisant d'appendices humains, tout à fait ou à peu près sains, a fait avec ceux-ci un certain nombre d'expériences. Il a constaté que leur importance au point de vue de la digestion, est faible. Le suc de l'appendice agit peu sur les albuminoïdes et encore moins sur les féculents. Mais l'injection des raclures de la mu-

queuse de l'appendice agit de façon très marquée en déterminant des contractions plus ou moins violentes du cæcum et du gros intestin. L'appendice présiderait-il donc à la défécation ? Et son suc, le liquide acide qu'on y trouve, jouerait-il le rôle d'une hormone qui stimule le cæcum, et assure l'expulsion des résidus de la digestion ? C'est du moins l'opinion de M. Robinson qui proclame la grande utilité de l'appendice et considère son ablation dans les cas douteux comme un mauvais acte dont souffre la digestion.

Après tout, M. Robinson a peut-être raison....

Les chirurgiens coupent, et coupent, et ne se demandent jamais assez si ce qu'ils enlèvent n'aurait pas quelque utilité.

— On entend souvent parler, en Allemagne principalement, du kapok, qui serait un nouveau textile.

Il est bon que le public sache que sous ce nom les Allemands vendent des produits très divers et de très inégale valeur.

Le véritable kapok est une fibre fournie par un arbre, un *Eridendron* de Java et des Indes hollandaises, ou plutôt par le fruit de cet arbre. Ce fruit est couvert d'une enveloppe composée de fibres. Celles-ci ont l'inconvénient d'être très cassantes, mais on a trouvé le moyen d'en faire des fils, moyennant l'adjonction de coton, laine, ou soie. La fibre est très transparente et presque amorphe ; elle présente une cavité considérable, et de fort minces parois. Elle est très friable et très lisse. Le kapok prendra-t-il une place sérieuse dans l'industrie textile ? On en peut douter. Mais il ne faut rien assurer.

— Ce n'est pas seulement en France et pour accélérer le service postal sur de petites distances comme celle qui sépare Pauillac de Paris, qu'on songe à utiliser l'aéroplane pour transporter les lettres. Il y a des pays où cet appareil rendrait des services autrement importants, l'Alaska, par exemple, à l'intérieur duquel certaines localités ne reçoivent de courriers qu'à des intervalles de plusieurs semaines. On en cite où les lettres n'arrivent que quarante jours après avoir quitté Seattle, en hiver ; en été, il faut toujours au moins huit jours, et souvent

quinze. Avec l'aéroplane, cinq jours suffiraient, au maximum.

Actuellement le service postal se fait au moyen de traîneaux et d'équipages de chiens. Parmi ces équipages il en est de remarquables. Ainsi l'un d'eux a franchi en 82 heures la distance de 412 milles, c'est-à-dire 660 kilomètres. Cela fait 80 kilomètres à l'heure. Mais c'était dans une course. En temps normal, les traîneaux mettent de trois à cinq fois plus longtemps.

L'aéroplane, qui ferait moitié moins de chemin, d'ailleurs, n'ayant pas à faire les détours imposés aux chiens par la montagne et les rivières, se contenterait de cinq ou six heures. Evidemment la température serait très basse, mais on pourrait utiliser une partie de la chaleur du moteur à réchauffer l'aviateur.

L'idée d'établir un service postal par aéroplane pour l'Alaska a été proposée : les autorités postales ont demandé à tenter l'expérience, mais la proposition a été repoussée par le Congrès fédéral. Les partisans du progrès ne se tiennent toutefois pas pour battus : ils comptent bien revenir à la charge et mettre sous les yeux des misonéistes, des ennemis de la nouveauté et du progrès, des arguments qui finiront par désarmer leur opposition. Quand on voit, par les merveilles de courage, de hardiesse et d'endurance dont les aviateurs français donnent l'exemple (car si l'aéroplane est né en Amérique, c'est en France qu'il a réellement acquis une existence, ce sont les Français qui l'ont fait ce qu'il est, et en ont tiré ce qu'on en a tiré), le temps qu'un aéroplane peut passer en l'air sans escale, et la distance qu'il peut couvrir d'une traite, on ne peut douter des services qu'il rendra lorsqu'on se donnera la peine de lui chercher des applications.

— Publications nouvelles : *Le froid industriel* (F. Alcan, Paris) par L. Marchis ; ouvrage de haute actualité, très complet et bien compris. — *Le nivellement des jouissances* par G. d'Avenel (Flammarion, Paris). Le titre dit bien de quoi il s'agit, de la démocratisation du bien-être. M. d'Avenel connaît à merveille son sujet. — *La Savoie vue par les écrivains et les artistes*, par A. van Gennep (Louis Michaud, Paris). Choix de pages descriptives, avec textes,

légendes, curiosités diverses. L'idée est fort ingénieuse : le livre de M. van Gennep complète les guides usuels. — *Essai sur les apparitions et opuscules divers*, par Schopenhauer (F. Alcan); œuvre fort intéressante au point de vue psychologique. — Enfin, *La vie inconsciente et les mouvements*, par Th. Ribot; un livre que tous les psychologues devront lire.

CHRONIQUE POLITIQUE

Deux nouveaux souverains. — Autour des parlements : en Espagne, en Hongrie, en Italie. — Les suites de la guerre balkanique. — L'Allemagne en Alsace-Lorraine. — A propos du procès de Kiew.

La politique chôme à l'approche de l'hiver et c'est dans l'ordre des choses. Pourquoi les hommes redoubleraient-ils d'agitation quand la nature entre dans son repos ?

Autrefois, peut-être, les changements dynastiques qui viennent de se produire dans l'empire allemand auraient-ils compté parmi les événements historiques ; ils ont, aujourd'hui, fourni une abondante copie aux journaux, sans modifier en rien le sort des peuples.

Après vingt-sept ans de régence, le petit trône de Brunswick est enfin occupé. Le prince Ernest-Auguste, second fils du duc de Cumberland et gendre de Guillaume II, a paru, malgré la bruyante intervention du Kronprinz, offrir des sûretés suffisantes. Il est aujourd'hui duc souverain, dans les limites de la constitution de l'empire et à la légitime satisfaction des habitants de son minuscule Etat.

En Bavière, la situation de fait a été régularisée en droit. Le régent Luitpold n'avait jamais revendiqué le titre royal. Peut-être, après avoir joué un rôle actif lors de l'internement du malheureux Louis II, ne tenait-il pas autrement à ressusciter de vieilles histoires. Son fils a été moins patient. C'est avec son

approbation, sinon sur sa demande, que le baron de Hertling, président du conseil, a présenté aux chambres un article additionnel à la constitution bavaroise déclarant qu'au cas où une maladie physique ou morale interdirait au roi l'exercice du pouvoir, le régent pourrait, au bout de dix ans, déclarer le trône vacant. Le projet n'a pas rencontré d'opposition sérieuse. Le peuple bavarois acclame son nouveau roi, Louis III, déjà chargé d'ans et riche d'expérience, mais énergique et très apte à sauvegarder ce qui reste de souveraineté nationale en face de l'empire. Cependant les journaux ont répété, une fois de plus tout, ce que l'on sait de la mystérieuse tragédie du lac de Starnberg et fait surgir le spectre du roi fou, le malheureux Othon, qui erre la nuit dans les salles armoriées du palais de Fürstenried.

— La chronique parlementaire n'indique rien de très sail-
lant.

Ceux qui désirent le bien de l'Espagne n'ont pu qu'applaudir à la décision du jeune roi qui, incapable de gouverner plus longtemps avec les libéraux divisés, a chargé du pouvoir non pas M. Maura, le chef redouté de la droite extrême, mais un conservateur modéré, M. Dato. Ainsi les troubles qui accompagnent fatalement les passages au pouvoir de M. Maura seront évités et l'Espagne pourra continuer dans la paix son lent travail de reconstitution intérieure.

Ceux qui s'intéressent aux choses de Hongrie ont été heureux d'apprendre que l'opposition parlementaire qui, depuis le fameux coup de force du comte Tisza, le 4 juin 1912, ne participait plus aux travaux de la chambre, a repris sa place aux séances. Elle était sortie en claquant les portes, après avoir déployé des ressources d'obstruction, une ingéniosité dans le tintamarre qu'avait admirées l'Europe entière. Elle ne voulait, disait-elle, plus rien avoir de commun avec une assemblée servile et corrompue. Mais, sauf au temps légendaire de Menenius Agrippa, les retraites sur le Mont-Sacré ont peu réussi à ceux qui les ont tentées. L'opposition s'est aperçue qu'on pouvait gouverner sans elle ; elle a constaté, à la suite d'élections partielles, que

le peuple restait insensible à son geste. Elle revient aujourd'hui, soi-disant obligée de reprendre le combat, de fait assagie. Le beau palais de Buda-Pest va perdre son calme ; mais la vie parlementaire hongroise redeviendra normale. Et, puisque parlementarisme il y a, mieux vaut que les choses se passent correctement.

En Italie, M. Giolitti est en plein triomphe. Chacun lui dit qu'il a la chambre de ses vœux. Si le président du conseil, comme tous les chefs d'Etat, prétend être l'élu de l'intelligence, il a dû faire des constatations assez peu flatteuses pour son amour-propre. « On a donné le droit de vote, m'écrit d'Italie un correspondant très sûr, observateur désabusé des choses à des millions d'hommes qui ignorent ce que c'est qu'un législateur, qui, la plupart, sont même incapables de le concevoir, comme serait incapable de le concevoir chez vous un enfant de huit ans. Car la population de l'Italie méridionale et de l'Italie occidentale, comparée aux Germains et aux Germano-Celtes, est une population d'enfants. Il est donc impossible que la lutte électorale soit soutenue par des arguments sérieux. Vous pouvez vous imaginer quels mobiles ont dû être mis en jeu.... » Et les récits que le correspondant du *Temps*, grand admirateur pourtant de l'Italie, a faits de la campagne, tendent à prouver que le peuple souverain s'est préoccupé d'autre chose que d'élire des députés sérieux, aptes à légiférer en toute compétence et sérénité.

Mais M. Giolitti, à côté de bien d'autres qualités, possède celle de faire bonne mine à mauvais jeu. Un seul fait paraît le troubler. Si l'introduction de millions d'illettrés dans le corps électoral italien a assuré aux socialistes une augmentation d'effectifs escomptée d'avance, elle a profité à d'autres gens, les catholiques : ils sont 33 au lieu de 15. Mais voici bien autre chose : le comte Gentiloni, président de l'union électorale catholique, affirme que dans 230 collèges le suffrage des cléricaux a décidé de la victoire et que cet appui a été accordé aux candidats moyennant la promesse noir sur blanc qu'ils

respecteraient certains intérêts. Là-dessus, grand scandale ; le gouvernement qui coquette avec les socialistes, les radicaux, les francs-maçons, tous anticléricaux résolus, va donc avoir dans sa majorité une foule de gens suspects de cléricalisme ! Les démentis pleuvent dans les journaux officiels et le saint-siège, qui n'a jamais approuvé la formation d'un groupe parlementaire catholique, désavoue hautement le comte Gentiloni. Mais comme, avant même la fameuse révélation, l'*Osservatore*, organe attitré de la papauté, affirmait que « presque la moitié de la Chambre provient du Vatican », il faut bien qu'il y ait dans cette histoire autre chose qu'une calomnie blessante.

Décidément le parlement de Montecitorio ne court pas risque de tomber en dessous de sa réputation : les *combinazioni* de l'avenir vaudront celles du passé.

— De l'Orient turc ne nous viennent plus de surprises et personne ne songe à s'en plaindre.

La commission européenne chargée de fixer la frontière albano-grecque poursuit péniblement son ingrate besogne. Ingrate.... car ceux qui l'accomplissent sont liés par les instructions de leurs gouvernements, gênés par un traité déjà signé : quoi qu'ils fassent, ils s'attireront beaucoup de reproches et peu, très peu de louanges.

A Athènes, les plénipotentiaires grecs et turcs discuteraient sans doute encore si un ministre roumain, M. Take Jonesco, qui passait comme par hasard au pied de l'Acropole, n'était intervenu pour les forcer d'en finir. Le protocole est maintenant parafé ; il ne règle que des questions secondaires : le retour des prisonniers, l'amnistie, le régime des musulmans qui habitent des territoires cédés, le sort des biens *vakoufs* ou propriétés des mosquées.... La grosse question, celle des îles, y est soigneusement évitée. Dès lors on peut s'étonner qu'il ait fallu des mois pour en arriver là ; c'est l'indice d'un esprit de chicane ; chacun doit le reconnaître.

C'est le mal d'argent qui inspire aux Etats balkaniques une sagesse momentanée. Comme on craint qu'ils n'en fassent un

mauvais usage, on ne se presse pas de leur en donner. A ce jeu, les gens querelleurs sont réduits à faire le poing dans leur poche ; mais aussi les maux de la guerre subsistent.

— Cette guerre, on en parle beaucoup aujourd'hui. De grands personnages, qui ont tenu les premiers rôles, exposent leur conduite et justifient leurs actes.

A Belgrade, M. Pachitch a retracé devant la Skoupchtina toutes les phases de la double lutte. Il s'est attaché surtout à se justifier du reproche de maladresse qu'on lui a adressé pour avoir envoyé 50 000 Serbes sous Andrinople sans exiger au préalable de la Bulgarie une modification du traité signé avant la guerre. Peut-être le président du conseil n'a-t-il pas réussi à convaincre tout le monde que son attitude ait été la meilleure et la seule possible ; mais son discours clair et bien documenté a fait partout une grande impression. Personne, dans tous les cas, ne songera à mettre en doute sa loyauté.

A Vienne, le comte Berchtold s'est expliqué devant les Délégations. Ses auditeurs ont appris, s'ils ne s'en étaient pas encore doutés, que l'Autriche-Hongrie a toujours manifesté la plus grande bienveillance envers les Etats balkaniques, que c'est dans un but éminemment pacifique qu'elle s'est livrée à une mobilisation formidable et a gardé pendant six mois et plus 900 000 hommes sous les drapeaux, mais que la Serbie méconnaît ces excellentes intentions et, par ses ambitions coupables, met à une rude épreuve la patience de sa grande voisine. Le ministre s'est félicité des résultats obtenus et de la forte position de la monarchie soutenue par d'inébranlables alliés. Comme il n'est pas d'usage que de grands débats sur la politique extérieure s'engagent dans les Délégations, les affirmations du comte Berchtold n'ont rencontré que peu de contradicteurs.

En Bulgarie aussi des voix s'élèvent ; elles répondent à la demande de tout un peuple qui veut savoir à quoi s'en tenir et fixer les parts de responsabilité dans la folle aventure qui lui a coûté si cher. Car aujourd'hui personne ne songe plus à nier que c'est bien l'armée bulgare qui, dans la fatale nuit du 30 juin, a

attaqué ses anciens frères d'armes. Peut-être cette enquête est-elle malencontreuse ; peut-être vaudrait-il mieux, une fois pour toutes, endosser une responsabilité collective. Il apparaît, en effet, qu'à un moment donné le pays entier a été saisi d'un accès d'orgueil, j'allais dire d'impérialisme, qu'il a réclamé l'hégémonie dans la péninsule balkanique, qu'il s'est indigné contre ceux qui paraissaient faire obstacle à ses volontés et s'est cru de force à briser toutes les résistances. Etat d'âme connu et classé qui, selon les cas, conduit les nations à la grandeur ou au désastre.

Mais un peuple n'a pas l'habitude de se charger lui-même. Il tend d'instinct vers les solutions simples ; il veut connaître les hommes, ou l'homme. Or, trois ministères ont pris part aux prodromes de la seconde guerre, ceux de MM. Guechof, Danef et Radoslavof ; les membres de chacun d'eux accusent les autres, sinon d'avoir commis la faute, au moins de l'avoir rendue inévitable. C'est un bel entrecroisement de révélations et de reproches. Mais une question prime tout le reste : qui a ordonné l'attaque ? Le général Savof, clame le chœur de ceux qui savent. Le général Savof répond : le roi ; et il prétend avoir en poche un ordre écrit.

Ainsi le souverain est directement atteint. Il est, en ce moment encore, à Vienne où son séjour se prolonge de façon suspecte ; on parle couramment de son abdication. A vrai dire les démentis officiels et officieux ne manquent pas et, jusqu'à preuve du contraire, nous devons y ajouter foi. Mais certains bruits sont fâcheux par eux-mêmes : ce n'est pas d'un monarque bien en selle qu'on dit qu'il va abdiquer.

N'est-ce pas il y a une année encore qu'on affirmait que le roi Ferdinand était le premier diplomate de son époque, qu'il jouait d'une main assurée sur l'échiquier européen, conduisait les choses et dominait les hommes ? Comme ce conflit balkanique nous a paru lent ; mais aussi comme les réputations passent vite !

— Je voudrais pouvoir laisser de côté ce que les journaux

appellent l'incident de Saverne, car il y a là des personnages démesurément enflés autour desquels le mieux serait de faire un parfait silence. Il est caractéristique cependant, en même temps que profondément triste.

Qu'un petit lieutenant se permette des propos outrageants sur la population civile au milieu de laquelle il vit, qu'il qualifie en termes scandaleux le drapeau d'une nation voisine, il n'y a rien là de très extraordinaire: on rencontre partout des éphèbes insolents et mal élevés. Mais que ce matamore imberbe n'ait pas été mis immédiatement aux arrêts de rigueur pour lui apprendre à vivre, qu'il soit admiré par ses congénères, couvert par ses supérieurs, que les soldats qui, comme c'était inévitable, ont colporté ces appréciations stupéfiantes soient, eux, expédiés dans des garnisons lointaines ou jetés en prison; que des mesures de répression ou de précaution trop significatives soient prises contre la foule justement blessée, il y a là de quoi déconcerter nos notions du juste et de l'injuste.

Et toujours la troublante question se pose: comment l'Allemagne si remarquable à tant d'égards, si riche en hommes intelligents, n'admet-elle pas, après une expérience de quarante-trois ans, que tout son système en Alsace-Lorraine est malencontreux et faux, comment peut-elle supposer que c'est en malmenant les gens qu'on se les attache?

— Une constatation heureuse pour finir.

Plus le procès de Kiew avançait, plus il devenait évident que l'Israélite Beilis, non seulement n'avait pas commis le crime dont on le chargeait, mais qu'il était parfaitement ignorant de tout le drame. Pourtant le fanatisme ne désarmait pas. Le procureur-général a placé un réquisitoire effrayant au cours duquel, remontant jusqu'à l'historien Josèphe, il a cherché à prouver que le meurtre rituel était en usage chez les Juifs et que le petit Youchtchinski ne pouvait avoir été tué que par l'un d'eux. Le président du tribunal, sous prétexte de résumer les débats, a été tout aussi affirmatif. Heureusement le jury était là. Ces onze hommes, des paysans et des petits employés, ont vu défiler

devant eux pendant trente-quatre jours des personnages officiels qu'ils respectaient absolument et qui tous arguaient dans le même sens. On les croyait incapables de réagir ; ils sont restés maîtres d'eux-mêmes.

Les questions posées étaient déconcertantes. On demandait d'abord s'il était prouvé que l'enfant Youchtchinski, dans une fabrique juive, eût été tué dans les circonstances qu'a révélées l'autopsie. Répondre non, c'était nier le crime. Les jurés ont répondu oui ; ils ne pouvaient faire autrement. Mais, à la seconde question qui impliquait Beilis, ils ont dit non, soulageant ainsi leur conscience et épargnant à leur pays un déni de justice qui aurait scandalisé le monde et serait resté dans l'histoire.

Ainsi ces gens simples ont révélé, une fois leur entendement éclairé, un jugement parfaitement droit : « Ils ont sauvé l'honneur de la Russie », disait un journal de Saint-Pétersbourg. Comme on les avait choisis au hasard parmi des milliers et des centaines de milliers d'autres paysans et d'autres petits fonctionnaires, il est à supposer que, dans les mêmes circonstances, des milliers et des centaines de milliers d'autres gens auraient agi comme eux. Pourquoi a-t-on pendant si longtemps refusé de les instruire ; pourquoi la masse a-t-elle été considérée comme un simple instrument de travail, pourquoi l'a-t-on si soigneusement exclue de la vie publique ? Mais, si le passé a été une longue faute, l'avenir peut être meilleur. Des couches profondes de la nation russe monte l'énergie et surgit l'espérance.

Lausanne, 25 novembre 1913.

BULLETIN LITTÉRAIRE ET BIBLIOGRAPHIQUE

VOYAGE AU PAYS DES SCULPTEURS ROMANS, par *Alexis Forel*.
Illustré par *Emmeline Forel*. Tome I^{er}. — 1 vol. in-4°. Paris,
Champion ; Genève, Boissonnas.

Sans avoir le plaisir de connaître M. et M^{me} Alexis Forel, j'imagine qu'ils doivent être bien près de réaliser l'idéal du bonheur dans ce bas monde. Ils ont, en commun, une passion faite pour donner de la saveur à leur vie sans y jeter aucun trouble. D'un grand amour, ils aiment les vieux saints de pierre qui, depuis huit ou neuf siècles, montent leur faction dans les niches des cathédrales romanes ; ils aiment les façades aux piliers trapus, à demi rongées par les eaux, et embellies par cette patine où M. Forel voit, avec raison, la « contribution de Dieu aux œuvres qui lui plaisent » ; ils aiment les cryptes mystiques, dont l'ombre violette s'éclaire de flammes d'or.

Sans hâte, à la manière des bons flâneurs d'autrefois, qui, n'étant point atteints, comme nous, de kilométrie aiguë, savaient qu'en perdant son temps on joue souvent à qui perd gagne, ils ont exploré en tous sens les provinces françaises où a germé l'art roman, puissant, naïf et pieux.

Descendant le cours du Rhône, ils ont visité d'abord cette Provence qui, la première en France, s'éclaira de la grande lueur venue d'Orient, puis les Cévennes et l'Auvergne, dont les sanctuaires ont une grandeur austère ; puis la romantique Uzerche ; puis les merveilleuses églises latines de l'Ouest, Aubeterre, Châteauneuf-sur-Charente, Civray, Parthenay ; ils ont terminé le circuit par la Bourgogne et par Notre-Dame du Puy. Et que d'admirables découvertes ils ont faites dans cette vieille France, terre à demi inconnue !

Ces voyages de découvertes nous ont valu un magnifique ou-

vrage qui s'adresse non pas aux érudits, mais à tous les lecteurs cultivés. « Ce livre, dit trop modestement l'auteur, est écrit par un ignorant pour des ignorants. » Disons plutôt qu'il est écrit, non par un archéologue féru de son érudition, mais par un artiste fanatique] de la beauté et pour des lecteurs qui, selon le rêve de Platon, ont cette sagesse que l'on rencontre à mi-chemin de la science et de l'ignorance.

De même que Töpffer, dont il doit goûter les *Menus propos*, M. Alexis Forel ne craint pas de faire une place à la folle du logis. Il abonde en digressions. S'il aperçoit un chemin de traverse, il n'hésite pas à s'y engager. Les spécialistes doivent le considérer comme suspect de littérature. Lorsqu'il lui est arrivé de « trépigner d'admiration » ou de « rugir d'enthousiasme », il ne craint pas d'en convenir. Et ce ton chaleureux fait d'autant plus plaisir qu'il est peu habituel dans le pays où « il gèle sans trêve », au dire de Jaques Dalcroze. N'allez pourtant pas croire que ce lyrisme soit, comme il arrive souvent, le manteau de l'ignorance ! On voit bien que M. Forel connaît son affaire. Mais il est de ceux qui pensent qu'en un tel domaine la science a le droit de n'être pas rébarbative et qu'il est licite de parler des œuvres d'art en un autre style que celui qui est de règle dans les bulletins de nos Sociétés d'histoire. Ce n'est pas nous qui lui jetterons la première pierre.

Entre le texte et les illustrations, la concordance est parfaite. Des impressions identiques ont été exprimées par deux modes différents. Si les croquis à la plume, insérés dans le texte, manquent parfois un peu de fermeté et ne rendent pas la consistance de la pierre, les planches hors texte nous révèlent, en M^{me} Emmeline Forel, un prestigieux coloriste. Chacune d'elles a sa tonalité dominante et son harmonie, tantôt éclatante, tantôt assourdie. Ah ! les savoureuses patines de ces vieilles pierres, et que l'on comprend bien le culte que M. Forel leur a voué ! Je ne peux me lasser de contempler le pont en dos d'âne d'Espalion, dont les arches, couleur de sang, s'ouvrent comme des yeux emplis du bleu profond de la rivière. L'Inde, dont revient Besnard, n'a rien de plus somptueux.

L'impression de ces planches est irréprochable. Et ceux-là mêmes qui, comme l'auteur de ces lignes, goûtent peu d'ordinaire

l'illustration en couleurs, doivent reconnaître qu'à ce degré de perfection elle prend une valeur esthétique de premier ordre. Il faut féliciter l'éditeur, Frédéric Boissonnas et la maison Sadag, d'avoir établi un volume qui restera comme un des chefs-d'œuvre de la typographie romande. Nulle part on ne pourrait faire mieux.

P. S.

LETTRES DE M^{me} ROLAND, publiées par *Claude Perroud*. Nouvelle série, tome I^{er}. *Collection de documents inédits sur l'histoire de France*. — 1 vol. grand in-8°. Paris, 1913.

Quand les lettres adressées à Sophie Coennet, qui forment la plus grande partie de ce volume, parurent pour la première fois en 1840, Sainte-Beuve en rendit compte dans un article agréable à relire : « Ces lettres sont un roman, dit-il, celui de la première jeunesse et de l'amitié de deux jeunes filles qui font leur entrée dans la vie. »

En 1901, M. Brunetière, parlant des mêmes lettres, écrivait : « Elles ne sont pas seulement l'une des correspondances les plus intéressantes que le dix-huitième siècle nous ait léguées, mais peut-être l'un des chefs-d'œuvre de notre littérature épistolaire. » Cette appréciation serait certainement trop louangeuse si elle n'était pas tempérée par un *peut-être* ; mais elle est juste dans sa première partie.

On avait déjà deux éditions de ces lettres, toutes deux faites avec négligence, par des éditeurs étrangers à nos scrupules d'exactitude. Un des érudits qui connaissent le mieux l'histoire de la Révolution, M. Claude Perroud, — qui avait déjà publié en 1900-1902 les lettres écrites par M^{me} Roland à partir de son mariage ; en 1905, les mémoires de M^{me} Roland ; en 1909, les lettres d'amour de Roland et de Marie Phlipon, — termine et complète aujourd'hui son œuvre en donnant une édition critique des lettres écrites par Marie Phlipon avant son mariage avec Roland (4 février 1780).

Tous ces textes ont été publiés avec le plus grand soin ; une annotation sobre et précise, judicieuse et bien informée, ajoute beaucoup au prix de ces publications.

Deux jeunes filles échantent, pendant des années, des lettres qui se suivent et s'accumulent comme des flocons de neige ; les

feuilles blanches se noircissent chaque semaine : babil infini, causerie facile et légère, comme un ruisseau dont l'eau claire et brillante court longtemps sous le gai soleil, jusqu'au moment où elle tombe dans la rivière. Le mariage vient ; on prend les lettres qui débordent des cassettes qu'elles remplissent, on les livre aux flammes. J'ai vu un de ces autodafés : c'était une grande leçon de philosophie.

Mais quelquefois ces lettres de jeunesse et de rêves sont si vraiment remarquables qu'elles échappent au sort commun ; on les conserve, on les laisse dormir dans un tiroir muni d'une bonne serrure ; le temps s'écoule et le jour vient où, les contemporains étant morts, un amateur éclairé peut mettre au jour ces témoignages charmants de l'éveil d'un esprit distingué. C'est ce qu'a fait en 1909 M. Philippe Godet quand il a publié les lettres de Belle de Zuylen (M^{me} de Charrière).

Comme la jeune Hollandaise, Marie Phlipon avait un caractère décidé, en même temps qu'une intelligence ouverte ; elle aussi, « dépaycée dans sa famille, déconcertait son entourage par sa fièvre d'activité intellectuelle et la hardiesse de son esprit » ; elle aussi perdit de trop bonne heure une mère sage et ne put être guidée par elle dans le choix d'un mari.

C'est ce choix, naturellement, qui fut de dix-huit à vingt-six ans la grande affaire de Marie Phlipon ; on voit défiler devant elle la grande procession de ceux qui prétendaient à sa main. Le lecteur est amené à penser que le coup d'œil de la jeune fille a été juste. Sa situation sociale, sa pauvreté limitaient son choix ; au milieu des partis qui s'offraient à elle, il semble bien qu'elle a choisi le meilleur.

Les documents publiés par M. Claude Perroud, excellemment commentés par lui, établissent que Sainte-Beuve s'est trompé du tout au tout en parlant de *l'ami respectable qu'elle* (M^{me} Roland) *avait agréé*. Le fait est que l'affaire n'alla point toute seule ; que le respectable Roland se faisait tirer l'oreille ; que Marie Phlipon, mieux que lui, a su ce qu'elle voulait et qu'elle s'est donné quelque peine pour amener Roland à se décider au mariage.

EUGÈNE RITTER.

SHAKESPEARE EN RUSSIE, 1748-1840. Etude de littérature comparée, par *A. Lirondelle*. — 1 vol. in-16. Paris, Hachette.

Esquisse rapide et lumineuse de l'histoire de Shakespeare en Russie, l'étude de M. Lirondelle prouve une fois de plus que, suivant la formule de F. Baldensperger, « les influences étrangères n'agissent jamais que dans une direction conforme aux tendances d'une littérature. » Ainsi, à la fin du dix-huitième siècle, lasse de la domination du classicisme français, la littérature russe se sert de Shakespeare comme auxiliaire dans sa lutte contre Racine; dans les premières années du dix-neuvième siècle, le romantisme étant à la mode, on rétrécit Shakespeare aux dimensions d'un Byron, on en fait un fournisseur d'émotions violentes. Cependant la Russie littéraire peu à peu se dégage des influences dominatrices et prend conscience de sa véritable originalité : le réalisme naïf. Shakespeare aide à cette éclosion, car enfin les critiques en sont venus à voir en lui ce qu'il est vraiment, « une source d'éternelle vérité humaine, un miroir du monde, un véritable microcosme. »

G. B.

MOLIÈRE EN ANGLETERRE, 1660-1670, par *J. E. Gillet*. — 1 vol. in-16. Paris, Champion, 1913.

Ce volume est un excellent exemple de ces travaux, à la mode dans les milieux universitaires, qui renouvellent un sujet en l'étudiant avec tout le soin et la précision impitoyable que des limites volontairement étroites rendent possibles. Quand Molière a-t-il été introduit en Angleterre et pourquoi et par qui? Et comment, adapté ou traduit? Et quelle influence précise a-t-il eue sur le théâtre de la Restauration naissant? — Telles sont les questions auxquelles M. Gillet répond d'une manière vraiment définitive. Grâce à ce mémoire, on sait maintenant avec l'exactitude la plus rigoureuse les causes et la nature et les résultats de la pénétration de Molière en Angleterre. Il ne sera plus permis de répéter et de transmettre les formules aussi fausses que claires de Taine. Mais combien de temps faudra-t-il encore pour que les vérités de ce mémoire, écrit pour spécialistes seuls, deviennent monnaie courante?

G. B.

PRÉCEPTES ET JUGEMENTS DE NAPOLÉON, recueillis et classés par le lieutenant-colonel *Ernest Picard*. — 1 vol. in-8°. Paris, Berger-Levrault, 1913.

La littérature napoléonienne grossit comme une marée et puisqu'il se trouve des éditeurs pour publier des livres toujours nouveaux, on doit supposer qu'il existe aussi des gens pour les acheter et pour les lire.

L'empereur Napoléon aurait été mieux à même que n'importe qui de faire un grand ouvrage sur l'art de la guerre ; il en a exprimé une ou deux fois l'intention sans la réaliser jamais. Mais, soit dans l'immense correspondance, soit dans les œuvres de Sainte-Hélène, pièces dictées ou *Mémorial*, il y a des opinions et des jugements en foule sur la manière de faire la guerre et sur les hommes qui l'ont faite. Le travail de M. Ernest Picard a consisté à lire l'œuvre colossale écrite ou inspirée par Napoléon, à choisir les morceaux et les phrases qui lui paraissaient avoir une importance ou une saveur particulière, à les grouper en trois grandes parties subdivisées elles-mêmes en une multitude de cases. De ces parties, la première est intitulée les préceptes ; elle expose les opinions de l'empereur sur une foule de choses : l'artillerie, la cavalerie, l'infanterie, les devoirs du général en chef, la défense des places, la tactique, le moral des troupes, la discipline, le droit des gens, etc., etc. La seconde comprend une série d'études critiques sur un certain nombre de guerres depuis les conquêtes de Jules César jusqu'à la campagne de 1815. La troisième est une série de jugements sur les hommes : ils passent, par ordre alphabétique, la plupart des compagnons d'armes, des acteurs de la grande épopée ; quelques-uns des héros du passé qui ont fixé un instant sur eux l'attention du grand curieux qu'était Napoléon.

Ces impressions ou jugements sont très inégaux en originalité et en valeur. Nous apprenons, par exemple, que l'empereur a dit : « Les marches et les batailles détruisent un très grand nombre de chevaux. » « Un fossé rempli d'eau et de dix toises de largeur est un bon obstacle. » « Un bon général n'est pas un homme commun », et d'autres affirmations de cette force qui,

privées de contexte, ont l'air de naïvetés et que l'auteur aurait pu laisser où elles étaient.

Mais c'est l'exception; il y a presque sur chacun des jugements, si courts soient-ils, comme un mordant, une griffe, qui les distingue de toute autre prose et de tout autre style.

« Profitez des faveurs de la fortune lorsque ses caprices sont pour vous, dit Napoléon; craignez qu'elle ne change de dépit; elle est femme. » « Tout général en chef qui se charge d'exécuter un plan qu'il trouve mauvais est criminel. » « Il faut faire à l'ennemi qui fuit un pont d'or ou lui opposer une barrière d'acier. » « Vaincre n'est rien, il faut profiter du succès. » « Les journaux sont rédigés sans esprit. Est-il convenable, dans le moment actuel, — c'est en 1814 — de dire que j'avais peu de monde?... Il faut en vérité que vous ayez perdu la tête à Paris pour dire de pareilles choses, lorsque moi je dis partout que j'ai 300 000 hommes, lorsque l'ennemi le croit et qu'il faut le dire jusqu'à satiété. Voilà comment, à coups de plume, vous détruisez tout le bien qui résulte de la victoire.... » Ou encore ces appréciations qu'il envoie à son frère Jérôme : « N'avez-vous donc aucun ami autour de vous qui vous dise quelques vérités ? Vous êtes roi et frère de l'empereur, qualités ridicules à la guerre. Il faut être soldat, et puis soldat et encore soldat; il ne faut avoir ni ministre, ni corps diplomatique, ni pompe; il faut bivouaquer à son avant-garde, être nuit et jour à cheval... ou bien rester dans son sérail.... Vous faites la guerre comme un satrape. Est-ce de moi, bon Dieu ! que vous avez appris cela ?... Cessez d'être ridicule; renvoyez le corps diplomatique à Cassel; n'ayez aucun bagage, aucun train, n'ayez pas d'autre table que la vôtre. Faites la guerre comme un jeune soldat qui a besoin de gloire et de réputation; et tâchez de mériter le rang où vous êtes arrivé, l'estime de la France et de l'Europe qui vous regardent; et, pardieu ! ayez assez d'esprit pour écrire et parler convenablement. »

Il y a 575 pages de jugements et de préceptes; dans l'ensemble c'est intéressant.

EDM. R.



TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME SOIXANTE-DOUZIÈME

OCTOBRE-DÉCEMBRE 1913. — N^{os} 214-216.

	Pages
A PROPOS D'UN CENTENAIRE. L'ÉDIT DE MILAN ET LA PAIX DE L'ÉGLISE, par <i>Paul Vallette</i>	3
L'ANATHÈME, par <i>Albert Autin</i> .	
Troisième et dernière partie	34
LES DÉBUTS DES CHEMINS DE FER EN SUISSE, par <i>Albert Cuony</i> .	
Seconde partie	63
Troisième et dernière partie	317
NAPLES, par <i>Henry Aubert</i> .	
Seconde et dernière partie	95
LA SCIERIE DE MARIELS. — Roman, d' <i>Ernest Zahn</i> .	
Seconde partie	118
Troisième et dernière partie	349
VARIÉTÉS : MARIAGE DE PRINCE, par <i>Ed. Chapuisat</i> . — DE LA RELIGIOSITÉ DE LAMARTINE, par <i>Remsen Whitehouse</i> .	150
L'ÉVOLUTION RELIGIEUSE D'UN PENSEUR CATHOLIQUE. NEWMAN, par <i>Paul Stapfer</i>	225
UN CAS DE CONSCIENCE. — Nouvelle, par <i>Benjamin Vallotton</i>	258
SUR PIERRE LOTI, par <i>H. de Ziegler</i>	267
LA BONNE TERRE. NOTES DE LOUIS BAUDIN, INSTITUTEUR, par <i>Daniel Bersot</i>	289
VARIÉTÉS : ERNEST NAVILLE, par <i>Louis Emery</i> . — L'ÉPOPÉE DE LA SUISSE, par <i>Frédéric Barbey</i>	378
LA RESTAURATION DE LA RÉPUBLIQUE DE GENÈVE, par <i>Edouard Chapuisat</i>	449
LE VILLAGE. — Roman, par <i>Henri Bachelin</i> .	
Première partie	489

	Pages
MAISONS OUVRIÈRES ET TRAVAILLEURS A DOMICILE, D'APRÈS DES DOCUMENTS RÉCENTS, par <i>Ernest Lehr</i>	530
MŒURS ACADÉMIQUES AU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE, par <i>J. Le Coultre</i>	547
SONNETS, par <i>Charly Clerc</i>	567
LA PROFANATION DES CHEFS-D'ŒUVRE. A PROPOS D'UNE TRADUCTION DU FREISCHÜTZ, par <i>A.-D. d'Alsheim</i>	570
IL FAUT QUE LES CHOSSES S'ACCOMPLISSENT. — Conte fantas- tique, par <i>G. Hoffmann</i>	592
VARIÉTÉS: UN CULTÉ SPIRITE A MADAGASCAR, par <i>Emile Lombard</i>	601
CHRONIQUES PARISIENNES.	
Octobre. — Paris et la France. — Le recommencement de la saison: les riches et les hommes d'affaires; les livres et le théâtre; la rentrée des chambres: le service de trois ans et la guerre. — Sur la royauté et sur le peuple: Vauban, Veuillot et Chateaubriand	169
Décembre. — La campagne et le paysan dans la littérature fran- çaise du moyen âge au XIX ^e siècle. — De Balzac aux région- alistes d'aujourd'hui. — Emile Verhaeren et <i>Les blés mouvants</i>	610
CHRONIQUE ITALIENNE.	
Novembre. — A propos du centenaire de Boccace. — La popula- rité de Dante. — L'inviolabilité des horreurs pittoresques. — Temps nouveaux	396
CHRONIQUES ALLEMANDES.	
Octobre. — Harpad contre Lloyd. — Autour de l'empereur. — Le plus grand stade du monde. — Ecrivains viennois d'ajour- d'hui. — Hermann Bahr. — Les facultés de théologie catho- lique. — Une correspondance de Gustave Freytag. — Amour d'arrière-automne. — Publications nouvelles	179
Décembre. — La correspondance de Treitschke. — Histoire et historiens. — Le jubilé de Georges Waitz. — Erich Marcks à Munich. — <i>L'Histoire de l'Europe</i> de M. Alfred Stern. — Let- tres de Karl Marx et de Frédéric Engels. — Une édition popu- laire de Gœthe. — A propos de Peter Rosegger	620
CHRONIQUE ANGLAISE.	
Décembre. — Préoccupations publiques. L'Irlande. La résistance de l'Ulster et les partis. — Le tunnel sous la Manche. Le pour et le contre. Le public est-il indifférent? — Quelques livres nouveaux	628
CHRONIQUE RUSSE.	
Octobre. — Le groupe des paysans dans la Douma. — Monu- ment Mourontzeff. — L'hérésie des moines du mont Athos. — L'histoire à l'antisémite de la Rome antique. — Fin du sla- vophilisme russe. — <i>L'Universale Unigo</i> . — Jubilé de M. Koro- lenko. — <i>La Taglioni</i> , par M. Soloviev. — L'amour dans les lettres d'hommes célèbres, par M ^{lle} Tchebotarevski	189

CHRONIQUE AMÉRICAINE.

- Novembre.** — Un nouveau scandale dans l'Etat de New-York : la mise en accusation du gouverneur Sulzer. — Les conférences du secrétaire d'Etat Bryan. — Chemins de fer, actionnaires et voyageurs. — A propos de l'exposition projetée à San-Francisco. — Une appréciation étrangère sur le système scolaire des Etats-Unis. — Comme quoi le bison n'est pas près de disparaître. — Les livres 405.

CHRONIQUES SUISSES ROMANDES.

- Octobre.** — Le mouvement intellectuel ; *l'Offrande à la Vie* de M. Franzoni ; les *Poèmes* de M. Mugnier. — L'éducation civique par l'école : une conférence de M. Rosier. — *L'Histoire littéraire de la Suisse au XVIII^e siècle* de M. de Reynold. — *La population et les mœurs* de M. Henri-F. Secrétan. — *L'Histoire de la civilisation égyptienne* de M. Jequier 198
- Décembre.** — L'histoire suisse méconnue : le service étranger, d'après le capitaine de Vallière. — Les portraits de Suisses hors de Suisse, de M. Frédéric Barbey. — Au cœur de l'Afrique avec François Coillard. — Le commerce suisse : la noble et vertueuse compagnie des marchands de Neuchâtel, de M. Favarger. — Un explorateur suisse : le Dr G. Montandon. — Ouvrages récents 636

CHRONIQUE SUISSE ALLEMANDE.

- Novembre.** — Propos d'automne. — Le nouveau roman de M. Zahn. — En pays rhétien. — Question de langues. — Ni Tudesques, ni Italiens. — Une histoire des Grisons. — La question de la Valteline. — Lettres de Gottfried Keller. — Revues allemandes et écrivains suisses. — Les livres 413

CHRONIQUES SCIENTIFIQUES.

- Octobre.** — Découverte du microbe de la rage. — La baguette des sourciers en Allemagne. — Alcoolisme et hérédité. — L'Atlantide devant la géologie et l'histoire naturelle. — Les bombes asphyxiantes à la guerre 207
- Novembre.** — Le vaccin de la gonococcie. — Emploi de la dynamite en agriculture. — Action des glandes à sécrétion interne sur la croissance. — L'acide carbonique comme engrais. — L'air comprimé comme moyen d'empêcher les navires de couler 421
- Décembre.** — Le soleil diminue-t-il ? — Les intoxications oxycarbonées dans le passé. — Mortalité par la diphtérie, avant et depuis le sérum. — L'appendice serait-il utile ? — Un nouveau textile, le *kapok*. — L'aéroplane et le service postal en Alaska. — Publications nouvelles 649

CHRONIQUES POLITIQUES.

- Octobre.** — La paix bulgaro-turque et le gâchis balkanique. — De la mauvaise humeur en Europe. — Un discours malheureux. — L'inauguration du palais de la Paix et la conférence pour la protection ouvrière 212

Novembre. — Les fêtes de Leipzig. — L'ouverture de l'isthme de Panama. — Le procès de Kiew. — Affaires balkaniques. — Choses et autres. — Des élections : Chine, Mexique, Italie. — En Suisse : le percement du Mont-d'Or, la session des chambres fédérales	496
Décembre. — Deux nouveaux souverains. — Autour des parlements : en Espagne, en Hongrie, en Italie. — Les suites de la guerre balkanique. — Dépenses et responsabilités. — L'Allemagne en Alsace-Lorraine. — A propos du procès de Kiew...	654

BULLETIN LITTÉRAIRE ET BIBLIOGRAPHIQUE

<i>Meyer, Eduard.</i> — Histoire de l'antiquité. Tome I ^{er}	220
<i>Bally, Ch.</i> — Le langage et la vie	221
<i>Naudy, Th.</i> — Depuis 1880. L'enseignement primaire et ce qu'il devrait être	223
<i>Dupont, Etienne.</i> — Les prisons du mont Saint-Michel, 1425-1804 ..	224
<i>Martin, William.</i> — La crise politique de l'Allemagne contemporaine	435
<i>Péladan, J.</i> — La thériaque	437
<i>Rondet-Saint.</i> — L'Afrique équatoriale française	438
<i>Romier, Lucien.</i> — Les origines politiques des guerres de religion. I. <i>Henri II et l'Italie (1547-1555)</i>	438
<i>Vallery-Radot, René.</i> — Madame Pasteur	440
<i>Waxweiler, Emile.</i> — Esquisse d'une sociologie	441
<i>Allorge, Henri.</i> — L'essor éternel	442
<i>Choisy, Louis-Frédéric.</i> — Alfred Tennyson. Son spiritualisme, sa personnalité morale	444
<i>de la Force, duc.</i> — Lauzun, un courtisan du grand roi	446
<i>Ritter, Eugène.</i> — Les Eglises chrétiennes au matin du XX ^e siècle.	446
<i>Küpfer, Emile.</i> — Nos dernières pages d'histoire héroïque	448
<i>Forel, Alexis et Emmeline.</i> — Voyage au pays des sculpteurs romans	662
<i>Perroud, Claude.</i> — Lettres de M ^{me} Rolland	664
<i>Lirondelle, A.</i> — Shakespeare en Russie, 1748-1840	666
<i>Gillet, J.-E.</i> — Molière en Angleterre, 1660-1670	666
<i>Picard, Ernest.</i> — Préceptes et jugements de Napoléon	667

